



Monaco : une enquête pour blanchiment visé des proches de Charles Pasqua

LE FINANCEMENT du Rassemblement pour la France (RPF) de Charles Pasqua par des fonds suspects dégauchés lors de la vente du casino d'Annemasse (Haute-Savoie) apparaît au détour d'une enquête ouverte par le parquet de Monaco. Auteurs de cette transaction, deux proches de M. Pasqua, Robert Feliciaggi, maire (DVD) de Pila Canale (Corse-du-Sud), et l'homme d'affaires Michel Tomi, présentés comme les « empereurs du jeu en Afrique », sont directement visés par ces investigations. Les fonds ayant alimenté leurs comptes à Monaco ont emprunté un chemin suspect et mettent en jeu des particuliers au profil sulfureux, estiment les enquêteurs monégasques. Interrogé par *Le Monde*, M. Pasqua affirme ne pas être « concerné » par cette affaire.

Lire pages 10 et 11

Le PS est bousculé sur sa gauche

● Au second tour, la gauche plurielle retrouvera-t-elle toutes les voix des Verts, de l'extrême gauche et des Motivé-e-s ? ● Les Verts s'imposent en principal partenaire des socialistes, tandis que le PC régresse encore au profit de l'extrême gauche ● Comment Lionel Jospin répondra-t-il à cette nouvelle donne ?

LA GAUCHE CRITIQUE élargit son espace, le Parti communiste régresse encore un peu plus au profit de l'extrême gauche, la « gauche plurielle » remodèle ses équilibres au profit des Verts : le Parti socialiste tire les leçons du rappel à l'ordre que lui ont adressés les électeurs au premier tour des élections municipales. Se situant déjà dans la perspective de la présidentielle et des législatives de 2002, les socialistes analyseront de près la manière dont s'effectueront, au second tour, les reports de voix. Un dirigeant socialiste, proche de Lionel Jospin, explique, sous couvert d'anonymat : « Les électeurs ont utilisé tous les moyens pour dire à la gauche qu'elle est trop institutionnelle, de moins en moins attentive, de moins en moins modeste. L'opinion ne retrouve pas le discours de Jospin sur la modestie, l'absence d'hégémonie. »

Même si la gauche l'emportait à Paris et à Toulouse, l'analyse n'en serait pas modifiée. L'espace critique libéré par les socialistes est occupé par l'extrême gauche et aussi par



les « listes Zebda » qui ont essayé sur le modèle des Motivé-e-s de Toulouse. Ces dernières se sont jointes aux socialistes pour le second tour - fusion à Toulouse, appel au report des voix à Rennes.

En revanche, l'extrême gauche persiste dans sa contestation de la gauche parlementaire. Elle a obtenu ses meilleurs scores depuis 1977, et c'est Lutte ouvrière qui profite le plus des reculs du PCF, ce qui permet à Alain Krivine (LCR) d'affirmer, dans *Le Parisien*, que Robert Hue sera « sûrement devancé » par Arlette Laguiller à la présidentielle. Quant aux Verts, ils s'installent comme des partenaires puissants que Lionel Jospin devra intégrer dans sa stratégie. Leur participation massive à la gestion municipale, au côté des socialistes, permettra, selon le PS, de mieux préparer les prochaines échéances électorales.

Lire pages 6 à 9 et la chronique de Pierre Georges page 38

www.lemonde.fr/municipales

Nestlé, concentré de performance

EN TROIS ANS, le numéro un mondial de l'industrie agroalimentaire a vu sa valeur boursière tripler. Explication de la performance du géant suisse : le nouveau directeur général, Peter Brabeck, s'est défaté des produits les moins rentables (comme les surgelés Findus) et a investi dans de nouveaux secteurs davantage porteurs (comme l'alimentation animale). Dans un entretien au *Monde*, M. Brabeck évoque aussi sa stratégie à l'égard du groupe L'Oréal, dont il est l'un des deux principaux actionnaires, aux côtés de la famille Bettencourt. « On peut tout imaginer », répond-il à l'évocation d'une augmentation de sa participation.

Lire page 22

L'appel de quatorze intellectuels arabes contre une conférence négationniste

L'INITIATIVE de deux organisations négationnistes néonazies, la suisse Vérité et justice et l'américaine Institute for Historical Review (IHR), une conférence intitulée « Révisionnisme et sionisme » est prévue du 31 mars au 3 avril à Beyrouth. « Des chercheurs et activistes révisionnistes célèbres de différentes nationalités doivent y participer », reflètent ainsi la coopération croissante entre chercheurs « indépendants » de pays européens, des Etats-Unis et du Proche-Orient, peut-on lire sur le site Internet d'IHR. Ce n'est plus un secret pour personne à Beyrouth que les autorités libanaises sont soumises à de multiples pressions pour interdire cette conférence. Mais, à ce jour, les sources les mieux informées dans la capitale libanaise ne sont pas en mesure de dire où celle-ci se tiendra, ni qui en est le parrain côté libanais.

Un groupe de quatorze intellectuels arabes a donc décidé de dénoncer, dans un appel, cette conférence qui, sous le prétexte plus que probable de solidarité avec la cause palestinienne, développera des thèses négationnistes, niant la réalité du génocide commis par les nazis contre les juifs. « Nous, intellectuels arabes, sommes indi-

gnés par cette entreprise antisémite. Nous alertons à ce sujet les opinions publiques libanaise et arabes et appelons les autorités compétentes du Liban à interdire la tenue à Beyrouth de cette manifestation inadmissible », écrivent les signataires de l'appel, qui font partie de l'élite intellectuelle arabe : les poètes Adonis (Liban) et Mahmoud Darwich (Palestine), l'historien Mohammed Harbi (Algérie), les écrivains Jamel Eddine Bencheikh (Algérie), Mohamad Berada (Maroc), Dominique Eddé, Elias Khoury, Gérard Khoury et Salah Stétié (Liban) Fayez Mallas et Farouk Mardam-Bey (Syrie), Edward Saïd, Khalida Saïd et Elias Sanbar (Palestine).

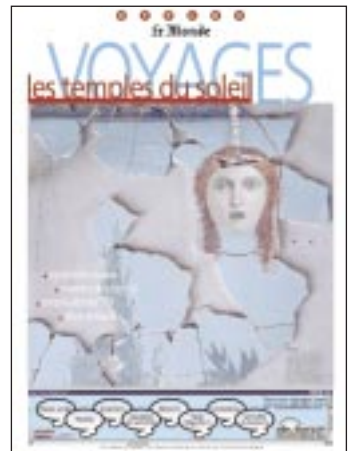
« Cette initiative, qui utilise le Liban comme plate-forme de ses propres objectifs, survient au moment où un groupe d'intellectuels libanais organisent de leur côté un colloque intitulé « Mémoire pour l'avenir » qui propose, pour la première fois depuis la fin de la guerre libanaise, un cadre de réflexion et de débat sur un passé meurtrier », ajoutent-ils, en précisant que, « parmi les invités à ce dernier colloque [figurent] l'historien Pierre Vidal-Naquet, le juriste Antoine Garapon, le professeur Jean-François Bergier, président de la com-

mission d'experts pour la seconde guerre mondiale, ainsi que de nombreux autres écrivains, historiens, sociologues libanais et étrangers ».

Dans un courageux éditorial publié récemment par le quotidien saoudien *El Hayat*, sous le titre « Les Protocoles des sages de Beyrouth », le Libanais Joseph Samaha n'avait pas hésité à écrire de son côté que la tenue d'un tel forum à Beyrouth « déshonore le Liban ». Traitant les participants à cette conférence de « falsificateurs de l'histoire », Joseph Samaha ajoute : la tenue d'une telle conférence dans la capitale libanaise suggèrera que « le combat défensif arabe contre Israël et ses alliés est, d'une manière ou d'une autre, la prolongation du projet d'extermination nazie ».

« Au nom des victimes palestiniennes et arabes, cette conférence prendra la défense du bourreau nazi et de son crime contre les juifs », écrit encore l'éditorialiste, qui refuse que « la cause palestinienne » serve de « faux témoin » à une tentative de réécriture négationniste de l'histoire européenne.

Mouna Naïm



STYLES - VOYAGES Temples du soleil

Notre supplément « Styles-voyages » consacre douze pages aux grands sites archéologiques de quatre continents. Le Mexique des Mayas, au cœur de la presqu'île du Yucatan, la Libye et ses superbes ruines gréco-romaines, le Cambodge, qui rouvre ses sanctuaires oubliés, et Pompéi, menacée par l'afflux de visiteurs, et bien d'autres lieux. Quelques conseils pour apprendre à voyager dans le respect du passé.

Demandez notre supplément



ENQUÊTE Le Japon de la misère

Pendant les années d'expansion, la pauvreté s'était faite discrète au Japon. Aujourd'hui, elle est criante. A Kamagasaki, dans le sud d'Osaka, comme dans le quartier de Sanya à Tokyo, s'agglutinent les exclus du système. Les autorités ont fini par prendre conscience que la récession a créé une masse de déclassés et que le phénomène est appelé à durer. Plongée au cœur de cette extrême pauvreté.

p. 17

La Serbie enquête sur son passé



SLOBODAN MILOSEVIC

L'ÉTAU se resserre autour de Slobodan Milosevic et de son clan. Les enquêtes se multiplient en Serbie pour malversations financières et crimes politiques. Mais le nouveau chef de l'Etat serbe, Vojislav Kostunica, répugne à les livrer au Tribunal pénal international.

Lire page 2

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON, 270 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.



Geneviève Brisac

Pour qui vous prenez-vous ?

Nouvelles

© J. Foley

Éditions de l'Olivier

POINT DE VUE

Les crimes contre la culture ne doivent pas rester impunis

par Koïchiro Matsuura

UN crime contre la culture vient d'être commis. En détruisant les bouddhas géants qui veillaient depuis 1 500 ans sur la vallée de Bamiyan, les talibans ont commis l'irréparable. Ils ont détruit une partie de la mémoire afghane, mais aussi un témoignage exceptionnel de la rencontre de plusieurs civilisations et un patrimoine qui appartenait à toute l'humanité.

Ce crime a été perpétré froidement, délibérément. Aucune action militaire en cours dans cette partie de l'Afghanistan ne peut être invoquée. Au cours des dernières années, les grottes - peintes par les moines - qui entouraient les bouddhas ont été souillées et dégradées par les soldats des différentes factions qui y ont installé leurs bivouacs. Des armes y ont été entreposées, tout comme elles l'ont été aux pieds des bouddhas, ravalés au rang de boucliers. Au cours de ces dernières années, ceux-ci ont aussi été pris pour cibles à plusieurs reprises. C'était déjà intolérable, mais la guerre pouvait expliquer - sans

pour autant les justifier - ces atteintes. La destruction systématique qui vient d'être commise ne bénéficie pas, elle, de ce triste prétexte.

Ce crime contre la culture a été commis au nom de la religion. Ou plutôt au nom d'une interprétation religieuse contestable et contestée. Des théologiens parmi les plus grands que compte l'islam se sont inscrits en faux contre cette interprétation. En ordonnant, au nom de sa foi, la destruction de chefs-d'œuvre du patrimoine afghan, le mollah Omar prétend en savoir davantage que toutes les générations de musulmans qui se sont succédé au cours des quinze derniers siècles. Davantage que tous ces conquérants et dirigeants musulmans qui ont épargné Carthage, Abou-Simbel ou Taxila. Et davantage que le prophète Mahomet lui-même, qui, à La Mecque, a choisi de respecter l'architecture de la Kaaba.

Lire la suite page 19

Koïchiro Matsuura est directeur général de l'Unesco.



EXPOSITION À PARIS

Les belles années pop

Warhol (photo), Rauschenberg, Lichtenstein, les Beatles et les Rolling Stones, *Easy Rider* et *Woodstock* sont conviés à cette célébration des *Golden Sixties*. Au-delà du mouvement pop-art, l'exposition présentée par le Centre Pompidou jusqu'au 18 juin, tente de faire le portrait d'une époque, les années 1960, et de son foisonnement culturel.

p. 32

International.....	2	Aujourd'hui.....	28
France.....	6	Météorologie-Jeux.....	31
Société.....	10	Culture.....	32
Régions.....	16	Guide culturel.....	34
Horizons.....	17	Carnet.....	35
Entreprises.....	21	Kiosque.....	36
Communication.....	24	Abonnements.....	36
Tableau de bord.....	25	Radio-Télévision.....	37

TPIY La Serbie commence à se pencher sur son passé récent sous le dicateur renversé, Slobodan Milosevic, inculpé de « crimes contre l'humanité » par le Tribunal pénal internatio-

nal pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) de La Haye. Belgrade est sommée par Washington de procéder à l'arrestation du chef déchu d'ici au 31 mars, et de coopérer avec le TPIY dans les

poursuites engagées contre d'autres anciens dirigeants. ● **DES ENQUÊTES** pour malversations financières et crimes politiques ont été entreprises par le nouveau régime de Vojislav

Kostunica et devraient aboutir à des arrestations et des inculpations devant la justice serbe. ● **DES EX-RESPONSABLES** poursuivis par le TPIY, toutefois, se trouvent toujours en

Serbie. Belgrade demeure réticent à confier son passé de guerre à la justice de La Haye en dépit des attentes de la communauté internationale et des milieux antinationalistes.

La Serbie enquête sur les années Milosevic

Sous le nouveau régime, l'état se resserre inexorablement sur le président déchu et son clan. Le président Vojislav Kostunica répugne cependant à livrer l'ancien dictateur et d'autres ex-responsables, inculpés pour crimes de guerre, à la justice internationale

BELGRADE

de notre envoyé spécial

Le débat sur le passé s'ouvre jour après jour en Serbie. Tandis que Washington réclame de Belgrade des mesures radicales d'ici au 31 mars, notamment l'arrestation du président déchu, Slobodan Milosevic, et l'amorce d'une coopération avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), la justice et la presse du pays se sont emparées de certaines des affaires troubles qui ont jalonné les treize années de pouvoir du couple Milosevic et de leurs fidèles.

Or ce débat est houleux, car trois camps au moins divisent la société serbe : les nationalistes nostalgiques du régime de Milosevic, qui soutiennent qu'aucun Serbe n'a commis le moindre crime et que leur peuple est victime d'un complot international ; les nationalistes démocrates qui, à l'image du président Vojislav Kostunica, s'opposent aussi à l'action de la justice internationale, affirmant qu'un Serbe ne peut être jugé que par son propre peuple, et préfèrent évoquer les « crimes de l'OTAN » même s'ils ne nient pas entièrement la responsabilité de la Serbie dans les guerres yougoslaves ; et les antinationalistes, qui siègent à la fois au gouvernement et dans le monde associatif, qui réclament un examen du passé et la punition des criminels de guerre.

Les enquêtes conduites par la police et la justice de Serbie, voire

parfois directement par le gouvernement de Zoran Djindjic, empruntent trois directions : les crimes financiers, les crimes politiques et les crimes de guerre. Or, si les enquêtes sur la corruption sont fort populaires dans un pays qui estime que le régime Milosevic l'a fait sombrer dans la misère, les assassinats d'opposants n'intéressent guère que l'élite politique et médiatique belgradoise, et les crimes perpétrés à l'encontre des Croates, Bosniaques ou Albanais au fil des guerres ne soulèvent aucune émotion particulière hors des cercles très restreints d'activistes antinationalistes.

« PERSONNE N'EST INTOUCHABLE »

« Nous avons déclenché des enquêtes qui étaient encore inimaginables il y a peu de temps, se satisfait le ministre de la justice, Vladan Batic. La vérité est que plus personne n'est intouchable. » Afin de lutter contre la corruption et de dévoiler l'origine des fortunes bâties durant l'ère Milosevic, le gouvernement a créé une commission spéciale, placée sous la houlette du vice-premier ministre Vuk Obradovic. Le pouvoir met en avant l'arrestation, le 23 février, de Rade Markovic, le chef de la Sécurité d'Etat des années 1998-2000.

L'inculpation du général Markovic serait imminente pour l'attentat du 3 octobre 1999 dirigé contre le dirigeant politique Vuk Draskovic, qui avait coûté la vie à quatre

membres de son entourage. Les enquêteurs l'interrogent également sur le meurtre du journaliste Slavko Curuvija, assassiné en avril 1999, et sur le sort de l'ancien président Ivan Stambolic, disparu en août 2000. Les policiers espèrent démontrer que la police secrète n'agissait que sur ordre de Slobodan Milosevic et de la présidence. Par ailleurs, Rade Markovic devrait témoigner en avril au procès des assassins du chef paramilitaire « Arkan », leurs liens avec la police

secrète ayant été dénoncés par des témoins. Enfin, il devrait être entendu par les enquêteurs du TPIY sur des crimes perpétrés durant la guerre du Kosovo.

C'est là que l'on touche au point sensible de la Serbie, et que des tensions politiques surgissent. Si Vojislav Kostunica a déjà mis en garde le premier ministre Zoran Djindjic contre la tentation d'une « justice révolutionnaire » à l'intérieur du pays, il est encore plus hostile aux procès menés par le tribunal de

l'ONU. Certes, il répète que « la Yougoslavie respectera ses obligations internationales » et que la coopération avec le TPIY débutera dès le vote d'une loi adéquate au mois de juin. Mais, dans le même temps, il dénonce un tribunal qui ne considère pas que « les crimes commis par l'OTAN au printemps 1999 » relèvent de sa compétence, il prévient que la communauté internationale doit « tenir compte de la fierté nationale serbe » et a même reçu à la présidence, sans consulter ses alliés politiques, Slobodan Milosevic, qualifié de « chef du principal parti d'opposition serbe ». Et il critique, bien sûr, ce couperet américain fixé au 31 mars, chantage affiché à l'aide économique.

« Personne n'aime se voir imposer un ultimatum. Mais c'est une réalité que nous comprenons, commente le ministre yougoslave de l'intérieur, Zoran Zivkovic. Dès que la loi le permettra, la coopération avec le TPIY sera totale. En attendant, je pense que Slobodan Milosevic sera traduit en justice ici. » M. Zivkovic pense d'ailleurs que l'enquête sur l'ancien maître de Serbie devrait être accélérée. « La rencontre entre Kos-

tunica et Milosevic a été très mal acceptée par l'opinion publique, de même qu'il est mal perçu qu'il vive toujours dans sa villa présidentielle de Dedinje. Les citoyens vont commencer à douter de notre volonté de mener ces enquêtes à leur terme. »

Le gouvernement de Zoran Djindjic, pris en état entre les ordres présidentiels et les souhaits occidentaux, désireux d'obtenir une aide économique et aiguillonné par les antinationalistes, tente de trouver des solutions. Il veut notamment convaincre des criminels de guerre d'aller se présenter volontairement devant les juges du TPIY, dans la foulée de la reddition volontaire, organisée avec l'accord du gouvernement, le 12 mars, de Blagoje Simic. Des redditions qui auraient l'avantage, pour le premier ministre, de lui éviter d'être accusé de livrer des « patriotes serbes » à un tribunal dans lequel le président Kostunica et une majorité de l'opinion publique, comme auparavant Slobodan Milosevic, voient une marionnette des Etats-Unis et de l'OTAN.

Rémy Ourdan

Des antinationalistes critiques envers la présidence

Certaines associations antinationalistes reprochent au nouveau pouvoir serbe, tout en « préparant l'opinion publique à la punition des criminels, [de] selon les mots de Seska Stanojlovic, du comité Helsinki pour les droits de l'homme. « Il est hypocrite, dit-il, d'enquêter pour savoir si Milosevic a triché avec son permis de construire ou ses comptes bancaires. Cet homme est inculpé de « crimes contre l'humanité » par un tribunal de l'ONU, et la Yougoslavie est membre de l'ONU ! Il faut évoquer les crimes de guerre ! Il faut dire que la Serbie est d'abord coupable pour les crimes commis envers les Croates, les Bosniaques et les Albanais, même si les Serbes ont souffert aussi. » Seska Stanojlovic affirme avoir « honte qu'après cette décennie désastreuse, la Serbie ait un Kostunica plutôt qu'un Mesic [Stipe Mesic, le président de la Croatie], quelqu'un qui reconnaît les crimes de guerre et demande pardon aux victimes ». — (Corresp.)

Belgrade abrite d'anciens dirigeants accusés de crimes de guerre

BELGRADE

de notre envoyé spécial

Radovan Karadzic, l'ex-président « séparatiste bosno-serbe, recherché par la justice internationale pour « génocide » et « crimes contre l'humanité » — notamment pour le siège de Sarajevo et les tueries de Srebrenica — a trouvé refuge en Serbie après la chute de Slobodan Milosevic, le 5 octobre 2000. Il y a notamment passé les fêtes de fin d'année et les fêtes orthodoxes du mois de janvier. Il a ensuite effectué au moins un aller-retour avec l'une de ses résidences en Bosnie-Herzégovine, selon une source occidentale. On ne sait pas où M. Karadzic se trouve en ce moment.

Les milieux diplomatiques et judiciaires occidentaux se demandent si de tels déplacements, notamment pour un homme qui n'avait que très peu accès à la Serbie ces dernières années à cause de son divorce politique avec Slobodan Milosevic, se sont effectués avec l'aval du président yougoslave, Vojislav Kostunica. Ils s'interrogent notamment sur le degré de contrôle du nouveau pouvoir de Belgrade sur certains officiers de renseignement de l'armée ou de la police, qui continuent d'assurer la protection des criminels de guerre serbes. Ils notent cependant le lien très

fort existant entre le président Kostunica et le Parti démocratique serbe (SDS) de Bosnie-Herzégovine, créé par Radovan Karadzic. M. Kostunica n'a jamais caché sa sympathie pour ce mouvement nationaliste qui s'est opposé à Milosevic dès 1993, à l'époque du projet de plan de paix Vance-Owen, l'accusant de renier le projet de « Grande Serbie » pour protéger son pouvoir.

« UNE SITUATION UN PEU UBUESQUE »

Par ailleurs, au moins onze des principaux accusés serbes de « crimes de guerre » séjournent actuellement, selon nos informations, en Serbie. Des inculpés pour la guerre de Croatie : les trois officiers de l'armée yougoslave accusés d'avoir organisé le massacre des patients de l'hôpital de Vukovar, Veselin Sljivancanin, Milan Mrksic et Miroslav Radic ; et l'ex-président de la « République serbe de Krajina », Milan Martić. Des inculpés pour la guerre de Bosnie-Herzégovine : le commandant de l'armée bosno-serbe, Ratko Mladic, et le chef paramilitaire de la région de Visegrad, Milan Lukic. Et des inculpés pour la guerre du Kosovo : l'ex-président yougoslave Slobodan Milosevic et ses quatre coaccusés, Milan Milutinovic (tou-

jours président de Serbie), Nikola Sainovic, Dragoljub Ojdanic et Vlatko Stojiljkovic.

Interrogée par téléphone à La Haye, la porte-parole du procureur du TPIY, Florence Hartmann, se refuse à tout commentaire sur les enquêtes en cours. Elle précise toutefois qu'« à l'évidence, la Serbie est toujours considérée comme un pays d'accueil par les accusés serbes de crimes de guerre ». Elle salue la coopération du gouvernement serbe de Zoran Djindjic qui, « informé, ne s'est pas opposé à la reddition volontaire, le 12 mars, de l'ancien maire de Bosanski Samac, Blagoje Simic », mais précise que ce « geste encourageant » n'est pas « le signe concret, attendu d'ici au 31 mars, d'une coopération de Belgrade avec le TPIY ». Le tribunal de La Haye espère toujours des arrestations.

« Nous vivons une situation un peu ubuesque, conclut-elle. Le gouvernement du Monténégro coopère avec le tribunal. Le gouvernement de Serbie ne paraît pas opposé à coopérer avec le tribunal. Mais il y a la structure fédérale, présidée par Vojislav Kostunica, qui continue de mettre des obstacles à cette volonté de coopération. »

R. O.

« Vérité et réconciliation », projets différents en Bosnie et en Serbie

BELGRADE et SARAJEVO

de notre envoyé spécial

La Bosnie-Herzégovine d'abord, la Serbie ensuite devraient se doter bientôt, chacune, d'une Commission vérité et réconciliation (CVR), suivant ainsi la voie des pays d'Amérique latine émergents des dictatures militaires et de l'Afrique du Sud sortant de décennies d'apartheid.

Au départ de l'aventure, il y a des organisations non gouvernementales (ONG) défiant le pouvoir de leurs pays respectifs. Des hommes et des femmes viscéralement antinationalistes. A Sarajevo, il y a Jakob Finci, le dirigeant de la communauté juive de Bosnie, épaulé par Srdan Dizdarevic, le président du Comité Helsinki pour les droits de l'homme, et par les intellectuels du Cercle 99. A Belgrade, il y a Veran Matic, directeur de la radio B-92 et l'un des journalistes les plus respectés de Serbie, et Sonja Liecht, la responsable de la fondation Soros.

L'idée d'une Commission vérité et réconciliation naît à Sarajevo en 1998 et à Belgrade en 1999. Elle est désormais soutenue par des centaines d'ONG ex-yougoslaves et étrangères. Elle est aussi relayée par les nouveaux gouvernements des deux pays, celui mené par le Parti social-démocrate en Bosnie et celui de Vojislav Kostunica et Zoran Djindjic en Serbie.

Un débat a toutefois lieu au sein des deux pays, et entre les deux commissions. Car les promoteurs

des CVR craignent notamment que le pouvoir de Belgrade ne modifie l'idée originale d'un travail d'examen de conscience destiné pour une communauté à se réconcilier avec les autres. Le président Kostunica, qui considère que seuls les Serbes peuvent juger des Serbes, pourrait se servir de la CVR pour nier le rôle du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY).

Président du collectif d'ONG bosniaques « Vérité et réconciliation », Jakob Finci dit pourquoi il croit qu'une telle commission est nécessaire en Bosnie-Herzégovine : « Après une guerre, l'histoire est toujours écrite par les vainqueurs, et ici, parce que nous avons trois vainqueurs, ou plutôt trois vaincus, chaque communauté écrit sa propre histoire. Or cela va nous mener à une nouvelle guerre dans vingt ans, dit-il. Dans les Balkans, nous cultivons aisément le mythe de la victime, mais personne ne veut endosser la moindre responsabilité. Comme si des Martiens avaient atterri dans cette région et perpétré tous ces crimes ! Il faut établir les faits, et il faut une psychothérapie. »

« DÉNAZIFIER L'EX-YOUGOSLAVIE »

Mais il témoigne aussi de ses craintes envers le projet évoqué en Serbie : « Nous soutenons le projet de Veran Matic et des ONG, dit-il, mais contrairement à Vojislav Kostunica, nous ne pensons pas que [telle] Commission doit remplacer le Tribunal pénal international. (...) Les criminels de guerre doivent être

jugés et punis. Nous pensons que le TPIY est un tribunal indépendant, alors que nos tribunaux ex-yougoslaves, à Sarajevo ou à Belgrade, sont encore aux ordres des pouvoirs politiques. C'est pourquoi, si nous souhaitons une CVR qui serve à établir la vérité, nous voulons que le TPIY définisse les culpabilités. »

« Le projet de Kostunica, pense Srdan Dizdarevic, répond à un objectif politique : satisfaire, voire réconcilier les victimes et les nationalistes. Alors que le projet des ONG bosniaques et serbes a pour objectif de combattre les nationalistes, de dénazifier l'ex-Yougoslavie, et notamment la Serbie. »

« UN TRAVAIL EN PROFONDEUR »

A Belgrade, Veran Matic note que le ministre chargé de rédiger le projet serbe, le chef de la diplomatie Goran Svilanovic, est issu de l'Alliance civique, qui fut durant la guerre davantage une ONG qu'un parti politique. « Mais si la Commission vérité et réconciliation sert les intérêts politiques des uns ou des autres, menace-t-il, nous ne la soutiendrons pas et lancerons une autre initiative. » Il souhaite que le gouvernement serbe rassure le Tribunal pénal international sur les objectifs d'une future Commission vérité et réconciliation.

Florence Hartmann, porte-parole du procureur du TPIY, note que « le Tribunal est favorable au principe d'une Commission vérité et réconciliation, car c'est un processus complémentaire de la justice. En Bosnie-Herzégovine, nous soute-

nons un projet qui ne recèle aucune ambiguïté. Jakob Finci et Srdan Dizdarevic (...) veulent effectuer un travail en profondeur dans la société bosniaque. En Serbie, un problème est que Vojislav Kostunica nous a présenté la CVR comme un substitut au TPIY. L'autre problème est qu'aucune victime de l'armée serbe ne réside dans le pays. Une CVR pourrait donc être utile à la vérité, à ce que les Serbes apprennent la réalité de la guerre, mais serait-elle utile à une réconciliation ? Kostunica ne veut-il une réconciliation qu'entre Serbes et Serbes ? » demande-t-elle.

La question est de savoir qui pourra témoigner et où. La Croatie, le Monténégro ou le Kosovo n'ont aucun projet comparable. En Bosnie-Herzégovine, qui fut le théâtre direct d'une guerre, l'instance pourra au moins servir à une communication entre les différentes communautés. Mais en Serbie, où la guerre n'a jamais eu lieu (hormis les raids aériens de l'OTAN) ?

Veran Matic souhaite qu'elle soit un lieu pour les victimes serbes de la guerre, mais aussi pour les coupables d'atrocités. Cependant, pourquoi des assassins viendraient-ils témoigner, alors que des lois stipulent que les crimes de guerre commis dans l'ex-Yougoslavie sont passibles de poursuites devant le Tribunal international ou, à défaut, devant les cours de justice de chaque Etat ?

R. O.

Dom Robert Le Gall
Lama Jigmé Rinpoché

Le Moine et le Lama

Entretiens avec Frédéric Lenoir

Le dialogue du bouddhisme et du christianisme

FAYARD

www.editions-fayard.fr

Deux maîtres spirituels explorent le sens de la vie et de la mort.

Strasbourg veut une véritable politique communautaire de l'immigration

Les députés européens ont rejeté cinq projets de loi

STRASBOURG

de notre bureau européen

Les députés européens veulent une véritable politique communautaire de l'asile et de l'immigration. Ils l'ont fait savoir au Conseil de l'Union européenne, mardi 13 mars, à Strasbourg, en rejetant, à la quasi-unanimité, cinq projets de loi concernant ces sujets, au motif que leur base juridique était incorrecte. Les eurodéputés trouvent en effet que les Etats abusent des prérogatives qui leur ont été conférées par le traité d'Amsterdam entré en vigueur en mai 1999. Ce texte prévoit que, pendant cinq ans, les Etats décident seuls (sans le Parlement, qui n'est que consulté), à l'unanimité, de projets de loi qu'ils ont le pouvoir de rédiger, alors que la Commission détient habituellement le monopole de l'initiative législative. Les députés trouvent que les Etats proposent trop de textes parcellaires sur des sujets dont la Commission a pourtant programmé un traitement global. Ils sont surtout mécontents de la faiblesse des concessions consenties par chacun d'entre eux pour mettre en œuvre une politique communautaire.

MESURES INÉGALES

Le mouvement d'humeur parlementaire a d'abord visé une directive d'origine française qui tente d'harmoniser les sanctions infligées aux transporteurs acheminant des personnes en situation irrégulière sur le territoire européen. Prévue par la Convention de Schengen, ces sanctions sont aujourd'hui très disparates – 500 francs par personne en Belgique, 10 000 francs en France, 20 000 francs au Royaume-Uni, et 5 millions de francs en Finlande –, ce qui ne permet pas de lutter à armes égales contre l'immigration clandestine.

Les ministres de l'intérieur sont favorables à une harmonisation, mais ils ne veulent pas déroger à leurs codes pénaux respectifs. Leur volontarisme tout relatif est, dans certains pays, combattu par les ministres des transports, qui refusent d'imposer à leurs compagnies aériennes des sanctions susceptibles de leur faire perdre des bénéfices. Pour l'instant, le Conseil s'est donc seulement décidé à établir une fourchette d'amendes, allant de 3 000 euros à 500 000 euros. Il s'interroge, d'autre part, sur l'opportunité de sanctionner les transporteurs qui acheminent des demandeurs d'asile. Les députés ont demandé à la France à 463 voix contre 26 de retirer sa directive, il y a eu 8 abstentions.

L'ire parlementaire s'est ensuite portée sur un autre texte d'origine française, qui autorise une reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers. Les députés ont considéré qu'il fallait harmoniser les réglementations nationales sur le séjour et l'éloignement, pour rendre possible cette reconnaissance

mutuelle. Une solution que la France avait délibérément écartée, en se disant qu'elle nécessiterait des années de négociation.

Les députés ont, par ailleurs, rejeté un règlement d'origine portugaise concernant la période pendant laquelle les ressortissants de pays tiers exemptés de visas peuvent circuler librement sur le territoire des Etats. Ce texte, destiné principalement aux ressortissants américains, déroge au traité. Il ne concerne pas les personnes qui doivent posséder des visas ou des titres de séjour, alors que la Com-

Perdus entre les côtes marocaine et andalouse

Les services espagnols de sauvetage en mer ont cessé, mardi 13 mars, les recherches des deux embarcations portées disparues avec une soixantaine d'immigrants clandestins marocains à bord, après avoir découvert une barque sur le sol espagnol près d'Almeria et avoir secouru l'autre, a-t-on appris auprès des secours.

Trente-six immigrés – 28 sur l'embarcation secourue en haute mer et 8 déjà à terre – ont été interpellés lors de l'opération.

Les équipes de secours avaient été alertées lundi soir par des proches des immigrants perdus en mer d'Alboran, entre les côtes marocaine et andalouse, et qui avaient utilisé leur téléphone portable pour prévenir leurs familles. Les services de secours ont découvert mardi la première embarcation sur le sol espagnol, alors que les immigrés se dispersaient, puis ont réussi à localiser et à secourir l'autre barque dont les passagers étaient en difficulté en pleine mer. – (AFP.)

mission a prévu une proposition globale en avril.

Le Parlement s'est enfin insurgé contre deux règlements qui réservent au Conseil – en raison de la « sensibilité » du sujet – les pouvoirs d'exécution des règles adoptées pour l'examen des demandes de visa, ainsi que le contrôle et la surveillance des frontières. Le rapporteur, Gérard Deprez (PPE, Belgique), a rappelé que c'est à la Commission que le traité confère ces pouvoirs d'exécution (fixation des points d'entrée dans l'espace Schengen, définition des mentions devant figurer sur les visas). Il a reçu les félicitations du commissaire en charge de la justice et des affaires intérieures, Antonio Vitorino. Dans les couloirs, M. Deprez protestait : « A quoi bon avoir communautaire Schengen, si les Etats continuent de mener une politique intergouvernementale ? »

Rafaële Rivais

Journée d'action internationale contre les barrages dans plus de trente pays

Les ONG dénoncent un coût social et environnemental « inacceptable et souvent inutile »

La Journée d'action internationale d'action contre les barrages, organisée mercredi 14 mars, à l'initiative de plusieurs organisations non gou-

vernementales dans près de trente pays, a rassemblé de nombreux mouvements d'opposition. Lancé au Brésil, dans la ville de Curitiba, en 1997,

ce mouvement a reçu un renfort avec la publication du rapport de la Commission mondiale des barrages.

DANS PLUS de trente pays, le réseau informel des organisations non gouvernementales (ONG) s'opposant à la construction des barrages a organisé, mercredi 14 mars, de nombreuses actions dans le cadre de la Journée internationale d'action contre les barrages. Lancée en 1997, à Curitiba au Brésil, cette journée est, chaque année, l'occasion de montrer que les multiples luttes locales s'inscrivent dans un mouvement mondial de protestation qui prend une importance croissante. Rassemblements, séminaires, conférences de presse, l'ampleur des événements est très variable : de la protestation d'au moins 120 000 personnes à Madrid contre le Plan hydrologique national le dimanche 11 mars – que les ONG rattachent aussi à leur action – à une cérémonie en l'honneur de la rivière Yom en Thaïlande jusqu'à la simple distribution d'eau fraîche dans le golfe de Californie pour symboliser le gaspillage de l'eau aux Etats-Unis.

On compte dans le monde des milliers de grands barrages (plus de 15 mètres de haut) construits majoritairement depuis trente-cinq ans : dans la période la plus active, dans

les années 1970, deux ou trois barrages étaient mis en service chaque jour ! Ce mouvement s'est beaucoup ralenti depuis, mais 1 600 barrages sont encore planifiés ou en construction, qui soulèvent une opposition croissante. Les projets des trois gorges en Chine, de la Namada en Inde, d'Anatolie du Sud en Turquie sont bien connus, mais la contestation apparaît aussi dans d'autres pays : la Pologne (sur la Vistule), le Portugal (Alqueva), le Pakistan (Tarbella), les Philippines (San Roque) et le Brésil (sur l'Alto Rio Doce).

Le mouvement a connu un renfort décisif avec le rapport de la Commission mondiale des barrages (CMB) rendu à la fin de l'an 2000 et discuté en Afrique du Sud fin février. Créée en 1998 par la Banque mondiale et l'Union mondiale pour la nature (UICN), la CMB a élaboré son analyse en consultant des centaines d'experts et en étudiant en profondeur plusieurs cas de création de barrages. Son rapport conforte les ONG dans leur action : « Nous avons été très surpris de l'objectivité de ce rapport qui se rapproche beaucoup de notre point de vue », dit par exem-

ple Roberto Epple, directeur du Réseau des rivières européennes. Si les analyses soulignent que « les barrages ont apporté une contribution importante au développement humain », la CMB conclut que les bénéfices ont souvent été payés d'un « prix inacceptable et souvent inutile » en termes sociaux et environnementaux par les personnes déplacées – entre 40 et 80 millions de personnes –, par l'environnement – 60 % de rivières du monde sont affectées par les barrages ou travaux de dérivation –, et enfin par les contribuables – de nombreux barrages ont coûté plus que prévu et n'ont pas rapporté les bénéfices attendus.

CRITIQUES DES INDUSTRIELS

La Commission a aussi montré que les nuisances des barrages sont le plus souvent supportées par les pauvres ou les indigènes qui n'en tirent, en revanche, que peu de bénéfices. Elle conclut également que la « décision de construire un barrage est influencée par de nombreuses variables qui dépassent les considérations techniques », la perspective de corruption n'étant pas la moindre. Un des résultats les plus

originaux du travail de la CMD est de légitimer les solutions alternatives : d'un côté, pour une meilleure gestion de l'eau, afin de limiter le gaspillage et donc de rendre éventuellement inutiles de nouveaux barrages, de l'autre, dans le développement d'« options à petite échelle », surtout dans le domaine des énergies renouvelables.

Si le rapport a été très bien accueilli par les ONG, il a suscité la critique des milieux industriels. Par exemple, Bert Schultz, de la Commission internationale sur l'irrigation, estime qu'« il faudra construire encore des milliers de barrages dans les cent prochaines années, sans quoi nous connaîtrons une situation difficile pour l'agriculture et pour l'approvisionnement en eau ». D'autres experts soulignent aussi l'importance des barrages pour fournir de l'énergie, comme en Afrique, où ils satisfont 80 % de la consommation électrique. Les institutions internationales de financement, au premier rang desquelles la Banque mondiale, n'en sont pas moins de plus en plus réticentes à soutenir les yeux fermés les grands barrages.

Hervé Kempf

La Malaisie relance le projet controversé du barrage de Bakun

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Le Dr Mahathir Mohammad, âgé de soixante-quinze ans dont vingt au pouvoir, n'est pas homme à jeter l'éponge. La crise asiatique de 1997 avait notamment contraint la Malaisie à geler un projet grandiose, celui du barrage de Bakun.

Moins de quatre ans plus tard, les appels d'offres ont été relancés et Bakun figure de nouveau sur la liste des grands travaux d'un premier ministre qui veut conforter son legs de bâtisseur : il a déjà inauguré une nouvelle capitale administrative, Putrajaya, fait élever à Kuala Lumpur les tours jumelles les plus hautes de la planète et doté l'ensemble d'un aéroport ultramoderne.

Le barrage de Bakun est ce que l'on appelle un mégaprojet. Situé dans l'Etat malaisien de Sarawak, dans le nord de l'île de Bornéo, l'ouvrage ferait plus de 200 mètres de haut, créerait un réservoir dont la superficie serait équivalente à celle de Singapour et produirait, comme le barrage égyptien d'Assouan, 2 400 mégawatts, soit 20 % de la capacité actuelle de la Malaisie.

Sarawak étant peu peuplé et peu industrialisé, l'usine hydroélectrique de Bakun devait être reliée à la péninsule malaisienne, principal centre de consommation, par 1 000 km de câbles sous-marins. Mille cinq cents kilomètres supplémentaires de câbles devraient permettre d'alimenter le reste de Bornéo, dont l'Etat malaisien de



Sabah, le petit sultanat pétrolier de Brunei et peut-être Kalimantan, la partie indonésienne de la grande île.

DÉPLACEMENT DE POPULATION

Avant la crise asiatique, Bakun représentait, câbles compris, un investissement d'environ 40 milliards de francs. A cette époque, le taux de croissance en Malaisie était proche de deux chiffres et la demande d'électricité exponentielle. Si le boom s'était poursuivi, la Malaisie aurait eu besoin de 30 000 mégawatts supplémentaires pour réaliser son ambitieux projet de devenir une puissance industrialisée en l'an 2020.

Déjà, pourtant, les critiques avaient été nombreuses. Les écologistes, en particulier, s'étaient inquiétés du déplacement de quelque dix mille personnes et de la disparition, sous les eaux, d'une vaste surface de forêts primaires, de leur faune et de leur flore, avec le risque inconnu d'une modification du climat sur une île de Bornéo dont les forêts sont de plus en plus saccagées dans sa partie méridionale.

Les économistes, de leur côté, étaient préoccupés par le coût d'une opération menée loin des centres de consommation et dont le montage financier se révélait compliqué.

La reprise de ce projet controversé ne concernerait pour l'instant, moyennant un budget de 17 milliards de francs, que la construction du barrage et de l'usine hydroélectrique. La pose de câbles sous-marins pour desservir la péninsule ne serait pas envisagée. Dans cette hypothèse, l'électricité produite ne disposerait donc pas de marché. L'opposition souligne que la reprise de travaux pourrait relancer le secteur sinistré de la construction, alors que des élections locales sont prévues au Sarawak en septembre. Quoi qu'il en soit, le risque écologiste demeure identique pour un résultat de moindre intérêt. « L'habitat et la culture des communautés autochtones dans le secteur seraient dramatiquement affectés », ont estimé les quatre partis de l'opposition dans une dénonciation commune du projet. Les mégaprojets sont « importants pour le développement national », a rétorqué le Dr Mahathir.

Le gouvernement fédéral a déclaré qu'il financerait « entièrement » la construction du barrage, sans pour autant préciser de quelle façon. Les circonstances ne sont, toutefois, guère propices. Le fort taux de croissance enregistré en 2000 (aux environs de 8 %, contre 5,8 % en 1999 et une contraction de 7,4 % l'année précédente) a été lié, en grande partie, à une nette reprise d'exportations qui commencent à pâtir du ralentissement de l'économie américaine. En outre, le déficit budgétaire pour 2001 s'élève déjà à 30 milliards de francs.

Jean-Claude Pomonti

L'extradition de Vladimir Goussinski examinée en Espagne

MADRID

de notre correspondante

C'est en principe jeudi 15 mars après-midi que l'Audience nationale, la plus haute juridiction pénale espagnole, examinera la demande d'extradition pour « escroquerie qualifiée, à grande échelle », déposée par le Kremlin, à l'encontre du magnat de la presse russe Vladimir Goussinski.

Recherché par les autorités russes depuis le 20 novembre et finalement arrêté en Espagne à la mi-décembre, Vladimir Goussinski, patron du groupe de presse indépendant Media-Most, qui avait été très critique envers le président Vladimir Poutine, est accusé par les autorités de son pays d'une escroquerie, commise au moyen de cessions frauduleuses et de fausses estimations financières, portant sur 250 millions de dollars.

Accusations que nie l'intéressé qui estime, au contraire, que l'action en justice intentée contre lui par le Kremlin est « une attaque

envers la presse indépendante. » Après plus d'une semaine de détention préventive, M. Goussinski avait été remis en liberté surveillée, contre l'avis du parquet, par le juge Baltasar Garçon, en échange d'une caution de 6 millions d'euros.

QUELQUES JOURS DE DÉLIBÉRATION

Soumis à un contrôle rigoureux, le patron de presse russe ne pouvait utiliser son passeport et avait aussi pour obligation de ne pas quitter sa résidence de Sotogrande, une luxueuse station balnéaire près de Cadix, en Andalousie. Précautions qui ont toutefois été jugées insuffisantes à l'Audience nationale qui, pour s'assurer de la présence de M. Goussinski, lors de sa comparution prévue pour jeudi à Madrid, a ordonné en début de semaine son entrée en prison d'abord à Algésiras, puis à Valdemoro, dans la banlieue de la capitale.

Le procureur en chef de l'Audien-

ce nationale, Eduardo Fungairino, devrait, ainsi qu'il l'a déjà annoncé, demander que l'extradition requise par les autorités russes soit accordée.

M. Fungairino en estimant que les accusations portées contre M. Goussinski « ne sont pas plus de nature politique que la demande d'extradition » n'a pas, en effet, retenu les arguments du patron de Media-Most qui s'estime l'objet d'une attaque frontale du Kremlin qui, selon lui, veut mettre la main sur son groupe de presse et notamment sa chaîne NTV.

Aucune décision ne devrait toutefois intervenir immédiatement. Et même si l'Audience nationale, au terme d'une délibération qui pourrait prendre quelques jours, se prononçait en faveur de l'extradition, les avocats de la défense pourraient encore épuiser tous les recours. La décision finale revenant au conseil des ministres.

Marie-Claude Decamps

Hervé Hamon
LE VENT DU PLAISIR

« Comme le livre de voyage, le livre de plaisir n'aime pas marcher droit. Je traiterai donc ici de l'école ou de la jouissance d'écrire, de mai 68 ou de l'amour filial, bref, du plaisir de vieillir, de vivre maintenant. Lequel est grand. » HH

Seuil
www.seuil.com

Israël évoque une levée conditionnelle du « bouclage interne » entre villes palestiniennes

A New York, Shimon Pérès rejette le déploiement d'observateurs de l'ONU

Deux Palestiniens ont été tués et dix autres blessés, mercredi 14 mars, lors de heurts avec l'armée israélienne à l'occasion de manifestations

de protestation contre le bouclage des territoires. Le cabinet de sécurité israélien, réuni sous la présidence d'Ariel Sharon, a annoncé qu'il

avait l'intention d'alléger, en certains endroits, le « bouclage interne » qui interdit aux Palestiniens de se déplacer d'un point à un autre.

DE NOUVEAUX affrontements ont eu lieu, mercredi 14 mars, entre l'armée israélienne et des manifestants palestiniens, faisant deux morts – l'un à Gaza et l'autre en Cisjordanie – et dix blessés.

Une femme de quarante-huit ans souffrant de diabète, Amina Nasser Abou Seif, est par ailleurs décédée après que des soldats eurent empêché le véhicule dans lequel elle se trouvait de se rendre à Jérusalem, la forçant à une marche longue et pénible, a indiqué son fils, Firas. Un Palestinien souffrant de problèmes cardiaques était décédé la veille dans des circonstances similaires, après que l'armée eut refusé de le laisser passer alors qu'il se rendait à Naplouse (nord de la Cisjordanie).

Par ailleurs, le cabinet israélien de sécurité, réuni pour la première fois mercredi sous la présidence du premier ministre, Ariel Sharon, a décidé d'alléger le blocus des villes palestiniennes, qui a été vivement critiqué notamment par l'Union européenne et les Etats-Unis. « Le blocus interne entre les villes palestiniennes sera levé là où il sera possible de le faire », indique un communiqué, qui précise que, « pour l'heure, il n'est pas possible de lever le bouclage de la Cisjordanie et de Gaza ».

« Des mesures seront prises pour faciliter la vie de la population civile » comme « l'entrée de matières premières et de marchandises dans les territoires sous contrôle palestinien, l'autorisation à Gaza de la pêche et des travaux de construction d'une centrale électrique, ainsi que la libre circulation des Palestiniens entre leurs villes », ajoute le texte.

COMMISSION D'ENQUÊTE

Le cabinet de sécurité invite à la « poursuite des négociations en vue d'arriver à des accords, mais pas sous la pression du terrorisme ». Il estime qu'« à ce stade, il n'y a pas de volonté de la part de l'Autorité palestinienne d'arrêter la violence, d'appliquer les accords convenus et le principe de résolution des divergences par voie pacifique ».

De passage à New York, mercredi, le ministre israélien des affaires étrangères Shimon Pérès a rejeté le déploiement des observateurs de l'ONU dans la région, rapporte notre correspondante, Afsane Bassir Pour. Il a en revanche annoncé la décision de son gouvernement de coopérer avec une commission d'enquête internationale. Le chef de la diplomatie israélienne, qui devait se rendre, vendredi, à Washington, a partici-

pé à une réunion à huis clos du Conseil de sécurité. Le Conseil s'est ensuite réuni pour entendre le représentant palestinien, Nasser El Kidwa.

A la demande des Palestiniens, le Conseil devait débattre, jeudi en séance publique, de la situation dans les territoires occupés, les pays arabes souhaitant que cette séance aboutisse à l'adoption d'une résolution sur le déploiement d'observateurs non armés de l'ONU dans la région. Cette idée, lancée il y a plusieurs mois par la France, semble pour l'heure vouée à l'échec, les Américains faisant valoir que l'accord d'Israël est indispensable.

RÉUNION À HUIS CLOS

A l'issue de la réunion, M. Pérès a rejeté la proposition française : « Nous n'avons pas besoin d'observateurs, nous avons besoin de reprendre les négociations », a-t-il dit. En revanche, le gouvernement israélien serait prêt à recevoir la Commission d'information internationale sur les violences en Palestine, dirigée par l'ancien sénateur George Mitchell.

A en croire des diplomates, lors de la réunion à huis clos, l'ambassadeur français Jean-David Levit-

te a soulevé la question du déploiement des observateurs qui, aurait-il dit, « ne seraient pas armés, mais équipés de caméras ». « Dans notre région, aurait rétorqué M. Pérès, ce ne sont pas les caméras qui manquent, il y en a même trop. Les caméras sont une source de provocation, les terroristes les attendent pour commencer les violences. »

M. Pérès a confirmé aux journalistes que son gouvernement avait l'intention d'alléger « dans les jours à venir » les restrictions imposées aux Palestiniens. Israël, a-t-il dit par ailleurs, « veut reprendre les négociations, mais pour cela il faut un retour au calme ». Il a indiqué que le premier ministre israélien, Ariel Sharon, s'entretenait, le 20 mars, à New York avec le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan.

« Shimon Pérès est un homme relativement modéré, mais le gouvernement de Sharon ne reflète pas les vues de M. Pérès », a commenté le représentant palestinien. « Reste à savoir si le gouvernement en Israël sera influencé par M. Pérès ou si c'est lui qui fournira une couverture modérée au gouvernement. »

► www.lemonde.fr/israel

Le régime des talibans ferme le bureau de la BBC à Kaboul

KABOUL

de notre envoyée spéciale

Accusant la BBC de reportages biaisés, les talibans au pouvoir à Kaboul ont décidé, mercredi 14 mars, la fermeture du bureau de la radio britannique à Kaboul et l'expulsion dans les 24 heures de sa correspondante, Kate Clark. Dans une note écrite, le ministère des affaires étrangères affirme que les reportages de la BBC « n'étaient pas basés sur la réalité et contredisaient la mentalité de l'Emirat islamique ». La fermeture du bureau a été confirmée oralement par les affaires étrangères.

Cette décision est liée à la récente destruction des statues pré-islamiques du pays et en particulier des deux bouddhas de Bamiyan. Dans son message à l'occasion de la fête de l'Aïd, le chef suprême des talibans, Mollah Mohammad Omar, avait nommé accusé la BBC et les autres radios étrangères d'engager une campa-

gne contre le Coran. La BBC, qui a des services en langues pashtou et dari, les deux principales langues d'Afghanistan, est de loin la radio la plus écoutée des Afghans. Les talibans n'ont pas apprécié les interviews d'intellectuels afghans, à l'étranger ou dans le pays, condamnant le décret de destruction des statues. L'un d'eux, Ashraf Ghani, qui vit aux Etats-Unis, avait dans un entretien en pashtou, la langue parlée par les talibans, traité ceux-ci d'« illettrés ».

Mardi, alors qu'elle venait de rentrer à Kaboul, Kate Clark avait envoyé un reportage sur les réactions très négatives des Afghans de la rue face à ce décret. Le 16 décembre, déjà, le traducteur de la BBC, Saboor Salehzai, avait été arrêté et accusé de « violer les règles régissant le travail des Afghans avec les médias étrangers ». Il avait été libéré le 20 décembre.

La BBC demande aux talibans, dans un communiqué, de « reconsidérer leur décision » et

affirme « profondément regretter » cette mesure. La BBC ajoute qu'elle poursuivra sa couverture de l'Afghanistan « à partir du Pakistan ou d'ailleurs ». L'organisation de défense de la liberté de la presse Reporters sans frontières (RSF) a condamné, dans une lettre au ministre de l'information et de la culture, Qadratullah Jamalul, « toute pression sur les correspondants de la presse étrangère » et l'a invité à revenir sur la décision.

Dans la lutte d'influence au sein du mouvement taliban entre les pragmatiques et les durs, qui ont déjà triomphé avec la destruction des bouddhas, les durs semblent marquer des points et cette nouvelle affaire illustre un raidissement supplémentaire du régime.

Françoise Chipaux

► www.lemonde.fr/afghanistan

Le président ougandais Yoweri Museveni, réélu, a perdu de son aura

NAIROBI

correspondance

Le temps d'une élection présidentielle, remportée avec 69,3 % des voix et les vives contestations

PORTRAIT

L'ancien guérillero marxiste tombe dans l'immobilisme des chefs d'Etat inamovibles

de ses rivaux, qui l'accusent de « fraude », le charme de Yoweri Museveni s'est fané. « Il a montré un visage laid qu'on ne lui connaissait pas », constate un diplomate en énumérant les méthodes douteuses d'un président en campagne qui a affirmé que son principal concurrent, Kizza Besigye, était malade du sida et a envoyé sa garde personnelle pour brutaliser les partisans de ce dernier. La déception est grande pour ceux que le « charisme présidentiel », mélange d'humour et d'outrance, avait coutume de toucher comme une grâce, en premier lieu les bailleurs de fonds, Etats-Unis en tête, qui avaient trouvé en lui leur leader africain favori.

Yoweri Museveni n'avait pas volé son succès. Arrivé au pouvoir en 1986 après avoir combattu dans le bush les dictateurs sanguinaires ougandais, il eut le mérite de restaurer la paix dans un pays livré au chaos, puis d'y insuffler, avec le fort appui de créanciers, une croissance économique de 6 % pendant une décennie.

Il a fallu, pour la première fois, la confrontation électorale avec un rival sérieux pour que Yoweri Museveni jette aux orties sa panoplie de président modèle. Mais lorsque l'ancien guérillero marxiste, qui déclarait vouloir « changer le monde », fait désormais entonner par ses supporters « No change ! No change ! » à chacun de ses meetings, il tombe dans l'immobilisme des « dinosaures » – des présidents inamovibles – au pouvoir en Afrique.

EN VOIE DE FOSSILISATION

Après avoir concilié la dictature du prolétariat et celle des marchés, Yoweri Museveni est en voie de fossilisation, malgré ses implants libéraux. « Il sombre dans une dérive typique chez les gauchistes vieillissants, estime un ancien compagnon de lutte. Ceux qui contestent son autorité sont des « réactionnaires dangereux » ou des égarés qu'il faut amener vers la lumière, au besoin de force. »

Né en 1944 dans une famille d'éleveurs, parmi l'ethnie des Banyankoles de l'Ouest ougandais, Yoweri Museveni se passionne pour la politique dès l'école secondaire. Il réunit déjà autour de lui les membres de son futur entourage ; il s'affirme. En 1967, il rejoint l'université de Dar es-Salaam, la capitale tanzanienne où prospèrent les mouvements armés anticoloniaux. On y milite aussi pour l'union des pays africains – le panafricanisme – sous l'autorité du président

Julius Nyerere. Yoweri Museveni y croise John Garang, aujourd'hui le chef de la rébellion au Sud-Soudan. Enfin, c'est le feu : après une formation dans le maquis au Mozambique, il intègre en 1979 le contingent tanzanien parti déloger le régime d'Idi Amin Dada en Ouganda. C'est la première équipée militaire africaine pour chasser un régime voisin. Museveni retiendra la leçon.

En 1981, il prend à nouveau le maquis, cette fois en Ouganda,

rale. Les privatisations vont grand train, le téléphone mobile se répand en Ouganda, en même temps que les proches du président s'adonnent en toute impunité à la corruption. La hiérarchie de la rébellion a revêtu les habits de l'Etat. Et, comme le souligne Patrick Okumu Ringa, député de Nebbi et proche du président : « L'armée constitue le noyau de l'Etat, sa locomotive. »

L'armée ne chôme pas. Elle combat, sans parvenir à les éteindre,

Début de désengagement militaire au Congo

A partir de jeudi 15 mars, tous les belligérants en République démocratique du Congo (RDC) – six pays et trois mouvements rebelles – se sont engagés à replier leurs forces de 15 km de part et d'autre des lignes de front. Conformément à une décision prise en décembre à Harare, inscrite dans une résolution adoptée le 22 février par le Conseil de sécurité, ce retrait partiel devra permettre, sous quinzaine, le déploiement d'observateurs des Nations unies. Les pays étrangers parties prenantes au conflit en RDC doivent soumettre d'ici au 15 mai des plans pour le retrait total de leurs contingents expéditionnaires.

L'Ouganda va retirer 750 soldats, s'ajoutant au millier d'hommes déjà retirés fin février, sur un total de quelque 10 000 soldats ougandais en RDC. L'intervention au Congo avait été l'un des principaux thèmes de la campagne électorale de Kizza Besigye, le principal challenger de Yoweri Museveni.

pour chasser les nouveaux maîtres de Kampala, qui se sont révélés pires encore qu'Amin Dada. Pendant cinq ans de guerre, armé par le colonel Kadhafi, Museveni s'inspire de l'expérience mozambicaine et libyenne pour former des conseils au sein de la population, encadrés par les structures de son appareil politique, qu'il baptisera finalement le « Mouvement ». En entrant en 1986 dans Kampala, il abandonne officiellement le treillis, instaure une « démocratie sans partis » qui, de fait, érige le Mouvement en parti unique. Museveni se convertit à l'économie libé-

des foyers rebelles dans le nord et l'ouest de l'Ouganda. Elle intervient dans le Sud-Soudan, avec l'approbation de Washington. Depuis 1996, elle mène la guerre au Congo, où le président idéologue prétend poursuivre le rêve du panafricanisme, revu et corrigé par la nécessité de l'intégration régionale : l'effacement des frontières pour ouvrir un vaste espace à la libre circulation des marchandises. En réalité, l'opération s'est transformée en un pillage à grande échelle des ressources congolaises.

Jean-Philippe Rémy

Heurts entre extrémistes albanais et forces macédoniennes

BELGRADE. Des affrontements ont opposé, mercredi 14 mars, policiers et extrémistes albanais à Tetovo (au nord-ouest de la Macédoine), après que neuf hommes armés ont ouvert le feu contre les forces de sécurité macédoniennes. Les tirs ont fait un mort et quatorze blessés. A Skopje, le premier ministre macédonien, Ljubco Georgievski, a indiqué que son gouvernement réfléchissait « à l'introduction de mesures d'exception » pour faire face à l'extrémisme albanais. Il a toutefois affirmé que « la source [du problème] est au Kosovo », administré par l'ONU depuis juin 1999.

Mercredi, l'armée yougoslave est entrée – sous l'œil attentif de la KFOR – dans le sud de la zone de sécurité qui borde le Kosovo, pour prévenir les mouvements de la guérilla albanaise sur la frontière Serbie-Macédoine. C'est la première fois que les forces yougoslaves sont autorisées à se déployer dans cette bande de 5 kilomètres de large, instituée par l'OTAN en juin 1999 autour du Kosovo. – (AFP.)

Travailleurs forcés : Gerhard Schröder réclame la clôture des plaintes

BERLIN. Le chancelier Gerhard Schröder et les groupes allemands parrainant les fonds d'indemnisation des travailleurs forcés sous le III^e Reich ont exigé, mercredi 14 mars à Berlin, la clôture des plaintes aux Etats-Unis avant de commencer tout versement aux victimes. Cette demande intervient alors que le fonds vient d'annoncer avoir réuni la totalité des 10 milliards de marks de contributions prévus. Le chancelier veut qu'une « garantie juridique soit établie » pour les entreprises allemandes aux Etats-Unis. « Il n'y a pas de garantie à 100 %, mais nous voulons parvenir à ce que les entreprises n'aient plus lieu de craindre des poursuites », a-t-il ajouté. M. Schröder n'a pas pu s'engager à ce que les paiements débutent avant l'été. – (Corresp.)

Découverte de charniers au Congo-Brazzaville

BRAZZAVILLE. Des fosses communes contenant des ossements humains de personnes « exécutées par des éléments de la force publique » lors des combats de 1998-99 ont été découvertes à 80 kilomètres au sud de Brazzaville, dans la localité de Mbandza-Ndounga, a annoncé, mercredi 14 mars, l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH). Dans un rapport publié l'an passé, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH, à laquelle l'OCDH est affilié) avait déjà imputé des exécutions extrajudiciaires aux forces gouvernementales. Les autorités congolaises les avaient alors niées, accusant les miliciens « ninjas » de l'ancien premier ministre Bernard Kolélas d'avoir commis ces exactions.

Mbandza-Ndounga a été une base des miliciens rebelles « ninjas », avant d'être reprise par des forces du président Denis Sassou Nguesso. Des milliers de civils, réfugiés dans les forêts alentour, avaient transité par Mbandza-Ndounga pour regagner Brazzaville. – (AFP.)

La vieille garde reste en charge à l'issue du congrès du PC laotien

BANGKOK. Le VII^e congrès du Parti populaire révolutionnaire laotien (PPRL, parti unique depuis 1975), réuni du 12 au 14 mars à Vientiane, a confirmé l'emprise de la vieille garde sur le parti. Son président, Khamtay Siphandone, 77 ans, demeure à la tête d'un bureau politique porté de huit à onze membres. Chef d'état-major de l'armée de terre, le général Douangchay Pichit y fait son entrée, à la différence de Somsavat Lengsavat, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères. L'Assemblée nationale doit prochainement se prononcer sur un remaniement du gouvernement. Le général Khamtay, ancien commandant en chef de l'armée, pourrait alors abandonner ses fonctions de chef de l'Etat pour se consacrer à la seule gestion du PPRL. Le Laos, l'un des pays les plus pauvres de la planète, traverse une grave crise économique et de nombreux incidents ont eu lieu en 2000, notamment des explosions de bombes d'origine inconnue à Vientiane. – (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ QATAR : quelque 3 000 soldats qatariotes et 1 500 français seront mobilisés, du 14 mars au 14 avril, par un exercice conjoint dans l'émirat de Qatar baptisé « Faucon du Golfe ». Les deux pays sont liés par un accord de défense qui date de 1994. Les forces armées du Qatar, soit 10 000 hommes, sont dotées à 80 % de matériels français. – (AFP.)

■ FIDJI : la nomination d'un nouveau gouvernement intérimaire a été annoncée, jeudi 15 mars, par le président des Iles Fidji, Ratu Josefa Iloilo. Ce gouvernement, qui sera essentiellement chargé d'organiser des élections parlementaires anticipées, sera dirigé par Laisenia Qarase, le premier ministre du précédent gouvernement intérimaire, qui avait été démis de ses fonctions la veille pour être remplacé par son ministre du travail. – (AFP.)

■ TUNISIE : la lutte pour l'emploi est le principal défi de la Tunisie, estime le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, Jean-Louis Sarbib, en visite jusqu'au 14 mars dans ce pays. Pour combattre le chômage, estimé à 15,6 %, la Tunisie est appelée à développer les investissements et les exportations et à accélérer les réformes, particulièrement dans le secteur financier. La Banque mondiale est l'un des principaux bailleurs de fonds du pays. Depuis 1962, elle a accordé à Tunis 185 prêts pour un montant total de 4,3 milliards de dollars. – (AFP.)

■ POLOGNE : à la veille de la visite en Pologne du président ukrainien Leonid Kouchma, très contesté par son opposition, le président polonais Alexandre Kwasniewski a rencontré, mercredi 14 mars, des figures de l'opposition ukrainienne. Le président polonais s'était dit prêt, mardi, à proposer à son homologue ukrainien la « table ronde » polonaise qui avait servi en 1989 au premier dialogue entre le pouvoir communiste et le syndicat Solidarité. – (AFP.)

Algérie : les trappistes diffèrent leur retour à Tibéhirine

ALGER. Cinq ans après l'enlèvement et l'assassinat, revendiqué le 21 mai 1996 par le GIA, des sept moines de Tibéhirine, l'ordre des cisterciens-trappistes a décidé de surseoir à la réouverture du monastère. Une communauté provisoire de cinq membres, dirigée par Jean-Claude de Metz, moine de l'abbaye de Cîteaux, et comprenant le frère Amédée, qui avait échappé à l'enlèvement de 1996, attendait, à Alger, l'autorisation du gouvernement algérien de réintégrer le monastère. Mais celui-ci, fondé par l'ordre en 1843, se trouve dans la région de Médéa, à cent kilomètres au sud d'Alger, l'un des principaux fiefs du terrorisme islamiste. Devant l'aggravation de la violence et l'impossibilité des autorités de délivrer un feu vert, la nouvelle communauté a provisoirement décidé de se séparer.

CREATIONS TESORO

Joaillier - Fabricant
Expert - Gemmologue



7 avenue Victor Hugo - Paris 16^e
Tél. : 01.45.00.72.55

MUNICIPALES Le premier tour des élections municipales et cantonales s'est traduit par une progression des Verts et un recul du Parti communiste, qui repose la question de l'équilibre politique de la

gauche gouvernementale. ● LIONEL JOSPIN et son entourage espèrent une correction, au second tour, le 18 mars, des résultats enregistrés au premier tour dans certaines villes gérées par le PS. ● LA GAU-



CHE PLURIELLE doit aussi tenir compte, localement, de la demande de renouvellement portée par des listes associatives ou « citoyennes », telles que celle des Motivé-e-s à Toulouse. ● L'EXTREME GAU-

CHE profite de l'affaiblissement du PCF, qui s'accompagne d'une augmentation du vote en faveur de Lutte ouvrière, mais aussi de la LCR et du PT. LO maintient ses listes là où elle le peut (lire page 7).

Les électeurs ont redessiné les contours de la gauche plurielle

Le vote en faveur des Verts, qui pariaient à la fois sur l'union et sur l'autonomie, remet à l'ordre du jour la question de l'équilibre entre communistes et écologistes au sein de la majorité. Les listes « alternatives » interpellent des partis dont l'emprise sur la vie locale est contestée

AVEC SA DOUBLE casquette de conseiller du premier ministre et de délégué auprès du premier secrétaire du Parti socialiste, Gérard Le Gall a tourné et retourné les résultats du premier tour des élections municipales et cantonales du 11 mars. Devant le bureau national du PS, lundi, comme dans la note préparée pour Lionel Jospin, en vue de la réunion de ministres du 15 mars, M. Le Gall a fait la même analyse. A l'égard du gouvernement et de la gauche plurielle, il ressort la même « interpellation » de l'électorat qu'aux européennes de 1999. La bonne tenue des Verts, en comparaison avec le nouveau déclin du Parti communiste et les scores en demi-teinte du PS, confirme que, comme en 1977, en 1989 et en 1999, « ils sont plutôt sur une tendance favorable ». Dans les 266 villes de plus de 30 000 habitants, les Verts ont joué la carte de l'autonomie

dans 80 villes. Dans 49, ils ont dépassé le seuil de 10 %. Sous couvert de l'anonymat, un dirigeant socialiste parle d'une contestation « transpartidairiste » des composantes de la gauche plurielle. « Les électeurs, explique-t-il, ont utilisé tous les moyens - de l'échec de Guigou au score de Bernardini, à Istres, en passant par ceux des Motivé-e-s ou de la Ligue communiste - pour dire à la gauche qu'elle est trop institutionnelle, de moins en moins attentive et modeste. L'opinion ne retrouve pas le discours de Jospin sur la modestie, l'absence d'hégémonie. » Il s'agit, à l'entendre, d'un « rappel à l'ordre ». Les municipales et les cantonales confirment l'existence d'un « espace critique » à la gauche de la gauche, mais l'offre qui est présentée, des Verts aux Motivé-e-s en passant par l'extrême gauche, est « de plus en plus hétérogène ». En même temps, relative se même

responsable, « le PS est jugé trop hégémonique et trop condescendant, mais il n'a pas d'alternative sur sa gauche ». « Il est toujours interpellé au premier tour, ajoute-t-il, mais c'est un parti de deuxième tour. Là, il rassemble parce qu'il a des alliances. »

DEDANS-DEHORS

Les Verts eux-mêmes se jugent confortés dans l'idée que leur électorat n'est pas aussi volatil et fragile que ses alliés veulent le croire. Cette poussée électorale leur donne un nouveau poids dans l'attelage de la gauche plurielle, même si quelques ambiguïtés demeurent, car les Verts ont joué sur la commode posture dedans-dehors : en position de faiblesse, ils sont avec la « vieille gauche » et en position de force ils font cavalier seuls pour ratisser le plus large possible, notamment sur l'électorat protestataire. Mais ce

n'est qu'un correctif dans une tendance qui devrait montrer, après le second tour, que la « différence verte » a payé.

A Nantes par exemple, partis avec Jean-Marc Ayrault et la gauche plurielle aux municipales, les Verts sont allés seuls aux cantonales ou soutenus par le PS : le total des voix de gauche aux cantonales est alors supérieur à celui des municipales, prouvant le « plus » que peuvent apporter les Verts. Ils ont aussi franchi un pas important dans la région parisienne, au détriment du parti communiste. A Bagnolet, Montreuil, Pierrefitte-sur-Seine, trois communes de Seine-Saint-Denis, ou à Villejuif (Val-de-Marne) le rapport PCF-Verts est de un à deux. À Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), les Verts atteignent 18 %, bien qu'ils soient concurrencés par trois autres listes de gauche, avec un PCF à 47 %. Aux Mureaux, le candi-

dat Vert est carrément arrivé devant celui du PS, pourtant étiqueté gauche plurielle : 23,5 % contre 19,9 %.

« Dans 80 % des cas, nos scores sont en augmentation dans le péri-urbain, les banlieues, parce que les électeurs considèrent que l'on a des solutions que n'ont pas les partis classiques », observe Jean-Félix Bernard, membre du conseil national des Verts. Profitant de l'usure des partis de la gauche classique, les Verts ne semblent en effet pas avoir souffert d'être devenu un parti plus institutionnel. Ils ont également été portés par des thématiques concrètes - lutte contre l'installation d'une déchetterie, alimentation bio dans les cantines par exemple - dans ces élections locales.

En revanche, les Verts ont raté le coche qu'ont pris les listes dites citoyennes ou alternatives, fondées sur la démocratie participative, la

transparence, le sens de la fête, le rejet de la politique classique et professionnelle : toutes valeurs prônées par les Verts avant leur entrée au gouvernement et de manière beaucoup moins convaincante aujourd'hui. Autrement dit une nouvelle culture politique qui, pour l'instant, échappe à la gauche classique et même à sa composante la plus neuve.

Sans que le débat ait encore eu lieu, le PS est interpellé sur l'existence du modèle de gauche plurielle. M. Le Gall estime qu'il y a, depuis dix ans, « une compétition historique » entre socialistes et écologistes. « Malgré leur inorganisation politique, malgré leur faible nombre de militants, l'air du temps les met en situation », relève-t-il. En même temps, il voit dans les résultats du 11 mars un double effet positif. Cela va permettre d'« écologiser » davantage une idéologie socialiste trop économique et sociale et de faire émerger « un bon mixage culturel » à travers une gestion municipale commune. Les scrutins du 11 mars remettent aussi les pendules à l'heure par rapport à tous ceux qui pensaient déjà que la gauche était sûre de gagner en 2002...

Pour autant, seule une minorité de dirigeants socialistes juge qu'il faut redistribuer les cartes au sein de la gauche plurielle. Henri Weber plaide, lui, pour une nouvelle lecture de la stratégie d'alliance. « Le PC, exigeant, pénible mais sûr, était l'allié privilégié et les Verts étaient des ludions avec lesquels on concluait des accords occasionnels. Cette idée s'efface », observe le sénateur de Seine-Maritime. Pour Jean-Christophe Cambadélis, l'artisan de la gauche plurielle, cette construction n'est pas remise en cause, « tout au plus, la manière de la faire vivre ».

Béatrice Gurrey
et Michel Noblecourt

Pascale Robert-Diard

► www.lemonde.fr/paris

« Nous, nous ne distribuons pas les consignes », dit-on à Matignon

VIVEMENT dimanche prochain. A Matignon, on attend beaucoup... du second tour des élections municipales, dont on espère qu'il corrigera l'effet sévère produit, le 11 mars, par l'échec de plusieurs ministres. « La coloration politique, c'est vraiment le second tour qui la donne », observe-t-on aujourd'hui dans l'entourage de Lionel Jospin, en évoquant le précédent des élections municipales de 1983 qui, en dépit des bons scores de la droite au premier tour, s'étaient bien terminés pour la gauche. Il n'empêche que la soirée du 11 mars a laissé un goût amer. « Il y a eu une différence de curseur. On ne s'attendait pas à de tels décrochages à Avignon, à Béziers ou encore à Strasbourg », reconnaît-on.

Si la plupart des ministres battus ou en difficulté ont eu droit au coup de téléphone amical de M. Jospin, il n'en reste pas moins que la phrase la plus répandue ces derniers jours parmi ses conseillers est un rappel suave du « respect-absolu-des-choix-des-ministres » par le chef du gouvernement. Formule magique.

Avec tout son respect, M. Jospin aurait tiré profit de leur victoire, mais il leur laisse tout aussi respectueusement la responsabilité de leur défaite. Le premier ministre sait aussi que, au sein de son équipe gouvernementale, la « camaraderie » volontiers proclamée en a pris un coup. Plusieurs ministres n'ont en effet pas apprécié de voir leurs succès électoraux, même modestes, totalement éclipsés par l'échec de quelques-uns. Et il n'était que de voir, pour s'en convaincre, l'insistance agacée avec laquelle telle ou telle attachée de presse de ministre appelait les rédactions pour signaler que son patron, lui, avait été réélu dès le premier tour !

LA QUESTION DU CUMUL

Parmi ceux-là, quelques-uns sont venus dire à M. Jospin tout le mal qu'ils pensaient de l'évolution de sa jurisprudence sur le non-cumul des fonctions de ministre et de maire. « C'est un raisonnement simple : on a fait passer un message sur la politique autrement. La parité, la limitation du cumul des mandats, la

transparence, la simplicité dans le comportement, les ministres à plein temps. Les Français nous ont crus et c'est peut-être pour cela qu'ils nous ont appréciés. Ils viennent de nous rappeler le message assez brutalement », constate un ministre réélu. Disciplinés, il avait, conformément à la règle édictée en 1997, abandonné son fauteuil de maire. « Déjà, moi je n'ai pas compris certaines dérogations ! Alors comment voulez-vous que les Français, eux, les comprennent ? », s'interroge-t-il.

M. Jospin a entendu le message. Dès la semaine prochaine, indique-t-on dans son entourage, il doit s'entretenir avec chacun des ministres concernés par une situation de cumul. Mais s'ils se refusent à indiquer quelle règle sera retenue, ses conseillers tentent dès à présent de faire oublier les propos maladroits du premier ministre, qui tentaient dès l'automne 1999, de justifier par avance les entorses à ses principes de non-cumul, pour revenir à la « pureté » de la doctrine originelle. « Les résultats confirment que le discours du premier ministre correspondait, sur ces sujets, à

une perception encore plus intuitive, plus profonde de l'opinion », observe-t-on. L'inscription au conseil des ministres, dès le mois d'avril, du projet de loi sur la décentralisation - qui contient plusieurs dispositions renforçant la « démocratie citoyenne » au niveau des collectivités locales - pourrait en outre fournir à M. Jospin un opportun rendez-vous pour tirer quelques leçons du scrutin municipal.

En attendant, il a choisi la discrétion. « Surexposé » avant le premier tour, il ne se montrera ni ne parlera avant le 18 mars. On a su que son « ami » Bertrand Delanoë était venu déjeuner avec lui à Matignon, mardi. C'est tout. Le bureau du premier ministre, affirme-t-on, n'est pas transformé en standard téléphonique ou en QG de campagne électorale. Un conseiller insiste : « Nous, nous ne sommes pas à la manœuvre. Nous ne distribuons pas les consignes. La réserve nous sied d'autant mieux qu'elle rend plus apparente l'attitude des autres... »

Les « citoyens » de Châtenay-Malabry face à la « gauche féodale »

DEUX ou trois ballons de baudruche tout neufs, marqués du label de la liste « Citoyens unis », traînent encore dans leurs sacs : si les ballons étaient « restés accrochés dans les arbres » de Châtenay-Malabry, la nuit précédant le premier tour des municipales, ils auraient « risqué un recours », et ces candidats-experts-là sont plutôt sages. Sages et déçus : Philippe Laville, professeur, et Geneviève Colomer, ingénieur, comptaient bien que, le 18 mars, grâce à eux, la gauche battrait le maire (RPF), Georges Siffredi, réélu, le 11 mars, avec 53,3 % des voix.

L'histoire commence au lendemain des élections de 1995. M. Siffredi vient de ravir Châtenay à une mairie socialiste qui s'endormait doucement. Quelques parents d'élèves décident de créer une association, Citoyens unis pour Châtenay-Malabry. Dans cette ville marquée, depuis Emmanuel Mounier, par une tradition de catholicisme social, les forces restent vives. En 1995, la ville connaît l'une des plus fortes hausses d'impôts locaux de France : 76 %. Devant la mairie, une manifestation de 600 personnes est dispersée sans ménagement.

Les militants de la nouvelle asso-

ciation prennent les choses en main et potassent les fondamentaux des finances locales pour « passer les exercices budgétaires au peigne fin ». Des anciens élus PS, un peu inquiets, décident d'investir l'association. Après *Que choisir ?* la revue Territoires s'intéresse à ces « bénévoles qui planchent sur les finances de leur commune », et édite, avec leur aide, un petit guide, *Contrôle des citoyens sur les deniers publics*.

Profs, médecins, « cultureux », les voilà vite deux cent cinquante militants-experts à réclamer la démocratie locale en rejetant absolument tout « apolitisme » : ils se veulent soucieux de « promouvoir la transparence, la citoyenneté et l'engagement des tous, y compris des résidents étrangers ». Aucun, ou presque, n'est encarté. Tous, ou presque, se disent à gauche, du SNUipp pour l'un à la CFDT pour l'autre en passant par la FSU, de Ras l'Front au Secours catholique, de « la fondation Copernic à Attac », résume Philippe Laville, lui-même ancien du SNES. « Le lien, c'est que nous ne sommes pas contre la gauche, seulement contre ses dérives féodales et d'appareil ». Au centre Jules-Verne, leurs conférences-débats avec *Le Monde diplo-*

matique, l'ex-autogestionnaire Patrick Viveret ou le sociologue Loïc Wacquant, réunissent souvent plus de 200 personnes.

Sur leur route, il y a deux ans, les « Citoyens unis » ont découvert Porto Alegre. « On n'en avait jamais entendu parler », sourit M. Laville. « Ça a été un sacré déclencheur. Là-bas, sortant de la dictature dans des conditions autrement plus difficiles, ils réunissaient ce qu'on voulait faire », et notamment ce fameux « budget participatif » inscrit à leur programme. Puis, fin 2000, ils ont une autre « révélation ». Elle s'appelle Motivé-e-s. « Cette fois, c'était la rencontre avec une autre génération », résume M^{me} Colomer, qui se rend aux états généraux des listes motivé-e-s, à Toulouse, en février.

La dernière rencontre fut celle avec les électeurs : 17,2 % au soir du 11 mars, trois élus et un groupe au conseil municipal. La gauche « officielle », emmenée par la conseillère générale socialiste Michèle Canet, n'a réuni que 29,5 % des voix. « Sans provo, on aurait préféré faire un peu moins et que la gauche fasse un peu plus. » Les jeunes de Châtenay ne se sont pas inscrits sur les listes électorales. Mais, surtout, en analysant les résultats bureau par bureau, l'association a eu la plus mauvaise surprise de la campagne. Sur la Butte rouge - l'une des premières cités-jardins - devenue un quartier difficile, les scores de Citoyens unis sont les plus mauvais de toute la ville. « Un grave échec », résume M. Laville. « Une boîte postale, un répondeur et Internet, c'est pas pour les gens de la Butte. » Il se souvient d'une parole entendue, un jour, sur un trottoir : « Citoyens unis ? Ah, c'est ceux qui font des tracts qu'on arrive pas à lire... »

Ariane Chemin

A Rennes, les Motivé-e-s se réjouissent d'avoir ramené des électeurs vers les urnes

RENNES

de notre correspondante régionale En ce dimanche électoral, trottinant sur sa jambe plâtrée depuis déjà plusieurs semaines, le maire de Rennes laisse transparaître sa satisfaction. La gauche représente dans la ville « près des deux tiers des suffrages », se réjouit Edmond Hervé. L'ancien ministre socialiste, élu sans interruption depuis 1977 à la mairie, peut effectivement envisager un second tour en toute « sérénité combative », comme il dit, puis un cinquième mandat. Pourtant, toutes ces voix ne sont pas allées à sa liste, qui réunit, comme d'habitude, le PS, le PCF, le PRG, Rouge et Vert, un représentant de l'Union démocratique bretonne, rejoints par les Verts, qui avaient fait bande à part en 1995.

Le 11 mars, la gauche plurielle rennaise a réalisé un score honorable - 44,64 % - mais inférieur à celui du précédent scrutin, tandis que les gauches « alternatives », elles, recueillaient au total 18,86 % des voix. « Il s'agit d'un vote protestataire, qui se portait en partie sur les Verts avant qu'ils ne s'institutionnalisent », analyse Pierrick Massiot, directeur de la campagne de M. Hervé. De toute façon avec huit listes en présence, nous n'avons jamais prétendu gagner au premier tour ! »

Si M. Hervé sourit, Patrick Mainguené, lui, éclate de rire. Cet imprimeur de cinquante ans, qui a pris la tête des Motivé-e-s il y a à peine trois mois, obtient un inespéré 8,22 %. « La gauche gagne des points, la droite fait comme d'habitude, ça veut dire qu'on a rapporté des voix de gens qui ne votent pas ou plus », analyse-t-il. Gaie, adepte des concerts festifs, plaçant des enfants rieurs et mélassés en tête de ses tracts, la liste a séduit dans une ville

où les étudiants représentent un quart de la population. Pour un peu, elle passait le seuil des 10 % et là, pas question de fusion : c'est sûr, elle se serait maintenue. Pour agir, pas pour embêter M. Hervé. « C'est un mec que je respecte, compétent, rigoureux, mais je redoute ce qui se passera quand il partira... », s'inquiète M. Mainguené.

Lundi 12 mars, les négociations n'ont pas posé de problème. Les Motivé-e-s ont demandé, entre autres, un engagement sur la représentation des étrangers dans un organisme consultatif, sur les conseils de quartiers, la transformation d'emplois-jeunes en contrat à durée indéterminée - « ça, je crois qu'Edmond l'aurait fait de toute façon ».

LES VERTS PEU INQUIETS

Alors « on vient de faire une affiche invitant à voter pour eux », rapporte M. Mainguené, qui a accepté de venir au dernier meeting de « la gauche institutionnelle ». « J'irai leur dire que 54 000 personnes qui ne se sont pas déplacées pour mettre leur bulletin dans l'urne, c'est dramatique », prévient-il. L'homme annonce le menu du « troisième tour » de sa liste devenue association : militer contre l'abstention, assister à toutes les séances du conseil municipal, faire de l'animation dans les quartiers. Lui qui se présente comme ancien maoïste, « formé à l'école du centralisme démocratique », il a eu « la révélation de la participation démocratique ».

M. Hervé n'a pas reçu d'autres soutiens. Inutile de compter sur Raymond Madec, de Lutte ouvrière (4,89 %), qui se présente régulièrement aux scrutins locaux, pour faire voter contre « la gauche gouvernementale », ni sur le candidat du Parti des travailleurs, Jean-Paul Tual

(1,71 %). Puisque la mairie n'est pas menacée de basculer à droite, Françoise Bagnaud (LCR), de la liste Tous ensemble à gauche, ne donnera pas non plus de consigne à ses 4,04 % d'électeurs, tout comme ses homologues qui ont porté les couleurs de ce récent label régional à Lorient et à Brest. M^{me} Bagnaud est elle aussi satisfaite de son score à la tête d'une liste hétéroclite, réunissant pour l'occasion des membres de la LCR comme elle, des militants pour la dépénalisation du cannabis, un groupe de lesbiennes, les farceurs gays du RUT, des Verts dissidents... Comme d'autres dans la mouvance alternative rennaise, elle se soucie du sort des Verts : « Est-ce qu'ils sauront résister mieux que le PCF à l'hégémonie du PS devenu un parti gestionnaire ? »

Forts de leurs bons résultats aux cantonales à Rennes - et agréablement surpris par leurs performances, dans tout le département, jusque dans des cantons ruraux -, les Verts ne semblent pourtant pas inquiets. Leurs partenaires socialistes pourraient les gratifier d'une deuxième vice-présidence à la communauté d'agglomération ; les écologistes n'ont apparemment pas exigé plus. « On aurait pu se présenter seuls comme à Lille et Paris, mais, là-bas, il n'y avait pas de liste Motivé-e-s », explique Jean-Louis Merrien, un des candidats rennais. Nous avons préféré conclure un bon accord avant. » De toute façon, la première hypothèse n'était pas sans risque : les Verts en ont fait l'expérience en 1995 : « À moins de 10 %, Edmond Hervé n'ouvre pas la porte entre les deux tours. »

Martine Valo

► www.lemonde.fr/rennes

Les 3 écoles de commerce		
BAC + 5		
CONCOURS EN TERMINALE		
ACCÈS ESSCA Angers/Paris 0811 811 881	ACCÈS IESEG Lille 03 20 54 58 92	ACCÈS ESDES Lyon 04 72 32 50 48
www.concours-accès.com		
Clôture des inscriptions le 25 avril 2001		
Établissements d'enseignement supérieur reconnus par l'État		



Philippe Séguin apporte un soutien inattendu aux partisans du droit de vote des étrangers

Les socialistes parisiens sont restés silencieux sur ce thème au cours de leur campagne

Dans son entretien accordé au *Monde* du 15 mars, Philippe Séguin a apporté aux partisans du vote des étrangers un soutien auquel ils ne s'attendaient pas. Il s'est prononcé pour « l'extension aux ressortissants des pays de la francophonie du droit de vote aux élections municipales, reconnu aux étrangers communautaires ». « Les choses bougent », constate Nabil Azouz, président du collectif Un(e) résident(e), une voix.

LA REVENDEICATION du droit de vote des étrangers s'est invitée de façon inattendue, mercredi 14 mars, dans le débat électoral. Tandis que trois collectifs d'associations tenaient une conférence de presse pour tenter de relancer le débat entre les deux tours des élections municipales, Philippe Séguin se prononçait, dans les colonnes du *Monde*, pour son « extension aux ressortissants des pays de la francophonie » (*Le Monde* du 15 mars).

Voici quelques semaines que la question surgissait en pointillé dans le débat municipal à Paris. Après l'adoption, le 3 mai 2000 par l'Assemblée nationale, de la proposition de loi accordant aux étrangers le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, ses partisans entendaient se faire entendre dans le concert électoral. Les collectifs Même sol, mêmes droits, même voix et Un(e) résident(e), une voix avaient adressé début mars à tous les candidats un questionnaire. Seuls les candidats Verts, de la Ligue communiste révolutionnaire, certains élus du Parti communiste comme Henri Malberg s'étaient pro-

noncés en faveur du droit de vote. Au Parti socialiste, Pierre Castagnou, qui conduisit la liste Delanoë dans le 14^e arrondissement, fut le seul à soutenir la proposition.

Une fois la campagne électorale lancée, les militants du droit de vote avaient invité les têtes de liste à

Le revirement du responsable du RPR a surpris le milieu associatif

organiser des actions symboliques en faveur « d'une véritable citoyenneté de résidence ». Les Verts mis à part, l'appel avait eu peu d'écho. Ni le PS ni le PCF ne s'étaient manifestés. Le 23 février, jour de clôture des listes, Yves Contassot, chef de file des Verts dans la capitale, avait symboliquement déposé vingt listes menées par des résidents communautaires.

Ce relatif isolement n'a pas sur-

pris Nabil Azouz, animateur du collectif Un résident une voix : « Cette absence de courage sur le droit de vote est courante dans les partis classiques. On a vu que seules les listes ouvertes aux questions de participation citoyenne comme les Verts ou Motivé-e-s ont porté cette revendication. Et c'est ce qui explique une partie de leur succès », assure M. Azouz. Les deux collectifs ont néanmoins persisté, dimanche 11 mars, en installant une urne symbolique dans trois arrondissements de Paris, notamment dans le 18^e, fief de Bertrand Delanoë et Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur.

Les partisans du droit de vote ont reçu mercredi le soutien inattendu du candidat officiel de la droite à l'Hôtel de Ville. Philippe Séguin a déclaré au *Monde* qu'« il y a un décalage entre le pays légal et le pays réel qu'il n'avait jamais mesuré à ce point ». C'est ainsi que le député des Vosges résumait une des leçons de sa campagne après avoir remarqué qu'on pouvait « passer un après-midi complet dans le 18^e et ne pas voir un électeur ».

Ce constat d'un Paris plus métis-

sé qu'il ne l'imaginait a conduit M. Séguin à changer d'opinion concernant le droit de vote et les sans-papiers : le candidat RPR se prononce ainsi pour « l'extension aux ressortissants des pays de la francophonie du droit de vote aux élections municipales, reconnu aux étrangers communautaires ». Il estimait également qu'« il faudra impérativement, dès lors qu'on ne les expulserait pas, régulariser les sans-papiers, faute de quoi on n'arrivera pas à traiter leurs problèmes ni à les intégrer », ajoutant : « Le ni-ni de Jospin (ni régularisation, ni expulsion) est insoutenable et explosif ».

Le revirement du responsable du RPR a créé la surprise dans le milieu associatif. « Ça montre que les choses bougent et qu'il faut continuer », assure Nabil Azouz. Les deux collectifs entendent continuer leur lobbying dans les semaines à venir. Une manifestation est ainsi prévue le 4 mai à Paris pour demander la mise à l'ordre du jour du Sénat de la proposition de loi votée par les députés.

Sylvia Zappi

L'extrême gauche progresse sur le glacis abandonné par le PCF

AVEC 31 CONSEILLERS municipaux pour Lutte ouvrière (LO), 25 pour les listes soutenues par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et 12 pour le Parti des travailleurs (PT), l'extrême gauche, qui n'était représentée que dans moins de cinq cent villes, connaît ses meilleurs scores aux municipales depuis 1977. Les trois formations, aujourd'hui en concurrence, affichent des scores très disparates. Le PT connaît ses meilleurs résultats là où il est la seule formation trotskiste en présence - 8,82 % à Niort, 6,89 % à Saint-Malo - et là où il dispose d'un élu : 5,31 % à Saintes, 5,09 % à Dieppe, ville gérée par le PCF. En revanche, là où il est en compétition avec LO et la LCR, essentiellement dans les grandes villes, il arrive dernier.

La LCR présente un électorat plus national, plus urbain, plus jeune et, dans certains cas, plus populaire, comme dans les agglomérations rouennaise et bordelaise, où elle a bénéficié du renfort des suffrages de la Voix des travailleurs, un courant d'exclus de LO qui a rejoint la LCR en juin 2000. Le score remarquable du candidat LCR à Blois - 8,13 % - correspond à l'électorat plus jeune et urbain, mais aussi plus classe moyenne et composé d'employés, de la formation d'Alain Krivine. A Paris, Lyon, Marseille, Montpellier, Toulouse, les listes 100 % à gauche, soutenues par la LCR, arrivent systématiquement devant LO, sauf dans les quartiers ouvriers.

Selon M. Krivine, « il y a une véritable coupure, aujourd'hui, entre le gouvernement et une grande partie de l'électorat populaire (...), ainsi qu'avec une fraction significative de

la jeunesse ». « Le Parti communiste ne capte plus ce mécontentement », ajoute le porte-parole de la LCR. Au second tour, la LCR n'est présente qu'à Savigny-le-Temple, cité de 18 500 habitants de Seine-et-Marne gérée par le PS.

TROIS MAINTIENS

Avec un triplement de ses voix, LO est la principale formation d'extrême gauche qui mord sur l'électorat PCF. Sur ses 129 listes, LO enregistre une moyenne de 4,37 %. La formation d'Arlette Laguiller a recueilli, le 11 mars, 120 784 voix. « C'est auprès d'un électorat ouvrier, en général déçu par la gauche au gouvernement, et dans les quartiers populaires et les cités HLM que nous recueillons le plus de voix », indique Michel Rodinson de LO. La défaite du PCF à Drancy (41,35 %) et l'échec de la reconquête à Bourges (44,7 %) du PCF, se lisent en creux dans les scores de LO, 7,74 % et 5,1 %. A Argenteuil, dans le Val-d'Oise, la liste LO ne peut se maintenir, mais elle a contribué, avec celle de la LCR, à affaiblir la position du PCF dans cette ville.

Pour le second tour, LO se maintient à Laon, où cela devrait permettre la réélection de l'équipe de droite sortante ; à La Chapelle-Saint-Luc, dans la banlieue ouvrière de Troyes, ville de 16 000 habitants gérée par le PRG, où LO a obtenu son deuxième score national avec 13,4 % des voix ; A Sin-le-Noble, dans le Douais, ville détenue par le PCF, où le maintien de la liste conduite par Roger Marie, conseiller régional LO, peut faire basculer la ville à droite.

Alain Beuve-Méry

En Seine-Saint-Denis, les communistes subissent une double concurrence

POUR le patron de la fédération communiste de Seine-Saint-Denis, fidèle lieutenant de Robert Hue, les résultats du premier tour des élections municipales et cantonales ont fait l'effet d'une douche glaciale. Michel Laurent, qui se présentait dans le canton de Pantin-Est, a été distancé, le 11 mars, par le candidat des Verts, soutenu par le PS. Des douze cantons détenus par un communiste sortant, il est le seul dans ce cas. Souvent présenté comme le dauphin de Robert Clément pour la présidence du conseil général, M. Laurent s'est conformé aux accords conclus avec les partis de gauche et s'est désisté au second tour, laissant l'écologiste Didier Segal-Saurel seul en lice au second tour.

Ce n'est pas tout. Huitième sur la liste de Jacques Isabet à Pantin, M. Laurent a été mis en minorité, lors de l'assemblée générale des communistes de la ville, pour la préparation du second tour. Préconisant la fusion avec la liste du socialiste Bertrand Kern, arrivée en tête, il a été coupé sèchement par M. Isabet : « Tu arrêtes, nous, on continue. »

M. Laurent savait qu'il allait au « casse-pipe ». L'examen des bureaux de vote aux élections législatives de 1997 montrait que le PS et les Verts, avec respectivement 23,7 % et 11,8 % des voix, contre 23,9 % au PCF, avaient été majoritaires dans ce canton où M. Laurent brigua la succession d'un conseiller communiste. « Il y a un effet de décentrage de la gauche plurielle. En Seine-Saint-Denis, l'alliance PS-Verts ne s'est pas faite contre la droite, mais contre le Parti communiste », analyse-t-il.

Si le PCF est menacé par ses alliés de la gauche plurielle à Pantin, à Aubervilliers, le maire et ancien ministre Jack Ralite est contesté par son éternel concurrent, Jean-Jacques Karman, de la Gauche communiste, fils d'André Karman, ancien maire de la ville. Avec 31,06 % dans le canton d'Aubervilliers-Ouest, M. Karman a « explosé » le candidat communiste officiel, arrivé en cinquième position avec 11,75 % des voix et éliminé. Au second tour, M. Karman affronte le candidat du Front national, arrivé en deuxième position, le 11 mars, avec 13,71 % des suffrages.

Pour le second tour des municipales, l'enjeu est plus incertain. M. Karman, en troisième position (23,56 %) derrière le candidat UDF (23,72 %), a été distancé de 7 points par M. Ralite (30,72 %). Comme il l'avait annoncé avant le premier tour, M. Ralite a rejeté, contrairement à 1995, toute proposition de fusion avec la liste de M. Karman. Pourtant, des quatre listes en concurrence au second tour (PCF, PC-diss., UDF et divers droite), celle de M. Karman est la seule qui dispose d'un véritable réservoir de voix. Dispersée entre les trois formations trotskistes, l'extrême gauche a totalisé 11,04 % des voix, soit 6,09 % pour LO, 2,89 % pour la LCR et 2,06 % pour le Parti des travailleurs (PT). M. Karman estime que « la gauche antigouvernementale recueille 34,6 % des voix à Aubervilliers, contre 30,7 % à la gauche plurielle ». Il ne bénéficie toutefois d'aucun appel officiel à voter pour lui de la part des organisations d'extrême gauche.

A. B.-M.



HOGAN

Les candidats aux prises avec la justice n'ont pas été sanctionnés

Jacques Mellick à Béthune, Patrick Balkany à Levallois-Perret, Jean Tiberi à Paris, François Bernardini à Istres ou Georges Pérol en Corrèze : dans la plupart des cas, les électeurs n'ont pas tenu rigueur de leurs démêlés judiciaires aux élus mis en examen ou condamnés

Bon nombre des responsables politiques qui ont connu des embarras judiciaires au cours des dernières années n'en ont pas souffert lors des élections municipales ou cantonales. Dans plusieurs cas, ils semblent

même en avoir tiré profit en apparaissant comme des victimes : Jacques Mellick (PS) fait ainsi un retour remarquable à Béthune, dans le Pas-de-Calais, tout comme Patrick Balkany (RPR) à Levallois-Perret, dans les

Hauts-de-Seine. L'un et l'autre sont en très bonne position pour reconquérir leur fauteuil de maire. Les scores de Jean Tiberi ou des frères Dominati à Paris témoignent également de l'indulgence des électeurs. De

même, Jean-Jacques de Peretti (RPR) a été réélu à Sarlat, en Dordogne, dès le premier tour, tandis que François Bernardini, malgré son exclusion du PS, est en passe de l'emporter à Istres, aux municipales comme

aux cantonales. Alors que le Parti socialiste avait écarté tout candidat mis en examen, tout comme Philippe Séguin à Paris, les électeurs ne semblent pas tenir rigueur aux élus de leurs déboires judiciaires.

MIS EN EXAMEN ou coupables de tous bords, les électeurs vous aiment. En tout cas, ils ne vous tiennent pas rigueur de vos démêlés avec la justice pour vous choisir à la tête de leur mairie ou au siège de leur conseil général. Dans certains cas, même, ils vous défendent contre ces accusations et ces procédures qui font de vous des victimes. Les succès de Patrick Balkany à Levallois-Perret et de Jacques Mellick à Béthune (*lire ci-dessous*) parlent d'eux mêmes. Le Parti socialiste, en décidant de n'investir aucune personnalité mise en examen – ou Philippe Séguin qui avait fait le même choix pour ses listes à Paris –, faisait le pari que les électeurs sanctionneraient tous les dérapages judiciaires. Cela n'a manifestement pas été le cas.

On peut le comprendre plus facilement dans le cas d'élus aux prises avec la justice pour avoir eu des responsabilités dans le financement de leur parti, mais qui n'en ont pas tiré de profit personnel. Comme le communiste Robert Hue ou le socialiste Jean-Pierre Destradé (encore que le PS, dans ce cas, ait préféré soutenir le candidat communiste). Mais il y a aussi tous les autres.

Les affaires parisiennes, surtout très médiatisées, n'ont pas suffi à écarter les candidats qui y sont mêlés. Ni Jean Tiberi ni les frères

Laurent et Philippe Dominati n'ont été évincés. Loin de là. Mais il n'y a pas que les Parisiens pour défendre les leurs. En province, les électeurs semblent encore moins rancuniers. Quinze ans après l'affaire Carrefour du développement, l'ancien ministre socialiste Christian Nucci reste indétrônable à Beaufort dans l'Isère (*lire ci-dessous*). C'est de l'histoire ancienne, certes. Avec le temps, les électeurs ont pu passer l'éponge. Mais les succès à répétition de M. Nucci et des cas plus récents démentent cette hypothèse.

Il suffit de constater le succès de Jean-Jacques de Peretti, réélu au premier tour maire de Sarlat, en Dordogne, malgré sa mise en examen, le 20 octobre 1999 pour « *recel d'abus de biens sociaux* » dans l'affaire Elf-Aquitaine. L'ancien ministre RPR des DOM-TOM dans le gouvernement d'Alain Juppé est soupçonné d'avoir bénéficié d'un salaire de complaisance, de 1990 à 1993, versé par la filiale suisse du groupe pétrolier, Elf-Aquitaine International (EAI), après avoir été recruté par Alfred Sirven. La gauche locale s'est manifestement peu servie de cette arme pour le combattre. Il faut dire que, vu de Sarlat dont est originaire la première épouse de M. de Peretti, Christine Deviers-Joncour, l'affaire Elf n'épargne aucune famille politique : Roland Dumas en a été le

député PS. A Liévin, dans le Pas-de-Calais, le maire socialiste Jean-Pierre Kucheida est également passé au premier tour, avec plus de 68 % des voix, malgré sa mise en examen, le 4 janvier 1999, pour « *prise illégale d'intérêts et complicité d'abus de confiance* » à propos de la gestion du patrimoine immobilier des Houillères du Nord - Pas-de-Calais. M. Kucheida a été le président, de 1993 à 1996, de la Sacomi, société d'économie mixte (SEM) qui assurait la gestion de 71 000 logements miniers.

Tous les mis en examen n'ont pas la chance de passer au premier tour. Mais certains d'entre eux arrivent en très bonne position pour le deuxième tour. François Bernardini, par exemple, est en passe de gagner la mairie et le canton d'Istres, dans les Bouches-du-Rhône. L'ancien premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône et adjoint aux finances d'Istres, a pourtant été condamné, le 25 octobre 2000, à dix-huit mois de prison avec sursis, 200 000 francs d'amende et deux ans d'inéligibilité pour « *abus de confiance* » après avoir détourné des fonds de deux associations para-municipales d'Istres. Il a également été reconnu coupable d'« *abus de biens sociaux* » pour avoir contribué à des versements de salaires fictifs par une société

d'économie mixte. Sans parler de sa mise en examen depuis octobre 1999, pour « *recel de détournement de fonds publics* » dans l'affaire de la MNEF. Son exclusion du PS, le 23 février, ne l'a pas empêché de devancer très largement, de plus de 20 points, Serge Gues, investi par la Rue de Solferino.

Il y a ceux que la justice condamne et que leurs électeurs rejettent. Dans ces cas-là, cependant, la corrélation n'est pas évidente

Georges Pérol, directeur général de l'OPAC, office HLM de la Ville de Paris, de 1982 à 1993, n'a pas davantage pâti de sa mise en examen, depuis juin 1995, pour « *trafic d'influence* » dans l'enquête menée par le juge Eric Halphen à Créteil. Ce proche de Jacques Chirac devrait l'emporter au deuxième tour des cantonales à Meymac,

en Corrèze, malgré le choix du RPR d'investir un autre candidat que lui. Quant à Gilles Catoire, maire socialiste de Clichy-la-Garenne, dans les Hauts-de-Seine, il a également toutes les chances de gagner au second tour. Sa condamnation, le 28 juin 2000, à huit mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Nanterre, dans une affaire de fausses factures impliquant une SEM, ne l'a pas affaibli.

Et puis, il y a les malheureux, ceux que la justice condamne et que leurs électeurs rejettent. Dans ces cas-là, cependant, il est loin d'être évident qu'il y ait une corrélation entre les deux événements, même si l'opposition ne se prive pas toujours pour rappeler aux électeurs les déboires judiciaires de leur maire. Ainsi, Jean-Guy Cupillard, maire RPR de l'Alpe-d'Huez depuis 1983, est en ballotage difficile. L'ancien vice-président du conseil général de l'Isère a été condamné, le 7 avril 1999, par la cour d'appel de Grenoble à deux ans de prison dont un avec sursis, 1,5 million de francs d'amende et cinq ans d'interdiction de droits civiques pour « *recel et complicité d'abus de biens sociaux et d'abus de confiance, corruption passive, participation à une entreprise frauduleuse et concus-*

sion ». Il a bénéficié de dons et d'avantages en nature par différentes entreprises, d'une valeur totale de 5,3 millions de francs, contre l'octroi de marchés publics départementaux.

Michel Hannou, maire RPR de Voreppe, en Isère, depuis 1976, est en plus mauvaise posture encore. S'il arrive en tête au premier tour, il semble aujourd'hui peu probable qu'il puisse gagner contre les listes divers droite et divers gauche qui se sont présentées contre lui et qui ont fusionné pour le second tour. L'ancien député a été condamné, le 28 novembre 2000 par le tribunal correctionnel de Nanterre, pour « *abus de confiance, abus de biens sociaux et recel* », à dix-huit mois de prison avec sursis, 200 000 francs d'amende et deux ans d'inéligibilité, en marge du procès Casetta sur le financement occulte du RPR. Ses opposants invoquent bien ces affaires, mais plus pour dire qu'il n'est pas certain que M. Hannou puisse exercer son mandat que pour fustiger sa moralité. Ils préféreraient parler des lacunes de sa gestion municipale. L'argument des affaires, ça ne paie pas !

Virginie Malingre et Cécile Prieur, avec nos correspondants départementaux

L'irrésistible retour de Jacques Mellick à Béthune

BÉTHUNE

de notre correspondante

Jacques Mellick n'en espérait pas tant ! Après cinq ans d'inéligibilité, l'ancien ministre socialiste et ancien député et maire de Béthune (Pas-de-Calais) fait un retour fracassant sur la scène politique béthunoise. Il a obtenu plus de 44 % des suffrages au premier tour des municipales. « *Je pensais bien pouvoir atteindre la barre des 40 %, mais quand mes colistiers me parlaient de 42 %, je les traitais de doux rêveurs !* »

Condamné à cinq ans de privation de ses droits civiques pour cause de faux témoignage en faveur de Bernard Tapie dans l'affaire du match truqué Valenciennes-Olympique de Marseille, M. Mellick avait dû renoncer à sa mairie et à son fauteuil de député jusqu'au mois de janvier, lorsque la Cour de Cassation l'a finalement

autorisé à se réinscrire sur les listes électorales.

Son retrait de la scène politique ne l'a pas empêché d'occuper le terrain pendant toutes ces années. Présent sur toutes les fêtes, tous

les terrains de football ou tous les salons, il n'a jamais cessé d'arpenter les rues de sa ville et notamment dans les quartiers les plus difficiles. « *La ville s'est arrêtée* », constate M. Mellick. « *Les Béthu-*

Christian Nucci indéboulonnable à Beaufort

Quinze ans après l'affaire Carrefour du développement, Christian Nucci l'a, une fois de plus, emporté haut la main à la mairie comme au canton de Beaufort dans l'Isère. L'ancien ministre socialiste de la coopération apparaît même tellement indéboulonnable que la droite n'a pas présenté de liste aux élections municipales. Aux cantonales, où il a totalisé près de 59 % des voix dimanche 11 mars, il n'avait contre lui que des candidats communiste, MNR et FN.

Dans son fief, personne n'évoque jamais les détournements de fonds effectués au profit de Carrefour du développement, une association fondée en 1983 et subventionnée par le ministère de la coopération. Personne n'évoque non plus la loi d'amnistie de 1990 qui a permis à M. Nucci d'être épargné par la justice, contrairement à son chef de cabinet au ministère, Yves Chalié, qui a été condamné à cinq ans de prison en avril 1992.

nois se demandent qui les écoute aujourd'hui et constatent que c'est Mellick qui s'occupe d'eux, comme avant ! », ajoute-t-il pour expliquer sa performance du 11 mars.

Face à lui, ses opposants ne décolèrent pas. Bernard Seux, le maire sortant, son ancien premier adjoint, dénonce même ses méthodes de campagne qu'il juge « *condamnables* ». « *Jacques Mellick achète les voix des électeurs des quartiers populaires avec des billets de 200 francs, il va même jusqu'à distribuer des cannettes de bière à des jeunes de quinze ou seize ans, je ne trouve pas cela très moral !* » Et le maire sortant de Béthune accuse également son adversaire de faire un usage abusif de l'étiquette socialiste.

LE POING ET LA ROSE

Il est vrai que le PS a adopté, à son égard, une attitude pour moins ambiguë : la fédération du Pas-de-Calais ne lui a pas ménagé son soutien et le bureau national a décidé, le 20 février, qu'il ne serait « *ni investi, ni exclu* ». Béthune est la seule ville de plus de vingt mille habitants où le PS a donc renoncé à investir l'un ou l'autre des candidats. Pourtant un tract circule dans la ville, arborant fièrement le poing à la rose, et illustré d'une photo de Lionel Jospin en compagnie des colistiers de M. Mellick prise à Arras à l'occasion du passage du premier ministre venu soutenir les candidates socialistes du Pas-de-Calais, à l'occasion de la journée de la femme.

Bernard Seux, déjà, s'inquiète pour l'avenir de la ville : « *S'il est élu, ce ne sera que provisoire. Jacques Mellick sera rattrapé par les affaires ; il ne se passe pas de semaine sans que la mairie soit perquisitionnée et des pièces saisies, qui datent de l'ère Mellick.* »

Pour tenter de contrer le retour de M. Mellick, les listes en présence au premier tour auraient souhaité monter un « front républicain ». A Béthune, on parle de « TSM » – Tout sauf Mellick. Mais seuls Bernard Seux et Jean-Pierre Déruelle, à la tête d'une liste indépendante alors qu'il était candidat UDF aux dernières législatives, ont réussi à tomber d'accord et à fusionner. Les Verts, jugés trop exigeants, ont été tenus à l'écart. Quant à la candidate RPR, Anne-Marie Duez, contre l'avis de certains de ses colistiers, elle a maintenu sa liste, provoquant une triangulaire qui assure à M. Mellick, selon toute vraisemblance, une réélection triomphale.

Les époux Balkany surprennent tous leurs adversaires à Levallois

NANTERRE

de notre correspondant

Patrick Balkany fait celui qui aimerait que les journalistes l'oublient un peu, lui et ses frasques du passé. « *Quand vous êtes suspendu de permis de conduire, un jour, on finit par vous le rendre et vous reprenez le volant* », lance-t-il à la ronde. En fait, l'ancien « Pasqua's boy », qui savoure l'instant où sa réélection à la mairie ne semble plus guère qu'une simple formalité, ne rechigne pas à répondre aux questions les plus embarrassantes.

En 1996, pour avoir fait travailler pendant six ans des employés municipaux dans sa résidence privée, l'ancien maire de Levallois-Perret a été condamné à quinze mois de prison avec sursis, deux ans d'inéligibilité, 200 000 francs d'amende, et, solidairement avec sa femme, Isabelle, 771 289,91 francs de dommages et intérêts. « *Une connerie, reconnaît-il. A l'époque, les entreprises quittaient la ville, il fallait attirer les investisseurs. Mon appartement était plus adapté aux réceptions que la mairie. Si j'avais su, j'aurais fait voter une mise à disposition par mon conseil municipal.* »

SURNOMMÉ L'« AFFREUX »

L'explication peut paraître courte, mais c'est celle que, dès son entrée en campagne, « *l'Affreux* » – comme le surnomment ses adversaires politiques – a fournie aux Levalloisiens. Qui s'en sont apparemment satisfaits, si l'on en juge par son score du premier tour (35,30 %), très supérieur aux pronostics des sondeurs et d'à peine 3 points inférieurs à celui qu'il avait obtenu il y a six ans.

Sonné par la défaite, ses adversaires auraient aimé que la justice hâte sa marche. Car l'ancien maire est toujours sous le coup d'une mise en examen concernant la gestion des HLM des Hauts-de-Seine,

et la découverte de mouvements de fonds importants sur un compte de l'institut municipal des sports aurait entraîné une saisine du parquet.

Faute d'éléments tangibles qui les auraient bien aidés dans la campagne, il ne leur reste plus qu'à tenter de comprendre l'incroyable succès d'un personnage aussi sulfureux. Un succès particulièrement fort dans des quartiers sociologiquement opposés : les Fronts de Seine, un secteur entièrement rénové et composé d'immeubles de luxe, et dans les HLM du secteur nord, les plus populaires. Pour le maire RPR en sursis, Olivier de Chazeaux (25,37 % le 11 mars) qui voulait bannir le clientélisme et les colis au troisième âge, les électeurs ont été frappés par le « *complexe de Mandrin* », ce brigand du XVIII^e siècle devenu populaire en pillant les caisses des impôts.

« MÉDIOCRITÉ ET AMORALITÉ »

Arnaud de Courson (UDF), qui a décidé de retirer sa liste divers droite du second tour, malgré les 12,01 % de suffrages obtenus au premier tour, ronge son frein. Pendant la campagne, il n'a pas manqué de critiquer l'acharnement judiciaire de M. de Chazeaux et l'encontre des Balkany, au risque d'en faire des victimes. Ses partisans n'en pensent pas moins aujourd'hui.

Quant à Hubert Flahault, ancien président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, candidat indépendant aux cantonales contre Isabelle Balkany, conseillère générale sortante, elle aussi condamnée dans l'histoire des employés communaux, il ironise : « *Les électeurs avaient le choix entre la médiocrité et l'amoralité. Entre deux candidats, on préfère toujours celui qui a fait quelque chose.* » De fait, M^{me} Balkany est arrivée en tête du premier tour, avec de sérieuses chances de conserver son siège.

A gauche où, avec 24,98 %, les socialistes ont mis en berne leurs espoirs de reconquête, on place en perspective la situation levalloisienne avec les succès de Mellick (*lire ci-contre*) à Béthune et de Bernardini à Istres. « *Les électeurs rejettent la classe politique en vrac, constate un responsable départemental. Ils se disent : "La politique est faite par des escrocs, autant voter pour un escroc sympathique."* Balkany est le signe d'une crise qui perdure malgré l'évaporation du FN et la croissance économique. »

I S T H
Enseignements Supérieurs Privés
PRÉPA. SÉSAME/ACCÈS
■ Stage de Pâques : à partir du 9 avril,
■ Toutes matières,
■ 80 % de réussite
Tél. : 01 42 24 10 72

Claire Mesureur

Dominique Foing

Vous avez entre 18 et 32 ans

**Vous êtes Français(e), Monégasque, Andorran(e)
Vous êtes passionné(e) par le Japon**

Participez au grand concours organisé par le Ministère japonais des Affaires Etrangères pour participer à un voyage d'étude de 15 jours au Japon entre le 15 août et le 31 septembre 2001

Vous devez faire parvenir un essai jusqu'au 31 mars 2001 inclus (4 à 5 pages dactylographiées en français, format A4 avec résumé d'une page en anglais)

Sur le thème : Selon vous, dans quelle mesure le Japon est-il un modèle et, a contrario, quels sont les exemples à ne pas suivre ?

Pour recevoir la documentation complète : adresser une demande écrite à :

AMBASSADE DU JAPON*

Service Culturel et d'Information

7, Rue de Tilsitt - 75017 PARIS

A l'attention de Mademoiselle HAYASHI Nao

ou consulter notre site internet : <http://www.amb-japon.fr/>

*Pour les départements de province cités ci-dessous, veuillez faire la demande de documentation et l'envoi de l'essai auprès du Consulat concerné :

● Consulat Général du Japon à Strasbourg
Tour Europe - 20, Place des Halles
67000 STRASBOURG -
Tél : 03-8852-8500
Départements n°: 25 ; 39 ; 52 ; 54 ; 55 ;
57 ; 67 ; 68 ; 70 ; 88 ; 90

● Consulat Général du Japon à Marseille
70, Avenue de Hambourg - B.P. 199
13268 MARSEILLE Cédex 08 -
Tél : 04-9116-8181 :
Départements n°: 01 ; 03 ; 04 ; 05 ; 06 ;
07 ; 09 ; 11 ; 12 ; 13 ; 15 ; 26 ; 30 ; 31 ;
32 ; 34 ; 38 ; 42 ; 43 ; 46 ; 48 ; 63 ; 65 ;
66 ; 73 ; 74 ; 81 ; 82 ; 83 ; 84 ; 2A ; 2B

La droite et la gauche parisiennes font et refont leurs calculs de répartition des sièges

La majorité sortante cherche à paraître réunie, l'opposition affiche sa bonne entente

Le mode de scrutin des élections municipales dans les villes découpées en arrondissements ou secteurs - Paris, Marseille, Lyon - complique les

calculs des listes en présence. Mercredi 14 mars, à Paris, Philippe Séguin et ses alliés ont tenté de nouveau de convaincre les tiberistes de se retirer

là où leur maintien pourrait donner un siège à la gauche. Celle-ci, qui présente partout des listes, espère toujours battre Jean Tiberi dans le 5^e.

« CERTAINS pensaient que le taureau allait mourir dans l'arène. Eh bien, il n'a pas été mis à mort, dimanche, à minuit ! » Ses rendez-vous avec la presse étant maintenant quotidiens, Philippe Séguin lâche, chaque jour, une de ces formules ciselées dont il a le secret. Après la « prime à la casserole », mercredi 14 mars, dans un entretien au Monde (daté 15 mars), le député des Vosges s'imagine, jeudi, en « taureau qui n'est pas "manso" » - autrement dit qui ne refuse pas le combat.

Combatif, M. Séguin veut prouver qu'il l'est toujours. Qu'il y croit encore. Que la bataille est « gagnable ». La veille, le maire de Paris a lâché prise en abandonnant les trois arrondissements-clés du scrutin, les 12^e, 13^e et 14^e, que le maintien de listes dissidentes pouvait faire basculer à gauche. Le député des Vosges s'est aussitôt engouffré dans la brèche. Devant la presse puis, tout au long de la journée, à la radio, le soir, sur France 3, et de nouveau jeudi matin sur RTL, il a martelé le même message : Tiberi, encore un effort !

« Un premier pas a été accompli, reconnaît M. Séguin, mais il faut aller jusqu'au bout des choses. Si on peut admettre des triangulaires dans les 7^e, 16^e et 17^e, dès lors qu'il n'y a pas de danger de gauche, il en va autrement dans six autres arrondissements, parce que le scrutin des municipales à la proportionnelle à la plus forte moyenne favorise mathématiquement les grosses listes. »

Le député des Vosges a, dans sa

ligne de mire, les 8^e, 10^e, 11^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements, qui peuvent « faire basculer Paris à gauche ». Il est même prêt à aller l'expliquer lui-même à M. Tiberi. Une rencontre est envisageable, « maintenant que les choses sont claires ».

Puisque ces mystères nous dépassent, feignons d'en être l'organisateur... Après le coup de tonnerre qu'elle a déclenché la veille, la présidente du RPR, Michèle Alliot-Marie, en adepte de la célèbre maxime de Jean Cocteau, revient en scène et déclare, sur Europe 1, que la candidature de M. Séguin au fauteuil de maire de Paris est « quelque chose d'évident ». Il est « également normal et souhaitable », ajoute-t-elle, qu'une rencontre ait lieu entre les deux rivaux. Pour la présidente du RPR, « Paris peut être gagné, il suffit d'une mobilisation supplémentaire de 2 % ou 3 % de nos électeurs ». « Trois fois rien », conclut-elle. Et lorsqu'on l'interroge sur l'éventualité d'une réintégration de M. Tiberi au sein du RPR, elle souligne seulement que « la réconciliation est quelque chose de normal ». Tiberi, encore un effort...

Edouard Balladur, en ballottage dans le 15^e arrondissement, est, lui aussi, favorable à une rencontre Séguin-Tiberi. Il le dit sur Euroles 1, tout en soulignant, *mezza voce*, qu'il y a « plusieurs méthodes » pour parvenir à une liste unique dans chaque arrondissement. « Dans le 5^e, je souhaite que les électeurs de la liste Séguin, qui ne restent en compétition, votent massivement pour Jean Tiberi », explique aus-

si M. Balladur. *C'est cela l'union !* De l'Hôtel de Ville, qu'il ne quitte plus, M. Tiberi répond immédiatement, sur LCI, qu'il n'a « aucune intention de s'effacer », mais qu'il est « d'accord » pour rencontrer le député des Vosges.

GRIEFS ENTERRÉS

Plus que quatre jours. M. Séguin a choisi d'aller soutenir le maire du 6^e, Jean-Pierre Lecoq, seul en lice à droite. A 15 heures tapantes, il est attablé au Café de Flore, où M. Lecoq donne la plupart de ses rendez-vous. « Jean-Pierre Lecoq conservera, comme je l'ai toujours souhaité, la mairie du 6^e », assure M. Séguin, qui a enterré tous ses griefs vis-à-vis d'un maire, suspendu du RPR pour « dissidence », qui n'a jamais coupé les relations avec M. Tiberi. Bonheur : M. Séguin croise le footballeur du PSG Jimmy Algerino. Accolade. « Comment vas-tu ? Tu joues à l'arrière-gauche maintenant ? Droite, gauche, comment veux-tu que je m'y retrouve ? », plaisante M. Séguin.

Plus que quatre jours. Plus que quatre soirées pour les réunions publiques et les meetings. La gauche a décidé, mercredi soir, de s'afficher dans le 5^e. Environ trois cent personnes se pressent dans un grand salon de la Mutualité. Yves Contassot affiche un sourire radieux. « Le terne se porte au mieux », sourit-il. Aurélie Filipetti et Lyne Cohen-Solal copinent. Roger Madec, maire du 19^e, qui visiblement quelques problèmes avec ses Verts, prend M. Contassot

à part : « Y'en a marre, ça va mal finir ! » « Dans le 5^e, le combat est moins un combat droite-gauche qu'un combat pour la démocratie », commence M^{me} Cohen-Solal. « C'est un système qu'il faut abattre, continue M^{me} Filipetti. Il n'y aura pas de vraie alternance à Paris si Tiberi reste maire du 5^e. » Sous les cris « Libérez le 5^e ! », « Votez Bertrand ! », M. Delanoë fait son entrée. Il dénonce « les combinaisons », les « les serments toujours suivis de parjures » et les « mécanos indignes » qui « abiment » et « avilissent le débat démocratique ». Il interroge : « M. Séguin, le candidat de la rupture, proposera-t-il un poste d'adjoint à Jean Tiberi ? » Il analyse, comptant visiblement sur les voix du séguiniste Henri Guaino, éliminé au premier tour : « Dans le 5^e, dimanche dernier, 60 % des électeurs ont dit "non" au système. »

Pendant ce temps, dans le 11^e arrondissement, à côté de Claude-Annick Tissot, M. Séguin calcule toujours. « L'addition des voix des socialistes et des Verts donne 43,66 % du total des suffrages. L'addition des voix de la droite et du centre donne 44,56 % », lance-t-il. Le conseiller politique du RPR, François Fillon, est allé donner un coup de main à Jacques Toubon dans le 13^e, où la situation a été « clarifiée », comme dit M. Séguin, puis, que la tiberiste Michèle Laure-Rasat, malgré ses bonnes relations avec M. Toubon, a retiré sa liste. Tiberi, encore un effort...

Christine Garin

La droite lyonnaise s'est mise sous la coupe de Charles Millon

L'ancien ministre joue sa revanche sur 1998

LYON

de notre correspondante

Sur les cendres de l'UDF et avec la complicité du RPR, Charles Millon prépare minutieusement sa conquête de Lyon. Rompu aux campagnes électorales et aux négociations d'appareils, l'ancien président du conseil régional Rhône-Alpes avance masqué, devant des partenaires qu'il a mis au pas. Les négociations qui se sont achevées véritablement mercredi 14 mars en sont la criante démonstration : dès avant le second tour, le président de la Droite libérale chrétienne est en position d'emporter plus de sièges au conseil municipal, où se jouera l'élection du maire, que Jean-Michel Dubernard (RPR).

Comment ? Grâce à la stratégie qu'il a imposée dans chaque arrondissement, mais aussi à l'incroyable cafouillage qui a suivi l'accord conclu le 13 mars au soir avec M. Dubernard. A minuit, sur le bureau de la préfecture, figuraient dans trois arrondissements des listes qui, en vertu des négociations acceptées par les deux partenaires, auraient dû être retirées (Le Monde du 15 mars), deux listes Mercier dans les 1^{er} et 9^e arrondissements, une liste Millon dans le 7^e.

Qualifiées d'« erreurs techniques » dues au fait que, dans la journée, chaque équipe avait déposé par prudence ses propres listes, ces bévues étaient, en réalité, une ultime tentative de résister à la fusion imposée par les négociateurs. Passé vingt-quatre heures, ces listes ne pouvaient plus être retirées. MM. Millon et Dubernard ont dû négocier, mercredi, avec les dissidents pour qu'ils acceptent que leur matériel de propagande et leurs bulletins de vote ne soit pas imprimé. Ils ont même menacé de « bloquer » l'impression chez le fournisseur. En fin d'après-midi, l'équipe de M. Millon diffusait les lettres de renonciation des candidats, mais il restait une candidate virtuelle, Marie Hélène Finas, dans le 1^{er} arrondissement, puisque son désistement, obtenu trop tard, n'avait pas permis d'arrêter l'impression des bulletins de vote. « Ma candidature reste inscrite, mais je ne participe plus, puisque l'on m'a demandé de me sacrifier. Dimanche, nous irons dans les bureaux de vote pour retirer les bulletins », a-t-elle indiqué.

Dans le 8^e arrondissement, la situation est encore plus compliquée. MM. Dubernard et Millon avaient décidé de maintenir la liste Mercier, arrivée en tête, en supprimant le seul nom de la tête de liste, Anne-Marie Comparini (UDF). Au final, il ne reste qu'une liste, mais c'est celle de M. Millon, car les conseillers UDF ont choisi de se retirer, comme la présidente du conseil régional, et les conseillers RPR restants n'ont pas réussi à recueillir à temps la majorité des signatures qui leur aurait permis de fusionner avec la liste Millon.

Ainsi dans cet arrondissement important, le député de l'Ain est assuré qu'il n'y aura aucun conseiller RPR ! M. Millon, en outre, a pris en main la communication de la campagne, après le départ de l'équipe de M. Mercier.

Si M. Dubernard semble se satisfaire de son seul titre de « candidat naturel de la droite à la mairie de Lyon », décerné par M. Millon, si Raymond Barre s'est dit « heureux » de cette nouvelle, Gérard Collomb, le candidat socialiste à la mairie, entouré de Bernard Soulaige (PS) et Dominique Saint Pierre, (PRG) - les deux conseillers régionaux qui avaient participé, en 1998, à la résistance contre la réélection de M. Millon à la tête du conseil régional avec les voix du FN -, a mis en garde les électeurs. « Tout est organisé pour que, si la droite gagnait, Charles Millon soit maire de Lyon », a déclaré M. Collomb.

UN « APPEL CITOYEN »

Des voix s'élèvent pour appeler les Lyonnais à se mobiliser. Le MRAP invite à « repousser une alliance honteuse ». L'ensemble des représentants des institutions culturelles, notamment Denis Trouxe, l'adjoint à la culture de M. Barre, ont signé un « Appel citoyen pour un Lyon démocratique et solidaire », demandant aux Lyonnais de voter pour la gauche afin de ne pas « subir demain à Lyon les errements vécus hier à la région, avec leurs conséquences imprévisibles dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la politique de la ville, de la solidarité, de la vie associative et de la démocratie locale ».

Dans la soirée, le ministre des relations avec le Parlement, Jean-Jack Queyranne, qui participait au meeting de M. Collomb à L'Embarcadère, a exprimé l'espoir qu'éclora dimanche « le printemps de Lyon ». « Lyon joue une part de son avenir et de son destin. Qu'avons-nous vu depuis dimanche ? Un éffarant spectacle, une sinistre parade d'une droite aux abois, qui a abandonné ses devoirs vis-à-vis de cette ville et de ses habitants. Il faut dire aux Lyonnais qu'au-delà d'une simple querelle de pouvoir, si Millon l'emportait, on assisterait à un glissement de Lyon vers l'extrême droite. Ce qui se prépare, c'est le retour d'une vieille droite conservatrice, pétrie d'ordre moral. »

La gauche, pour laquelle le combat contre M. Millon est avantageux, peut faire valoir que la droite s'est mise sous la coupe de l'ancien président du conseil régional.

Sophie Landrin

■ **FRONT NATIONAL** : dans le 8^e arrondissement de Lyon, le seul où le FN a obtenu 10 % des voix au premier tour, sa liste, conduite par Patricia Chicard, se maintient au second tour.

► www.lemonde.fr/lyon

Les crapauds de Philippe Séguin dans la casserole de Jean Tiberi

L'AVANTAGE, avec Jean-François Probst, c'est qu'il a toujours une précieuse citation dans la poche. « Comme disait Clemenceau, si t'es pas prêt à bouffer un bol de crapauds tous les matins, c'est pas la peine de faire de la politique », expliquait docement le directeur de la communication du maire de Paris, les pieds sur la table. C'était assez bien vu, et Jean Tiberi a effectivement dû déglutir, mercredi 14 mars, une couleuvre d'assez belle taille après les déclarations de Philippe Séguin sur « la prime à la casserole » dans le 5^e arrondissement. Il l'a fait avec le sourire, quoiqu'un peu crispé, mais la vengeance est un plat qui se mange froid, et le maire saura s'en souvenir.

La tempête s'était pourtant calmée. M. Tiberi avait le sentiment d'avoir fait « un grand pas » en retirant ses listes dans quatre arrondissements sensibles, faute de fusion. « Nous avons montré qu'on avait jeté la rancune à la rivière », explique Bernard Bled, le secrétaire général de la mairie, on avait plutôt bien tricoté notre affaire, et l'équilibre avec les listes Séguin était presque parfait. » M. Séguin ne pouvait pas se représenter dans deux arrondissements, il avait retiré ses candidats dans quatre autres, M. Tiberi dans trois, sa liste du 15e ayant été éliminée. Leurs listes fusionnées dans le 9e. Il restait donc des triangulaires dans neuf arrondissements. C'est alors que l'Hôtel de Ville est tombé, à l'heure du déjeuner et via l'Internet, sur les déclarations du député des Vosges au Monde.

« On en arrive à se demander s'il n'y a pas une prime à la casserole, indiquait M. Séguin à propos des bons résultats de M. Tiberi dans le 5^e, il faudra peut-être m'en procurer une. » Il en avait déjà au moins une, qu'il avait théâtralement posée sur le bureau (Le Monde du 15 mars). « Ça nous a un peu séchés », euphémise M. Bled. L'entourage du maire a d'abord réfléchi aux poursuites judiciaires, avant de se dire que l'affaire des casseroles relevait de la petite cuisine électorale. Le maire, frémissant mais non bouillant, a finalement reçu France-Inter, France 3 et la Chaîne parlementaire pour un difficile exercice de zen électoral. Il est vrai qu'il a l'habitude, mais il faut saluer la performance.

« TARTARIN DE TARASCON A SAUVÉ LA FACE »

« Ce sont des propos irresponsables, et le signe d'une certaine forme de désespoir », a assuré M. Tiberi. Je ne veux pas rentrer pour l'instant dans cette polémique, mon seul objectif est l'intérêt général, je me battrais jusqu'au bout pour faire gagner mon camp et ne pas casser la dynamique de la victoire. » Il n'est pas un peu abattu quand même ? « Abattu ? Pourquoi ? Je reçois des témoignages de soutien extraordinaires. J'ai le sentiment profond que les Parisiennes et les Parisiens me comprennent sur ce point. » Ça ne l'empêche pas d'être « ulcéré », et il s'accorde un seul coup de griffe. « Le style de M. Séguin est apparemment subtil, pas très clair, et tout cela est un peu triste, déplore le maire sortant.

Tout cela n'est pas digne du niveau de quelqu'un qui a été président de l'Assemblée nationale et du RPR. Peu de temps, il est vrai. »

Il n'ira pas plus loin. Pas question de retirer les listes tiberistes dans six autres arrondissements comme l'exige désormais M. Séguin. « Il veut une reddition en rase campagne, nous voir en robe de bure façon Bourgeois de Calais, grogne M. Bled. Il est maintenant tout requinqué, Tartarin de Tarascon a maintenu ses gens dans la terreur, il a sauvé la face. » Officiellement la page est tournée. M. Tiberi accepte même de rencontrer M. Séguin, jure « ne pas se tromper d'adversaire », et le mot d'ordre est désormais de filer sur le terrain combattre les hordes socialistes, au nom du « chef naturel de la majorité municipale », c'est-à-dire M. Tiberi, si l'on a bien suivi.

L'affaire, pourtant, a laissé des traces. Et si les murs de l'Hôtel de Ville ne tiennent plus que par la peinture, la haine est un moteur puissant. Les conseillers du maire se détestent cordialement, se soupçonnent mutuellement de préparer un passage à l'ennemi dans une ambiance florentine ; les têtes de listes survivantes, qui ont parfois un peu perdu le sens des réalités, se voient déjà dans le fauteuil du maire. Et Bertrand Delanoë ? Il y a tellement d'ennemis à combattre à l'intérieur, qu'il est bien gentil, mais il faudra qu'il attende son tour.

Franck Johannès

Découvrez les lieux où vivaient les plus grands écrivains irlandais.

La Compagnie Aérienne Nationale Irlandaise www.aerlingus.com 01 55 38 38 42

Dublin 806-83F a/r (€123)* Aer Lingus

*TAXES NON COMPRIS. TARIF A/R. ALLIÉE JUSQU'AU 01.04.01. ACHAT AU MOINS 14 JOURS AVANT LE DÉPART. VOIR CONDITIONS SPÉCIALES.

AFFAIRES Deux hommes d'affaires proches de Charles Pasqua ont repoussé, jeudi 15 mars, une convocation de la police monégasque qui enquêtait sur une affaire de blanchi-

ment. ● LA JUSTICE de Monaco semble avoir mis en évidence le mécanisme par lequel des fonds provenant du rachat du casino d'Annemasse auraient servi à financer le Rassem-

blement pour la France (RPF). ● LES FINANCES du RPF intéressent également les magistrats français chargés de l'enquête sur le trafic d'armes vers l'Angola. Interrogé par les juges Cour-

roye et Prévost-Desprez, Philippe de Villiers, ancien vice-président du RPF, a estimé que l'opération de financement via Monaco lui semblait « hautement anormale » et qu'il « suscep-

taît une opération de blanchiment ». ● INTERROGÉ par *Le Monde*, M. Pasqua a estimé qu'il n'était « concerné ni de près ni de loin par cette affaire de blanchiment ».

A Monaco, une enquête pour blanchiment vise des proches de M. Pasqua

Entretien des liens amicaux avec l'ancien ministre, Robert Feliciaggi et Michel Tomi, patrons d'établissements de jeux en Afrique, sont présentés par la police monégasque comme les pivots d'une « structure de blanchiment » qui aurait notamment servi au « financement de partis politiques »

MONACO

de notre envoyé spécial

L'enquête a été ouverte le 30 juin 2000. C'était quelques jours après la publication du rapport de la mission parlementaire française qui qualifiait la principauté de « centre offshore favorable au blanchiment ». C'est pourtant sous la qualification de « blanchiment » que le juge d'instruction Jean-Christophe Hullin mène ses investigations, sur la piste financière de deux personnalités réputées proches de Charles Pasqua : Robert Feliciaggi, maire (DVD) de Pila Canale (Corse-du-Sud), et l'homme d'affaires Michel Tomi.

Convoqués jeudi 15 mars par la police monégasque, les deux hommes ont fait savoir, par leurs avocats, qu'ils ne répondraient qu'aux questions du juge d'instruction lui-même. M. Pasqua a, pour sa part, indiqué au *Monde*, jeudi 15 mars, qu'il ne se sentait « pas concerné »

par cette enquête. « Si la principauté veut s'occuper de blanchiment, il y a sans doute des gens plus importants à interroger que MM. Feliciaggi et Tomi », nous a déclaré l'ancien ministre de l'intérieur (*lire ci-contre*).

Souvent présentés comme les « empereurs » des jeux en Afrique, MM. Feliciaggi et Tomi apparaissent directement visés par l'enquête monégasque. Le parquet de Monaco avait été saisi par le service d'information et de contrôle des circuits financiers (SICCFIN), qui avait détecté d'importants mouvements de fonds sur les comptes bancaires détenus par les deux hommes et par des membres de leurs familles au Crédit foncier de Monaco (CFM) et à la banque Monte Paschi.

Certaines de ces opérations financières – qui portent au total sur plusieurs centaines de millions de francs, réparties sur des dizaines de

comptes – ont attiré l'attention de la justice. Au centre des interrogations, les conditions dans lesquelles les bénéfices dégagés par M. Feliciaggi lors de la revente du casino d'Annemasse (Haute-Savoie) ont, pour partie, été utilisés afin de financer le Rassemblement pour la France (RPF).

COMPLEXITÉ DES FLUX

Parmi les fonds ayant alimenté les comptes de MM. Feliciaggi et Tomi, les enquêteurs ont établi que l'essentiel des sommes provenait d'activités basées en Afrique. La complexité des flux constatés a renforcé les soupçons. Plusieurs dizaines de millions de francs ont ainsi été retirés en argent liquide, soit directement à Monaco, soit sur des comptes ouverts à Paris (notamment à la banque Indosuez, maison-mère du Crédit foncier de Monaco) par des particuliers au profil sulfureux.

Plusieurs bénéficiaires de ces remises d'espèces appartenaient, selon un rapport de synthèse établi par la direction de la sûreté publique monégasque daté du 6 mars 2001, au milieu du grand banditisme. « L'examen des remises de fonds, mais également les auditions, font ressortir clairement les liens du groupe [Feliciaggi-Tomi] avec des proches ou Jean-Gé Colonna lui-même », écrivent notamment les policiers. En septembre 1998, la commission d'enquête parlementaire sur la Corse avait estimé que « Jean-Jérôme Colonna [pouvait] être considéré comme le seul parrain corse ».

Les enquêteurs de la principauté estiment avoir découvert une « structure de blanchiment » qu'ils suspectent d'avoir « largement utilisé le secteur bancaire de la principauté et des relais douteux pour se livrer à des opérations qui ont permis de réinvestir dans des activités légales,

l'immobilier, le financement de partis politiques et la mise à disposition d'individus membres du milieu de sommes importantes en liquide ».

Le même document officiel met en exergue les appuis dont disposerait ce réseau dans la classe politique insulaire ainsi que sur le continent. On peut y lire cette phrase, rédigée sans précaution excessive : « Au niveau national, le groupe Feliciaggi-Tomi est lié au parti politique français dénommé RPF et notamment son président, l'ancien ministre de l'intérieur Charles Pasqua. Des contacts financiers, téléphoniques et professionnels sont avérés. »

Selon les enquêteurs, la base parisienne du groupe est située dans le 8^e arrondissement de Paris, au siège de la Société d'études et de développement (SED), prestataire de services pour le PMU-Gabon et le PMU-Cameroun, deux établissements gérés par MM. Feliciaggi et Tomi. C'est aussi à cette adresse qu'apparaissent des sociétés immobilières dans lesquelles les deux hommes détiennent des intérêts. Interrogé par la brigade financière de Paris le 1^{er} mars, le gérant de la SED, Antoine Pantalacci, a confirmé que des employés de la société récupéraient régulièrement des fonds – plusieurs centaines de milliers de francs à chaque retrait – dans des banques parisiennes. « Il m'est arrivé de constater que des demandes de retraits d'espèces parvenaient par fax à la SED », a-t-il indiqué, précisant toutefois ne plus se souvenir « ni du destinataire ni des sommes en question ».

Lors d'une perquisition à la SED, les policiers ont découvert un lot de tampons consulaires d'un Etat africain, qui permettait d'octroyer des visas. Ils ont aussi saisi des lettres adressées par des policiers en fonction à Robert Feliciaggi, afin de solliciter ses interventions en leur faveur pour obtenir des mutations dans le sud de la France. Dans le carnet d'adresses de M. Feliciaggi, également saisi, apparaissent les noms et numéros de téléphone privés de la plupart des protagonistes de l'« affaire Elf » (dont les anciens dirigeants du groupe pétrolier Loïk Le Floch-Prigent, André Tarallo et Alfred Sivren) ainsi que les coordonnées personnelles de M. Pasqua.

« SCANDALISÉ »

Interrogé par *Le Monde*, Robert Feliciaggi s'est dit « scandalisé » d'être l'objet d'« accusations sans fondement ». « M. Tomi et moi sommes visiblement les boucs-émissaires d'Arnaud Montebourg [le député (PS) de Saône-et-Loire, rapporteur de la mission parlementaire sur Monaco]. Pourtant, tous nos comptes sont clairs », a-t-il dit. M. Feliciaggi émet également l'hypothèse selon laquelle on lui « ferait payer [ses] liens avec Charles Pasqua » – liens qu'il tient toutefois à nuancer, précisant que s'il a bien fondé l'antenne corse du RPF, il a récemment « pris ses distances » avec l'ancien ministre en raison de l'hostilité affichée par ce dernier aux accords de Matignon sur la Corse.

Fabrice Lhomme

Puisque nous quittons l'ère industrielle, pourquoi en garder les recettes ?



Inventer sans cesse de nouveaux produits ne suffit plus. C'est la qualité de la relation qui fait la différence dans le marketing. Relation avec les clients, relation entre les acteurs de l'entreprise. Les 5 500 collaborateurs d'Unilog aident vos équipes à mieux comprendre et approfondir cette relation pour obtenir l'implication de chacun dans tous vos projets.

Unilog Management met l'esprit de progrès et l'engagement de ses 500 consultants en management au service de la performance de votre activité. Conduite du changement, intégration de progiciels, stratégie e-business... nous ne vous imposons pas des solutions, nous construisons la vôtre.

A problèmes uniques, solutions uniques.

Unilog

En toile de fond, l'achat et la revente du casino d'Annemasse

LES CONDITIONS de l'achat et de la revente du casino d'Annemasse (Haute-Savoie) par Robert Feliciaggi sont au cœur de l'enquête monégasque. Les 21 et 22 février, lors d'une perquisition dans cet établissement, les policiers lyonnais ont saisi des documents financiers, à la demande des juges de la principauté. Ces derniers cherchent à savoir si ces transactions, étalées sur plusieurs années depuis 1995, ont dissimulé des opérations de blanchiment.

Les tractations avec la municipalité pour la construction du casino avaient commencé en 1985. Elles furent menées par Robert Azoulay, président de la société civile immobilière (SCI) de l'Arve, assisté par un bureau d'études dirigé par un élu corse, Toussaint Luciani. « La première fois que j'ai vu M. Borrel [le maire (DVG) d'Annemasse], il n'était pas très convaincu », se souvient M. Luciani. Ses réticences n'ont pas duré. Le casino pouvait augmenter sensiblement les ressources de la commune. Dès 1987, le conseil municipal donnait son accord. En 1991, il rédigeait un « cahier des charges pour l'exploitation des jeux au casino d'Annemasse », fixant les conditions à remplir pour obtenir son agrément.

Les travaux ont débuté, mais le projet s'est enlisé. L'autorisation légale du ministère de l'intérieur n'a jamais été donnée. Au bout de six ans, M. Azoulay a renoncé, cédant la place à Robert Feliciaggi, figure du monde des jeux en Afrique francophone, dont l'implantation française se limitait à des participations dans des casinos du sud de la France. « M. Feliciaggi avait l'air banal d'un homme d'affaires », se souvient M. Borrel, qui dit l'avoir rencontré « environ cinq fois ».

Le 18 octobre 1993, la société du grand casino d'Annemasse (SGCA) obtenait de la commune la concession exclusive des jeux pour vingt ans. L'agrément était assorti de plusieurs obligations : rénovation d'une friche agricole, construction du casino, versement à la ville d'une redevance sur les jeux fixée au taux maximal. Le 15 décembre 1993, un bail commercial pour les jeux était

consenti à la SGCA. Le 20 avril 1994, elle obtenait l'autorisation du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, pour exploiter black-jack, roulette française et anglaise.

Rapidement, M. Feliciaggi ouvrait des négociations pour revendre le casino. Ce projet semble correspondre à un désengagement dans les jeux en France, puisqu'au même moment, il vendait au groupe Partouche 50 % du casino de Grasse – contre un montant de 6,6 millions de francs versés sur un compte à Monaco. A Annemasse, il faisait affaire avec le groupe Aaron, propriétaire du casino de Divonne-les-Bains, situé de l'autre côté du lac Léman, pour un montant de 100 millions de francs. « Je lui ai demandé : "Pourquoi restez-vous dans les jeux en Afrique et pas ici ?" rapporte M. Aaron. Il m'a répondu qu'en France, c'était trop compliqué. »

« UNE MAUVAISE AFFAIRE »

L'accord fut conclu le 31 mars 1995. Le groupe Aaron acquit d'abord 51 % des parts, M. Feliciaggi restant actionnaire minoritaire. Les autres 49 % firent l'objet de deux options d'achat à longue durée – 15 % au 31 octobre 2000, et 34 % au 31 octobre 2003. Un premier versement de 34 millions de francs fut effectué en avril 1995. Le 4 novembre 1996, le casino d'Annemasse devint une bonne affaire, grâce à l'arrivée de cent machines à sous, autorisées par le ministre de l'intérieur Jean-Louis Debré. Le groupe Aaron entreprit à son tour de revendre l'établissement, qui enregistrait un déficit de 12 millions de francs pour sa première année d'exploitation. Il versa par anticipation 17 millions de francs le 3 novembre 1997, et 47,7 millions de francs, le 9 octobre 1998.

Revendiquant « la transparence » de l'opération, M^{re} Jean-Dominique Lovichi, l'un des avocats de M. Feliciaggi, estime que son client a fait « une mauvaise affaire », ayant cédé un casino « qui vaut sans doute aujourd'hui entre 350 et 400 millions ».

Pascal Ceaux



Les juges parisiens et monégasques se croisent sur la piste du RPF

L'ENQUÊTE menée à Monaco par le juge Jean-Christophe Hullin croise celle instruite à Paris par Philippe Courroye et Isabelle Prévost-Desprez, relative aux ventes d'armes vers l'Angola. Initialement, les magistrats parisiens semblaient suspecter le mouvement dirigé par Charles Pasqua d'avoir été destinataire de fonds provenant de ces ventes d'armes. La saisie des comptes du RPF les a conduits sur une autre piste.

L'attention des juges s'est portée sur deux chèques (de 5 millions et de 2,5 millions de francs), versés sur le compte de l'association de financement de la liste de M. Pasqua aux élections européennes de juin 1999. Ces chèques ont été tirés, le 12 mars et le 14 juin 1999, sur un compte ouvert au Crédit foncier de Monaco (CFM) par Marthe Mondoloni, présidente du PMU gabonais – et candidate sur la liste conduite par M. Pasqua.

L'enquête a reconstitué la chronologie de ces mouvements de fonds. Le 9 octobre 1998, l'un des comptes de Robert Feliciaggi au Crédit foncier de Monaco était crédité d'une somme de 47,7 millions de francs,

M. Pasqua se dit concerné « ni de près ni de loin »

Interrogé par *Le Monde*, Charles Pasqua a déclaré n'être « concerné, ni de près ni de loin, par cette affaire de blanchiment ». M. Pasqua indique qu'il « ignorait l'origine des fonds » versés par M^{me} Mondoloni au RPF. « De plus, ajoute-t-il, si ces sommes proviennent de Robert Feliciaggi, rien ne prouve, à ma connaissance, qu'elles soient issues de la vente du casino d'Annemasse. M. Feliciaggi a, me semble-t-il, d'autres sources de revenus. » M. Pasqua précise qu'il entretient depuis « une douzaine d'années » des liens « politiques et amicaux » avec Robert Feliciaggi mais affirme ne s'être « jamais intéressé à ses affaires ». Il dit aussi avoir refusé, en 1995, un mois avant son départ du ministère de l'intérieur, une autorisation au groupe Feliciaggi « qui souhaitait reprendre un casino à Nice ». Concernant les liens éventuels entre M. Feliciaggi et le grand banditisme, M. Pasqua déclare : « Je n'en sais rien, mais tout cela ne me semble pas très sérieux. »

en provenance du groupe Aaron, acquéreur du casino d'Annemasse (lire ci-contre). Le 13 octobre 1998, M^{me} Mondoloni ouvrait un compte au CFM. Le 21 octobre, ce compte était crédité de 17,5 millions de francs, virés par Robert Feliciaggi. Cette somme fut aussitôt placée sous forme de dépôts à terme, puis convertie par le CFM en sicav « Euribor ». Au mois de mars 1999, puis en juin 1999, M^{me} Mondoloni revendait ces obligations pour effectuer les deux virements au profit du RPF.

LA VENTE DU CASINO

L'enchaînement de ces opérations paraît donc attester que les fonds qui ont alimenté les comptes du RPF provenaient indirectement de la vente par M. Feliciaggi du casino d'Annemasse. Interrogée par *Le Monde*, M^{me} Mondoloni avait assuré que ces sommes provenaient de sa « fortune personnelle » (*Le Monde* du 12 janvier). A nouveau sollicitée, mardi 13 et mercredi 14 mars, elle n'a pas souhaité s'exprimer sur ce sujet. Selon l'un des avocats de

M. Feliciaggi, M^{re} Jean-Dominique Lovichi, les 17,5 millions de francs transférés à M^{me} Mondoloni correspondraient en fait au rachat des parts que détenait le père de celle-ci, l'homme d'affaires Michel Tomi, dans le PMU congolais. « Les actes de cession datent de 1996, mais mon client n'a pas disposé de la somme avant 1998, ce qui explique que le règlement soit intervenu à ce moment-là », explique l'avocat.

« UNE VOLONTÉ DE DISSIMULATION »

Interrogé le 10 janvier en qualité de témoin par le juge Courroye, l'ancien vice-président du RPF, Philippe de Villiers, avait expliqué avoir questionné, en octobre 1999, Charles Pasqua et Jean-Jacques Guillet (alors secrétaire général du RPF) sur ces opérations – qu'il dit avoir découvertes dans un article de *L'Express*. Désignant M^{me} Mondoloni, il a indiqué avoir « trouvé tout à fait anormal qu'une jeune mère de famille en 55^e position [sur la liste européenne] fasse une avance aussi importante » et précisé qu'il s'était entendu répondre que « le compte de campagne avait été jugé régulier et qu'il n'avait pas de soucis à [se] faire ».

M. de Villiers a ajouté avoir eu connaissance, par la suite, « d'autres anomalies » – « la colistière domiciliée au Gabon, un chèque tiré sur une banque monégasque... » – qui semblaient, selon lui, « montrer une volonté de dissimulation ». « Ces écritures, a-t-il conclu, m'apparaissent hautement anormales et je suspecte du blanchiment. »

Les enquêteurs s'interrogent aussi sur les arrières-plans d'un emprunt de 4 millions de francs souscrit par M. Pasqua, à la fin du premier trimestre 2000, dans le souci de combler le déficit du RPF. Interrogé par la brigade financière, le 29 novembre, M. Pasqua avait expliqué que ce prêt était adossé au versement de 500 000 francs extraits de ses « économies » personnelles et de 3,5 millions avancés par deux de ses colistiers : un chirurgien marseillais, Robert Assadourian, et la même Marthe Mondoloni – dont il dit « bien connaître [la] famille ».

« Je ne me suis pas posé la question de l'opportunité d'un prêt direct au parti, avait indiqué au juge l'ancien ministre de l'intérieur. Je pense que les souscripteurs ont pensé que j'étais plus solvable moralement que le RPF. » Il ajoutait : « Ce prêt n'a pas été remboursé. Il ne sera pas remboursé avant les prochaines échéances législatives. Nous espérons bénéficier d'une subvention publique qui épongerait nos dettes. »

Evoquant un « vrai-faux prêt de Charles Pasqua », M. de Villiers a, pour sa part, expliqué avoir été informé, en juillet 2000, « quelques jours après le dépôt des comptes 1999 du RPF à la Commission de contrôle du financement politique », de l'existence de cet emprunt. Le député a assuré qu'un commissaire aux comptes du parti avait évoqué devant lui « une volonté de dissimuler le nom du vrai prêteur, parce qu'il pensait que l'argent n'était pas propre ». Accusateur, le député a relevé qu'il n'y avait « pas d'échéancier sérieux » organisant le remboursement, pour en déduire qu'« il s'agit d'un don déguisé, en contradiction avec la loi sur le financement des partis politiques qui fixe les dons à 30 000 francs ». « Pour moi, cette opération n'est pas un véritable prêt, a-t-il conclu, estimant qu'il s'agit de l'argent blanchi de la constellation pasquaïenne. »

F. Lh.

Le tribunal de Châteauroux se penche sur les conditions de détention à la centrale de Saint-Maur

Huit mois fermes pour Farid Nacer, détenu suicidaire qui avait lancé un cocktail Molotov sur des gardiens

Mercredi 14 mars, le tribunal correctionnel de Châteauroux jugeait Farid Nacer pour « violence avec la menace d'une arme ». Après plusieurs tentati-

ves de suicide, le 30 janvier, ce détenu de la centrale de Saint-Maur (Indre) a lancé un cocktail Molotov contre le bureau des surveillants. « C'est la

chronique d'un drame annoncé », a affirmé son avocat, qui réclamait depuis des semaines, en vain, son transfert vers la centrale de Poissy (Yvelines).

CHÂTEAUROUX (Indre) de notre envoyé spécial

A trente-six ans, Farid Nacer a déjà passé quatorze ans en prison, entrecoupés de courtes périodes de liberté, qui l'ont marqué psychologiquement et physiquement. Depuis 1997, il purge une nouvelle peine de quinze ans de



PROCÈS

réclusion criminelle pour des braquages. Au début de sa détention, il a tenté de combler le long temps carcéral en reprenant des études. Après son transfert, en mai 2000, de la maison d'arrêt de Fresnes à la centrale de Saint-Maur (Indre), sa vie a basculé.

« Il y a des bagarres tous les jours dans les couloirs, explique-t-il. Des détenus se promènent armés de tournevis. C'est une bande de racketteurs, l'administration le sait mais ne fait rien. » Et le détenu de raconter son ras-le-bol, son impossibilité à faire face à une situation qui le dépasse, lui qui, pourtant, n'a pas l'habitude de « se laisser faire ».

Le 30 janvier, son désespoir explose. Il lance un cocktail Molotov contre la cabine des surveillants, provoquant un début d'incendie. Mercredi 14 mars, le jeune homme comparait devant le tribunal correctionnel de Châteauroux pour répondre de « violence avec la menace d'une arme », après avoir déjà passé quarante-cinq jours en cellule disciplinaire pour les mêmes faits. Interrogé par le président Yves Roussel sur les raisons de son acte, il dit sa solitude et l'éloignement de sa famille qui vit en région parisienne.

« Depuis qu'il est à Saint-Maur, il ne reçoit plus de visite, explique son défenseur M^{re} François Rozenbaum. Sa mère, âgée et malade, n'a pas les moyens de faire le voyage. » L'avocat connaît Farid Nacer depuis près de dix ans. Il sait sa fragilité psychologique, confirmée par une expertise psychiatrique, et pressentait que le pire pouvait arriver. A de nombreuses reprises, il enverra des courriers d'alerte à l'administration pénitentiaire et au ministère de la justice pour obtenir le transfert de son client vers la maison centrale de

Poissy (Yvelines), plus proche du domicile familial. Transfert qui interviendra finalement quelques jours après son acte délictueux.

TENTATIVES DE SUICIDE

« Quand le substitut du procureur m'a appelé, le 31 janvier, j'étais persuadé qu'il allait m'annoncer le décès de Farid », poursuit M^{re} Rozenbaum. En décembre 2000, il avait voulu mettre fin à ses jours en avalant huit lames de rasoir. Auparavant, il s'était automutilié à plusieurs reprises. Ses avant-bras sont un champ de profondes cicatrices. « L'affaire que vous avez à juger aujourd'hui, c'est la chronique d'un drame annoncé », affirme l'avocat avant d'évoquer l'histoire de Farid. Après une enfance particulièrement troublée, il commence son parcours délinquant à dix-neuf ans. Des vols, pour l'essentiel, qui lui vaudront dix condamnations successives. « Mais ce n'était pas quelqu'un de dangereux à l'époque, explique M^{re} Rozenbaum. Même pour s'attaquer à des banques, il utilisait un pistolet d'alarme. C'était un délinquant comme tant d'autres, sans troubles psycholo-

giques, alors, comment en est-on arrivé là ? » L'avocat a sa réponse. « La gestion des longues peines dans notre pays pose un vrai problème, assure-t-il. Dans une société moderne qui condamne un individu à des peines aussi lourdes, on doit aussi penser à l'après, l'enfermer dans des conditions dignes et le préparer à son retour dans la vie sociale si on veut qu'il ne ressorte pas plus dangereux que quand il est entré en prison. »

Pour le procureur de la République, Brigitte Blind, la fragilité psychologique du détenu ne fait aucun doute, mais, ajoute-t-elle, « la prison, qui est le lieu de la sanction, doit aussi être celui de la reconstruction ». Une reconstruction qui « ne doit pas laisser la place à la violence ». « C'est ce que doit comprendre Farid Nacer, dans son propre intérêt, c'est pour cela aussi qu'il doit être sanctionné pour son acte. » En condamnant Farid Nacer à huit mois de prison fermes, le tribunal a en partie suivi les réquisitions de la représentante du ministère public qui réclamait dix à douze mois d'emprisonnement.

Acacio Pereira

+17,8%
Croissance de l'activité

Le chiffre d'affaires du Groupe AGF est en hausse de 17,8% à 15.747,8 M€ (+14,1%*). Il dépasse ainsi les 100 Mds FF.
- Le segment Assurance-Vie et Santé se développe rapidement tant en France (+27,6%* à 6.343 M€) que hors de France (+18,0%* à 1.836,5 M€) ;
- En Non-Vie, la hausse de l'activité est sensible en France (+4,6%* à 3.776,4 M€) et en Europe (+1,5%* à 2.436,2 M€) ;
- L'assurance-crédit et l'assistance progressent respectivement de 4,8%* à 1.027,8 M€ et 12,7%* à 327,9 M€.

* A données comparables

+32,1%
Bénéfice net par action

Au 31 décembre 2000, le résultat net consolidé part du Groupe a atteint 845 M€ en progression de 26,7% sur l'année 1999.
Par action, le bénéfice net a atteint 5,02 € en hausse de 32,1% sur l'année 1999 après impact des rachats d'actions.
Le dividende net qui sera proposé à l'Assemblée générale est en croissance de 23,5% à 2 € par action.

15,6%
ROE*

Les AGF ont atteint leur objectif de 15% de rentabilité avec 2 ans d'avance.
En effet, la rentabilité* calculée sur les fonds propres moyens du Groupe s'établit à 15,6% pour 2000 contre 12,1% en 1999 et 13% en 1998.
De plus la rentabilité des capitaux alloués atteint 13,5% en 2000 contre 10,3% en 1999. Ce chiffre marque une nouvelle étape vers l'objectif de rentabilité des capitaux alloués de 15% en 2002.

* Return on equity

Rentabilité croissante hors de France

Les AGF entendent figurer parmi les 5 premiers acteurs dans chaque pays dont elles ont la responsabilité au sein du groupe Allianz. Déjà présentes aux Pays-Bas, les AGF ont annoncé l'acquisition du groupe d'assurances *Zwolsche Agerreens*, dont le chiffre d'affaires et le résultat net seront consolidés au 1^{er} janvier 2001, leur permettant ainsi d'être le 4^{ème} acteur du marché dominié des Pays-Bas.
Par ailleurs, les AGF investissent 275 M\$ en Amérique du Sud où elles se positionnent déjà comme le 3^{ème} assureur du continent.
La rentabilité des capitaux alloués aux activités hors de France atteint dès 2000 14,5% contre 10% en 1999.

Banque AGF
Lancée en octobre : déjà 70 000 clients

Banque AGF propose une offre complète et compétitive de services bancaires et financiers accessible par 10.000 agents généraux, conseillers AGF et courtiers, ainsi que par internet*, téléphonie, et courrier.
Banque AGF compte aujourd'hui 70.000 clients et a collecté 400 M€ depuis son lancement en octobre 2000.

* www.banqueagf.fr

Renforcement en collecte d'épargne et gestion d'actifs

Adossé au groupe Allianz - Pimco Asset Management 6^{ème} gérant d'actifs au monde, AGF Asset Management gère 51 Mds € d'actifs. En France, les AGF se situent au 3^{ème} rang en assurances collectives avec plus de 10% de part de marché ; elles souhaitent porter cette part à 15% d'ici 2005.
Ensemble, AGF Collectives et AGF AM ont gagné un contrat d'environ 800 M€, portant sur les retraites d'un des plus grands groupes français.

**C'EST
EXPLIQUE
CELA**

AGF

**PORTEURS
D'AVENIR**

www.agf.fr

Retraitement nucléaire : la Cogema condamnée à indemniser Greenpeace

Le tribunal de grande instance de Cherbourg a rejeté la demande de la compagnie tendant à interdire aux militants écologistes de s'approcher d'un navire chargé de combustible usagé approchant de La Hague

CHERBOURG

de notre envoyé spécial

C'est l'arroseur arrosé. La Cogema, habituée à poursuivre en justice l'association Greenpeace et à voir celle-ci sanctionnée, a découvert, mercredi 14 mars, l'amertume de se voir condamnée par le tribunal de grande instance de Cherbourg. La Compagnie générale des matières nucléaires avait assigné en référé l'association écologiste, demandant au juge de l'empêcher d'entraver l'arrivée du navire le *Bouguenais*, dans le port de Cherbourg. Ce cargo, parti fin janvier d'Australie, apporte à l'usine de La Hague, située non loin du port, un chargement de combustible usagé issu d'un réacteur de recherche, aux fins de retraitement. Ce combustible nucléaire, à base d'uranium très enrichi, est d'un type particulier, et la Cogema ne possède pas l'autorisation de le retraiter dans son usine, mais seulement de l'entreposer (*Le Monde* du 7 mars). La société, représentée par M^{re} Patrick-André Martin, demandait au juge d'interdire aux militants de Greenpeace de s'appro-

cher du navire à moins de cent mètres à terre, et à moins de trois cents mètres en mer, sous peine d'une astreinte de 500 000 francs par infraction. La compagnie arguait des « actions spectaculaires, parfois violentes et souvent dangereuses » entreprises dans le passé par l'association. L'avocat de celle-ci, M^{re} Alexandre Faro, répondait que Greenpeace n'avait pas menacé d'entraver l'arrivée du *Bouguenais*, et que l'interdiction demandée constituait une « restriction grave aux libertés fondamentales, et notamment à celle d'aller et de venir ». Puis il retournait l'accusation contre la compagnie, en soulignant qu'elle ne disposait pas d'une autorisation de retraitement, alors que la loi de 1991 interdit l'importation des combustibles étrangers.

LOURDE PORTÉE SYMBOLIQUE

Le tribunal était présidé par M^{me} Angibaude, mais il siégeait en formation collégiale étant donné le caractère exceptionnel de l'affaire jugée en référé. A la surprise générale, les magistrats ont rejeté la demande de la Cogema et l'ont con-

damnée à verser 5 000 francs à l'association Greenpeace. De surcroît, le tribunal enjoint la compagnie de fournir les pièces prouvant la régularité du projet de retraitement, sous astreinte de 100 000 francs par jour en cas de non-respect de cette injonction.

Ce jugement a une portée symbolique très lourde pour la Cogema, qui se voit pour la première fois amenée par la justice à prouver qu'elle respecte la loi de 1991, ce que contestent de longue date plusieurs associations écologistes. La bataille judiciaire n'est pas finie. Car Greenpeace a assigné la Cogema en référé d'heure à heure, demandant au tribunal d'interdire au *Bouguenais* de décharger sa cargaison. M^{re} Faro estime que l'absence d'autorisation de retraitement, donc la violation de la loi de 1991, constitue un trouble manifestement illicite. Le tribunal devait examiner cette requête, jeudi 15 mars au matin, alors que le *Bouguenais* se trouvait à quelques encablures de Cherbourg.

Hervé Kempf

Procès Dumas : l'ex-directeur financier d'Elf fragilise la défense de M. Le Floch-Prigent

Selon M. Hustache, un ordre écrit « de la présidence » libérait les commissions

Dernier témoin cité à comparaître avant le réquisitoire, Philippe Hustache, ancien directeur financier d'Elf-Aquitaine, a affirmé, mercredi 14 mars, au sujet des deux

versements de 14 et 45 millions effectués à Christine Deviers-Joncour, qu'Alfred Sirven « n'avait pas autorité pour décider de ce type de commissions ».



AVEC OU SANS Alfred Sirven, le procès de l'affaire Dumas continue et, à certains égards, n'en finit pas de finir. Mercredi 14 mars, alors que les débats auraient pu être clos depuis des semaines, s'il n'y avait eu, juste avant le réquisitoire et les plaidoiries prévues début février, l'arrestation prometteuse de l'ancien directeur des « affaires générales » d'Elf, l'audience a repris. Qu'attend-on ? Alfred Sirven a refusé de s'exprimer, conditionnant la levée de son mutisme à l'examen préalable de l'affaire des frégates, vendues en 1991 par la France à Taïwan. Ce volet du tentaculaire dossier Elf est encore à l'instruction. Le box des prévenus est vide, la messe a presque été dite. Et se sont envolés les espoirs de révélations ou, plus simplement, peut-être, d'éclaircissements.

Une dernière fois, M^{re} Sophie Bottaï, avocate de Christine Deviers-Joncour, tente de verser des pièces de cet autre volet de l'affaire Elf, mais celles-ci sont couvertes par le secret de l'instruction. Elle y voit, dit-elle, le moyen de faire revenir sur sa décision M. Sirven, dont la

présence, selon elle, serait seule garante d'un procès équitable pour sa cliente. « Ça n'a aucune espèce d'intérêt et cela n'est que dilatoire », lui oppose le substitut du procureur, Jean-Pierre Champrenault. Quant à Alfred Sirven : « Sa place est là, il peut revenir quand il veut. » Comme l'on sait maintenant qu'il ne reviendra pas, la présidence, qui a rejeté la demande, veut « progresser ». En attendant le réquisitoire et les plaidoiries de parties civiles, fixés à lundi 19 mars, le substitut a « suggéré » que l'on entende un dernier témoin, qu'il a invité lui-même à venir s'exprimer par télécopie, ce qui, ont relevé plusieurs avocats, mi-amusés mi-choqués, constitue un procédé assez curieux. Le code de procédure pénale prévoit en effet que, pour un procès correctionnel, les témoins soient convoqués par huissier.

ORDRES DE PAIEMENT DÉTRUITS

Philippe Hustache, cinquante-huit ans, a été directeur financier d'Elf Aquitaine de 1985 à 1994, donc pendant la période des faits d'abus de biens sociaux reprochés à l'ex-PDG Loïc Le Floch-Prigent (nommé à la tête du groupe en juillet 1989), notamment les deux versements litigieux de 14 et 45 millions de francs accordés, en 1991 et 1992, par Elf à M^{me} Deviers-Joncour, via sa filiale suisse Rivunion.

A la barre, M. Hustache est catégorique : « Lorsqu'il y avait des versements de Rivunion sur des sommes

numérotés appartenant à des tiers, c'était forcément des commissions. » Pour sa défense, M. Le Floch-Prigent avait soutenu qu'il s'était peut-être agi de mouvements de fonds d'une autre nature, qui auraient échappé à la direction générale d'Elf et à lui-même (*Le Monde* du 1^{er} février).

« Compte tenu du montant, ce ne pouvait être que des commissions », assure l'ancien directeur financier, qui détaille en outre quel était le mécanisme de l'attribution de ces sommes – « quelques centaines de millions de francs chaque année » – habituellement versées à des intermédiaires chargés, pour le compte d'Elf, de prospecter à travers le monde de nouveaux marchés pétroliers. En amont : un ordre écrit « reçu de la présidence », contresigné d'un des directeurs généraux et transmis à la direction financière ; en aval, un ordre téléphonique de cette direction à l'adresse de Rivunion, qui procédait alors au paiement. Il précise : « M. Sirven n'avait pas autorité pour décider ce type de commissions. » Le témoignage met à mal la défense de M. Le Floch-Prigent. On expose encore que les ordres de paiement écrits étaient systématiquement détruits. Une pratique ancienne, indique M. Hustache, antérieure à l'arrivée de M. Le Floch-Prigent.

Jean-Michel Dumay

Dessin : Noëlle Herrenschildt

► www.lemonde.fr/elf



BONUS DE MILES AADVANTAGE®

Bonus Classe Economique
7500 Miles AAdvantage
Bonus Première Classe ou Classe Affaires
15000 Miles AAdvantage

Gagnez un bonus de miles sur ce vol et voyagez entre le 2 avril et le 31 mai 2001. Pour bénéficier de cette promotion, inscrivez-vous avant votre voyage, en mentionnant lors de votre réservation le code de promotion : CDGBN. Si vous n'êtes pas encore membre d'AAdvantage, vous pouvez vous inscrire en appelant le 0901 872 872.

Nouveau vol quotidien non-stop Paris - San Jose, Californie

A partir du 2 avril, American Airlines proposera le seul vol quotidien sans escale de Paris / Charles de Gaulle à destination de San Jose au cœur de la Silicon Valley à deux pas de San Francisco, en Californie. Cette nouvelle ligne viendra étoffer harmonieusement les dessertes déjà offertes par American au départ de France vers : Boston, Chicago, Dallas/Fort Worth, Los Angeles III, Miami et New York. De ces villes, vous pourrez rejoindre plus de 250 destinations sur le continent américain.

	N° de Vol	Départs	Arrivées
Paris/San Jose	AA113	13h20	16h10
San Jose/Paris	AA112	18h30	14h25

11 Arrivée le lendemain

American Airlines®

Pour toutes informations ou réservations, contactez votre agence de voyages ou appelez American Airlines au 801 872 872. 3615 American Airlines (126ème), ewa.usaa.com.
(T) Répro en la forme qu'elle est Paris, Los Angeles le 2 avril 2001.

Pour bénéficier de cette promotion, vous devez vous inscrire avant votre voyage. Les miles seront crédités une fois votre voyage effectué. Offre non cumulable s'appliquant sur des vols transatlantiques aller-retour de même classe. Offre valable pour les membres AAdvantage ayant acheté sur billet au tarif publié ici. * Prix en Classe Économique (Y et B). Tous les autres tarifs sont exclus. Les bonus miles ne sont pas pris en compte pour l'obtention des statuts Gold, Platinum et Executive Platinum. Le coût de bonus miles est fonction de la classe de service achetée. Date limite de voyage, le 31 mai 2001. Offre de bonus de miles AAdvantage valable seulement sur les vols American Airlines, ne s'applique pas aux voyages effectués sur des compagnies en partage de code. Les horaires des vols peuvent être modifiés sans préavis et sont soumis aux autorisations gouvernementales. American Airlines réserve le droit de changer le programme AAdvantage sans préavis. American Airlines n'est pas responsable des produits et services offerts par d'autres compagnies. Certaines villes sont desservies American Eagle, notre filiale régionale. American Airlines et American Eagle sont des marques d'American Airlines Inc. 2001. Tous droits réservés.

« L'affaire Kadhafi n'est pas terminée », annonce l'avocat de SOS-Attentats

« LE COLONEL Kadhafi n'a gagné qu'une manche dans la bataille de l'immunité », a déclaré au *Monde*, mercredi 14 mars, l'avocat de l'association SOS-Attentats, M^{re} Francis Szpiner. La veille, la Cour de cassation avait annulé l'arrêt de la cour d'appel de Paris, qui avait validé, le 20 octobre 2000, les poursuites lancées par le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière contre le leader libyen. La haute juridiction ayant fondé sa décision sur la « coutume internationale » qui accorde une immunité pénale aux chefs d'Etat en exercice, l'avocat a dénoncé un « combat d'arrière-garde » et annoncé que « la procédure [allait] continuer » (*Le Monde* du 15 mars).

Représentant les familles des cent soixante-dix victimes de l'attentat commis en 1989 contre un DC 10 d'UTA – et que la justice française a attribué à la Libye –, l'association présidée par Françoise Rudetski était à l'origine de cette procédure : elle avait déposé, en juin 1999, une plainte visant nommément M. Kadhafi pour « complicité – par instructions données – d'homicides volontaires ». Elle s'apprête à engager un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme pour contester, devant la juridiction de Strasbourg, le principe de l'immunité dévolue à M. Kadhafi.

« En accordant cette protection à un chef d'Etat pour échapper à des poursuites pénales, la Cour de cassation met en cause le principe de l'égalité des justiciables, donc le droit à un procès équitable », estime M^{re} Szpiner, critiquant un arrêt qui « revient à admettre implicitement que la qualité de dirigeant d'un pays autorise le meurtre ».

« La Cour européenne, explique-t-il, a désormais le pouvoir d'ac-

corder bien davantage qu'une indemnisation aux citoyens dont les droits ont été bafoués. Désormais, le droit français tire les conséquences de la justice européenne. Si une décision de la Cour de Strasbourg affecte sensiblement celle d'une juridiction d'un Etat membre, ce désaveu doit nécessairement être pris en compte. »

Les plaignants espèrent que la Cour de Strasbourg, dont la jurisprudence montre qu'elle s'est souvent opposée aux privilèges de juridiction, leur donnera satisfaction. Une nouvelle plainte contre le colonel Kadhafi pourrait alors être déposée, la prescription ne courant qu'à compter du 13 mars, date de la décision de la Cour de cassation, et pour une période de dix ans.

UNE NOUVELLE PLAINTE

Au mois de mars 1999, la cour d'assises spéciale de Paris avait condamné par contumace six ressortissants libyens, dont le propre beau-frère du colonel Kadhafi, Abdallah Senoussi, ancien chef des services secrets de Tripoli. Le leader libyen n'avait pas été poursuivi en personne dans cette affaire, dont l'instruction avait été conduite par le juge Bruguière.

SOS-Attentats avait résolu de déposer une nouvelle plainte après le satisfecit officiel délivré par les autorités françaises au régime libyen, celui-ci ayant versé à la France l'« indemnité » fixée par la cour d'assises. Depuis lors, le ministère public s'est constamment opposé à la reprise de telles poursuites – qui pouvaient entraîner l'émission d'un mandat d'arrêt international contre le colonel Kadhafi.

Hervé Gattegno

La loi de lutte contre les exclusions a contribué à faire baisser le nombre des expulsions locatives

Pour le DAL, les dispositifs de prévention n'ont pas « endigué significativement cette tragédie sociale »

Avec la fin de la trêve hivernale, jeudi 15 mars, les expulsions locatives pour loyers impayés vont reprendre. Mais celles-ci ont baissé, depuis trois

ans, sous l'effet conjugué de la conjoncture, favorable aux ménages à « petits revenus », de la revalorisation des aides au logement et des innovations

contenues dans la loi de lutte contre les exclusions de juillet 1998. Les enquêtes sociales permettent notamment d'accorder des délais de paiement.

LA TRÊVE HIVERNALE est terminée. A compter de jeudi 15 mars, les expulsions locatives pour loyers impayés reprennent, excepté dans quelques départements ou communes – comme Paris – où l'on accorde, aux locataires de bonne foi, un sursis jusqu'à la fin du mois. « Des milliers de familles vont devoir quitter leur logement », s'indigne Droit au logement (DAL), dans un communiqué diffusé mercredi. Pour l'association dirigée par Jean-Baptiste Eyraud, le dispositif de prévention des expulsions (lire ci-dessous) contenu dans la loi de « lutte contre les exclusions » de juillet 1998 n'est pas parvenu « à endiguer significativement cette tragédie sociale ».

L'évolution des statistiques témoigne pourtant d'une inflexion certaine : en 1999, 97 500 procédures ont été engagées devant les tribunaux à l'initiative de bailleurs contre leurs locataires défaillants ; deux ans auparavant, ce chiffre était de 113 500. Suite à ces recours, près de 71 500 décisions d'expulsion ont été prononcées (contre 88 000 en 1997) ; elles ont débouché sur environ 38 500 commandements à quitter les lieux, soit une baisse de 19,2 % en deux ans. Le concours de la force publique a été demandé dans

29 800 dossiers (contre 32 300 en 1997) et accordé 13 900 fois (en diminution de 3,8 %). Bref, tous les indicateurs sont en baisse, excepté un : celui des interventions effectuées de la police, qui ont été légèrement plus nombreuses en 1999 (4 866) qu'en 1997 (4 753).

Comment interpréter ces données ? Au secrétaire d'Etat au logement, on se garde de toute conclusion hâtive. Le dispositif de prévention a été mis en place en période d'embellie économique, rappelle-t-on dans l'entourage de Louis Besson ; le nombre de ménages qui ne sont pas en mesure de régler leur loyer est a priori moins élevé lorsque le marché de l'emploi s'améliore. En outre, les aides au logement ont été revalorisées de plusieurs milliards de francs depuis la victoire de la gauche plurielle, en juin 1997 ; le « rattrapage de pouvoir d'achat a été notable pour les ménages disposant de faibles ressources », souligne-t-on.

ENVELOPPE BUDGÉTAIRE DOUBLÉE

Enfin, l'Etat a pratiquement doublé son enveloppe budgétaire en faveur des Fonds de solidarité logement (FSL), qui aident les familles en difficulté à trouver un toit ou à le conserver : de 275 millions de francs en 1997, celle-ci est passée à quelque 500 millions en 2000. Or

les FSL, rappellent les services de M. Besson, « interviennent dans l'élaboration de plans d'apurement de la dette », en amont ou au tout début de la procédure judiciaire.

L'EFFET DES ENQUÊTES SOCIALES

La baisse du nombre d'assignations et de jugements d'expulsions, observée en 1998 et confirmée en 1999, résulterait donc, en partie, d'une conjoncture plus favorable pour les ménages à « petits revenus ». Mais elle est aussi le fruit des innovations introduites en 1998, estime-t-on dans l'entourage de M. Besson : « Dès la promulgation de la loi, les juges pouvaient accorder des délais aux familles pour qu'elles règlent leurs loyers. »

Les enquêtes sociales conduites auprès des locataires à la demande du préfet peuvent également contribuer à faire chuter les décisions d'expulsion. « Quand [les enquêtes] sont bien faites, les magistrats accordent presque systématiquement des délais aux locataires », affirme Patrick Doutréigne, secrétaire général du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées.

Mais ce travail social n'est pas toujours mené comme la loi le prévoit. « Une trentaine de départements accomplissent bien cette tâche ; les autres s'y engagent petit à

petit ou ne font rien », poursuit M. Doutréigne. Dans bien des cas, les moyens manquent : « La préfecture de Paris ne dispose que de "deux personnes et demie" pour traiter, chaque mois, environ six cents dossiers de locataires assignés devant les tribunaux », déplore Pascal Robin, directeur de la Confédération générale du logement à Paris. « L'enquête sociale est, de fait, le parent pauvre du dispositif alors qu'elle en est la clé de voûte, au terme de la loi », résume André Gachet, responsable de la Fédération des associations pour la promotion et l'insertion par le logement (Fapil).

Les sections départementales d'aides au logement (SADPL) pâtissent, elles aussi, d'une cruelle situation de sous-effectifs : des missions nouvelles leur ont été confiées mais les personnels sont restés inchangés. Enfin, la coordination entre les bailleurs, les huissiers, les services sociaux et les magistrats est loin d'être réalisée partout : en août 2000, les chartes de prévention des expulsions, qui sont censées organiser ce partenariat, n'avaient, selon Patrick Doutréigne, toujours pas été signées dans un tiers des départements.

Bertrand Bissuel

Pédophilie : Jack Lang appelle les enseignants « à la vigilance »

UN MOIS APRÈS l'affaire de l'instituteur de Corneilles (Eure), le ministre de l'éducation nationale a adressé, mercredi 14 mars, à l'ensemble des recteurs et des inspecteurs d'académie, une lettre appelant au « devoir de vigilance » face aux actes de pédophilie. Le texte reprend l'essentiel des mesures de la circulaire de 1997 sur les violences sexuelles : dans le cas de rumeurs ou de signes de souffrance de l'enfant, le fonctionnaire doit « informer les autorités académiques » ; l'écoute de l'enfant « doit être consacrée » ; l'information des familles « doit être faite sans retard » ; si des faits répréhensibles ont été commis ou si une procédure pénale a été engagée « une mesure de suspension immédiate doit être prise à l'égard du fonctionnaire en cause ». Un « document d'accompagnement » de la circulaire sera publié au Bulletin officiel et diffusé à la rentrée 2001 à tous les personnels des établissements scolaires. Le ministre promet également « un effort important » en matière de formation des inspecteurs de l'éducation nationale. Enfin, au titre des mesures de prévention, un livret pédagogique sera publié à l'attention des équipes éducatives et le « passeport pour le pays de prudence » fera l'objet d'une nouvelle campagne de diffusion auprès des élèves.

Création d'une mission d'inspection sur la sécurité des dépôts d'explosifs

LE GOUVERNEMENT a décidé la création, mercredi 14 mars, d'une mission interministérielle d'inspection sur la sécurité des dépôts d'explosifs, une semaine après le vol de 1,6 tonne de dynamite par un commando de l'ETA dans l'Isère (Le Monde du 10 mars). Cette mission, qui devrait rendre un premier rapport en avril, sera composée de hauts fonctionnaires de quatre corps de contrôle des ministères de l'intérieur et de la défense, ainsi que du secrétariat d'Etat à l'industrie. Selon le ministère de l'intérieur, elle aura « pour objet de procéder à une évaluation complète des dispositions réglementaires et pratiques mises en œuvre pour assurer la surveillance et la sécurité des dépôts d'explosifs » et pour faire « toutes propositions destinées à améliorer la surveillance et la sécurité de ces sites, qu'elles aient un caractère législatif, réglementaire ou opérationnel ».

DÉPÊCHES

■ **ÉDUCATION** : deux cents enseignants ont manifesté, mercredi 14 mars, devant le ministère de l'éducation, pour la défense des langues vivantes. A l'appel des syndicats SNES, SUD-éducation, CGC, FO, CGT et d'associations de spécialistes, ils dénoncent la baisse des horaires de langues au collège et au lycée, les effectifs « pléthoriques » et réclament une « diversification » des langues proposées.

■ **ASILE** : l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) a accordé, mercredi 14 mars, le statut de réfugié à deux nouveaux membres du groupe de Tziganes hongrois arrivés à Strasbourg en juillet (Le Monde daté 11-12 mars). Huit autres personnes avaient déjà obtenu ce statut jeudi 8 mars.

■ **JUSTICE** : six policiers du nord de la France qui avaient poursuivi, en septembre 1998, une voiture en territoire belge ont été condamnés, mercredi 14 mars, à des peines d'amende par le tribunal d'Avesnes-sur-Helpe (Nord), pour « violation des accords de Schengen ».

Devant l'Académie des sciences, Lionel Jospin fait l'éloge du principe de précaution

Le premier ministre souligne la responsabilité de l'Etat

S'EXPRIMANT, jeudi 14 mars, devant l'Académie des sciences dans le cadre d'un colloque franco-britannique consacré à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB, ou maladie de la vache folle), ainsi qu'à la forme humaine de cette maladie neurodégénérative, Lionel Jospin a, pour la première fois, traité de cette question majeure de santé publique (Le Monde du 14 mars). Il a aussi développé sa conception d'une « politique de précaution ». « La responsabilité appelle, en matière de santé publique, la mise en œuvre du principe de précaution, a déclaré le premier ministre. Ce dernier a originellement été dégagé à propos des questions de protection de l'environnement. Puis, son application s'est rapidement étendue à la santé publique, au point que celle-ci constitue aujourd'hui un terrain privilégié de sa mise en œuvre. Ce passage d'un domaine à l'autre tient sans doute au caractère irréversible et à la gravité extrême des dommages encourus dans les deux cas : atteinte irrémédiable au patrimoine naturel et aux droits des générations futures dans l'un, disparition de vies humaines dans l'autre. »

De ce point de vue, la maladie de la vache folle, dont le premier ministre observe qu'elle est une « source d'inquiétude pour les consommateurs et de désarroi pour toute une filière professionnelle », s'inscrit pleinement, avec la variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (vMCJ), dans cette problématique à la fois politique et sanitaire. « Pour ce qui est des principes qui ont guidé et continuent de guider le gouvernement dans ce qu'il est convenu d'appeler la crise de la vache folle, nous avons mis en œuvre une politique de précaution. Cette politique a une priorité : la santé publique », a souligné M. Jospin. Il a rappelé les grandes lignes de sa politique destinée à lutter contre l'épidémie animale et prévenir la transmission de l'agent pathogène à l'espèce humaine, qu'il s'agisse de la surveillance et du dépistage de l'ESB, du retrait de la chaîne ali-

mentaire des tissus potentiellement infectés ou de la « suspension » de l'utilisation des farines animales.

« Toutes les mesures prises ont pour objectif la réduction du risque pesant sur la population, a-t-il expliqué. A travers ces mesures et toutes celles prises depuis plus de trois ans et demi à propos de l'ESB ou d'autres crises sanitaires, le gouvernement traduit en actes sa conviction profonde : la protection de la santé publique est une responsabilité première de l'Etat. »

RÉÉVALUATION RÉGULIÈRE

M. Jospin a par ailleurs souligné l'importance qu'il fallait accorder à la réévaluation régulière d'une telle politique de précaution, ainsi qu'à la nouvelle articulation entre l'évaluation scientifique du risque et la gestion politique de ce dernier. « Les décisions du gouvernement s'appuient donc sur des avis révisés aussi souvent que nécessaire par les agences de sécurité sanitaire », a précisé le premier ministre.

La prise en compte des risques de transmission interhumaine de l'agent de la vMCJ illustre également la mise en œuvre d'une politique de prévention. « Si le risque transfusionnel lié aux maladies à prions reste hypothétique, nous avons pris des mesures successives visant à le minimiser plus encore », a-t-il fait valoir. Quant aux risques liés aux actes médicaux et chirurgicaux, « ils sont aussi à prendre en compte, en raison de la présence du prion pathologique dans les tissus périphériques des patients atteints de la maladie de Creutzfeldt-Jakob nouveau variant. » Le premier ministre a enfin rappelé qu'une circulaire relative à la prévention de ce risque était actuellement diffusée à l'ensemble des établissements de soins (lire ci-dessous) et que se mettait en place un système d'assurance de qualité dans le domaine de la stérilisation doté d'un financement global de 1 milliard de francs.

Jean-Yves Nau

L'Etat organise la prise en charge des personnes atteintes de maladie à prions

ÉLISABETH GUIGOU, ministre de l'emploi et de la solidarité, et Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé, ont signé, mardi 13 mars, deux circulaires : l'une est relative au renforcement des mesures de prévention du risque de transmission des agents non conventionnels, comme le prion, dans les établissements de santé ; l'autre porte sur « la prise en charge des personnes atteintes d'encéphalopathies subaiguës spongiformes transmissibles [ESST] ». Face aux agents transmissibles non conventionnels (ATNC), le premier texte demande « la mise en œuvre du plus haut niveau de précaution compatible avec le matériel utilisé, en fonction des caractéristiques du patient ». Il préconise « l'usage unique pour tout matériel en contact avec les tissus à risque, dès lors que la qualité et la sécurité des soins sont assurées ». Dans le cas où cela n'est pas possible, la circulaire prévoit « de traiter le matériel par le procédé d'inactivation des ATNC le plus efficace qu'il puisse supporter. » Les ministres précisent qu'un « plan pluriannuel d'accompagnement financier est mis en œuvre dès cette année » et que les taux d'évolution de l'objectif national des dépenses d'assurance-maladie ont été fixés en tenant compte des conséquences de ces mesures.

La seconde circulaire a pour objectif de fournir aux professionnels « les informations nécessaires au diagnostic et à la prise en charge [des personnes atteintes d'une ESST], ainsi qu'à l'accompagnement de leurs familles ». Du fait des difficultés de diagnostic et de prise en charge, la circulaire arrête le principe de la désignation d'une personne référente par l'équipe soignante, en accord avec la famille, et crée une « cellule nationale de référence des encéphalo-

thies spongiformes subaiguës humaines », comprenant « un médecin, un assistant social, un psychologue et un secrétariat ». Située à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, où sont déjà regroupées des structures nationales concernant les ESST, cette cellule, à la disposition des professionnels, « ne sera pas un lieu de prise en charge des patients et n'aura pas vocation à recevoir les patients et leurs familles ». Elle sera en relation avec plusieurs autres structures : les deux laboratoires, à Paris et à Lyon, où sont réalisés les examens biologiques permettant d'étayer une suspicion d'ESST ; le réseau national de neuropathologie de la maladie de Creutzfeldt-Jakob ; le réseau de surveillance épidémiologique des ESST centralisé par l'Institut national de veille sanitaire.

UNE AIDE D'URGENCE

La circulaire rappelle par ailleurs les dispositions existantes « permettant de réduire les délais de traitement administratif des dossiers de demande d'aide et de prestations auprès des Cotorep. » Cela suppose, précisent les ministres, d'« élaborer un recensement exhaustif à l'échelon de chaque département » des différents types d'aide mobiliers et de « tenir cette information à jour et disponible pour l'ensemble des professionnels ». Afin de « couvrir de manière forfaitaire les dépenses exceptionnelles liées à la maladie, non prises en charge par la Sécurité sociale », la circulaire invite ses destinataires à accorder aux personnes et aux familles qui la sollicitent une aide d'urgence dans la limite de 200 000 francs (30 489,80 euros).

Paul Benkimoun

www.lemonde.fr/prion

Les étapes de la nouvelle procédure

● Avant l'assignation.

Si un locataire ne règle plus ses loyers, son bailleur peut, après l'avoir relancé, lui adresser par voie d'huissier un commandement à payer. Cette première étape est obligatoire dans une procédure de résiliation de bail. A ce stade, la Section départementale d'aides au logement (SADPL) ou la Caisse d'allocations familiales (CAF) doivent être saisies, avant même l'assignation en justice, s'il s'agit d'un bailleur social.

Celles-ci tentent d'élaborer un plan d'apurement des dettes du locataire ou orientent celui-ci vers des dispositifs d'aides tels que le FSL (Fonds de solidarité logement).

● Après l'assignation et avant l'audience.

Si un locataire – résidant dans le parc social ou privé – est assigné devant les tribunaux, le préfet doit

en être informé deux mois avant l'audience. Il diligente une enquête sociale, qui évalue les difficultés du locataire et cherche des solutions (examen des droits de l'intéressé en matière d'aides au logement, saisine du FSL, plan d'apurement de la dette, relogement...). Le préfet transmet au juge une fiche de renseignements sur la situation du locataire afin qu'il dispose de tous les éléments pour fonder son jugement.

● **A l'audience.** Le tribunal peut suspendre la procédure et accorder des délais de paiement, en vérifiant par la suite les engagements du locataire défaillant. Si le juge résilie le bail, il peut transmettre le dossier du locataire au préfet, pour que soit recherchée une solution de relogement.

Le Monde

Nord Sud
EXPORT

TURQUIE

Comment dépasser la crise bilatérale et aider les entreprises à mieux évaluer le risque turc après la dévaluation

MERCREDI 21 MARS À PARIS

Nord Sud Export et Le Monde convient les hommes d'affaires à une matinée de travail (8 h 30 à 12 heures) afin d'examiner ensemble :

- Les conséquences pratiques de la crise actuelle dans les relations franco-turques
 - L'ajustement économique et financier de ce pays l'an dernier puis à nouveau cette année, à la suite de la crise bancaire.
 - Les effets de la récente dévaluation de la livre turque
 - La modernisation du système politique et de la société turque
 - Le calendrier possible de la candidature turque à l'Union européenne
- Cette rencontre exceptionnelle réunira les meilleurs experts turcs et français autour de MM. Erkut YACAĞLU et Tuncay ÖZHILAN, ancien et nouveau président de la TÜSIAD (patronat turc).

Programme, renseignements et inscriptions auprès de :
Christelle TORRES

NORD SUD EXPORT

Tél. : 01-44-97-55-35 - Fax : 01-44-97-55-36

E-mail : nse@lemonde.fr

Ce séminaire « Entreprises » est une réunion payante

LA GRANDE LOGE MIXTE DE FRANCE

convoque ses adhérents à l'assemblée générale extraordinaire qui aura lieu le **vendredi 6 avril 2001 à 18 h** au **8, avenue Parmentier 75011 Paris**, avec pour seul ordre du jour la modification des statuts.

Si le quorum statutaire n'est pas atteint, l'assemblée générale extraordinaire se réunira à nouveau le **vendredi 20 avril 2001 à 16 h**, rue Cadet **75009 Paris à 14 h 30**, avec le même ordre de jour.

Le président

MEDAILLE D'OR
de la distribution Label NF
DÉTAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

RECOMMANDÉ PAR
PARIS PAS CHER

MATELAS ● SOMMIERS
Vente par téléphone possible
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...
Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...

CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Steiner - Durviller - Coulon - Suifren etc...
5500 m² d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
♦ 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19ème - M° Télégraphe
♦ 50, avenue d'Italie
Paris 13ème - M° Place d'Italie
01.42.08.71.00 - 7 i / 7

L'économie de la Mayenne frappée de plein fouet par la mise en quarantaine

Dans ce département d'élevage, un actif sur quatre travaille dans la filière agroalimentaire. Le cordon sanitaire imposé par les cas de fièvre aphteuse inquiète autant les agriculteurs que les chefs d'entreprise, qui craignent un effet négatif à long terme

LAVAL

de notre envoyé spécial

Mercredi 14 mars, Laval était la capitale du monde et s'en serait bien passée. Devant des journalistes de toute l'Europe venus ausculter la région abritant le premier foyer continental de fièvre aphteuse, les responsables du département ont tenté toute la journée d'abord de comprendre, ensuite de réagir aux décisions prises la veille à Bruxelles. Sous bénéfice d'inventaire et d'exception, les autorités européennes ont décidé d'interdire toute exportation de viande et de produits à base de viande ou de lait à partir des départements de la Mayenne et de l'Orne. Ceux-ci se retrouvent en quelque sorte mis en quarantaine à l'intérieur même d'une France déjà entourée de cordons sanitaires et d'une Union européenne elle-même mise au ban du commerce mondial.

Alors que la lutte contre le virus s'intensifie, avec de nouveaux abatages et la définition probable de nouvelles zones de sécurité, c'est



maintenant une lutte économique qui s'engage. Un chiffre permet de comprendre l'ampleur du défi : près d'un Mayennais actif sur quatre travaille directement ou indirectement dans la filière agroalimentaire ! Deuxième département d'élevage de France, la Mayenne abrite aussi quelques-unes des

principales entreprises agroalimentaires d'Europe. Lactalis, par exemple, dont le siège est à Laval, emploie 1 600 personnes dans le département, sur un total de 16 000 employés dans le monde.

« C'est une catastrophe économique, il faut que les pouvoirs publics français et européens mettent les moyens pour éradiquer le virus et pour nous aider », déclarait Jean-Louis Viot, président de la chambre d'agriculture de Mayenne, à l'issue d'une réunion à la préfecture. « Nous avons besoin (...) de réponses concrètes : le lait peut-il encore être commercialisé, la viande bovine, les porcs peuvent-ils encore être collectés et commercialisés ? », ajoutait-il. Pour lui, la responsabilité est évidente : « L'ESB est venue d'Angleterre, la fièvre aphteuse, aussi. Il n'y a pas les mêmes contraintes sanitaires en Angleterre que sur le continent, surtout en France. Je crois qu'il faut maintenant éviter que les animaux vivants transitent par ce pays. »

A peine 10 % des bovins étant abattus dans le département, les éleveurs se demandent ce qu'il va

advenir des autres. « Un veau de huit jours, s'il n'est pas vendu, il ne vaut plus rien », expliquait ainsi un exploitant. « Nous n'aurons pas d'autres solutions que de les abattre à la ferme et de les brûler, comme s'ils étaient porteurs du virus », ajoutait un de ses voisins. « Ces mesures sont démesurées, on nous a dit qu'il n'y avait aucun risque pour les produits agricoles et voilà qu'on impose un embargo sur notre petit pays », s'empourte Philippe Jehan, responsable du centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA).

En dépit de leur colère, les agriculteurs de Mayenne s'interdisent, pour le moment du moins, toute manifestation. « Pour respecter le principe de précaution, nous ne voulons pas de regroupement d'agriculteurs », explique M. Jehan.

PLUS OU MOINS CONCERNÉS

Mercredi, avec les autres organisations professionnelles, ils ont notamment demandé aux pouvoirs publics d'organiser la collecte du lait et de la viande de manière à éviter au maximum les pertes de pro-

duction. « L'embargo à l'exportation devrait jouer aussi en sens inverse : tous les abattoirs et les laiteries de la zone - Mayenne et Orne - devraient être réservés en priorité aux productions des deux départements. »

Les responsables des industries agroalimentaires, reçus aussi à la préfecture, sont partagés. Certains estiment que les mesures décidées à Bruxelles ne les concernent pas et qu'ils pourront continuer à commercialiser leurs produits, ceux-ci respectant toutes les directives sanitaires européennes. D'autres sont plus sceptiques et attendent d'avoir des précisions. « L'effet sera de toute façon négatif », estimait le responsable d'une petite entreprise de produits laitiers. « Nous collectons le lait sur cinq départements, comment allons-nous procéder désormais ? », se demandait un autre. Reste maintenant à savoir comment vont se mettre en place les contrôles aux « frontières » du département. Pour le moment, 200 gendarmes sont « sur le front ».

José-Alain Fralon

Bruxelles critique l'embargo nord-américain décrété contre l'Union européenne

BRUXELLES

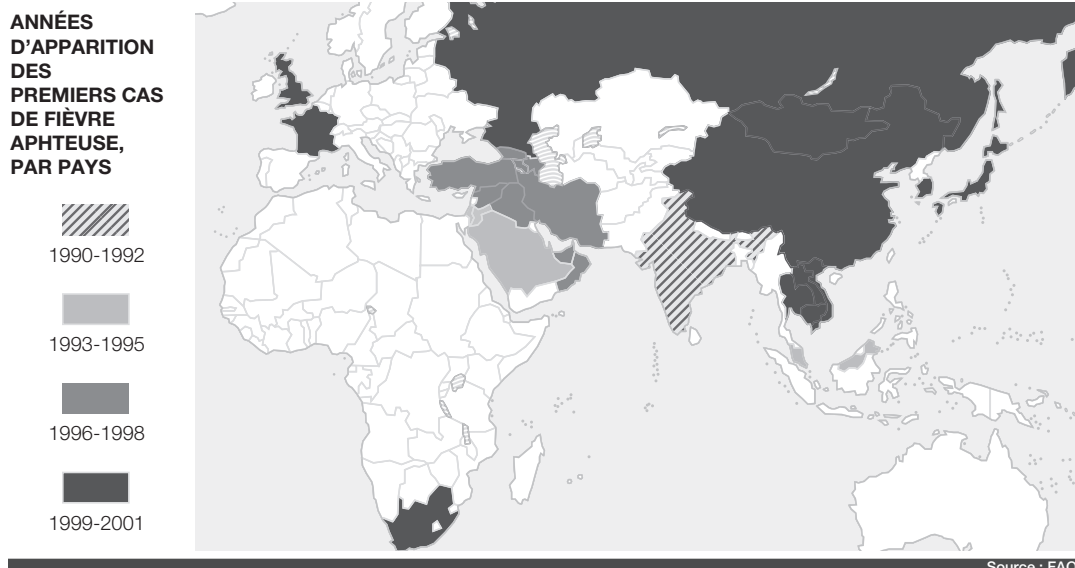
de notre bureau européen

L'Europe placée en quarantaine pour cause de fièvre aphteuse ? C'est sans doute trop dire à ce stade, mais il est vrai que la liste des pays qui ont adopté des mesures pour interdire les exportations de viande et de produits laitiers (voire de céréales) en provenance de l'Union ou simplement de France, n'a cessé de s'allonger depuis quarante-huit heures - avec notamment la Russie, le Japon, la Suisse, la Norvège, la Pologne -, ce qui risque d'entraîner d'importantes conséquences économiques pour les Européens. La Commission de Bruxelles a critiqué, mercredi 14 mars, ces différents embargos décrétés par des « pays tiers », les estimant dénués de toute justification sanitaire, et donc « à la fois excessifs et sans nécessité », comme l'a souligné David Byrne, commissaire européen chargé de la santé et de la protection des consommateurs, devant l'Assemblée de Strasbourg.

La Commission regrette tout spécialement les restrictions imposées par les Etats-Unis et le Canada à l'ensemble de l'Union européenne (Washington a suspendu les importations de viande, d'animaux vivants et de produits non pasteurisés, alors que Montréal a étendu cette mesure à tous les produits agricoles), mais elle prend soin de ne pas envenimer le débat, sachant que celui-ci présente potentiellement le risque de dégénérer en une nouvelle querelle commerciale transatlantique, et ce au moment où les quinze, en dépit de nombreux contentieux commerciaux, s'efforcent d'établir un dialogue constructif avec l'administration du président George W. Bush.

David Byrne a pris contact avec Ann Veneman, secrétaire d'Etat

L'évolution de l'infection sur dix ans



américaine à l'agriculture, et il a reçu d'elle l'assurance que les mesures décidées par l'administration républicaine (valables pour deux semaines) seront rapidement réévaluées. De son côté, Ann Veneman s'est efforcée d'expliquer à ses concitoyens qu'ils ne devaient pas « paniquer », tout en soulignant que l'agriculture américaine risquait de perdre « des milliards de dollars » si l'épizootie de fièvre aphteuse se propageait aux Etats-Unis. Washington applique donc strictement le principe de précaution, devenu une politique incontournable de l'Union européenne, en particulier vis-à-vis des organismes génétiquement modifiés (OGM) d'origine américaine...

« PRINCIPE DE RÉGIONALISATION »

Pour Bruxelles, la décision américaine frappant l'ensemble de l'Union européenne est cependant inacceptable, dans la mesure où

elle bafoue le « principe de régionalisation », lequel veut que des mesures sanitaires s'appliquent aux seuls pays et régions concernés par une épizootie, en l'espèce le Royaume-Uni et deux départements français, la Mayenne et l'Orne. Ce principe trouve son origine dans l'accord d'équivalence vétérinaire existant entre les Etats-Unis et l'Union européenne, et qui a été entériné par l'Office international des épizooties : le postulat est que chacun fait confiance aux services vétérinaires de l'autre partie.

La Commission rappelle à ce sujet que les Etats-Unis ne se sont pas privés de souligner leur attachement à cette règle à l'occasion de l'épidémie de peste porcine qui a frappé la Belgique et les Pays-Bas, en 1997. La Commission s'estime d'autant plus fondée à critiquer les manquements à cette approche régionale (l'embargo américain, a fort diplomatiquement souligné un porte-parole, « n'est pas proportionné »), que c'est celle-ci qui a guidé sa propre décision de limiter l'application de mesures restrictives à deux départements français.

Les experts européens justifient a contrario leur décision de décréter un embargo (jusqu'au 15 avril) à l'encontre de toute viande fraîche en provenance d'Argentine, notamment par le fait que ce pays n'a jamais été reconnu comme « indemne » de fièvre aphteuse, et

parce que l'Argentine a elle-même suspendu ses exportations de viande fraîche vers les Etats-Unis, le Canada et le Chili. A ce stade, on se garde, à Bruxelles, d'envisager une détérioration des relations transatlantiques pour cause de fièvre aphteuse, mais David Byrne a rappelé que, « si nécessaire », l'Europe n'hésitera pas à faire appel aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour obtenir la levée des restrictions américaines.

La Commission estime que, globalement, la production de viande et de produits laitiers représente quelque 40 % des recettes agricoles de l'Union européenne. Selon des chiffres assez approximatifs, l'ensemble des exportations agricoles européennes aurait représenté une somme globale de 70 milliards d'euros en 1999. Bruxelles s'est, d'autre part, élevé contre les mesures d'embargo décrétées par le Maroc, notamment, et, semble-t-il, la Hongrie, la Slovaquie et la Tunisie, à l'encontre des exportations de céréales provenant du Royaume-Uni, voire de l'ensemble de l'Union européenne : « Je n'ai jamais vu de blé attraper la fièvre aphteuse », a souligné le président de l'Office national des céréales (ONIC), Christian Lapointe.

Laurent Zecchini

► www.lemonde.fr/epizootie

Yves Leforban, secrétaire de la commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse à la FAO

« Il est exclu que l'Europe revienne à la vaccination préventive d'avant 1991 »

« A quel titre, et depuis quand, la FAO est-elle impliquée dans la lutte contre la fièvre aphteuse ?

— La commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse a été créée en 1954, avant même la naissance de la CEE, à une époque où la fièvre aphteuse était endémique en Europe. L'objectif était l'éradication de cette maladie virale sur l'ensemble du continent, à partir d'une lutte coordonnée dans les différents pays. On s'était en effet rendu compte qu'il ne s'agissait nullement d'un problème devant être traité à l'échelon national, les épidémies aphteuses, comme bien d'autres, ne respectant pas les frontières. Actuellement, la commission réunit les quinze pays de l'Union européenne et, au total, trente-trois pays européens.

— Cette commission a-t-elle participé au débat, ouvert à la fin des années 80 au sein de la CEE, sur l'opportunité d'abandonner la vaccination anti-aphteuse ?

— Elle a bien évidemment été très largement associée à ce débat. On peut même dire que c'est au sein de cette commission que ce débat a eu lieu. Nous avons notamment mené diverses études pour préciser au mieux les éléments chiffrés du problème. A la fin des années 80, nous avons fait diverses estimations pour savoir combien coûtait un foyer épidémique dans chaque pays, et comparé ce chiffre au coût des vaccinations. Des études conduites en collaboration avec la CEE ont cherché à prévoir le nombre de foyers pouvant apparaître à court et moyen terme dans l'espace européen. Aujourd'hui, on peut dire que ces prévisions se sont révélées exactes, et qu'elles se situent même dans le bas de la fourchette calculée.

— Y compris en tenant compte de l'actuelle épizootie britannique ?

— Oui. La commission avait prévu, en 1990, pour les dix ans à venir, entre un et cinquante foyers primaires (correspondant à l'apparition du virus dans un pays), et vingt-cinq à mille foyers secondaires (correspondant à la contamination d'autres élevages). L'épizootie britannique actuelle, avec un peu plus de 200 foyers, ne modifie pas fondamentalement l'analyse économique faite il y a dix ans sauf, bien évidemment, si elle devait prendre une ampleur insoupçonnée.

— La commission de la FAO était donc totalement en phase avec cette décision d'arrêt de la vaccination dans la CEE à compter de 1991 ?

— Oui. Le choix, alors, était clair : soit on continuait à vacciner dans le cadre d'une politique commune, soit on arrêtaient partout. Un certain

nombre de pays n'étaient pas, il est vrai, très favorables à l'arrêt. C'était notamment le cas de la France, où des oppositions s'étaient manifestées au niveau des services vétérinaires. Il fallait aussi compter avec la définition, par l'Office international des épizooties, des caractéristiques permettant à certains pays de se déclarer indemnes de fièvre aphteuse. Ces pays devaient impérativement avoir arrêté toute pratique vaccinale. Et si l'Europe souhaitait continuer d'exporter vers les pays indemnes, il fallait arrêter de vacciner.

— Au-delà des arguments économiques et commerciaux, y avait-il, dans cette décision, des arguments sanitaires ?

— Il s'agissait d'abord d'une décision prise au vu d'études coûts-bénéfices, mais il y avait aussi des arguments sanitaires, les pays continuant la vaccination prenant le risque de laisser circuler le virus aphteux dans leurs populations animales.

— Selon vous, les politiques menées par la Grande-Bretagne et la France d'abattage, de destruction et de confinement des animaux suspects sont-elles insuffisantes ou, au contraire, excessives ?

— Non. Ces mesures correspondent à une réglementation européenne parfaitement bien définie, et dûment acceptée. Elles correspondent aussi aux règles de l'Office international des épizooties, et elles seraient globalement mises en œuvre de la même façon dans les pays indemnes, s'ils devaient à leur tour être contaminés.

— L'actuelle flambée épizootique britannique justifie-t-elle de revenir, comme plusieurs responsables le demandent en ce moment en France, à la pratique des vaccinations d'avant 1991 ?

— La vaccination durant une épizootie interdit de retrouver le statut de pays indemne de fièvre aphteuse avant plusieurs années, alors que la politique d'abattage-destruction permet de retrouver ce statut trois mois après la fin de l'épizootie, dès lors qu'il est prouvé que le virus aphteux ne circule plus. Quant au retour à la vaccination préventive telle qu'elle était pratiquée avant 1991, c'est totalement exclu. L'Union européenne ne pourrait se permettre d'adopter une telle politique alors qu'elle fait preuve d'un dynamisme commercial certain vers les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, autant de pays indemnes de fièvre aphteuse. Vacciner, ce serait s'exclure de ces marchés internationaux. »

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

CULTURE
PubliCités
EN
RÉGIONS

Création
9mm
de Lionel Spycher
27 février au 1er avril
Mise en scène Gilles Chavassieux
Théâtre les Ateliers
Tél. 04 78 37 46 30
www.theatresateliers.com

Colloque Architecture Radicale
23 et 24 mars 2001
Branzi • Feuerstein • Frassinelli • Hollein
Parent • Pettina • Raggi • St. Florian • Vinca Masini
INSTITUT D'ART CONTEMPORAIN - Villeurbanne
04 78 03 47 00 - www.i-art-c.org

projet Les nouvelles écharpes du maire
265
printemps 2001
le n° 78 F
A l'occasion des municipales, ce dossier invite à s'interroger sur les évolutions de la représentation politique. Même si le maire occupe une place à part, le lien entre les élus, les citoyens et les groupes sociaux se transforme. La résolution de situations complexes donne une large place aux experts. La responsabilisation pénale inquiète. La vitalité de la sphère politique suppose que vivent des lieux autres que l'institution où se structurent les débats (associations, vie de quartier...)
EN VENTE DANS LES GRANDES LIBRAIRIES
PROJET - 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48

Plongée au cœur du Japon déchu



L'« homme de la vague » (« furosha »), le vagabond, est devenu une figure familière des villes nipponnes.

Il arriva à peine à se baisser pour ramasser sur la chaussée le mégot jauni encore incandescent qu'il planta entre ses lèvres. « C'est dommage quand même », marmonna-t-il. Une mince serviette éponge nouée autour du menton pour protéger son crâne dégarni du froid de cette nuit d'hiver lui donnait des allures de vieille femme. Emmittoufflé de hardes et traînant ses pieds dans des Adidas éculées, il continua à marcher avec les autres. « Un jour, tu sais, j'ai construit Osaka », dit-il. Et, s'arrêtant pour scanner son propos, il tourna vers nous un visage défait, aux traits creusés par l'âge et accusés par la crasse : « C'est pas rien ! » Et dans ses yeux brilla l'ombre d'une fierté.

Yasuo a soixante-quatre ans. Il en paraît dix de plus. Pendant quarante ans, il a été journalier. Il fut l'un de ces « milans noirs » qui évoluent sur les échafaudages des chantiers de construction. Puis, lorsqu'il perdit son agilité, il devint manoeuvre. Il a passé toute sa vie ici, à Kamagasaki, dans le sud d'Osaka, le plus grand marché de la main-d'œuvre journalière du Japon. Il a « construit » l'Osaka de l'Exposition universelle de 1970, puis celui de la « bulle spéculative » des années 1980, ainsi que le nouvel aéroport du Kansai. Il gagnait bien. Puis vinrent la récession et la vieillesse. Et, depuis six ans, il vit dans la rue. Dans un an, il aura droit à une pension. Ce soir, il se dirige avec un millier de pauvres hères vers l'asile de nuit.

Comme une armée en déroute, ils ont attendu en rang, sac aux pieds, que tombent à 18 heures, dans un grincement sinistre, les rideaux de fer du préau de l'agence d'emploi qui, dans la journée, prend des allures de phalanstère de la misère. Puis, lentement, ils se sont mis en route comme les grognards de la retraite de Russie. Passe-montagnes et capuchons dissimulent des tagnes que la vie n'a pas épargnées. Certains claudiquent, d'autres marchent le regard au sol, ronchonnant. Parfois par deux, le plus souvent seuls. Un vieux à barbe peine à pousser un chariot surchargé, mais la plupart portent un baluchon à l'épaule ou au bout du bras ; certains ont pour tout bagage un sac-poubelle en plastique noir. Cette piétaille passe devant les gargotes aux lanternes rouges, fermées d'un rideau de plastique transparent, où l'on avale debout un bol de nouilles bouilliant arrosé de rasades de saké, longe les

petits hôtels et garnis où logent ceux qui peuvent payer une chambre ou une litière. Dans le rectangle éclairé des fenêtres se détache l'ombre de vêtements qui sèchent. A l'approche du square rectangulaire, on croise des visages patibulaires : auprès de grands feux dans de vieux bidons, des voyoux ont organisé des jeux de dés. On parle quelques pièces, parfois des billets. De jour, les mêmes petites frappes font la retape pour les bookmakers. A la porte de l'asile de nuit, Yasuo présente son ticket et se retourna, esquissant un sourire édenté, avant de disparaître.

Chaque soir, ils sont six cents à venir dormir dans ces lits superposés par rangées de quatre. A 5 heures du matin, c'est l'exode dans le sens inverse, puis l'attente de la soupe populaire de gruau de riz dans le square. Certains préfèrent la « votite bleue » : « Y a des bêtes et ça pue là-bas », dit l'un de ceux-là, enseveli sous des couvertures dans une encoignure. Des fioles de saké vides traînent autour de sa paillasse. Il sourit. « D'abord c'est bon, et puis sans cela on ne peut pas tenir la nuit », dit cet « évadé de la vie ».

Le jour enténébre encore le tableau. Avec les premières lueurs, les couleurs de la misère se font plus crues. Ceux qui ont du travail ou la force d'aller chercher cartons ou canettes usagées sont partis. Il ne reste que les épaves : dos amers des dor-

« Oui, ça caille, et l'été c'est l'enfer des moustiques.

Mais ici je suis peinarde : pas de contraintes, de patron, de voisins » Un SDF

meurs cassés en deux, la tête sur leurs genoux et les bras repliés comme l'enfant qui se protège d'une taloche ; ivrognes hébétés affalés contre un mur, les mains ouvertes en une supplique silencieuse. Une ambulance emporte un corps inanimé. Le copain du malade veut monter. Les infirmiers l'en dissuadent. Résigné, la tête penchée de côté comme le chien qui regarde partir son maître sans comprendre, il suit l'ambulance du regard et restera sur place de longues minutes, les bras démissionnaires. Certains se dirigent vers l'agence de l'emploi. L'immense hall du premier étage, où des corps sont allongés dans des cartons ou sous des journaux, résonne d'une étrange clameur, comme la psalmo-

A Kamagasaki, dans le sud d'Osaka, comme dans le quartier de Sanya à Tokyo, s'agglutinent les exclus du système nippon. De plus en plus nombreux, ce sont en majorité de petites gens, qui avaient une vie normale et que la crise a jetées dans la rue. Voyage dans l'extrême pauvreté

die d'un soutra : c'est l'annonce sur un rythme de mitrailleuse des noms des bénéficiaires de l'assurance-chômage. Ils empochent 8 000 yens (480 francs) et le carnet à tampons attestant qu'ils ont travaillé au moins vingt-six jours au cours des deux derniers mois, ce qui donne droit à treize jours d'assurance-chômage.

Ils sont vingt mille journaliers à Kamagasaki. Une dizaine de milliers trouvent un boulot par l'entremise des marchands de travail qui embauchent à la criée à 5 heures du matin

férrées. Un quartier comme tant d'autres n'étaient les deux cents petits hôtels et garnis, les armées de bicyclettes rangées en épis et une touffeur encluse qui assaille : vieux papiers et débris jonchent la chaussée ; odeur poisseuse des corps, relents d'urine et haleines de saké ; corps rompus et regards éteints, amers. Ça et là, des affichettes écrites à la main assorties de photos : une sœur qui cherche son frère, une fille son père... Arrivé là, on en repart rarement.

COMME Sanya, c'est le bivouac des déracinés et des déclassés qui, par nécessité, par malchance ou à la suite d'une rupture délibérée avec la société, y vendent leurs muscles. Avec les saisonniers venus des campagnes, les journaliers furent les soutiers de « Japan Inc. », formant une main-d'œuvre intermittente qui assurait la flexibilité du marché de l'emploi. Dans les années 1970-1980, ils furent jusqu'à trente mille à Kamagasaki et dix mille à Sanya. Avec la récession, le travail s'est fait rare et il va aux jeunes. Les plus de cinquante ans sont à la rue. Désormais, les « trappes » de la société, que le Japon bien-pensant voulait ignorer, dégorgent vers d'autres quartiers.

Les anciens soutiers de la croissance ne sont pas les seuls sur le pavé : au cours des dernières années, patrons faillis de petites boîtes, chômeurs et défavorisés en tout genre les ont rejoints. Ils ont envahi parcs et berges de leurs tentes en bâches de plastique bleu et les encoignures des rues de leurs cartons. L'« homme de la vague » (furosha), le vaga-

bond, est devenu une figure familière des villes. Les sans-domicile-fixe nippons ne mendent pas et ne sont pas agressifs. Les passants les ignorent, et eux font de même.

Avec l'expansion, la pauvreté s'était faite discrète. Aujourd'hui, elle est criante. Les autorités ont fini par prendre conscience que la récession a créé une masse de déclassés et que le phénomène est appelé à durer, à empirer. Les SDF sont encore relativement peu nombreux : vingt mille selon le dernier recensement, qui a eu lieu en décembre 1999. Sans doute bien davantage aujourd'hui. La situation est sans commune mesure avec les Etats-Unis (sept cent mille pour une population deux fois plus nombreuse). Mais, alors que l'on compte parmi les SDF américains drogués, alcooliques et malades mentaux, au Japon ce sont pour la majorité de petites gens qui, auparavant, avaient une vie normale, un travail, une famille. Ils sont les silencieux témoins à charge de la rupture du pacte social : leur sort est indissociable d'un système d'emploi qui faisait de la précarité le lot de beaucoup et révélateur des « trous » de la couverture sociale de la seconde économie mondiale (70 % des SDF ont entre cinquante et soixante-neuf ans).

A Osaka, ils sont plus nombreux qu'à Tokyo : huit mille six cents selon le recensement de la mairie (1997). Vraisemblablement plus de douze mille aujourd'hui. Dans le parc aux abords du château, au centre de la ville, se dressent six cents tentes. De toutes formes, de toutes dimensions. Certaines sont renforcées de contre-plaqué, de barres métalliques et dotées de vastes. Des chiens aboient, tirant sur leur laisse à l'approche du visiteur. Les abords des tentes sont souvent rangés au carré, chaussures alignées à l'entrée. La majorité des SDF sont des hommes, mais il y a aussi des couples. Certains ont apporté ce qui leur restait d'une vie antérieure : des meu-



bles, une pendule accrochée à un arbre, deux poules qui picorent dans un parc d'enfant, un piano sous un plastique. A côté des tentes s'alignent des vélos.

A la nuit tombée, alors que dans les allées s'époumonent des joggers, certains abris sont éclairés grâce à des « gégènes » pétaradantes. Dans sa tente de 4 mètres carrés, Akira reçoit avec les civilités d'usage en offrant du thé et en s'excusant du désordre. On s'assied sur des fauteuils d'osier qui ont connu de meilleurs jours. C'est un petit homme de cinquante-trois ans aux bras nouveaux. Il travaillait chez un ferrailleur qui a fait faillite. Comme il s'était porté garant de l'emprunt d'un copain, il fut poursuivi par les créanciers usuriers et, laissant femme et enfants, il s'enfuit. Lâcheté ? En rien. Divorcer et « s'évaporer » étaient le seul moyen de protéger les siens en les dégageant de ses dettes. Il vit depuis deux ans avec un chien laissé par un SDF qui a été arrêté. « Depuis l'été, on est plus nombreux », dit-il. Vers 9 heures, un copain arrive ; ils partent sur leurs vélos remorquant une carriole : ils vont chercher des gros déchets (télé, équipements électriques) qu'ils revendent à des ferrailleurs. Ils s'en sortent avec 30 000 à 40 000 yens (2 000 francs) par mois et trouvent leur pitance dans les poubelles des supérettes qui jettent les produits dont la date est arrivée à expiration. « Pour ça, l'hiver, c'est mieux : c'est plus frais », dit Akira.

DANS la nuit épaisse des frondaisons, on croise des silhouettes silencieuses qu'indiquent la lueur incandescente d'une cigarette, le bruissement des pas sur les feuilles mortes ou des toux cavernueuses. A l'aube, lorsque les pas crissent encore sur les flaques d'eau glacée et que la silhouette massive du château commence à se détacher sur le ciel rougeoyant, certains enfourchent leurs vélos et partent en quête de canettes vides. Le jour se lève. Aux bords des douves, le fou a recommencé à « peindre » son tableau imaginaire sur la toile du ciel, traçant des traits dans le vide. Les ramasseurs de canettes reviennent en fin de journée avec de gros sacs en plastique bourrés en travers du cadre de leur bicyclette.

Le visage caché par le capuchon de son anorak, Takeshi écrase des canettes à coups de pied sur une pierre : 1 kilo rapporte 80 yens (6 francs). Il a commencé à travailler à seize ans comme apprenti cuisinier. Il en a aujourd'hui cinquante-deux. Sans travail, il s'est taillé un carré d'existence dans le parc. Parfois, il trouve un petit boulot. Sinon, il ramasse des canettes. Sa femme est partie. Son fils est marié. Il a pour compagnon un chiot noir : « On est arrivé ici ensemble il y a cinq mois. » « Oui, ça caille, et l'été c'est l'enfer des moustiques, dit-il en tirant sur sa cigarette. Mais ici je suis peinarde : pas de contraintes, de patron, de voisins. » Cette liberté amèrement payée, la plupart des sans-abri y tiennent. Ils se parlent peu. Certains s'organisent pour résister aux expulsions de la police, mais la plupart sont des solitaires.

Aux toilettes publiques, ce soir-là, une femme d'une cinquantaine d'années lavait des bols et des assiettes, les mains rougies par l'eau glacée. Elle vit dans le parc avec son mari. Tous deux ont trouvé des petits boulots, mais ils ne leur rapportent pas assez pour remonter la pente. « Les circonstances... », dira-t-elle sans lever les yeux, éludant les raisons qui ont amené ce couple de petits commerçants à sa situation présente. Ils n'ont pas dit à leurs enfants, adultes, où ils allaient. « Chacun sa vie. On ne veut pas être un poids », dit-elle en s'essuyant le nez d'un revers de la main - 70 % des sans-abri ont coupé tout lien avec leur famille. « C'est ainsi », conclut-elle en nous regardant pour la première fois dans les yeux. Comme beaucoup des nouveaux pauvres du Japon, cette femme vit son sort comme un destin.

Philippe Pons

Le Monde des DEBATS

le nouvel Observateur

Mars 2001

L'AVENIR DE L'EUROPE EN JEU

FRANCE ALLEMAGNE

La peur du divorce

Jean Daniel | Jean-Marc Ferry
André Fontaine | Bronislaw Geremek
Jacques Julliard | Luc Rosenzweig
Joseph Rovin | Rudolph von Thadden

L'Holocauste exploité ?

Eva Hoffman | Peter Novick

Insécurité : l'heure des surenchères

Michel Wieviorka

Carl Schmitt, penseur à hauts risques

Philippe Raynaud

Les vrais repères de Balthus

Jean Clair

Les intellectuels et les médias

Jean Daniel

Spécial Salon du livre Qu'attendre du roman ?

par François Nourissier

Les réponses de :

Josyane Savigneau | Alain Besançon
Jacques Chessex | Frédéric Badré | Philippe Lejeune
Jean Rouaud | Michel Tournier | Bérénice Levet
Arnaud Viviant | Jacques Lecarme

Mensuel.

Chez votre marchand de journaux - 25 F

Je m'abonne à

Le Monde des DEBATS
Observateur

M. M^{me} M^{lle}

Nom : Prénom :

Adresse :

Ville : Code postal :

1 an (11 numéros) pour 209 F, au lieu de 275 F (prix au numéro).
Je bénéficie d'une réduction exceptionnelle de 22 %.
Étranger : 269 F TTC (40,90 euros).

Je joins mon règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :
Le Monde des Débats, Service Abonnements
8, rue d'Aboukir 75002 Paris. Tél. 01 40 26 31 00

Je règle par carte bancaire n° : Date d'expiration :

Date et signature :

Conformément à la « Loi Informatique et Libertés », vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant.

Sécurité : se garder des pseudo-miracles

par André-Michel Ventre

EN cette période d'échéances politiques importantes, le débat sur la sécurité revient sur le devant de la scène. Nombreux sont ceux qui pensent qu'il doit échapper à une approche partisane mais, pour nos concitoyens, la sécurité représente un enjeu déterminant auquel le politique doit apporter des réponses. Est-il besoin, pour autant, de perdre toute mémoire et d'aller au plus rapide en prétextant détenir la solution miracle ?

L'insécurité ne résulte pas d'un seul facteur. Il n'existe donc pas de solution unique. Ainsi la municipalisation de la sécurité publique, que certains présentent comme l'expression de la modernité et de l'efficacité, n'est pas cette solution miracle annoncée à son de trompe. Il convient de dire clairement pourquoi.

Contrairement à une idée répandue, la police nationale, issue de la police d'Etat de 1941, est de construction récente. Historiquement, c'est la police nationale qui est moderne et non la police municipale dont l'origine se perd dans la nuit des temps. La municipalisation est un concept provenant de l'Ancien Régime, voire de l'Antiquité, et conservé par la Révolution.

Les raisons qui ont conduit à son abandon sont intéressantes. En 1907, une commission que nous devons à Georges Clemenceau concluait à la nécessité d'étatiser les services de police municipale en raison de leur inefficacité, de leur inadéquation aux problèmes posés et de la trop grande proximité entre l'opérationnel et le politique. Marseille fut ainsi, en 1908, la première ville à être « étatisée ». Faut-il rappeler qu'aux reproches déjà énoncés s'ajoutait celui d'un classement sans suite des plaintes des victimes très important ? Suivirent Nice, Toulon, Alger, Oran, Metz, Strasbourg et bien d'autres. En 1935, la quasi-totalité des communes de Seine-et-Oise et quatorze communes de Seine-et-Marne

étaient à leur tour étatisées pour assurer à leurs habitants le même niveau de sécurité qu'à Paris. L'argument de l'égalité face à la sécurité était déjà avancé. Il est toujours d'actualité, car l'écart entre villes riches et villes pauvres n'a cessé de progresser. C'est donc la recherche d'une réponse pertinente à une problématique correctement identifiée qui a conduit à l'étatisation des services de police locaux.

Historiquement, c'est la police nationale qui est moderne, et non la police municipale

Le régime de Vichy n'a fait que terminer l'œuvre commencée par une République soucieuse d'égalité et d'efficacité.

Au plan conceptuel, la municipalisation souffre de vices rédhibitoires. L'insécurité ne connaît pas les frontières communales dont elle se moque comme d'une guigne. Le territoire de la délinquance est celui du bassin d'activité économique, souvent identique au bassin de transport, c'est-à-dire celui desservi par un réseau de voies de communication qui permet des déplacements faciles et rapides.

Ensuite, en avançant l'idée que la prévention serait de la compétence du maire et la répression de celle du procureur de la République, les tenants de la municipalisation raniment l'opposition entre la prévention et la répression. Cette approche est rétrograde. Répression et prévention ne peuvent être séparées dans une politique de sécurité que l'on veut efficace.

Enfin, l'exemple trop souvent cité de New York doit inviter à la

plus grande prudence les maires qui rêvent de gérer, y compris au plan budgétaire, la sécurité de leur commune. C'est à la crise financière qui a saigné les finances de cette ville dans les années 1980 que peut être attribuée l'insécurité effroyable constatée dans le même temps. Le *New York Police Department*, structure municipale, a dû accepter des licenciements massifs qui ont profondément affecté son potentiel. En revanche, ce sont aussi des fonds fédéraux qui ont permis les recrutements nécessaires dès 1990 et, par conséquent, le redressement spectaculaire qui impressionne nos élites.

Faut-il imiter un tel exemple ? La société américaine est très différente de la nôtre. Ce que le rapport très spécial des Américains à leur police permet de faire en termes de civisme ne peut être espéré objectivement en France.

Mais, au-delà, pourquoi réclamer une municipalisation de la sécurité dès lors que les parlementaires, qui sont aussi en majorité des maires, refusent de doter les agents de police municipale de la qualification d'officier de police judiciaire ? Cette qualification permet de mener des enquêtes, de procéder à des perquisitions, de mettre des suspects en garde à vue, etc., donc de lutter contre l'insécurité. Quelle serait l'efficacité d'une police qui ne ferait pas d'enquêtes ? Présenter la municipalisation comme un moyen de lutte contre la délinquance est à cet égard un argument creux. J'ajoute que les maires ont une implication très contrastée en ce qui concerne la circulation routière alors que la loi leur donne compétence dans ce domaine. L'on peut redouter qu'il en soit de même pour l'insécurité s'ils devaient en être responsables.

La solution n'est pas dans un retour au passé. Elle peut résider dans un meilleur fonctionnement de l'Etat et une déconcentration adaptée. L'erreur commise en 1997 de ne pas autoriser le commissaire

de police à signer le contrat local de sécurité, donc à s'engager, montre les limites d'un partenariat institutionnel qui ne peut pas évoluer vers un partenariat opérationnel.

Les maires demandent, non sans raison, que leur soient rendus des comptes sur ce qui est entrepris en matière de sécurité dans leur commune. Ils veulent aussi peser sur les politiques publiques mises en œuvre au bénéfice de leurs administrés et cette volonté ne peut être ignorée. Ils représentent les habitants de leur commune et, au surplus, connaissent parfaitement les problèmes. Il faut donc que la définition des politiques publiques de sécurité soit déconcentrée et accessible aux maires. Les budgets affectés à la sécurité doivent l'être aussi et pourraient être abondés par les communes, les conseils généraux et les conseils régionaux. Cela est le droit commun dans les pays du Royaume-Uni. La conséquence en serait que les services de sécurité seraient mieux équipés, les recrutements de policiers plus pertinents et que les élus seraient amenés à dépasser leurs défiances. Ce dernier aspect n'est pas le moindre, car l'échec relatif des contrats locaux de sécurité intercommunaux provient de là.

Beaucoup d'autres réponses peuvent être apportées aux problèmes liés à l'organisation des forces de sécurité. Elles sont connues : déploiement des effectifs de police et de gendarmerie sur le territoire national, mise en complémentarité de ces deux forces. Il y en a d'autres encore. Elles se heurtent toutes à la résistance de corporatismes nombreux ainsi qu'à des visions politiques équivoques. C'est assez dire que le débat sur la sécurité intérieure de la France n'est pas près d'être clos.

André-Michel Ventre est secrétaire général du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale.

Israël revient au parlementarisme classique

par Claude Klein

QUAND, le 29 mai 1996, les électeurs israéliens élisent Benjamin Nétanyahou au poste de premier ministre (l'écart avec son concurrent Shimon Pérès était de moins de 1 %), le pays expérimentait pour la première fois un système adopté en 1992. Basé sur l'élection directe du premier ministre (système inconnu ailleurs), il conservait le fondement du parlementarisme : la possibilité de voter la défiance (à la majorité absolue), laquelle, en cas d'adoption, provoquait la dissolution automatique de la Knesset.

Dans un point de vue publié dans ces colonnes (22 mai 1996), j'avais pris fermement position en faveur de ce système, dont on attendait un affaiblissement des petits partis, notamment en raison de l'apparition d'une logique majoritaire, par l'obligation pour les électeurs de choisir entre deux camps, à l'encontre de la logique proportionnelle qui continuait à s'appliquer aux élections pour la Knesset.

Cette logique majoritaire, qui fondait la légitimité du premier ministre sur l'élection populaire, devait le libérer de la pression, voire du chantage des petits partis. Elle devait apporter la stabilité, là où, depuis l'effondrement de la position du parti travailliste (en 1977), l'instabilité était apparue.

Cinq ans plus tard, le bilan est évidemment négatif. M. Nétanyahou n'est pas arrivé au bout de son mandat. Ehoud Barak, élu triomphalement en mai 1999 contre M. Nétanyahou (avec près de 57 % des voix), abandonné de la plupart des partis de sa majorité, a cru jouer habilement en présentant sa démission en décembre 2000, de manière à provoquer dans les 60 jours une élection pour le poste de premier ministre (sans renouvellement de la Knesset).

Le 7 mars, le jour même de la présentation du nouveau gouvernement Sharon devant la Knesset, à quelques heures du vote d'investiture du gouvernement, cette der-

nière décidait purement et simplement d'abandonner le système de l'élection directe et de revenir à un système parlementaire plus classique, mais aussi plus rationalisé, qui s'appliquera aux prochaines élections, au plus tard en novembre 2003.

On peut tergiverser sur les causes de l'échec de la réforme originale adoptée en 1992 et appliquée pour la première fois en 1996. En particulier, on peut se demander si le renforcement des petits partis (que l'on a parfois qualifié d'atomisation de la vie politique) peut être légitimement imputé à l'élection directe, c'est-à-dire au double vote de l'électeur, comme si ce dernier, ayant voté pour un candidat au poste de premier ministre, se sentait ensuite libre de choisir parmi l'ensemble des possibilités que lui offre l'échiquier des partis.

Les choses ne sont pas aussi claires. Ainsi, il suffit de faire remarquer que l'hégémonie des deux grands partis (Likoud et travaillistes) sur la vie politique israélienne, qui avait atteint un pic en 1981 (ils obtenaient 95 sièges sur les 120 de la Chambre), n'avait cessé de diminuer de manière constante, puisque le total des mandats de ces deux partis tombait à 85 en 1981, puis à 79 en 1984 et à 76 en 1992 (dernier scrutin avant l'application de la réforme). Le chiffre passait ensuite à 66 en 1996 et enfin à 45 en 1999.

En d'autres termes, la réduction des grands partis était inscrite dans la réalité politique avant l'introduction de la réforme, laquelle, sans doute, aura contribué à l'accélérer. On doit ajouter à ces remarques deux éléments importants. D'une part, l'élection directe a aidé à porter au pouvoir des candidats disposant d'un certain charisme - notamment télévisuel - ce qui cependant ne constituait pas une garantie de compétence ni de succès (Nétanyahou et Barak étaient des novices en politique). D'autre part, l'ampleur des problèmes politiques posés au pays (les relations entre la religion

et l'Etat et la crise palestinienne) ne favorise guère la stabilité politique.

Quoi qu'il en soit, le rôle des petits partis a perturbé le fonctionnement du système parlementaire dans la formule si particulière de 1992. La progression du parti Shass, représentant l'orthodoxie séfarade, qui a obtenu 17 sièges aux élections de 1999 (contre 26 aux travaillistes et 19 au Likoud) représente, par ailleurs, une menace pour l'équilibre général du parlementarisme israélien.

Le bilan de la réforme de 1992, aujourd'hui abandonnée, est évidemment négatif

Avant même son introduction, l'élection directe avait fait l'objet de critiques très sévères. S'était constitué un véritable lobby - formé d'hommes politiques de tous les partis ainsi que de politiciens - pour sa suppression. Celui-ci a finalement réussi en extrême à la faire voter à la majorité requise (la réforme a été votée par 72 députés alors qu'il en fallait au moins 61).

Dans son principe premier, la réforme rétablit la pratique ancienne : consultations des formations politiques par le président de l'Etat après les élections et désignation d'un député pour former le nouveau gouvernement. Celui-ci doit être investi à la majorité absolue (61 députés). La grande nouveauté réside dans l'adoption d'une technique empruntée de la Loi fondamentale de République fédérale allemande : le vote de défiance constructif. Une motion de censure ne peut être adoptée (à la majorité absolue) que si celle-ci comporte le nom du

successeur proposé par cette même majorité.

On voit bien l'objectif : éviter qu'une majorité hétéroclite ne puisse se former pour renverser un gouvernement, sans être en mesure de soutenir la formation d'un nouveau cabinet. De plus, le premier ministre est désormais investi d'un pouvoir que le système antérieur à l'élection directe ne lui reconnaissait pas : le pouvoir de dissolution de la Chambre. Lequel ne pourra être exercé qu'avec l'accord du président de l'Etat, dans la mesure où il sera convaincu qu'aucune majorité ne peut se former sur la base de la composition de la Knesset en cours. Un ajout ingénieux peut être souligné : la dissolution ne deviendra effective qu'à l'expiration d'un délai de 14 jours. Au cours de cette période, une majorité de députés pourra faire savoir qu'elle est en mesure de soutenir un premier ministre. Dans cette hypothèse, la dissolution n'aurait pas lieu.

A nouveau, de grands espoirs sont mis dans cette réforme qui apparaît comme autre chose qu'un simple retour en arrière. Elle s'inscrit évidemment dans le mouvement de rationalisation du parlementarisme que les constitutionnalistes connaissent bien. Pourtant, dans une large mesure, cette réforme, à l'image de la précédente, apparaît surtout comme un ersatz au véritable changement : le remplacement de la proportionnelle intégrale par un système qui comporterait un certain dose de scrutin majoritaire (à l'image du double vote pratiqué en Allemagne).

Si d'aventure les prochaines élections ne devaient pas permettre la réduction des petits partis et une recomposition, au profit des deux grandes formations, la situation risquerait d'être pire que celle qui prévaut actuellement.

Claude Klein est professeur de droit constitutionnel à l'Université hébraïque de Jérusalem.

Agriculture, le douloureux virage par Jean Matouk

L'AGRICULTURE française aborde aujourd'hui la troisième étape de son évolution séculaire. Cette entrée ne peut qu'être douloureuse car il s'agit de la remise en cause d'une mécanique imbriquée étroitement l'économie et la politique. La douleur risque d'être d'autant plus forte qu'agriculture et élevage sont simultanément soumis à des aléas climatiques nouveaux et à deux épidémies, qui vont éprouver nombre d'exploitations.

Il y a cent vingt ans, l'agriculture française – encore largement d'auto-subsistance – occupait plus de 50 % de la population active. Après une brève hésitation sous Napoléon III, le gouvernement, dont l'assise électorale était très largement paysanne, allait créer, autour de cette agriculture, une barrière protectionniste qui culmina avec les dispositions de Méline. Il prenait ainsi l'exactly contre-pied du gouvernement britannique, dont l'électorat paysan était quantitativement beaucoup plus réduit et qui, par les *corns laws* (1846), avait provoqué une vaste substitution des produits importés à la production nationale. L'avance industrielle et tertiaire de l'économie britannique s'en trouva renforcée, le peuple anglais pouvant ainsi être nourri à meilleur coût, alors même que la France allait supporter le poids de la sauvegarde d'une agriculture massive et les prix de denrées évidemment plus chères.

Il est vrai que le choix français, dans un monde où les Etats-nations étaient en plein essor, garantissait l'autonomie alimentaire, principal argument développé durant la III^e République pour justifier le protectionnisme. Par ailleurs, du fait de la plus grande fécondité des familles paysannes, leur maintien à la terre soutenait une natalité qui donnait déjà des signes de faiblesse. Il est donc tout à fait normal que le problème agricole se soit posé avec acuité lors des négociations et des premières années d'application du traité de Rome. Entre-temps, les gaullistes, s'engouffrant derrière le général de Gaulle lors de son retour aux affaires, avaient remplacé les

radicaux comme groupe central de notre vie politique. Mais pour satisfaire l'électorat agricole, dont le poids électoral fut volontairement maintenu par l'artifice du découpage électoral et, en même temps, satisfaire au traité de Rome, il fallut transposer et compléter le simple protectionnisme national. Ce fut la deuxième étape historique.

Elle eut deux composantes. La première fut de défendre bec et ongles à Bruxelles, quitte à y pratiquer temporairement la politique de la « chaise vide », un protectionnisme agricole européen doublé d'une subvention directe aux agriculteurs fondée sur les prix, afin que l'Europe puisse exporter aux prix mondiaux sans que les agriculteurs en ressentent vraiment les contraintes économiques. La seconde fut, en interne, une cogestion étroite entre le gouvernement et la FNSEA, érigée en unique interlocuteur, visant à favoriser la productivité agricole, pour tenir les subventions bruxelloises à un niveau tolérable par nos partenaires, et, en même temps, à cadencer et contrôler la diminution du nombre des exploitations et les bénéficiaires des regroupements de terres.

Si tous les agriculteurs européens profitèrent aussi des subventions, c'est la France, compte tenu du nombre de ses agriculteurs, qui apparaissait comme la seule vraie revendicatrice et bénéficiaire du système. Cette politique productiviste favorisait, par ailleurs, l'adoption massive d'engrais et de pesticides, et la mécanisation au prix d'un endettement massif.

En France, le revenu agricole moyen apparent, bien que constitué de 20 % ou 30 % de subventions, était inférieur au revenu moyen des autres catégories socioprofessionnelles, ce qui constituait un argument de poids dans le débat national. Mais on oubliait d'ajouter que la femme de l'agriculteur, ses enfants ou lui-même apportaient un revenu non agricole qui, pour l'exploitation modale de 35-50 hectares d'équivalent blé représentait, en 1970, un supplément compris entre 80 % et 100 % du revenu agri-

cole. Cependant, chaque année, la cohorte des 20 % de vrais « sous-smicards » était décimée par des faillites liées au surendettement, mais cette décimation était implicitement bien contrôlée par les liens étroits entre FNSEA et caisses locales de Crédit agricole. Elle restait politiquement gérable. Les syndicats minoritaires qui mettaient en cause cette cogestion, étaient muse-

en plus bas, la Communauté européenne et les Etats-Unis amorcèrent une destruction progressive des agricultures vivrières du tiers-monde, contraignant celui-ci à l'importation de ses protéines végétales.

Ce système a fort bien fonctionné pendant vingt ans (1960-1980), la FNSEA assurant régulièrement la réélection des députés RPR et le maintien d'une majorité dont ses

teurs ont pris conscience des excès de la chimie en agriculture : « malbouffe », pollution des rivières... Les dirigeants européens dans leur ensemble, français inclus, réalisent bien que le système doit être modifié. La condamnation toute récente de la France par la Cour européenne pour pollution excessive de l'eau potable en Bretagne comme la crise de la vache folle en sont les signaux d'alarme les plus récents. Nous entrons dans le virage vers la troisième étape. La FNSEA aura bien du mal à le négocier.

C'en est fini du complexe syndicalo-administratif agricole français, dont les exploitations sont les appendices perfusés, à partir des budgets européen et national, par un entrelacement de tuyaux à péage – de sections fort différentes – avec ses prolétaires, régulièrement décimés. Les agriculteurs, dont la FNSEA revendique, pour ce qui l'arrange, la qualité d'entrepreneurs, vont devoir effectivement le devenir et faire face à un nouveau marché, beaucoup plus qualitatif.

Le contrat territorial d'exploitation (CTE), créé en 1998 par Louis Le Penec, leur proposait déjà de combiner agriculture et protection de l'environnement. C'est maintenant le produit lui-même qui est officiellement en cause. Le consommateur va payer plus cher un produit d'élevage, de maraîchage ou d'arboriculture qui sera encore subventionné, mais en contrepartie d'une exigence de qualité, par usage réduit voire nul de pesticides. Une réelle

concurrence qualitative va s'installer entre exploitations, dont seules subsisteront finalement celles qui seront des entreprises à plein temps. Quant aux « grandes cultures », elles devront affronter la concurrence mondiale avec des subventions tendant vers zéro. On arrivera aux 400 000 exploitations rentables que pronostiquait le lucide commissaire européen Sicco Mansholt en 1970, provoquant la fureur de la FNSEA.

Même si elle a sauvé sa majorité au sein d'un monde paysan déboussolé, celle-ci est aujourd'hui dépassée par l'histoire et par la société. Elle doit faire une volte-face délicate vers l'impératif écologique et qualitatif, qu'elle n'ait encore récemment. Elle sait que l'Etat ne peut plus ignorer les aspirations des autres citoyens à la « bonne bouffe », à la propreté de l'eau, ni les besoins budgétaires prioritaires d'autres secteurs, et qu'il n'aura donc plus jamais pour elle, quels qu'en soient les responsables, les mêmes attentions électoralistes. Les prolétaires de l'agriculture, dont la décimation va malheureusement continuer, doivent bénéficier de la solidarité nationale comme d'autres personnes dans le besoin. Mais les autres agriculteurs, à temps plein ou partiel, ne pourront plus s'appuyer sur eux pour se constituer rentes et prébendes.

Jean Matouk est professeur d'économie honoraire.

C'en est fini du complexe syndicalo-administratif agricole français, dont les exploitations sont les appendices perfusés, à partir des budgets européen et national, par un entrelacement de tuyaux à péages

lés. Elle permettait du même coup, par Safer interposées, d'agrandir les exploitations des agriculteurs bien placés auprès du syndicat.

On eut, de manière aussi régulière qu'absurde, des « montagnes » européennes de lait et de beurre, très coûteuses à financer, des destructions massives de fruits et légumes, des distillations de « vins de table », des arrachages suivis de replantations tout aussi massives, le tout obtenu par des manifestations savamment contrôlées par la FNSEA. De plus, rivalisant dans l'exportation de céréales à prix de plus

dirigeants savaient qu'ils retrouveraient ainsi un Etat reconnaissant. A partir de 1980, ce fonctionnement se grippa un peu. M^{me} Thatcher, refusant que la Grande-Bretagne paie plus qu'elle ne recevait, en particulier pour l'agriculture, réclama chaque année son chèque en remboursement. Le souci général de réduire le déficit budgétaire et les impôts conduisit Bruxelles à plus de rigueur. La FNSEA put alors en faire porter la responsabilité sur la gauche revenue aux affaires.

Mais surtout, depuis une dizaine d'années, les citoyens et consomma-

Les crimes contre la culture ne doivent pas rester impunis

Suite de la première page

En fait, par leurs actes destructeurs, les talibans desservent l'islam au lieu de contribuer à son rayonnement et ils assassinent la mémoire d'un peuple, le peuple afghan, qui puisait dans son patrimoine les repères de son identité et de ses valeurs. De même qu'ils desservent, en le privant d'une de ses richesses, cet Afghanistan qu'ils veulent diriger.

Rien n'a pu empêcher ce crime. Aucune voix n'est parvenue à faire entendre raison aux talibans : ni l'ampleur de la protestation internationale ni la qualité des émissaires, religieux ou autres, envoyés vers eux. Au-delà de la perte déjà immense des bouddhas, c'est un acte sans précédent qui vient d'avoir lieu. Pour la première fois, une autorité centrale – non reconnue il est vrai – s'est arrogé le droit de détruire un bien de notre patrimoine à tous. Pour la première fois, l'Unesco, chargée par son acte constitutif de préserver le patrimoine universel, est confrontée à une telle situation.

Bien sûr, le passé a connu d'autres destructions. Des décisions ponctuelles ont pu émailler l'histoire de nombreux pays, des mouvements iconoclastes ont pu exercer leurs ravages au sein d'une religion, des situations révolutionnaires ont pu entraîner des débordements dévastateurs et, plus près de nous, la ville de Dubrovnik ou le pont de Mostar ont pu être pris pour cibles parce qu'ils étaient des symboles. Mais on croyait être définitivement entré dans une nouvelle ère, une ère de plus grand respect et d'estime pour le patrimoine, un patrimoine dans lequel chacun apprenait à lire les symboles d'une appartenance à la fois commune et plurielle.

L'Unesco y avait largement contribué en travaillant dans trois grandes directions : la protection des biens culturels en cas de conflit armé, avec la Convention de La Haye ; la lutte contre le trafic

illicite de ces mêmes biens, avec divers instruments normatifs ; et la promotion, dès 1972, de l'idée même de patrimoine universel. Le succès de la liste du patrimoine mondial illustre d'ailleurs parfaitement l'ampleur de cette prise de conscience et de ce nouvel état d'esprit attentif au patrimoine.

L'attachement populaire à un patrimoine aussi bien proche que lointain est un fait nouveau, et il n'est pas sans rapport avec le processus de mondialisation en cours. Un processus où chacun se sent partie prenante du « village planétaire » tout en éprouvant le besoin de repères, le besoin de se reconnaître dans des monuments ou sites porteurs de valeurs et de sens. Qu'on ne s'y méprenne pas. Ce ne sont pas seulement des pierres qui viennent d'être détruites. C'est une histoire, c'est une culture, ou plutôt les témoins de la rencontre, possible et fructueuse, entre deux grandes civilisations, et c'est une leçon de dialogue interculturel qu'on a voulu effacer.

C'est bien pourquoi il faut qualifier de crime l'acte fou perpétré par les talibans, à Bamiyan ou dans les musées d'Afghanistan, contre des statues préislamiques. Une telle régression culturelle ne doit pas être permise. Ce crime appelle un nouveau type de sanctions. Il y a quelques jours à peine, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie nous a montré l'exemple en faisant figurer la destruction de monuments historiques parmi les seize chefs d'accusation retenus dans son action concernant l'attaque de 1991 contre le port historique de Dubrovnik, en Croatie.

La communauté internationale ne doit pas rester passive, elle ne doit plus tolérer les crimes contre les biens culturels. Face à l'acte, isolé mais lourd de danger, des talibans, l'Unesco prendra les mesures qui s'imposent. Notamment pour lutter contre le trafic de biens culturels afghans, qui va certainement, hélas, se renforcer, et pour sauver le reste du patrimoine – préislamique ou islamique – de ce pays, mais aussi pour envisager, dans le cadre du Comité du patrimoine mondial, un renforcement des protections. La communauté internationale a perdu les bouddhas de Bamiyan ; elle ne doit plus rien perdre.

Koïchiro Matsuura



Forte progression des résultats pour la septième année consécutive
Résultat Net 2000 : + 27 %

130 000 COLLABORATEURS

► HÔTELLERIE
 3 500 hôtels
 90 pays
Sofitel, Novotel, Mercure, Ibis, Etap Hotel, Formule 1, Motel 6, Red Roof Inns
Accorhotels.com

► SERVICES
 12 millions d'utilisateurs quotidiens
 31 pays
Ticket Restaurant, Clean Way, Chilacare Vouchers, Top Premium
Accorservices.com

► Agences de voyages
► Casinos
► Restauration
► Services à bord des trains

ACCOR.COM

(en € millions)	1999	2000	Variation
Chiffre d'Affaires	6 105	7 007	+ 14,8 %
Résultat Brut d'Exploitation	1 560	1 891	+ 21,2 %
Résultat avant impôt	595	751	+ 26,2 %
Résultat Net Part du Groupe	352	447	+ 27,0 %
Marge Brute d'Autofinancement	778	984	+ 26,5 %

► BÉNÉFICE NET PAR ACTION ET DIVIDENDE
 Le BNPA augmente de 17,5 % à € 2,28. Le dividende qui sera proposé à l'Assemblée Générale est de € 1 par action auquel s'ajoute l'avoir fiscal, contre € 0,90 l'an dernier.

► AMÉLIORATION DE LA RENTABILITÉ
 Le développement du Groupe et les réalisations du projet Accor 2000 ont permis de porter la marge avant impôt à 10,7 % en 2000 après 9,7 % l'année précédente. Le retour sur capitaux employés atteint 11,7 % contre 11,2 % en 1999.

► CROISSANCE ÉQUILIBRÉE SUR DES MARCHÉS PORTEURS
Hôtellerie - Les moteurs de la croissance pour 2001 et les années à venir reposent sur :
 - les fondamentaux favorables du secteur : en Europe la croissance de la demande est supérieure à celle de l'offre ; elle est équilibrée aux Etats-Unis, tandis que le tourisme international continue son expansion à long terme,
 - la poursuite du développement dynamique de Accor qui met l'accent sur l'Europe et les grandes métropoles internationales, sur toute la gamme de 0 à 5 étoiles,
 - l'amélioration de la rentabilité grâce à l'accroissement des ventes (politique de prix, internet) et à une meilleure gestion des coûts (distribution, internet, économies d'échelle dues à la puissance du réseau).
Services - Représentant 17 % des résultats de Accor en 2000, ils bénéficient d'une position de leader mondial. Leur développement rapide et rentable se poursuit au niveau :
 - géographique, avec la pénétration de nouveaux marchés à forte croissance (Chine, Venezuela, Europe Centrale...),
 - des produits (productivité et motivation des salariés),
 - de la technologie (passage du ticket à la carte électronique).

► TENDANCES POSITIVES À FIN FÉVRIER 2001
 RevPAR (chiffre d'affaires par chambre disponible) : Europe + 10,8 %, Etats-Unis (hôtellerie économique) + 4,1 %. Volume d'émission des services : + 12,4 %.

► OBJECTIFS 2001-2005
 Résultats : croissance annuelle à deux chiffres
 BNPA : doublement en cinq ans

Retransmission vidéo en direct de la réunion analystes du 14 mars 2001 à 8h30 sur : www.accor.com/finance
 Service Relations Actionnaires 0811 01 02 03 (prix appel local)
Assemblée Générale des actionnaires : 29 mai 2001 au Sofitel Paris Forum Rive Gauche

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

L'Europe du livre

POUR la deuxième fois, l'Allemagne est l'invitée du Salon du livre de Paris. La première fois, c'était en 1989, quelques mois avant la chute du Mur de Berlin. Avec l'Allemagne réunifiée, c'est un nouveau pays qui est aujourd'hui l'hôte de la grande fête du livre, au moment où les relations entre les deux pays se sont distendues et que le moteur franco-allemand, qui a toujours tiré l'Europe, est en panne.

La Salon du livre est une bonne occasion pour les deux pays de célébrer leurs retrouvailles. L'un et l'autre affichent des positions communes dans le combat pour le prix unique du livre. Depuis plusieurs mois, les autorités et les organismes professionnels français et allemands bataillent pour défendre un système de régulation du prix du livre, face aux dangers du commerce électronique et aux réticences de la Commission européenne. En France comme en Allemagne, on considère que le principe du prix unique doit être aussi appliqué sur le Net.

La loi sur le prix unique, qui va fêter ses vingt ans en France, a contribué à la bonne santé retrouvée de l'édition française et de la librairie en 2000. De même, l'accord interprofessionnel qui régit depuis plus de cent ans l'industrie du livre en Allemagne est à l'origine de sa formidable puissance.

Car l'Allemagne est le pays du livre. L'imprimerie y est née, le commerce y a été solidement organisé autour des Foires de Leipzig puis de Francfort. C'est aussi le pays du premier éditeur

du monde, Bertelsmann, qui est également le premier éditeur américain.

Si elle semble parfois souffrir de complexes à l'égard d'autres secteurs, il faut rappeler que l'édition est la première industrie culturelle en Europe. La concentration y est forte, à l'image du poids qu'occupent en France Vivendi Universal et Hachette. Mais, à côté des grands groupes, des centaines de maisons d'édition en Europe contribuent au dynamisme du secteur. Même de petits éditeurs comme POL, Autrement, Le Dilettante, Les Arènes, Le Cherche-Midi ou L'Aube ont des titres qui sont classés parmi les meilleures ventes de l'année 2000.

C'est la multiplicité de ces maisons qui fait la richesse - et parfois la fragilité - du secteur. Dans tous les pays d'Europe, des éditeurs refusent de céder à la facilité des best-sellers conçus selon des critères purement commerciaux. Réunis à Paris avant le Salon du livre, cinquante éditeurs européens ont montré que, si la production américaine domine souvent le marché, les productions française et européenne connaissent de réels succès. La concentration dans l'édition est de plus en plus importante et risque de s'accroître avec les nouvelles technologies, mais elle est moins marquée que dans la musique ou le cinéma. Si la production cinématographique européenne est faible, à l'exception de la France, l'offre éditoriale résiste en Europe, où elle est beaucoup plus variée. Autant de bonnes raisons pour continuer à défendre l'Europe du livre.

Bon voyage aux cerveaux

LIBRE CIRCULATION des biens, libre circulation des personnes. Il est pourtant un domaine où cette évolution vers plus de libéralisme est tenue pour quasi hérétique : celui de la matière grise. La « fuite des cerveaux » terrifie. En France en particulier. Une quantité importante de docteurs ès sciences ou d'ingénieurs diplômés de grandes écoles quittent chaque année le territoire national pour gagner des contrées, les Etats-Unis en particulier, où ils sont mieux payés. Perte sèche, estime-t-on dans l'Hexagone. « L'Europe n'a pas vocation à devenir un institut de formation pour des jeunes attirés par des pays qui n'ont pas financé cette formation », s'était ainsi alarmé Roger-Gérard Schwartzberg, ministre de la recherche, le 21 novembre 2000, lors du colloque « Vers un espace européen de l'innovation » tenu à Lyon, alors que la France assurait la présidence de l'Union.

Deux études viennent pourtant éclairer d'une tout autre façon ce phénomène. La première, intitulée « Présence française en technologies de l'information autour de la baie de San Francisco et dans la Silicon Valley » a été réalisée en juillet 2000 par l'ambassade de France aux Etats-Unis. Un an avant sa publication, un institut de recherche de San Francisco, le Public Policy Institute of California (PPIC), s'était livré au même type d'analyse mais pour les populations chinoise et indienne. Les conclusions de ces deux études, très précises tant au plan qualitatif que quantitatif, convergent. Les cerveaux ne fuient pas ; s'ils partent, même pour des contrées aussi attrayantes pour un scientifique que la Silicon Valley californienne, c'est ensuite pour mieux revenir. Les cerveaux voyagent et retour-

nent au pays, enrichis d'une expérience, mais aussi de connaissances, de réseaux de relation, qu'aucune formation ne peut procurer. Globalement leur départ vers d'autres lieux, surtout s'ils sont californiens, rapporterait plus qu'il ne coûte. Individuellement, certes, mais aussi au plan macroéconomique.

La formation initiale, financée par le contribuable, se bonifie lorsque ceux qui en ont bénéficié se frottent à la culture des affaires à l'américaine. Les pays qui ont favorisé l'essaimage de leurs cerveaux ont ensuite vu leurs échanges commerciaux évoluer favorablement. Dans ce scénario pour trois acteurs, le scientifique, son pays d'accueil, et son pays d'origine, tout le monde est gagnant.

PRÉSENCE DE DIPLOMES FRANÇAIS

Plutôt que de la redouter, ne faudrait-il donc pas au contraire favoriser cette émigration temporaire de jeunes diplômés, tout en faisant le maximum d'efforts pour qu'à leur retour ces scientifiques et ingénieurs puissent exploiter au mieux les connaissances intellectuelles et les réseaux acquis au contact de cette autre culture ? Certes, en cette période où le manque de têtes pensantes dans certains secteurs comme les technologies de l'information est patent, une telle stratégie peut paraître dangereuse. Mais le passé a aussi montré que ces pénuries sont bien souvent de courte durée. Les sociétés de services informatiques se lamentaient déjà du manque de personnel formé au début des années 80. Ce qui ne les a pas empêchées de tailler dans leurs effectifs à la fin de cette même décennie. Une plus grande présence de diplômés français aux Etats-Unis dans les années

1990 aurait sans doute éveillé plus tôt la France à la Netéconomie, dont la remise à niveau boursière actuelle ne doit pas occulter l'importance et la valeur. Certes quelques Français tiennent ou ont tenu des postes de haute responsabilité dans des entreprises de haute technologie californiennes : tels Jean-Louis Gassée, fondateur et PDG de Be Inc, Eric Benhamou, fondateur et président de 3Com, ou Alain Rossmann, président de Openwave. Mais ces quelques stars ne doivent pas masquer la réalité.

Le nombre de Français dans les entreprises américaines de technologies de l'information et de la communication (les TIC) s'élèverait à environ 4 000 personnes, estiment Ludovic Ledru, de l'Essec, et Stéphane Raud, attaché pour la science et la technologie au consulat général de San Francisco, et co-auteurs de l'étude commanditée par l'ambassade citée plus haut. « Cette population connaît une croissance importante depuis environ trois ans », écrivent-ils. Néanmoins, les Français restent peu représentés par rapport à leurs voisins allemands et britanniques. » De 1987 à 1997, l'immigration française aux Etats-Unis équivalait au tiers de l'immigration allemande et au quart de l'immigration britannique. Et la croissance en question pourrait n'avoir été que de courte durée.

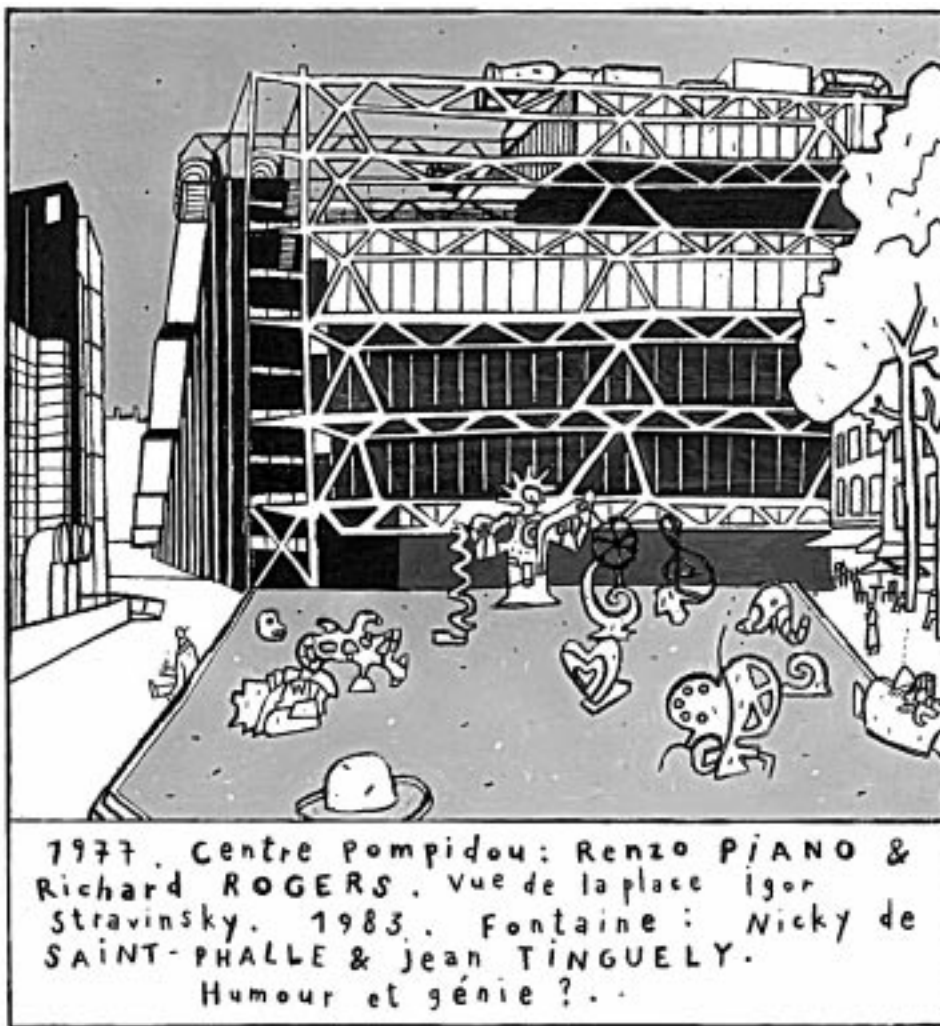
Depuis le début du e-krach, c'est-à-dire la chute des valeurs boursières des entreprises du Net, nombre de Français qui avaient un moment cru pouvoir faire fortune outre-Atlantique seraient en train de plier bagages plus tôt que prévu. Ils ne feront peut-être que conforter les statistiques concluant à la brièveté du séjour des Français aux Etats-Unis : la majorité y reste moins de trois ans et ils ne sont qu'environ 10 % à y être implantés depuis plus de 12 ans. L'éducation des enfants et plus largement « l'attachement aux racines » justifie le retour de la plupart d'entre eux. Les opportunités professionnelles aussi : les diplômés de l'université restent plus longtemps à l'étranger que les ingénieurs.

A la différence des Français, les Indiens et Chinois sont venus en masse et plus durablement en Californie. A tel point que, selon AnnaLee Saxenian, auteur de l'étude du PPIC, ils dirigent actuellement le quart de toutes les firmes de haute technologie de la région. « Quand on dit que la Silicon Valley s'est bâtie sur les CI, ce n'est pas de circuits intégrés qu'il s'agit, mais de Chinois et d'Indiens ! » Cette forte présence ne doit pas laisser croire que les pays d'origine se sont du coup vidés de leurs meilleures têtes. Les taux de retour varient considérablement en fonction des opportunités offertes par les pays d'origine : selon une étude de la National Science Foundation réalisée en 1998, si à peine plus de 20 % des Indiens sont revenus, en revanche le taux est de 60 % pour les Taïwanais.

« Une communauté transnationale d'ingénieurs chinois a favorisé la circulation de capitaux, de talents et d'information entre la Californie et la région de Hsinchu-Taïpei (Taïwan). Le mouvement s'est fait dans les deux sens », a observé AnnaLee Saxenian. Des start-up créées par des immigrés chinois ont bénéficié de capitaux asiatiques, d'autres ont sous-traité leur fabrication à Taïwan, ou leurs logiciels en Inde, et pratiquement tous vendent leurs produits en Asie. Le gouvernement taïwanais a favorisé l'établissement de partenariats avec des fabricants de semiconducteurs basés à Hsinchu ; et aujourd'hui cette région fonctionne à la manière de la Silicon Valley ; ses usines de semiconducteurs concurrencent les meilleurs firmes américaines et japonaises. Immigration, investissement, commerce et développement économique bénéficient mutuellement les uns des autres, conclut AnnaLee Saxenian. Reste aux politiques d'en être convaincus.

Annie Kahn

Le piéton contemporain par Lionel Koechlin



Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhometou
Directeur artistique : Dominique Royonette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef : Alain Frachon (Éditoriaux et analyses) ; Laurent Greilsamer (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kajman (Débats) ; Eric Fottorino (Enquêtes) ; Éric Le Boucher (International) ; Patrick Jarreau (France) ; Anne Chemin (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Vers un armistice de fait en Corée ?

D'APRÈS le *New York Times*, les Etats-Unis « semblent arriver à estimer que l'œuvre militaire des Nations unies prendra fin quelque part dans le voisinage du 38^e parallèle ».

Si l'hypothèse du grand journal américain se vérifie, elle suggère la réponse du gouvernement américain à la question implicitement posée par le général Mac Arthur dans une récente conférence de presse. Il déclarait que sans de nouveaux renforts il ne pourrait poursuivre sa campagne en Corée du Nord, que la ligne du front atteindrait bientôt « une position d'équilibre militaire » et que des décisions vitales devraient être prises, à la fois militaires et politiques.

Comme il attribuit aux Chinois l'intention de procéder à une « nouvelle et massive offensive de printemps », on supposera que

dans son esprit les décisions auxquelles il fait allusion auraient dû lui fournir de nouveaux moyens et lui permettre de faire avancer les forces des Nations unies, voire de bombarder la Chine.

La réponse du gouvernement américain ne serait pas, apparemment, dans ce sens. Il préférerait voir les opérations militaires se stabiliser au centre de la Corée, aussi longtemps tout au moins qu'une nouvelle offensive chinoise ne nécessitera pas une réplique plus énergique.

En somme les événements des cinq derniers mois auraient conduit le gouvernement de Washington à prendre un parti auquel il pouvait s'arrêter dès les premiers jours d'octobre, époque où les armées de Mac Arthur franchirent pour la première fois le 38^e parallèle.

(16 mars 1951.)

L'introuvable troisième aéroport parisien

TOUT LE MONDE souhaite prendre l'avion mais personne ne veut qu'il passe au-dessus de sa tête. S'il y a un domaine où la France est schizophrène, c'est celui des aéroports. Dès qu'il est question de créer une plate-forme, de l'agrandir ou de modifier les couloirs aériens, des milliers de personnes se mobilisent pour marquer leur hostilité, avec parfois des interférences électorales.

La réaction des riverains semble, à chaque fois, surprendre les autorités, qui trouvent toujours le même type d'échappatoire, en substance : « Rien n'est encore décidé ; nous en sommes au stade des hypothèses ; les études doivent être encore approfondies ; la concertation des riverains n'est pas achevée. » Langue de bois révélatrice de l'incapacité du gouvernement et de l'administration à s'en tenir à un code de conduite.

D'abord, tout se passe comme au bon vieux temps du droit régalien : les « grands serviteurs » de l'Etat conçoivent un projet avec la certitude qu'ils ont trouvé la solution idéale. Ensuite, le projet filtre sur la place publique et les riverains protestent. Le gouvernement tente alors de calmer les esprits. Quand il ne se trouve pas en situation de tenir des propos contradictoires.

L'affaire du troisième aéroport parisien est exemplaire d'une situation où les décideurs ne se sont pas encore résolus à basculer dans une autre culture - celle de la consulta-

tion franche et systématique des citoyens pour les grands équipements - malgré les déclarations répétées dans ce sens. Quelques semaines après son arrivée au pouvoir, la gauche plurielle gèle le projet de nouvelle plate-forme envisagée par le gouvernement d'Alain Juppé et décide la construction de deux nouvelles pistes à Roissy. Opération qui s'inscrivait dans le plan de rétablissement d'Air France.

QUADRATURE DU CERCLE

La catastrophe du Concorde relance le dossier. Lionel Jospin annonce, le 26 octobre 2000, la volonté du gouvernement de créer une nouvelle desserte dans le Bassin parisien dont la réalisation fera l'objet d'études techniques approfondies et d'une consultation au titre de la Commission nationale du débat public (CNDP) ; le choix du site dans l'une des trois régions concernées - Centre, Picardie, Champagne - devant se faire à l'issue de la procédure de concertation.

Dans la lettre de mission adressée à Pierre Zémor, le nouveau président de la CNDP, M. Jospin enjoint d'organiser un débat public qui devrait être engagé en avril ou mai, de sorte que le gouvernement puisse prendre sa décision à l'automne. Jusque-là, le scénario arrêté par Matignon est respecté à la lettre. Mais voilà que, quelques jours plus tard, Didier Lallemend,

préfet de l'Aisne, écarte le plateau de Fère-en-Tardenois (Aisne), au nord-est de Château-Thierry. Ainsi, un des sites possibles en Picardie est éliminé a priori alors que les procédures de consultation n'ont pas encore commencé.

Comment expliquer l'initiative du représentant de l'Etat ? Elle n'a en tout cas pas été télécommandée par le ministère des transports. Dans l'entourage de Jean-Claude Gayssot, on ne veut pas commenter l'annonce de M. Lallemend, mais on ne se prive surtout pas d'assurer qu'aucun site ne peut être écarté à ce stade. L'explication ne peut être donc que purement politique et électorale. Le mouvement de protestation contre un aéroport international dans l'Aisne a décidé de présenter six candidats aux élections cantonales dans les arrondissements de Château-Thierry, Soissons et Laon. Comme le président du conseil général, Jean-Pierre Balligand (PS) - partisan de la réalisation du projet dans son département en raison des emplois qu'il générerait (autour de 30 000) -, ne dispose que d'une majorité étroite dans l'assemblée actuelle, la prudence a prévalu. Précaution excessive, apparemment, puisque les candidats anti-aéroport n'ont pu passer le premier tour des cantonales.

Cette péripétie augure mal de la place qui sera finalement donnée au débat public, présenté comme la

grande innovation du chantier de l'aménagement du territoire, mais qu'une manifestation ou une élection locale suffit à rendre caduc.

Le développement du trafic aérien suppose que la France augmente de manière sensible ses capacités aéroportuaires et réorganise ses couloirs aériens, dont les tracés ont été définis voilà trente ans. Le troisième aéroport parisien se trouve au centre du futur dispositif. Il faudra trouver son site dans le « désert français ». Il faut aussi résoudre la question du développement des aéroports régionaux qui devront assurer le relais pendant plusieurs années en attendant que la plate-forme dans le Bassin parisien soit opérationnelle. Les associations de défense des riverains sont déjà en ordre de bataille autour des principales dessertes régionales.

L'opération pour le gouvernement de Lionel Jospin relève de la quadrature du cercle. Il est tenu de trouver un compromis entre les impératifs d'aménagement du territoire, le confort des riverains et les intérêts d'Air France ; la compagnie nationale étant contrainte - concurrence européenne et internationale oblige - de s'appuyer sur un pôle de correspondances (hub) compétitif, comme le font déjà ses principales rivales à Londres, Amsterdam ou Francfort.

Marcel Scotto

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

TRANSPORT La Grande-Bretagne et l'Allemagne s'interrogent sur l'avenir de leur secteur ferroviaire. ● EN GRANDE-BRETAGNE, un rapport officiel critique les modalités de

la privatisation. Il préconise une nouvelle organisation, mais surtout évalue à 60 milliards de livres les investissements nécessaires pour redresser la situation. Or, sur cette somme,

la moitié viendrait du budget de l'Etat. ● CE RAPPORT préconise également de mettre Railtrack, la société chargée de l'infrastructure ferroviaire, en concurrence avec d'autres

opérateurs privés lors des futurs investissements. ● EN ALLEMAGNE, le ministre des transports préconise le démantèlement de la Deutsche Bahn. Celle-ci chapeaute à la fois les

filiales chargées de transporter les voyageurs et les marchandises et celle chargée du réseau. Le ministre recommande de séparer cette dernière pour favoriser la concurrence.

Le sauvetage du rail britannique passerait par sa renationalisation rampante

Un rapport réalisé par l'autorité ferroviaire, outre-Manche, estime que les chemins de fer ont besoin de 60 milliards de livres, soit environ 624 milliards de francs sur dix ans, pour tourner la page de la privatisation ratée

LONDRES

de notre correspondant à la City
Au bord de la rupture en raison de décennies de sous-investissement et des ratés de la privatisation, les chemins de fer britanniques traversent une forte turbulence. Selon le plan présenté le 13 mars par l'autorité du rail, les investissements colossaux sur dix ans et la réforme du cahier des charges de Railtrack – la société privée chargée des voies, de l'infrastructure et des gares – devraient permettre de tourner la page des errements de la dénationalisation. Mais ce programme tracé seulement dans les grandes lignes et qui apparaît comme un tour de passe-passe financier engendre le scepticisme dans la City.

Sir Alastair Morton, le président de la Strategic Rail Authority (SRA), se frotte les mains. L'annonce en grande pompe de son plan de sauvetage du rail britannique est, dit-il, le jour de sa vie. Son rêve : « transformer le système ferroviaire britannique en un réseau de classe mondiale ». Y est-il arrivé dans ce document dont la publication avait été retardée par la catastrophe de Hatfield, en octobre 1999, provoquée par un rail brisé sur une portion de voie en mauvais état notoire ? Tout le monde en doute, mais pour l'heure, l'ancien copatron d'Eurostar savoure son premier bulletin de victoire, la mise au point d'une stratégie décennale destinée à sortir le rail britannique des affres de la privatisation. Son objectif est clair : mettre sur la touche Railtrack en favorisant les sociétés ferroviaires qui font rouler les trains.

Ces propositions sont basées sur la création de « special purpose vehicles », un partenariat entre le secteur privé et les pouvoirs publics, destiné à financer les nouveaux projets d'investissement ou la modernisation des installations existantes. Railtrack, qui perd ainsi son monopole en la matière, devient un acteur comme un autre, au même titre que les opérateurs ferroviaires les plus performants, les groupes de BTP ou les sociétés de capital-risque. Le plan d'investissement de 60 milliards de livres (environ 624 milliards de francs) sur dix ans, provenant pour moitié des caisses de l'Etat, pour moitié du secteur privé, est l'autre axe de cette stratégie. L'enveloppe doit financer la mise en place de nouveaux trains de banlieue, la modernisation des gares, la création de lignes transversales est-ouest et la construction d'une jonction entre les différentes gares londoniennes.

UN CANARD BOITEUX

La logique financière de ce chambardement est évidente. Railtrack est aujourd'hui un canard boiteux. Alors que, contre toute attente, le nombre de passagers s'était accru depuis la privatisation, l'accident de Hatfield et l'engorgement du réseau qui en a résulté ont provoqué une certaine désaffection au profit de l'avion et de l'autobus. D'où les lourdes indemnités réclamées par les opérateurs à Railtrack dont les services ont été gravement perturbés par le vaste programme de rénovation. La compagnie paie également le choix du gouvernement conservateur précédent de privatiser le réseau au niveau natio-

nal en une seule unité au lieu de morceler le système. Résultat : un monopole privé, à mi-chemin entre l'entreprise et l'administration, avec ses lourdeurs et ses rigidités à remplacer un monopole public. « La performance de Railtrack est moyenne, notamment en raison de

l'absence de spécialistes du secteur ferroviaire au sommet de cette compagnie privée mais subventionnée qui a usé et abusé de sa position de force », indique un observateur.

Et la logique industrielle dans tout cela ? L'effet de l'annonce de ce premier chambardement depuis

la dénationalisation, était prévisible : une vraie déception. Le projet reste, en effet, vague sur le rapprochement nécessaire entre opérateurs et le gérant d'infrastructures au cœur du « mal anglais ». Le retrait de Railtrack de certains nouveaux projets ne change rien au fait que celle-ci garde intact son monopole en matière de maintenance. L'épineux problème du coût élevé pour le fret de l'accès au réseau n'est pas évoqué. Bien des interrogations demeurent aussi sur la volonté d'investissement d'un secteur privé dans un secteur fortement médiatisé.

SÉCURITÉ NÉGLIGÉE ?

La chute de l'action de Railtrack montre les interrogations des marchés. Sur le versant politique, l'affaire n'est guère plus réussie. Alors que des élections générales anticipées devraient se dérouler prochainement, le président de la SRA a

prévenu les usagers qu'ils ne pouvaient pas compter, à court terme du moins, sur une amélioration de leur sort ! Jusque-là placés sur la défensive en raison de la décision de la droite au pouvoir au début des années 1990 de privatiser le rail, l'opposition tory voit s'ouvrir un boulevard. Les syndicats, quant à eux, s'indignent de la fragmentation accrue du réseau et accusent l'équipe travailliste de négliger la sécurité pour permettre aux opérateurs de gonfler leurs bénéfices au profit des gros actionnaires.

Le pari de Sir Alastair tiendra-t-il la route ? Argument choc de son concepteur : « la privatisation a mis en place une structure plus que défectueuse qui n'a pu délivrer ce qui était nécessaire. Dépassée par les événements, Railtrack préside une infrastructure fréquemment erratique », conclut-il.

Marc Roche

Le gouvernement allemand envisage de démanteler la Deutsche Bahn

FRANCFORT

de notre correspondant

Alors qu'elle est engagée dans une délicate restructuration, la Deutsche Bahn (DB) va-t-elle être démantelée ? C'est le ministre des transports allemand, Kurt Bodewig (SPD), qui a lancé, samedi 10 mars, un joli pavé dans la mare. Il a proposé d'affranchir la société qui gère le réseau ferroviaire, DB Netz, de sa maison mère, la Deutsche Bahn. Opposé à cette initiative, le président du directoire de la compagnie publique, Hartmut Mehdorn aurait même, selon la presse, envisagé de démissionner après le discours de son ministre. Démenties, les rumeurs autour de son départ ont incité le chancelier Schröder à monter au créneau pour apaiser les tensions entre les deux hommes.

Deux logiques s'affrontent. D'une part, M. Bodewig entend doubler le fret ferroviaire d'ici à 2015. Ces dernières décennies, ce trafic a eu tendance à se réduire fortement, au profit de la route – le rail représenterait actuellement moins de 7 % du fret, contre plus de 80 % pour les poids lourds. Mais l'Allemagne souffre de l'engorgement de ses autoroutes. La réduction du trafic routier est devenue un dossier explosif pour la coalition rouge-verte au pouvoir. Outre la création d'une taxe prélevée sur les camions, en principe dès 2003, M. Bodewig veut dynamiser le transport ferroviaire en relançant la concurrence. Bien que la société exploitant le réseau ait été juridiquement dissociée de celles qui pilotent le fret et le trafic passagers depuis la réforme ferroviaire de 1994, les trois structures restent dans le giron de la Deutsche Bahn. Les droits de péage payés par les exploitants sont donc versés à une autre filiale de la DB.

Des opérateurs concurrents – environ 200 – ont fait une timide apparition sur le territoire allemand, mais ils se plaignent, tout comme les étrangers, des tarifs discriminatoires pratiqués pour accéder au réseau. L'idée est donc d'ouvrir le marché afin d'accroître

les chances des concurrents de la DB. A terme, la société dédiée au réseau pourrait être privatisée. De son côté, Hartmut Mehdorn, soutenu par les syndicats de la Deutsche Bahn, ne veut pas entendre parler d'un changement des règles du jeu concernant l'exploitation du réseau. D'après lui, le démantèlement de la Deutsche Bahn surviendrait au plus mauvais moment. M. Mehdorn fait valoir que le maintien des infrastructures dans le giron de l'ancien monopole avait été décidé au moment de la réforme ferroviaire. La possibilité de le gérer en direct donne des marges de manœuvre à la compagnie.

CRISE CHRONIQUE

L'opposition de M. Mehdorn est d'autant plus ferme que le chantier d'assainissement qu'il pilote est très complexe. Accidents tragiques, retards, matériels vieillissants, la Deutsche Bahn a accumulé les contre-performances. La perspective de pertes colossales a même remis en cause le projet de son introduction en Bourse, d'abord envisagé vers 2004. Pouvoirs publics, syndicats et dirigeants de la Deutsche Bahn tentent de trouver une issue à cette crise chronique. Un vaste plan social a été conçu, avec la suppression de 35 000 emplois (sur un effectif de 220 000 personnes). La compagnie, qui s'attend à des pertes cette année après un résultat opérationnel positif en 2000, a décidé de relancer ses investissements, pour dynamiser, entre autres, le trafic de marchandises. Berlin a promis d'augmenter son soutien financier, utilisant une partie des économies budgétaires réalisées grâce à l'attribution des licences UMTS (troisième génération) de téléphonie mobile. Mais il est de notoriété publique que le gouvernement accepte de mettre la main à la poche pour voir son avis davantage pris en compte. La polémique en cours est une première illustration de cette reprise en main.

Philippe Ricard



498 F/mois* pour voir grandir ses enfants.

Pour moins de 500 F par mois, vous êtes parfaitement protégé, vous évitez les embouteillages et vous rentrez plus tôt chez vous à bord du BMW C1, deux-roues innovant offrant un niveau de sécurité encore inégalé. Sans casque et avec ceintures de sécurité, ABS en option, le BMW C1 se conduit avec un simple permis auto (permis B de plus de deux ans) ou avec un permis moto pour le C1 200. Pour l'essayer, appelez votre Partenaire C1 (liste disponible sur www.bmw.fr) ou le 01 34 58 75 09.

BMW C1

www.bmw.fr/c1

Le plaisir d'être en ville

(*) 497,92 F/mois après le 1er versement. Prix du BMW C1 : 38900 F. Premier versement de 14158,53 F (dépôt de garantie de 5835F + Premier loyer majoré de 8363,50 F (**)) suivi de 23 loyers mensuels de 497,92 F (**). Après le paiement du dernier loyer, vous pouvez restituer le véhicule à votre Partenaire C1 (sous réserve du respect de l'usure et du kilométrage prévus au contrat) ou l'acquiescer en levant l'option d'achat. Option d'achat en fin de contrat de 21395 F. Coût total avec achat en fin de contrat de 41210,68 F. Barèmes et conditions au 05/03/01 : susceptibles de variations. Sous réserve d'acceptation par BMW Lease - SNC au capital de 3 000 000 Euros. RCS VERSAILLES B 343 636 643. (***) Hors assurances facultatives. Offre valable du 05/03/01 au 31/05/01.

Comment Nestlé a doublé sa valeur boursière en trois ans

Sous la houlette de son charismatique directeur général, Peter Brabeck, aux commandes depuis 1997, ce mastodonte de l'ancienne économie, leader mondial du lait en poudre, des eaux minérales et du café soluble, a diversifié son portefeuille de produits et augmenté sa rentabilité

Nestlé est de retour. Le géant suisse, numéro un mondial de l'industrie agroalimentaire, a retrouvé en 2000 un taux de croissance de ses activités supérieur à 4 %, un niveau qu'il n'avait plus connu depuis

1991. Pendant que les start-up d'Internet voyaient partir en fumée leurs milliards virtuels, ce mastodonte de l'ancienne économie, arc-bouté sur ses métiers traditionnels, le lait, le café, le chocolat, l'eau, a

créé, en 2000, quelque 27 milliards d'euros de valeur boursière. En trois ans et demi, l'Autrichien Peter Brabeck, administrateur délégué du groupe, qui avait succédé au très respecté Helmut Maucher, a doublé la

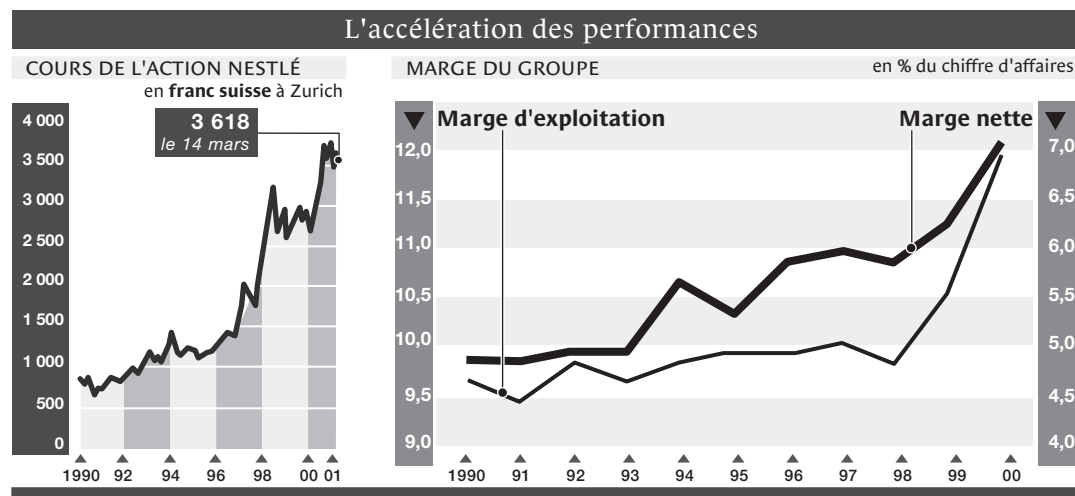
valeur de l'entreprise. Le résultat d'un implacable et minutieux plan de mutation en profondeur de l'entreprise, de son management, de ses méthodes, de ses produits, de ses marchés. M. Brabeck a fermé, sans

faire de vagues, 38 usines dans le monde. Il a réorienté le groupe vers les marchés émergents et a investi les nouveaux créneaux porteurs de l'alimentaire : l'eau, la santé et la nourriture pour les animaux.

NEW YORK a été sa dernière étape. En l'espace de deux semaines, Peter Brabeck a fait le tour des capitales boursières pour prêcher la bonne nouvelle : Nestlé est de retour, et au plus haut niveau. Le géant agroalimentaire suisse, que M. Brabeck dirige depuis juin 1997, a réalisé en 2000 des performances records : 3,79 milliards d'euros de résultat net (en hausse de 22 %) pour un chiffre d'affaires de 53,57 milliards d'euros. Pour la première fois depuis 1991, la croissance interne du groupe a dépassé les 4 %, atteignant 4,4 % en 2000.

Malgré – ou grâce à ? – son activité on ne peut plus traditionnelle (lait, café, eau, chocolat...), la cote du groupe est remontée en flèche. Alors que les jeunes pousses Internet perdaient leurs illusions et leurs milliards de valorisation boursière, le mastodonte de Vevey, qui emploie 224 000 salariés dans le monde, a gagné en 2000 plus de 27 milliards d'euros sur les marchés financiers. Depuis sa nomination au poste d'administrateur délégué (directeur général), il y a trois ans et demi, M. Brabeck a pratiquement doublé la valeur boursière du groupe, la portant à près de 90 milliards d'euros. Une performance supérieure à la moyenne du secteur agroalimentaire en Europe. « Nestlé est rentré dans le cercle vertueux », titre le pourtant critique cabinet d'analystes Morgan Stanley Dean Witter, dans son rapport de fin février. Comment le successeur du très respecté Helmut Maucher a-t-il réveillé la belle endormie ? « J'ai changé les priorités du groupe pour améliorer son rendement financier et j'ai accéléré le nettoyage du portefeuille », a expliqué M. Brabeck au Monde.

Nestlé fait face à la problématique classique d'une multinationale puissante sur un marché de moyenne croissance : grandir par acquisition devient de plus en plus difficile, car « il y a une réduction du nombre de cibles potentielles ». Pour répondre aux exigences des marchés financiers, il faut donc concentrer ses efforts sur la croissance et la rentabilité internes. Parfois au prix de douloureuses restructurations. A l'inverse de ses collègues d'Unilever, de Coca-Cola ou de



L'action Nestlé a réalisé un parcours boursier sans faute. Grâce à l'amélioration de sa rentabilité, l'entreprise vaut aujourd'hui près de 90 milliards d'euros.

Danone, l'administrateur délégué de Nestlé a réussi cette prouesse sans faire trop de vagues.

En 2000, Nestlé a « vendu ou fermé 38 sites industriels dans le monde dont 22 en Europe. Tout cela avec très peu de licenciements », affirme M. Brabeck. La firme s'est désengagée d'activités à faible croissance, surgelés (Findus), cafés (Roast and Ground), ou encore la viande fraîche (le groupe possédait

des abattoirs en Allemagne), au profit de secteurs plus porteurs : l'eau, la nutrition, la nourriture pour animaux domestiques (lire ci-dessous).

Dès 1997, avec son bras droit et directeur financier Mario Corti, M. Brabeck avait mis en place dans 479 usines un plan d'économies drastique et minutieux, fondé sur une meilleure utilisation de l'énergie et des matières premières, une amélioration des taux de rebut de

production, une réduction des emballages... « Fin 2000, nous avions économisé 3,1 milliards de francs suisses [2 milliards d'euros] », se félicite le patron. Le résultat opérationnel est ainsi remonté de 10 à 12 % du chiffre d'affaires. Du coup, le plan est prorogé d'un an, « afin d'économiser 600 millions de francs suisses supplémentaires ». Et Nestlé prépare le lancement d'un nouveau plan trien-

né, « qui devrait nous permettre d'économiser 1,5 milliard de francs suisses sur trois ans ».

Tout en resserrant les boulons en interne, M. Brabeck a lancé Nestlé sur de nouveaux territoires de croissance. Comme ses concurrents, la multinationale suisse fait face à une certaine saturation de ses marchés historiques, l'Europe et les Etats-Unis. « Sur ces marchés mûrs, nos espérances sont modérées, explique-t-il, si l'Europe croît de 2 % en volume, cela me paraît bien. » Cap, donc, sur les marchés émergents, plus risqués mais plus prometteurs du fait de la croissance de la démographie et du niveau de vie.

« On estime à plus de 1 milliard, dans le monde, le nombre de personnes dont le pouvoir d'achat va dépasser 1 500 dollars par an [10 770 francs], dit M. Brabeck. A ce niveau, les achats de produits alimentaires connaissent une croissance rapide. » En 2000, le groupe a introduit en Chine ses plats cuisinés, ainsi que son eau purifiée Nestlé Pure Life. Celle-ci, d'abord testée au Pakistan et au Brésil, a été lancée en Thaïlande, aux Philippines, au Mexique et en Argentine.

Sur les marchés développés, à la population vieillissante, « nous voulons utiliser l'intérêt accru des consommateurs pour une alimentation équilibrée », explique M. Brabeck.

Un positionnement « santé » où Nestlé retrouve son rival Danone. Le groupe suisse réalise déjà 3,25 milliards d'euros sur les produits diététiques (alimentation infantile, clinique, nourriture énergétique...), à forte marge.

Mais le vrai défi consiste à mettre au point des produits qui puissent s'adapter à la fois aux marchés matures et aux pays émergents. La nouvelle pépite annoncée par le groupe s'appelle « ingrédients actifs ». « Ce sont des molécules et des bactéries qui ont été décelées dans notre centre de recherche fondamentale. Nous les avons brevetées et transformées en marques mondiales : LCI, Prebio1, Nescalcium, Omega 3-6... » Ces ingrédients, déjà ajoutés dans les laits Nestlé (poudre ou liquide) destinés à certains pays émergents comme le Brésil, vont être utilisés en Europe, dans un premier temps, « pour

différencier dans les laits infantiles ». Une innovation majeure sur laquelle compte M. Brabeck pour reprendre durablement l'avantage sur ses concurrents.

« Nous sommes leader mondial du lait en poudre, explique-t-il. Le danger est que ce produit devienne facilement imitable par les coopératives et les marques de distributeurs. Nos ingrédients actifs vont nous permettre de proposer non pas du lait en poudre classique mais un produit unique. » Lancés en 1997, les ingrédients actifs génèrent déjà 357,5 millions d'euros de chiffre d'affaires, « en croissance de 34 % cette année », se félicite M. Brabeck.

« J'ai changé les priorités du groupe pour améliorer son rendement financier et j'ai accéléré le nettoyage du portefeuille »

Reste à bousculer la culture de l'entreprise Nestlé, réputée pour être plutôt repliée sur elle-même, dans son repaire de Vevey. Fort de ses résultats, l'énergique patron autrichien n'entend rien moins que transformer le centenaire groupe suisse en une « e-company » ! A l'image de General Electric, Nestlé va devoir utiliser Internet à tous les niveaux, pour optimiser ses fonctions vitales : achats, production, marketing, finance... Un projet mondial, « Globe », lancé en janvier 2001, mobilise déjà plus de 1 300 salariés. M. Brabeck vient d'en confier les manettes à une étoile montante du groupe, Chris Johnson, un jeune quadra... américain, promu au rang de directeur général adjoint. En six ans, Nestlé va mettre plus de 1,5 milliard d'euros sur la table pour mener à bien cette révolution, qui n'aura rien de virtuel.

Laure Belot

PROFIL

LE STRATÈGE

ET LES « VRAIES GENS »

Regard bleu perçant et mâchoire volontaire, Peter Brabeck manie le verbe et le sourire avec savoir-faire. A cinquante-sept ans, cet Autrichien polyglotte appartient au clan des dirigeants charismatiques et charmeurs. Un atout de poids pour dépeupler l'image austère et secrète de Nestlé, sorte de Michelin de l'industrie agroalimentaire.

Cet homme de marketing est pourtant un pur produit maison. Le jeune vendeur débutant a, en trente-trois ans de carrière, gravi un à un tous les échelons. Son expérience de dix-sept ans en Amérique latine – Chili, Equateur, Venezuela – lui a donné un goût immodéré du terrain. Depuis qu'il a été nommé

administrateur délégué du groupe suisse, en juin 1997, il ne cesse de sillonner la planète pour aller voir « les gens ».

« Je passe près de 75 % de mon temps avec les collaborateurs de l'entreprise, sur les différents marchés. J'ai besoin de ce contact direct pour faire changer le groupe et innover », se plaît-il à dire. A la manière d'un Jack Welch, le mythique PDG de General Electric, M. Brabeck se rend « trente jours par an » au centre de formation maison. Une centaine de cadres « à haut potentiel » sont désormais couvés par les plus hautes sphères : « Les directeurs sont pour eux des sortes de mentors. Je suis personnellement responsable de trente personnes. »

Pour bousculer les baronnies historiques, l'homme sait aussi manier la fermeté. « Le premier jour où je suis devenu administrateur délé-

gué, les neuf directeurs généraux ont changé de poste », raconte-t-il sans ciller. Les salariés ont également compris, en regardant leur fiche de paie, que ses objectifs ambitieux de croissance interne étaient autre chose qu'un vœu pieux. « La partie fixe des salaires est pratiquement restée au même niveau et nous avons donné beaucoup plus d'importance à la rémunération variable sous forme de bonus, indexés sur le succès de l'entreprise, et de stock options. »

Il a instauré une méthode bien à lui pour vérifier que ses messages passent bien, à tous les niveaux. « Depuis 1997, je déjeune chaque mois avec un groupe composé de gens très différents : chauffeurs, secrétaires, cadres. Des gens auxquels je n'aurais pas normalement accès », explique-t-il.

L. Be.

Le numéro un mondial de l'agroalimentaire

● **Histoire** : l'entreprise laitière suisse a été fondée en 1866. En 1905, après sa fusion avec l'anglo-suisse Condensed Milk Company, elle adopte comme logo le symbole du nid (*nest* en anglais). Elle se développe sur son métier historique, le lait et les produits pour enfants, principalement par des acquisitions successives. C'est en 1938 que Nestlé invente le procédé Nescafé de café instantané. Le groupe, dont le siège est situé à Vevey, emploie aujourd'hui 224 000 salariés.

● **Activités (chiffre d'affaires et**

croissance interne) : boissons (14,9 milliards d'euros, + 5,6 %) ; produits laitiers et glaces (14,3 milliards d'euros, + 3,2 %) ; plats cuisinés et produits pour les animaux (13,4 milliards d'euros, + 4 %) ; chocolats et biscuits (7,2 milliards d'euros, + 1,7 %) ; produits pharmaceutiques (3,1 milliards d'euros, + 7,3 %).

● **Principaux produits (et marques alimentaires)** : café (Nescafé : 10 % du chiffre mondial du groupe, Ricoré) ; autres boissons (au chocolat, Nesquik, au thé, Nestea...) ; eaux (Vittel, Perrier, Quézac, Contrex, San

Pellegrino, Nestlé Pure Life...), produits pour enfants (Nestlé, Guigoz...) ; chocolat (Nestlé, Crunch, Kit Kat, Yes, Quality Street...) ; alimentation pour animaux (Friskies) ; plats cuisinés (Buitoni, Herta, Maggi).

● **Résultats** : le chiffre d'affaires 2000 a atteint 81,4 milliards de francs suisses (52,8 milliards d'euros, + 9,1 %). Le bénéfice net s'est accru de 22 %, à 5,8 milliards de francs suisses (3,7 milliards d'euros). La marge d'exploitation est passée en un an de 10,6 % à 11,3 %, pour un résultat opérationnel 2000 de 9,2 milliards de francs suisses (5,9 milliards d'euro, + 16,1 %).

De l'alimentation animale aux cosmétiques

GRAND ÉCART stratégique ou habile diversification ? Le géant des produits laitiers, des petits pots pour bébés et des eaux minérales est aussi, c'est moins connu, en passe de devenir l'un des leaders mondiaux de... l'alimentation pour chiens et chats ! Et il est incontournable dans le capital du numéro un mondial des cosmétiques, L'Oréal. Peter Brabeck assume sans réserve ses choix faits par ses prédécesseurs.

● **Alimentation animale : le réservoir de croissance.** « Normalement, la croissance de cette activité est beaucoup plus importante que celle de l'ensemble du groupe. Mais l'arrivée de Procter & Gamble avec l'acquisition de Iams a ralenti notre progression aux Etats-Unis en 2000. » Pour reprendre l'avantage, Nestlé a frappé un grand coup, le 16 janvier, en lançant une OPA amicale de 10,3 milliards de dollars (près de 11 milliards d'euros) sur le groupe américain Ralston Purina, spécialisé dans la nourriture pour animaux de compagnie. Un rachat qui lui permettrait d'être au coude à coude avec le numéro un mondial, Mars. Sous réserve de l'autorisation des autorités de la concurrence. Aux Etats-Unis, Ralston détient 27 % du marché, Nestlé plus de 12 % : « Il peut y avoir discussion », concède M. Brabeck, qui argumente : « Nestlé et Ralston Purina sont chacun comme deux athlètes unijambistes. Nous sommes très bien positionnés sur l'alimentation humide pour chats, eux sur les produits secs pour chiens. Notre alliance ne va faire qu'encourager la concurrence. »

● **Biscuits à vendre.** La confiserie et le chocolat, activités pourtant historiques du groupe, sont un peu, selon les analystes finan-

ciers, le point noir de ses résultats. Cette branche d'activité affiche un taux de croissance de 1,7 %, contre 4,4 % pour l'ensemble de Nestlé. « Ce n'est pas encore spectaculaire, mais après trois ans de baisse, c'est redevenu positif, relativise M. Brabeck. Et, plus important, nous avons retrouvé une marge de rentabilité satisfaisante, à 10,6 %, soit une amélioration de 1,9 %. » Maintenant que la barre est redressée, et dans le cadre des grands reclassements qui s'opèrent dans le secteur, Nestlé serait-il tenté de céder l'ensemble ? « Qu'est-ce que je peux vendre ? Les chocolats sont sous la marque Nestlé. Et cette marque, je ne peux pas la céder. Je peux vendre peut-être une petite affaire de sucrerie et quelques biscuits en Amérique latine, le seul endroit où nous sommes encore dans les biscuits. » Cette dernière activité aurait déjà des prétendants : « Nabisco, Kellogg's ou encore Danone sont intéressés. »

● **L'Oréal : placement ou filiale ?** Depuis près de trente ans, les deux groupes entretiennent des relations complexes. En 1974, Nestlé investissait 240 millions de francs suisses dans L'Oréal. Une participation aujourd'hui valorisée « environ 24 milliards [de francs suisses] », sourit M. Brabeck. Aux termes d'un accord, reconduit en 1994, avec la famille Bettencourt, actionnaire principal du groupe français de cosmétiques, la firme suisse possède 49 % de Gesparal, la holding de contrôle de L'Oréal, détenue à 51 % par les Bettencourt. « Nous sommes deux entreprises performantes, nous avons une relation plus qu'amicale dont chacun profite, affirme M. Brabeck. De temps en temps, nous rions en nous disant que nous

devenons de véritables concurrents ! Au grand plaisir de nos actionnaires... » Plus sérieusement, ajoute-t-il, « la présence de Nestlé, de manière discrète, a peut-être aidé la croissance de L'Oréal, qui était, dans les années 1970, centrée sur la France et un peu sur l'Europe. Nous les avons aidés, par exemple, en leur donnant des contacts pour entrer sur des marchés étrangers où nous étions déjà ». Les deux groupes coopèrent dans la dermatologie, au travers d'une joint-venture, Caderma, qui fonctionne très bien », estime M. Brabeck. Il n'exclut pas un renforcement de cette collaboration : « C'est une option. Cela pourrait être [par] une joint-venture dans la nutrition comme nous en avons une dans la dermatologie », répond-il, évasif.

Mais la vraie question est ailleurs. L'Oréal est un des leaders de la beauté, un marché en bien plus forte croissance que ceux de l'alimentation, où opère Nestlé. De là à envisager L'Oréal comme une diversification pour le groupe suisse... « Madame Bettencourt a exprimé son désir en public de ne pas céder la majorité qu'elle détient dans L'Oréal de son vivant. La question n'est donc pas d'actualité », répond M. Brabeck, qui n'exclut cependant aucune hypothèse, y compris celle d'une augmentation de sa participation à terme. « On peut tout imaginer tant que cela a un sens économique. Ce serait ridicule de détruire de la valeur. (...) Il est très difficile de parler de l'avenir. Je ne sais pas dans quelle situation sera Nestlé. Peut-être, un jour, si la situation change et que nous devons alors défendre nos intérêts... »

L. Be.

LBI – Livret BOURSE INVESTISSEMENTS

SICAV POUR INVESTIR DANS LES ENTREPRISES FRANÇAISES

Le conseil d'administration de LIVRET BOURSE INVESTISSEMENTS qui s'est réuni le 1er février 2001 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 29 décembre 2000 et a décidé de convoquer les actionnaires de la SICAV en assemblée générale ordinaire le 5 avril prochain.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de fixer à 1,10 € soit 7,21 francs le dividende net par action de l'exercice 2000. Il est composé de revenus d'actions françaises.

Sous réserve du vote par l'assemblée générale ordinaire, ce dividende sera détaché le 5 avril et mis en paiement le 9 avril 2001.

En 2000, la performance réalisée par la SICAV ressort à - 0,42 %, coupon net réinvesti.

Sur la période de placement recommandé (2 ans), la performance de la SICAV ressort à 43,44 % coupons nets réinvestis.

Réseaux de distribution : CAISSES D'ÉPARGNE, LA POSTE, TRESOR PUBLIC

Gestion : Groupe Caisse des dépôts et consignations

Pour tout renseignement :

7, place des Cinq Martyrs du Lycée Buffon
BP 541 75125 Paris cedex 15 - Tél. : 01 42 79 55 00

Siège social : 56, rue de Lille 75007 PARIS

VALEUR

Axa tente de rassurer les investisseurs

L'assureur affiche un bénéfice net de 25,6 milliards de francs, dopé par la cession de la banque d'affaires américaine DLJ

AU TERME de son premier exercice en tant que président du directoire de l'assureur Axa, Henri de Castries – qui a succédé à Claude Bébear en mai 2000 – était très attendu sur la présentation des résultats du groupe et surtout sur la définition de sa stratégie, mercredi 14 mars. Côté résultats, il a annoncé le quasi-doublement du bénéfice net par du groupe de la compagnie, à 3,904 milliards d'euros en 2000 (25,6 milliards de francs), en hausse de 93 %. Ce montant spectaculaire recèle toutefois d'importants éléments exceptionnels, pour un total de 1,643 milliard d'euros. Il s'agit essentiellement de la plus-value de cession de la banque d'affaires américaine Donaldson, Lufkin and Jenrette (DLJ), vendue en août 2000 au Crédit suisse. Une plus-value amoindrie par les pertes liées à la vente de la banque Worms. Hors éléments exceptionnels, le résultat ressort à 2,261 milliards d'euros, en hausse de 21,2 %, un chiffre plus conforme à l'ensemble du secteur.

M. de Castries s'est dit « très satisfait des résultats » au terme d'un

exercice difficile, marqué par une réduction d'un tiers de la contribution de l'assurance-dommages en raison des tempêtes de fin 1999 et des inondations en Grande-Bretagne, ainsi que par la volatilité des marchés financiers. Si l'impact de la baisse des marchés d'actions est modéré sur les plus-values dégagées et n'inquiète pas la direction d'Axa, cette conjoncture boursière difficile pèse sur l'activité, explique Gérard de la Martinière, directeur général d'Axa. En effet, la collecte d'épargne et la gestion d'actifs pourraient être affectées par des marchés déprimés. L'activité d'Axa aux Etats-Unis a déjà baissé au deuxième semestre 2000, et ce recul se poursuit en 2001. Or, Axa est de plus en plus présent sur l'assurance-vie et l'épargne retraite, qui pèsent 58 % de son chiffre d'affaires. Il veut s'y renforcer.

DOUTES DES ANALYSTES

De nombreuses questions sont posées sur la stratégie d'Axa, devenu numéro un mondial de l'assurance en termes de chiffre d'affaires, avec 80 milliards d'euros en 2000. Si les analystes saluent la vente de DLJ, au plus fort du marché, ils affirment manquer de visibilité par ailleurs. « Le groupe est en train de restructurer toutes ses entités et il y a eu des mouvements de dirigeants récemment », souligne Kimon Kalamboussis, analyste chez Lehman Brothers.

Les interrogations sur la stratégie portent sur la France d'abord, où Axa doit mieux utiliser son « potentiel » de huit millions de clients. Et sur d'autres pays d'Europe, où le groupe dit vouloir « transformer ses structures d'assurance traditionnelles en distributeurs de produits financiers », ce qui coûtera plusieurs centaines de millions d'euros dans chaque pays. Axa cherche à nouer des partenariats. M. de Castries a confirmé devant les analystes mercredi être en discussion avec la Deutsche Bank, mais aussi avec d'autres partenaires, en Allemagne et ailleurs.

Les doutes des analystes se traduisent dans le cours de l'action Axa. Il baissait de 1,33 %, à 125,80 euros, jeudi 15 mars à l'ouverture des marchés. La capitalisation boursière d'Axa (53 milliards d'euros au cours de jeudi) a perdu 11 milliards d'euros depuis la fin de l'année 2000.

Pascale Santi

Un vent de panique souffle sur les marchés boursiers mondiaux

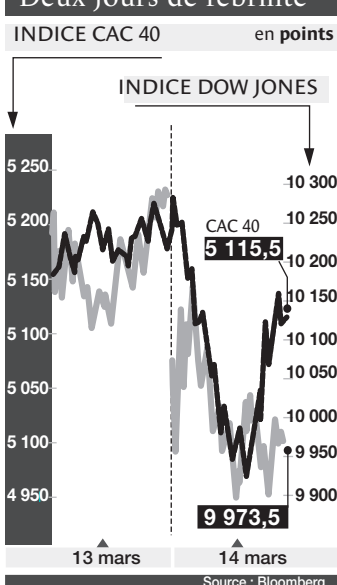
A New York, l'indice Dow Jones passe sous les 10 000 points

Mercredi 14 mars, l'indice Dow Jones a perdu plus de 3 % au terme d'une séance agitée, sur fond de rumeurs sur les banques japonaises.

Anticipant l'ouverture en baisse des marchés américains, les indices européens ont perdu jusqu'à 5 % en séance, le CAC 40 crevant le plan-

cher des 5 000 points avant de se reprendre. Les investisseurs s'interrogent sur l'atterrissage en douceur de l'économie américaine.

Deux jours de fébrilité



une indication de la tendance à venir) sur l'indice Nasdaq 100 et le Dow Jones, et ils ont vu que l'ouverture serait très difficile à New York, ce qui a fait plonger les indices »,

explique Yves Maillot, responsable de la gestion à la Banque Robeco. Mais si les marchés américains étaient promis à une telle rechute, c'est que de nombreuses rumeurs couraient dans les salles de marchés, après l'annonce de la « mise sous surveillance avec perspective négative » du secteur bancaire japonais – soit 19 établissements financiers – par l'agence de notation Fitch IBCA.

EFFET PANIQUE

Petit résumé par Robert Parker, directeur de la clientèle institutionnelle chez Crédit suisse Asset Management : « Le marché spéculait sur des rumeurs non confirmées de faillite d'une ou deux banques japonaises, sur de nouveaux avertissements sur les résultats (profit warning) notamment de Nokia, sur des abaissements de note de crédit et sur l'annonce d'autres plans de licenciements dans la technologie. De plus, le marché redoutait une baisse trop lente des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine et trop tardive de la part de la Banque centrale européenne, pour relancer l'économie. »

L'effet panique a joué à fond. Plus fondamentalement, les investisseurs paraissent aussi remettre en question le scénario optimiste d'atterrissage en douceur de l'économie américaine. L'indice « traditionnel » Dow Jones a ainsi cassé le seuil symbolique des 10 000 points, alors qu'il résistait jusqu'à présent aux affres de la nouvelle économie, et a affiché, en clôture mercredi, la plus forte baisse (-3,08 %) des grands indices mondiaux.

Depuis trois mois, les valeurs « cycliques » avaient réalisé de bonnes performances à Paris, car la croissance ne paraissait pas menacée. Maintenant, des actions comme Renault, Lafarge ou Saint-Gobain sont attaquées. « En cas de ralentissement ponctuel de la croissance mondiale, les marchés exagèrent, car les actions sont maintenant correctement évaluées, voire sous-évaluées », conclut M. Maillot. Les opérateurs devraient néanmoins rester fébriles dans les prochains jours.

Adrien de Tricornot

Une commission des assurances surprenante

La Commission de contrôle des assurances (CCA) compte cinq nouveaux membres, nommés par le ministre de l'économie, Laurent Fabius, selon un avis publié au Journal officiel mercredi 14 mars. Jacques Delmas-Marsalet, ancien président des Banques populaires, en prend la présidence en remplacement de Jean Fourré. Outre deux magistrats, François-Régis Croze et Jean-Michel de Mourgues, deux assureurs ont été nommés.

Ce choix a suscité un certain étonnement dans la profession. Jacques-Henri Gougenheim, un ancien dirigeant de l'UAP, a présidé de 1993 à 1997 la banque Worms, qui a perdu plus de 10 milliards de francs dans l'immobilier. Quant à Jacques Vandier, président de la Macif jusqu'en juin 1997, il a été l'une des figures de l'assurance mais a été critiqué pour ses investissements hasardeux, qui ont engendré des pertes et trois années déficitaires (de 1993 à 1995).

Pascale Santi

Extrapole et alapage.com s'allient dans la vente de livres sur Internet

L'ANNONCE devrait être faite durant le Salon du livre, qui s'ouvre jeudi 15 mars à Paris (lire notre cahier spécial) : Extrapole et alapage.com sont en négociations avancées en vue d'une alliance dans le commerce en ligne de biens culturels. L'enseigne de magasins du groupe Hachette distribution service (HDS) et le libraire en ligne de Wanaadoo (filiale Internet de France Télécom) vont s'échanger leurs savoir-faire pour faire pièce à leur concurrent commun, la Fnac.

Cette alliance prolongerait celle déjà conclue entre alapage.com et la chaîne de librairies lilloise Le Furet du Nord, rachetée en 1999 par Extrapole, lui-même tombé un an plus tôt dans l'escarcelle d'Hachette. Face à la puissance de la Fnac, alapage.com a mis au point un dispositif astucieux de fédération de libraires indépendants. La start-up sous-traite pour leur compte la création de sites Internet et la logistique de vente à distance. Elle regroupe 170 libraires de toute la France au sein de son système « lalibrairie.com », qui « recrute un nouveau libraire tous les deux jours », affirme le président du directoire d'alapage.com, Olivier Sichel.

COUPER LES AILES D'AMAZON

En ajoutant à ce dispositif la dizaine de magasins « culturels et multimédias » Extrapole, alapage, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 138,6 millions de francs en 2000,

étofferait sa force de frappe. Extrapole, fondée en 1993 par Philippe Mondan, ancien directeur général de... la Fnac, rattraperait d'un coup le retard pris sur son grand rival dans le commerce en ligne. Les biens culturels sont les produits les plus « vendables » sur la Toile en France. D'après une étude BVA/LSA/Dia-Mart, en décembre 2000, ces produits captaient à eux seuls 40 % du temps de connexion des internautes sur les sites marchands (hors tourisme), loin devant l'informatique (18 %), la téléphonie (11 %) ou les produits alimentaires (7 %). Toujours selon BVA, alapage.com pouvait revendiquer fin 2000 la deuxième place des sites marchands français (en nombre de visiteurs uniques), derrière fnac.com, mais devant le site musical de Vivendi, Universalmusic.fr. L'autre grand concurrent, Amazon.fr, ne pointait qu'à la quatrième place.

L'alliance avec Extrapole vise aussi à tenter de couper les ailes d'Amazon, à l'heure où la filiale du géant du Web américain connaît ses premières difficultés, six mois à peine après l'ouverture de son site en français (Le Monde du 12 mars). Contrainte de réduire ses dépenses par sa maison mère, Amazon.fr enregistre depuis le début de l'année un net ralentissement de son activité et se prépare à réduire ses effectifs.

Pascal Galinier



Eridania Béghin-Say

Résultats 2000 et décision de mise en œuvre de la scission

Le conseil d'administration d'Eridania Béghin-Say, réuni le 13 mars 2001 sous la présidence de Stefano Meloni, a arrêté les comptes consolidés du groupe et les comptes sociaux de la société-mère pour l'exercice 2000.

CHIFFRES CLÉS			
En millions d'euros	1999	2000	Δ 00/99
Chiffre d'affaires	9 010,2	9 805,3	+8,8%
Résultat d'exploitation	376,5	392,6	+4,3%
Résultat courant avant impôt	221,5	198,7	-10,3%
Dot. aux amort. des écarts d'acquisition	-29,6	-156,5	n.s.
Résultat net - part du groupe	92,8	-23,2	n.s.
Capitaux propres de l'ensemble	3 370,8	3 285,7	
Endettement financier net	2 692,6	2 756,1	
Ratio dettes nettes/fonds propres	0,80	0,84	

RÉPARTITION SECTORIELLE						
En millions d'euros	Chiffre d'affaires		Résultat d'exploitation		Δ 00/99	
	1999	2000	1999	2000		
Sucre et Dérivés	1 939,7	1 904,3	-1,8%	167,9	223,2	+32,9%
Amidon et Dérivés	1 568,1	1 680,3	+7,2%	17,4	-39,2	n.s.
Huiles Alimentaires						
Europe, Herbes & Epices	3 237,7	3 301,3	+2,0%	49,4	62,1	+25,7%
Transf. Oléa. Am. du Nord,						
Prot./Lécithines	1 315,7	1 619,0	+23,1%	32,6	49,1	+50,6%
Nutrition Animale	941,8	1 293,1	+37,3%	79,0	83,9	+6,2%
Divers et éléments non-récurrents	7,2	7,3	n.s.	30,2	13,5	n.s.
Total	9 010,2	9 805,3	+8,8%	376,5	392,6	+4,3%

Les variations de périmètre de consolidation ont eu un effet net de +198,2 millions d'euros sur le chiffre d'affaires et de -23,7 millions d'euros sur le résultat d'exploitation.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2000 est en hausse de 8,8% par rapport à 1999. Hors effet de change et variations de périmètre de consolidation, le chiffre d'affaires est en hausse de 3,0% sous l'effet d'une demande plus soutenue. La hausse a été générale à l'exception du secteur « Sucre et Dérivés » qui connaît une légère baisse de son chiffre d'affaires (-1,8%) du fait de plus faibles volumes exportés à partir de l'Italie et de la Hongrie.

Le résultat d'exploitation consolidé de l'exercice 2000 s'est élevé à 392,6 millions d'euros, en hausse de 4,3% par rapport à 1999. Hors effet de change et variations de périmètre de consolidation, la hausse est de 11,9%. Les plus fortes contributions à cette croissance interne sont le fait des secteurs « Sucres et Dérivés » et « Huiles alimentaires Europe, herbes et épices », suivis par le secteur « Transformation des oléagineux Amérique du Nord, protéines/lécithines ». Ces améliorations sont notamment liées à la hausse du cours mondial du sucre et au redressement des marges de trituration. Le secteur « Nutrition Animale » enregistre, quant à lui, une croissance interne négative et le secteur « Amidon et Dérivés » voit se confirmer la dégradation de son résultat déjà constatée sur les neuf premiers mois de l'année. Les performances propres à chaque secteur ont permis de compenser partiellement le poids de la hausse du coût de l'énergie.

La baisse du résultat net - part du groupe s'explique pour l'essentiel par l'augmentation des dotations aux amortissements des écarts d'acquisition (-156,5 millions d'euros contre -29,6 en 1999). En effet, la Direction du groupe s'était engagée à vérifier la valorisation des actifs long terme de Cerestar USA et, sur la base des projections faites lors de la clôture des comptes de l'année 2000, il apparaît que la valorisation comptable de ces actifs doit être revue. En conséquence, le groupe a décidé de constater dans les comptes de l'exercice 2000 une provision pour dépréciation correspondant à la valeur résiduelle au 31 décembre 2000 du goodwill de Cerestar USA, à savoir 114,4 millions d'euros.

Au 31 décembre 2000, le ratio dettes nettes/fonds propres s'est établi à 0,84 (contre 0,80 au 31 décembre 1999). Cette hausse est principalement due à l'effet des variations des taux de change.

Ce communiqué de presse est disponible sur le site Internet d'Eridania Béghin-Say <http://www.eridanian-beghin-say.com>

AGENDA :
Résultats du 1^{er} trimestre 2001 : mercredi 9 mai 2001
Assemblée générale des actionnaires : lundi 25 juin 2001

COMPTES SOCIAUX 2000

Le bénéfice net d'Eridania Béghin-Say, société-mère du groupe, s'est élevé à 57,3 millions d'euros (contre 138,9 millions d'euros en 1999).

PERSPECTIVES 2000

Les activités du groupe connaissent en général des améliorations des conditions de marché dont la plupart sont liées à la reprise de la demande.

En ce qui concerne le secteur « Sucres et Dérivés », l'année 2001 sera largement influencée par les prix de revient globalement satisfaisants de la campagne 2000/2001 qui fournira l'essentiel des volumes vendus. Par ailleurs, la stabilité de son environnement mondial et communautaire (l'hypothèse de reconduction du règlement sucre étant communément admise), doit permettre à l'activité sucrière de conforter les résultats acquis.

Le secteur « Amidons et Dérivés » en Europe connaît déjà une demande soutenue et devrait connaître, en 2001, une évolution des prix favorable à laquelle s'ajoutent la poursuite de la spécialisation croissante de Cerestar par site et dans le domaine des produits à haute valeur ajoutée ainsi que le maintien de ses efforts en matière de réduction de coûts. Aux Etats-Unis, les négociations de début d'année montrent une reprise des volumes et des augmentations de prix sur certains produits. Mais cette année, en dehors d'une spécialisation toujours plus poussée ainsi que d'une maîtrise accrue des coûts, le facteur déterminant pour le résultat sera l'évolution des prix de l'énergie, particulièrement du gaz qui a connu, fin 2000/début 2001, une très forte hausse. Dans le domaine des « Huiles Alimentaires Europe » et de la « Transformation des Oléagineux, Amérique du Nord », l'amélioration des marges de trituration constatée début 2001 devrait se confirmer au cours de l'année. Dans ce contexte favorable, d'autres facteurs, propres aux activités du groupe, permettront de mieux profiter de cette reprise : l'intégration de leurs activités de l'amont (trituration) vers l'aval (conditionnement), l'importance croissante de la garantie apportée par leurs marques, l'évolution positive de leurs propres marchés ainsi que les positions concurrentielles qu'elles y occupent. Dans le domaine des produits de spécialité (protéines et lécithines), la croissance de la demande devrait être confirmée.

En ce qui concerne la « Nutrition Animale », l'année 2001 confirmera la poursuite des axes stratégiques de Provimi en termes de croissance externe et d'extension de sa gamme produits (aliments pour animaux de compagnie et aliments pour poissons, notamment) pour compenser les effets induits de la baisse de la consommation de viande en Europe. Tout autant que la maîtrise de la qualité et de la sécurité, l'accroissement de la valeur ajoutée des produits restera au cœur de l'action de Provimi. L'exercice 2001 sera également l'année où se concrétiseront en termes de résultat les fruits des récentes acquisitions qui n'ont pas toutes eu le temps d'exprimer pleinement leur potentiel en 2000.

DIVIDENDE

Dans le contexte décrit ci-dessus et compte tenu du caractère exceptionnel d'une large part des dotations aux amortissements des écarts d'acquisition, le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires de distribuer un dividende net (hors avoir fiscal) de 3,30 euros au titre de l'exercice 2000, identique à 1999. Cette distribution est rendue possible par la politique prudente qui a été jusqu'alors observée par le groupe qui, de ce fait, dispose de réserves distribuables.

PROJET DE SCISSON

Le conseil d'administration a pris connaissance des conclusions de l'étude du projet de scission du groupe en quatre sociétés indépendantes cotées à Paris et a donné son accord pour qu'il soit mis en œuvre et opérationnel dès la fin du premier semestre 2001. La valeur estimative de l'action Eridania Béghin-Say établie à partir de la valorisation de chacune des nouvelles sociétés, selon les critères habituels prévalant sur le marché boursier pour des sociétés comparables, ressort à environ 120 euros par action. C'est le résultat d'une valeur totale d'entreprises de 5,7 milliards d'euros (part du groupe) de laquelle est déduite une dette financière nette de 2,6 milliards d'euros (part du groupe). La scission sera placée sous le régime de droit commun, mais son coût global restera limité (de 40 à 50 millions d'euros). Pour les actionnaires individuels résidant en France, l'opération n'entraînera aucune taxation.

Les modalités détaillées et les résolutions soumises à l'assemblée générale extraordinaire du 25 juin 2001 seront arrêtées lors du conseil du 27 avril 2001.

GRUPE MONTEDISON

Suez défend sa présence dans l'audiovisuel face à Bertelsmann

Gérard Mestrallet, le PDG du groupe français, doit rencontrer prochainement Thomas Middelhoff. Le président du groupe allemand, après avoir conquis RTL Group, prendrait volontiers le contrôle de M6. Une ambition contestée par son partenaire dans le capital de la chaîne

SUEZ AVAIT annoncé que le dépôt de sa candidature à une licence UMTS (téléphonie mobile de troisième génération) irait de pair avec un accroissement de ses engagements dans le secteur de la communication. Un mois et demi après son abandon de la course à l'UMTS, on peut s'interroger sur l'avenir des médias au sein d'un groupe qui affiche d'autres priorités, illustrées par ses récentes tentatives de rapprochement avec le spécialiste de l'énergie E.ON ou avec le numéro un mondial des gaz industriels, Air liquide.

« Etre absent de l'UMTS n'empêche pas d'être présent dans la communication », affirme-t-on chez Suez. Son président, Gérard Mestrallet, estime que sa présence dans les médias, secteur qui fait couler beaucoup d'encre, donne une plus grande visibilité au groupe. Celui-ci est aujourd'hui décidé à « valoriser ses actifs » dans ce secteur : la télévision - 37 % de M6, 73,35 % de Paris Première, 25 % de Télévision par satellite (TPS) -, le câble - 50,1 % de Noos, qui compte 783 000 abonnés - et, à un degré moindre, la presse - avec 3 % de Libération, et 50 % de Bayard Web, un portail créé en

partenariat avec le groupe Bayard. TROP petit dans les médias, Suez ? Selon ses responsables, sa présence dans l'audiovisuel est de même taille que celle du groupe Lagardère. Si sa stratégie y est moins lisible, c'est parce que les médias ne représentent pour lui qu'une activité mineure, et qu'il n'est pas toujours l'opérateur de ses participations. TF1 est ainsi aux commandes de TPS, alors que Suez en est le principal actionnaire. « On ne peut pas dire que Suez soit un acteur important de la communica-

tion mais ses actifs sont bons », commente un actionnaire du groupe. Les activités dans lesquelles Suez a les plus grandes ambitions sont le câble et la boucle locale. Deux supports complémentaires, selon lui, pour diffuser du numérique à très haut débit, et notamment Internet. Avec Noos, le groupe de Gérard Mestrallet contrôle le premier câble-opérateur de France. Pourtant, le groupe ne participe pas au mouvement de concentration en cours : selon Groupe Canal+, Noos serait le seul câble-opérateur à ne

Des résultats exceptionnels sauf dans les médias

La communication représente à peine 1 % des actifs de Suez. En 2000, cette activité a réalisé un chiffre d'affaires de 593,7 millions d'euros, sur un total de 34,6 milliards d'euros. Elle affiche un déficit de 24 millions contre une perte de 14 millions l'année précédente. Ces pertes, selon le communiqué du groupe publié jeudi 15 mars, « résultent de la forte progression de Métropole TV [M6], de la contribution de TPS et de l'augmentation des pertes de Noos ». Les autres activités (eau, énergie, propreté), piliers du groupe, ont largement compensé ce déficit. Pour l'année 2000, le groupe a enregistré une hausse de 32 % de son résultat net, à 1,9 milliard d'euros. Le conseil du groupe a décidé d'abandonner le nom de Suez Lyonnaise des eaux pour celui de Suez. Par ailleurs, les statuts vont être transformés. De société à conseil de surveillance et directoire, Suez devient une société à conseil d'administration. Gérard Mestrallet est nommé PDG.

pas s'être intéressé à sa filiale NC Numéricable, qui lui permettrait pourtant de constituer un réseau homogène à Paris et en banlieue, et de s'installer dans d'autres grandes métropoles, comme Lyon. Aujourd'hui, Suez a décidé de regarder le dossier, mais pas au prix demandé par Groupe Canal+ (1,5 à 3 milliards de francs). Albert Frère, premier actionnaire du groupe avec 8 % des parts, n'est pas opposé à cette démarche. « Le câble n'est pas une priorité de Suez, mais si des occasions se présentent, le groupe pourrait les saisir sans toutefois les rechercher systématiquement », précise-t-il.

UNE ALLIANCE DE CIRCONSTANCE Offensif sur le câble et la boucle locale, Suez ne devrait pas effectuer de mouvements significatifs dans la télévision, mis à part le numérique hertzien. Mais il compte bien défendre sa présence dans M6, en augmentant même sa participation dans la chaîne pour la mettre au niveau de celle de RTL Group, dont Bertelsmann a pris le contrôle fin janvier. Thomas Middelhoff, président du directoire de Bertelsmann, et Gérard Mestrallet

doivent se réunir en mars, pour évoquer cette question. Une entreprise délicate, car la loi limite à 2 % la part du capital qu'un actionnaire peut racheter chaque année. Albert Frère ne devrait pas, pour l'instant, opposer son veto à cet objectif.

Maintes fois évoqué depuis qu'Albert Frère a cédé le contrôle de RTL Group à Bertelsmann, le retrait de Suez du capital de M6 n'est donc pas d'actualité. D'autant que la loi limite à 49 % le contrôle d'une chaîne hertzienne et empêche RTL Group de reprendre la part de Suez. Toutefois, un montage calqué sur celui utilisé par Vivendi Universal pour prendre le contrôle à 100 % de Groupe Canal+ est aussi à l'étude chez Suez et chez RTL Group. Par ailleurs, le Conseil supérieur de l'audiovisuel reste vigilant. Il exa-

mine actuellement les conséquences de la prise de contrôle de RTL Group par Bertelsmann.

Se sentant menacé, Suez tente en tout cas de se protéger d'une éventuelle montée en puissance de RTL Group dans M6. Longtemps adversaires farouches, notamment dans TPS, Nicolas de Tavernost, président du directoire de M6, et Patrick Le Lay, PDG de TF1, pratiquent désormais une alliance de circonstance. Notamment au travers de TF6, qu'ils contrôlent à parts égales. Le premier veut garder ses deux actionnaires pour conserver le pouvoir sur sa chaîne. Le second redoute une éventuelle prise de contrôle de M6 par RTL Group, dont la puissance financière lui permettrait d'entrer en concurrence frontale avec TF1.

Guy Dutheil

M6 passe son grand oral devant le CSA

FORMELLE et solennelle : telle était l'audition publique de M6 par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), mercredi 14 mars, pour le renouvellement de la convention de cette chaîne, détenue par la société Métropole Télévision. Derrière deux grandes tables couvertes d'un tissu rouge, d'un côté les neuf sages de l'audiovisuel autour de leur nouveau président, Dominique Baudis, et de l'autre Nicolas de Tavernost, président de M6, et cinq de ses plus proches collaborateurs. Cet exercice était le premier de ce genre depuis que la loi du 1^{er} août 2000 en a institué l'obligation.

Dans le rôle du bon élève, M. de Tavernost s'est efforcé de démontrer que son bilan mérite d'être récompensé. Il a rappelé qu'entre 1997 et 2001, durée de l'autorisation actuelle, M6 a réalisé « une forte croissance dans le respect des obligations du cahier des charges ». Séduisante pour les moins de cinquante ans, innovatrice, soutien de la production audiovisuelle et cinématographique, de l'industrie musicale, performante sur les programmes jeunesse et les magazines d'information, M6 est de celles qui s'améliorent en vieillissant. En cinq ans, 3,9 milliards de francs ont été consacrés à la production. « La place des programmes français et européens a augmenté par rapport aux programmes internationaux », a précisé M. de Tavernost,

qui sait qu'on a fait grief à M6 d'être le véhicule des films et séries américaines.

Le bilan économique est à l'avenant : le chiffre d'affaires est passé de 3 à 5 milliards de francs, 400 emplois directs ont été créés en quatre ans et les investissements dans Télévision par satellite (TPS), les chaînes thématiques, Internet ou le club de football des Girondins de Bordeaux ont été faits à bon escient. « Dans les cinq prochaines années, nous devons renforcer le caractère généraliste et fédérateur de la chaîne, et son positionnement vers les moins de cinquante ans », affirme M. de Tavernost. Il réclame une augmentation de la durée horaire des écrans publicitaires, dont il estime que la limitation fait perdre à la chaîne 30 millions de francs par an.

Les conseillers du CSA ont posé des questions sur le numérique terrestre, la garantie d'indépendance des journalistes, la stratégie en matière sportive, d'Internet et d'information locale. Un point sur lequel M. de Tavernost paraissait de préciser qu'il ne veut pas voir apparaître « un réseau de télévisions locales qui aura des difficultés ». Le CSA et les dirigeants de M6 ont jusqu'au 1^{er} septembre pour poursuivre leurs débats. En public et, par la suite, à l'abri des oreilles indiscretes.

Françoise Chiroz



Rover 75 Sterling.

San plus grand luxe, c'est d'être abordable.

Découvrez cette série limitée à 31 véhicules d'exception : boîte automatique 5 rapports, sellerie cuir, système de navigation écran couleur, toit ouvrant électrique, climatisation automatique direction gauche, sièges avec chauffage à réglages électriques et siège conducteur avec mémoire 3 positions, aide au stationnement, système audio Alpine avec chargeur 6 CD, rétroviseur intérieur photosensible, store pare-soleil électrique, jumeo alliage 18", étriers* couleur et laquées, ABS avec répartition électronique de freinage, contrôle de traction électronique (ETC), axe brosse à dents, lave-phare chauffants, alarme volumétrique avec anti-démarrage, poignées métalliques (dispensable en Zircon silver, Waggonwood black, Royal blue, Moonstone green, Arden green et Raven black en fonction des stocks). Noveur 2.5 V6 24v - 177 ch (13 CV) - Consommations (directrice 1999/94/CE) en 1100 km : urbaine : 16,6 - extra-urbaine : 8,0 - mixte : 11,2. Emissions CO₂ (g/km) : 268.

La série limitée Sterling habille aussi les Rover 25 et Rover 45.

Venez découvrir la gamme Rover lors des ROYAL DAYS du 15 au 31 mars

Pour connaître votre concessionnaire MG Rover le plus proche : www.rover.fr



Le départ d'Olivier Mazerolle accroît la morosité à RTL

DÉPART PROBABLE d'Olivier Mazerolle, directeur général de l'information, rumeurs d'économies : l'ambiance est morose à RTL. Le comité d'entreprise, mercredi 14 mars, a été suivi d'une assemblée générale de la rédaction, qui pourrait inspirer les autres catégories de personnel. La baisse d'audience et la modification de l'équipe dirigeante commencent à avoir des conséquences sur la vie de la station de la rue Bayard. Sans avoir explicitement présenté un plan d'économies, Robin Leproux, le nouveau directeur général, explique qu'un point d'audience perdu équivaut à une baisse des recettes de 50 millions de francs.

Les journalistes n'apprécient pas de devoir supporter les conséquences des erreurs faites sur les programmes. Autant d'éléments qui peuvent avoir poussé Olivier Mazerolle, fortement impliqué dans l'équipe précédente de direction, à accepter d'aller diriger la rédaction de France 2.

Vivendi Universal cède sa participation dans France Loisirs

EN ANNONÇANT le départ de Thomas Middelhoff du conseil d'administration de Vivendi Universal, le groupe de Jean-Marie Messier a indiqué, mercredi 14 mars, qu'il allait céder à Bertelsmann sa participation de 50 % dans le club de livres France Loisirs. Si les deux groupes ont toujours partagé les bénéfices substantiels du club, c'est Bertelsmann qui était l'initiateur et l'opérateur de France Loisirs. Le club a connu des années 1990 plus difficiles, perdant près d'un million d'adhérents.

Dans cette remise à plat de ses relations avec Bertelsmann, le groupe français négocie la reprise de sa participation de GetMusic, un site Internet créé en 1999 conjointement par Universal Music Group et BMG (filiale de Bertelsmann). Les deux groupes concurrents restent pour l'instant associés au sein de la librairie électronique bol.fr. Vivendi Universal confirme cependant des « discussions préliminaires » avec Bertelsmann et JC Darmon en vue de « constituer un groupe européen spécialisé dans l'acquisition de droits sportifs ».

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIES

● **BAYER : le groupe chimique allemand va entrer en Bourse à New York le 26 septembre**, a-t-il annoncé jeudi 15 mars. Par ailleurs, il n'est pas question que Bayer se divise en plusieurs entités, a indiqué son patron Manfred Schneider.

● **BRISTOL-MYERS SQUIBB : le groupe pharmaceutique américain a annoncé, mercredi 14 mars, qu'il baissait le prix de ses médicaments** pour les thérapies antisida en Afrique. Merck, un autre laboratoire américain, avait annoncé une initiative similaire la semaine dernière.

● **DÆWOO : le cabinet Andersen, qui conseille le constructeur automobile sud-coréen en difficulté, préconise de réduire de moitié ses capacités de production**, de se spécialiser dans les petites cylindrées et de se retirer d'Inde et de Pologne.

SERVICES

● **AOL : la cour d'appel de Versailles a confirmé, mercredi**, dans ses principales dispositions, l'ordonnance de référé du tribunal de grande instance de Nanterre (Hauts-de-Seine) du 20 février et a condamné en appel le fournisseur d'accès à Internet pour « la caractéristique illicite » de sa publicité qui vantait les mérites d'un forfait d'accès illimité à Internet.

● **LOOK VOYAGES : le voyageur français filiale du canadien Transat est entré à hauteur de 40 % dans le capital de la société grecque Tourgreece**, avec une option pour devenir majoritaire dans trois ans, a-t-il indiqué mercredi.

● **AOM/AIR LIBERTÉ : le comité d'entreprise de l'ensemble aérien AOM/Air Liberté qui devait avoir lieu jeudi a été reporté au lundi 19 mars**, a annoncé, sans explication, la direction du pôle AOM/Air Liberté/Air Littoral.

FINANCES

● **EURONEXT : la société née en septembre dernier de la fusion des Bourses d'Amsterdam, Bruxelles et Paris**, a annoncé mercredi une hausse de 46 % de son bénéfice net pro forma en

2000 à 127 millions d'euros, contre 87 un an plus tôt.
● **MEDIOBANCA : la banque d'affaires et holding de participations italienne** a enregistré une hausse de 36,7 % de son bénéfice imposable consolidé pour le premier semestre de son exercice 2000-2001, à 200,2 millions d'euros.
● **CRÉDIT AGRICOLE : la banque a annoncé mercredi qu'elle allait débloquer des enveloppes** d'un montant total de 2,5 milliards de francs pour venir en aide aux éleveurs de bovins touchés par la crise du secteur.

RÉSULTATS

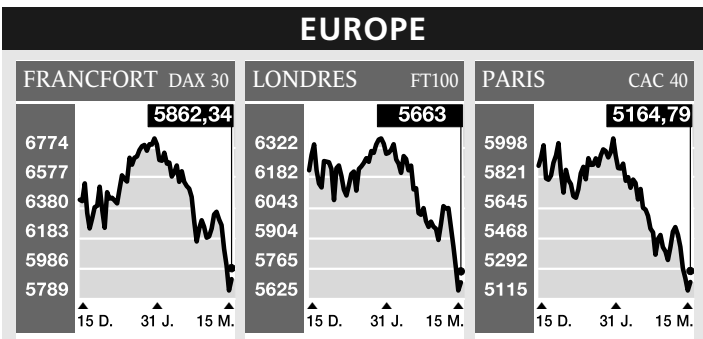
● **CAP GEMINI ERNST & YOUNG : le groupe français d'ingénierie et de services informatiques** a annoncé, jeudi, avoir dégagé en 2000 un résultat net en hausse de 25,5 % à 547 millions d'euros en données pro forma, supérieur aux prévisions des analystes. Son chiffre d'affaires a progressé de 10,4 % à 8,47 milliards.

● **AB GROUPE : le pôle de chaînes thématiques, qui inclut RTL9, leader français du câble et du satellite**, a réalisé un bénéfice net de 13,6 millions d'euros en 2000, en hausse de 134 % par rapport à 1999, a-t-il annoncé mercredi. Le nombre d'abonnés a augmenté de 23,5 % en un an pour atteindre 16,7 millions fin 2000.

● **GUYOMARC'H NUTRITION ANIMALE : la société française** a enregistré un bénéfice courant avant survalueurs de 13,3 millions d'euros en 2000, en hausse de 3,3 %, pour un chiffre d'affaires de 670,6 millions d'euros. Guyomarc'h N.A. a décidé de se scinder en trois branches (aliments France, santé et nutrition).

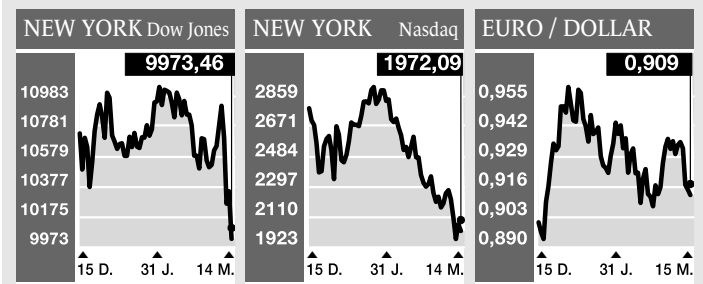
● **SOTHEBY'S : la maison de ventes a enregistré une forte baisse de son chiffre d'affaires en 2000**, avec un total de 1,9 milliard de dollars (2,09 milliards d'euros), a-t-elle annoncé mercredi. Ses ventes en Amérique du Nord (60 % du chiffre d'affaires) ont chuté de 17 %, alors que l'Europe est en baisse de 13 %. Du coup, Sotheby's est passé derrière son concurrent Christie's.

● **SWATCH : l'horloger suisse a réalisé en 2000 un bénéfice net en hausse de 47,6 % à 651 millions de francs suisses** (423 millions d'euros). Le chiffre d'affaires annoncé fin janvier, a progressé de 17,6 %, à 4,263 milliards de francs suisses.



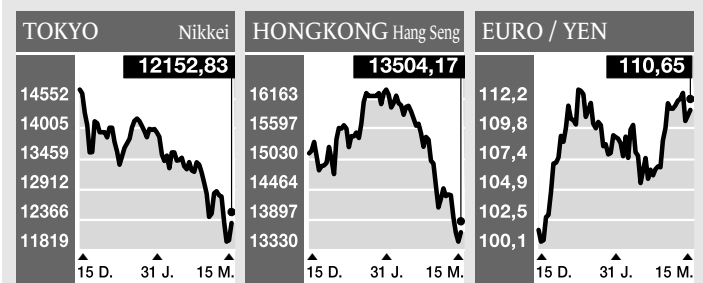
Europe 12 h 30	Indices sélection	cours	Var. %	Var. %
EUROPE	EURO STOXX 50	4157,37	0,81	-12,89
EUROPE	STOXX 50	3970,41	0,73	-12,87
EUROPE	EURO STOXX 324	346,77	0,58	-11,49
EUROPE	STOXX 653	320,33	0,44	-10,97
PARIS	CAC 40	5164,79	0,96	-12,85
PARIS	MIDCAC	2395,01	-0,94	-3,32
PARIS	SBF 120	3536,06	0,75	-12,09
PARIS	SBF 250	3323	0,40	-11,89
PARIS	SECOND MARCHÉ	2737,69	-0,63	-2,82
AMSTERDAM	AEX	566,16	-0,41	-11,20
BRUXELLES	BEL 20	2801,30	-1,69	-7,38
FRANCFORT	DAX 30	5862,34	1,18	-8,88
LONDRES	FTSE 100	5663	0,66	-8,99
MADRID	STOCK EXCHANGE	9435,50	0,45	3,58
MILAN	MITEL 30	37859,00	0,49	-13,40
ZURICH	SPI	7190,10	-0,49	-11,62

AMÉRIQUES



Amérique 9 h 57	Indices sélection	cours	Var. %	Var. %
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9973,46	-3,08	-7,54
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1166,71	-2,60	-11,63
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	1972,09	-2,12	-20,18
TORONTO	TSE INDEX	7806,88	-1,92	-12,61
SAO PAULO	BOVESPA	15244,90	....	-0,09
MEXICO	BOLSA	322,11	-2,80	1,93
BUENOS AIRES	MERVAL	449,60	-3,08	7,88
SANTIAGO	IPSA GENERAL	97,84	-1,24	1,92
CARACAS	CAPITAL GENERAL	7637,38	-0,45	11,90

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 9 h 57	Indices sélection	cours	Var. %	Var. %
TOKYO	NIKKEI 225	12152,83	2,61	-11,84
HONGKONG	HANG SENG	13504,17	1,30	-10,54
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1793,84	0,09	-6,90
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	67,57	-0,18	6,66
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3188,40	-0,70	1,07
BANGKOK	SET	20,83	-1,23	11,81
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3778,76	1,44	-4,87
WELLINGTON	NZSE-40	2090,22	0,71	9,92

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 était en hausse de 0,27 %, jeudi 15 mars en milieu de journée, à 5 129,55 points. Après avoir chuté de plus de 4 % en séance sur un mouvement de panique, le CAC 40 avait abandonné, la veille, 1,38 %, à 5 115,50 points. La Bourse de Paris s'était même aventurée en séance sous les 5 000 points, à 4 965,47 points.

FRANCFORT

LA BOURSE de Francfort progressait de 0,55 %, jeudi à la mi-séance, le DAX s'inscrivant à 5 826,02 points. La veille, il avait terminé en repli de 2,83 %, à 5 794,12 points, après avoir perdu plus de 5 %.

LONDRES

LA BOURSE de Londres gagnait 0,10 %, jeudi à la mi-journée, à 5 631,40 points. Mercredi, il avait plongé à moins de 5 500 points, en cours de séance. Le Footsie avait cédé 1,66 %, à 5 625,9 points, retrouvant son plus bas niveau de clôture depuis le 15 décembre 1998.

TOKYO

TOKYO a terminé en hausse de 2,6 % la séance de jeudi, l'indice de référence Nikkei repassant au-dessus de 12 000 points, dans l'espoir de nouvelles mesures de stimulation du marché boursier. Le Nikkei a terminé sur un gain de 2,6 %, à 12 152,83 points, après avoir chuté dans la matinée jusqu'à 11 433,88 points, son plus bas niveau depuis décembre 1984.

NEW YORK

LES INVESTISSEURS se sont inquiétés des signaux alarmistes en provenance du Japon, qui se sont ajoutés à leurs craintes sur les résultats des entreprises américaines. Le Dow Jones a clôturé sous les 10 000 points, à 9 973,46 points, mercredi 14 mars, après une perte de 3,08 %. L'indice Nasdaq a reculé de 2,12 %, sous les 2 000 points. Le Standard and Poor's 500, composé d'un plus large éventail de valeurs, s'est replié de 2,58 %, à 1 166,71 points, son plus bas niveau depuis novembre 1998. A Wall Street, 1,37 milliard d'actions ont été échangées, tandis que sur le Nasdaq, 2,1 milliards de titres ont changé de mains.

TAUX

LE TAUX d'intérêt de l'obligation à 10 ans du Trésor français était en légère hausse, jeudi 15 mars, à 4,85 %. Sur le marché obligataire américain, le taux d'intérêt sur l'obligation du Trésor à 10 ans s'est détendu à 4,82 % contre 4,93 % mardi et celui de l'obligation à 30 ans à 5,26 % contre 5,33 %.

MONNAIES

L'EURO baissait face au dollar, jeudi matin, sur le marché des changes, repassant sous le taux de 0,91 dollar pour 1 euro. Le yen, qui avait reculé la veille jusqu'à 121,2 yens pour 1 dollar, se reprenait légèrement face au 1 dollar.

ÉCONOMIE

Hausse des stocks des entreprises américaines en janvier

LES STOCKS des entreprises américaines ont augmenté de 0,4 % en janvier par rapport au mois précédent et leurs ventes sont restées inchangées, a annoncé, mercredi 14 mars, le département du commerce. Les analystes tablaient, dans leur consensus, sur une hausse de 0,3 % des stocks des entreprises. En décembre, les ventes avaient augmenté de 0,1 % et ce chiffre n'a pas été révisé. Le ratio ventes sur stocks est ressorti à 1,37, signifiant qu'il faudrait 1,37 mois pour écouler les stocks au rythme des ventes de janvier. Ce ratio a augmenté par rapport au 1,36 de décembre. Il s'agit du ratio le plus élevé depuis mars 1999.

● **JAPON : la baisse de la production industrielle annoncée pour janvier au Japon a été révisée à 4,2 %**, contre 3,9 %, a annoncé jeudi le ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie. Cette contraction de l'activité manufacturière fait suite à une hausse de 1,8 % en décembre. Les livraisons de produits industriels ont baissé de 3,7 %, contre 3,8 %, selon le chiffre révisé. Les stocks ont augmenté de 0,4 %, contre 0,6 %.

● **Le premier ministre Yoshiro Mori a déclaré, jeudi, que « la reprise économique de la nation a été retardée. Et on note des facteurs inquiétants comme le ralentissement économique aux Etats-Unis »**. S'adressant de son côté à une commission parlementaire, le ministre des finances, Kiichi Miyazawa, a estimé que le pays était « sur la voie d'une légère reprise mais que la situation restait difficile ». « Je pense que la reprise, qui vient de l'industrie, passera dans la consommation des ménages durant le trimestre janvier-mars », a-t-il dit.

● **ZONE EURO : le solde des finances publiques s'est traduit en l'an 2000 par un excédent de 0,3 % du produit intérieur brut (PIB)**, a annoncé mercredi Eurostat, l'Office européen des statistiques. La dette publique a représenté 69,7 % du PIB.

● **ITALIE : la prévision de croissance en Italie de 2,9 % faite par le gouvernement pour l'année 2001 sera revue à la baisse**, a indiqué, mercredi, le ministre du Trésor, Vincenzo Visco. Il y aura « une révision à la baisse des estimations de croissance du PIB pour

2001 », a déclaré le ministre. Cette révision devrait toutefois être « moins importante que ce que l'on pense ».

● **ALLEMAGNE : les prix de gros ont augmenté de 0,9 % sur un mois en février**, donnant une hausse annuelle de 3,7 %, a annoncé jeudi l'Office fédéral de la statistique. En janvier, les prix de gros avaient baissé de 0,5 % sur un mois et augmenté de 3,8 % sur un an.

● **GRANDE-BRETAGNE : le nombre de chômeurs est tombé en février à son plus bas niveau depuis un quart de siècle**, passant sous la barre du million. Le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 10 600, en données corrigées des variations saisonnières, à 996 200, soit le nombre le plus faible depuis décembre 1975, a annoncé, mercredi, l'Office des statistiques nationales (ONS) britannique. Le taux de chômage est de 3,4 %. Les analystes s'attendaient à une baisse comprise entre 6 500 et 7 500, avec un taux de 3,5 %.

● **ARGENTINE : l'Argentine doit tenir les rênes et redresser la barre face à une situation « compliquée »**, a averti, mercredi, l'auditeur du Fonds monétaire international (FMI) pour l'Argentine Tomas Reichmann, à l'issue d'une rencontre avec le ministre des finances, Daniel Artana.

● **TURQUIE : le ministre turc de l'économie, Kemal Dervis, a annoncé, mercredi, une série de mesures « urgentes »** pour lutter contre la crise que traverse la Turquie, comprenant une réorganisation du système bancaire défaillant et une accélération des privatisations. Une direction commune, à laquelle seront nommés des banquiers professionnels, sera créée pour les trois banques publiques Ziraat, Emlak et Halk, qui cumulent des pertes estimées à environ 20 milliards de dollars, a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse.

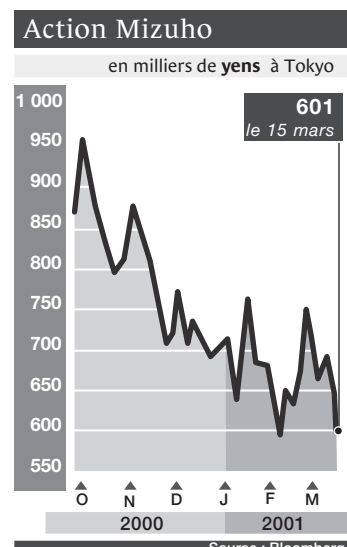
● **OR : la Banque d'Angleterre a annoncé mercredi avoir vendu aux enchères 25 tonnes d'or**, à 266 dollars l'once, dans le cadre du programme de vente d'une partie des réserves d'or du pays, initié en mai 1999. L'offre a été souscrite 2,2 fois et a permis de lever 213,7 millions de dollars, a précisé la banque dans un communiqué. Il s'agit de la sixième et dernière vente aux enchères pour l'année fiscale en cours (qui s'achève fin mars), durant laquelle la banque a vendu 150 tonnes d'or.

VALEUR DU JOUR

La banque Mizuho dans la tourmente japonaise

LA DESCENTE aux enfers continue pour les banques japonaises. Elles ont été de nouveau attaquées en Bourse jeudi 15 mars, l'agence de notation Fitch Ibcia ayant annoncé la veille qu'elle envisageait d'abaisser la note de solvabilité financière de 19 grandes banques japonaises, en raison des conséquences de la chute de la Bourse de Tokyo sur leur santé. Sur une échelle de notes, qui va de « A » (établissement très solide) à « E » (établissement en quasi-faillite), aucune banque japonaise ne dépasse actuellement « C/D ». L'agence n'envisage toutefois pas de modifier son appréciation de la qualité de la dette de ces banques, sachant qu'en cas de quasi-faillite, l'Etat japonais ne pourrait qu'intervenir pour les soutenir.

Première banque du monde par son total de bilan, le groupe Mizuho, né en septembre 2000 de la fusion de Dai-ichi Kangyo, Fuji et Industrial Bank of Japan, a accusé la nouvelle de plein fouet, reculant de 6,2 % en Bourse, à 601 000 yens, mercredi 15 mars. Quant à la banque Daiwa, dont l'action a perdu 8,5 %, elle a dû démentir jeudi des rumeurs de défaut de paiement. Les autorités japonaises n'ont pas ménagé leurs efforts pour tenter de calmer l'inquiétude sur le secteur bancaire, qui a contribué à la très grande nervosité des marchés américains (lire page 23). Le ministre des services financiers, Hakuo



Yanagisawa, a rejeté l'idée d'une réédition de la crise de l'automne 1998 qui avait obligé l'Etat à prévoir un fonds de 70 000 milliards de yens (636,4 milliards d'euros) pour recapitaliser les banques. Il devrait annoncer avant la fin du mois de mars un programme pour aider les établissements financiers à accélérer l'élimination des créances douteuses par les banques ne menaçant pas leurs ratios de fonds propres », a-t-il affirmé. Le gouvernement a d'ores et déjà prévu de créer des organismes parapublics chargés de racheter les participations croisées que banques et grandes entreprises veulent céder pour améliorer leurs bilans avant la fin de l'exercice comptable (31 mars).

Sophie Fay

Taux de change zone Euro		Hors zone Euro	
Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC.....	6,55957	EURO.....	0,15245
DEUTSCHEMARK.....	1,95583	DEUTSCHEMARK.....	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000).....	1,93627	LIRE ITAL. (1000).....	3,38774
PESETA ESPAG. (100).....	1,66386	PESETA ESPAG. (100).....	3,94238
ESCUDO PORT. (100).....	2,00482	ESCUDO PORT. (100).....	3,27190
SCHILLING AUTR. (10).....	1,37603	SCHILLING AUTR. (10).....	4,76703
PUNT IRLANDAISE.....	0,78756	PUNT IRLANDAISE.....	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS 2,20371	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS 2,20371	2,20371
FRANC BELGE (10).....	4,03399	FRANC BELGE (10).....	1,62607
MARKKA FINLAND.....	5,94573	MARKKA FINLAND.....	1,10324
DRACHME GREC. (100).....	3,40750	DRACHME GREC. (100).....	1,92503
COURONNE DANOISE.....	7,4666	COUR. NORVÉGIENNE.....	8,2130
COUR. SUÉDOISE.....	9,1797	COUR. SUÉDOISE.....	9,1797
DOLLAR AUSTRALIEN.....	1,8386	DOLLAR CANADIEN.....	1,4202
DOLLAR HONGKONG.....	7,1615	DOLLAR HONGKONG.....	7,1615
DOLLAR NEZÉLANDE.....	2,2048	FORINT HONGROIS.....	266,4900
LEU ROUMAIN.....	25003	ZLOTY POLONAIS.....	3,7466

Cours de change croisés					
15/03 12 h 30	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR.....	0,82159	0,13855	1,44305	0,59063	
YEN.....	121,71500	110,65000	16,86500	175,58000	71,91500
EURO.....	1,09993	0,90375	0,15245	1,58705	0,64995
FRANC.....	7,21740	5,93025	6,55957	10,41230	4,26225
LIVRE.....	0,69298	0,56955	0,63010	0,09605	0,40945
FRANC SUISSE.....	1,69310	1,39105	1,53870	0,23455	2,44240

Taux d'intérêt (%)

Taux 14/03	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE.....	4,81	4,67	4,84	5,38
ALLEMAGNE.....	4,77	4,76	4,69	5,28
GDE-BRETAG.....	5	5,39	4,74	4,48
ITALIE.....	4,77	4,70	5,14	5,79
JAPON.....	0,18	0,10	1,15	1,81
ÉTATS-UNIS.....	5,50	4,56	4,86	5,28
SUISSE.....	3	3,33	3,34	4
PAYS-BAS.....	4,72	4,70	4,86	5,34

Matières premières

En dollars	Cours 14/03	Var. % 13/03
MÉTALUX (LONDRES)		
CUIVRE 3 MOIS.....	1769	-0,11
ALUMINIUM 3 MOIS.....	1530	-0,07
PLOMB 3 MOIS.....	506	-0,20
ETAIN 3 MOIS.....	5120	-0,19
ZINC 3 MOIS.....	1013,50	-0,05
NICKEL 3 MOIS.....	6055	+0,25
MÉTALUX (NEW YORK)		
ARGENT A TERME.....	4,44	-0,34
PLATINE A TERME.....	148646,50	+0,79
GRAINES DENRÉES		
BLÉ (CHICAGO).....	276,75	+0,27
MAIS (CHICAGO).....	211,50	-1,28
SOJA TOURTEAU (CHG.)	152,50	-2,56
SOFTS		
CACAO (NEW YORK).....	1036	-1,05
CAFÉ (LONDRES).....	....	....
SUCRE BL. (LONDRES).....	....	....

Matif

Cours 12 h 30	Volume 15/03	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
MARS 2001.....	69146,00	90,25	90,32
Euribor 3 mois			
JANVIER 2001.....	NC	NC	NC

Pétrole

||
||
||

VALEURS EUROPÉENNES

● Les actions des banques allemandes, Deutsche Bank, Dresdner Bank et Commerzbank ont été affectées par des révisions en baisse des prévisions de résultats 2001 par Goldman Sachs. Deutsche Bank a perdu 5,34 %, Dresdner 0,9 % et Commerzbank 1,14 %.

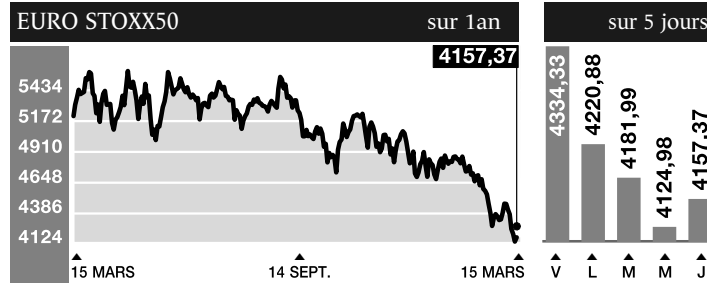
● L'ensemble des valeurs financières de la Bourse d'Amsterdam s'est replié : la banque ABN Amro a cédé 2,78 %, à 22,30 euros, l'assureur Aegon chutant de 1,50 %, à 33,98 euros, le bancassureur Fortis abandonnant 1,58 %, à 28 euros, et le groupe ING perdant 2,53 %, à 71,60 euros.

● Le leader des équipementiers télécoms Nokia a retenu l'attention, le

marché craignant que le finlandais ne lance une mise en garde sur ses résultats comme l'a fait Ericsson. Nokia s'est refusé à tout commentaire sur la publication d'un éventuel communiqué. La valeur est restée stable, à 24,55 euros.

● Le titre Cable and Wireless, qui a annoncé la veille 4 000 suppressions d'emplois et émis des prévisions très prudentes, a perdu 67 pence, à 478 pence.

● A la Bourse de Madrid, le titre du couturier Adolfo Dominguez a tenu la vedette avec une hausse de 19,08 %, à 8,8 euros, après l'annonce d'une OPA du numéro trois de la confection espagnole Cortefiel, à 9 euros par action.



15/03 12h32

Code pays	Cours en euros	% Var. 14/03
AUTOMOBILE		
AUTOLIV SDR SE	17,97	-0,60
BASF AG DE	47,55	+2,81
BMW DE	35,60	+0,28
CONTINENTAL AG DE	16,65	+4,42
DAIMLERCHRYSLER DE	50,75	+0,89
FIAT IT	25,57	-0,62
FIAT PRIV. IT	16,35	-0,37
MICHELIN FR	38,10	+0,13
PEUGEOT FR	280	-2,27
PIRELLI SPA IT	3,57	-0,83
DR ING PORSCHE DE	3390	-1,17
RENAULT FR	53,30	+1,48
VALEO FR	51,90	+1,76
VOLKSWAGEN DE	55,35	-0,27
DJ E STOXX AUTO P	227,99	-0,43

15/03 12h32

Code pays	Cours en euros	% Var. 14/03
BANQUES		
ABBAY NATIONAL GB	17,13	-0,74
ABN AMRO HOLDING NL	22	-1,35
ALL & LEICS GB	10,76	-0,15
ALLIED IRISH BA GB	17,77	-0,88
ALPHA BANK GR	30	+1,01
B.P.SONDRIO IT	19,30	-0,52
B.P.VERONA E.S. IT	11,25	-0,79
BA HOLDING AG AT	62	....
BANK OF IRELAND GB	14,80	-5,09
BANK OF PIRAEUS GR	13,44	-1,90
BANKINTER R ES	37,96	-0,11
BARCLAYS PLC GB	31,41	+1,33
BAYR.HYPO-UVER DE	63	+0,64
BBVA R ES	15,72	+0,19
BCA AG.MANTOVAN IT	9,53	-1,35
BCA FIDELURAS IT	10,73	+3,97
BCA INTESA IT	4,27	+0,95
BCA LOMBARDA IT	10,85	+1,40
BCA P.BERG.-CV IT	20,31	-2,31
BCA P.MILANO IT	5,28	....
B.P.EMILIA ROMA IT	36,40	-0,95
B.P.NOVARA IT	7,61	-1,17
B.P.LODI IT	11,54	+0,26
BCA ROMA IT	1,11	....
BCO POPULAR ESP ES	37,75	+0,94
BCEP R PT	5,10	-0,78
BIPOP CARRIE IT	4,90	+2,08
BK OF SCOTLAND GB	10,47	+3,29
BNL IT	3,42	-0,58
BNP PARIBAS FR	88,05	-0,62
BSCH R ES	10,65	-0,28
CHRISTIANIA BK NO	5,94	....
COMIT IT	6,17	+1,15
COMM.BANK OF GR GR	49,18	-1,21
COMMERZBANK DE	29,45	+0,17
CREDIT LYONNAIS FR	39,04	+1,27
DANSKE BANK DK	17,75	-2,57
DEUTSCHE BANK N DE	81,45	-0,79
DEXIA BE	175,20	+0,69
DNB HOLDING -A NO	5,08	+0,24
DRESDNER BANK N DE	42,80	....
EFG EUROBO ERGA GR	19,60	....
ERSTE BANK AT	56,27	-1,26
ESPIRITO SANTO PT	17,35	+0,29
FOERENINGSSA SE	14	+1,58
HALIFAX GROUP GB	10,87	-0,72
HSHC HLDG GB	13,36	+2,43
IKB DE	15,90	+0,63
KBC BANCASSURAN BE	46,20	-2,20
LLOYDS TSB GB	10,12	-0,31
MONTE PASCHI SI IT	4	+1,23
NAT BANK GREECE GR	38,24	+1,16
NATEXIS BP POP. FR	98	-2,39
NORDEA SE	7,52	+1,47
ROLO BANCA 1473 IT	18,73	+0,92
ROYAL BK SCOTL GB	24,59	+0,95
S-E-BANKEN -A SE	11,38	+0,97
SAN PAOLO IMI IT	15,20	+1,33
STANDARD CHARTRE GB	13,86	-1,13
STE GENERAL-A FR	62,35	+2,27
SV HANDBK -A SE	17,27	-0,31
SWEDISH MATCH SE	4,60	+0,24
UBS N CH	163,40	-0,59
UNICREDITO ITAL IT	4,96	+1,39
UNIDANMARK -A DK	85,72	....
DJ E STOXX BANK P	310,47	-0,42

15/03 12h32

Code pays	Cours en euros	% Var. 14/03
CONSTRUCTION		
ACCIONA ES	37,56	-0,90
ACS ES	29,92	+0,27
AGGREGATE IND GB	1,16	+1,39
AKTOR SA GR	8,30	+3,75
AMEY GB	5,90	-7,46
UPONOR -A FI	16,89	....
AUREA R ES	18,74	+0,05
ACESA R ES	10,53	+0,29
BLUE CIRCLE IND GB	7,39	....
BOUYGUES FR	40,50	....
BPB GB	4,19	....
BRISA AUTO-ESTR PT	10,77	+2,09
BUZZI UNICEM IT	9,23	-0,75
NOVAR GB	2,57	-4,71
CRH PLC GB	26,89	-4,24
CIMPOR R PT	30	-0,07
COLAS FR	61	....
GRUPO DRAGADOS ES	14,04	-2,09
FCC ES	22	....
GRUPO FERROVIAL ES	17,75	-1,11
HANSON PLC GB	6,81	+3,37
HEIDELBERGER ZE DE	60,75	-0,41
HELL.TECHNODOOR GR	6,58	-0,30
HERACLES GENL R GR	14,10	+0,57
Hochtief Essen DE	24,50	-2,20
HOLDERBANK FINA CH	1180,26	+0,06
IMERYS FR	112	-3,03
ITALCEMENTI IT	9	-0,77
LAFARGE FR	100	-1,67
MICHANIKI REG. GR	3,50	+2,94
PILKINGTON PLC GB	1,89	-1,65
RMC GROUP PLC GB	10,82	-1,16
SAINTE GOBAIN FR	158,60	-0,88
SKANSKA -B SE	44,23	+0,25
TAYLOR WOODROW GB	3,11	-2,49
TECHNIP FR	157,50	-1,56
TITAN CEMENT RE GR	38,26	-0,16
VINCI FR	65,75	+0,38
WIENERB BAUSTOF AT	21,74	+0,46
DJ E STOXX CNST P	227,71	-1,16

15/03 12h32

Code pays	Cours en euros	% Var. 14/03
PRODUITS DE BASE		
ACERIALIA ES	13,83	-0,29
ACERINOX R ES	33,79	+0,93
ALUMINIUM GREEK GR	40,40	+1,66
ANGLO AMERICAN GB	69,10	-0,89
ASSIDOMAEN AB SE	22,06	....
BEKAERT BE	40,91	-3,74
BILLITON GB	4,57	-0,35
BOEHLER-UDDEHOL AT	39,25	+0,13
BUNZL PLC GB	7,35	-1,28
CORUS GROUP GB	1	+5
ELVAL GR	4,14	+1,47
HOLMEN -B SE	30,56	-0,18
ISPAT INTERNATI NL	3,14	-2,18
JOHNSON MATTHEY GB	16,35	+2,59
MAYR-MELNHOF KA AT	51,98	-0,04
METSAB-SERLA -B FI	7,40	-1,33
OUTOKUMPU FI	9,21	-1,92
PECHINEY-A FR	49,63	-0,74
RAUTARUKKI K FI	4,42	+0,91
RIO TINTO GB	19,04	-0,99
SIDENOR GR	3,80	+2,70
SILVER & BARYTE GR	27,70	-0,36
SMURFIT JEFFERS GB	1,79	-9,60
STORA ENSO -A FI	11,25	-2,17
STORA ENSO -R FI	11,60	-0,43
SVENSKA CELLULO SE	23,75	-2,24
THYSSENKRUPP DE	17,02	+0,71
UNION MINIERE BE	42,68	-1,20
UPM-KYMMENE COR FI	32,50	-2,26
USINOR FR	14,20	....
VIOHALCO GR	9,70	+1,46
VOEST-ALPINE ST AT	32,23	-0,98
WORMS N FR	19,05	+0,26
DJ E STOXX BASI P	175,19	-1,22

15/03 12h32

Code pays	Cours en euros	% Var. 14/03
CONSUMMATION CYCLIQUE		
ACCOR FR	44,44	-2,16
ADIDAS-SALOMON DE	63,20	+0,80
AGFA-GEVAERT BE	20,80	-6,73
AIR FRANCE FR	19,89	-0,55
AIRTRUIS PLC GB	4,52	+0,35
ALITALIA IT	1,68	+1,82
AUSTRIAN AIRLIN AT	15,02	-1,96
AUTOGRILL IT	10,68	-2,91
BANC & OLUFSEN DK	37,50	+3,70
BASS GB	10,72	+1,81
BENETTON GROUP IT	1,82	....
BERKELEY GROUP GB	12,50	+4,48
BRITISH AIRWAYS GB	5,27	-0,60
BULGARIE IT	11,18	+1,73
CHRISTIAN DIOR FR	38,78	-1,92
CLUB MED FR	78,80	-1,50
COMPASS GROUP GB	6,38	+1,93
DLT.LUFTHANSA N DE	22,20	+1,37
ELECTROLUX -B SE	16,07	-1,67
EM.TV & MERCHAN DE	6,24	+3,14
EMI GROUP GB	7,11	+0,45
EURO DISNEY FR	0,81	+1,25
HERMES INTL FR	137,40	-0,43
HILTON GROUP GB	3,62	-0,87
HDP IT	3,50	+0,57
HUNTER DOUGLAS NL	28,80	-0,86
KLM NL	23,60	-1,67
LVMH FR	55	-2,22
MEDION DE	84,95	+1,74
MOULINEX FR	4,44	+3,74
NH HOTELS ES	14,63	-0,48
NXT GB	6,27	+5,33
P & O PRINCESS GB	5,01	-1,25
PERSUMION PLC DE	5,03	-2,46
PRISSAG AG DE	39,60	....
RANK GROUP GB	2,73	-1,71

15/03 12h32

Code pays	Cours en euros	% Var. 14/03
CHIMIE		
AIR LIQUIDE FR	157,30	+1,81
AKZO NOBEL NV NL	49,93	-1,62
BASF AG DE	47,55	+2,81
BAYER AG DE	50,15	+2,77
BOC GROUP PLC GB	16,05	-1,56
CELANESE N DE	19,45	....
CIBA SPEC CHIMI CH	70,80	-0,68
CLARIANT N CH	349,59	-0,19
DEGUSSA-HUELS DE	37,80	....
DMS NL	40,62	+0,05
EMS-CHEM HOLD A CH	4833,67	+0,07
ICI GB	7,90	+0,20
KEMIRA FI	6,20	+6,90
KON.VOPAK NV NL	24,65	+0,41

15/03 12h32

Code pays	Cours en euros	% Var. 14/03
ALIMENTATION ET BOISSON		
ALLIED DOMECQ GB	6,39	....
ASSOCIAT BRU F GB	7,74	+0,62
BBAG OE BRAU-BE AT	42,50	+0,26
BRAU-UNION AT	43,68	+0,88
CADBURY SCHWEPP GB	7,15	+0,22
CARLSBERG -B DK	47,81	-2,99
CARLSBERG AS -A DK	45,54	-0,87
COCA COLA HBC GR	17,10	+2,15
DANONE FR	139,70	+3,33
DAIICHI HOLDINGS GR	9,38	+1,52
DIAGEO GB	10,87	-1,15
ELAIS OLEAGINOUS GR	21,72	+0,56
ERID.BEGH.SAY FR	99,85	+0,35
HEINEKEN HOLD.NL	42,85	+1,66
HELLENIC SUGAR GR	12,38	-2,83
KAMPS DE	13,70	-0,87
KERRY GRP-A GB	21,18	-0,37
KONINKLIJKE NUM NL	41,47	+1,39
MONTEDISON IT	2,32	-0,85
NESTLE N CH	2229,67	-2,14
PERMALAT IT	1,57	-1,26
PERNOD RICARD FR	74,25	-1,53
RASIO GRP -V FI	1,85	-2,63
SCOTT & NEWCAST GB	8,28	+0,97
SOUTH AFRICAN B GB	7,87	-1,39
TATE & LYLE GB	3,79	-0,83
TOMKINS GB	2,47	....
UNILEVER NL	59,80	+2,75
UNILEVER GB	8,03	-1,94
UNIQ GB	3,08	+0,52
WHITBREAD GB	9,95	....
DJ E STOXX F & BV P	233,89	+0,74

15/03 12h32

Code pays	Cours en euros	% Var. 14/03
PHARMACIE		
ACTELION N CH	367,16	-1,91
ALTANA AG DE	125,40	+1,46
ASTRAZENECA GB	48,54	+0,29
AVENTIS FR	82,45	-0,48
BB BIOTECH CH	683,55	-3,40
CELTECH GROUP GB	19,37	+8,05
ELAN CORP IE	32,40	....
ESSILOR INTL FR	317	-0,94
FRENIUS MED DE	84	....
GAMBRO -A SE	7,57	+1,46
GLAXOSMITHKLINE GB	28,09	-1,50
H. LUNDBECK DK	115,58	-0,80
NOVARTIS N CH	1744,03	+0,15
NOVO-NORDISK -B DK	213,75	-0,25
NYCOMED AMERSHA GB	7,88	-0,40
ORION B FI	24,70	+1,86
OXFORD GLYCOSCI GB	17,29	+1,49
PHONAK HLDG N CH	3091,60	-1,06
QIAGEN NV NL	24,84	-1,04
ROCHE HOLDING CH	10090,49	-1,74
ROCHE HOLDING G CH	8449,97	-2,04
SANOFI SYNTHELA FR	55,65	+0,27
SCHERING AG DE	54	+2,86
SERONO -B CH	861,27	+0,30
SHIRE PHARMA GR	17,66	-0,62
SMITH & NEPHEW GB	4,84	+1,67
SSL INTL GB	7,68	-3,01
SULZER AG 100N CH	723,91	-2,03
SYNTHES-STRATEC CH	568,97	-0,91
UCB BE	37	-3,52
WILLIAM DEMANT DK	35,89	+1,13
WS ATKINS GB	12,85	-0,98
ZELTIA ES	12,91	-0,23
NOVOZYMES -B DK	24,64	-0,54
GALEN HOLDINGS GB	13,80	+1,75
DJ E STOXX HEAL	507,91	+0,16

15/03 12h32

Code pays	Cours en euros	% Var. 14/03
TÉLÉCOMMUNICATIONS		
ATLANTIC TELECO GB	0,56	....
BRITISH TELECOM GB	8,38	+2,52
CABLE & WIRELES GB	7,55	-0,42
COLT TELECOM NE GB	16,05	+7,89
DEUTSCHE TELEKO DE	25,90	+4,86
E.BISCOM IT	98,75	+0,25
ERICOM IR	2,45	+2,08
ELISA COMUNICA IE	16,70	+2,14
ENERGIS GB	5,52	+7,08
EQUANT NV DE	28,30	-3,41
EUROPOLITAN HLD SE	7,35	+3,05
FRANCE TELECOM FR	63,75	+2,57
HELLENIC TELE (GR	15,50	+3,06
HELS.TELEPH E FI	102,60	....
KINGSTON COM GB	2,08	+0,77
KONINKLIJKE KPN NL	12,97	-2,92
KPNQWEST NV -C NL	18,05	+0,56
LIBERTEL NV NL	9,75	+1,56
MANNESMANN N DE	93	....
MOBILCOM DE	22,89	-2,18
PANAFON HELLENI GR	6,62	+3,44
PT TELECOM SPCS PT	10,66	....
SONERA FI	11,60	+1,31
SWISSCOM N CH	255,52	-0,13
T.I.M. IT	7,10	+1,28

SPORTS L'Olympique lyonnais et le Spartak Moscou ont fait match nul (1-1), mercredi 14 mars en Russie, dans le cadre de la dernière journée de la deuxième phase de la

Ligue des champions. ● A ÉGALITÉ DE POINTS avec Arsenal au classement du groupe C, Lyon est devancé au nombre de points obtenus lors des rencontres directes entre les

deux équipes. Éliminé de la compétition, le club français doit impérativement décrocher une qualification européenne pour la saison prochaine, sous peine de devoir réduire ses

ambitions budgétaires. ● LES HOMMES de Jacques Santini n'ont pas fait preuve de l'efficacité nécessaire dans une rencontre pourtant largement à leur portée. ● LES QUARTS

DE FINALE de la Ligue des champions mettront en lice en avril trois clubs espagnols, trois anglais, un allemand et un turc. Les équipes italiennes ont toutes été éliminées.

Pour Lyon, l'aventure européenne s'est achevée dans les regrets

Alors qu'une victoire semblait largement à leur portée, les Lyonnais n'ont pu obtenir que le match nul (1-1) sur la pelouse du Spartak Moscou. Éliminés de la Ligue des champions, ils doivent impérativement réussir leur fin de saison pour ne pas mettre l'équilibre financier du club en danger

SONNY ANDERSON est resté prostré un long moment sur la pelouse râpée du stade Loujniki, mercredi 14 mars. Gagné par le désarroi, le capitaine de l'Olympique lyonnais a sans doute songé à cette occasion qu'il avait laissé échapper, en milieu de première mi-temps. Un raté qui allait préfigurer la suite d'une rencontre largement à la portée de l'équipe française. Pour avoir fait preuve d'une coupable maladresse devant le but russe, les Lyonnais ne disputeront pas les quarts de finale de la Ligue des champions.



FOOTBALL

Dans l'obligation de vaincre pour terminer à la deuxième place du groupe C, l'OL a dû se contenter d'un match nul (1-1) qui lui laissera bien des regrets. L'exploit réalisé

face aux Allemands du Bayern Munich (3-0) au stade Gerland, le 6 mars, n'aura donc servi à rien. Et pourtant, rien n'avait été négligé pour mettre les joueurs dans les meilleures dispositions. La délégation française s'était rendue dans la capitale russe dès lundi 12 mars, pour se familiariser avec l'environnement. L'encadrement technique avait réuni l'effectif autour d'une séance vidéo destinée à détailler forces et faiblesses de l'adversaire.

Déjà éliminé et encore à court de condition – la saison vient tout juste de reprendre en Russie –, le Spartak ne semblait pas devoir être animé par une foi inébranlable, quand bien même l'Union européenne de football verse deux millions de francs pour chaque victoire. Au coup d'envoi, la maigre assistance (12 000 spectateurs pour une enceinte d'une capacité de 80 000 places) ne pouvait que renforcer les certitudes de l'OL.

Dès la troisième minute, cette

chronique d'un succès annoncé souffrait une première contrariété. Le milieu de terrain Victor Boulatov profitait d'une hésitation de la défense lyonnaise pour se présenter devant le but de Grégory Coupet. Le Brésilien Edmilson se résolvait alors à commettre une faute, logiquement sanctionnée par un penalty transformé par Dimitri Parfenov. Les Lyonnais allaient avoir besoin de toute la première mi-temps pour se remettre de ce coup de massue.

ÉTRANGE INDOLENCE

L'attente fut pénible : près d'une demi-heure pour assister enfin à la première action cohérente des Rhodaniens. Vikash Dhorasoo servait idéalement Anderson, parti dans le dos de ses gardes du corps, mais le Brésilien perdait son duel avec le gardien de but Alexandre Filimonov. Dans la continuité de cette action, Steve Marlet n'arrivait pas à cadrer son coup de tête à

la réception d'un corner exécuté par Philippe Violeau. Ce furent là les seules velléités lyonnaises. Cette étrange indolence de l'OL faillit précipiter un peu plus sa perte quand le capitaine Jegor Titov échoua pour la deuxième fois devant Coupet (37').

La seconde période coïncida enfin avec le scénario attendu. Les Lyonnais mettaient plus d'engagement dans les duels et, par voie de conséquence, campaient plus souvent devant le sanctuaire de Filimonov. Edmilson quittait son poste de sentinelle pour s'aventurer aux avant-postes, mais sa frappe inconsistante n'inquiétait pas le gardien russe (51'). Pour vaincre cet inopportuniste syndrome de l'inefficacité, il fallut un penalty accordé à Anderson pour une faute de Filimonov. Le capitaine, pas toujours inspiré par cet exercice dans le passé, évacua les mauvais souvenirs pour égaliser.

Restaient près de vingt-cinq

minutes pour forcer la décision. Jacques Santini musclait son secteur offensif avec les rentrées de Sidney Govou, le buteur en série des dernières semaines, puis de Patrice Loko. A bout de forces, les Russes se contentaient de préserver le score. En quatre minutes, l'OL se créait trois opportunités de prendre l'avantage mais ni Govou, ni Edmilson, ni même Anderson ne surent conserver la lucidité nécessaire dans le geste final. La dernière chance échut à Sidney Govou, mais son lob légèrement trop enlevé (88') concluait l'infortunée lyonnaise.

« Il ne faudrait pas qu'à l'approche de la fin de saison, nous perdions sur tous les tableaux », avait déclaré Anderson avant le coup d'envoi. La menace risque désormais de miner les esprits de l'OL. Toujours en course pour le titre de champion de France mais avec quatre points de retard sur Lille et Nantes, les Lyonnais sont également

en lice en coupe de France (quart de finaliste) et en coupe de la Ligue (demi-finaliste), avec tous les aléas que comportent ces compétitions couperets.

Pour son cinquantenaire, le club du président Jean-Michel Aulas avait affiché à l'aube de la saison des ambitions élevées. Un échec global ne serait pas sans incidence sur la surface financière de l'OL. Une participation aux quarts de finale de la Ligue des champions aurait ainsi rapporté 40 millions de

La fiche technique

SPARTAK MOSCOU - LYON: 1-1

Ligue des champions
6^e journée de la 2^e phase - Groupe C
• Stade Loujniki ; temps frais, pelouse en mauvais état ; 12 000 spectateurs ; Arbitre: M. Vassaras (Grèce)

BUTS

Spartak Moscou : Parfenov

(4^e sur penalty).

Lyon : Anderson (68^e sur penalty).

AVERTISSEMENTS

SPARTAK MOSCOU : Mitrevski (52^e, croc-en-jambe), Filimonov (67^e, tacle à retardement).

LYON : Müller (62^e, antieju), Violeau (84^e, contestation).

LES ÉQUIPES

SPARTAK MOSCOU (entraîneur : Romantsev) :

Filimonov • Tchuisse, Mitrevski, Parfenov (Bezrodny, 53^e), Koftoune • Baranov, Boulatov, Titov (cap.), Kalinitchenko • Robson (Irismetov, 83^e), Marcao (Lovchev, 75^e).

LYON (entraîneur : Santini) :

Coupet • Edmilson, Caçapa, Müller • Chanelet, Violeau (Bréchet, 85^e), Laigle, Delmotte (Govou, 58^e), Dhorasoo • Marlet (Loko, 83^e), Anderson (cap.)

francs, ce qui aurait permis de réduire le déficit de 100 millions prévu au terme de l'exercice 2000-2001. Le budget de la saison, établi à 390 millions, a finalement dérivé pour atteindre 500 millions. Au cas où Lyon ne parviendrait pas à se qualifier pour la prochaine Ligue des champions, Jean-Michel Aulas a déjà évoqué la possibilité de transférer quelques joueurs. A moins qu'il soit procédé à un nouvel appel de fonds auprès des actionnaires...

Elie Barth

Les résultats

LIGUE DES CHAMPIONS

(2^e phase, 6^e journée)

● GROUPE C

Bayern Munich (All)-Arsenal (Ang)

1-0

Spartak Moscou (Rus)-Lyon (Fra)

1-1

CLASSEMENT

1. Bayern Munich, 13 pts ;
2. Arsenal, 8 pts ; 3. Lyon, 8 pts ;
4. Spartak Moscou, 4 pts.

Bayern Munich et Arsenal

qualifiés pour les quarts de finale.

● GROUPE D

Leeds (Ang)-Lazio Rome (Ita) 3-3

Anderlecht (Bel)-Real Madrid (Esp)

2-0

CLASSEMENT

1. Real Madrid, 13 pts ; 2. Leeds, 10 pts ; 3. Anderlecht, 6 pts ; 4. Lazio Rome, 5 pts.

Real Madrid et Leeds qualifiés.

Les quarts de finale de la Ligue des champions se dérouleront les 3 et 4 avril (matches allers) et les 17 et 18 avril (matches retours).

L'Espagne et l'Angleterre en force

minent deuxièmes car ils ont obtenu plus de points que les Français dans les affrontements directs entre les deux clubs (victoire d'Arsenal 1-0 à Lyon et match nul 1-1 à Londres).

L'ITALIE, GRANDE ABSENTE

L'Angleterre et l'Espagne seront omniprésentes en quarts de finale, avec trois clubs chacune : Arsenal, Manchester United et Leeds pour la première, le Real Madrid, Valence et le Deportivo La Corogne pour la deuxième. Les autres qualifiés sont le Bayern et le club turc de Galatasaray.

Les quatre vainqueurs de groupe (Valence, la Corogne, Bayern et Real) sont assurés de recevoir au match retour lors des quarts de finale, où ils affronteront obligatoirement le deuxième d'un groupe. Il ne pourra donc pas y avoir de duels entre clubs espagnols ou entre clubs anglais. Le tirage au sort des quarts ainsi que celui des demi-finales, où il n'y aura pas de tête de série, aura lieu vendredi 16.

Les rencontres se dérouleront les 3 et 4 avril pour les matches allers, les matches retours se disputant deux semaines plus tard.

L'Italie est la grande absente des quarts. C'est la première fois depuis 1982 qu'aucun club transalpin ne figure en quarts de finale d'une coupe européenne, les Italiens étant également éliminés en coupe de l'UEFA. Première victime de cette contre-performance : Alberto Zaccheroni, l'entraîneur du Milan AC, a été licencié mercredi et remplacé par l'ancien sélectionneur national Cesare Maldini. – (avec Reuters)

■ Les vingt-quatre personnes conduites à l'hôpital après les bagarres qui ont éclaté, mardi 13 mars lors du match PSG-Galatasaray, avaient toutes regagné leur domicile mercredi. La commission de contrôle et de discipline de l'Union européenne de football (UEFA) se prononcera, mercredi 21, sur les sanctions infligées au club parisien.

Faux passeports : des peines d'interdiction de territoire requises

RELATIVEMENT épargnés lors de leur passage devant les commissions de la Ligue nationale de football (LNF), trois des joueurs impliqués dans l'affaire des faux passeports ont vécu une après-midi inconfortable, mercredi 14 mars, devant la 16^e chambre du tribunal correctionnel de Paris. Un Colombien devenu grec, le gardien de but du FC Metz Faryd Mondragon, un Chilien passé italien, l'ancien défenseur de l'AS Monaco Pablo Contreras, et un Argentin ayant acquis lui aussi la nationalité italienne, l'ancien attaquant de l'OGC Nice Emiliano Romay, comparaissaient pour expliquer de quelle façon ils s'étaient procurés des faux passeports européens grâce auxquels ils ont pu éviter de figurer dans le quota des joueurs non-communautaires inscrit dans les règlements de la Ligue.

Des amendes allant de 150 000 francs (pour Romay et Contreras) à 300 000 francs (pour Mondragon), ainsi que des peines d'interdiction de territoire d'une durée laissée à l'appréciation du tribunal, ont été requises par le procureur Gilbert Cervoni qui a accusé les joueurs d'être « les maillons de la chaîne d'une criminalité organisée ». Le jugement a été mis en délibéré au 4 avril.

Devant un président, Thierry Devernois de Bonnefon, qui les a trouvés « sympathiques » tout en n'ayant de cesse de pointer l'« invraisemblance » de leurs propos, les trois joueurs ont eu du mal à convaincre le tribunal de la « bonne foi » dont chacun se réclamait. Faryd Mondragon, qui est aujourd'hui le seul à continuer à exercer

son métier en France, s'est emmêlé dans des explications rendues peu claires par un interprète dépassé par les débats. L'ancien gardien de but du club argentin Independiente a rappelé qu'il souhaitait initialement devenir Argentin avant qu'un avocat, à la lecture de son arbre généalogique, ne lui propose d'acquiescer un passeport grec à la faveur d'un arrière-arrière grand père né en Grèce.

« Pour des raisons affectives et par respect de vos ancêtres, vous auriez au moins pu faire des photocopies ! », lui a fait remarqué le président, surpris par l'absence de documents prouvant cette ascendance. Faryd Mondragon a dit qu'« il n'y avait pas pensé » avant d'être interrogé sur le fait qu'aucun visa ne figurait sur son passeport grec : « Pourquoi, alors que vous êtes appelé à voyager beaucoup, n'avez-vous jamais utilisé ce passeport européen dont vous pensiez pourtant qu'il était vrai ? Même pour partir en vacances en Argentine », s'est étonné Thierry Devernois de Bonnefon.

UN PAVÉ DANS LA MARRE

Pablo Contreras, qui succéda à Faryd Mondragon, a été aussi peu à son aise. Le président a ironisé sur la justification avancée par le joueur au moment de l'acquisition de son passeport italien : « Par curiosité pour mes ancêtres ». « C'est extravagant comme explication ! », a répondu le président. Celui-ci a alors involontairement lancé un pavé dans la marre du football français en relisant les déclarations que Pablo Contreras avait faites devant la police lors de son interrogatoire : « Lorsqu'il vous a contacté dans le

but de vous recruter, l'émissaire de l'AS Monaco, Lucien Muller, vous a dit que ce serait un plus si vous pouviez obtenir la nationalité italienne. » Cette version des faits porte un coup au club de la Principauté dont le président, Jean-Louis Campora, a toujours réfuté la moindre responsabilité dans cette affaire. Emiliano Romay, le seul à pouvoir s'exprimer en français, a été moins à la peine que ses congénères. Le joueur fut le seul à décrire le contexte dans lequel vivent les footballeurs professionnels : « On est entouré en permanence, on fait tout pour nous. Les clubs « cocoonent » les footballeurs. J'en connais qui ne savent même pas remplir leur déclaration d'impôts, ni louer un appartement ou une voiture. »

« Tout est maché, pour eux. Il est facile de leur faire signer n'importe quoi », plaidera plus tard M^e André Buffard, l'avocat de Pablo Contreras, après que M^e Jean Apietto, l'avocat des parties civiles (Fédération française de football et Ligue nationale de football), ait livré le contenu du « contrat » liant Emiliano Romay à son agent, Daniel Bertoni : « Figurez-vous que la société de M. Bertoni était « propriétaire » de M. Romay à 100 % ! »

Qu'on les appelle agents, impresarios, managers, avocats ou notaires, les membres de cette corporation souvent décriée auront été les absents de l'audience de mercredi. Le procureur a rappelé qu'une enquête séparée se poursuivait afin de démanteler les réseaux qui organisent la diffusion de faux passeports dans le milieu du football.

Frédéric Potet

Schlumberger

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT DE SCHLUMBERGER INVESTMENTS SUR SEMA PLC

Rappel :

Il est rappelé que Schlumberger Investments (Schlumberger) a initié le 21 février dernier une offre publique d'achat (l'Offre) sur la société Sema plc (Sema) au prix de 560 pence par action. Il est rappelé que cette Offre a notamment donné lieu à un communiqué de presse le 12 février, à l'envoi d'un Offer Document aux actionnaires directs de Sema le 21 février 2001 et à un avis financier paru dans Les Echos le 22 février, à destination plus particulière des actionnaires de Sema dont les actions sont inscrites auprès d'Euroclear France (ex Sicovam) (l'Avis Financier). Cet avis financier indiquait que les actionnaires dont les actions sont inscrites auprès d'Euroclear France pouvaient apporter leurs actions à l'Offre au plus tard le 15 mars 2001.

Prorogation :

Schlumberger informe les actionnaires de Sema dont les titres sont inscrits auprès d'Euroclear France qu'ils pourront continuer à apporter leurs titres à l'Offre entre le 16 et le 21 mars 2001 inclus. Schlumberger fera connaître ultérieurement les prochaines étapes du calendrier de l'Offre.

Achat d'actions Sema :

Lehman Brothers (conseil financier de Schlumberger) a acquis sur le marché le 5 mars 2001, pour le compte de Schlumberger, 122.869.697 actions Sema. Schlumberger a ainsi acquis 20% du capital de Sema.

Information :

Il est rappelé que l'Avis Financier, l'Offer Document en anglais ainsi que toute information complémentaire sur les modalités de l'Offre, sont disponibles sans frais auprès de BNP Paribas GIS-Emetteurs, les Collines de l'Arche, 92057 Paris La Défense, agissant comme agent centralisateur pour les actions de Sema inscrites auprès d'Euroclear France (veuillez contacter M. Dominique Sanchez ; e-mail : dominique.j.sanchez@bnpparibas.com ; tel : 01.55.77.95.51 ou Mme Régine Schuver ; e-mail : regine@schuver@bnpparibas.com ; tel : 01.55.77.95.37).

L'Offre n'est pas faite, directement ou indirectement, en Australie, au Canada ou au Japon et ne doit pas être acceptée dans ces pays ou à partir de ces pays. En conséquence, cet avis financier n'est pas, et ne doit pas, être diffusé, distribué ou envoyé en Australie, au Canada ou au Japon.

Les marathoniens des cimes

Avec plus de 8 000 mètres de dénivellée positive à franchir en quatre jours, la Pierra Menta est l'épreuve reine du ski-alpinisme. Une discipline qui cultive les vraies valeurs de la montagne

ARÈCHES-BEAUFORT (Savoie)

de notre envoyé spécial

Malgré une pluie pénétrante, les premiers sont arrivés dès 5 h 30 du matin, samedi 10 mars, pour l'ouverture, exceptionnelle à cette heure, du télésiège du Grand-Mont. Skis souvent équipés de peaux de phoque pour mieux adhérer à la neige, clarine, cette clochette des alpages, accrochée au sac à dos contenant l'indispensable thermos de café et la liqueur de genièvre, lampe frontale sur le bonnet, ils sont habituellement trois ou quatre mille à sacrifier chaque année au même rituel : se rendre en procession au sommet du Grand-Mont, à 2 686 mètres, pour voir le soleil apparaître derrière le mont Blanc et embraser le majestueux paysage des massifs du Grand-Paradis et de la Vanoise,

« La Pierra Menta est devenue au ski-alpinisme ce que le Tour de France est au cyclisme »

puis attendre, dans la convivialité et la bonne humeur, le passage des concurrents de la Pierra Menta.

Si la Pierra Menta a sa légende, elle la doit à Rabelais. Lors d'une promenade en Savoie, Gargantua aurait donné un coup de pied dans la chaîne des Aravis. L'énorme bloc de roche qui s'en détacha vint se planter, à plus de dix lieues vers le sud, dans le massif du Beaufortain, en écrasant trois sauterelles et un rat. Mais sa notoriété actuelle, la Pierra Menta la doit surtout au grand rassemblement annuel de la petite communauté du ski-alpinisme.

Loin des remontées mécaniques et des pistes surpeuplées, insensibles aux nouvelles modes du surf ou du freeride, les adeptes du ski-alpinisme sont restés des esthètes et préfèrent tutoyer les cimes, cheminer sur des crêtes vertigineuses, dévaler des couloirs de 30 à 45 degrés munis de leurs skis, de peaux de phoque et de crampons. Leurs randonnées ne se mesurent jamais en distance parcourue mais en mètres de dénivellée positive

pour les ascensions. La discipline n'est certes pas récente puisqu'elle figurait au programme des premiers Jeux olympiques d'hiver à Chamonix, en 1924, sous l'appellation « patrouille militaire ». Mais après les rallyes de l'élite Club alpin français, il a fallu attendre les années 1980 avec la création du Raid blanc, puis du Grand Défi, pour relancer les compétitions de ski-alpinisme.

C'est à la même époque, en 1985, que quelques amis réunis autour de Guy Blanc lancent un défi : réaliser en quatre jours une course de ski-alpinisme dans le massif du Beaufortain. Choisie pour illustrer la première affiche, la Pierra Menta donnera son nom à l'épreuve. Seize ans plus tard, les mêmes amis sont à la tête d'une équipe de plus de deux cents bénévoles recrutés parmi les cinq cents habitants de la station d'Arêches et les mille cinq cents de la commune de Beaufort, pour faire la trace, baliser le parcours, veiller à la sécurité, accompagner les visiteurs ou préparer la polenta géante servie à plus de mille personnes lors de la remise des prix.

« La Pierra Menta est devenue au ski-alpinisme ce que le Tour de France est au cyclisme », affirme Christophe Moulin, le conseiller technique national de la discipline. Le budget atteint 1 200 000 francs, principalement consacrés à la restauration et à l'hébergement des quelque cent quarante équipes de deux skieurs, mais l'ambiance n'a pas changé. Jacques Plassiard, le curé de la paroisse, continue à arpenter le massif avec son harmonica et son appareil photo et, dans une ambiance de patronage, à présenter chaque soir ses clichés des précédentes



CHRISTIAN TATIN/DIPIPI

Délaissant les remontées mécaniques et les pistes surpeuplées, les adeptes du ski-alpinisme sont des esthètes qui préfèrent tutoyer les cimes ou cheminer sur des crêtes vertigineuses dans des décors grandioses. Réfractaires à toutes les modes, certains voudraient rester ces « dieux de la montagne » qu'on ne peut apercevoir qu'à distance.

éditions en ouverture du briefing des coureurs.

Rattaché à la Fédération française de la montagne et de l'escalade (FFME), le comité sportif ski-alpinisme (CSSA) commence à structurer cette activité. Une vingtaine de courses sont organisées en France. Un comité international, rebaptisé International Council for Ski Mountaineering Competitions (ISMC) en 1999, a créé une Coupe d'Europe en 1992, puis un championnat d'Europe en 1999. Concession au culte du héros dans cette discipline traditionnellement disputée par équipes ou « cordées » de deux coureurs, un titre individuel européen vient d'être décerné le 4 mars à Jaca (Espagne). Les premiers championnats du monde sont programmés l'an prochain à Serre-Chevalier (Hautes-Alpes). Et certains rêvent de voir le ski-alpinisme revenir au programme des Jeux d'hiver à Turin, en 2006 !

« Nous souhaitons que notre discipline se développe, mais pas à n'importe quel prix. Je préfère de belles épreuves à une reconnaissance olympique », affirme Pierre Gignoux, qui, avec Stéphane Brosse, vient de remporter le championnat d'Europe et la Pierra Menta.

A courir après l'argent des stations pour rapprocher les épreuves des pistes afin d'attirer le public, le ski-alpinisme risque de perdre ses vraies valeurs. « C'est une discipline réservée à une élite

qui a la capacité d'aller très loin des pistes. Certains pratiquants veulent rester ces dieux de la montagne qu'on ne peut apercevoir qu'à distance », avance Christophe Moulin pour expliquer ce réflexe de préservation.

La seizième édition de la Pierra Menta, perturbée par les conditions météorologiques, restera une belle illustration de cette exigence vis-à-vis des coureurs et des spectateurs. Confrontés à des risques importants d'avalanche (4 sur une échelle de 5) les pisteurs ont dû modifier les parcours, parfois moins de deux heures avant les départs, lors du passage des derniers traceurs.

La dénivellée positive sur les quatre jours a ainsi été ramenée de 10 000 à 8 100 mètres pour une douzaine d'ascensions. La mort dans l'âme, les organisateurs ont dû renoncer à maintenir le Grand-Mont dans la troisième étape mythique du samedi.

« Nous ne pouvions prendre le risque de laisser trois ou quatre mille skieurs redescendre hors pistes après le passage des coureurs », disaient-ils. Or, malgré un temps à ne pas mettre un bouquetin dehors, près de neuf cents passagers ont emprunté le télésiège avant de monter, à skis ou à raquettes, vers le col de la Forclaz ou la Table d'orientation pour encourager leurs héros. Un bel exemple de communion entre coureurs et spectateurs !

Gérard Alboury



CHRISTIAN TATIN/DIPIPI

Pierre Gignoux et Stéphane Brosse, premiers de cordée

ARÈCHES-BEAUFORT (Savoie)

de notre envoyé spécial

Après quatre deuxièmes places dans la Pierra Menta avec Yvan Brondeux (1997 et 1998) et Francis Bibolet (1999 et 2000), Pierre Gignoux, trente-quatre ans, a peut-être trouvé le coéquipier idéal. Il est désormais associé à Stéphane Brosse, trente ans, et les deux skieurs-alpinistes ont obtenu, dimanche 11 mars, leur première victoire dans l'épreuve beaufortaine, six semaines après avoir remporté le championnat d'Europe aux Contamines (Haute-Savoie). Après 8 h 43 min 43 s de course, ils ont devancé de 5 min 4 s les Italiens Ivan Murada et Graziano Boscacci et de 11 min 3 s leurs coéquipiers en sélection nationale Vincent Meilleur et Cédric Tomio.

« C'est un sport où il existe vraiment un esprit de cordée, estime Stéphane Brosse. J'aime cette forte notion d'entraide et de complicité. Pendant la course, on vit presque plus en fonction de l'autre que pour soi. » « En course, on est rarement au même niveau au même moment, explique Pierre Gignoux. Il faut s'accommoder de la faiblesse de l'autre, l'aider en lui portant éventuellement son sac. Mais cette

année, avec Stéphane, c'est comme si nous étions calqués sur le même pas. »

Membres de la nouvelle équipe de France de ski-alpinisme créée en 1998 et encadrée par Christophe Moulin, le conseiller technique national, les deux hommes doivent pourtant continuer à s'entraîner chacun de son côté. Leur statut d'athlète de haut niveau leur permet de bénéficier d'une aide à l'insertion professionnelle versée à leur employeur pour un travail effectif ramené de cinq à quatre jours par semaine. Mais Pierre Gignoux, ingénieur chez Rossignol à Coulevie (Isère), et Stéphane Brosse, responsable d'exploitation chez Mobalpa à Annecy (Haute-Savoie), récompensés de 22 000 francs pour leur succès dans la Pierra Menta, s'entraînent le plus souvent le soir et se retrouvent le week-end.

Avant cette épreuve, les deux hommes comptabilisaient chacun 100 000 mètres de dénivellée positive. « Nous avions planifié toute notre préparation pour la Pierra Menta, explique Stéphane Brosse. La Coupe d'Europe et le championnat d'Europe nous ont permis de vérifier notre progression, et nous avons arrêté la compétition

trois semaines avant le grand rendez-vous pour une préparation spécifique. »

Alors que toutes les épreuves de ski-alpinisme se disputent sur un jour, la Pierra Menta est la seule qui exige la répétition de ces efforts quatre jours consécutifs.

Vainqueurs les trois premiers jours, les deux Français auraient sans doute réussi le grand chelem si Pierre Brosse n'avait pas cassé les tiges de ses deux chaussures avant la dernière descente. « Je travaille beaucoup au niveau des chaussures et des fixations, explique Pierre Gignoux. Avec un cutter, j'enlève de l'épaisseur partout et je reconstruis la chaussure avec des éléments en carbone ou en duralumin. On peut gagner la moitié du poids. »

« La Pierra Menta est une alchimie, estime cet ancien champion de France universitaire de VTT (1994) et de ski de fond (1998). Il faut accepter de souffrir, on évolue dans un environnement magique, on partage des moments forts, mais 10 000 mètres de dénivellée dans les jambes, c'est très long à récupérer. La Pierra Menta est une épreuve unique qu'il ne faut pas chercher à recopier. »

G. A.

Le nouveau défi de Jean-Luc Van den Heede

STOPPÉ par une avarie après avoir heurté un objet flottant dans le Pacifique, le 19 novembre 1999, lors d'une tentative de tour du monde contre les vents et les courants dominants, le navigateur Jean-Luc Van den Heede devrait repartir en septembre.

A cinquante-cinq ans, cet ancien professeur de mathématiques qui doit sa notoriété à ses performances dans les courses autour du monde en solitaire (deuxième du BOC Challenge en 1986, puis troisième en 1995 ; troisième du Vendée Globe en 1990, puis deuxième en 1993) espère battre de dix jours le record amélioré entre-temps, en juin 2000, par Philippe Monnet en 151 jours 19 heures et 54 minutes. Renonçant au 60 pieds (18,28 mètres) en matériaux composites des courses autour du monde, le navigateur amiénois a conçu, avec l'architecte naval Gilles Vaton, un monocoque de 25 mètres en aluminium, qu'il juge plus résistant et plus performant dans des conditions de navigation extrêmes.

Afin d'optimiser la stabilité de route, Adrien sera doté d'une quille de 13 tonnes (50 % du poids total) et de deux ballasts latéraux de 2,5 tonnes. Le chantier Gamelin de La Rochelle vient de terminer la construction de la coque.

L'Atlantique nord à l'aviron

ANCIEN CHAMPION de France de double scull en 1986, Jean Luckes veut tenter, à trente-six ans, de battre le record de la traversée de l'Atlantique nord à l'aviron établi en 1980 entre Cape Cod (Massachusetts) et Brest par Gérard d'Aboville en 71 jours et 23 heures.

Pour cette traversée en solitaire et sans assistance de quelque 2 850 milles (5 500 km), ce Brestois dispose d'une embarcation de 7,12 mètres, auto-redressante et insubmersible, déjà utilisée lors d'une première tentative en 1994. Au bout d'une semaine, il avait alors abandonné après avoir cassé de nuit un avion contre un conteneur à la dérive.

Comme Joseph Le Guen, qui n'avait pu battre ce record en 1995 (103 jours), Jean Luckes « ramera » au bénéfice de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) en proposant au public de verser 1 franc par mètre parcouru. Cette opération et le compte rendu de la traversée pourront être suivis sur le site www.nauticea.com. Le départ est envisagé à partir du 12 mai dès que les conditions météorologiques s'y prêteront.

La dure nuit polaire de Gilles Elkaim

APRÈS quelques semaines d'hibernation dans un camp d'éleveurs de rennes de la péninsule de Kanine, Gilles Elkaim, parti le 30 mai pour une expédition entre le cap Nord et le détroit de Béring (Le Monde du 29 décembre 2000), a vu sa progression ralentie par les conditions extrêmes de l'hiver sibérien avec des températures oscillant entre -40 degrés et +5 degrés.

Les deux rennes emmenés pour tirer son traîneau ont vite manifesté des signes d'épuisement. A court de vivres pour lui-même et pour son chien Laïka, l'aventurier a dû se résoudre à les abattre pour manger leur viande crue car il ne disposait plus de réchaud, ni de lumière. Il a pu ensuite rejoindre le village de Kotkino où il a pu se restaurer et soigner un gros œdème sur une jambe. Après une semaine de soins et de repos, il a pu repartir en continuant à tirer son traîneau. Afin de trouver des conditions de progressions plus aisées, il a descendu le lit de la rivière Petchora jusqu'à la banquise. Après avoir rencontré quelques rares pêcheurs, il espère trouver une tribu d'éleveurs de rennes qu'il pourrait accompagner quelques temps dans leur transhumance. www.arktika.org

SALON MONDIAL DU TOURISME

15-18 mars

SOIF DE VOYAGES ?

Goûtez à nos 150 destinations

TARIF PRÉFÉRENTIEL de 40F à présenter à l'entrée. Offre valable pour une personne

P¹ DE VERSAILLES 10^h-19^h NOCT. JEUDI ET VENDREDI 21^h

Le QUAL des CRISTALLENS

PRÊT-À-PORTER AUTOMNE-HIVER 2001-2002

Le podium des transferts

La nomination surprise de Julian Macdonald pour remplacer Alexander McQueen chez Givenchy a marqué les esprits. Comme les défilés de Chloé et d'Emanuel Ungaro

PENDANT qu'un Alexander McQueen rayonnant venait applaudir, mercredi 14 mars au soir, - à deux jours de son défilé Givenchy - la prestation de son futur patron Tom Ford pour Yves Saint Laurent, Givenchy mettait fin au suspense de sa succession. Aucun des noms qui alimentent la rumeur depuis quelques mois (Alber Elbaz, Nicolas Ghesquière, Olivier Theyskens) n'a été retenu par le groupe LVMH. A la surprise générale, c'est le Britannique Julian Macdonald qui est nommé directeur artistique de Givenchy - injoignable - est en vacances à Bali.

attentes de la clientèle de Givenchy et qui saura dynamiser l'activité de cette grande maison de couture », a déclaré Yves Carcelle, président du LVMH Fashion Group.

Ce choix d'un créateur peu médiatisé permettra sans doute au groupe de contrôler au plus près les orientations de la marque, apparemment gênée par la personnalité forte de McQueen. La date de l'entrée en fonction de Julian Macdonald n'a pas été communiquée et, pour l'heure, le futur directeur artistique de Givenchy - injoignable - est en vacances à Bali.

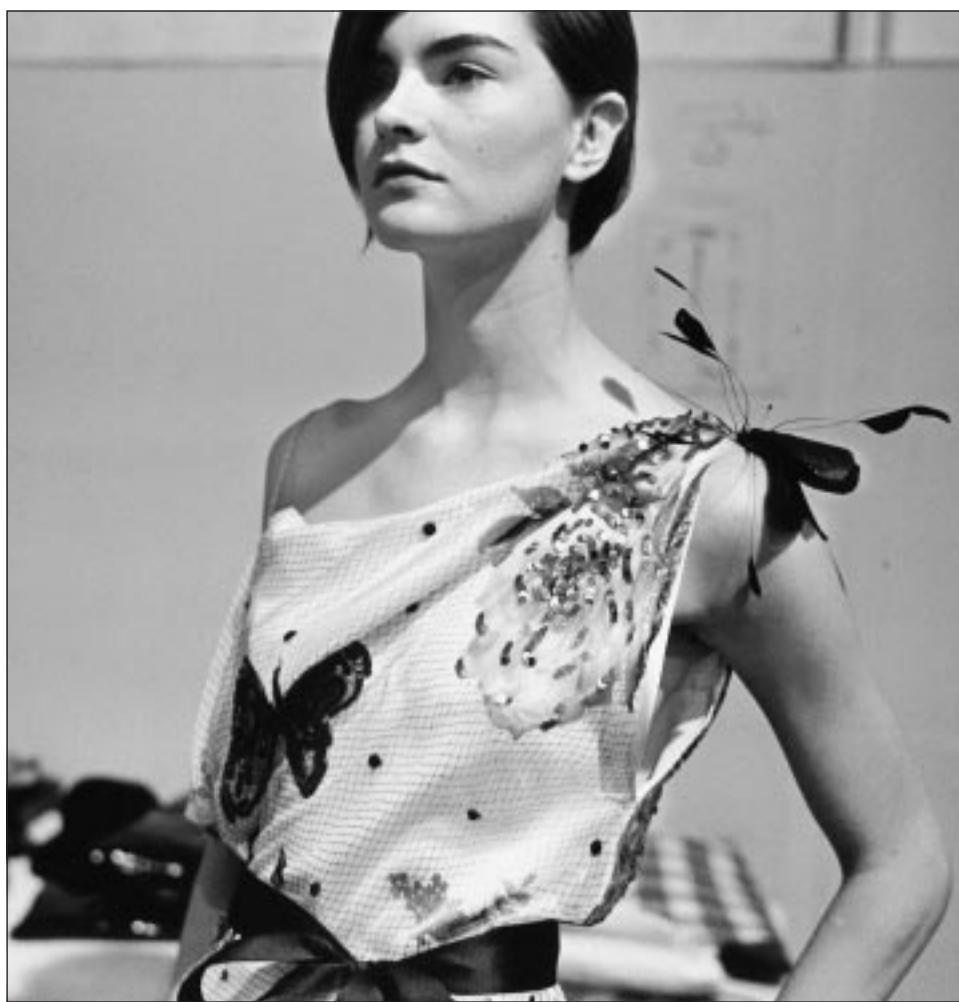
LE RETOUR DE JEANNE MAS

Dans les rangs des spectateurs, les potins vont bon train et chacun tente de recomposer l'échiquier de la mode, alors que, à quelques jours d'intervalle, on a appris la non-reconduite du contrat de Roberto Menichetti (directeur artistique de Burberry) et le départ de Nathalie Gervais de la maison Nina Ricci. Mais, il serait regrettable que les enjeux financiers de cette mode-spectacle - avec des transferts de stylistes clonés sur ceux des footballeurs - fassent oublier le travail de création.

Les défilés s'enchaînent à une cadence infernale (plus de quatre-vingts ont eu lieu depuis vendredi) et les images se télescopent, véhiculant tous les extrêmes. Entre les deux Belges Véronique Leroy et Martin Margiela, c'est le choc des cultures. Sur fond de Michael Jack-

son, la première a proposé un « copié-collé » des années 1980 au premier degré, avec des robes tubes en maille damier, des tuniques-bustiers fuchsia ou bleu électrique ou des « leggings » portés sur des bottines souples. Mais qui a envie aujourd'hui de s'habiller comme Jeanne Mas ?

Passée l'heure d'attente et la bousculade musclée à l'entrée de la culée du pont Alexandre III, Martin Margiela a dévoilé au son de tambours africains des jeux de froissés, qui redessinent en trompe-l'œil les boutons et le col d'un blazer. S'il a encore montré des



Les glissements progressifs du noir selon Hussein Chalayan

ROMPANT avec ses habitudes londoniennes, le styliste chypriote Hussein Chalayan, qui n'a pas organisé de défilé cette saison, présente lui-même, dans le showroom de son agent commercial CVDC, sa collection baptisée « mapreading » : une sorte de vestiaire évolutif inspiré par le voyage, la perte d'identité, l'assimilation - un triangle, cousu sur un manteau, prend de plus en plus d'importance sur un autre, jusqu'à « dévorer » entièrement le vêtement.

Sous le signe de la métamorphose, du *morping* textile, un col de chemise se retrouve placé à l'envers au bas d'une robe, une jupe-portefeuille semble recouverte d'un bout de veste, les jeux de trompe-l'œil se multiplient. Le sens de la déconstruction obéit à une rigueur dont Hussein Chalayan a fait son empreinte. Au graphisme des saisons précédentes s'ajoute un art de la langue et du flou lié aux drapés.

C'est dans son studio londonien, avec cinq personnes seulement,

EN TOUTE « INDÉPENDANCE »

Hussein Chalayan, en rupture de contrat avec le fabricant d'imperméables Ramosport et avec la firme hongkongaise Tsé installée à New York, ne semble pas inquiet de son avenir. A Londres, il travaille actuellement dans un lieu temporaire. Des négociations avec



Corset lacé et cardigan rebrodé à la main de perles par Stella McCartney pour Chloé.

le groupe Gucci ont échoué. Mais il assure : « Je suis en pourparlers avec d'autres compagnies. J'ai plus d'options que jamais. J'aimerais choisir un partenaire ayant une expérience industrielle dans la mode et dans le développement des marques. Pas un financier. »

Cette union dans laquelle il promet de ne jamais abandonner son « indépendance » lui permettra d'ouvrir des boutiques, de développer une ligne homme, de lancer des accessoires, et peut-être de réaliser son rêve : une maison de couture à Paris, où il envisage d'ailleurs sérieusement de présenter ses collections de prêt-à-porter. « Cette saison, j'ai passé beaucoup de temps avec des avocats, des investisseurs. Je souhaite que mon travail reste personnel. Je ne veux pas que tout mon travail soit timbré, logotypé. C'est une attitude qui date des années 1980. L'essentiel est de s'adresser à ceux avec qui vous partagez des affinités, plutôt que d'essayer de se répandre à tout prix. »

Laurence Benaïm



PHOTOGRAPHIES CLAUDINE DOURY/IVU

Trench en cuir et caban d'officier donnent le ton de la collection Céline par Michael Kors.



guenilles surdimensionnées, Margiela cherche cette saison à retrouver le corps. Homme ou femme ? La question reste entière devant l'ambiguïté troublante des mannequins. Désertés par la voluptueuse Brésilienne Gisele Bündchen, les podiums accueillent de nouvelles égéries à la mâchoire carrée et à la cuisse robuste, comme Eléonora Bosé, choisie par Gucci pour sa campagne publicitaire du printemps.

LE FLUIDE ET LE RIGIDE

Après le cortège fluo de la haute-couture de janvier, Emanuel Ungaro multiplie les variations en noir et rouge. La silhouette phare de la saison est la blouse-cravate et le knicker, portés avec l'indispensable casquette « Portier de nuit ». Simplifiée et plus graphique, la broderie gagne en intensité. La jupe plissée en mousseline blanche se voile d'ombre sous un tulle noir. On sent l'influence du directeur artistique Giambattista Valli, venu pour la première fois saluer avec le couturier.

« De Biarritz à Berlin, de Nantucket à New York... Charlotte Rampling rencontre Katharine Hepburn... Images de Dietrich et de Seigny... Délicates pièces de lingerie associées à des tweeds épais et des fourrures rustiques... Juxtaposition du rigide et du fluide. » C'est ainsi que Michael Kors résume l'esprit de la collection Céline et plus largement les tendances qui défilent depuis samedi à Paris. En manteau marin de cachemire bouilli ou en combinaison de dentelle, son héroïne aux joues rosées par le grand air évolue entre les docks et le pont d'un yacht. L'agent X27 surgit dans un trench noir et croise Corto Maltese. « Sois riche et forte. Détruis-les avec ton regard » est la devise inscrite en coulisses pour dicter la marche des mannequins.

Très réussie, la collection de Stella McCartney pour Chloé libère une énergie empreinte de sensualité. Portés sous des fausses fourrures incrustées de fleurs de métal, ses jeans font les plus longues jambes du moment. Des plaques de métal gravées, inspirées des contes victoriens, sont cousues au dos d'une veste ou sur une ceinture. Rebrodé de roseaux sauvages ou de gouttes de verre, le corset dicte l'allure, qui mêle la rigueur des coupes anglaises à la légèreté des Années folles. Les perles s'échappent en colliers sur une épaule ou composent des robes fluides qui jouent avec la lumière.

Arrivé par les coulisses, entouré de ses gardes du corps et d'une cour d'actrices américaines dont Liv Tyler, Paul McCartney portait déjà sous sa veste le tee-shirt peint au pochoir de sa fille, qui devrait compter parmi les best-sellers de l'hiver prochain.

Anne-Laure Quilleriet

Modèles « positif-négatif » d'Hussein Chalayan avec application de cols de chemise en coton.

Dégradation orageuse par le Sud-Ouest

VENDREDI. Si la majeure partie du pays bénéficie de conditions météorologiques favorables, la masse d'air devient instable sur le sud-ouest puis le sud de la France favorisant la formation de cellules orageuses en fin de journée et soirée.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Le ciel est voilé par des nuages élevés, mais l'impression de beau temps domine. Les températures maximales s'étagent de 12 à 15 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. C'est une belle journée dans l'ensemble. Les nuages bas et les brouillards matinaux présents sur le Nord-Picardie et les Ardennes s'éclipsent progressivement. Le thermomètre affiche au meilleur moment de la journée 10 à 13 degrés pour le Nord-Picardie.

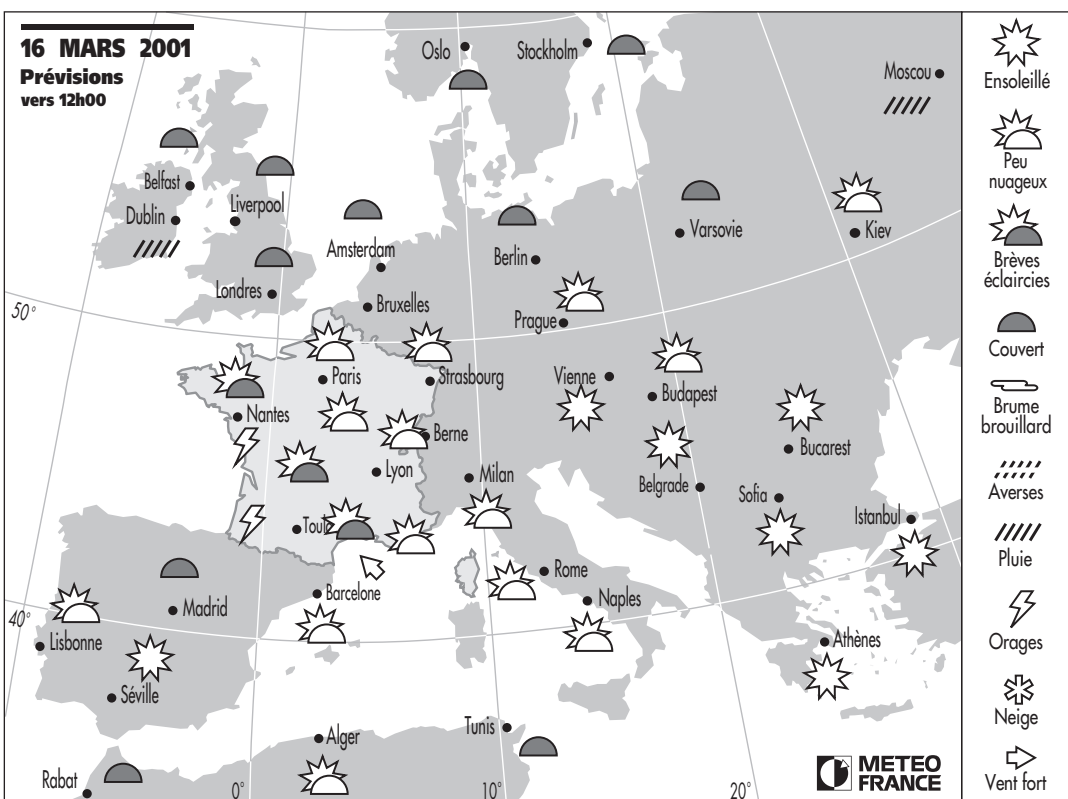
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Des bancs de brume et de brouillard sont présents en mati-

née sur le Nord-Est. Les températures s'échelonnent de 14 à 17 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Le ciel est rapidement envahi par les nuages et les ondées localement orageuses se développent sur le Sud-Ouest et de façon plus éparse sur le Poitou-Charentes. Il fera de 14 à 16 degrés sur Poitou-Charentes et de 16 à 20 degrés sur l'Aquitaine et Midi-Pyrénées.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Après une matinée bien ensoleillée, les nuages gagnent le Limousin, puis l'Auvergne dans l'après-midi, et Rhône-Alpes en soirée. Il fera de 16 à 19 degrés.

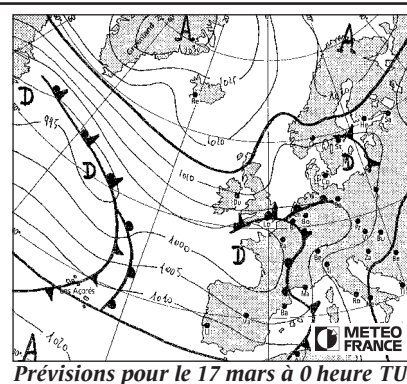
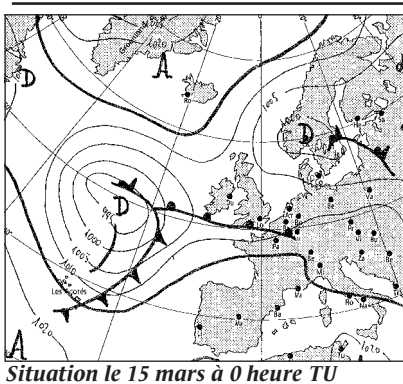
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Le ciel est variable sur le Languedoc-Roussillon pendant la journée et couvert en soirée avec des orages. Ailleurs, la journée est bien ensoleillée ; une dégradation orageuse se produit en soirée avec un ciel qui se charge. Il fera de 17 à 20 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 16 MARS 2001
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		FRANCE outre-mer	
AJACCIO	8/19 S	NANCY	5/17 S
BIARRITZ	11/20 P	NANTES	10/17 C
BORDEAUX	10/19 P	NICE	10/16 N
BOURGES	5/19 N	PARIS	7/18 N
BREST	8/11 C	PAU	8/20 P
CAEN	7/15 N	PERPIGNAN	10/17 C
CHERBOURG	7/12 N	RENNES	8/16 C
CLERMONT-F.	6/19 N	ST-ETIENNE	6/18 N
DIJON	5/18 S	STRASBOURG	4/18 S
GRENOBLE	7/20 S	TOULOUSE	8/20 C
LILLE	8/16 S	TOURS	7/18 N
LIMOGES	7/17 C	FRANC-FORT	7/16 C
LYON	8/19 N	GENEVE	5/14 S
MARSEILLE	10/18 N	HELSINKI	23/29 S
		ISTANBUL	9/17 S

PAPEETE	24/29 S	KIEV	-1/7 S	VENISE	7/12 S	LE CAIRE	12/22 S
POINTE-A-PIT.	21/29 S	LISBONNE	10/15 S	VIENNE	4/13 S	NAIROBI	17/28 C
ST-DENIS-RÉ.	24/29 S	LIVERPOOL	7/9 C	AMÉRIQUES		PRETORIA	16/29 S
		LONDRES	7/9 C	BRASILIA	20/28 S	RABAT	12/18 C
		LUXEMBOURG	8/15 C	BUENOS AIR.	21/29 S	TUNIS	12/22 C
		MADRID	7/12 C	CARACAS	21/27 S		
		MILAN	6/15 S	CHICAGO	-2/2 C		
		MOSCOW	1/3 P	LIMA	19/25 P		
		MUNICH	4/16 S	LOS ANGELES	13/18 S		
		NAPLES	9/20 S	MEXICO	7/26 S		
		OSLO	-3/1 C	MONTREAL	-10/-2 S		
		PALMA DE M.	11/19 S	NEW YORK	3/7 C		
		PRAGUE	3/13 S	SAN FRANCISCO	9/15 S		
		ROME	9/18 S	SANTIAGO/CHI	12/30 S		
		SEVILLE	11/19 S	TORONTO	-6/-2 C		
		ST-PETERSB.	6/16 S	WASHINGTON	7/11 P		
		STOCKHOLM	-6/0 C	AFRIQUE			
		TENERIFE	12/18 S	ALGER	12/22 S		
		VARSOVIE	-2/9 C	DAKAR	17/23 S		
				KINSHASA	22/30 P		



VENTES

LA DIXIÈME ÉDITION du Salon du dessin (du 21 au 26 mars) suscite des initiatives chez les antiquaires, les commissaires-priseurs et même dans certains musées, qui ont sélectionné des dessins de leurs collections et les exposeront pendant la semaine du dessin à Paris (du 19 au 25 mars).

Le Salon du dessin réunit, cette année, vingt-cinq exposants qui présentent plus de mille feuilles, du XVI^e siècle à l'époque contemporaine. Parmi les exemplaires les plus

anciens, la galerie Baroni propose une étude pour saint Sébastien, de Palma il Giovane (1544-1628), où le saint ne porte pas les attributs de son martyre, blessures, flèches et sang, mais seulement un visage serein sur un corps d'athlète (165 000 F, 25 200 €). Du côté des fantaisies XVIII^e, *La Vestale*, une œuvre de Greuze, se distingue de ses thèmes habituels avec une jeune femme nue, à moitié enveloppée dans un voile qu'un homme tient derrière elle, un dessin de fac-

ture très soignée à la composition élaborée (galerie Aaron, 1 800 000 F, 275 000 €).

Les antiquaires seront sans doute nombreux à exposer des dessins. Au quartier Drouot, six d'entre eux se sont mobilisés, dont deux qui publient un catalogue. Alexis Bordes a rassemblé une cinquantaine d'œuvres sur papier sous le titre *Un siècle d'art animalier et de botanique*, 1780-1880. Traité avec un souci de réalisme scientifique, l'art animalier met en scène des mammifères,

oiseaux et insectes aux couleurs éclatantes. Tigre et panthère d'Edouard Traviès (1809-1871), qui travaillait pour le Muséum d'histoire naturelle (42 000 F, 6 400 €), oiseau exotique sur une branche, de Jean-Gabriel Prêtre (actif au début du XIX^e), qui a notamment illustré l'ouvrage de Buffon sur les mammifères et les oiseaux (28 000 F, 4 300 €). De nombreuses fleurs dans le goût de Redouté, réalisées par ses élèves à l'aquarelle gouachée sur vélin, sont annoncées

entre 5 000 et 8 000 F (de 765 à 1 220 €). Dans son exposition intitulée « Du style Troubadour à la Belle Époque », Frédéric Chanoit présente deux dessins emblématiques de l'esthétique du début XIX^e et de celle de la fin du siècle. *Femme au berceau*, une aquarelle de Jules Germain (XIX^e), datée 1832, témoigne des arts décoratifs et de la mode vestimentaire de l'époque Restauration (10 000 F, 1 530 €). *L'Élégante*, d'Henri Som (1844-1907), réalisé vers 1885, reflète les influences

diverses qui ont marqué le passage vers l'art moderne : l'impressionnisme, le japonisme, l'art nouveau et le symbolisme (13 000 F, 2 000 €). Les autres galeries du quartier Drouot participant à cette saison du dessin offriront un large choix d'œuvres à tous les prix, à partir de 1 500, 2 000 F (230, 300 €).

Catherine Bedel

★ Salon du dessin : salons Hoche, 9, avenue Hoche, 75008, du 21 au 26 mars, de 12 heures à 20 h 30 ; 22 heures les 22 et 26 mars. Entrée : 60 F, (catalogue inclus).
★ Galerie Alexis Bordes, 19, rue Drouot, 75009, tél. : 01-47-70-43-30. Du 19 mars au 20 avril, de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures.
★ Galerie Frédéric Chanoit, 12, rue Drouot, 75009, tél. : 01-47-70-22-23. Du 19 mars au 20 avril, de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures.
★ Autres galeries du quartier Drouot : Agnès Aittouarès, Amicorum, Sophie Marcellin, Laura Pêcheur. Leurs adresses seront disponibles chez Frédéric Chanoit et Alexis Bordes.

Un dessin aux enchères

Un dessin attribué au peintre florentin Lorenzo Di Credi (1456/60-1537), qui sera vendu à Drouot le 23 mars, est estimé entre 2 et 3 millions de francs (de 305 300 € à 458 000 €). Réalisé au crayon noir, il représente une figure couronnée de laurier, que les spécialistes rapprochent de la tête d'un berger figurant dans un des chefs-d'œuvre de ce peintre, *L'Adoration du berger*, conservé au Musée des Offices de Florence. ★ Drouot-Richelieu, le 23 mars, étude Piasa, tél. : 01-53-34-10-10.

Calendrier

- ANTIQUITÉS-BROCANTE**
- Gex (Ain), du 16 au 18 mars, tél. : 04-74-69-79-04.
 - Charleville-Mézières (Ardennes), du 16 au 19 mars, tél. : 06-12-47-98-87.
 - Vertou (Loire-Atlantique), du 16 au 19 mars, tél. : 02-40-34-58-12.
 - Alençon (Orne), du 16 au 18 mars, tél. : 02-33-36-83-98.
 - Echirolles (Isère), du 17 au 18 mars, tél. : 04-76-22-02-03.
 - Fegersheim (Bas-Rhin), du 17 au 18 mars, tél. : 03-88-64-16-77.

- Saint-Vincent-de-Tyrosse (Landes), du 17 au 18 mars, tél. : 06-08-10-71-63.
 - Cour-Cheverny (Loir-et-Cher), du 17 au 18 mars, tél. : 02-54-81-68-00.
 - Locminé (Morbihan), du 17 au 18 mars, tél. : 02-54-80-75-81.
 - Parthenay (Deux-Sèvres), du 17 au 18 mars, tél. : 05-57-43-97-93.
- COLLECTIONS**
- Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne), automobiles,

- samedi 17 mars, tél. : 01-45-97-34-66.
- Bourges (Cher), minéraux, du 17 au 18 mars, tél. : 02-48-50-71-98.
- Sarreguemines (Moselle), faiences de l'Est, du 17 au 18 mars, tél. : 03-88-50-77-03.
- Paris Espace Champerret, disques, du 17 au 18 mars, tél. : 01-43-35-52-52.
- Panazol (Haute-Vienne), papiers de collection, du 17 au 18 mars, tél. : 05-55-30-81-75.

Adjudications

Vente d'atlas anciens à Drouot-Richelieu, vendredi 9 mars. Etude Calmels-Chambre et Cohen. Expert Emmanuel de Broglie.
● *Le Théâtre des cités du monde*, atlas de Braun et Hogenberg, Cologne, 1572-1606, cinq volumes in-folio illustrés de 300 planches, reliure d'époque. Adjudé 1,13 million de francs (172 519 €).
● *Epitomé du théâtre du monde*, atlas d'Abraham Ortelius, Anvers, 1590, in-12, illustré de 94 cartes gravées, reliure d'époque. 56 000 francs (8 549 €).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 064

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

HORIZONTALEMENT

I. Devrait rester longtemps en place. - II. Depuis toujours il vit dans les fonds bien au chaud. Son coup vient en aide. - III. Attention de ne pas abuser de leur jus. Donne du piquant. - IV. Manifeste son plaisir. En ouverture. Fait l'appel. - V. Entre ailier et avant-centre. Mit en place le décor. - VI. Un homme au fournil qui a de quoi pleurnicher. D'un auxiliaire. - VII. A moitié reclassé. Verte et poétique Irlande. Dans les résultats. - VIII. Homme ou oiseau, il vit dans son trou. - IX. Fait le

bonheur des confiseurs. Anglaise sous pression. Dans la gamme. - X. Indispensables dans l'existence.

VERTICALEMENT

1. Arrivera à ses fins par tous les moyens. - 2. Orifices en façade. En réserve. - 3. Jamais ils ne feront leur numéro tout seul. - 4. Fin renversée. Ne peut pas rester en place un instant. - 5. Invité à la table d'Edith. Trois points sur quatre. - 6. Clameur au cirque. Beaucoup de cailloux dans le désert. - 7. Elle vient d'arriver parmi nous. Mis beaucoup de soin

dans mon travail. - 8. Occupé sur plan. Héraclès l'emporta d'un trait. - 9. Pour le premier tour du cadran. Quitta l'Allemagne avec ses notes et ses opéras pour s'installer à Londres. - 10. Fondent. - 11. Dans le fond elle est mauvaise. Eminence. - 12. Mises en paquets.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 063

Horizontalement

I. Suppositions. - II. Enraciné. Pie. - III. Diester. Bien. - IV. Ut. Sénateurs. - V. Cédât. IRM. - VI. Ensablé. Tt. - VII. Raft. Battrai. - VIII. Ili. Nés. Saxo. - IX. Cellules. Yen. - X. Epées. Sapées.

Verticalement

1. Séductrice. - 2. Unité. Alep. - 3. Pré. Défilé. - 4. Passant. Le. - 5. Octets. Nus. - 6. Sien. Abel. - 7. INRA. Bases. - 8. Té. Tilt. SA. - 9. Bérêts. - 10. Opium. Rayé. - 11. Nier. Taxée. - 12. Sensations.

L'ART EN QUESTION

n° 213 En collaboration avec



L'assemblée des statues blanches

RODIN a soixante ans, l'Exposition universelle de 1900 va ouvrir ses portes, et le sculpteur décide d'exposer l'ensemble de son œuvre à Paris, place de l'Alma, dans un pavillon spécialement conçu pour une présentation exceptionnelle, qui va consacrer le renom de l'artiste. Cent ans plus tard, au Musée du Luxembourg, une reconstitution, aussi fidèle que possible, permet de saisir l'image que Rodin a voulu donner de lui-même au public. Cette image, il s'en explique au journal *Le Gaulois*, le 8 avril 1900 : « Mon exposition n'a, vous le savez, aucun but lucratif, j'ai voulu exposer mon œuvre, persuadé qu'elle pouvait intéresser les jeunes artistes. »

Dans le journal *Le Plume*, le 11 juin, Georges Moret précise : « C'est l'atelier d'un grand artiste, d'un génie puissant où rien ne semble tout à fait achevé, où l'on cherche le maître occupé à "pousser", à modifier ou à achever une silhouette. »



MUEDON, MUSÉE RODIN

« Tête de femme (M^{lle} C.) », d'Auguste Rodin. « Camille Claudel », vers 1898. Plâtre, H. : 22,8 cm ; L. : 17 cm ; P. : 16 cm. Meudon, Musée Rodin. Jusqu'au 15 juillet au Musée du Luxembourg, à Paris, pour l'exposition « Rodin en 1900, l'exposition de l'Alma ».

Une des œuvres les plus célèbres et les plus admirées de Rodin n'était pas exposée au pavillon de l'Alma. De quelle œuvre s'agit-il ?

- Le Baiser
- Balzac
- Le Penseur

Réponse dans *Le Monde* du 23 mars.

Réponse du jeu n° 212 paru dans *Le Monde* du 9 mars.

Léna Vandrey a réinventé la technique de l'encaustique, utilisée par les Égyptiens dans l'Antiquité.

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine, *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu. Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique. Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de scrabble. Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge. Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art. Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

ARTS Le Centre Pompidou revient, avec « Les années pop », sur le foisonnement culturel des années 1960. ● **ARTS PLASTIQUES**, cinéma, design, architecture, musique témoignent alors d'un renouvellement profond, à base de détour-

nement, d'accumulation et de destruction des icônes de la société de consommation. ● **L'HÉRITAGE** du pop art se retrouve chez les plasticiens contemporains, dans l'abondance des allusions à la réalité quotidienne de la vie urbaine.

Retour éclectique dans le supermarché du pop

Le Centre Pompidou explore sous toutes ses formes l'art des « Golden Sixties »

« **LES ANNÉES POP** », l'exposition présentée par le Centre Pompidou jusqu'au 18 juin, ne traite pas d'un seul mouvement, le pop-art, mais aborde aussi son contexte, ses parallèles et ses mouvances. Elle ne se cantonne pas aux arts plastiques, mais entend montrer l'architecture, la mode et le design, la musique et le cinéma. Car les *Golden Sixties* furent les années de la nouvelle vague, du nouveau roman, de la télévision envahissante, de la société de consommation et de celle du spectacle. Selon ses organisateurs, il s'agit de traduire « l'extraordinaire confluence des recherches dans les différents domaines des arts et du spectacle qui a marqué les années 1950 et 1960 (...) et a prélué aux mouvements contestataires de la fin des années 1960 ».

Bref, une exposition qui donne à voir (deux cents œuvres pour les arts plastiques, deux cent cinquante pour l'architecture, soixante pour le cinéma) et à entendre... puisque dès qu'il emprunte la « chenille » qui le conduit à l'exposition, le visiteur baigne dans les tubes de l'époque, des Beatles aux Rolling Stones, des Beach Boys aux Who,

sans oublier, à tout Warhol tout honneur, le Velvet Underground. Nous sommes aux antipodes de la muzzak, mais cela accentue le côté supermarché de l'endroit. Dans ce contexte précis, il serait malvenu de s'en plaindre.

Contrairement au design et à l'architecture, regroupés dans le parcours de l'exposition installée dans la galerie 1, du sixième niveau, le cinéma est abordé de deux manières et en deux lieux. Dans l'exposition même, des salles montrent les « Premières du pop » (Rudy Burckhardt et William Klein), les recherches de Bruce Conner, précurseur du recyclage et de la récupération au cinéma. Un espace « performance » montre la trace filmée de quelques-uns des happenings les plus torrides survenus durant la période : occasion à saisir de voir Yayoi Kusama, Jean-Jacques Lebel, Martha Minuhin, Claes Oldenburg, Yoko Ono, Carolee Schneemann, Robert Rauschenberg, Robert Whitman, dans une partie souvent méconnue de leur œuvre.

Une salle est dédiée à la Factory et au cinéma d'Andy Warhol et dans une autre sont projetés, pour la pre-

mière fois en France, deux documentaires réalisés par Barbro Shultz Lundestam lors de la série de performances organisées en octobre 1966 par Robert Rauschenberg et Billy Klüver, avec une quarantaine d'autres artistes, dont John Cage, où arts, musique et danse étaient associés à la haute technologie.

Hors de l'exposition, dans les salles des niveaux 1 et -1, le centre projette une série de films regroupés en deux volets. « Cinéma et culture pop » va présenter quarante-cinq des quelque cent films tournés par Andy Warhol, mais aussi une série liée aux icônes du pop, de Marilyn Monroe à Brigitte Bardot, d'Easy Rider à Woodstock, sans oublier un échantillonnage du cinéma underground français. « Cinéma et politique » présente, à l'initiative de la BPI, quarante-huit séances, essentiellement constituées de documentaires, qui revisiteront le cinéma « direct », de Joris Ivens à Jean Rouch, le « militant », de Chris Marker à Jean-Luc Godard et la « subversion formelle » de Luis Buñuel à Marguerite Duras.

Harry Bellet



MARTIAL RAYSSE

« Souviens-toi de Tahiti en septembre 61 », 1963. Photographie, acrylique et sérigraphie sur toile, parasol et ballon. 180 x 170 x 45 cm (ci-dessus). © Louisiana Museum of Modern Art, Humlebaek, Danemark. Photo : Poul Buchard Strüwing



ROY LICHTENSTEIN

« Image Duplicator », 1963. Huile sur toile, 61 x 50,8 cm (ci-dessous).

© Estate of Roy Lichtenstein/Adapp



ANDY WARHOL

« Shopping Bag », 1962. Papier sérigraphié, plié et collé. 33 x 60 cm (ci-dessous). © Denis Ozanne, Paris

Photo : Adam Rzepka



ALAIN JACQUET

« Camouflage Jasper Johns (Three Flags) », 1963. Huile sur toile, 114 x 162 cm (ci-contre). © Alain Jacquet, New York

Une exposition inédite sur la naissance d'une culture populaire

« **LE POP ART** est : populaire (conçu pour un grand public), éphémère (solution à court terme), consommable (facilement oublié), bon marché, fabriqué en série, jeune (destiné aux jeunes), spirituel, érotique, fantaisiste, glamour, lucratif. Ce n'est qu'un début », déclarait en 1957, le peintre Richard Hamilton, première figure du pop art anglais. « Ce n'est qu'un début. Continuons le combat ! », scandaient les soixante-huitaires dans les rues de Paris. C'est à peu près entre ces deux « débuts » que nous naviguons et tournicotons dans « Les années pop », une grande exposition regorgeant d'œuvres, extravagante, pétante de couleurs, d'optimisme et de vie à l'envi. Amusante, ouverte à de nouveaux regards sur la période. Contestable, et c'est tant mieux.

Elle est pluridisciplinaire. Les arts plastiques, qu'il s'agit de remettre dans le bouillonnement d'une époque, y sont en tête, le design et l'architecture en force, la musique en accompagnement dans les passages. Des films de performances, ou de plasticiens, sont intégrés dans le parcours. Au total, ce sont plus de quatre cents œuvres, instauratrices et attendues, ou rares, que l'on croise au long d'un itinéraire sinueux, décloisonné, où le regard est très sollicité par les étalages d'objets de design sur des plans inclinés.

Tant sollicité qu'on finit par oublier que l'exposition n'est pas exactement une exposition sur les années 1960 ni une exposition sur

le pop art. Il y est d'abord question de la junk culture, des accumulateurs, des détourneurs d'objets récupérés dans les rues et les poubelles, des assemblagistes, des décollages d'images publicitaires, de tous les nouveaux réalistes d'ici et de là-bas (l'Amérique), mordant à belles dents dans la vie urbaine, mais pas forcément acquis à la société de consommation qui s'épanouit ; et participant de l'élaboration d'une nouvelle culture populaire moderne.

PROVOQUER DES RÉÉVALUATIONS

C'est une exposition différente de tout ce qui a été présenté jusque-là, quitte à déplaire, en particulier aux Américains, qui n'y reconnaîtront pas leurs habituels jalons. Pour la première fois, en effet, sont réunies des œuvres réalisées simultanément à Londres, Paris, New York ou San Francisco. Catherine Grenier, la commissaire générale et responsable de la section des arts plastiques, a pris un malin plaisir à faire des listes communes de pop artistes de Londres et de New York (et de nouveaux réalistes de Paris (et de Nice). Elle sert bien ces derniers, histoire de provoquer des réévaluations. Elle assure le triomphe de Martial Raysse, qui, avec ses pin-ups de plage, tient le choc face aux Marilyn et Liz de Warhol, au rayon du plein épanouissement des figures du pop art.

A ce chapitre on retrouve Warhol et La Factory, Warhol et Lichtenstein, trop serrés dans une

salle, Oldenburg avec l'ensemble des sandwiches et des gâteaux de *The Store*, qu'il a fallu faire venir de partout, mais aussi des artistes moins attendus, comme l'Italien Pistoletto, le Français Jacquet et les Allemands Polke et Richter.

En fait, l'exposition parle du pop art avant les années pop, et des années pop sans le pop art. Dans les années 1950, on enregistre des attitudes communes d'artistes européens et américains en réaction à l'abstraction expressionniste ou lyrique, qui adoptent la BD, la publicité, les affiches... Ils entreprennent de démythifier la figure de l'artiste en héros douloureux. A Londres, ils s'appellent Blake, Hamilton, Paolozzi, Kitaj, ou Hockney. A Paris, ce sont les décollateurs de la peau des villes, Hains et la Villeglé, et tous les autres copains du critique Pierre Restany : Arman, César, Tinguely, Raysse, Saint-Phalle, etc. Moins un de taille : Yves Klein, dont l'absence, pour cause de sublimation, sans doute, est discutable. Les uns sont proches de Schwitters, les autres des collages et du réalisme des cubistes.

En même temps, Rauschenberg et Jaspers Johns, à New York, Kienholz et Bruce Conner et d'autres amis des poètes de la Beat Generation, sur la Côte ouest, ont des gestes d'appropriation analogues, accumulent les déchets urbains, et les cassent, plus ou moins engagés dans une critique de la société de consommation. Plus d'un sont encore tributaires du coup de brosse : voir le drapeau en touches de Johns, une sorte d'hommage mortuaire à l'école de New York. Mais c'est en même temps le début de la dépersonnalisation de la création. Elle sera mécanique, reproduction reproductible, image d'image d'image jusqu'à ce que mort s'en suive, de Marilyn ou de chaises électriques : Warhol, le mélancolique et l'indifférent affiché...

Avec ces « Années pop », on n'arrête pas de se promener d'un bord à l'autre de l'Atlantique, au milieu des trouvailles *dirt* et du *clean* des plasticiens, de naviguer allégrement dans toutes sortes de propositions : l'habitat évoluant entre architecture mobile et science-fiction ; le design entre chaises en carton et fauteuils gonflables ; la musique entre Elvis et les Beatles ; le cinéma entre réalisme et fiction, déconstruction underground et nouvelle vague. Pour la contestation, c'est par là qu'il faut chercher. Un exemple corrosif ? Les bouts de films du Californien Bruce Conner, auteur de reliefs poussiéreux comme des vieux greniers et d'un résumé-docu-

ment-catastrophe de l'histoire des Etats-Unis, de la conquête de l'Ouest à la bombe atomique, en passant par tous les crashes, tonneaux de voiture, effondrement d'un pont suspendu.

Les contradictions sont, partout, moteur de la création. En Europe surtout, où la fascination pour la « belle américaine » ne peut avoir d'égal que l'élan destructeur : pianos défoncés d'Arman, voitures dépressées de César, machines inutiles de Tinguely, tirs de Niki de Saint-Phalle et Jasper Johns. Irrespect, dérision des valeurs bourgeoises, libération. Avec plus ou moins de sérieux et de contestation.

PEU DE CONTESTATION

Un aspect qui est peut-être présent dans l'exposition, mais qui n'apparaît pas, ou peu. A juste titre ? N'y aurait-il pas de contestation politique du côté des arts visuels ? Ou serait-ce que cette impression d'absence est le résultat d'un effet pervers de la pluridisciplinarité, des croisements de rubriques, d'un plein d'objets-gadgets de drugstore qui finissent par emporter le morceau, et gommer les regards critiques ? Les signaux alarmistes d'un certain nombre d'artistes quant à la société de progrès sont perdus. Les vieux soixante-huitaires risquent de souffrir du trop-plein des formes expansives de chaises en toile et de fauteuils en plastique gonflable, parfois très rigolos, mais pas très subversifs.

La présentation du design et de l'architecture, dont les idées émergent avec un temps de retard, explique que l'exposition du Centre Pompidou pousse jusqu'en 1968 et au-delà. D'où bien des confusions possibles dans une exposition qui nous promène des problématiques de plasticiens en phénomènes de société, d'époques de création en moments de diffusion, d'Europe en Amérique : à force de vouloir tout étreindre, elle n'embrasse pas forcément bien.

Peut-on vraiment parler d'années pop dans une période aussi large que ce créneau de douze ans ? Les préoccupations des créateurs changent, le sens même du mot pop n'est plus le même à l'entrée et à la sortie d'une exposition qui finit mal, sur deux ou trois affiches et couvertures psychédéliques. Si l'on s'en tient à ce qui est montré, les révoltes de 1968 n'auront pas été grand-chose.

G. Br.

★ Catalogue sous la direction de Mark Francis, 360 F.

Alain Jacquet, peintre, exposé au Centre Pompidou

« Le pop n'est pas un phénomène exclusivement américain »

NÉ EN 1939, Alain Jacquet s'est intéressé au théâtre et à l'architecture avant de se consacrer à la peinture. Dans les années 1960, il rencontre des pop'artistes, produit sa série des « Camouflages », puis crée le « mec art » (mechanical art), autour notamment de son travail sur Le Déjeuner sur l'herbe, de Manet. Depuis les années 1970, son travail prend pour support des images de la Terre et du cosmos.

« Qu'est-ce que le pop ?

– Une fracture esthétique. On allait dans le mur de l'art pour l'art. A New York, l'expressionnisme abstrait était épuisé. Il n'y avait plus aucun renouvellement. A Paris, les instances officielles jouaient les mauvais numéros. Au lieu de défendre Dubuffet et Wols, elles défendaient Bissière et Manessier. Il fallait casser avec l'abstrait...

– Une affaire de génération ?

– Entre autres. En 1960, j'avais vingt et un ans. J'avais passé mon bac à Londres et j'étais entré aux Beaux-Arts de Paris en architecture, parce que je pensais que l'enseignement de l'architecture était moins vieillot que celui de la peinture. En fait, ce n'était pas mieux. Puis, en 1961, j'ai fait ma première exposition à la galerie Breteau. J'ai rencontré les Américains de Paris autour de John Ashberry, Tinguely, Fontana.

– Les « nouveaux réalistes » ?

– Restany est venu à l'exposition. Mais, à ce moment-là, le nouveau réalisme s'était déjà désagrégé, aussitôt après sa proclamation... Il n'y avait pas autre chose. On ne savait rien des Etats-Unis, ni de Londres. Les premières images, en noir et blanc, du pop américain sont arrivées fin 1962, début 1963. Mon travail était déjà largement commencé. De surcroît, il ne faut pas confondre nouveau réalisme et pop. Le premier utilise les déchets, le second les objets neufs de la civilisation du supermarché. Il l'a fait d'abord de façon critique, puis cette critique a disparu.

– Connaissez-vous l'œuvre de Duchamp, à cette date ?

– A peu près... Je l'ai rencontré à New York, un quart d'heure, pas une conversation sérieuse. Il était très intéressé par le pop, beaucoup plus que par le nouveau réalisme, me semble-t-il. En 1961, ce que je connaissais le mieux, c'était la peinture américaine, grâce à un beau livre que mon père avait

récupéré je ne sais comment et qu'il m'avait donné.

– Quels ont été vos rapports avec les pop new-yorkais ?

– En 1964, j'ai été exposé chez Iolas à New York, qui était aussi le marchand de Martial Raysse. J'ai rencontré Warhol, Castelli, Lichtenstein. Ils sont venus au vernissage. Ils ont découvert mes « Camouflages ». Ils s'en sont souvenus plus tard. A ce moment-là, les rapports étaient très croisés. Je me souviens que, quand, en 1965, je suis allé au vernissage de Lichtenstein chez Castelli, ce dernier m'a dit tout de suite : « Il s'est souvenu de votre exposition de l'an dernier... » C'était comme pour l'impressionnisme : des artistes qui travaillaient dans une grande proximité et pourtant avec des différences sensibles. Comme entre Lichtenstein, Hamilton et moi dans l'usage et la taille des frames de points. Et puis, à partir de 1965, la situation s'est fermée.

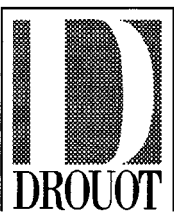
– Pourquoi ?

– A cause du travail de noyautage accompli par Castelli – et qui a duré jusqu'au milieu des années 1970. Il a conduit une politique artistique qui a exclu les Européens du marché américain. Ajoutez à cela les erreurs des institutions françaises, et voilà comment Paris a achevé de perdre sa prééminence artistique. Au demeurant, les Etats-Unis avaient gagné deux guerres mondiales, beaucoup des meilleurs artistes européens y avaient émigré plus ou moins longtemps : il n'est donc pas surprenant que l'art américain ait été très vivant. Résultat : jusqu'à aujourd'hui, le pop a été considéré comme un phénomène exclusivement américain. Il faudrait remettre les pendules à l'heure.

– C'est le propos de l'exposition...

– Le propos, peut-être. L'effet sûrement pas. Elle regroupe sous le vocable pop des artistes qui n'ont soit aucun rapport, soit aucune importance. Si on veut faire de l'histoire, on en fait sérieusement, comme Marco Livingstone dans son exposition de 1991. Ici, tout est au même niveau, tout est empilé. On se perd. Je ne vois pas de logique, je ne vois pas d'histoire. »

Propos recueillis par Philippe Dagen



DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél : 01 48 00 20 20 – Fax : 01 48 00 20 33
Calendrier des ventes au : 01 48 00 20 17
Internet : http://www.gazette-drouot.com

Expositions :
la veille de la vente, 11h à 18h
le matin de la vente, 11h à 12h

Régisseur O.S.P., 47, rue Louis Blanc,
92984 LA DEFENSE CEDEX – 01 49 04 01 83

MARDI 20 MARS

S.9 - Antiquités classiques et préhispaniques. Art primitif. Haute Epoque. **PIASA**

MERCREDI 21 MARS

S.5 - Livres anciens et modernes. **PIASA**

VENDREDI 23 MARS

S.6 - Très importants dessins anciens. **PIASA**

S.7 - Tableaux anciens et modernes. Meubles. Art africain.

Tapisseries du XVIIIe. Mes **LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD**

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, 12, rue Drouot (75009)

01.42.46.61.16

PIASA. PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIES

5, rue Drouot (75009) 01.53.34.10.10



Tournage du film « Harlot », de Andy Warhol, à la Factory, New York
Avec Gerard Malanga, Philip Fagan, Mario Montez (au premier plan) et Carol Koshinskie.
© Eve Arnold/Magnum Photos

Un héritage artistique digéré par les plasticiens contemporains

REÇUS AU COURRIER ces derniers jours : l'annonce de l'exposition de dix-sept artistes français au BHV, la plupart très jeunes, avec Raymond Hains, ex-novo réaliste, dans le rôle du père putatif ; le septième numéro de la revue artistique *Purple*, intitulé *Purple Fashion*, presque un magazine de mode, avec beaucoup de photos de style, du chic, du sexe, mais aussi les plasticiens Claude Closky et Dominique Gonzalez-Foerster ; *Beautiful Faces*, la dernière publication de Closky, fabriquée en détournant et dupliquant des pubs ; *Ginger*, autre revue, franco-hispano-néerlandaise à base, elle aussi, de publicités parodiées.

Points communs de ces manifestations : elles sont le fait d'artistes âgés de trente à quarante ans et elles se placent au plus près des modes de communication de la société marchande, dont elles emploient le langage et les effets visuels. Elles les emploient même si bien qu'il faut de l'attention, quelquefois, pour éviter toute confusion.

Vues depuis quelques mois : l'exposition « Au-delà du spectacle » au Centre Pompidou, son fratrie d'images et d'objets quotidiens et son journal-catalogue façon prospectus de vente par correspondance ; les expositions très souvent collectives des galeries de la rue Louise-Weiss, avec leurs faux ameublements, leurs affiches faussement banales, leurs pastiches de jeux vidéo, leurs extraits de films porno, leurs papiers peints à fleurs ; et la notoriété grandissante de quelques artistes, Gilles Barbier, Alain Bublex, Claude Closky, Philippe Parreno, Xavier Veilhan.

Relu le week-end dernier : *Le Colonel Moutarde dans la bibliothèque avec le chandelier*, recueil des textes d'Eric Troncy, critique et commissaire des premières expositions dans lesquelles sont apparus ces noms et d'autres, au début des années 1990. Dans *Documents sur l'art n° 11*, il écrit en 1997 : « Avec ce déplacement des tutelles, de Duchamp vers Warhol, de l'art minimal au pop art, du white cube à un espace comme "décor", de l'œuvre comme icône à l'œuvre comme instrument (...), les artistes ont ouvert la voie à un réexamen urgent des idées établies relatives aux objets d'art, aux objets, et à leur agencement. »

Le mot est lâché : pop art. Le présent serait pop, néo-pop plutôt.

Donc l'exposition du Centre Pompidou tomberait bien. Elle confirmerait une tendance puissante de la création actuelle, aussi active dans la Grande-Bretagne de Damien Hirst et les Etats-Unis de Jeff Koons qu'en France. On la reconnaît à l'abondance des allusions à la réalité quotidienne de la vie urbaine, dans ses aspects les plus triviaux généralement, et à la multiplicité des techniques, qui conjuguent photo, vidéo, création ou reconstitutions d'environnements, peinture, dessin, photocopie... La liste n'est pas exhaustive.

Quand on les questionne, une évidence s'impose aux artistes français nés dans ces « années pop », qu'ils pratiquent précisément l'installation comme Hybert, la vidéo comme Convert ou la peinture comme Corpet et Desgrandchamps : le mouvement appartient à l'histoire commune. « Son vocabulaire est déjà assimilé », note Fabrice Hybert. Vincent Corpet : « Le pop, aujourd'hui, c'est vieux, ringard... » Marc Desgrandchamps y voit « un fragment d'époque ». « Dans les générations suivantes, tout le monde a vu Warhol ou Lichtenstein. Il en est resté une forte impression formelle. »

Le pop est le grand inspirateur de la seconde moitié du XX^e siècle, la référence essentielle

Les définitions tombent. Le pop vu par Hybert, « c'est affirmer que des choses a priori lourdes, laides, capitalistes ont été digérées et qu'elles n'étaient pas si mal que ça. C'est rendre beau ce qui était moche ». Vu par Corpet, « c'est jeunesse, fraîcheur et santé » et aussi « la fin de l'abstraction comme but ultime de la modernité ». Pascal Convert est plus dur : « Le totalitarisme de l'image jusqu'à l'écoeurement, avec l'arte povera en face, comme seule réponse valable. »

Parmi les artistes, Hybert cite d'abord Warhol, « évidemment », pour regretter qu'il ne soit pas plus présent dans l'exposition, puis Lichtenstein et Raysse. A l'inverse, il conteste la présence de Pistoletto et de Richter, « pas du tout pop ». Cor-

pet est lapidaire : « Le pop, c'est Warhol et Raysse. »

Mais pour quelle postérité et quels usages ? Pour caractériser une époque, selon Desgrandchamps : « Le détail du présent, pris dans la rue, dans un réfrigérateur, dans les couleurs du moment, les vêtements, les magazines, l'utilisation de cet éphémère dans la représentation, voilà l'apport essentiel du pop. En ce sens, il n'a pas disparu, y compris en peinture. Mais on peut penser aussi à Jeff Koons aux Etats-Unis. »

Dans une perspective critique, Pascal Convert y voit une invitation à la « mise en crise de l'image » : « Mon travail sur la pieta du Kosovo, par le choix de l'image hypermédiatisée de Georges Métron, pourrait faire songer à la fois aux travaux de Warhol sur Marilyn, Mao, Kennedy, mais aussi aux conversions de tableaux classiques en images entrepris par Lichtenstein. Passage de l'icône à l'image, pourrait-on dire rapidement. »

Si l'on additionne ces observations aux éléments relevés dans l'actualité récente, il semble impossible d'hésiter : le pop est décidément le grand inspirateur artistique de la seconde moitié du XX^e siècle, la référence essentielle et constante, le ferment de vie qui n'en finit pas d'agir. Ce qui donnerait raison à Corpet, pour qui « le pop a démodé toutes les avant-gardes qui sont venues après lui. Il est resté moderne alors que les avant-gardes qui ont suivi sont devenues classiques. »

Paradoxalement, le plus réservé est Hybert, qui refuse catégoriquement qu'on le tienne pour un « néo-pop » et s'en explique. « Comme tout le monde, il m'est arrivé d'utiliser le pop, d'une certaine manière. Mais le pop, ce sont des pensées fixées, des images figées. Il n'y a pas rien de tel dans ce que je fais. Mon travail, ce sont des ensembles de débuts de phrases, alors que le pop procède par affirmations. Ceci étant, le pop est dans l'air du temps. Mais quel pop ? Un côté superficiel, léger, brillant – celui qui se voit dans l'exposition. Il y a une pensée et un engagement pop qui sont forts, mais qui ne sont pas montrés. J'attendais des artistes qui pensent, je trouve de la déco et de la nostalgie, énormément de nostalgie. Le pop, ce n'est pas simplement des couleurs, du plastique et des marques. En tout cas, ce n'est pas ce qu'il faudrait en retenir aujourd'hui. »

Ph. D.

La société de consommation en ligne de mire

Face à l'impérialisme américain, l'art européen des années 1960 se politise

LA FOURCHETTE chronologique (1956-1968) retenue par l'exposition comprend deux guerres, en Algérie et au Vietnam, et quelques révolutions, dont la moindre ne fut pas celle provoquée par la musique, yé-yé en France, pop, elle aussi, en Angleterre, car le pop (arts plastiques) et la pop (musique) se caractérisent tous deux par un refus apparent d'engagement politique. Le 22 juin 1963, 150 000 personnes se réunissent à Paris, place de la Nation, à l'initiative de Daniel Filipacchi, créateur du magazine *Salut les copains*, pour applaudir Johnny et Sylvie.

En 1964, la victoire du peintre Robert Rauschenberg à la Biennale de Venise consacre le triomphe de l'art – et, pour beaucoup, de l'impérialisme – américain. Mary Quant imagine la minijupe et, dans le même temps, les Beatles vendent 110 millions de disques. En 1965, Georges Perec résume, dans *Les Choses*, l'idéal de la génération du baby-boom : consommer.

La borne de 1956 est précieuse : l'intervention soviétique en Hongrie provoque la protestation de nombreux intellectuels. L'influence du Parti communiste sur l'intelligentsia française, dominante jusqu'alors, perd de sa force. Les espoirs révolutionnaires vont se reporter vers les mouvements de libération nationale du tiers-monde. La jeune génération va chercher de nouvelles façons de penser la vie, plus ironiques, plus distanciées. Pour l'histoire du pop art, tout débute en Grande-Bretagne, durant l'été, avec l'exposition « This is

Tomorrow », à la Whitechapel Art Gallery. Des artistes et des architectes y montrent une attention nouvelle aux rapports entre l'art et l'environnement urbain, et à la culture populaire. Deux ans plus tard, en 1958, le critique anglais Lawrence Alloway utilisera à leur endroit le terme de « pop art ».

L'INTERNATIONALE SITUATIONNISTE

Au même moment, en Italie, un congrès réunit à Alba des artistes en « lutte pour une nouvelle sensibilité et pour une nouvelle culture... ». Pour Guy Debord, un de ses initiateurs, il est nécessaire de « combattre, sur le plan passionnel, l'influence des méthodes de propagande du capitalisme évolué. Opposer concrètement, en toute occasion, aux reflets de mode capitaliste d'autres modes de vie désirables ; détruire par tous les moyens hyperpolitiques l'idée bourgeoise du bonheur ». Ce sera l'Internationale situationniste, fondée le 28 juillet 1957, elle aussi un des grands courants souterrains des années pop.

Le mouvement gagne l'Allemagne : Richter, Kuttner, Polke, Lueg et Beuys organisent une manifestation « Pour le réalisme capitaliste », sous le titre « Vivre avec pop », dans un magasin d'ameublement de Düsseldorf. L'Espagne s'y met, avec les groupes Equipo 57, Equipo Cronica et Equipo Realidad. En France, face à un nouveau réalisme, qui, s'il est novateur dans les formes, ne brille pas par les prises de position révolutionnaires de ses membres, se constitue une nouvelle figuration, ou figuration narrative, aux contenus

et aux méthodes plus explicites et politiques.

Même le pop américain, dont on daube fréquemment l'absence de critique sociale, se radicalise. Warhol exécute une série sur des affrontements entre la police d'Alabama et des manifestants noirs en lutte contre la ségrégation, Robert Indiana commence sa *Confederacy Serie*, des tableaux condamnant le racisme du Sud. Les Etats-Unis bombardent le Nord-Vietnam, Rosenquist peint son gigantesque *F111*.

Mais cela, les Européens ne le voient guère. L'impérialisme américain, dénoncé tant par de Gaulle que par les communistes, est à combattre, sur tous les fronts. Godard, qui s'était inspiré des couleurs franches du pop art dans *Le Mépris*, tourne *La Chinoise*, en 1967, et déclare, déjà : « Le cinéma américain règne sur le cinéma mondial (...), nous devons aussi créer deux ou trois Vietnam, créer des cinémas nationaux, libres, frères, camarades, amis. »

La même année, Guy Debord fait paraître *La Société du spectacle*, où il définit la société contemporaine comme celle de la marchandise, du règne de l'apparence. Qu'on en juge : de 13 % en 1960, l'équipement des ménages en télévisions est passé à 60 % en 1968. Les automobiles représentaient un pourcentage moins élevé. Il est vrai que, lorsque mai 1968 fit la synthèse des happenings de Fluxus, des compressions de César et des idéaux de Guy Debord, elles ne furent pas les dernières à s'embraser.

Ha. B.

TROIS QUESTIONS À...

CATHERINE GRENIER

1 Vous êtes commissaire général de l'exposition « Les années pop ». Comment faites-vous pour définir le pop en prenant une période aussi vaste : 1956-1968 ?

On a assez de recul pour s'apercevoir que la période est très complexe et qu'il y avait certainement une dynamique autour du projet de relier l'art et la vie, qu'elle est commune aux Etats-Unis et en Europe, et qu'elle est comprise entre ces deux dates. L'architecture et le design ont un petit temps de retard par rapport aux arts plastiques, mais les dates sont très difficiles à établir. On peut situer la grande période du pop entre 1962 et 1964.

Le programme

● « Les années pop », du 15 mars au 18 juin, galerie 1, niveau 6, entrée par la Piazza. Tous les jours de 11 heures à 21 heures : nocturnes, le jeudi de 21 heures à 23 heures. Fermé le mardi. 50 F (7,62 €). Visites commentées, les samedis 17, 24 et 31 mars, 14, 21 et 28 avril. 25 F (3,58 €), plus le prix de l'entrée. Tél. : 01-44-78-12-07. www.centrepompidou.fr/expositions/pop/

● **Cinéma** : l'exposition s'accompagne d'une importante programmation de films de fiction, expérimentaux, politiques et d'artistes montrant les thèmes illustrés par le pop aux Etats-Unis et en Europe (cinéma 1, niveau 1 ; cinéma 2, niveau - 1). A noter, une rétrospective inédite Andy Warhol en quarante-cinq films et des hommages aux figures emblématiques du pop : William Klein, Paul Morrissey, Yoko Ono et John Lennon, John Waters, Philippe Garrel, etc. Et un cycle cinéma et politique. 27 F (4,12 €). Tél. : 01-44-78-12-33.

● **Musique** : une compilation *Les Années pop* est disponible chez les disquaires : 1 CD Cornflakes Zoo/Wagram. Le 7 avril, des Beatles au Velvet Underground, conférence animée par Jade Lingard et Jean-Max Collard. Grande salle, niveau - 1.

● **Forum et conférences** : les 22, 23 et 24 mars, un grand forum réunira les acteurs et témoins de ce mouvement. Une interrogation : par quelle alchimie un courant artistique devient-il un phénomène de civilisation ?

● **Soirée Thema/Arte**, le mardi 5 juin, à partir de 21 h 45 (sous réserve de modifications).

2 En étendant les années pop jusqu'en 1968, ne craignez-vous pas beaucoup de confusions du côté du public ?

Entre le moment où les artistes créent les œuvres et le moment où le public les voit, il y a un temps. La première expo d'Andy Warhol n'est pas en 1960 ou 1961, mais en 1963 ou 1964, et Warhol est vraiment connu autour de 1967-1968. Il faut prendre en compte le moment où le mouvement atteint une amplitude véritable par rapport à un public. Le mouvement de contestation de 1968 est le fait d'une revendication de liberté, d'une aspiration à la contre-culture, etc., auxquelles participent les artistes pop. Il est important de lier le mouvement de contestation et l'idée d'une vague pop.

3 Pourquoi cette exposition n'est pas coproduite par un musée anglais ou américain ?

C'est une exposition programmée depuis quatre ou cinq ans. J'y travaille depuis trois ans. Il y avait alors le souvenir récent de l'exposition britannique de Marco Livingstone, qui s'est proménée en Europe et au Canada. Les Britanniques n'avaient donc pas tellement de raisons de s'intéresser à la nôtre. Quant aux américains, je crois qu'ils ne sont pas encore prêts à être les partenaires d'une grande exposition conçue par des Français qui réexaminent les échanges et la place respective des artistes européens et américains dans cette période.

Propos recueillis par Geneviève Breerette



Inde
Mudhiyettu,
Théâtre rituel du Kerala

du 29 mars au 1^{er} avril - Théâtre Équestre Zingaro

Journées de l'ethnoscénologie

Films, rencontres, débats

du 2 au 6 avril - Maison des Cultures du Monde



Corée
Nuit du P'ansori,
Jeon Jeong Min et Kyung Chun

6 avril - Maison des Cultures du Monde



Demandez le programme au
01 45 44 72 30 www.mcm.asso.fr

Le Salon du livre s'ouvre dans un climat de santé économique retrouvée

L'Allemagne est l'invitée d'honneur d'un Salon qui accueille cinquante éditeurs européens

L'ALLEMAGNE, *Astérix*, le livre électronique seront les vedettes du XXI^e Salon du livre de Paris qui se tient du 16 au 21 mars à la Porte de Versailles. Il doit être inauguré par le président de la République, Jacques Chirac et le chancelier allemand, Gerhard Schröder, dans la soirée du jeudi 15 mars, à un moment difficile pour les relations franco-allemandes. En recevant les éditeurs allemands et européens, mercredi 14 mars, le ministre des affaires étrangères, Hubert Vedrine, a indiqué que le choix de l'Allemagne comme invité d'honneur du Salon tombait « très bien » et a plaidé pour un « dialogue franco-allemand fécond et ouvert ».

Au moment où a lieu le spectaculaire lancement d'*Astérix et Latraviata*, le Salon consacre une exposition au héros gaulois. Mais ce n'est sans doute pas l'effet de la potion magique qui place cette année la manifestation dans un climat de quasi-euphorie contrastant avec les années précédentes. Le Salon est en effet généralement l'occasion de nombreux discours et plaintes sur les difficultés de la chaîne du livre. En 2001, le discours change car le livre va mieux. Le président du Syndicat national de l'édition (SNE), Serge Eyrolles, souligne que le chiffre d'affaires du secteur devrait afficher une croissance supérieure à 6 % pour l'année 2000.

Cette santé retrouvée permet d'aborder avec moins d'inquiétudes les questions soulevées par le livre électronique, qui fera encore beaucoup parler de lui lors de ces journées au cours desquelles se tiendra le premier colloque européen consacré au « e-book »

et à ses rapports avec l'édition traditionnelle.

L'organisme de promotion du livre français à l'étranger, France Edition, a convié cette année à Paris, cinquante éditeurs européens, traducteurs de livres français. Ils ont débattu mercredi 14 mars des échanges éditoriaux entre les pays européens et de leurs places respectives face à la domination américaine. Ces deux initiatives contribuent à attirer au Salon du livre un public professionnel international. Si le succès public ne se dément pas d'année en année, avec 234 000 visiteurs en 2000 et un nombre croissant de jeunes, le Salon du livre de Paris souffre parfois d'un manque d'intérêt des étrangers, puisqu'il n'est pas un lieu de vente de droits, contrairement à la Foire de Francfort et à celle de Londres.

L'initiative de France Edition s'inscrit dans ce contexte et dans la volonté française de défendre une

Europe culturelle, symbolisée par le combat pour la défense du prix unique du livre. La question sera au centre d'une rencontre entre les éditeurs allemands et français, vendredi 16 mars, en présence des ministres de la culture des deux pays, Julian Nida-Rümelin et Catherine Tasca, qui défendent un régime de prix unique, face aux menaces de la commission européenne.

SUCCÈS FRANÇAIS

La rencontre du 14 mars, qui dépassait largement cette question, avait permis de faire le point sur la circulation des livres dans l'espace européen. Si les traductions d'outre-Manche ou d'outre-Atlantique sont prédominantes, et continuent à croître, les traductions d'une langue à l'autre de l'Union européenne sont loin d'être négligeables. Jean-Guy Boin, directeur général de France Edition, souligne que « la France est

La grogne de petits éditeurs

Certains, comme l'éditeur de jeunesse Thierry Magnier, ont décidé de ne pas participer au Salon du livre, estimant qu'il « prend des orientations réservées aux grands groupes ». Magnier lance l'idée d'un Salon du livre off pour 2002. Son diffuseur, Harmonia Mundi, a « réduit la voilure cette année », selon son directeur commercial Frédéric Salbans, qui ne se « retrouve pas dans l'approche marchandisée du livre ». L'éditeur nantais L'Atalante a préféré s'abstenir, tout comme José Corti, First ou Dupuis. Les jeunes éditeurs bénéficient d'un tarif forfaitaire de 5 500 francs les deux premières années, avant de payer un prix au mètre carré de 1 800 ou 1 200 francs (pour les adhérents au Syndicat national de l'édition), soit un coût de 25 000 francs pour un stand équipé. Bertrand Morisset, le commissaire général du Salon, organisé par Reed-OIP, regrette ces absences, mais souligne que de nombreux petits éditeurs sont présents grâce au soutien des centres régionaux des lettres. Il n'est pas hostile à la création d'un salon off et se propose de l'orchestrer.

Danse butineuse à la Ferme du Buisson

SAMEDIS DANSES, à la Ferme du Buisson. Boyzie Cekwana en tournée : les 20 et 21 avril à Cologne (Allemagne); les 24 et 25 avril au Springdance d'Utrecht (Pays-Bas); du 12 au 17 mai, au Kunsten Festival des Arts de Bruxelles (Belgique). Michèle Noiret en tournée avec *In Between*: Biennale de danse du Val-de-Marne, les 15, 16 et 17 mars, à 19 h 30, à la Maison des arts de Créteil. 100 F et 55 F (15,24 € et 8,38 €). Le 24 mars, à 20 h 30, au Théâtre Paul-Eluard, à Choisy-le-Roi. 100 F et 70 F (15,24 € et 10,67 €). Tél. : 01-46-86-70-70.

Ne préjuger de rien : condition sine qua non pour accéder à l'opération Samedi Danses de la Ferme du Buisson, à Noisiel. Le 3 mars, de 15 heures à minuit, rien moins

que neuf spectacles dont les disparités chorégraphiques ressemblent à des montagnes russes. De Boris Charmatz impeccable en chef d'escadron de la génération « têtes chercheuses », à la pionnière Maguy Marin en passant par la danse bien tournée (mais qui voudrait dérailler) de Dominique Jégou, il faut sans cesse dompter ses humeurs et ajuster son regard. Une chose est certaine : la danse contemporaine a la santé et aucun goût pour l'exclusif.

C'est l'opinion de José-Manuel Gonçalves, directeur de la Ferme depuis 1999, qui offre à chacun de ces Samedi Danses un tirage grand angle de la création actuelle. Par goût profond et sens avisé de son public. Non seulement, ce dernier suit (mille sept cents spectateurs), mais enchaîne au pied levé trois pièces en moyenne, s'entassant

sur des coussins quand la jauge de la salle sature. Un peu ronchon parfois sous la pluie, un brin ironique sur le côté « supermarché de la danse » que prennent toujours ces manifestations désireuses de faire de la culture une fête (au risque de devenir une foire ?), il est partant. Certain gourmand aime évoquer un parcours gastronomique où il s'agit de se transformer en testeur de saveurs.

MINIMALISME MAGISTRAL

Testez donc et approuvez : *Programme court avec essorage*, de Boris Charmatz et Julia Cima, une prouesse piquante comme un jeu de gosses. Soit une installation signée Gilles Touyard : deux plaques rondes censées représenter des tambours de machine à laver (bande-son ad hoc) sur lesquels les danseurs font des pieds et des

largement excédentaire dans sa balance entre cession de droits et acquisitions ». La France vend bien en Italie, en Allemagne et en Espagne. Mais la nouveauté c'est que les livres, au-delà du succès d'estime, trouvent également un débouché public, depuis les lancements réussis de Marie Darrieussecq ou Michel Houellebecq.

L'éditeur espagnol d'Anagrama, Jorge Herralde a proposé une véritable rentrée littéraire française, de Jean Echenoz à Amélie Nothomb. Ce succès entraîne une flambée des droits. Dans ces bras-là de Camille Laurens a ainsi donné lieu à des surenchères, tandis que l'éditeur anglais Serpent's Tail, qui avait publié *Extension du domaine de la lutte* de Houellebecq, n'a pu suivre pour *Les Particules élémentaires* du même auteur, finalement publié par Random House. Jorge Herralde voit dans l'organisation de la journée un exemple de « cette tenace volonté française de lutter contre la domination anglo-saxonne ». Face à cette coûteuse domination, les éditeurs redécouvrent les auteurs nationaux et européens.

Alain Salles

★ Du 16 au 21 mars, de 9 h 30 à 19 heures, nocturne mardi 20 jusqu'à 22 heures. Entrée 30 F (4,57 €), gratuit pour les moins de douze ans. Paris expo, hall 1, Porte de Versailles (www.lemonde.fr/salondulivre). Voir notre supplément « Le Monde des livres-spécial Allemagne ».

► www.lemonde.fr/salondulivre

SORTIR

SCEAUX

Les Rendez-Vous chorégraphiques

C'est la dix-septième édition de cette manifestation où les Centres chorégraphiques nationaux sont mis à l'honneur. A la tête du Ballet national de Marseille, Marie-Claude Pietragalla chorégraphie la pièce *Sakountala*, autour de l'œuvre du même nom de Théophile Gautier et de la statue de Camille Claudel qui avait inspiré l'écrivain. Pietragalla a fait appel à des artistes de cirque et au peintre Zao Wou-ki pour l'accompagner dans cette traversée d'une vie ravagée par la folie et la souffrance (du 16 au 18 mars). Maryse Delente et son Ballet du Nord présentent *Le Feu dérobé*, ballet tendu comme un ressort (les 23 et 24 mars); Claude Brumachon et Benjamin Lamarque, directeurs du Centre chorégraphique national de Nantes, proposent une série de pièces courtes portées par la rage qu'on leur connaît (3 et 6 avril). Philippe Chevalier, concepteur du fameux Bal dingue, continue sur sa lancée festive et a conçu une

pièce autour des danses de bal du siècle et des corps qui les ont pratiquées (du 29 mars au 1^{er} avril). Sceaux (92). Les Gêmeaux, 49, rue Georges-Clemenceau. Tél. : 01-46-61-36-67. De 50 F à 145 F.

VAULX-EN-VELIN

Festival A Vaulx-Jazz

Organisé durant une semaine par une équipe tenace et volontariste, le Festival A Vaulx-Jazz équilibre judicieusement dans sa programmation les jeunes talents, la recherche des formes et les références à l'histoire du blues ou au jazz. Parmi ces soirées bien construites, on remarquera la présence du trio de Jean-Michel Pilc et du quartet de David Murray (le 17 mars), une création de l'ARFI et de la Compagnie Stanislaw Wisniewski (le 19), Rabih Abou-Khalil et l'ONJ Paolo Damiani (le 21), le trio Celea/Liebman/Reisinger et Steve Lacy avec Roswell Rudd (le 22) ou le trio de Jacky Terrasson (le 24). Centre culturel Charlie-Chaplin, place de la Nation, Vaulx-en-Valin (69). Du 17 au 24 mars. Tél. : 04-72-04-81-18. De 30 F à 100 F.

(Publicité)

THÉÂTRE OUVERT

Philippe MINYANA

HABITATIONS

mise en scène d'Edith Scob

à 20 h 30 • 12 mars • 7 avril

ANNE-MARIE

mise en scène de Philippe Minyana

à 18 h 30 • 19 mars • 7 avril

réservations 01 42 62 59 49

GUIDE

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGE

L'Or des Amazones

Musée Cernuschi, 7, avenue Vélasquez, Paris-8^e. M^e Villiers. Tél. : 01-45-63-50-75. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi et fêtes. Du 16 mars au 15 juillet. De 18 F à 35 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).

Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Voix secrètes de Joe Penhall. Hélène Vincent (mise en scène).

Théâtre de l'Est parisien, 159, avenue Gambetta, Paris-20^e. Tél. : 01-43-64-80-80. 20 h 30, les mercredi, vendredi et samedi; 19 heures, le jeudi; 15 heures, le dimanche. 150 F. Jusqu'au 1^{er} avril.

Seule avec lui - le Cabaret Brother et Sister Dalle - Femme-ou vas-tu ? avec Odile Roire, Irina Dalle et Kate Varga. Théâtre du Chaudron, route de Champ-de-Manceuvre, Paris-12^e. M^e Châteaude-Vincennes. 20 heures, le 16. Tél. : 01-43-28-97-04. 70 F.

Marco Berrettini Seuls les vivants survivront. Alfortville (94). Lycée Maximilien-Perret, rue des Goujons. 20 h 30, les 16 et 17. Tél. : 01-43-75-29-00. De 40 F à 60 F.

Blanca Li Macadam macadam. Elancourt (78). Le Prisme, Centre des Sept-Mares. 21 heures, le 16. Tél. : 01-30-51-46-06. 120 F.

Rui Horta Zeitraum, espace du temps. Evry (91). Théâtre de l'Agora, place de l'Agora. 20 h 30, le 16. Tél. : 01-60-91-65-65. 130 F.

Compagnie Valérie Delattre Par définition. Maurepas (78). Espace Albert-Camus, 4, rue de la Beauce. 20 h 45, le 16. Tél. : 01-34-82-63-44. 90 F.

Compagnie Opinioni in movimento FEIR, la peur. Moissy-Cramayel (77). La Rotonde, place du 14-Juillet. 20 h 45, les 16 et 17. Tél. : 01-60-60-02-63. 86 F.

Ensemble Ultrà Chansons de trouvères. Musée national du Moyen Age - Thermes de Cluny, 6, place Paul-Painlevé, Paris-5^e. RER Cluny-la Sorbonne. 12 h 30, le 16; 16 heures, le 17. Tél. : 01-53-73-78-16. 60 F.

Don Carlos de Verdi. Sergei Larin (Don Carlos), Marina Mescheriakova (Elisabeth), René Pape (Philippe II), Carlos Alvarez (Rodrigo), Olga Borodina (Eboli), Kristinn Sigmundsson (le Grand Inquisiteur), chœur et orchestre de l'Opéra national de Paris, James Conlon (direction), Graham Vick (mise en scène).

Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris-11^e. M^e Bastille. 19 heures, les 16, 19, 22, 28 et 31 mars et le 3 avril; 15 heures, le 25. Tél. : 08-36-69-78-68. De 60 F à 670 F.

Chœur et Orchestre philharmonique de Radio France Abrahamson : *Nacht und Trompeten*. Szymanowski : *Stabat Mater*. Beethoven : *Symphonie n° 6 « Pastorale »*. Inger Dam-Jensen (soprano), Annette Markert (mezzo-soprano), Anton Schäringer (basse), Thomas Dausgaard (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. M^e Ternes. 20 heures, le 16. Tél. : 01-45-61-53-00. De 50 F à 190 F.

Quatuor Borodine Brahms : *Trio pour alto, violoncelle et piano*. Chostakovitch : *Quatuor à cordes op. 49*. Tchaïkovski : *Souvenir de Florence*. Youri Bashmet (alto), Alain Meunier (violoncelle), Ludmila Berlinskaja (piano).

Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris-8^e. M^e Miromesnil. 20 h 45, le 16. Tél. : 01-49-53-05-07. De 120 F à 350 F.

Antonio Farao Quartet Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^e Châtelet. 21 heures, les 16 et 17. Tél. : 01-42-33-22-88. 100 F.

Claude Tchamitchian : Acoustic Lousadzac Aubervilliers (93). Espace Jean-Renaudie, 30, rue Lopez-et-Jules-Martin. M^e Fort-d'Aubervilliers. 20 h 30, le 16. De 75 F à 95 F.

Michel Edelin Quintet Chelles (77). Théâtre, place des Martyrs-de-Chateaubriant. 20 heures, le 16. Tél. : 01-60-08-55-00. De 70 F à 160 F.

Les Wriggles La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris-18^e. M^e Pigalle. 20 heures, les 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24. Tél. : 01-49-25-89-99. De 100 F à 120 F.

Thomas Fersen Sèvres (92). SEL, 47-49, Grande-Rue. 20 h 30, le 16. Tél. : 01-45-34-28-28. De 120 F à 140 F.

RÉGIONS

Eric Lesage (piano) Beethoven : *Sonates pour piano « Quasi una fantasia »*, « la Pastorale », « la Boiteuse », « la Tempête ».

Besançon (25). Opéra-Théâtre, place du Théâtre. 19 heures, le 17. Tél. : 03-81-83-03-33. 120 F.

Odile Duboc Bruno Danjoux, Stéfany Ganachaud, Françoise Michel, Françoise Rognerud : *J'ai mis du sable, exprès, vite fait, comme ça, dans mes chaussures*.

Belfort (90). Centre chorégraphique national de Franche-Comté, 3, avenue de l'Espérance. 20 h 30, les 17, 20 et 27; 15 heures, le 21. Jusqu'au 31. Tél. : 03-84-58-44-88. 130 F.

Anna Teresa de Keersmaeker Rosas, Drumming. Lyon (69). Maison de la danse, 8, avenue Jean-Mermoz. 20 h 30, le 17. Tél. : 04-72-78-18-00. De 120 F à 160 F.

Compagnie Geneviève Sorin Un petit air. Marseille (13). Théâtre des Bernardines, 17, boulevard Garibaldi. 19 h 30, le 17; 21 heures, le 20. Jusqu'au 24. Tél. : 04-91-24-30-40. 60 F.

À partir du 16 mars 2001

L'ÉPARGNE ORANGE PASSE À

5,30%

D'INTÉRÊT BRUT*

LE PREMIER GROUPE FINANCIER HOLLANDAIS D'ÉPARGNE

- Votre argent toujours disponible
- Aucuns frais, aucune commission
- De 100 F à 10 000 000 F de dépôt
- Vous ne changez pas de banque

0 810 120 000

1615 INGDIRRECT

*5,30% taux nominal annuel brut au 16/03/2001, soit un taux nominal annuel net arrondi de 3,98 % après prélèvement libératoire et contributions sociales, susceptible d'évolutions.

ING DIRECT

LÀ OÙ VOTRE ARGENT EST HEUREUX

Théâtre de la Ville

SECTION CHANSON

PARIS

CHANSON AUX ABESSES

DU 20 MARS AU 1^{er} AVRIL

PHILIPPE MEYER

Paris la Grande création

31 RUE DES ABESSES, 18^e

01 42 74 22 77

85F

DISPARITIONS

Le colonel Guy Le Coniac de La Longrays

Compagnon de la Libération

LE COLONEL (en retraite) Guy Le Coniac de La Longrays, compagnon de la Libération, est mort lundi 12 mars à Paris.

Né le 23 octobre 1919 à Brest, Guy Le Coniac de La Longrays, aspirant de réserve à l'école des officiers de Saint-Maixent en mai 1940, est fait prisonnier le 19 juin 1940. Il s'évade du camp de Rambervillers (Vosges), rejoint l'armée d'armistice et débarque à Saïgon (Indochine) en juillet 1941. Là, il se cache dans un caboteur en partance pour Hongkong, d'où il va rallier la France libre. A partir de novembre 1941, il participera à toutes les campagnes de la 1^{re} division française libre, en Libye, en Egypte, en Tripolitaine et en Tunisie. Promu lieutenant en 1943, il prend part à la campagne d'Italie, notamment à Chiaïa, où sa section perd la moitié de ses hommes sous le feu adverse, et il débarque avec son unité, en août 1944, en Provence. Avec le bataillon de marche numéro 11, il participe aux combats de la libération de la France, depuis Toulon jusqu'à Belfort et en Alsace. En janvier 1945, il est blessé alors qu'il tente de résister à d'incessantes contre-attaques allemandes à Sand (Bas-Rhin). Il termine la guerre en mai 1945, dans le massif alpin de l'Authion. Il sera fait compagnon de la Libération le 15 février 1945.

Après la guerre, le capitaine Le Coniac de La Longrays est affecté en Indochine, notamment au Tonkin, où il commande une compagnie en 1947. De 1950 à 1953, il commande la 2^e compagnie saharienne motorisée au Mali, puis un bataillon du 4^e régiment interarmes d'outre-mer en Centrafrique, avant de servir au Cameroun, en 1958. L'année suivante, il est en Algérie, chargé de la logistique de la zone ouest-saharienne, à Colomb-Béchar. Promu lieutenant-colonel en 1963, il est en poste en Allemagne, puis avec le grade de colonel, en 1965, il est à la tête du 3^e régiment d'infanterie de marine, à Vannes (Morbihan). En 1967, il devient conseiller militaire à l'ambassade de France à Dakar (Sénégal), avant d'être affecté à Versailles jusqu'en 1971, date à laquelle il fait valoir ses droits à la retraite pour entrer dans une société privée.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et des théâtres d'opérations extérieures, de la médaille de la Résistance et de la Silver Star américaine, le colonel Guy Le Coniac de La Longrays était commandeur de l'ordre national du Mérite et commandeur de la Légion d'honneur.

Jacques Isnard

■ **PAUL FALK-VAIRANT**, physicien, est mort vendredi 9 mars à Chantilly (Oise) à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Il avait contribué à développer la physique des particules en France. Né le 21 avril 1921 à Genève, Paul Falk-Vairant, après des études à l'école polytechnique fédérale de Zurich, passe sa thèse en 1947 à l'Institut du radium de Paris, avant d'entrer au CNRS, puis de poursuivre ses recherches au centre de Saclay (Essonne) du CEA et à l'université. En 1967, il est nommé professeur à la Faculté des sciences de Paris, où il implante une équipe de recherche qui deviendra par la suite le Laboratoire de physique nucléaire et hautes énergies (LPNHE). Il dirige également deux groupes de physiciens, à Orsay et à Saclay. Au début des années 1970, Paul Falk-Vairant prend la direction de la recherche au CERN de Genève, avant de devenir, de 1981 à 1987, directeur scientifique adjoint de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3) du CNRS.

Le véritable fauteuil CLUB de paringer



Superbe modèle fabrication à l'ancienne, copie fidèle du fauteuil CLUB 1930. Structure bois massif, cuir pleine fleur patiné à la main, sur ressorts et crin véritable - tous coloris - Son prix : 15 000 F.

Exposé : 121, rue du Cherche-Midi, 75006 PARIS - Tél. : 01.42.22.22.08
12, rue de la Chaise, 75007 PARIS - Tél. : 01.45.44.10.44

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

– 16 mars 2001.

Mamie Maria

aborde ce nouveau printemps avec joie et enthousiasme.

– Bernard, Isabelle, Marie-Doëtte et toute la famille.

– A

Paul,
le sanglier de **Cairosine,**

qui a enfin atteint l'âge de raison ce 16 mars très spécial et pour longtemps encore : c'est notre souhait à tous.

– Florentine (Jean-Marc), Julien, Camille, Pierre et Gilles, et Colette, et bien d'autres encore...

Décès

– Ses amis et collègues du Relais formation Areram ont la tristesse de faire part du décès de

M. Tahar ABADA,

survenu le 12 mars 2001. Nous garderons le souvenir de sa chaleureuse collaboration et de son engagement quotidien dans le travail de notre équipe.

– Le président du conseil d'administration et le directeur de l'École d'architecture de Paris-La Villette ont le regret de faire part du décès de

Jean-Louis BARITOU,
enseignant,
historien et architecte,

survenu le samedi 10 mars 2001.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 mars, à 14 h 30, en l'église Saint-Eustache, à Paris-1^{er}.

– Cyrille et Jane Cahen, Marijo et Georges Griner, Thierry et Huguette Cahen, Ses enfants et leurs conjoints, Ses petits-enfants et leurs conjoints, Ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Nelly Geo CAHEN,
née **RAYNAL,**

survenu à son domicile le 13 mars 2001, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

L'inhumation aura lieu le lundi 19 mars, à 16 h 15, au cimetière, rue de l'Ouest, à Boulogne.

– Nawel et Marc Negroni, Christine et Patrick Negroni, Margot et Nathanaël Negroni, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

Monique DRAKE del CASTILLO,
artiste dramatique,

survenu le 13 mars 2001, à Paris.

Pensez à elle.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue Caulaincourt, 75018 Paris.

– Philippe et Richard Dreyfus, ses petits-enfants, Marion et Nicolas Dreyfus, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} DREYFUS-FOURMAN,
née **Simone LEVY,**

survenu à Paris, le 13 mars 2001, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

L'inhumation aura lieu samedi 17 mars, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse (entrée principale).

Ni fleurs ni couronnes.

Cette annonce tient lieu de faire-part et de remerciements.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Emmanuel FAUCONNIER,

survenu le 13 mars 2001, à l'âge de cinquante ans.

– Le président du conseil d'administration, Le directeur général, Et l'ensemble du personnel de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), ont la grande tristesse de faire part du décès de

Christian GEFFRAY,
anthropologue,
directeur de recherche à l'IRD,

survenu le 9 mars 2001, et s'associent à la peine de sa famille et de ses collègues.

(Le Monde du 14 mars)

– La famille Heckmann, La famille Bâ, Ses amis, Le cercle Amadou Hampâté Bâ, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Hélène HECKMANN,
légataire littéraire
d'Amadou Hampâté Bâ,

survenu le vendredi 2 mars 2001.

Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Esther Hoffenberg et Mathias Pérez, Jacques et Carla Hoffenberg, Théo et Valérie Hoffenberg, Hugo et Dario Rudy, Mathias, Stefan, Jonas et Margaux Hoffenberg, Ariane, Alexis et Elliott Hoffenberg, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Eva Maria HOFFENBERG,
née **LAMPRECHT,**

le 12 mars 2001.
L'enterrement a eu lieu dans l'intimité.

29, rue Lucien-Sampaix, 75010 Paris.
40, rue Paul-Valéry, 75116 Paris.
Windmolenstraat, 59 B-3070 Kortenberg.

– Pierre et Geneviève Jouffrey, Et leur fils, Laurent, ont la douleur de faire part du décès de

Raymond JOUFFREY,
administrateur civil honoraire
au ministère de l'Intérieur,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 7 mars 2001, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Notre-Dame des Buttes-Chaumont, à Paris, le 12 mars, et l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

– Chantal, Julie, Paola, Jean, Michael, Françoise et Gérard, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Louis LALAURIE,

survenu, le 13 mars 2001, à l'Institut Curie.

Celles et ceux qui souhaitent lui dire au revoir pourront se joindre à nous :
– le vendredi 16 mars, de 14 heures à 17 heures, au funérarium des Batignolles, 10, rue Pierre-Rebière, Paris-17^e;
– et le lundi 19 mars, de 10 heures à 11 heures, au funérarium de Talence, place de l'Eglise-Notre-Dame, Talence (Gironde).

L'inhumation aura lieu le lundi 19 mars, à 11 h 30, au cimetière de Talence (Gironde).

13, boulevard Raspail, 75007 Paris.
Calle Juan-Ramon-Jimenez, 28 9B, 28036 Madrid.

Jean-Christophe LAUWERS,
auteur et metteur en scène,

est mort à Bruxelles ce samedi 10 mars, à l'âge de vingt-neuf ans.

« Notre génération n'a pas eu la malchance de se tromper. Qu'avons-nous vécu ? Quel est notre héritage, qu'avons-nous à faire avec ça ? » (J.-C. Lauwers, à l'occasion de la mise en scène de *Such a bad experience never again*, en 1994).

Dans sa très courte vie, il aura, lui, vécu en donnant par son théâtre une réponse à ces questions.

Sa femme,
Sa famille,
Ses amis proches.

8, place des Chasseurs-Ardennais, 1030 – Bruxelles.

– La famille et les proches ont la tristesse de faire part du décès de

René-Georges Hector LEUCK,

survenu le 10 février 2001, dans sa soixante-sixième année.

La crémation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise.

Une messe d'adieu sera célébrée le 24 mars, à 17 heures, en l'église Saint-Roch, Paris-1^{er}.

Nous remercions tous les amis de se joindre à nous.

Des dons peuvent être faits à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, 75248 Paris Cedex 05.

L'équipe soignante du professeur Rodriguez, le docteur Point, ainsi que les infirmiers Mabel Sciaratta et Olivier Zinetti ont toute notre gratitude.

– M^{me} F. Agard, ses enfants et petits-enfants, M^{me} M.-L. Decaulne, ses enfants et petits-enfants, Sa famille, Ses ami(e)s, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Jeanne RONZY.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE
Fax : **01-42-17-21-36**

Téléphone :
01-42-17-39-80
01-42-17-38-42
01-42-17-29-96

e-mail: carnet@mondepub.fr

M. Jacques Saunier, préfet honoraire, son épouse,
M^{lle} Liliane Huck-Saunier,
M^{me} Jean Mancier,
M. Jean-Louis Huck et ses enfants,
M. et M^{me} Daniel Huck et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jacques SAUNIER,
née **Alice MANCIER,**

survenu à Paris à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 16 mars 2001 à 11 heures en la chapelle du Val-de-Grâce, 1 place Alphonse-Laveran à Paris-5^e, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, 3 boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

262, rue Saint-Jacques 75005 Paris.

– Le président de l'université Paris-Sorbonne - Paris-IV et l'ensemble de la communauté universitaire ont la tristesse de faire part du décès de

M. Carlos SERRANO,
professeur à l'UFR d'études ibériques et latino-américaines.

L'inhumation aura lieu le vendredi 16 mars 2001, à 15 h 30, au cimetière du Père-Lachaise.

– Paris. Perpignan.

M^{me} Jean-Marie Tauléra, née Marie-Claude Troy, M^{me} Marc Tauléra et Madame, M^{me} Marie, Anne, Caroline Tauléra, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marie TAULÉRA,

survenu le 10 mars 2001.

L'inhumation a eu lieu, dans le caveau de famille, à Alenya, dans la plus stricte intimité.

17, rue du Baby, 66000 Perpignan.

– Le président, Et les membres du conseil d'administration de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques ont la tristesse de faire part du décès de

Claude VERMOREL.

Ils adressent à sa famille et à ses proches leurs sincères condoléances.

Anniversaires de décès

– Il y a huit ans, avant l'aube,
Jacques BOURDANTON
1935-1993

a fini de vivre et de souffrir.

– A la mémoire de ma fille chérie

Florence.
16 mars 1986.

On meurt lorsqu'on a cessé de vivre.
Françoise Dolto

– Il y a neuf ans disparaissait

Arlette LEVY-ZLOTOWSKI,
agrégée de l'Université,
présidente-fondatrice de Judaïques FM,

Sa famille, ses amis se réuniront le dimanche 18 mars, à 11 heures, à l'entrée principale du cimetière de Bagneux-Parisien.

– Voici un an déjà,
Jean-Pascal VANNINI

nous quittait.

A tous ceux qui l'ont connu et aimé, nous demandons une pensée ou une prière.

Christiane, Julia et Marianne, Sa mère, Sa famille, Et sa belle-famille, s'unissent pour remercier tous ceux qui, par leur présence ou leur témoignage, les ont aidés à traverser les douloureux moments de sa disparition.

Remerciements

– Julia Emond est de tout cœur reconnaissante envers toutes celles et tous ceux qui lui ont apporté leur soutien au moment de la disparition de son compagnon,

Jacques EMOND.

29, rue Desaix, 75015 Paris.

Commémorations

– En commémoration du décès de la grande compositrice

Lili BOULANGER,

la Fondation internationale Nadia et Lili Boulanger et l'Académie des beaux-arts vous invitent à avoir une pensée et une prière pour elle, en y associant le souvenir de son illustre sœur,

Nadia BOULANGER,
professeur de composition.

Conférences

Conférences du C.E.H.D.

« La tentative de maintien de l'ordre dans les ports et arsenaux par la marine en 1789 », par Michel Vergé-Franceschi, professeur d'histoire moderne à l'université de Savoie,
le **lundi 19 mars 2001, à 18 heures,**
Palais abbatial de Saint-Germain-des-Prés, 5, rue de l'Abbaye, Paris-VI.

Collège de philosophie, samedi 17 mars à 14 heures : « Autour de la revue *Comprendre les identités culturelles* », avec S. Mesure, A. Renaut, M. Wiewiorka. 17, rue de la Sorbonne, amphî Cauchy.

Communications diverses

– Pour tout renseignement concernant l'association **YAD LAYELED FRANCE** – séminaire en Israël, exposition itinérante, mallette pédagogique, s'adresser à : Yad Layedle France, 7, boulevard Victor-Hugo, 92310 Sèvres.

Tél./fax : 01-45-07-17-47.

Etats généraux de la psychologie

Vingt organisations de psychologues soutiennent les premiers **Etats généraux de la psychologie**, qui rassembleront plus d'un millier de psychologues les **23 et 24 mars 2001, à la Mutualité, rue Saint-Victor, à Paris.**

Secrétariat : 01-64-59-94-46.

Séminaires

– La revue *Passages* et le **Forum de l'entreprise et des savoirs (FESA)** organisent un séminaire au Sénat le 22 mars 2001 (sous forme d'un petit déjeuner).

Conférence de **M. Yves Cousquer**, président d'Aéroports de Paris, qui interviendra sur le thème : « **De la poste aux transports : histoires de temps** ».

Renseignements et inscription auprès de la revue *Passages* et du FESA.
Tél. : 01-45-86-30-02.
Fax : 01-44-23-98-24.
Email : passages@club-internet.fr

Remerciements

– Julia Emond est de tout cœur reconnaissante envers toutes celles et tous ceux qui lui ont apporté leur soutien au moment de la disparition de son compagnon,

Jacques EMOND.

29, rue Desaix, 75015 Paris.

Commémorations

– En commémoration du décès de la grande compositrice

Lili BOULANGER,

la Fondation internationale Nadia et Lili Boulanger et l'Académie des beaux-arts vous invitent à avoir une pensée et une prière pour elle, en y associant le souvenir de son illustre sœur,

Nadia BOULANGER,
professeur de composition.

Parce qu'un autre monde est possible

CETTE SEMAINE :

MUNICIPALES : Leçons d'entre-deux tours

MEXIQUE : Marcos comme Zapata

SANTÉ : Médecins et patients sous contrôle

IDÉES À propos du principe de précaution

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE
Fax : **01-42-17-21-36**

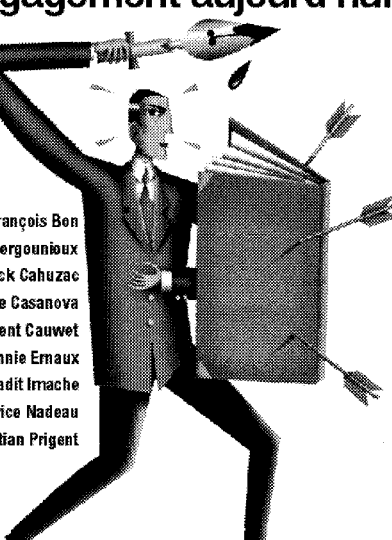
Téléphone :
01-42-17-39-80
01-42-17-38-42
01-42-17-29-96

e-mail: carnet@mondepub.fr

SEMAINE DU 15 AU 21 MARS 2001 n° 642 18 F

Politis,

Littérature L'engagement aujourd'hui



François Bon
Pierre Bergounioux
Patrick Cahuzac
Pascale Casanova
Laurent Cauwet
Annie Emaux
Tassadit Imache
Maurice Nadeau
Christian Prigent

Action
Le principe de précaution
Marjane Satrapi,
Iran en BD

18F

Chaque jeudi chez votre marchand de journaux

EN VUE

■ Le seul condamné à mort gracié par le gouverneur **George W. Bush** vient de mourir dans sa prison de Huntsville au Texas.

■ La Bundeswehr s'intéresse à une arme laser susceptible de mettre hors de combat les hommes sans les tuer.

■ Le conseil de surveillance des tribunaux du comté de Los Angeles ordonne : « Les enfants arrêtés en possession d'armes seront conduits à la morgue pour assister à une autopsie. »

■ Avant de découvrir chez lui un arsenal, des insignes hitlériens et une photographie de sa fille âgée de six mois enroulée dans un uniforme nazi, un Luger à ses côtés, les policiers new-yorkais avaient interpellé dans un parc **Michael Kneitel**, qui s'exerçait au tir sur un portrait de sa belle-mère.

■ **Rachel Myers** de Forethought.com, service de préparation de funérailles en ligne, a déclaré, mercredi 14 mars, à Las Vegas, à la convention annuelle de l'Association des cimetières et des services funéraires : « Ces dernières années, Internet a été risqué pour de nombreuses personnes, pas pour nous. »

■ « L'astronautique a-t-elle été créée pour les caprices des riches ou pour ouvrir de nouveaux horizons à l'humanité ? », s'interroge le professeur **Sergueï Kapitsa**, scientifique russe, à propos du vol payant dans l'espace du milliardaire américain **Dennis Tito**.

■ Mercredi 14 mars à Kiev, cent opposants au « régime sanguinaire » du président ukrainien **Leonid Koutchma** se sont piqué le doigt avec une aiguille pour lui offrir un verre de sang.

■ **Mikhaïl Gorbatchev**, jardinier à ses heures, a donné son nom à *Maxilaria gorbatchowii*, une orchidée rouge vif des Andes boliviennes.

■ Mercredi 14 mars, des gardiens de la prison de Freetown, en Sierra Leone, tirent en l'air pour intimider des détenus qui s'opposent à une fouille : les rues sont désertées, les commerçants baissent leurs rideaux, les écoles ferment leurs portes aussitôt.

■ Le tribunal de première instance d'Imintanout, au Maroc, adresse un blâme, après dix mois d'instruction, aux écoliers de Sidi Bouzi dénoncés par leur maître pour le vol d'une boîte de craies.

■ Mardi 13 mars, un désespéré s'est jeté du haut de la falaise dite de Shakespeare à Douvres pour atterrir vivant sur un ressaut herbeux où l'attendait un cadavre en décomposition.

Christian Colombani

Les armées françaises à court de pièces de rechange

Dossiers en souffrance, commandes en retard, stocks insuffisants de pièces détachées : 40 % du parc aérien militaire est périodiquement immobilisé, selon la revue spécialisée « Air & Cosmos »

DANS LE TEMPS, on a prétendu – imprudemment – qu'il ne manquait pas un bouton de guêtre aux armées françaises. Aujourd'hui, les carences sont légion. Faute de pièces détachées et de stocks de rechanges, le parc aérien militaire est, en partie, rendu indisponible en France. Des avions et des hélicoptères, dans les trois armées et la gendarmerie, sont cloués au sol en attente des réparations qui les rendront opérationnels.

Ce constat, que la majorité des armées dans le monde laissent généralement dans un flou artistique, est dressé par l'hebdomadaire spécialisé *Air & Cosmos*. Dans son dernier numéro, le magazine consacre un article détaillé à une nouveauté qui

vient d'être créée, sous le nom de Structure intégrée du maintien en conditions opérationnelles des matériels aéronautiques de la défense (Simmad), pour remédier à ces dysfonctionnements alarmants.

« INDISPONIBILITÉ LOGISTIQUE »

A plusieurs reprises, fin 2000, des rapporteurs parlementaires ont eu l'occasion de signaler, pour la dénoncer, l'indisponibilité de nombreux matériels militaires dans l'armée de terre et l'armée de l'air. On ne les a guère pris au sérieux. Cette fois, comme le relate *Air & Cosmos*, c'est le directeur de la Simmad en personne, le général de division aérienne Patrick Thouverez, qui s'en inquiète



et qui juge « pressant » le besoin de sortir de la crise. « La Simmad gère un parc aérien de 2 150 aéronaves (avions et hélicoptères) de 80 types diffé-

rents, qui effectuent chaque année 500 000 heures de vol et nécessitent 700 000 pièces différentes », observe *Air & Cosmos*, avec un budget global de 7 milliards de francs.

« En cinq ans, explique le général Thouverez à la revue, une grosse partie du parc militaire a vu son taux de disponibilité tomber de 75 % à 60 %. Ainsi, ce sont en moyenne 25 à 30 Mirage 2 000 qui sont cloués au sol par manque de rechanges. » La raison ? « Toute une série de marchés de maintien en conditions opérationnelles n'ont pu être passés à temps », selon *Air & Cosmos* qui met cette situation au passif des réformes des armées et des restructurations industrielles depuis 1996, sans oublier la multipli-

cation des missions extérieures qui ont usé prématurément les équipements. Conséquences, « les stocks se sont épuisés, les contrats non renouvelés ont suffi à clouer au sol des dizaines d'avions ».

Les spécialistes de la Simmad ont identifié 20 000 commandes en retard sur les trois dernières années. « De ce seul fait, commente *Air & Cosmos*, c'est 15 % du parc qui est classé en indisponibilité logistique, soit l'équivalent de 300 aéronaves en attente de rechanges » dans les trois armées et la gendarmerie. Et ce n'est pas tout. A ces retards dans les rechanges, il faut ajouter « les réparations et les visites techniques qui portent à 40 % le taux global d'indisponibilité pour l'ensemble du parc », dès lors que tout matériel en dépannage doit être immobilisé.

Si tout va bien, les premiers effets de la remise en ordre des marchés se feront sentir en fin d'année 2001 ou à l'horizon 2003 selon les cas.

Ce n'est pas avant l'été 2002, cependant, que la Simmad sera appelée à veiller, aussi, au maintien en conditions opérationnelles des munitions adaptées aux avions et aux hélicoptères. « Du fait de leur spécificité », note *Air & Cosmos*. En la matière, un travail de Titan attend la Simmad. Parce que, de tradition, les armées françaises font des économies sur ce secteur et que, comme les opérations dans les Balkans l'ont montré, elles sont toujours à court de munitions quand le besoin s'en fait sentir, au point de devoir en quémander à leurs alliés pour remplir leur mission.

Jacques Isnard

DANS LA PRESSE

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Jacques Julliard

■ Les Français n'ont jamais aimé leurs partis et saisissent traditionnellement l'occasion des municipales pour le leur faire savoir. En revanche, ils adorent l'homme politique du coin, toujours disponible : c'est le consumérisme municipal. Quiconque bénéficie de la faveur des appareils, de la clameur des médias et de l'engouement de Paris est regardé d'un sale œil. Le peuple aime bien qui ne dépend que de lui. Tous les six ans, les municipales, c'est l'affirmation des citoyens contre les pouvoirs, l'heure de gloire de la politique râleuse, antiparisienne, modeste, exaltée par le philosophe Alain et par le radicalisme des cotillons modérés (...). On rêve aujourd'hui

de danser la politique, de la faire chanter, de l'arracher à ses semelles de plomb, à ses contraintes socio-économiques. C'est ici que le radicalisme militant, chantant, alternatif des nouveaux mouvements sociaux rejoint dans ses composantes vitales le radicalisme murmurant et rouspéteur de la France profonde. Ce lent soulèvement de la France contre ses élites traditionnelles, commencé en 1968, se continue inexorablement, dans la durée géologique.

LCI

Pierre-Luc Séguillon

■ Devant le risque d'une propagation fulgurante de la fièvre aphteuse, la tentation est grande de chacun pour soi. Exploitations agricoles mises en quarantaine, barrières érigées entre villages, frontières étanches restaurées

entre nations européennes, embargos décrétés à l'encontre du Vieux Continent, les légitimes mesures de précaution recouvrent aussi de profonds réflexes d'égoïsme qu'il convient de surmonter. Seule en effet une grande solidarité entre les générations, entre les pays européens et entre les citoyens permettra d'apporter une réponse adéquate à ce qui apparaît de plus en plus comme une catastrophe économique.

L'EXPRESS

Denis Jeambar

■ Nouveau terrain de jeu du pouvoir, véritable marché, la culture est devenue une telle entreprise économique qu'on finit par oublier la vocation première de l'acte artistique. Il n'est pourtant pas d'exercice plus essentiel (et plus difficile) car il exige de s'arra-

cher à soi-même pour s'exposer, déranger et traquer le réel derrière les apparences. Ainsi la création culturelle authentique est-elle, sans doute, la meilleure arme contre l'opacité, l'injustice ou une omerta confortable sur le sens de la vie. Peu de livres répondent aussi bien à cette définition que *Le Procès*, de Kafka, où Joseph K. conclut avant de mourir : « Le mensonge devient l'ordre du monde. » Le voici : nous sommes tous les acteurs du monde qui se fait, mais aussi ses premières victimes, car il ne cesse de nous échapper. Les mutations en cours sont à la fois notre œuvre et notre croix tant elles nous dépassent et nous déclassent. Ce constat acide est aujourd'hui mis en scène à l'Opéra Bastille, avec la création de *K...* de Philippe Manoury.

www.cs.cmu.edu/~dst/DeCSS/Gallery

Des universitaires de renom favorisent la diffusion des logiciels de décryptage et de copiage des DVD



LA MPAA (Motion Picture Association of America), qui regroupe toutes les Majors d'Hollywood, lutte sans relâche contre la diffusion du DeCSS, logiciel pirate permettant de déverrouiller les DVD-vidéo, afin de visionner les films sur tous types d'ordinateurs et de faire des copies illicites. Or bien qu'elle ait remporté plusieurs procès contre des sites distribuant le DeCSS, elle n'a pas su empêcher sa prolifération à grande échelle. En plus des hackers du monde entier, elle doit désormais affronter des professeurs des plus grandes universités américaines, qui considèrent que la libre circulation de l'information scientifique doit avoir priorité sur les intérêts des multinationales du *show business*.

David Touretzky, professeur d'informatique à l'université Carnegie Mellon de Pittsburgh (Pennsylvanie), est l'un des leaders de ce mouvement informel. Après avoir témoigné en tant qu'expert au procès d'un groupe de hackers poursuivis par la MPAA, il a créé sur le serveur de son université une « galerie » où

il « expose » le DeCSS sous toutes les formes imaginables. Son but est simplement de rappeler qu'un logiciel n'est pas autre chose qu'une suite de caractères, un « texte » protégé par les lois sur la liberté d'expression. En plus du code-source en différents langages informatiques, M. Touretzky publie une trentaine de représentations écrites du

DeCSS sur support inerte : cahiers d'étudiants, tee-shirts et cartes de vœux sur lesquels le code a été imprimé ; graphiques et logos réalisés à partir des caractères qui le composent ; poèmes dans lequel il est mêlé à des vers libres ; description mathématique de l'algorithme, description en anglais courant des commandes à effectuer pour

activer le logiciel, schémas décrivant le processus d'attaque du DVD... Pour varier les plaisirs, le DeCSS est aussi disponible en version sonore : lu, chanté à *capella* ou avec accompagnement, et même transposé directement en musique numérique.

M. Touretzky propose également le code-source sous forme cryptée : en code-barre, en ruban perforé, inséré dans le code d'une image numérique ou d'un autre document technique. Enfin, il publie le code du Qrpf, nouveau logiciel doté des mêmes fonctions, qui ne comporte que sept lignes de code – un minuscule message que l'on peut facilement insérer n'importe où.

Le 5 février, après de longues hésitations, la MPAA a envoyé une lettre d'avertissement à M. Touretzky. Il lui a répondu dès le lendemain, en la mettant au défi de trouver les arguments juridiques pour censurer des documents scientifiques publiés sur un serveur universitaire.

Yves Eudes

SUR LA TOILE

NOMS DE DOMAINE

■ En vertu d'un accord passé avec le gouvernement des Etats-Unis, la société américaine VeriSign, qui a racheté le registre central des noms de domaines internationaux en .com, .net et .org, devait cesser ses activités de vente de noms de domaine pour éviter une situation de monopole, Or, VeriSign a fait une contre-proposition à l'Icann, association désormais chargée de contrôler ce secteur : elle souhaite se débarrasser des .net et .org, mais conserver le droit de vendre des .com. Plusieurs sociétés concurrentes ont aussitôt protesté contre ce projet. – (Reuters.)

HACK

■ Un garçon de quinze ans a été arrêté dans le Michigan pour avoir pénétré à moins trois serveurs de la NASA et du ministère de l'énergie, et altéré le contenu de leurs sites Web. Dans ses messages, il faisait référence au groupe de hackers Electronic Souls. Il a été maintenu en détention en attendant une audience préliminaire devant un tribunal pour enfants, prévue pour le 28 mars. – (AP.)

www.electronic souls.8m.com

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité : _____

Offre valable jusqu'au 31/12/2001 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 101MQPA1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : _____

Signature : _____

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	ORGANISME CRÉANCIER : LE MONDE 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05		
TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER			
Nom : _____			
Prénom : _____			
N° : _____ rue : _____			
Code postal : [] [] [] [] [] []	Ville : _____		
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)			
N° : _____ rue : _____			
Code postal : [] [] [] [] [] []	Ville : _____		
DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER			
Code Etablissement	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. :

Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99F/mn)

Le Monde (USPS-009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

A la mode par Luc Rosenzweig

IL Y A quelques années, avec l'arrivée du câble, nous avons découvert avec ravissement Paris Première et son parti pris de présenter *in extenso* les défilés des grands couturiers, sous la houlette vigilante et compétente de Marie-Christiane Marek. Les circonstances nous ont tenu longtemps éloigné de ces falbalas, vers lesquels nous nous sommes naturellement retourné lorsque se fit sentir en nous une certaine lassitude du débat municipal. Paris Première est devenue entre-temps la chaîne dont on parle, même si on ne la regarde pas, et Marie-Christiane Marek serait aujourd'hui, nous rapporte-t-on, une sorte d'arbitre des élégances médiatiques dotée d'un pouvoir considérable...

Mercredi soir était donc présentée la collection automne-hiver 2001 de prêt-à-porter créée par Jean Paul Gaultier. Avant toutes choses, remarquons qu'il faut fai-

re un sacré effort d'imagination pour se projeter, à peine sorti de cet hiver-ci dans le prochain, sans avoir eu la moindre idée ou sensation de l'été ayant existé entre les deux. Mais la mode a ses lois, et celles qui différencient, par exemple, les collections dites de prêt-à-porter de celles dites de haute couture, nous échappent en grande partie, car les vêtements qui nous furent montrés ce soir-là étaient prêts à tout, sauf à être portés.

Imaginez un tailleur pour hommes, parti en voyage, dont la valise contenant l'ensemble de ses modèles serait malencontreusement tombée sur la voie du chemin de fer. Un rapide arrive en trombe, et notre ami Jean Paul Gaultier, passant là par hasard, récupère les vêtements, qu'il rafistole avant de les accrocher aux épaules de ses charmants mannequins. Cela donne, par exemple, un trench-coat modèle inspecteur

de la PJ, dont le haut devient un paletot, et le bas, séparé du reste comme par un coup de massicot, se transforme en minijupe laissant le nombril apparent. Par-dessous, nous indique Marie-Christiane Marek, « le micropull laisse entrevoir la nudité des seins ». Nous ne savons pas s'il faut être ravi ou fâché d'entendre dire par cette même papesse du chiffon que « le blouson en jean doublé de vision blanc créé par Jean Paul est devenu le basique dont nous rêvons toutes ». Tout dépend, en fait, de notre situation vis-à-vis de la dame désirant réaliser ce rêve, finisseur ou simple admirateur.

Tout cela nous remet en mémoire cette vieille blague juive de Moshe allant faire une visite à son copain fripier Yossele. « Mais, s'offusque-t-il en voyant la marchandise proposée, ces habits sont immat-tables ! » Imperturbable, Yossele répond : « Tu sais bien, Moshe, c'est pas pour mettre, c'est pour vendre. »

JEUDI 15 MARS

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.35 et 22.25** Théma. Une nouvelle agriculture pour l'Europe ?
Invités : Renate Künast ; Lutz Ribbe ; François Dufour ; Anton Fortwängler ; Luc Guyau. **Arte**
- 22.30** Bibliothèque Médicis.
La politique étrangère française face à la mondialisation.
Invités : Hubert Védrine ; Thomas Sancton ; Zaki Laidi ; Monique Canto-Sperber. **Public Sénat**

MAGAZINES

- 18.30** Nulle part ailleurs.
Invités : Guillaume Canet ; Antoine de Caunes. **Canal +**
- 19.30** Rive droite, rive gauche.
Paris Première
- 21.00** Envoyé spécial.
Bhopal : un nuage dans la nuit. Les pas de l'an I.
Un bébé à trois. **France 2**
- 23.10** Comme au cinéma.
Le cinéma fantastique : la technologie au service du rêve.
Invités : Sandrine Bonnaire ; Patrick Timst ; Vincent Lindon ; Guillaume Canet. **France 2**
- 23.15** Le Club.
Jean-Jacques Annaud. **Ciné Classics**
- 0.05** Courts particuliers.
Niels Tavernier. **Paris Première**
- 0.30** Vol de nuit.
Invités : Stéphane Loisy ; Philippe Maurice ; Stéphane Bosano ; Nadine Trintignant. **TF 1**

DOCUMENTAIRES

- 20.15** La Vie en feuilletton. [4/6]. **Arte**
- 20.30** Missions aériennes au Vietnam. **Planète**
- 20.46** Théma.
Une nouvelle agriculture pour l'Europe. Adieu vœux, vaches. L'Épidémie subventionnée. L'Alternative bio. **Arte**
- 21.05** Les Peuples du temps. [2/5]. **TV 5**
- 22.05** Histoire de la musique à travers ses instruments. **Mezzo**
- 22.20** Compay Segundo, une légende cubaine. **Planète**
- 22.35** Chroniques d'Hollywood. Coups publicitaires et attractions. **Histoire**
- 23.15** Le Tunnel sous la Manche. [2/3]. **Planète**
- 0.15** Passé sous silence. La liste Golda. **France 3**
- 0.45** Kaboul, au bout du monde. **Histoire**

SPORTS EN DIRECT

- 20.30** Basket-ball. Suproligue (1^{re} phase, Groupe A, 18^e journée) : Panathinaïkos - Asvel. **Eurosport**
- 21.00** Football. Coupe de l'UEFA. Quart de finale. Match retour : Liverpool - FC Porto. **Pathé Sport**
- 22.10** Tennis. Tournoi féminin d'Indian Wells (1^{re} demi-finale). **Eurosport**
- 0.45** Tennis. Masters Series. Tournoi messieurs d'Indian Wells (4^e jour). **Pathé Sport**

MUSIQUE

- 20.20** Chopin. *Valse posthume en la mineur*. Avec Brigitte Engerer, piano. **Mezzo**
- 21.00** Messe glagolitique, de Janacek. Par l'Orchestre et les Chœurs de la Philharmonie tchèque, dir. Vaclav Neumann. **Muzzik**
- 22.30** Lionel Hampton and His Orchestra. **Muzzik**
- 22.35** Soirée flûte. *Pièces pour flûte, cordes et piano*, de Debussy. Avec Michel Moraguès, flûte ; Gérard Causse, alto ; Isabelle Moretti, harpe ; Henri Demarquette, violoncelle ; Claire Désert, piano ; Laurent Korcia, violon ; François-Frédéric Guy, piano. **Mezzo**
- 23.45** Faisons un opéra ! Par le Birmingham Symphony Chorus et le Symphony Youth Chorus, chef de chœur : Simon Halsey. **Mezzo**

TÉLÉFILMS

- 20.35** Tycus, la dernière météorite. John Putsch. **Canal +**
- 22.45** Les Visiteurs de la nuit. Jorge Montesi. **TF 1**

SÉRIES

- 19.25** Hill Street Blues. La vengeance. **Monte-Carlo TMC**
- 19.50 et 23.45** Tequila et Bonetti. Le langage du cœur. **Série Club**
- 20.15** Friends. [2/2]. Celui qui était à Las Vegas. **RTL 9**
- 20.40** Buffy contre les vampires. Alias Angelus (v.o.). **Série Club**

FILMS

- 14.50** La Kermesse des aigles. George Roy Hill (Etats-Unis, 1975, v.o., 105 min). **Ciné Cinémas 3**
- 15.45** Blonde Vénus. Josef von Sternberg (Etats-Unis, 1932, v.o., 90 min). **Ciné Classics**
- 16.15** Kids Return. Takeshi Kitano (Japon, 1996, 105 min). **Cinéfaz**
- 18.05** Mouchette. Robert Bresson (France, 1967, 80 min). **Cinétoile**
- 19.10** Fin août, début septembre. Olivier Assayas (France, 1999, 110 min). **Cinéstar 2**
- 20.30** Farbeque. Georges Rouquier (France, 1946, 95 min). **Festival**
- 20.45** Pulp Fiction. Quentin Tarantino (Etats-Unis, 1994, 150 min). **Cinéstar 1**
- 20.55** Abyss. James Cameron (Etats-Unis, 1989, 170 min). **France 3**
- 21.00** Golgotha. Julien Duvivier (France, 1935, 95 min). **Histoire**
- 22.55** Trois Ponts sur la rivière. Jean-Claude Biette (France, 1998, 115 min). **Cinéstar 2**



- 23.30** My Son the Fanatic. Udayan Prasad. Avec Om Puri, Rachel Griffiths (Grande-Bretagne, 1996, v.o., 85 min). **Ciné Cinémas 3**
- 23.55** Les Fleurs de Shanghai. Hou Hsiao-Hsien (Taiwan, 1998, 110 min). **Cinéfaz**
- 23.55** Dans la nuit. Charles Vanel (France, 1929, 75 min). **Arte**
- 0.10** Le Laitier de Brooklyn. Norman Z McLeod (Etats-Unis, 1946, v.o., 110 min). **Cinétoile**
- 0.50** Désiré. Sacha Guitry (France, 1937, 95 min). **Ciné Classics**
- 1.10** Hana-bi, feux d'artifices. Takeshi Kitano (Japon, 1997, v.o., 105 min). **Arte**

Le Monde
TELEVISION

France 3

- 20.55** Abyss. Un sous-marin nucléaire tombe au fond d'un gouffre à la suite d'un accident bizarre. Les sauveteurs ne trouvent aucun survivant. Mais une créature mystérieuse et protéiforme se manifeste. Affrontement de la technologie et du fantastique. Une atmosphère impressionnante pour un fabuleux film de James Cameron, assorti d'une fable philosophique, interprété par Ed Harris et Mary Elizabeth Mastrantonio.

France 3

- 0.15** La Liste Golda. Du massacre des athlètes israéliens aux JO de Munich, en 1972, à l'assassinat, à Paris en 1992, d'un agent palestinien, juste avant le processus de paix, Arnaud Hamelin et Emmanuel François retracent les vingt ans d'une guerre menée, dans l'ombre, par Israël contre l'OLP, terrorisme contre terrorisme. Dommage que le titre, rappelant *La Liste de Schindler*, soit abusif et de mauvais goût.

TF 1

- 0.30** Vol de nuit. Après s'être rendu la semaine dernière sur France 2, s'être montré sur LCI, Canal + et Paris Première, Philippe Maurice (condamné à mort pour le meurtre d'un policier à la fin des années 1970, condamnation commuée en 1981 en peine de prison presque à vie - 23 ans - du fait de la grâce accordée par François Mitterrand) s'entretient ce soir avec Patrick Poivre d'Arvor pour son livre, *De la haine à la vie*.

VENDREDI 16 MARS

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.05** Hip hop, Rap, Tags, cultures de banlieues ? **Forum**
- 22.05** Quand une femme aime une femme. **Forum**
- 23.05** Musique sacrée, sacrée musique. **Forum**

MAGAZINES

- 13.55** C'est mon choix. **France 3**
- 14.35** La Cinquième rencontre. Famille / Ecole : Mères adolescentes, être mère et enfant. **La Cinquième**
- 19.00** Nulle part ailleurs. Invités : Philippe Maurice ; Christophe Salengro, président-maire de Groland à l'occasion des élections Présipales 2001. **Canal +**
- 19.30** Rive droite, rive gauche. Best of. **Paris Première**
- 20.05** C'est la vie. Elles ont renoncé à la garde de leurs enfants. **TSR**
- 20.40** Thalassa. Au Sénégal. **France 3**
- 20.55** Les Sept Péchés capitaux. Invitée : Claudia Cardinale. **TF 1**
- 21.00** Rock Press Club. A qui servent les rock critics ? **Canal Jimmy**
- 21.50** Recto Verso. Sandrine Bonnaire. **Paris Première**
- 22.55** Paris dernière. **Paris Première**
- 22.55** Bouillon de culture. Spéciale Salon du livre : La fabuleuse aventure de la langue française. Invités : Jean-François Deniau ; Henriette Walter ; Anne Weber ; Pierre Rézeau ; Jean-Paul Savignac. **France 2**
- 23.05** Si j'ose écrire. Invités : Malika Madi ; Anouar Benmalek. **RTBF 1**
- 23.15** C'est quoi l'amour ? **TF 1**
- 23.20** On ne peut pas plaire à tout le monde. Avec Dick Rivers ; Christine Ockrent ; Saïd Taghmaoui ; Catherine Marot ; Laurent Ruquier. **France 3**
- 23.45** Howard Stern. **Paris Première**

DOCUMENTAIRES

- 18.30** L'Actors Studio. Susan Sarandon. **Paris Première**
- 18.30** Les Leçons de musique de Leonard Bernstein. Hallucinations musicales. **Mezzo**
- 19.00** Biographie. Lawrence d'Arabie. **Chaîne Histoire**
- 19.15** Les moines signent chez Virgin. **Planète**
- 19.55** Les Mystères de l'Histoire. Tanks, une arme prodigieuse. **La Chaîne Histoire**
- 20.00** Le Kurdistan, les montagnes de la haine. **Odyssée**
- 20.15** La Vie en feuilletton. Cinq filles et une balance. La deuxième chance. **Arte**
- 20.30** Des Allemands contre Hitler. **Planète**
- 21.00** Guerre et civilisation. [8/8]. Le prix de la guerre. **Histoire**
- 21.25** Les Mystères de l'Histoire. Les dossiers secrets de Lénine. **La Chaîne Histoire**
- 22.15** Les Mystères de l'Histoire. Hitler et les sciences occultes. **Chaîne Histoire**
- 22.15** Grand format. Ne réveille pas le chat qui dort. **Arte**
- 22.20** West End Story. Hip-Hopéra. **Planète**
- 22.25** Fous d'animaux. Mission lamentein. **Disney Channel**
- 22.35** Les Pretenders. **Canal Jimmy**
- 22.50** Femmes Ndebele. Les rites de la rébellion. **Odyssée**
- 23.00** Biographie. Stanley & Livingstone. **La Chaîne Histoire**
- 23.45** Le Ciel passionné. [1/4]. Le rêve de l'hélicoptère. **Histoire**
- 23.45** Années 30. L'ordre et l'architecture. **Odyssée**
- 23.50** Missions aériennes au Vietnam. Les contrôleurs aériens avancés. **Planète**
- 0.25** Tibet, la fin d'une civilisation. **Chaîne Histoire**

SPORTS EN DIRECT

- 13.30** Biathlon. Coupe du monde. 7,5 km sprint dames. **Eurosport**
- 15.00** Cyclisme. Paris - Nice (5^e étape) : Berre-l'Étang - Saint-Raphaël. **Eurosport**
- 19.00 et 3.00** Tennis. Masters Series. Tournoi messieurs d'Indian Wells (Arizona). 5^e journée. **Pathé Sport**
- 20.00** Football. Championnat D 2 : Lorient - Montpellier. **Eurosport**

DANSE

- 21.00** Coppélia. Musique de Delibes. Chorégraphie de Ninette de Valois. Par le Royal Ballet. L'Orchestre et les Chœurs de Covent Garden, dir. Nicolae Moldoveanu. **Mezzo**

MUSIQUE

- 17.25** Weber. L'Ouverture d'« Obéron ». Enregistré en 1997. Par l'Orchestre de la Radio-télévision suisse italienne, dir. Serge Baudo. **Mezzo**
- 19.30** Classic Archive. Avec B. Moisewitsch, piano. **Mezzo**
- 19.35** Willie Dixon. Denver, 1984. **Muzzik**
- 22.20** Nice Jazz Festival 2000. Le septuor de Thierry Maillard. **Muzzik**
- 22.30** Mendelssohn-Bartholdy. Quatuor opus 3. Avec Vladimir Stoupel, piano. Par le Quatuor Gewandhaus. **Mezzo**
- 23.00** Debussy. *La Mer*. Enregistré en 1983. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Herbert von Karajan. **Mezzo**
- 23.25** Johnny Griffin Quartet. Jazz à Vienne 1998. **Muzzik**
- 23.30** Jimi Hendrix. Atlanta, le 4 juillet 1970. **Canal Jimmy**
- 0.30** Musique italienne du XVII^e siècle. Festival de musique baroque d'Ambonay, le 26 septembre 1999. L'ensemble Europa Galante, dir. Fabio Biondi. **Mezzo**

THÉÂTRE

- 20.30** Tailleur pour dames. Pièce de Georges Feydeau. **Festival**

TÉLÉFILMS

- 19.00** Le Prince et le Souffre-douleur. Syd MacCartney. **Disney Channel**
- 20.45** Meurtrières. Pepe Danquart. **Arte**
- 20.45** Au-delà de la nuit. Jorge Montesi. **RTL 9**
- 20.55** Les Dessous d'Hollywood. Robert Day. [2/3]. **Monte-Carlo TMC**
- 23.30** Obsession amoureuse. Daniel Rogosin. **TF 6**
- 0.25** Une clinique au soleil. José Dayan. **Festival**

COURTS MÉTRAGES

- 0.40** Histoires courtes. *Le Plafond*. Mathieu Demy. **France 2**

SÉRIES

- 17.25** Mariés, deux enfants. Camarades motorisés, unissez-vous. **M 6**
- 18.55** Buffy contre les vampires. Dévotion. **M 6**
- 19.25** Hill Street Blues. L'espion. **Monte-Carlo TMC**
- 20.55** La Crim'. La piste aux étoiles. **France 2**
- 21.45** Avocats et associés. L'ogresse. **France 2**
- 23.00** Ally McBeal. The Musical, Almost (v.o.). **Téva**
- 0.40** Brooklyn South. Nouveau départ. **M 6**

FILMS



- 13.05** Rien qu'un cœur solitaire. Clifford Odets. Avec Cary Grant, Ethel Barrymore (Etats-Unis, 1944, v.o., 110 min). **Ciné Classics**
- 14.15** Victor, Victoria. Blake Edwards (Etats-Unis, 1982, 135 min). **Ciné Cinémas 1**
- 15.25** Farbeque. Georges Rouquier (France, 1946, 90 min). **Festival**
- 15.55** Birdy. Alan Parker (Etats-Unis, 1984, v.o., 115 min). **Cinéfaz**
- 16.15** Fin août, début septembre. Olivier Assayas (France, 1999, 105 min). **Cinéstar 1**
- 16.30** La Guerre des boutons. Yves Robert (France, 1961, 90 min). **Cinétoile**
- 16.40** Juge et hors-la-loi. John Huston (Etats-Unis, 1972, 125 min). **TCM**
- 16.55** Biquefarré. Georges Rouquier (France, 1984, 95 min). **Festival**
- 18.15** Graine de violence. Richard Brooks (Etats-Unis, 1955, 95 min). **Histoire**
- 20.30** L'Ange bleu. Josef von Sternberg (Allemagne, 1930, v.o., 105 min). **Ciné Classics**
- 21.00** La nouvelle Eve. Catherine Corsini (France, 1999, 95 min). **Ciné Cinémas 2**
- 21.00** La Kermesse des aigles. George Roy Hill (Etats-Unis, 1975, v.o., 105 min). **Ciné Cinémas 3**
- 22.30** L'Évadé d'Alcatraz. Don Siegel (Etats-Unis, 1979, 105 min). **TSR**
- 22.45** La Fille de Ryan. David Lean (Grande-Bretagne, 1970, 185 min). **Cinétoile**
- 22.50** Go Now. Michael Winterbottom (GB, 1996, v.o., 90 min). **Cinéstar 2**
- 23.40** Le Bébé tigré. Rudolf Thome (Allemagne, 1997, v.o., 115 min). **Arte**
- 0.00** Saludos hombre. Sergio Sollima (Italie, 1968, 120 min). **Canal + Vert**
- 0.35** Little Buddha. Bernardo Bertolucci (Fr. - GB, 1993, 135 min). **Ciné Cinémas 1**



- 0.40** Sonatine, mélodie mortelle. Takeshi Kitano. Avec Takeshi Kitano, Aya Kikumai, Tetsu Watanabe (Japon, 1993, v.o., 90 min). **Cinéfaz**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 16.40** Les Dessous de Palm Beach 17.35 Sunset Beach.
18.25 et 1.20 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Julie Lescaut. Le Secret de Julie.
22.45 Made in America. Les Visiteurs de la nuit. Téléfilm. Jorge Montesi. **0.30** Vol de nuit.

FRANCE 2

- 17.00** Des chiffres et des lettres.
17.35 Viper.
18.25 Tutti frutti.
19.15 Qui est qui ?
19.50 Un gars, une fille.
20.00 Journal, Météo.
21.00 Envoyé spécial. Bhopal : un nuage dans la nuit. Post-scriptum : Un bébé à trois.
23.10 Comme au cinéma. Le cinéma fantastique : la technologie au service du rêve.
1.15 Journal, Météo.

FRANCE 3

- 16.35** MNK, A toi l'actu@.
17.50 C'est pas sorcier.
18.15 Un livre, un jour.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Consomag.
20.15 Tout le sport.
20.25 Tous égaux.
20.55 Abyss. Film. James Cameron. **0.30** Météo, Soir 3.
0.15 Passé sous silence. La liste Golda.

CANAL +

- 16.40** Le Projet Blair Witch. Film. Daniel Myrick et Eduardo Sanchez. **0. En clair jusqu'à 19.00**
18.00 Les Griffin. **18.30** Nulle part ailleurs.
20.35 Tycus, la dernière météorite. Téléfilm. John Putsch. **22.10** Cours toujours. Film. Dante Desarthe. **23.40** Vive nous ! Film. Camille de Casabianca. **1.20** Colorado. Film. Sergio Sollima (v.o.).

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 13.55** Les Feux de l'amour.
14.50 Lorsque le monde parlait arabe. Téléfilm. Christopher Cain.
16.40 Les Dessous de Palm Beach. 17.35 Sunset Beach.
18.25 et 1.10 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.40 Du côté de chez vous.
20.42 Demain le Sud.
20.50 Trafic infos.
20.55 Les Sept Péchés capitaux.
23.15 C'est quoi l'amour ? **0.35** Les Coups d'humour.

FRANCE 2

- 13.50** Derrick. **15.55** Planque et caméra.
16.10 En quête de preuves.
16.55 Un livre.
17.00 Des chiffres et des lettres.
17.35 Viper.
18.25 Tutti frutti.
19.15 Qui est qui ?
19.50 Un gars, une fille.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Point route.
20.55 La Crim'. La piste aux étoiles.
21.45 Avocats et associés. L'ogresse. **0.15** Journal, Météo.

FRANCE 3

- 13.55** C'est mon choix.
15.00 L'Ombre d'un doute. Téléfilm. Karen Arthur.
16.35 MNK.
17.35 A toi l'actu@.
17.50 C'est pas sorcier.
18.15 Un livre, un jour.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Tout le sport.
20.20 Mezrahi et ses amis.
20.40 Thalassa. Au Sénégal.
22.00 Faut pas rêver. Népal : « Artisans du feu des corps ». France : Les joueurs en réseau. Géorgie : Le thé de Colchide.
23.00 Météo, Soir 3.
23.20 On ne peut pas plaire à tout le monde.

CANAL +

- 13.45** Le Pique-Nique de Lulu Kreutz. Film. Didier Martiny. **15.20** Surprises.
15.30 Limbo. Film. John Sayles. **17.30** Mickro ciné. **0. En clair jusqu'à 20.35**
18.00 Les Griffin. **18.30** Nulle part ailleurs.
20.35 Allons au cinéma ce week-end.
21.00 Mrs. Tingle. Film. Kevin Williamson. **22.35** Un vent de folie. Film. Bronwen Hughes. **0.20** La Vie moderne. Film. Laurence Ferreira Barbosa. **0. En clair jusqu'à 20.35**

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA

- Tous publics
○ Accord parental souhaitable
○ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
○ Public adulte
○ Interdit aux moins de 16 ans
○ Interdit aux moins de 18 ans

ARTE

- 19.00** Voyages, voyages. La Bolivie.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 La Vie en feuilletton. Cinq filles et une balance. Les noces et autres aventures.
20.45 Théma. Une nouvelle agriculture pour l'Europe ? De quoi j'me mêle !
20.46 Adieu vœux, vaches.
21.35 et 22.50 Une nouvelle agriculture pour l'Europe ? Débats.
22.20 L'Épidémie subventionnée.
23.10 L'Alternative bio.
23.55 Dans la nuit. Film. Charles Vanel.
1.10 Hana-bi, feux d'artifices. Film. Takeshi Kitano (v.o.).

M 6

- 17.55** Highlander. **18.55** Buffy contre les vampires. **19.50** 1 minute, Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer. **20.45** Décrochages info, Passé simple.
20.55 Jack et Sarah. Film. Tim Sullivan. **22.55** Toutes les télé.
0.15 Wolff, police criminelle.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.30** Fiction 30. Lucien, d'Yves Ferry.
21.00 Le Gai Savoir. Françoise Champion, sociologue des religions et de la laïcité.
22.12 Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit. Papillon d'hiver. **0.05** Du jour au lendemain. Alain Prochiantz (Machine-Espirit). **0.40** Chansons dans la nuit.
1.00 Les Nuits.

FRANCE-MUSIQUES

- 20.00** Concert. Donné le 3 mars, au Grand-Théâtre de Bordeaux. Till Fellner, piano. Œuvres de Schumann, Holliger, Brahms.
22.00 Jazz, suivez le thème. Summertime.
23.00 Le Conversatoire.

RADIO CLASSIQUE

- 20.40** Les Rendez-vous du soir. Degas et les musiciens.
22.50 Les Rendez-vous du soir (suite). Académies musicales de Saintes 2000. Enregistré le 19 juillet 2000. Œuvres de Rorem, Sigurbjörnsson, Crumb.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.45 et 18.35** Le Journal de la santé.
14.05 Lorsque le monde parlait arabe.
14.35 La Cinquième rencontre.
16.00 Consommateurs, si vous saviez.
16.30 Les Écrans du savoir.
17.35 100 % question 2^e génération.
18.05 L'Enfant de nuit.
18.55 Météo.
19.00 Tracks.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 La Vie en feuilletton. Cinq Filles et une balance. La deuxième chance.
20.45 Meurtrières. Téléfilm. Pepe Danquart.
22.15 Grand format. Ne réveille pas le chat qui dort.
23.40 Le Bébé tigré. Film. Rudolf Thome (v.o.).

M 6

- 13.35** Partie gagnante. Téléfilm. Jerry London. **15.15** Les Routes du paradis. **16.10** M comme musique.
17.25 Mariés, deux enfants. **17.55** Highlander. **18.55** Buffy contre les vampires. **19.50** 1-minute, Le Six Minutes, Mété

Z comme...

par Pierre Georges

ON NE SAIT, prudence, petits pas, quelle sera l'issue des courses électorales à Toulouse. Pas plus qu'ailleurs. Mais ce qu'on sait, d'une vague envie, c'est qu'on ne doit pas s'ennuyer en cette bataille du Capitole. Pas un seul instant même depuis qu'une liste étrange, de là-bas et pourtant d'ailleurs, a inventé la campagne en chantant.

Tube dans les urnes, tube dans la ville. Les Motivé-e-s et Zebda, leurs troubadours – mais comment dit-on troubadours en verlan occitan ? – font danser, chanter, rire et espérer la politique. Ils se sont invités au docte bal des médecins, Doc Douste-Blazy contre Doc Simon, pour administrer à la ville une médecine à leur façon.

La politique n'est pas toujours tragique, de cet ennui tragique qui lui tient trop souvent lieu d'impératif de sérieux. La politique n'est pas champ clos ou jardin de partis. La politique est à ceux qui ont décidé de prendre le parti d'en faire. Même autrement, même à leur façon.

D'où leur nom peut-être, excellentement choisi, en cette période où l'on postule l'abstention et le désintéret. Motivé-e-s. Masculin, féminin, singulier et pluriel. Gaffé, voici les candidats chantants, mais pas seulement chantants bien sûr, sinon l'entreprise aurait tenu de la farce, du carnaval et de la marge ludique. Et elle aurait duré ce que dure un spectacle. Motivé-e-s, c'est plus la signature d'un engagement que d'un show, fût-il réjouissant.

Car très vite chacun a pu constater que, derrière les mots des chansons, les mots festifs, cette joyeuse bande, tout en réalité sauf une simple joyeuse bande, entendait avoir son mot à dire. Son mot politique s'entend.

Quelque chose bouillonnait à Toulouse que Toulouse ignorait peut-être. Quelque chose d'étrange, de souterrain, comme un courant d'envies, de désirs d'une autre cité, gouvernée autrement, vivant autrement, pensant autrement sa mixité et sa jeunesse.

Est-ce le Z de Zebda ? Le Z du zèle du chroniqueur à célébrer ce qui bouge et bouscule enfin ? Un simple Z d'association d'idées et d'actualité ? En tout cas, la tentation vient à l'instant de parler Zebda et de penser zapatistes, sans sous-commandant Marcos évidemment, mais comme en marche dans la Ville rose pour y défendre tous les indiens du quotidien.

Les Zebda-zapatistes ont, à leur manière, et quel que soit le résultat des courses, pris le Capitole. Ils ont tourné la gauche sur sa gauche. Les Verts sur leurs vertes espérances. L'extrême gauche sur ses extrêmes dogmes. Et ils ont privé la droite douste-blazyenne, un z encore, d'une tranquille et pépère transmission d'héritage. Ils ont surtout, c'est une évidence, amené leur grain de folie et leur formidable envie de sérieux, d'être pris au sérieux, dans le quadrilatère de la politique réduite aux espoirs balisés.

Sont-ils de gauche ? La fusion opérée avec la liste socialiste et alliés l'atteste. Leurs électeurs du premier tour sont-ils tous de gauche ? la suite et fin, dimanche, le dira. Mais en toute hypothèse, s'ils sont de gauche, c'est d'une gauche de l'ailleurs, alternative, hors du recensement ordinaire et des sentiers battus. Ce n'est pas leur moindre chanson. Au-delà du désormais fameux chant de guerre « Allez ouste »...

L'emploi resterait dynamique en 2001 et 2002 malgré une croissance moins forte

L'Unedic prévoit au moins 700 000 postes supplémentaires

PLACES BOURSIÈRES angoissées ou pas, l'optimisme reste résolument de mise, en France, sur le front de l'emploi, qu'il s'agisse d'établir de nouvelles prévisions en 2001 ou de solder les comptes de l'année précédente. Ainsi, le secteur privé a créé 134 200 emplois (+ 0,9 %) au quatrième trimestre 2000, selon les dernières statistiques publiées, jeudi 15 mars, par le ministère de l'emploi. Sur toute l'année 2000, l'emploi salarié a donc progressé de 506 300 postes (+ 3,6 %). C'est, encore une fois, la meilleure évolution jamais enregistrée depuis trente ans. Le secteur tertiaire arrive en tête des créations de postes (379 000 supplémentaires), devant le secteur industriel (66 400) et la construction (60 600).

Dans le secteur concurrentiel (hors agriculture, éducation, santé et action sociale), le nombre de salariés s'élève donc à 14 728 600. Le même jour, l'Unedic, dont le champ est légèrement différent puisqu'il englobe la plupart des entreprises publiques et parapubliques, a annoncé une croissance de 1,1 % de l'emploi salarié (163 900

au quatrième trimestre 2000, soit une hausse de 4,5 % (676 100 emplois) sur toute l'année. A l'avenir, le régime d'assurance-chômage table néanmoins sur une croissance moins soutenue : 355 000 emplois supplémentaires (+ 2,3 %) en 2001, 347 000 (+ 2,2 %) en 2002.

VARIABLE SELON LES RÉGIONS

La mise en œuvre du plan d'aide au retour à l'emploi (PARE), signé par le patronat, la CFDT, la CFTC et la CGC, devrait cependant permettre, assure l'Unedic, de relever ces taux, jusqu'à « 2,6 % en 2002 » (soit 65 000 emplois de plus). Grâce au PARE, et à sa version pratique, le « PAP » (projet d'accompagnement personnalisé), « le chômage baissera à un rythme plus important ». En attendant que ces prophéties très politiques – le gouvernement n'a toujours pas officiellement agréé le PARE – se réalisent, la nouvelle convention d'assurance-chômage a déjà un impact sur les comptes du régime. La baisse des cotisations et, dans une moindre mesure, la suppression de la dégres-

sivité des allocations se traduiront en effet par une baisse significative des excédents du régime : au lieu de 18,4 milliards de francs de « bonus » en 2001 et de près de 29 milliards en 2002, l'Unedic devra se contenter, ces deux années-là, de 2,7 milliards et de 2,8 milliards d'excédents.

Mardi, l'ANPE a livré ses propres estimations. Selon une enquête réalisée en décembre 2000 auprès de 13 500 entreprises interrogées par téléphone, 36 % d'entre elles estiment qu'en 2001 leur activité va progresser donnant lieu, pour 26 %, à des embauches. « Les entrepreneurs français justifient leur confiance en l'avenir dans leur propre marché, et pas seulement par la conjonction, comme c'était le cas les années précédentes », explique l'Agence. L'optimisme varie selon la région et la taille des entreprises. De ce point de vue, mieux vaut être une entreprise de plus de 200 salariés spécialisée dans les biens d'équipement en Ile-de-France qu'une PME alimentaire en Bourgogne...

Isabelle Mandraud

L'essence augmente alors que le pétrole baisse

SITUATION paradoxale : alors que l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) se réunit à Vienne, le vendredi 16 mars, pour tenter d'enrayer la baisse des cours du brut en limitant sa production, le prix de l'essence en France devrait augmenter de 6 à 7 centimes par litre à compter du 21 mars. Cette hausse est due au nouveau mécanisme fiscal de taxe intérieure sur les produits pétroliers, dite « TIPP flottante », adopté dans la loi de finances. Tirant les leçons de la flambée des prix de l'été, le gouvernement a conçu un mécanisme de stabilisation de cette taxe qui varie en fonction des cours : elle baisse quand le prix du brut, brut extrait de la mer du Nord, monte de 10 % sur une période de deux mois, mais a contrario elle augmente lorsque le cours diminue d'autant. Ce dispositif a permis à l'automne 2000 une baisse à la pompe de 12 à 13 centimes par litre. Selon la Fédération française des combustibles et carburants (FF2C), le prix du fioul domestique devrait augmenter de 9 centimes par litre (TTC) et le gazole de 7,8 centimes par litre.

Le Train de l'emploi à Montpellier

LORS DE L'ARRÊT à Montpellier, jeudi 15 mars, du Train de l'emploi, une initiative du Monde et de trente-trois grandes entreprises en direction des jeunes diplômés, un sondage Sofres réalisé à cette occasion a souligné que les étudiants de la capitale du Languedoc-Roussillon sont assez critiques sur l'offre de formation de leur région : ils ne sont que 52 % à estimer qu'elle correspond à leurs attentes. D'ailleurs les étudiants et les enseignants de Montpellier-III ont manifesté, mardi 13 mars, pour protester contre leurs « budgets de misère ». Vendredi 16, le Train de l'emploi s'arrêtera à Lyon, en gare de Perrache, de 10 heures à 19 heures.

Washington va retirer 750 GI de Bosnie

WASHINGTON. Un responsable à la Maison Blanche a indiqué, mercredi 14 mars, que les Etats-Unis ne remplaceraient pas 750 des 4 400 GI déployés en Bosnie et parvenus en fin de mission dans les forces de maintien de la paix. Il s'agit, a-t-il précisé, d'un ajustement des effectifs en rapport avec les tâches qui leur sont attribuées. Cette décision avait été prise, en son principe, en décembre 2000 par l'administration Clinton. Tous les six mois, les pays qui participent aux opérations dans les Balkans révisent le niveau de leurs engagements. A ce jour, aucune réduction ne concerne les 5 600 GI déployés au Kosovo. L'administration Bush a indiqué, par la voix de Colin Powell, secrétaire d'Etat, qu'elle ne prendrait aucune initiative de retirer ses forces sans en avoir discuté avec les Européens. L'objectif de Washington serait dans l'immédiat de ne pas dépasser les 9 000 hommes dans les Balkans. – (AP.)

DÉPÊCHES

■ **ÉGYPTE : quatre touristes allemands, pris en otage depuis lundi 12 mars** par un guide touristique égyptien à Louxor, ont été libérés sains et saufs, jeudi 15 mars, après la reddition du guide à la police. Les touristes étaient retenus dans une maison de Karnak, un site pharaonique proche de Louxor. Le ravisseur avait tenté d'utiliser les otages comme moyen de pression dans un différend qui l'opposait à son épouse, une ressortissante allemande, pour la garde de leurs deux enfants. – (AFP.)

■ **RETRAITES COMPLÉMENTAIRES : syndicats et patronat ont mis en place**, mercredi 14 mars, l'Association pour la gestion du fonds de financement (AGFF), la nouvelle structure destinée à financer la retraite à 60 ans sans abattement dans les régimes complémentaires, malgré les réserves du gouvernement, de FO, de la CGT et de la CGC sur la validité juridique de son statut. L'AGFF doit remplacer, au 1^{er} avril, l'ASF (Association pour la structure financière) qui a expiré le 31 décembre dernier. Les partenaires sociaux ont retenu, pour l'AGFF, la forme d'une association loi 1901, conformément à l'accord du 10 février signé par le patronat, la CFDT et la CFTC, tandis que le gouvernement plaiderait pour un statut d'institut de retraite complémentaire (IRC).

DATE D'EXPIRATION ESTIMÉE

12/3000



BLUE D'AMERICAN EXPRESS

CARTE NOUVELLE GÉNÉRATION

POUR L'OBTENIR, APPELEZ LE 0810 121 712**

100% GARANTIE CONTRE LA FRAUDE

RENDEZ-VOUS SUR americanexpress.fr

FORWARD*



*plus loin. **Celle d'une communication locale.

LITTÉRATURE

Le feuilleton de Pierre Lepape page II
Panorama historique, p. III
La jeune génération des écrivains berlinois, p.VI
Actualité des parutions en France, p.II à XV

BALADE BERLINOISE

pages IV et V



ESSAIS

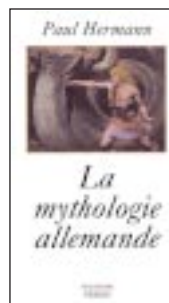
Entretien avec le philosophe Hans-Georg Gadamer, p.XII
Heidegger et « l'essence de la vérité », p.X
L'état des débats outre Rhin, p.XI

JEUNESSE

page VII



HISTOIRE
page XIV



Place Marlene Dietrich sur la Postdamer Platz

est bon est toujours venu de la province : Goethe, c'était Weimar ; Schiller, c'était Stuttgart ; Böll, c'est Cologne ; Grass, c'est Dantzig...

» Heinrich Böll, qui déchirait le voile du silence jeté sur le passé hitlérien, puis s'est engagé contre l'hystérie dans laquelle son pays basculait à l'époque de la bande à Baader, a marqué cette nouvelle vague de son empreinte. Le premier film de Jean-Marie Straub, *Les Non-Réconciliés* (1965), histoire de deux lycéens qui se retrouvent trente ans après les années troubles du nazisme, est adapté de Böll ; Peter Schamoni a lui aussi adapté Böll... Heinrich Böll était un conteur avant tout, le cinéma raconte des histoires, et Böll

Volker Schlöndorff

était celui qui en fournissait le plus. Il est devenu une sorte de conscience. J'ai personnellement, dans un climat de chasse aux sorcières, adapté *L'Honneur perdu de Katharina Blum* (1971). Avec Margarethe von Trotta, je cherchais à faire un film sur la "criminalisation" des groupes révolutionnaires, de la gauche. Un film qui dénonce la presse à sensations (la presse Springer) et les méthodes policières. Böll était descendu dans l'arène en se mêlant de l'affaire Baader-Meinhof et avait éprouvé ce qu'est une campagne difamatoire. Il a travaillé aussi avec nous pour ce film collectif que fut *L'Allemagne en automne* (1978), film à sketches pour lequel il m'écrivit une Antigone, et pour *Guerre et paix* (1983), un film sur la guerre atomique. Et puis des écrivains se sont mis à écrire pour le cinéma, comme Peter Schneider pour *Le Couteau dans la tête* de Reinhard Hauff, un film dans lequel la victime d'une bavure policière incarne une Allemagne amnésique, orpheline de son identité (1979). Nous avions un programme commun : retrouver les traces du passé dans le présent.

» De son côté, Rainer Werner Fassbinder a adapté Döblin (*Berlin Alexanderplatz*, 1980) et Theodor Fontane (*Effi Briest*, 1974) : lui se souciait peu de fidélité. Il se servait de la littérature comme matériau pour faire du Fassbinder. C'était d'ailleurs formidable ! Et Hans Jürgen Syberberg s'emparait de *Karl May* (1974), celui que l'on a surnommé le Jules Verne allemand.

» Moi j'étais un cas un peu à part. Je suis cosmopolite, j'ai fait mes études en France. D'abord dans un collège de jésuites à Vannes, où j'ai joué *Siegfried et le Limousin* de Jean Giraudoux, et où j'ai pris la décision que, si un jour je faisais du cinéma, ce serait pour prouver à mes camarades qu'il y avait une autre Allemagne que celle de *Nuit et brouillard* d'Alain Resnais, une Allemagne que j'allais chercher chez Büchner autant que dans les films de Pabst, de Lang et de tout un cinéma réaliste qui tranche avec l'image traditionnelle d'une Allemagne ténébreuse. J'ai continué mes études à Paris au lycée Henri-IV, je suis devenu assistant de Louis Malle. Et puis, cinéaste à mon tour, je me suis mis à adapter beaucoup d'écrivains, alors que je rêvais d'un cinéma d'auteur. J'ai commencé par Robert Musil, *Les Désarrois de l'élève Toerless* (1966), pour montrer comment les rapports de force dans un collège font naître ce que Musil appelait des

"tyrans in nucleo". Il ne s'agissait pas seulement des nazis. A l'époque, j'avais besoin de cet alibi, mais je crois que cette métaphore est aujourd'hui un peu dépassée. C'était plutôt un film sur l'adolescence. J'ai continué avec Kleist, *Michael Kohlhaas, le rebelle* (1969), qui contient lui aussi une leçon sociale : il dépeint ce qu'il y a d'à la fois admirable et effrayant chez un héros allemand, lorsqu'il perd contact avec la réalité au nom de son idéal, comme on le vit plus tard avec les terroristes. J'ai tourné *Baal*, d'après Brecht, pour la télévision, afin de cerner la germanité anarchiste, avec Fassbinder dans le rôle de la bête bavaroise.

» Que je le veuille ou non, je baigne dans la littérature. Et j'ai choisi aussi d'adapter des auteurs vivants, afin d'avoir un dialogue avec eux. C'est ma façon de réagir contre une idée de la littérature guindée, officielle, assommante. Je me suis toujours braqué sur ces questions : qu'est-ce que l'Allemagne ? Qui sont les Allemands ? Qu'est-ce que l'identité nationale ? Quelle part de notre Histoire pouvons-nous assumer ? Et quelle part rejeter ? Mes lectures m'aident à répondre à ces questions.

» Günter Grass était devenu un monument national en Allemagne : *Le Tambour*, ce mélange de conte de fées et de cauchemar, avait apporté une libération par rapport à l'époque nazie. Grass a été derrière l'Ostpolitik de Willy Brandt, il donnait l'exemple d'un écrivain qui s'engage en tant qu'écrivain et non en tant que politicien. Dans *Le Tambour* (1974), ce qui m'intéressait, moi qui avais toujours été un enfant sage, c'était la révolte de l'enfant contre le monde des grandes per-

sonnes. Je pensais au Chaplin du *Kid*. Mais mon film visait aussi à dépeindre la petite bourgeoisie, comme un tombeau glauque. Pendant l'élaboration du film, Grass me reprochait d'être "protestant et cartésien". Il trouvait qu'à mon scénario, il manquait "l'irruption irrrationnelle du temps". Qu'avec Jean-Claude Carrière, nous avions mis trop d'ordre dans son histoire. C'est vrai, je suis d'éducation protestante, et lui, c'est un catholique... très païen ! Il croit à une religion qui s'enfonce dans la sensualité, le péché, et qui favorise l'irrationnel. A cause de cela, on l'a qualifié de baroque ; moi je dirais plutôt "barbare". Grass a inventé un réalisme burlesque. D'où mes difficultés : je suis porté vers le réalisme, je me méfie de tout ce qui n'est pas contrôlable par la raison.

» Même quand j'ai adapté *Le Coup de grâce* (1976), j'ai été captivé par le cadre historique plus que par la tragédie racinienne, au grand déplaisir de Marguerite Yourcenar. Proust (*Un amour de Swann*, 1984), c'était un peu mon éducation sentimentale : je l'avais lu à dix-sept ans, Sans doute ma lecture est-elle plus expressionniste que celle d'un Français. J'y ai fait ressortir le côté Dostoïevski de Proust, son paroxysme.

» Aujourd'hui, j'aimerais adapter les extraordinaires *Short stories* d'Ingo Schulze, un patchwork d'histoires qui s'enchevêtrent dans une petite ville de l'Allemagne de l'Est. Hélas !, les droits sont bloqués.

» Les jeunes réalisateurs d'aujourd'hui, eux, ont abandonné cette forte influence de la littérature allemande : ils s'inspirent du cinéma américain des quinze dernières années. »

Propos recueillis par Jean-Luc Douin

Romans, films : même combat

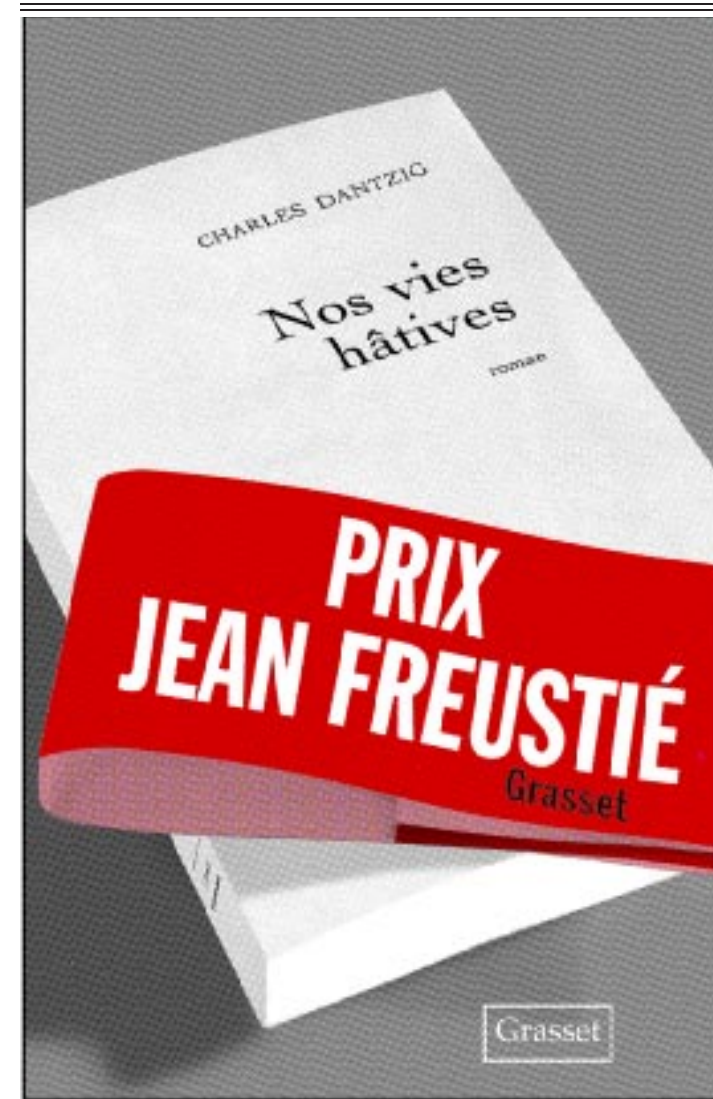
Jusqu'aux années 1960, le cinéma allemand s'était désintéressé de la littérature allemande. L'adaptation de la légende des *Nibelungen* par Fritz Lang (1924) restait un cas à part. Le *Faust* de Murnau (1926) n'était pas une adaptation littéraire. Le cinéma expressionniste s'était fait sans aucune référence aux écrivains. C'est dommage : Alfred Döblin ou Bertolt Brecht auraient pu y jouer un rôle, mais cela n'a pas été le cas. La fascination des gens d'image pour une inspiration romantique à laquelle s'est rattaché plus tard Werner Herzog, ce cinéaste proche d'Arnim, de Jean-Paul, de Hölderlin, était inexistant. Il n'y a d'ailleurs qu'en France que l'on goûte ce folklore à la Victor Hugo, cet exotisme des brouillards du Rhin... Les Allemands ne se voient pas du tout comme cela ! Et Werner Herzog n'est pas perçu chez nous comme un romantique !

Engagé dans un « réalisme social », le cinéma allemand des années 1960 à 1980 s'est souvent inspiré d'œuvres littéraires. Nous avons demandé au cinéaste Volker Schlöndorff de commenter cette complicité avec les écrivains de son pays

» Mais tout a changé avec la nouvelle vague. Après la guerre, le cinéma allemand était resté aux mains de cinéastes, de vedettes et de producteurs qui avaient travaillé sous Goebbels, comme Veit Harlan (le réalisateur de l'adaptation cinéma-

tographique du *Juif Süss*), et qui continuaient à filmer un pays baigné d'harmonie, qui exaltaient le courage de nos vaillants petits soldats dévoyés par un sale dictateur ! Jusqu'à ce que notre génération refuse cette hypocrisie de la restauration, et dénonce ce que nous avons appelé le « cartel des nanars », pour se ranger derrière la bannière des écrivains du Groupe 47, dont les livres constituaient à nos yeux une clé pour comprendre notre société.

» A une époque où la vague du cinéma érotique submergeait tout, le cinéma s'est rapproché de la littérature quand Alexander Kluge a jeté les bases d'un nouvel art (un peu dans l'esprit de la nouvelle vague française lancée par les *Cahiers du cinéma*), tournant le dos aux recherches purement formelles pour décrire et analyser la société allemande. La télévision nous a beaucoup aidés : elle nous a permis de poser les bases d'une production indépendante, de faire des films typiquement allemands au lieu de lorgner vers les coproductions internationales. Grâce à elle, nous faisons un cinéma presque provincial, dans le sens où en Allemagne tout ce qui





Après le Mur, les murs

WILLENBROCK

de Christoph Hein.

Traduit de l'allemand par Nicole Barry,
Métailié, 264 p., 125 F (19,06 €).

Bêtaise de la critique littéraire. Jusqu'à une période récente, il était de bon ton dans les revues et les amphithéâtres des universités d'affirmer que le romantisme français avait été importé d'Allemagne par Germaine de Staël. Une importation qui avait tout l'air d'un empoisonnement. Notre clair génie national, sain et limpide comme chacun sait, avait été pathologiquement obscurci par des miasmes morbides sécrétés dans les sombres forêts d'outre-Rhin. Bref : pendant un bon demi-siècle, notre littérature et l'esprit du temps auraient été germanisés, avant que la guerre de 1870 ne vienne douloureusement dissiper les illusions et refermer la parenthèse. Thèse évidemment absurde – ne serait-ce qu'en raison de l'ignorance de l'Allemagne par nos romantiques de 1830 – mais qui a eu la vie suffisamment dure pour illustrer le mode favori des relations littéraires entre la France et l'Allemagne : le malentendu.

L'historien et anthropologue Louis Dumont a publié en 1991 un bel et savant ouvrage intitulé *L'Idéologie allemande*, où il étudiait les variantes nationales de la construction de l'individualisme (1). Le sous-titre de son livre était *France-Allemagne et retour*. On voyait en particulier la manière étrange dont les idées circulaient entre les deux rives du Rhin. Il y avait bien des échanges, des influences, des dialogues, mais il ne s'agissait jamais vraiment des mêmes idées, elles visaient des objectifs sensiblement différents et elles souffraient toujours de décalages dans le temps entre l'émission et la réception. Dumont résumait ainsi le hiatus fondamental : « Dans sa propre idée de lui-même, le Français est homme par nature et français par accident, tandis que l'Allemand se sent d'abord allemand, et homme à travers sa qualité d'Allemand. » L'identité allemande passe par l'appartenance culturelle, l'identité française par l'appartenance politique. Comment surmonter ce contraste et établir le courant ?

Le dernier roman de Christoph Hein est, de ce point de vue, un modèle de roman allemand. Né en Silésie – devenue polonaise – en 1944, fils de pasteur, comme Hölderlin et Nietzsche, citoyen de la RDA vivant à Berlin-Est jusqu'à la chute du Mur, Hein avait résolu à sa manière le problème de sa double appartenance à la culture allemande et au régime socialiste. Il publiait simultanément les mêmes livres à l'Est et à l'Ouest, mais sous des titres différents. C'est ainsi que son livre le plus célèbre, *L'Ami étranger* (*Der Fremde Freund*), que l'on réédite enfin aujourd'hui, avait paru en 1982 sous ce titre en RDA et s'appelait *Drachenblut* en République fédérale.

La narratrice de *L'Ami étranger* est une jeune femme de RDA qui essaie de faire sa vie et de se construire. Mais comment y parvenir dans l'atmosphère lourdement oppressive du socialisme policier ? Elle s'efforce de fermer systématiquement les yeux sur tout ce qui pourrait déranger sa quête personnelle d'équilibre et de bonheur. Elle se civilise, dit-elle : « En fin de compte, toute

Ancien ingénieur en RDA, après la réunification, Willenbrock est devenu chef d'une petite entreprise de voitures d'occasion à Berlin. Le héros bonhomme de Christophe Hein est un allemand heureux, bon citoyen de l'Allemagne postcommuniste, jusqu'au jour où le désordre vient enrayer cette belle machine

civilisation est un refoulement. Le produit de cette répression est ce que nous appelons l'homme civilisé. » La répression de nos instincts, de nos pulsions, de nos passions et de notre passé est le prix à payer pour entrer dans le concert des peuples civilisés.

Willenbrock ne pense pas autrement. Il a bâti son existence sur l'oubli et la volonté de ne pas savoir. A l'époque de la RDA, il était ingénieur ; après la réunification, celle des petits trafics à la limite de la légalité, des relations commerciales semi-occultes avec les « hommes d'affaires » des anciens pays communistes. Il a tiré un trait épais sur le passé, sur ses compétences professionnelles, sur sa passion pour le pilotage des avions. Il a décidé de vivre à demi pour mieux se conformer aux normes, demi-amitiés, demi-amours, rapports sociaux réduits, vie conjugale à géométrie variable. Il semble avoir acquis une forme de sagesse molle, bonhomme et qu'on dirait résignée s'il n'entrait dans la résignation

une mémoire de ce que l'on a perdu. Willenbrock est un Allemand heureux, un bon citoyen de l'Occident post-communiste. Un entrepreneur, un esprit positif. Mais voilà que quelques grains de sable font grincer la machine. D'abord un cambriolage, quelques voitures volées sur le parking du garage. Willenbrock prend un gardien de nuit dont le chien est bientôt abattu. Puis il est agressé par des cambrioleurs dans sa résidence secondaire de la baie de Stettin. Il parvient à mettre les voleurs en fuite, mais sa femme en demeure traumatisée et la police relâche ses agresseurs quelques heures après les avoir arrêtés. Willenbrock découvre la nouvelle géopolitique de l'Allemagne. Ses agresseurs, comme les acheteurs de ses vieilles voitures, sont des ressortissants des anciens pays de l'Est, des Polonais, des Tchèques, des Russes dont les bandes font de rapides incursions dans les prospères territoires allemands avant de se replier derrière leurs frontières.

Willenbrock, qui avait tout sacrifié à la paix, découvre que les règles du jeu sont encore et toujours dictées par la violence. Il commence par vouloir s'en défendre, il multiplie les précautions et les systèmes d'alarme ; il rêve de construire partout de hauts murs pour se protéger des bêtes sauvages. Il constate aussi qu'autour de lui ce monde soi-disant policé, moderne, paisible et opulent est devenu agressif, replié sur lui-même et sur son confort, assiégé par la peur, déstabilisé par le désordre. « Dans quel monde vivons-nous, note-t-il avec un zeste d'ironie, si on ne peut même pas se fier aux Allemands ! » Bientôt, lors d'une nouvelle tentative d'effraction à son appartement, Willenbrock, le brave Willenbrock va blesser d'un coup de revolver un jeune garçon qui ne le menaçait même pas. La violence s'est refermée sur lui ; c'est une prison dont il ne parviendra pas à s'échapper. Il a désormais peur de lui-même ; il est devenu vieux.

Christoph Hein a repris ironiquement dans *Willenbrock* le schéma, capital dans l'élaboration de la

culture allemande, du *Bildungsroman*. La grande tradition littéraire inaugurée par l'*Agathon* de Wieland et par *Les Années d'apprentissage* de Wilhelm Meister, de Goethe ; le succès de ce dernier et immense livre ayant incité à traduire *Bildungsroman* par roman d'apprentissage. Ce qui est très réducteur : la *Bildung*, c'est la formation de soi par l'usage du monde, l'édification de sa personnalité sur les fondations du sol natal. Un concept métaphysique autant qu'historique. Dans le roman de Hein, cette construction prend une forme concrète : Willenbrock abandonne le vieux mobil-home qui lui servait de bureau et de siège social – symbole d'instabilité et de transition s'il en est – pour s'installer enfin dans un vrai bâtiment, verre et acier bien sûr, dont il a établi les plans et dont il surveille jalousement l'édification.

Mais le roman de la construction – Willenbrock devient un vrai Allemand capitaliste moderne – se double d'un roman de la destruction : le même Willenbrock, malgré ses résistances, malgré sa confiance et sa foi dans l'Allemagne nouvelle, doit abandonner un à un les principes faciles et l'humanisme tolérant sur lesquels il a établi son petit bonheur occidental. Tout ce qu'il a refoulé, oublié, enfoui, écarté, lui saute de nouveau au visage. Même sa maison, la représentation la plus étroite et la plus individuelle de la patrie, n'est plus à l'abri. Willenbrock va devoir apprendre à vivre avec le démon le plus antiallemand qui soit, le désordre : « Si Dieu avait été allemand, quel ordre fabuleux aurait régné sur le monde ! Pour chaque problème, pour chaque question il y aurait une loi, et nous n'aurions qu'à consulter les textes, n'est-ce pas ? Adam et Eve et un Dieu allemand, il n'y aurait jamais eu de péché originel, on s'en serait tenu strictement aux paragraphes. Seulement quelle sorte de paradis cela aurait été ? Je crois que vous seuls, les Allemands, vous vous y seriez sentis à l'aise. »

Christoph Hein a créé un personnage inoubliable ; une sorte d'antihéros exemplaire parce qu'il semble avoir renoncé à toute forme de résistance sociale et morale pour se fondre dans l'anonymat collectif et goûter aux fruits de la grisaille. Il est passionnant par absence de passion, touchant par volonté d'indifférence, dramatique à force de vouloir tout apaiser, sublime de médiocrité voulue, endurée, intégrée au plus profond de lui-même.

De la même façon, l'écriture de Christoph Hein atteint à une véritable grandeur à force de se contraindre à la banalité, à la stricte mesure des âmes, au commerce des personnes, à la description neutre, factuelle, décolorée d'une civilisation ratatinée et néanmoins arrogante. Pas un pouce de lyrisme, pas l'ombre d'une prophétie, pas même l'annonce d'une catastrophe en vue. Le style de Hein, épuré jusqu'à l'os, s'efforce au silence comme pour mieux donner à entendre le murmure étouffé, presque indistinct qui émane encore d'une société au bord de l'anesthésie. Un roman allemand, cette fois, parle aussi de nous, du bonheur français.

(1) *L'Idéologie allemande*. Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », 1991.

PROGRAMME

● Vendredi 16 mars

– 15 heures à 16 h 30 : « Quand Freud voit la mer : de la traduction. La psychanalyse, d'une langue à l'autre », avec Róza Domascyna, Georges-Arthur Goldschmidt, Michael Krüger (salle Döblin).
– 16 heures à 17 heures : Une heure avec... Günter Grass (Café littéraire Fnac).
– 16 à 17 heures : Une heure avec... Ingo Schulze (salle André-Malraux).
– 17 heures à 18 heures : Une heure avec... Zafer Senoçak (salle André-Malraux).
– 17 heures à 18 h 30 : rencontre avec Günter Grass (salle Döblin).

● Samedi 17 mars

– 11 heures à 12 h 30 : « Allemand, langue adoptée », avec Perikles Monioudis, Emine Sevgi Özdamar, Zafer Senoçak et Feridun Zaimoglu (salle Döblin).
– 11 heures à 12 heures : signature de Günter Grass (stand Allemagne).
– 11 heures à 12 heures : Une heure avec... Peter Schneider (salle André-Malraux).
– 12 heures à 13 heures : Une heure avec... Karen Duve (stand Allemagne).

– 12 heures à 13 heures : Birgit Vanderbeke et Ingo Schulze (Café littéraire Fnac).
– 13 heures à 14 heures : Une heure avec... Christoph Hein (salle André-Malraux).
– 13 h 30 à 15 heures : « L'extrême droite en Allemagne : que faire ? », avec Peter Schneider et Ingo Schulze (salle Döblin).
– 13 h 45 à 16 heures : « Les Utopies à l'aube du troisième millénaire », table ronde avec Bruno Latour, Olivier Mannoni, Heinz-Peter Schwerfel et Peter Sloterdijk (espace Théâtre).
– 15 h 30 à 17 heures : « Ecrire à Berlin : la métropole comme inspiration », avec Julia Franck, Elke Naters, Inka Parei et Tim Staffell (salle Döblin).
– 17 heures à 18 heures : Christoph Hein et Georges-Arthur Goldschmidt (Café littéraire Fnac).
– 17 h 30 à 19 heures : « Mémoire. Histoire. Littérature », avec Marcel Beyer, Karl Dedecius, Ingeborg Hecht, Ruth Klüger et Herta Müller (salle Döblin).
● **Dimanche 18 mars**
– 11 heures à 12 h 30 : « Où est passé le Mur... dans la littérature ? », avec Sibylle Berg, Inka

« Le Monde » au Salon

– **Vendredi 16** : à 14 heures, remise des prix « Je Bouquaine », avec Philippe Delerm (Café littéraire Fnac) ; à 15 h 30, « L'Allemagne et la France », débat avec Richard Schröder, animé par Lucas Delattre (salle Thomas-Mann) ; à 16 h 30, remise du Prix *Le Monde* de la recherche universitaire avec Mireille Delmas-Marty, Françoise Héritier, Jean-Pierre Changeux, Yves Coppens, Alain Renaut et Pierre Rosenberg (Forum des auteurs).
– **Dimanche 18** : à 11 heures, *Le Monde diplomatique* propose un débat avec Bernard Cassen et Ignacio Ramonet, « Davos ? Non, Porto Alegre ! » (Forum des auteurs).
– **Lundi 19** : Florence Noiville anime deux débats sur la littérature de jeunesse : « Les héros font-ils encore lire ? », avec Jean Perrot, à 11 heures et, à 13 heures, « L'illustration de jeunesse allemande », avec Wolf Erlbruch et Quint Buchholz (stand du ministère de la culture).
– **Mardi 20** : Une heure avec Michael Kumpfmüller, présenté par Lucas Delattre (à 16 heures, stand Allemagne). Entretien entre Paul Rebeyrolle et Francis Marmade, auteur de *La Police des caractères* (Descartes&Cie).
– **Mercredi 21** : « Berlin, quels écrivains pour le XXI^e siècle ? », débat animé par Pierre Deshusses, avec Michael Kumpfmüller, Christophe Peters, Matthias Politycki et Kathrin Schmidt (à 15 h 15, Forum des auteurs).

Parei et Peter Schneider (salle Döblin).
– 12 à 13 heures : Volker Braun (Café littéraire Fnac).
– 13 h 30 à 15 heures : « L'Allemagne est-elle notre pays ? Voix juives », avec Anat Feinberg, Barbara Honigmann et Wladimir Kaminer (salle Döblin).
– 15 h 30 à 17 heures : Rencontre avec Peter Sloterdijk, animée par Monique Canto-Sperber (salle Alfred-

Döblin) ; de 17 h 30 à 19 heures : « La bande à Derrick : où il sera question de littérature populaire et du polar », avec Jakob Arjouni, Pieke Biermann, Felicitas Hoppe et Helmut Krausser (salle Döblin).
– 12 heures à 13 heures : Une heure avec... Jakob Arjouni (stand Allemagne).
– 13 heures à 14 heures : Une heure avec... Ruth Klüger (salle André-Malraux).

– 15 heures à 16 heures : Une heure avec... Georges-Arthur Goldschmidt (salle André-Malraux).
– 15 heures à 16 heures : Une heure avec... Inka Parei (stand Allemagne).
● **Lundi 19 mars**
– journée professionnelle
● **Mardi 20 mars**
– 12 heures à 13 heures : Régine Robin et Lothar Baier (Café littéraire Fnac).
– 15 h 30 à 17 heures : « Les femmes musulmanes », avec Assia Djebar, Doris Dörrie, Suzan Güllfrat, Emine Sevgi Özdamar et Feridun Zaimoglu (salle Döblin).
– 17 h 30 à 19 heures : « Ecrire l'enfance », avec Quint Buchholz, John von Düffel, Judith Hermann et Christoph Peters (salle Döblin).
– 19 h 30 à 21 heures : « Le passé littéraire des utopies a-t-il un avenir ? », avec Lothar Baier, Volker Braun, Georg Klein (salle Döblin).
– 14 heures à 15 heures : Une heure avec... Sibylle Berg (stand Allemagne).
– 15 heures à 16 heures : Une heure avec... John von Düffel (stand Allemagne).
– 16 heures à 17 heures : Une heure avec... Volker Braun (salle André-Malraux).

– 16 h 30 à 17 h 30 : « Peut-on encore écrire allemand ? », avec Lothar Baier, Alissa Walser, Olivier Mannoni (Forum des auteurs).
– 17 heures à 18 heures : Une heure avec... Herta Müller (salle André-Malraux).
– 18 heures à 19 heures : Une heure avec... Lothar Baier (salle André-Malraux).
● **Mercredi 21 mars**
– 12 heures à 13 heures : Herta Müller et Perikles Monioudis (Café littéraire Fnac).
– 15 heures à 18 h 30 : Rencontre franco-allemande de poètes autour de la poésie rap et de la poésie contemporaine expérimentale (espace Théâtre).
– 17 heures à 18 heures : Ruth Klüger et Barbara Honigmann (Café littéraire Fnac).
– 17 h 30 à 19 heures : Les Ecritures poétiques en Allemagne aujourd'hui avec Róza Domascyna, Albert Ostermaier, Matthias Politycki et Kathrin Schmidt (salle Alfred-Döblin).

★ **Du 16 au 21 mars, de 9 h 30 à 19 h, nocturne mardi 20 jusqu'à 22 h, Entrée 30 F (4,57€). Paris expo, Hall 1, porte de Versailles.**

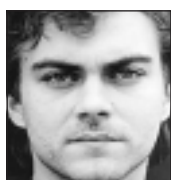


● **REICH-RANICKI MARCEL**
Ma vie

Marcel Reich-Ranicki n'aimerait sans doute pas qu'on désigne son autobiographie, *Ma vie*, comme « une passion allemande ». Et pourtant le destin de ce juif polonais devenu « pape » de la critique littéraire – à *Die Zeit*, puis à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et à la télévision – est tout entier marqué par l'amour de la littérature allemande, dominée par la figure de Thomas Mann. Le récit de cet attachement, qui a survécu à la tragédie nazie, est sans doute pour beaucoup dans le succès de *Ma vie*, best-seller en Allemagne. Le jeune Marcel, qui s'appelle alors Reich, s'installe en Allemagne, avec sa famille, en 1929. En 1938, à dix-huit ans, il est arrêté et déporté en Pologne. Il y passera toute la guerre, pour partie dans la clandestinité.

La paix revenue, il s'inscrit au Parti communiste polonais. Consul à Londres en 1948, il est rappelé en Pologne à la fin de 1949. Un an plus tard, il est exclu du parti. Il attendra 1958 pour revenir en Allemagne. « *Je voulais quitter l'Est* », explique-t-il (lire son portrait dans *Le Monde* du 5 janvier 2000 et la critique de son livre, au moment de sa parution en Allemagne, dans « Le Monde des livres » du 10 septembre 1999). « *Mais je voulais absolument aller dans un pays où l'on parle l'allemand. Je voulais retrouver la culture allemande. C'est l'histoire de ma vie, le désir de la littérature allemande, la quête de la littérature allemande.* » (Traduit par Jeanne Etoré et Bernard Lortholary, Grasset, 398 p., 145 F [22,11 €]).

Jo.S.

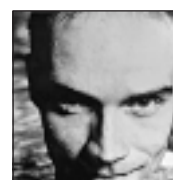


● **ARJOUNI Jakob**
Un ami

Les nouvelles de Jakob Arjouni sont des mécaniques de précision dans lesquelles un grain de sable s'introduit, provoquant les dérèglements les plus inattendus. Ainsi ce Jürgen, le héros de « La vie intérieure », fils

d'un boucher qui a fait un mariage au-dessus de sa condition en épousant une von Hagen. Sa belle-famille le considère comme un minable et sa femme n'est pas loin de partager le même point de vue au bout de quelques années de vie conjugale. Jürgen dispose heureusement d'un atout : la richesse de sa vie intérieure, qui finira par éblouir le monde le jour où il publiera le roman dont il rêve. Encore lui faut-il trouver une oreille complaisante pour confier ses projets grandioses. Il devra se contenter de la braqueuse de banques qui l'a pris en otage et, s'il parvient à cette occasion à se faire remarquer, ce n'est pas exactement de la manière qu'il escomptait. Jakob Arjouni, auteur de la série des enquêtes du Turc allemand Kemal Kayankaya, introduit volontiers dans ses nouvelles une violence digne des romans policiers. Ce sont tantôt les émois de tireurs d'élite qui s'apprennent à assassiner le pape, tantôt ceux d'un « gorille » qui organise un faux attentat contre le patron qu'il est chargé de protéger. Mais, bien souvent, il n'a même pas besoin de recourir aux armes à feu tant sont violentes et dérisoires les stratégies que chacun met en œuvre pour s'attirer, sinon l'amour de son prochain, du moins un peu de considération (traduit par Anne Weber, Fayard, 208 p., 98 F [14,94 €]).

G.Me.



● **VON DÜFFEL John**
De l'eau

« *Je me rappelle l'odeur des différents fleuves et mers. (...) la senteur de l'eau courante, torrentueuse, vivante. Exactement comme, à l'inverse, la planteur de l'eau morte.* » Le livre de John von Düffel chante l'inquiétante beauté de l'eau, le débit de l'eau si beau. Il y a « la fraîcheur quasi nébuleuse et l'odeur de mousse de l'Orpe », cette rivière noire et silencieuse qui « exhalait vers nous quelque chose comme un doux air de sépulcre ».

A l'opposé de l'Orpe, il y a les « bruits de la Diemel » : « Elle était clapotis, bouillonnement et murmure constant toute la joyeuse agitation d'un jeu d'eau. » Entre les deux rivières, un domaine, La Malveillance, une papeterie, où l'eau noire de l'Orpe est transformée en papier blanc puis en argent. Le narrateur raconte l'histoire de la propriété familiale et de ses rivières, qui croise ses souvenirs et son présent. Le style, d'une grande richesse poétique, et le rythme narratif suivent le mouvement fluide de l'eau. L'Histoire apparaît en toile de fond : « Elle étala quelques couches de vieux journaux où il était question de guerre éternelle, de combats jusqu'au dernier homme, de mort au champ d'honneur pour le Führer, le peuple et la patrie afin d'y envelopper aussitôt les entrailles embrouillées des poissons. » Né en 1966, auteur de plusieurs pièces de théâtre, John von Düffel signe un premier roman d'une rare maîtrise et d'une grande force poétique (traduit par Nicole Casanova, Albin Michel, 324 p., 135 F [20,58 €]).

A.S.

La littérature au miroir de l'Histoire

Impossible Allemagne. Au fil des siècles, elle s'est démesurément agrandie aux dimensions d'un empire où le soleil ne se couchait jamais ; elle s'est morcelée, ressoudée, réformée, divisée dans le sens Est/Ouest, a revendiqué des espaces toujours plus grands, avant d'être brutalement coupée en deux dans le sens Nord/Sud pour enfin se réunir en 1990 et acquiescer, pour la première fois dans son histoire millénaire, des frontières reconstruites par tous. Destin étrange aux yeux des Français habitués à une nation stable dans son cadre hexagonal et centrée depuis des siècles sur une capitale – d'autant plus étrange que les deux pays sont issus d'un même berceau, l'empire de Charlemagne. Où est l'Allemagne, qu'est-ce que l'Allemagne ? Pourquoi Kafka et Rilke écrivaient-ils en allemand alors qu'ils étaient nés à Prague ? Pourquoi le Prix Nobel de littérature, Günter Grass, vient-il d'une ville qui est maintenant en Pologne ? Fille de la mémoire autant que de l'imagination, la littérature a vécu toutes ces vicissitudes,

Pierre Deshusses

soit en les anticipant, soit en y adhérant, soit en en prenant le contre-pied.

Ainsi, lorsque l'Allemagne était la plus morcelée, sa littérature s'est voulue éducatrice et universelle ; elle a acclamé la Révolution française avant de prendre ses distances ; elle a entré le romantisme quand la France le découvrait ; elle a exacerbé la crise précédant 1914 pour se fracasser dans la mêlée qui a englouti les plus grands poètes expressionnistes ; elle a choisi l'émigration intérieure ou extérieure aux heures noires du nazisme ; elle a accepté la division en 1949 mais est restée jumelle. Oui, la littérature de l'Allemagne déroute autant que son histoire et elle continue à le faire, tant les jeunes écrivains allemands semblent se détourner aujourd'hui des schémas auxquels nous avons été habitués.

Les cinquante dernières années ont d'abord été marquées par l'effort de réappropriation par l'écriture d'un passé douloureux et chargé de culpabilité. Il s'agissait pour les écrivains allemands de « réintégrer » la littérature mondiale et de mettre fin à l'isolement humain et intellectuel infligé à une génération totalement coupée, après la capitulation du pays, des mouvements artistiques et des débats d'idée. La phrase d'Adorno sur l'impossibilité d'écrire après Auschwitz semblait ériger une barrière infranchissable que Celan a transgressée dans la douleur. D'autres ont choisi l'exil, comme Peter Weiss qui déclarait : « Je n'ai jamais été allemand. » C'est la littérature suisse de langue allemande, ce que Dürrenmatt a reconnu avec une grande probité. A mesure que l'Allemagne sortait lentement des décennies, se faisait pourtant jour une littérature que l'on a

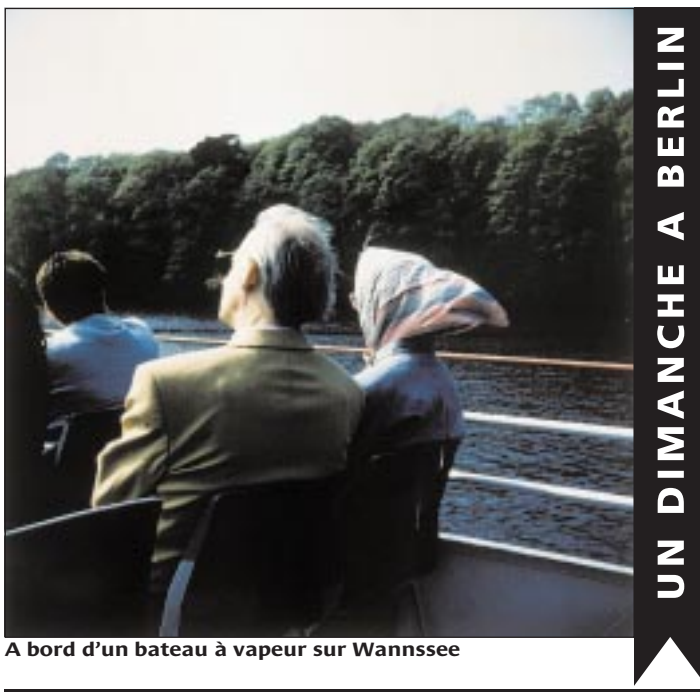
Peut-être plus qu'ailleurs, la littérature allemande est longtemps restée indissociable du passé. Mais la jeune génération lui tourne carrément le dos

appelée « la littérature des ruines » avec notamment Wolfgang Iser, Heinrich Böll et Eich. Littérature déchirée qui s'efforce de réinvestir la langue par-delà les distorsions imposées par l'idéologie nazie. « Il était si difficile, peu après 1945, d'écrire même une seule demi-page de prose », déclare Böll.

Pourtant, il n'y a pas d'autre choix : la délivrance passe par cette contrainte. Comme le dit Martin Walser, ce qui fonde alors la relation à la réalité, et donc l'identité, c'est « le fait d'être né allemand en 1927 » et d'être bon gré mal gré le dépositaire d'un héritage où coexistent Goethe et Buchenwald. Il y a une responsabilité diffuse qui, sans nécessairement relever de la justice des tribunaux, pèse sur chacun, les acteurs

du drame et leurs descendants. Refusant de se laisser embrigader dans une bonne conscience qui ne demande qu'à ressusciter en se soudant à un anticommunisme qui fonde la toute nouvelle République fédérale, les fils se tournent vers leurs pères pour leur demander des comptes que ne peut solder la seule obéissance au devoir, comme dans *L'Heure d'allemand* de Siegfried Lenz. On veut savoir comment toute une génération a pu se rendre complice d'une telle barbarie en invoquant l'ignorance ou l'impuissance.

Mais si le malheur des victimes se transmet intact d'une génération à l'autre, la culpabilité a plus de mal à passer. Le poids de la honte est insupportable à long terme. Dans les années 1960, à l'inverse de ce qui se passe en France, la révolte des étudiants ne se nourrit pas de la seule lutte contre l'autoritarisme étatique. C'est le moment où, après la confrontation en vase clos, dans « une atmosphère de serre » comme dit Peter Schneider, on cherche à se débarrasser d'un fardeau. La génération qui n'a pas participé à l'horreur ne veut plus être tenue pour coupable. Elle se sent concernée par le passé, mais plus impliquée personnellement. Le mouvement étudiant exprime aussi (et déjà) un besoin de normalisation, dans la mesure où il s'intègre dans un mouvement européen et non plus spécifiquement allemand, et suggère dans sa mise en avant du « fascisme capitaliste » la possibilité d'une relativisation du « fascisme allemand ». Dans le même sens, le développement des mouvements écologistes, contemporains de cette nouvelle génération qui n'a pas vraiment réussi à imposer de grands noms d'écrivains, peut être appréhendé comme un besoin de dénoncer un crime universel – l'attentat contre la planète – non pour minimiser la faute mais



A bord d'un bateau à vapeur sur Wannensee

UN DIMANCHE A BERLIN

pour montrer, dans un geste messianique propre à la tradition littéraire allemande, que les anciens « coupables » sont désormais capables de montrer la bonne voie. Le travail sur l'impossible liquidation du passé devient travail humaniste de mise en garde. L'effort de mémoire se double alors d'une réflexion sur la violence du pouvoir en général, comme dans les livres de Christa Wolf qui a grandi dans un pays ayant toujours refusé l'héritage du fascisme et, comme le dit Barbara Honigmann, s'est édifié sur une tromperie et une falsification de l'histoire. On comprend que cet « antifascisme de commande », qu'Uwe Johnson a fui très tôt pour aller s'installer en Angleterre, ait pu oblitérer le travail de mémoire mais faire prendre aussi de l'avance dans certains aspects plus généraux de la réflexion.

QUERELLE DES HISTORIENS

Le passé commun a pourtant été inévitablement réactivé lors de la réunification et la « querelle des historiens » qui s'est ensuivie : tentative d'historicisation du fascisme, volonté de l'intégrer dans une évolution historique de longue durée et de rompre avec l'idée que le III^e Reich était en quelque sorte le point névralgique et l'aboutissement logique de l'histoire allemande – sans pour autant vouloir nier ou excuser les crimes de Hitler. Commence alors un débat ouvert sur la normalité qui n'est pas incompatible avec le devoir de mémoire et qui n'est pas seulement induit par le renouvellement des générations. Cette controverse est illustrée par deux livres et surtout par les débats qu'ils ont suscités, l'effet d'amplification médiatique transformant en rupture ce qui aurait pu être un glissement et montrant à quel point « le passé ne passe pas ». Dans *Toute une histoire*, Günter Grass renvoie le moment de la réunification au moment de la première unité allemande. S'il fait pratiquement l'impasse sur le III^e Reich et s'en prend bien davantage à Bismarck, il évoque un phénomène historique de boucle, comme celle que décrit le pater noster si souvent emprunté par les deux protagonistes de son livre. On l'a accusé de tous les maux et de jouer paradoxalement l'empêcheur de tourner en rond en

pleine liesse unitaire.

De son côté, Martin Walser, après son discours de réception du prix des Libraires, a reçu une volée de bois vert parce qu'il s'opposait au rabâchage institutionnalisé du passé, à l'instrumentalisation de la shoah, pour dire que le devoir de mémoire est désormais une affaire de conscience individuelle et qu'il risque de s'affadir et de devenir totalement inopérant s'il est mis sous tutelle. Walser n'a jamais revendiqué le droit d'effacer les crimes et de tirer un trait sur le passé, mais on lui a reproché de fournir des arguments brillamment formulés, et donc opératoires, à tous ceux qui sont prompts à invoquer les « excès de mémoire » pour prôner un oubli qui serait synonyme d'amnésie, alors même que son dernier roman autobiographique, *Fontaine jaillissante*, prouve largement le contraire.

Ce mouvement vers l'intériorisa-

tion, cette distinction typiquement allemande entre sphère privée et sphère publique qui, selon certains historiens ou philosophes comme Habermas, a empêché l'Allemagne d'accéder rapidement à la notion de nation et de citoyenneté, peut effectivement avoir ses dangers comme le montre une autre controverse, plus feutrée, qui a eu lieu, et pas seulement en Allemagne, à l'occasion de la sortie du livre de Bernhard Schlink, *Le Liseur*, où la question se pose de savoir s'il est possible de comprendre malgré tout certains acteurs (certes subalternes) du nazisme. Comment, concilier la compréhension et même l'amour avec l'impossibilité de pardon ? Dès lors les lignes de fractures ne cessent de se ramifier, posant un problème nouveau : faire coexister la mémoire collective avec la mémoire individuelle. Est venue s'ajouter à ce débat l'intervention faite en Suisse en 1997 par l'écrivain W.S. Sebald – installé en Angleterre comme Uwe Johnson en son temps – et intitulée *Guerre aérienne et littérature*. Sebald note que les romans allemands ont abondamment parlé de la guerre, de l'expérience du front, du retour des soldats, de la culpabilité, mais se sont pratiquement interdits de parler des souffrances endurées par les civils lors des raids aériens meurtriers des Alliés. Au lieu d'évoquer seulement des Allemands comme des coupables, Sebald pose pour la première fois la question des Allemands comme victimes – façon d'envisager l'histoire qui a toujours été taboue tant était grand le sentiment d'avoir participé à l'innommable. Or cette auto-banalisation de la souffrance peut avoir un effet pervers dans la mesure où elle empêche le deuil et, au-delà de « l'ébranlement intérieur » (Christa Wolf), peut nourrir un ressentiment larvé et empêcher la délivrance.

Pourtant, depuis quelques années – plus exactement depuis la réunification –, on assiste bel et bien à l'écllosion d'une nouvelle littérature, celle

d'une génération d'écrivains qui sont nés dans les années 1950 et 1960 et qui semblent hermétiques – du moins dans leurs écrits – à cette controverse. Si Gila Lustiger et surtout Marcel Beyer continuent à se faire l'écho du passé, force est de reconnaître que la plupart des jeunes auteurs ont carrément pris leurs distances. On traite de thèmes qui semblent nouveaux dans la littérature allemande alors qu'ils ne sont que la reprise de sujets aussi anciens que la littérature elle-même et qui n'ont rien de spécifiquement allemand : le bonheur, l'amour, les relations entre les êtres, la solitude. La poésie avait anticipé ce mouvement avec Karl Krolow, Werner Dürsson et Peter Maiwald. On ose de nouveau raconter des histoires « simples » – à l'image d'Ingo Schulze qui a choisi d'intituler son premier roman *Simple Story* – alors que pendant longtemps, *Le Parfum* de Süskind fit figure de splendeur exception. La fortune de ce livre doit en effet autant à ses qualités littéraires qu'à sa façon de prendre ses distances avec une littérature qui menait souvent de front un questionnement sur l'histoire et un questionnement sur la littérature comme expérience, problématique qui culmine dans les livres brillants et fascinants d'Arno Schmidt. Comme le dit Thomas Brussig, auteur du *Complexe de Klaus*, « je veux faire des livres lisibles. Quand je parle d'un couteau, je ne cherche pas à évoquer une ligne d'images qui irait de Büchner à Brecht ». Une littérature décomplexée qui place le divertissement sur le même plan que la réflexion. Moins grise, moins austère, moins expérimentale et aussi plus féminine – de nombreux jeunes auteurs de talent sont des femmes (Katrin Askan, Karen Duve, Judith Hermann, Felicitas Hoppe, Elke Schmitter) –, la littérature allemande perd son label et s'intègre dans une mouvance plus large tout en luttant pour affirmer une singularité que le temps jugera.

NANCY HUSTON Dolce agonia

«Quelle espèce ! Souvent, à regarder les êtres humains accomplir leur destinée sur Terre, je me laisse emporter au point de croire en eux. Ils me donnent l'impression singulière d'être dotés d'une sorte de liberté, d'autonomie, d'une volonté propre. Mais bien que c'est une illusion, une illusion que j'ai connue. Moi seul suis libre ! Chaque destin de leur destin a été planifié, dirigé par des mains invisibles ; je connais le but vers lequel ils sont dirigés et le chemin qu'ils empruntent pour y parvenir ; je connais leurs efforts et leurs espoirs les plus secrets, leur constitution génétique, les rouages les plus intimes de leur conscience... Et pourtant, et pourtant... ils ne cessent de m'étonner.»

ACTES SUD



● ORTHEIL Hanns-Josef
Les Baisers de Faustina

Goethe est une statue imposante pour les lettres allemandes. Il a embrassé tant de continents littéraires qu'il semble presque impossible de l'aborder. Le romancier Hanns-Josef Ortheil, né à Cologne en 1951, aborde avec légèreté la figure du grand écrivain allemand en le plongeant au cœur de sa parenthèse romaine. D'emblée, il le présente comme une sorte de danseur de pantomime, débarquant un soir à Rome sous le nom de Filippo Miller. Il le montre à travers l'œil de Giovanni Beri, magnifique baratinier, chargé d'espionner le ministre de Weimar avant de se prendre de passion pour l'homme de lettres. Il fera une savoureuse lecture de Werther : « Ce Werther n'avait rien d'une nature virile, c'était un gars qui tournait autour du pot, mou, plein de sensibilité, avec qui l'on n'aurait pas aimé passer une seule journée. »

L'auteur du *Jeu des ténèbres* (Actes Sud, 1989) place ses héros au milieu d'un jeu de masques, où l'on ne sait plus qui dupe qui, même si certains effets de suspense sont vite évanescents. Après plusieurs livres marqués par une quête d'identité – à la fois la sienne et celle de son pays –, Ortheil s'est lancé dans une trilogie qui saisit un créateur à un moment de sa vie, comme Turner à Venise et Mozart à Prague. La question de l'identité est aussi au centre des *Baisers de Faustina*. Goethe y retrouve le goût d'écrire, mais le pauvre Beri y perd son latin et son baratin (traduit par Claude Porcell, **Seuil**, 318 p., 138 F [21,04 €]). **A. S.**

● JETZT-AUTOREN
Ils écrivent en allemand, de Kerstin Behre et Petra Metz

Y a-t-il une nouvelle littérature de langue allemande ? Cette anthologie, forcément sélective, tente de rendre compte de la pluralité des récits produits à Berlin, Hambourg, Cologne, Francfort, Munich... Un kaléidoscope recensant 70 auteurs aux identités et influences multiples, du Prix Nobel Günter Grass aux jeunes auteurs de la génération pop, la génération techno, la génération@. Un point commun entre tous : le goût de la narration, qu'elle puise dans le réel ou explore des fantasmagories. Chaque auteur est présenté par un écrivain, journaliste, critique ou traducteur, français et allemands (**Pauvert**, 300 p., 130 F [19,82 €]). **J.-L. D.**

Berlin, hors le mur...

Ca, je ne l'avais encore jamais vu ! En plein Kudamm, à 10 heures du soir ! » Le chauffeur de taxi lâche son volant le temps d'un soupir. Il a déjà été témoin de bien des choses dans ses courses de nuit : mauvais payeurs qui prennent la tangente au premier feu rouge, noctambules éméchés, travestis à la beauté divine, espions en goguette – mais des renards sur l'artère qui était autrefois le cœur palpitant de Berlin ! Jamais ! Vision à la Buñuel. Oui, Berlin a changé. « C'est bien simple, je ne reconnais plus cette ville, poursuit-il. Il y a des quartiers qui se transforment complètement en l'espace d'un mois. » Berlin est effectivement une ville pleine de surprises. Les bouleversements et les migrations de population à l'intérieur de la métropole allemande engendrent des phénomènes qui peuvent surprendre même les plus blasés.

La mutation a commencé peu après la réunification avec le chantier de la Potsdamer Platz, en plein

L'époustouflante diversité culturelle offerte par la nouvelle capitale cache une tendance à faire de Berlin un gigantesque musée

se à l'Allemagne) et un Musée du cinéma qui accueille actuellement une exposition Fritz Lang. Mais les Années folles sont un mythe qu'il est difficile de faire revivre. Certes le quartier s'enflamme quand il accueille les Berlinales, qui ambitionnent d'égalier un jour Cannes et Venise, mais le reste de l'année, il draine une masse de visiteurs comme un banal multiplexe cinématographique de banlieue qui a du mal à faire illusion.

Zoo architectural, Berlin s'enrichit chaque jour de nouvelles espèces où les moutons à cinq pattes sont légion : aujourd'hui, c'est la

ou de détourner les vestiges du passé. Le coup d'envoi a été donné par la réhabilitation du Reichstag, d'abord symboliquement emballé par Christo. La rénovation est due à l'architecte britannique Norman Foster, qui n'avait pas prévu initialement l'immense coupole de verre exigée ensuite par les députés allemands : ils y voyaient un moyen d'« éclairer » la démocratie allemande. Le bâtiment massif est visité chaque année par plus de 3 millions de visiteurs, de quoi faire pâlir d'envie les Londoniens, dont les Houses of Parliament ne sont visitées que par 41 000 touristes. Il faut dire que, ici, la plupart des gens qui se pressent pour aller voir le bâtiment sont des Allemands qui déambulent comme en terre exotique. Il est si étrange d'avoir enfin une capitale à part entière, après avoir dû se contenter d'une moitié de capitale pour les uns et d'un quasi-village pour les autres.

Etre à Berlin, c'est faire en quelque sorte du tourisme chez soi. Ou apprivoiser son passé. Les bâtiments anciens qui ponctuent l'espace urbain sont autant d'invitations au voyage dans une histoire relativement jeune par rapport aux autres capitales européennes : la fondation de Berlin ne remonte qu'au XIII^e siècle et les vestiges du passé, pour la plupart postérieurs au

XIX^e siècle à cause des destructions du XX^e siècle, sont parfois bien encombrants. Que faire par exemple des bâtiments hérités du passé nazi ? Que faire des bâtiments construits par la République socialiste qui a sombré avec le Mur ? Les réponses apportées ont provoqué une avalanche de discussions. Le ministère de l'air de Goering abrite aujourd'hui le ministère fédéral des finances. Le secrétariat de la SED, le parti de la dictature communiste, accueille une partie du ministère des affaires étrangères. Le passé prussien, longtemps discrédité, renaît de ses cendres avec son inévitable lot de polémiques comme l'illustre la querelle d'Allemand sur le sort à réserver au château des Hohenzollern – alors même qu'il n'existe plus ! A sa place se dresse le palais de la République, bâtiment contestable des années 1970, surnommé Magasin de lampes d'Erich Honecker. Construit en plein cœur de Berlin-Est sur les ruines du château en question, dynamité par les communistes en 1950, le bâtiment est fermé pour désamiantage et l'on envisage effectivement de reconstruire à sa place et de toutes pièces l'ancien château prussien. Arrogance ou recherche de racines ? Tout est question de regard... et de génération. Ainsi, que voir dans la colonne de la victoire, plantée au cœur du Tiergarten, au milieu de l'interminable avenue du 17-Juin ? Le renouveau prussien par le biais d'un monument où sont insérés des canons pris à l'ennemi lors des victoires successives contre le Danemark, l'Autriche et la France à Sedan ? N'est-ce pas plutôt le lieu où se réfugiaient, dans le Berlin divisé des années 1980, les anges du cinéaste Wim Wenders dans *Les Ailes du désir* ?



Couple de danseurs à la brasserie berlinoise Zenner

UN DIMANCHE A BERLIN

Pierre Deshusses et Arnaud Leparmentier

cœur de la ville, sur cet espace autrefois occupé par le Mur. Longtemps, ce fut le plus grand chantier d'Europe. Maintenant il y a moins de grues, et l'on peut voir ce qui a été concocté par les bureaux d'architectes et d'urbanisme. L'ensemble laisse une impression de chaos et l'on cherche avec peine une unité, alors que Berlin se veut la capitale de l'Allemagne réunifiée. Dans ce lieu sans âme livré à Sony et à

L'immense coupole de verre du nouveau Reichstag a été exigée de l'architecte par les députés afin de mieux « éclairer » la démocratie allemande

Debris, avec de fausses tavernes bavaroises où tous les Allemands, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest, ont l'impression d'être des touristes, on attendait de l'audace. En vain. L'Allemagne a estimé, à tort sans doute, qu'elle ne pouvait se permettre de projet « mitterrandien » et a amoncelé les expériences architecturales intéressantes, mais sans souffle ni véritable coordination. On a voulu jouer sur les Années folles, en créant une place Marlene-Dietrich (réhabilitée après avoir été longtemps considérée par certains comme une traîtes-

chancellerie, blanche et imposante – entre architecture d'hôpital et bretelle d'autoroute –, en face du Reichstag, qui ouvre ses portes ; hier, c'était le bâtiment ovale des bureaux de la présidence déjà surnommé « l'œuf noir », la piscine olympique et le vélodrome de Dominique Perrault ; enfin, l'ambassade de France dessinée par Christian de Portzamparc commence à sortir de terre, Pariser Platz, coincée entre deux banques à l'angle de la porte de Brandebourg. Le Tout-Berlin court les inaugurations. S'il y a des succès incontestables, comme le Musée juif dû à Daniel Liebeskind et qui ressemble à une étoile de David brisée, l'ambassade toute verte des pays scandinaves laisse pour le moins rêveur, tandis que l'ambassade suisse, prolongée d'un malheureux croupion en béton et obstinément plantée entre la chancellerie et le Reichstag, agace carrément les Allemands. Pour beaucoup de Berlinoises de souche, le plus beau bâtiment reste encore la grande construction blanche près du Landwehr, qui remonte aux années 1930 et qui est due à l'architecte Fahren-damp.

A deux pas de l'Hôtel Adlon, une façade ultramoderne en verre fumé laisse voir les restes de l'Hôtel Esplanade. On veut faire du neuf mais on ne veut pas non plus gommer le passé comme cela s'est fait dans les années 1950, autant à l'Est qu'à l'Ouest, où l'on a lissé toutes les façades des vieux immeubles du XIX^e qui ressemblent maintenant à des bâtiments sans âge et sans grâce. La réhabilitation de cette époque a été pire que la guerre, affirmant certains. Alors, à mesure que l'on construit, on s'efforce aussi de restaurer, au risque de neutraliser

Ou simplement le point de convergence de la Love Parade, qui rassemble chaque année des centaines de milliers de ravers ? Sans parler des polémiques allant aussi bon train à propos du monument à la mémoire des victimes de la Shoah, qui transformera en un champ de stèles gigantesques un terrain de la taille de deux stades de football.

Ces contrastes et ces contradictions ne touchent pas seulement la façon de modeler le nouveau visage que l'on veut donner à la ville, ils marquent la vie culturelle en pleine recherche d'identité. Car si Berlin n'est assurément pas une belle ville, c'est une ville passionnante où il se passe toujours quelque chose, d'autant plus qu'ici, contrairement aux autres villes allemandes et à la plupart des capitales européennes, il n'y a pas de *Sperrstunde*, d'heure légale de fermeture – héritage du statut particulier du Berlin de l'après-guerre – et bon nombre d'établissements restent ouverts toute la nuit. Petit à petit, le centre de Berlin sort donc du ghetto artistique parfois un peu glauque où il s'était enfermé. La création devient plus accessible, plus professionnelle aussi. Chaque soir, c'est une nouvelle galerie qui ouvre ses portes dans le quartier de Mitte, une exposition dans une arrière-cour qui attire le visiteur, une lecture dans l'ancienne maison de Bertoldt Brecht. Pendant dix ans, les marchands sont restés à Cologne, haut lieu de l'art moderne en Allemagne. Pas de bourgeoisie, pas de pouvoir d'achat : l'art ne payait pas. Mais la roue tourne :

On veut faire du neuf mais on ne veut pas non plus gommer le passé comme cela s'est fait dans les années 1950, autant à l'Est qu'à l'Ouest où l'on a lissé toutes les façades des vieux immeubles du XIX^e siècle qui ressemblent maintenant à des bâtiments sans âge et sans grâce

Jaguar et Porsche circulent désormais dans la partie riche de Mitte ; ce n'est pas encore l'opulence de Munich, mais ce n'est plus la bohème, et il est rare désormais de voir passer une Trabi pétaradante qui viendrait rappeler « le charme morbide du socialisme ». Lentement, le centre de la ville se normalise ; plus précisément, l'Ouest le conquiert lentement, imposant son modèle aseptisé. Les uns après les autres, les immeubles noirâtres rongés par le temps se transforment en bons couleurs orange, bleue ou jaune. Magasins de luxe et resta-

rants schickimicki – minets branchés – ouvrent leurs portes. « On commence à pouvoir bien manger à Berlin », lâche un diplomate français.

Les hauts lieux des mouvements alternatifs n'échappent pas à cette boulimie de normalisation. Le Tacheles, grand magasin du début du XX^e siècle, squatté depuis 1990 par des artistes, ressemble à un vestige mis sous cloche, où se pressent les curieux qui frissonnent à l'idée de s'encanailier. Las, le masque tombe vite quand on suggère au visiteur de payer 1 mark pour avoir le droit de regarder d'étranges sculptures métalliques entassées dans un réduit voûté. Devenu pièce de musée, le bâtiment en ruine, qui reçoit 300 000 marks par an de subventions publiques, est bardé d'échafaudages depuis l'été 2000. Hors de question d'enlever au Tacheles sa silhouette frangée qui semble soudain aussi artificielle que les fausses ruines construites au XVIII^e siècle par Frédéric le Grand sur les hauteurs de Sanssouci à Potsdam. Pour 6,5 millions de marks, on refait le toit ; les installations électriques sont mises aux normes et le chauffage est installé dans tous les ateliers. Les artistes ne veulent plus vivre avec leur seu de charbon, le romantisme des (vraies) ruines touche à sa fin. A quelques encablures de là, le Casino, gigantesque boîte de nuit techno logée dans une ancienne fabrique, a fermé ses portes cet été. Le bâtiment va être transformé en centre de la nouvelle économie. .../...



● DUVE Karen
Déluge

Pour ce premier roman, Karen Duve a réuni avec humour – noir, très noir – toutes sortes d'ingrédients qui en feraient facilement un roman policier ou un roman d'horreur, à partir d'une pluie incessante, un vrai déluge, à peine une éclaircie, au long de dix chapitres qui tous commencent par la météo du jour. Tant de pluie entraîne une cohorte d'emmerdements : des bestioles malfaisantes grouillent un peu partout, une salamandre venimeuse d'une taille gigantesque, une invasion de limaces digne des dix plaies d'Égypte, des grenouilles et même des serpents d'eau. De la boue, de la gadoue, de la vase, des marais mouvants, gants. Des fossés, des fissures, des murs imbibés d'eau. La nature en décomposition, pourriture, putréfaction. Tout commence d'ailleurs par un cadavre (noyé) et se termine par un autre (tout aussi noyé) : blancs, gonflés, la peau prête à crever.

Sous le déluge : Leon Ulbricht, écrivain en mal d'argent, qui croit que grâce à son travail de nègre pour un truand il va enfin s'en sortir. Sa jeune femme, Martina, gentille, naïve, boulimique. Et le chien, Noé, bien sûr. Un épicier serviable mais étrange, deux voisins encore plus étranges, vont troubler la sérénité dont rêvait Leon en venant s'installer en ex-RDA, dans cette petite maison en bordure de bois et de landes. Rien comparé à la violence qui frappera, fulgurante et brûlante comme la foudre (traduit par Pierre Deshusses, *Rivages*, 268 p., 125 F [19,06 €]).

M. Si.



● GLAVANIC Thomas
Partie remise

1910. A Vienne, un jeune prodige local, Carl Haffner, s'appête à affronter le champion du monde des échecs, Emmanuel Lasker, philosophe et mathématicien admiré par Einstein. Carl Haffner est un étrange personnage. Il a trouvé dans les échecs un remède à son autisme, à ses humiliations sociales, ainsi qu'à l'inanité de son existence. Il ne joue pas pour gagner, mais pour échapper à lui-même. Soutenu par le public, Haffner parviendra à mettre Lasker en difficulté. Il pourrait même gagner. Mais à cette seule idée, il est comme anesthésié. Il incarne la « *névrose d'échec* » si brillamment analysée par Freud. La déchéance est son destin, comme elle l'a été pour ses parents. Ne voulant être une charge pour personne, le « *roi de la nulle* » mourra de faim à 44 ans, non sans avoir tenté de reprendre le dessus dans des tournois régionaux.

Sur cette trame, un jeune Viennois, lui-même joueur d'échecs, Thomas Glavanic, a écrit un roman palpitant. Il nous entraîne dans les cafés viennois et les hôtels de Berlin. L'ambiance survoltée des tournois d'échecs, les complots qui s'y ourdissent, les idylles qui s'y nouent, les mises à mort qui en sont l'apothéose, créent un climat qui évoque celui du *Joueur d'échecs*, de Stefan Zweig, ou *La Défense Loujine*, de Nabokov. Thomas Glavanic est parvenu à restituer physiquement la violence des émotions qui conduiront Haffner à sombrer dans une volupté suicidaire sans rémission (traduit par Olivier Mannoni, *Pauvert*, 312 p., 125 F [19,05 €]).

R. J.



● MÜLLER Herta
La Convocation

C'est un texte bouleversant fait de ruptures, de retours en arrière, de chutes magistralement contrôlées, de reprises oniriques aussi. Une femme, la narratrice, se trouve convoquée par la police secrète roumaine après avoir pris le risque de glisser un message de détresse vers l'Occident dans les vêtements destinés à l'exportation par l'usine qui l'emploie. Au cours du trajet en tramway qui la conduit au siège de la *Securitate*, ses souvenirs se croisent, se chevauchent, porteurs de réalités cauchemardesques, de vérités détournées ; « *Chez Albu*, dit-elle (l'enquêteur féroce qui introduit en cachette des restes humains dans le sac à main de sa victime pour mieux la terrifier, qui fait le baisemain tout en lui écrasant le doigt), ce qui me fait sentir qu'un bon mensonge prend toujours, c'est que je me crois moi-même d'un mot à l'autre. »

Herta Müller, quarante-sept ans, appartenait à la minorité germanophone de Roumanie, maintenant disparue car « vendue » à l'Allemagne du chancelier Schmidt, marchandage accompli dans l'angoisse et la honte. Auteur de romans déjà traduits en français (*L'Homme est un grand faisan sur terre*, éd. Maren Sell, 1968, et *Le Renard était déjà le chasseur*, Seuil, 1997), elle a été distinguée grâce à la qualité de son écriture, de ses métaphores audacieuses, par le prix Kleist en Allemagne, et le prix Impac de littérature en Irlande (traduit par Claire de Oliveira, éd. Métailié, 210 p., 120 F [18,29 €]).

E. R.

...la folie des années sages



Club de plein air dans le quartier alternatif de Kreuzberg

UN DIMANCHE A BERLIN

monté le *Ring*, de Wagner, qui figurait depuis longtemps au répertoire du Deutsche Oper, maintenant dirigé par Udo Zimmermann, qui a remplacé Götz Friedrich, tandis que *La Flûte enchantée* est à l'affiche des trois maisons, et l'on peut parfois prendre sa place l'après-midi pour le soir. Si l'on n'est pas exigeant, il n'en coûte pas plus de 10 marks.

Les théâtres les plus prestigieux sont à l'Est, avec la Volksbühne, le Deutsches Theater et le Berliner Ensemble dirigé par Claus Peymann. Ces trois scènes s'orientent de plus en plus vers une synergie entre théâtre et danse ; ainsi la compagnie de l'Autrichien Johann Kresnik a rejoint Frank Castorf à la Volksbühne, qui ouvre aussi régulièrement ses portes à des metteurs en scène de renom, comme Christoph Marthaler, Thomas Bischoff et Christoph Schlingensief. Berlin et Schlingensief, l'association rend possible les initiatives les plus saugrenues, comme la création, mi-février à la Volksbühne, de l'« association des victimes de chagrins d'amour » et la mise en scène par Schlingensief d'un opéra sur le sujet dans cette ville de célibataires. Le fer de lance de l'Ouest est la Schaubühne, qui viendra présenter cette année en France des créations des codirecteurs, le metteur en scène Thomas Ostermeier et la chorégraphe Sasha Waltz. Sans oublier le Grips Theater, dont la notoriété a dépassé les frontières et qui monte un répertoire uniquement destiné aux enfants.

Cette prolifération s'explique par le fait que la ville, depuis la réunification, possède tout en double. On parle de fusions, de fermetures, de restructuration, mais pour l'instant rien n'est fait. « Certains prétendent que Berlin est devenue pauvre, dit Volker Hassemer, président du dynamique institut Partner für Berlin. Ce n'est pas exact. La ville n'est pas devenue plus pauvre, simplement elle doit assumer le fonctionnement des institutions de deux systèmes avec un seul budget. » Il y a de fait une discordance entre le rayonnement culturel de la ville et sa situation économique, qui est d'autant plus critique que Berlin est un Land à lui tout seul ; la ville, très étendue (3,5 millions d'habitants sur une surface grande comme neuf fois celle de Paris), offre de nombreux parcs et lacs, mais elle n'a pas d'arrière-pays avec des industries payant des impôts et des taxes. Perdue dans le désert industriel de l'ex-RDA, Berlin compte sur le secteur des services et le tertiaire pour renflouer ses caisses, mais les huit mille PME venues s'installer ici ne sont pas encore génératrices d'emplois. L'argent doit venir d'ailleurs. Après la chute du Mur, le Bund, l'Etat fédéral, a commencé par diviser par quatre ses subventions : il n'était plus nécessaire d'entretenir une vitrine du monde libre au cœur du bloc communiste. Mais avec le déménagement à Berlin, il commence à s'intéresser à la nouvelle capitale, surtout à l'aimer, alors que l'équipe Kohl, catholique et originaire du sud-ouest du pays, détestait l'ancienne capitale, prussienne et protestante. Rompant avec une longue tradition politique

de non-ingérence, le Bund augmenté de nouveau ses aides à la culture berlinoise (110 millions de DM sur un budget municipal dépassant le milliard, auxquels s'ajoutent 300 millions de versement à la Stiftung Preussischer Kulturbesitz) ; en contrepartie, il veut avoir un droit de regard. La nouvelle capitale sonne-t-elle le glas du fédéralisme ? La normalisation passe par une - relative - centralisation, alors qu'on assiste au phénomène inverse - bien que timide encore - en France, où la province commence à s'émanciper culturellement et à devenir attractive.

A cela s'ajoute la position de Berlin : très excentrée à l'Est, elle suscite des inquiétudes chez ses voisins européens, qui redoutent un affai-

La ville est devenue le centre des agences littéraires qui, depuis que les droits étrangers, et notamment américains, sont prohibitifs, cherchent à débusquer de nouveaux talents du cru. Berlin fait recette

blissement de son ancrage à l'Ouest. Berlin n'est en effet qu'à une heure de route à peine de la Pologne, depuis la Karl-Marx-Allee, que les Berlinoises continuent d'appeler la Stalin-Allee, et fait figure de grande porte ouverte sur l'Est. L'ambition de Berlin est d'être la porte culturelle entre l'est et l'ouest de l'Europe, comme en témoignait à l'automne 2000 cette tenture sur la porte de Brandebourg en réflexion, où l'on voyait, en regardant vers l'Ouest, Paris, et la place Rouge vers l'est. On va sans doute observer un décentrement politique comme on observe un décentrement à l'intérieur même de la ville où les quartiers les plus attractifs sont maintenant dans l'ancien Berlin-Est. La distinction en deux secteurs est en effet toujours en vigueur dans les mentalités, malgré la réunification.

C'est à Prenzlauer Berg, foyer de la dissidence à l'Est juste avant la chute du Mur, que se concentre la vie littéraire autour d'une ancienne friche industrielle rebaptisée Kultur Brauerei. Berlin attire comme un aimant les jeunes auteurs, qui y pressentent une source inépuisable d'inspiration. La ville a toujours abrité des écrivains prestigieux. C'est là qu'habitent depuis longtemps Christa Wolf, Volker Braun, Christoph Hein, Wolfgang Hilbig ou Günter Grass, qui y possède une maison ; mais de jeunes écrivains, surtout venus de l'Ouest se sont installés en nombre dans la ville, qui clame à qui veut l'entendre qu'elle est devenue la capitale de la littérature. La densité des écrivains au mètre carré est pourtant loin de faire la qualité et l'on publie parfois

n'importe quoi sous prétexte que ça se passe à Berlin. Les jeunes auteurs, de *pop-Literatur* sont courtisés comme des stars. Ce qui est sûr, c'est que la ville est désormais le centre des agences littéraires qui, depuis que les droits étrangers, et notamment américains, sont prohibitifs, cherchent à débusquer de nouveaux talents du cru. Berlin fait recette. Plus de la moitié des contrats d'auteurs passent maintenant par ces agences qui offrent un contact plus personnel que les grandes maisons d'édition devenues des entreprises impersonnelles à force de restructuration et de fusions successives. Les agents écument les Lesebühnen où de jeunes écrivains qui souvent n'ont pas encore publié se livrent à des joutes littéraires. Ça se passe généralement dans un café, l'entrée est payante (entre 5 et 10 DM) et chaque écrivain reçoit un cachet de 80 à 100 DM pour sa *performance*, parfois accompagnée d'un orchestre amateur.

Il y a aussi des lieux plus institutionnels comme le KulturKaufhaus Dussmann, la librairie Kiepert, le Literarisches Colloquium près du Wannsee. Les centres commerciaux ne sont pas en reste et les Galeries Lafayette offrent au mois de mars un lieu de signature à Gao Xingjian, dernier Prix Nobel de littérature en date. Dans ce qui est devenu un supermarché de la culture, des initiatives intéressantes émergent. La LiteraturWERKstatt Berlin organise des festivals internationaux dont le fameux « open mike » qui a déjà procuré à plus d'un auteur un public et une maison d'édition. La « nuit de la poésie » sur la Potsdamer Platz essaie de sensibiliser le public aux nouvelles formes du lyrisme sur les lieux mêmes où le Mur coupait le cœur de la ville. Il n'a d'ailleurs pas complètement disparu et les quelques mètres que l'on a gardés sur les centaines de kilomètres qu'il comptait sont maintenant préservés comme une pièce de musée, comme si l'on s'était trop pressé de le faire disparaître dans l'euphorie de 1990.

C'est ainsi que, dix ans après, on a fait revenir à Berlin quarante-quatre artistes pour restaurer les fresques qu'ils avaient réalisées le long de l'East Side Gallery. Ils étaient à l'époque cent dix-huit, originaires de vingt et un pays, à peindre quelque mille piles de béton pour fêter la chute du Mur. Mais les intempéries, la pollution et la misère financière de la ville faisant leur œuvre, les peintures ont fini par se dégrader, jusqu'à être quasi invisibles, à l'image du célèbre baiser sur la bouche de Brejnev à Honecker de Dimitri Vrubel. A la fin des années 90, l'artiste iranien Kani Alavi s'est mis en quête de sponsors pour sauver cette œuvre collective de la convoitise des promoteurs immobiliers. Avec 1 million de marks, il a déjà réussi à faire rénover 330 mètres du 1,3 kilomètre de fresques qui rappellent ces temps héroïques. Des panneaux interdisent désormais de « dégrader » les fresques « classées monument historique ». Interdit de faire des graffitis sur les graffitis : aveu d'un monde qui a perdu sa spontanéité dans le tourbillon des modes et la tyrannie de la normalisation.

.../...

L'underground berlinois est refoulé à la périphérie, vers les quartiers de Friedrichshain ou la partie nord de Prenzlauer Berg. Berlin, qui fut l'eldorado des milieux alternatifs lors de la chute du Mur, s'embourgeoise. Le quartier de Mitte, centre historique de la capitale situé en zone soviétique, était alors désert. « Lorsque le Mur est tombé, c'était une terre qui n'appartenait à personne. Les artistes s'y sont engouffrés », explique Martin Reiter, l'un des dirigeants du Tacheles. A l'époque, dans cette ville trop grande, carrefour entre l'Est et l'Ouest, les loyers ne coûtaient presque rien et chacun pouvait tenter sa chance. « En 1990, j'ai commencé par vivre dans un squat. Il y a cinq ans, mon loyer coûtait 400 marks. Maintenant, c'est 2 000 marks. A ce prix-là, tu commences à travailler. Tu perds de la liberté », explique Maurice Weiss, trente-sept ans, photographe de l'agence Ostkreuz. Même si les loyers sont encore deux fois moindres qu'à Munich, dans une ville où 90 % de la population vit dans des locations, l'argent reprend ses droits, et les artistes reviennent à plus de réalisme.

Dans l'ancien bâtiment des Postes, en face du Tacheles, Doisneau est à l'affiche, pour attirer les visiteurs et avoir ainsi les moyens de présenter deux autres artistes moins connus : l'Américain Bruce Davidson et le Français Antoine D'Agata. « Il y a cinq ans, on n'avait pas cette pression pour aller vers le grand public », reconnaît Maurice Weiss, organisateur de l'exposition. « On tombe dans le piège. Il faut

« En 1990, j'ai commencé par vivre dans un squat. Il y a cinq ans, mon loyer coûtait 400 marks. Maintenant c'est 2 000 marks. A ce prix-là, tu commences à travailler. Tu perds de la liberté. » Maurice Weiss, photographe

gagner plus d'argent. On devient parfois ce qu'on n'a pas voulu devenir. » Pourtant, en dépit de ces contraintes nouvelles, Berlin peut encore faire figure de paradis culturel comparée aux autres capitales européennes. « Ici, je peux organiser une exposition pour 6 000 marks en plein cœur de la ville. A Paris, cela me coûterait trois à cinq fois plus cher », reconnaît Maurice Weiss. Les initiatives individuelles ne sont pas les seules à vivifier la culture.

Avec plus de 2 300 instituts permanents, l'offre culturelle est époustouflante de diversité. Chaque année, les 170 musées accueillent huit millions de visiteurs. L'arrivée à la tête de la Stiftung Preussischer Kulturbesitz de Klaus Dieter Lehmann n'y est pas

pour rien. Il a su donner une nouvelle impulsion à la culture en n'hésitant pas à jouer la carte politique. La fameuse île aux Musées, qui accueillit au Moyen Age les premiers habitants de Berlin, est en pleine rénovation. Près du centre, deux splendides musées ont ouvert leurs portes : la Gemäldegalerie et la Neue Nationalgalerie, tandis que l'ancienne gare Hamburger Bahnhof a été transformée en musée d'art contemporain. Chaque jour dix mille personnes se pressent aux guichets des théâtres et des opéras. La Philharmonie, dirigée un temps par Claudio Abbado, successeur de Herbert von Karajan, reste le temple de la musique dans cette ville qui ne compte pas moins de neuf orchestres symphoniques et plus de cent chœurs. En 2002, Abbado, sera remplacé par Simon Rattle. Kent Nagano est devenu le chef d'orchestre et le directeur artistique du Deutsches Symphonie Orchester. A Berlin, la culture est un monde qui bouge. S'il est facile d'écouter les orchestres invités, une place pour entendre ce qui fut l'un des meilleurs orchestres du monde se mérite. Dimanche 7 janvier, à l'ouverture des guichets, les Berlinoises n'ont pas hésité à faire quatre heures de queue pour acheter une place pour le *Requiem* de Verdi, donné à l'occasion du centième anniversaire de la mort du compositeur. L'opéra reste plus facile d'accès dans une ville qui compte trois salles : le Staatsoper, le Deutsche Oper et le Komische Oper. Quatre-vingts opéras et vingt-quatre ballets sont présentés cette année. Au Staatsoper, Daniel Barenboïm a



● STAMM Peter
Verglas

Né en 1963, Peter Stamm fait partie de cette jeune génération d'écrivains qui ont tous les mêmes approches, les mêmes préoccupations, les mêmes inquiétudes, qu'ils soient anglais, français, allemands, espagnols ou américains, ou

encore suisses comme lui. Ils ne pratiquent ou ne connaissent qu'un style dépouillé, sobre, économique, facile à lire, où chaque mot compte, simplement comme pour tous les adeptes du minimalisme. Certains - et Peter Stamm est de ceux-là - réussissent mieux que d'autres. Ils ont beaucoup voyagé, parlent souvent plusieurs langues et se sentent bien ou mal, toujours pareils un peu partout, participant ainsi à une sorte de mondialisation de la littérature générationnelle. Au cours des neuf nouvelles qui composent ce recueil, le narrateur, peut-être toujours le même, se trouve donc en Suisse, à New York, en Suède, sur une île hollandaise ou en Italie. Probablement toujours âgé d'une trentaine d'années, il observe ses amis, la vie autour de lui : les difficultés d'aimer, d'être aimé, de communiquer et tout ce qui s'ensuit, la résignation, la tristesse, le désespoir, le manque d'ambition, une vague fatigue de vivre et, bien sûr, la mort. Il garde souvent ses distances non sans compassion, mais sans plus d'humour que d'ironie. Ce qui retient l'attention, c'est qu'à partir d'une situation banale, quotidienne, Peter Stamm introduit toujours une atmosphère un peu étrange, parfois déplaisante, parfois plus douce si bien que l'on aborde chaque nouveau texte avec curiosité (traduit de l'allemand par Nicole Roethel, éd. Christian Bourgois, 164 p., 95 F [14,48 €]).

M. Si.



● LA POÉSIE ALLEMANDE
CONTEMPORAINE,
textes choisis et présentés par Kurt Drawert

Vingt-neuf poètes de langue allemande, nés pour les plus âgés durant la seconde guerre mondiale, et pour le plus jeune en 1974, composent cette anthologie. Kurt Drawert souligne le retour à un

certain classicisme après « l'atomisation du matériau linguistique » des années 1980. La diversité des inspirations et des rythmes ne contredit pas le sérieux et la profondeur de ces voix (éd. Seghers-Goethe Institut, bilingue, plusieurs traducteurs, 340 p 129 F [19,67 €]).

Le projet de l'anthologie présenté par Christophe Marchand-Kiss est plus resserré. Sous le titre *Après l'Est et l'Ouest*, l'ouvrage présente quatre poètes - Volker Braun et Oskar Pastior, nés avant la dernière guerre, Bert Papenfuss et Durs Grünbein, nés dans les années 1950-1960. A l'exception de Pastior, Roumain d'origine installé en RFA depuis 1969, les autres « viennent » de RDA. L'histoire - ce que Grünbein appelle « l'ordre du temps » - constitue, selon des voies formelles diverses, un horizon poétique commun (éd. Textuel, plusieurs traducteurs, 192 p., 135 F [20,58 €]).

Signalons également : le dernier numéro de la revue *Po&sie* qui comporte un important dossier sur la poésie allemande (Belin, n° 94, 90 F [13,72 €]) et la réédition de la belle anthologie que Jean-Christophe Bailly consacra en 1976 au romantisme allemand : *La Légende dispersée* (éd. Christian Bourgois, 404 p., 140 F [21,34 €]). Enfin, deux poètes juives de langue allemande font l'objet de publications : Gertrud Kolmar, cousine de Walter Benjamin, morte à Auschwitz en

1943, avec *Mondes* (Seghers, édition due à Jacques Lajarrige, bilingue, 156 p., 89 F [13,57 €]) ainsi qu'un roman (*Gertrud*, éd. Farrago) et une correspondance (éd. Christian Bourgois), et Rose Auslander : *Cristal*, anthologie de Michel Lemerrier (BF éditions, 14, rue Sainte-Hélène, 67000 Strasbourg, bilingue, 148 p., 80 F [12,20 €]). P.K.

ÉVÉNEMENT

Découvrez
le nouveau roman de
ARTURO PÉREZ-REVERTE
sur www.seuil.com

du 7 au 28 mars
deux chapitres à télécharger

Seuil

Berlin, la ville de tous les dangers

L'idée commence à se répandre qu'un minimum de matériau est nécessaire à la réflexion. Et ce matériau, seule Berlin, parmi toutes les villes allemandes, peut le donner au jeune écrivain. Berlin, qui est aimée par la jeunesse et qui fait aussi quelque chose pour la jeunesse. » Ainsi s'exprimait Odon von Horvath dans les années 1920. Après des décennies de purgatoire, Berlin a retrouvé sa splendeur et tout son pouvoir d'attraction, à tel point qu'il ne semble plus y avoir de salut en dehors de la capitale, qui a donné un sérieux coup de provincialisme au reste de l'Allemagne.

Qu'ils soient nés à Berlin, comme Thomas Brussig et Judith Hermann ; qu'ils y soient venus avant la chute du Mur, comme Ulrich Woelke, Inka Parei et Tim Staffel, ou après la réunification, comme Benjamin Lebert et Wladimir Kaminer, les jeunes auteurs « berlinois » sont l'objet de grandes attentions. Tout laisse même à penser qu'il est plus facile d'être édité quand Berlin figure dans un coin de sa carte de visite ; la ville n'est pas devenue la capitale de l'édition, mais les grands éditeurs de Munich, Francfort et Hambourg se sont empressés d'y installer au moins une antenne, sauf Suhrkamp, la vénérable maison, qui a raté le coche et laissé échapper une bonne partie des nouveaux talents.

Cette focalisation impose toutefois une approche circonspecte tant la mode y joue un rôle important. Beaucoup de bruit pour rien diront certains à propos d'une tendance littéraire observée depuis quelques années et désignée sous le terme générique de pop-Littérature. Qu'est-ce que la pop-Littérature ? « C'est du Houellebecq en moins cérébral », lance Wladimir Kaminer, un éclat de malice dans le regard. Cet écrivain russe, né à Moscou en 1967, s'est installé à Berlin en 1990 et a choisi l'allemand pour écrire un recueil de petites nouvelles alertes sur les tribulations de la diaspora russe dans la capitale. Plus précis et plus meurtrier dans son analyse, Georg Klein, auteur de l'étonnant *Libidisi*, observe, pour mieux cerner le phénomène, la fréquence des trois instruments de musique préférés des auteurs dits pop : le tambour ventral (avec une prédilection pour la zone proche du nombril) ; la guitare virtuelle, qui est à la virtuosité instrumentale ce que le karaoké est au chant et enfin la trompette de la tradition, car il est de bon ton de clamer à tous vents une filiation de

Ils sont tous des Berlinois.

De naissance, par hasard, ou par intérêt, les jeunes écrivains se retrouvent tous dans la capitale

renom (de Kafka à Carver en passant par Hemingway et Thomas Bernhard). Si le trio est au complet et harmonieusement réparti, on aurait la preuve infaillible qu'on est bien branché sur le genre en question, qui s'adresse principalement à la « génération Golf », du nom du roman de Florian Illies, l'une des têtes de file du mouvement avec Christian Kracht, Frank Goosen et Stuckrad-Barre. Entre journal intime et feuilleton de magazine à grands tirages, on y épanche ses peines de cœur, sur les plages de Sylt ou l'exiguïté de la banquette arrière d'une Porsche. Il y a du peep-show dans ces pages pas forcément déplaisantes à lire. Et si l'on n'a pas le temps de s'y plonger, on peut se rattraper en jetant un coup d'œil à la télévision ou en écoutant la radio, ces stars de la plume étant invitées dans de nombreuses émissions de variétés.

Plus discrètement, la ville accueille une pépinière de jeunes écrivains qui préfèrent aux sunlights l'anonymat que propose cette immense cité chaotique pour laquelle ils éprouvent un sentiment oscillant entre l'amour et la haine. « J'ai voulu échapper à cette ville mais j'y suis revenue », dit Judith Hermann, auteur d'un délicat recueil de nouvelles *Maison d'été*,



Adolescente dans le quartier difficile de Marzahn

mais aussi *Sonnenallee* publié en 1991 et dont a été tiré un film. Le livre est une chronique d'un bout de rue brutalement coupée par le Mur. « On connaît le Mur partout dans le monde, on connaît les images, mais ce qui s'est vraiment passé, il faut le raconter, sinon ces histoires seront perdues pour toujours, elles ne se répéteront jamais. » Inka Parei déclare d'emblée que c'est la structure de la ville qui a inspiré la structure de son livre *La Boxeuse d'ombres*, avec ses flash-back, ses traumatismes, ses zones d'ombre et de lumière, son héroïne double dans une ville toujours double. « Je me surprends encore à dire : je vais à l'Ouest ou je vais à l'Est », dit Judith Hermann. « Beaucoup de gens demandent : où est Berlin ? Alors qu'ils y sont. Mais ils attendent autre chose. Il n'y a pas vraiment de centre. C'est une ville sans unité et pourtant terriblement atta-

chante. Comme une membrane qui vous enveloppe », explique Georg Klein, dont la ville imaginaire et labyrinthique de *Libidisi*, du nom de son roman, n'est pas sans rapport avec la topographie de cette ville. Berlin toujours et encore. Comme si la jeune génération rattrapait un manque. Car, contrairement à l'Angleterre ou la France, la ville a été longtemps la grande absente de la littérature allemande souvent repliée sur la *Heimat*, le petit coin de province où l'on est né.

Il a fallu attendre la parution de *Berlin Alexanderplatz*, de Döblin, en 1929 pour qu'un grand roman raconte pour la première fois cette réalité récente dans le contexte allemand : la métropole. Cette nouveauté thématique se double d'une autre, formelle cette fois. « Il y a encore dix ans, il fallait écrire de façon illisible. Il était interdit d'écrire pour le public, il fallait écrire pour la critique et de façon codée », déclare, non sans provocation, Thomas Brussig. Est-ce l'une des raisons de la désaffection des Français pour la littérature allemande, jugée traditionnellement lourde et difficile ? Cette nouvelle génération d'écrivains avoue ne plus guère lire Grass ou Arno Schmidt ; ils les ont étudiés au lycée par obligation mais s'intéressent davantage à Don DeLillo, Bret Easton Ellis ou Camus, très apprécié par Tim Staffel. « On veut nous faire croire, avec le nouveau Berlin, que tout se passe pour le mieux, qu'il n'y a plus de différence. Il suffit de faire quelques kilomètres à l'Est pour voir réellement ce qu'il en est et que rien n'est réglé. La réunification, c'était une façon de solder la culpabilité. » Pourtant le passé allemand ne les intéresse plus vraiment. « C'est de la littérature pour germanistes », lance Tim Staffel. Dans son roman *Terzordrum*, il présente Berlin comme une gigantesque arène brusquement figée par le froid, où la violence

ce devient spectacle commercial. « C'est La Haine, de Mathieu Kassovitz, qui a inspiré mon livre. Notre réalité, c'est ça. »

Judith Hermann reconnaît que, si le problème de la culpabilité est toujours quelque part dans sa tête, elle ne se sent pas non plus capable d'en parler puisqu'elle ne l'a pas vécu – mais d'avouer qu'elle se sent un peu gênée de ne pas savoir le faire. « Les générations précédentes ont fait le travail qu'il y avait à faire sur le passé. Mais peut-être qu'un jour j'écrirai moi aussi là-dessus. » L'engagement politique des aînés leur paraît appartenir au grenier de l'histoire. Tim Staffel, qui rêve de faire bouger les choses et d'un monde meilleur débarrassé de ses égoïsmes, finit par lâcher : « Pourquoi s'engager ? Comment s'engager ? Pour moi, un chagrin d'amour a beaucoup plus d'importance qu'un pétrolier qui sombre aux larges des Galapagos. » Tous ces auteurs sont un peu désorientés par la gloire qui leur est tombée dessus à l'improviste. On devine une lassitude. Brussig regrette que la ville ait perdu de son charme : « Autrefois je pouvais entrer dans des immeubles abandonnés, errer dans les appartements vides. On sentait palpiter la vie dans cette décrépitude, alors que maintenant tout est mis en coupe réglée. » Wladimir Kaminer, tout à l'euphorie de la nouveauté, est possédé par une véritable boulimie d'écriture ; il travaille pour plusieurs journaux, participe à des lectures publiques. « C'est un défi permanent », dit-il, rejoignant Brussig : « Berlin ne supporte pas la médiocrité. »

P. Des.

★ Signalons, d'Inka Parei : *La Boxeuse d'ombres* (Pauvert, 230 p., 120 F [18,29 €]). Thomas Brussig : *Le Complexe de Klaus* (Albin Michel, 324p., 130F [19,82€]) ; Georg Klein : *Libidisi*, Denoël, 254 p., 130 F [19,82 €]).

Régine Robin, historienne nomade de la capitale

BERLIN CHANTIERS de Régine Robin.

Stock, « Un ordre d'idées », 450 p., 139 F (21,19 €).

Imaginez une ville adossée à une bibliothèque. Ou bien, une bibliothèque entière qui serait un guide pour circuler dans l'épaisseur du temps et dans

l'espace d'une ville. A lui seul, le *Berlin chantiers* de Régine Robin est cette bibliothèque. Livre somme, il n'est pourtant ni une encyclopédie ni le recensement confortable de ce que d'autres ont écrit et pensé. C'est en son nom propre, de la première à la dernière page, de la vie réelle à la mise en fiction de cette réalité, que l'auteur parle de Berlin, arpente, décrit, « habite » cette ville qui n'est pas, au sens courant, la sienne.

Historienne et universitaire québécoise, écrivain inclassable qui ne s'est jamais laissé enfermer dans l'« essayisme », Régine Robin est née à Paris au début de la dernière guerre (1). Ses parents étaient des artisans d'origine juive et polonaise. Comme elle le raconte dans l'introduction, cinquante et un membres de sa famille restés en Pologne ont été assassinés dans les camps de la mort de ce pays. Son père, pendant quelques mois, en 1927 ou 1928, travailla à *Die Rote Fahne*, le journal du Parti communiste allemand. Durant la guerre, prisonnier dans un stalag près de Hanovre, il adresse des lettres à sa

filie. Des lettres d'Allemagne. Au retour, il lui récite des poèmes de Heine. Plus tard, dans le roman familial qu'elle se construira, elle s'imagina la fille d'une riche famille de juifs allemands de Charlottenburg, ayant fui Berlin en 1933. Langue infiniment riche de résonances – des pires aux plus harmonieuses –, chargée de références littéraires et philosophiques, l'allemand deviendra pour la jeune juive l'idiome secret, aimé d'« un amour presque coupable ». Car cette langue, « l'autre du yiddish », est aussi la « langue de la guerre et du danger absolu ».

Tout le livre de Régine Robin, cet énorme travail d'érudition vagabonde, à la fois réflexion et méditation, trouve sa source là, dans ce que l'auteur appelle son « rêve d'Allemagne ». De celui-ci, Berlin est le centre géographique et imaginaire, le résumé, la synthèse. Rêverie intime bien sûr – comme le fut celui de Walter Benjamin, lui-même lecteur du Parisien Baudelaire –, révélant le désir et l'histoire du rêveur. Mais l'histoire est collective également, comme l'est une civilisation, une

culture, une religion, une identité. Comme peut l'être aussi un crime.

Berlin, cette « ville de brumes, aux nuages bas en hiver, une ville propice à la présence de fantômes, de strates mémorielles multiples », est une immense question. Pas seulement d'histoire et de géographie. Pas uniquement d'architecture ou d'urbanisme. C'est une question humaine, là encore à la fois individuelle et collective. Des écrivains, des journalistes et des philosophes, des artistes, ont tenté d'y répondre. L'enchaînement des événements la rendait urgente, vitale : en 1945 lorsque fut défaits toute la superbe ostentatoire du Reich nazi avec ses aigles et ses statues ; en 1961, quand un mur est venu séparer les blocs ; en 1989, au moment où ce même mur tombait, laissant apparaître d'autres ruines, d'autres séparations : et il fallut détruire de nouveaux symboles, comme cette statue de Lénine pendue dans la nuit au bout d'une grue...

Avec une remarquable sûreté d'informations et de références, Régine Robin raconte et analyse ces épisodes, et les discours affé-

rents. Les Allemands ont beaucoup parlé de la « maîtrise du passé ». L'auteur se demande si cette suspecte notion ne dissimule pas un déni de mémoire, une impuissance à intégrer celle-ci. Alors même que le présent est exsangue, qu'on ne sait de quelle manière donner un sens concret et visible à l'idéal de la réunification, que l'argent de l'Ouest ne parvient pas à réduire des friches et des ruines qui ne sont pas seulement matérielles...

Régine Robin ne soutient pas une thèse sur Berlin. Elle ne se met pas à l'abri, ne se dissimule derrière nulle autorité intellectuelle ou idéologique, elle étale plutôt devant nous les multiples pièces d'une thèse impossible à écrire. La cité « palimpseste », avec ses stigmates et son présent introuvable, sa mémoire inmaîtrisable et son futur, a trouvé en Régine Robin son historienne oblique et nomade. Et c'est le déplacement perpétuel qui fait la beauté de son livre.

Patrick Kéchichian

(1) voir son portrait dans « Le Monde des livres » du 19 mars 1999.

“Et la mondialisation... c'est bon ou mauvais pour l'emploi ?”

L'emploi, la Bourse, les impôts, l'euro, les start-up, les stock-options... Comment s'y retrouver ? Comment comprendre ? Vite, clairement.

DICTIONNAIRE DE L'ÉCONOMIE :

- 640 pages
- 320 illustrations
- 800 articles

195 F
29,88 €

Un véritable portail d'entrée dans l'économie d'aujourd'hui !

LAROUSSE Le Monde



● HERMANN Judith
Maison d'été, plus tard

Elle s'appelle Judith Hermann, elle est née et elle vit à Berlin, elle n'a écrit qu'un recueil de récits, mais elle est déjà l'une des grandes révélations de cette nouvelle littérature allemande qui surprend par sa diversité. Une ren-

contre dans un train dont on veut effacer le souvenir et qui pourtant revient comme un papier photo plongé dans le révélateur, deux jeunes femmes en vacances dans une île des tropiques qui jouent à inventer leur vie, une visite chez un thérapeute qui a des conséquences inattendues. Rien de sensationnel, ce sont des histoires apparemment simples, mais il y a un ton si personnel que l'on semble découvrir le monde là où elle nous entraîne, de l'Europe à l'Amérique où elle a vécu un temps.

« Ça n'a pas marché, je suis rentrée. » Elle n'en dit pas davantage mais on sent une blessure qu'elle se garde de mettre en avant. Judith Hermann n'explique pas, ne fait pas de psychologie, les mots deviennent des évocations ; elle dit les gestes, les attitudes, se met indifféremment dans la peau d'une femme ou d'un homme, mais elle sait chaque fois choisir les détails justes avec lesquels elle compose un rythme. On se sent à la fois libre et envoûté, conduit et perdu dans cet univers étrange et familier comme le suggère le titre qui conjugue de façon insolite l'espace et le temps. Une fois le livre fermé, il vous tient encore et l'on regarde le monde différemment. Joli début (traduit par Dominique Autrand, Albin Michel, 260 p., 120 F [18,29 €]).

P. Des.



● NADOLNY Sten
Lui ou Moi

En 1976, après la mort de son père, Ole Reuter avait entrepris un voyage en train à travers l'Allemagne. Vingt ans après, il récidive, mais bien des choses ont changé. L'Allemagne d'abord, aujourd'hui réunifiée, ce

qui l'amène à parcourir les nouveaux Länder de l'ex-RDA, mais surtout Reuter lui-même, devenu conseiller en stratégie et qui aurait bien besoin lui-même d'être guidé ; Reuter qui a pris quelques kilos et perdu pas mal d'illusions. Son nouveau voyage ressemble plutôt à une fuite pour tenter d'oublier ses échecs, ses remords (il se sent responsable de la mort de sa fille), ses humeurs hypocondriaques (il se croit atteint du sida) et surtout ses démons. Mais ceux-ci sont bien décidés à intervenir mêlant leurs observations au récit du vagabond et à introduire leur ironie diabolique dans le fil d'un récit initiatique qui ne cesse de changer de point de vue, du « Je » au « Il », du « Lui » au « Moi ».

Dans l'Allemagne contemporaine, c'est un avatar des scènes de la vie d'un propre à rien dont le héros aurait perdu l'insouciance et la fougue de sa jeunesse et serait prêt, pour les retrouver, à pactiser, tel Faust, avec le diable. A moins bien sûr que le pacte n'ait été signé de toute éternité à l'insu de l'intéressé. Ce qui rendrait encore plus pitoyables ses efforts désespérés pour donner un sens à son destin et tenter d'échapper à sa folie (traduit par Anne-Marie Geyer, Grasset, 270 p., 125 F [19,05 €]).

G.Me.

Des images secrètes et riches de sens caché

LE VISAGE DE L'AUTRE
Textes d'Emmanuel Levinas,
illustrés par Martin tom Dieck.
Seuil, 40 p., 65 F (9,91 €).
A partir de 13 ans

ALLONS VOIR LA NUIT !
(*'S Nachts*)
de Wolf Erlbruch.
Traduit du néerlandais
par Elles Essade-Koller
et Anne Salem-Marin.
Ed. La Joie de lire (2 bis, rue
Saint-Léger, CH 1205 Genève),
28 p., 55 F (8,38 €).
A partir de 5 ans

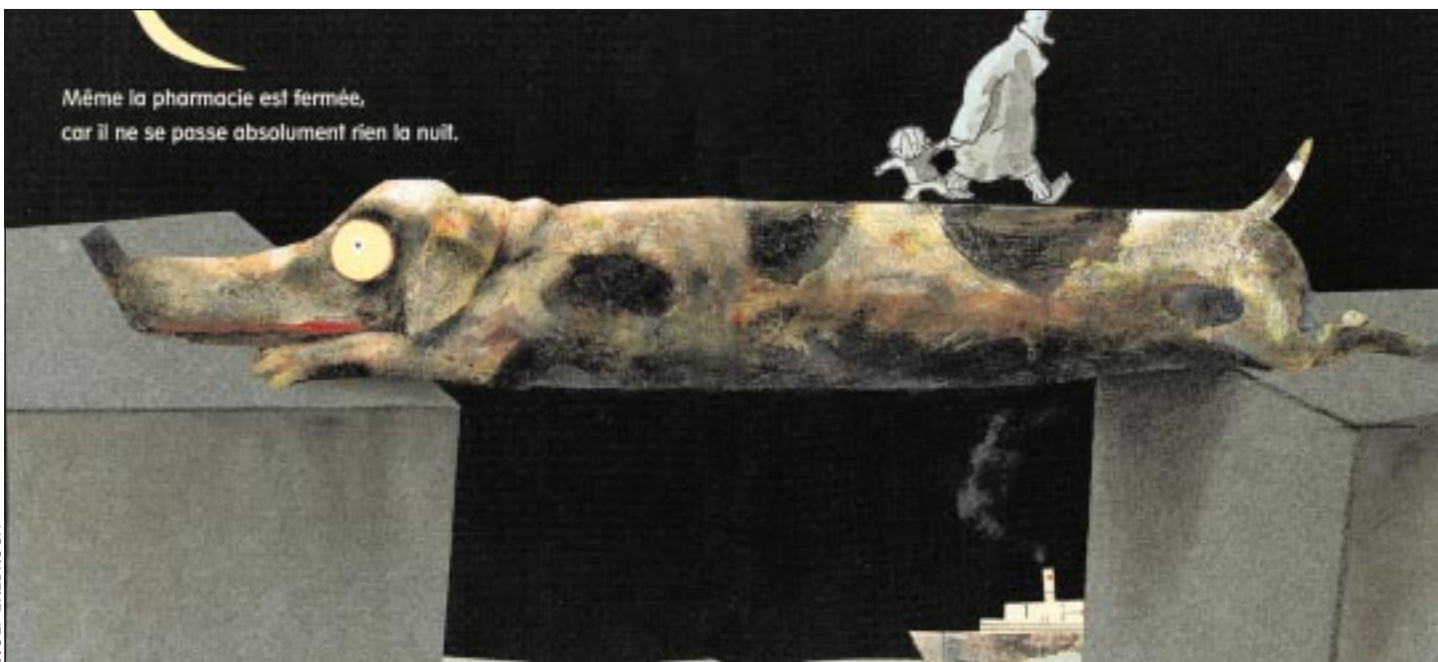
Le dessin pour servir la pensée ? L'idée surprend toujours, malgré le précédent de Jacqueline Duhême dessinant Deleuze pour *L'Oiseau philosophe* (Seuil, 1997). Aujourd'hui, ce sont des fragments choisis d'Emmanuel Levinas, extraits de *Totalité et infini*, *Ethique et infini* et *Le Temps et l'Autre*, qui bénéficient du concours graphique de Martin tom Dieck, illustrateur du *Visage de l'autre*. Ce jeune graphiste est coutumier des défis impossibles. Lui aussi avait « illustré » Deleuze, dans un album sorti aux éditions bruxelloises Fréon (*Salut Deleuze !*, 1998) dont l'idée lui était venue dès la brutale disparition du penseur. Frustré de ne plus pouvoir s'adresser directement au philosophe qu'il découvrirait à peine, il transforma une commande de la revue de Wuppertal *Boxer* en un hommage au maître disparu. C'est la revue zurichoise *Strapazin*, première adresse du dessinateur débutant, qui accueillit finalement ce travail hors norme. Mais l'aventure est en fait conforme à la trajectoire singulière de Martin tom Dieck.

Né à Oldenburg (Basse-Saxe) en décembre 1963, Martin tom Dieck étudie les arts appliqués à Hambourg, mais s'éffraie de la dimension

Interprétant Levinas, Martin tom Dieck atteint la même magie que les facéties surréalistes de Wolf Erlbruch. Autant de rêves de poètes

infinie du monde de la peinture. Par sécurité, il s'essaie à la bande dessinée, plus rassurante par la marge même dans laquelle elle est alors tenue, même s'il y vient mû par la soif d'expérimentation. L'audace paie et les distinctions suivent avec, en 1993, le Prix de la ville d'Asfeld, qui lui vaut une bourse d'un an et la possibilité d'une exposition avec catalogue. Toujours plus engagé dans le champ de la narration graphique, Martin tom Dieck préfère concevoir un livre, *Der unschuldige Passagier*, dont il assure le suivi jusqu'à sa commercialisation (il stocke les quelque 650 exemplaires tirés dans son appartement et les porte, sac au dos, en dépôt chez les libraires). Le voilà « lancé » : le livre est couronné du prix Max und Moritz, équivalent allemand de l'Alph'art, et accueilli dans les romans graphiques du Seuil (*L'Innocent passager*, 1996). Mais la reconnaissance ne juggle pas son inventivité : *Monsieur Lingus* (Zyankrise, Berlin), *L'Oued silencieux* (L'Association, Paris), *Hundert Ansichten des Speicherstadt* (Arrache Cœur, Zurich), attestent d'une recherche des mondes à lire derrière les traits du dessinateur.

Illustrateur, donnant des cours de BD à l'occasion, Martin tom Dieck partage le challenge du musicien, dont la partition n'est que la réduction plane d'univers profonds. Avec



WOLF ERLBRUCH

Levinas, comme pour Deleuze, il est interprète. Rythme, composition, travail séquentiel, sens de la variation, tout concourt à rendre sensible le fait que « la face-à-face fonde le langage » et que « parler, c'est rendre le monde commun ». Le jeune créateur, discret jusque dans son élégance, préfère une vision plus « sportive » de ce défi nouveau. Un sport particulier puisque jamais encore il n'avait travaillé si longtemps sur les relations potentielles entre le texte – qui contient ses métaphores propres – et l'image à faire, en charge de l'« atmosphère ». Penser et concevoir la simplicité du sens est affaire de poète. Echappant aux schémas convenus, Martin tom Dieck est des leurs.

Il rejoint en cela ses grands aînés allemands : les illustrateurs déjà consacrés, parmi lesquels l'anticongformiste Nikolaus Heidelbach – découvert par Le Sourire qui mord, et dont Le Seuil nous a donné, avant

Noël, un abécédaire surréaliste et fascinant, *Que font les petits garçons ?* — ou encore Quint Buchholz — apprécié d'écrivains comme Susan Sontag ou Milan Kundera, lesquels ont composé des textes pour ses tableaux – et dont l'album le plus marquant, avec *Nero Corleone* (Actes Sud junior, 2000), reste sans doute *Le Collectionneur d'instant* (Milan, 1998), l'histoire délicatement onirique d'un artiste qui s'installe sur une île pour peindre les meilleurs moments collectionnés au cours de ses voyages.

Mais on pense aussi à un graphiste aussi original que Wolf Erlbruch, familier du monde pictural des surréalistes, et dont l'univers, dominé par l'étrange, renvoie volontiers à Max Ernst, Otto Dix ou Max Beckmann. Dans son dernier album, *Allons voir la nuit !*, Erlbruch joue des collages de toutes matières – carton, affiches ou papier journal – pour illustrer ses

baroques associations d'idées. Il faut dire que l'ambiance s'y prête, avec ce petit garçon tirant son père par le nez pour qu'il sorte de son sommeil et l'emmène « voir la nuit » qui forcément fourmille d'aventures fabuleuses. Sous ses yeux défilent les visions les plus improbables. Des images nocturnes de rêve ou de cauchemar, tel ce lapin gris sortant d'un vase à fleurs ou, comme le décrit Jean-Noël Blanc, ce hareng « battant le pavé sur la pointe des nageoires ». Sans oublier un clin d'œil à Tennyson, le dessinateur de l'Alice de Lewis Carroll... « Dans cet ouvrage, le noir constitue le fond en devenant le héros du livre, explique Wolf Erlbruch. Les personnages ne sont là que pour faire resurgir ce moment si particulier où l'adulte ne voit rien, tandis que l'enfant au contraire imagine et découvre des figures emblématiques et mystérieuses. » Du grotesque qui prévalait dans *L'Ogresse en pleurs* (Milan, 1996, texte

de Valérie Dayre) à la tendresse de *Remue-ménage chez madame K* (Milan, 1995), on est passé ici au mystère, celui qui émane d'une atmosphère subtilement décalée du réel. De ce mystère, hélas, les adultes sont peu conscients. Ils n'y comprennent rien. « Ils ignorent tout du sérieux de la vie. Et de la nuit, note Jean-Noël Blanc. Heureusement que Wolf Erlbruch est là pour les border dans le lit des rêves et les emmener naviguer au milieu des devinettes de leur enfance. Donc de la nôtre. »

Philippe-Jean Catinchi et Florence Noiville

★ A l'occasion du Salon du livre, le Centre de Seine-Saint-Denis lance sur Internet un site Wolf Erlbruch. A la fois exposition autour de son œuvre, galerie virtuelle et réflexion critique, cet espace inédit franco-allemand est consultable sur www.lidj.tm.fr

L'Ecole des loisirs outre-Rhin

Le Rhin n'est pas un fleuve, c'est un océan ! » Si l'on en croit le directeur général de L'Ecole des loisirs, Jean Delas, il est plus facile d'exporter des albums pour enfants à Tokyo qu'à Hanovre. Paradoxe ? Peut-être, mais, en matière de livres illustrés, il existe entre la France et l'Allemagne une différence de culture fondamentale dont les sources remontent peut-être à la Réforme. « Notre éditeur, Arthur Hubschmid, qui est né à Zurich, m'a dit un jour : " Pendant que vous ornerez vos cathédrales de vitraux et de statues, nous construisions des temples avec des murs blancs et des versets de la Bible », raconte Jean Delas pour illustrer les différentes conceptions du rapport texte/image. C'est bien simple, un album allemand pour les petits se présente le plus souvent avec une page de gauche noire de texte, une page de droite saturée de couleurs, un minimum de marges et d'espaces pour respirer et, surtout, une morale. En Allemagne, un livre n'est jamais gratuit. Il doit avoir une fonction d'apprentissage. Pas étonnant qu'à l'Ecole des loisirs – où le texte est parfois un élément graphique dans l'image et où la fantaisie règne – on n'ait jamais réussi à vendre des droits à nos voisins germaniques. »

Avec Moritz Verlag, sa filiale allemande, la maison d'édition française de jeunesse a réussi son implantation en Allemagne

Jamais jusqu'à ce que l'Ecole décide d'aller s'implanter directement de l'autre côté de la frontière. Ainsi est née, en 1994, à Francfort, Moritz Verlag. Avec à sa tête un ancien de Beltz und Gelberg, Markus Weber, cette filiale allemande traduit aujourd'hui quinze albums par an, et rencontre depuis sa création un accueil unanimement favorable. Dans la presse d'abord, l'arrivée de l'Ecole des loisirs, qui chamboule les habitudes austères de l'édition pour les tout-petits, a été saluée partout comme un événement culturel et graphique. Les libraires y ont adhéré immédiatement. Quant aux auteurs, ils n'ont pas tardé à se voir récompenser par les prix littéraires les plus prestigieux, le *Jugendliteraturpreis*

notamment pour Yvan Pommaux (*John Chatterton détective*) et Grégoire Solotareff (*Toi grand, moi petit*).

Seules les ventes ont tardé à suivre. « Elles évoluent favorablement, mais plus lentement que nous ne l'avions imaginé. » Faible présence des livres dans les *Kindergärten*, moindre poids des bibliothèques dans les achats d'albums : « La structure publique collective allemande est très en deçà de celle que nous connaissons aujourd'hui en France », note Jean Delas. A quoi il faut ajouter un système de commandes extrêmement rapide et efficace, mais qui incite les libraires allemands à stocker encore moins que leurs homologues français. « C'est la force et la faiblesse du réseau. La conséquence, pour un éditeur qui débute avec une importante politique de fonds, c'est qu'il faut du temps pour s'implanter. »

Reste que l'expérience allemande est suffisamment concluante pour que l'éditeur ait eu envie de la renouveler. Deux autres filiales de l'Ecole des loisirs sont nées depuis, en Espagne et en Italie. Le décollage ne s'y est pas fait attendre. Preuve, s'il en était besoin, du dynamisme et de la singularité de l'estampille française.

FL N.

Une seconde jeunesse pour Aufbau

Depuis son bureau de la Neue Promenade, à Berlin, René Strien voit passer l'express Paris-Moscou. C'est un symbole. Sa maison, Aufbau, l'une des plus prestigieuses de l'ex-RDA, a longtemps été un trait d'union entre l'Est et l'Ouest. Elle publiait Thomas Mann et Joseph Roth, mais aussi Maupassant ou la correspondance entre Romain Rolland et Stefan Zweig. Au temps du communisme, elle était un label d'excellence voulu par le régime : « Pour moi qui viens de l'Ouest, il y a toujours eu deux grands éditeurs allemands, dit René Strien, *Suhrkamp* et *Aufbau*. Recherchés par les étudiants, ses classiques étaient incomparables. Les éditeurs d'Aufbau étaient des lettrés qui disposaient de tout leur temps pour préparer les meilleures éditions complètes, les meilleures traductions. Ils travaillaient au même niveau que des membres de l'Académie. »

A la réunification, les problèmes ont commencé. « Avec un seul droit d'auteur pour deux Allemagnes, c'est en général celui de l'Ouest qui a pré-

valu. A part Christoph Hein, peu d'écrivains sont restés. » Le sort d'Aufbau aurait pu suivre celui, malheureux, de Volk & Welt (lire page IX). Mais un miracle s'est produit : « Un milliardaire marxiste a surgi, Bernd Lunkewitz, ancien ami de Joschka Fischer et proche de Daniel Cohn-Bendit. Intéressé par la culture, il a décidé de venir en aide à une maison qui, sans lui, n'aurait pas survécu. »

Après avoir perdu plus de 25 millions de DM (environ 13 millions d'euros), Aufbau, depuis trois ans, a renoué avec les bénéfices. Ce qui lui a permis de se redéployer, en 2000, avec un remarquable département jeunesse. Des livres cartonnés, reliés, toilés comme on n'en fait plus, et surtout une époustouflante qualité graphique : on dirait qu'Aufbau a eu à cœur de retrouver pour les enfants la qualité qui faisait sa marque naguère. « Il existe deux types d'éditeur, confirme la responsable du secteur, Ute Blaich, en citant Kurt Wolff, l'éditeur-découvreur de Kafka et Musil. Celui qui propose des

livres que les lecteurs veulent lire et celui qui ne publie que les ouvrages qui lui semblent devoir être lus par ces lecteurs. » Ancienne enseignante devenue rédactrice en chef des pages enfants de *Die Zeit* puis éditrice chez Rowohlt – où elle a notamment créé « Rot Fuchs » (Le Renard rouge) une collection de poche dans le sillage de 1968 – Ute Blaich met un point d'honneur à publier des livres « à contre-courant ». Répondant à ses critères d'excellence des auteurs comme le grand Klaus Enssikat « inventé » par elle, Michael Sowa, à qui l'on doit un *Prinz Tamino* aux couleurs de la nuit naturellement inspiré de Mozart, ou des redécouvertes comme Max Reach, Aloys Zötl et Wilhelm Schultz, un dessinateur satirique des années 1920. Ute Blaich vient aussi de publier un livre d'images dessinées par Picasso, qui appartient à la fameuse collection Berggruen de Berlin. Autant de livres où, comme dit Le Corbusier, les enfants peuvent apprendre... « à voir ce qu'on voit ». »

FL N.

Cancans du Grand siècle ou les inavouables secrets du Comte Bussy-Rabutin

C'est cruel, c'est ingénieux, c'est surprenant, c'est remarquablement écrit, incroyablement vivant.

Eve de Castro, *Le Figaro*

Un bijou de raillerie.

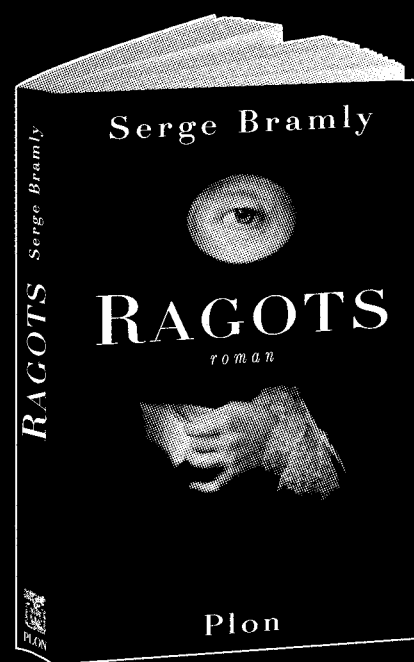
Gilles Martin-Chauffier, *Paris Match*

L'œuvre d'un romancier de grand art.

Michel Crépu, *L'Express*

Bramly s'est pris au jeu et le mène à merveille.

François Nourissier, *Figaro Magazine*



P L O N



● JEUNESSE

La thématique du Salon donne de bonnes idées aux éditeurs jeunesse. Ainsi, *Autrement* propose de découvrir le travail de la Berlinoise Nadia Budde, jeunes graphiste du groupe « Mutans », dont le deuxième album *Trauriger Tiger toastet Tomaten* (Peter Hammer Verlag, 2000) est adapté par le

Suisse Eugène, révélé par La Joie de lire. Pour ce loufoque *Voyage en Abécédaire* (48 p., 69 F [10,52 €] à partir de 4 ans), qui joue de l'allitération et d'une imagination exubérante, Eugène a retrouvé l'esprit de l'original où un monde coloré et absurde guide l'enfant dans l'apprentissage des sons et des graphèmes.

Mais il est d'autres trouvailles comme, au Seuil, *La Princesse arrive à quatre heures* (*Die Prinzessin kommt um Vier*, Aufbau Verlag, 2000), une « histoire d'amour » de Wolf Dietrich Schnurre, illustrée avec bonheur par Rotraut Susanne Berner (32 p., 62 F [9,45 €] à partir de 5 ans). Installée à Heidelberg, cette artiste venue du design est bien connue en Allemagne où elle a donné plus de 40 titres depuis 1977, tant pour les adultes que pour les enfants. Née à Stuttgart en 1948, elle n'aborde que tardivement l'illustration mais y impose un ton à la fois naïf, sobre et d'une immédiate familiarité. Ici, un garçon s'apitoie sur une hyène qui se prétend une princesse ensorcelée et l'invite à goûter pour lever le charme maléfique. La morale a la délicatesse du trait de crayon, la tendresse du coloris et la malice du souci du détail, qui permet de convier Calvino, Kipling ou Linné dans une fable où l'Alice de Carroll est mieux qu'un artifice de décor. A signaler aussi, servi par la même illustratrice, *Quand Lulu se réveille*, de Hanna Johansen (*Bist du schon wach ?*, La Joie de lire, 36 p., 85 F [12,95 €] à partir de 5 ans). Ph.-J. C.

RAYMOND DE SAINTE-SUZANNE

UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LE QUAI D'ORSAY ET SAINT-JOHN PERSE

NOV. 1938-JUIN 1940

« Quelle intelligence ! Quel sens du portrait ! Un document à tous égards exceptionnel. »

M. Crépu, *L'Express*

EDITIONS Viviane Hamy

Edition : ce qui reste du mythe berlinois

Il neige sur Prenzlauer Berg. Dans la Kultur Brauerei, une ancienne brasserie longtemps squattée par des musiciens et des danseurs, les Berlinoïsiens viennent prendre un brunch en ce froid dimanche de février. L'endroit réhabilité ressemble à un village de briques, avec des galeries d'art, un théâtre, des salles d'art et d'essai. C'est ce lieu de passage et de brassage qu'a choisi pour s'installer une jeune et décapante maison d'édition, Christoph Links, née trois semaines exactement après la chute du Mur. Peut-être parce que Prenzlauer Berg symbolise « le vrai point de contact entre l'Est et l'Ouest », un lieu de symbiose créative où, comme le dit simplement cette étudiante de Leipzig, « il se passe des choses ».

Le Berlin des années 2000 redeviendrait-il ce creuset de fermentation culturelle qu'il était au début du siècle ? Lorsque August Strindberg était la figure centrale d'un cercle d'artistes et d'écrivains où gravitaient aussi le peintre Edvard Munch ; lorsque Karl Schmidt-Rottluff, Kandinsky ou Emil Nolde y inventaient l'une des plus fécondes avant-gardes artistiques de l'Europe ; et que l'on y croisait des

écrivains comme Brecht, Arnold Zweig ou Kurt Tucholsky ? Ce Berlin cosmopolite, ouvert à toutes les recherches, n'était pas seulement la capitale de la presse allemande – plus de 149 journaux y paraissaient chaque jour. C'était aussi celle de l'édition et de la création littéraire, avec de grandes maisons comme Ullstein, Fischer, Rowohlt, Cassirer, Malik Verlag.

Chez Ullstein, on se rappelle encore comment le vieux Leopold Ullstein donnait « chaque mois 600 marks à Bertolt Brecht pour qu'il continue d'écrire et de lui confier ses manuscrits ». Et comment, il avait soutenu, « de la même façon, Carl Zuckmayer ou Gerhart Hauptmann », futur Prix Nobel. C'était avant les années noires. Après cela, Ullstein fut exproprié, débaptisé même, pour devenir Deutscher Verlag. Comme elle, beaucoup de maisons connurent de graves difficultés, et Berlin disparut de la scène éditoriale au profit de Francfort (Suhrkamp, Fischer), Munich (Bertelsmann), Stuttgart (DVA, Holtzbrinck) ou Hambourg (Rowohlt).

Mais aujourd'hui Ullstein Berlin – il existe également une branche en Bavière – présente son troisiè-

me catalogue. Renouant avec « la tradition juive et littéraire de la maison », elle publie des ouvrages historiques et des mémoires (par exemple sur la guerre de Bosnie), regarde vers l'Est (avec des écrivains roumains comme Carmen-Francesca Banciu), et aussi vers les « jeunes Berlinoïsiens prometteurs », Judith Hermann ou David Wagner. Son exemple est symbolique. Comme elle, des enseignes anciennes ont repris de l'activité – Rowohlt a rouvert une succursale à Berlin après la réunification – et des nouvelles sont délibérément venues s'y créer, comme Christoph Links en 1989, Berlin Verlag en 1994 ou Alexander Fest en 1997.

Pour beaucoup, l'affaire ne fait aucun doute. Berlin n'est plus seulement la ville aux trois opéras et aux neuf orchestres symphoniques : elle redevient aussi peu à peu, sinon la capitale, du moins l'une des villes-clés de l'édition allemande. « En premier lieu grâce à la présence des auteurs, note Arnulf Conradi, de Berlin Verlag. Ingo Schultze, Judith Hermann, Thomas Brussler sont berlinois. Berlin a retrouvé son pouvoir d'aimantation. La tension persistante entre l'Est et l'Ouest, le mélange fascinant des

Redonner à Berlin son lustre créatif et intellectuel fait rêver beaucoup de monde tandis que l'ex-RDA devient un désert éditorial

deux : c'est un lieu de construction, de destruction, d'expérimentation. Une ville magnétique. Jamais l'Allemagne n'a eu une métropole de ce genre. Sans compter l'accessibilité des loyers. Si j'étais encore aujourd'hui patron de Fischer, je ferais tout pour y revenir. » Même son de cloche chez Alexander Fest : « Il y aura toujours des éditeurs très importants à Munich, Cologne ou Hambourg, souligne Ulrike Schieder. On ne peut pas attendre ici une concentration à la française. Mais de plus en plus d'auteurs – Georg Klein, Max Goldt, David Wagner... – élisent cette ville pour y vivre et y écrire. Les Berlinoïsiens de l'Est auraient pu déménager à Munich, ils ont choisi de rester. En ce qui concerne la vie littéraire, la ville est de plus en plus comme avant la guerre. »

Mythe ou réalité ? L'envie profonde des Allemands de se doter enfin d'une capitale dont ils ont si longtemps été privés, ne les conduit-elle pas à idéaliser son rayonnement ? A la rêver constamment, sans oser le dire, à l'aune dorée des années 1920 ? Pour l'éditeur Klaus Wagenbach, ce mythe est irrémédiablement révolu : « On a chassé les juifs, on les a écrasés, c'est

irréparable, dit-il. De plus, Berlin a perdu sa bourgeoisie après la construction du Mur, en 1961. Depuis deux ans, l'arrivée du gouvernement et des syndicats compense un peu cela. Mais quant à faire de Berlin la capitale de l'édition, c'est une vue de l'esprit. Dans un pays fédéraliste, tout ce qu'on peut dire, c'est qu'une partie des maisons sont à Berlin, voilà tout. »

RUÉE VERS L'OUEST

Pour d'autres la véritable capitale de l'édition n'a jamais été Berlin mais Leipzig où se tenait avant-guerre la plus importante foire du livre. Quoi qu'il en soit, il est un point sur lequel tous se retrouvent : la désolante situation de l'ex-RDA devenue aujourd'hui un véritable « désert éditorial ». De Kiepenheuer à Leipzig, à Aufbau ou Volk & Welt, à Berlin, l'Est – et en particulier Berlin – s'est peu à peu vidé de ses grandes maisons, tandis que l'Ouest rachetait et investissait. Si ces noms existent encore, c'est en trompe-l'œil, un peu comme, sur Potsdamer Platz, on aperçoit l'hôtel Esplanade en transparence à l'intérieur du bâtiment en verre de Sony. « C'est une tragédie sur le plan industriel et culturel, commente Arnulf Conradi. De même qu'il est crucial de conserver des théâtres et des journaux, qui sont des points d'identification forts, de même il est extrêmement dommage que pratiquement aucune maison est-allemande n'ait pu survivre. » « Les groupes de l'Ouest, qui ne voulaient pas de concurrence, ont racheté à bas prix les éditeurs de l'Est pour les supprimer, renchérit Christoph Links. A l'époque de la RDA, l'Est produisait 8 000 titres par an. Il n'en publie plus que 2 000, soit

2,5 % du total de la production germanique [laquelle avec un chiffre d'affaires de 9 milliards d'euros est l'une des plus importantes du monde]. Du reste, cette situation n'est pas propre à l'édition. Aujourd'hui, 5 % des entreprises de la RDA sont encore la propriété d'Allemands de l'Est. Vous cherchez en vain un autre pays d'Europe où la population est à ce point dépossédée de ses moyens de production. »

Peu à peu, dans les titres mêmes, le souvenir de la RDA s'estompe. Y compris chez Christoph Links dont la ligne éditoriale est pourtant basée sur l'histoire et la politique contemporaines allemandes. « Les premières années, nous nous sommes concentrés sur l'Allemagne de l'Est. Il y a eu une chronique en images de la chute du Mur, un livre sur les purges stalinienne en Europe de l'Est entre 1948 et 1954, puis un livre sur la corruption, les privilèges et abus de pouvoir en RDA, suivi d'une collection sur la Stasi. Au début, ces ouvrages étaient très demandés, mais peu à peu l'intérêt pour la RDA s'est affaibli. Alors nous avons dépassé le cadre allemand pour nous intéresser à l'Europe entière. » En octobre, l'éditeur a sorti un ouvrage intitulé *Seul contre Kohl, Kiep et Cie*, qui traite des pots-de-vin et autres dons à la CDU. « Cela a aussi à voir avec la France via l'affaire Elf, souligne Christoph Links avec un sourire malicieux. C'est une des raisons pour lesquelles je serai au Salon du livre de Paris. Pour discuter de la vente des droits. J'ai déjà des contacts avec Le Seuil et La Découverte. » En Allemagne, d'octobre à Noël, ce livre a déjà été réimprimé trois fois...

Florence Noiville

La fulgurante ascension de Berlin Verlag

Installé dans l'ex-quartier des alternatifs et des artistes est-allemands, Arnulf Conradi est un homme heureux. Dans son modeste bureau de Prenzlauer Berg, situé dans une ancienne Fabrik, le directeur du Berlin Verlag travaille à un projet qui lui tient à cœur : une collection de poche, le « Berliner Taschenbuch Verlag », prévue pour octobre. « Une maison d'édition n'est pas achevée tant qu'elle ne dispose pas de ses poches », estime-t-il.

La réputation du Berlin Verlag n'est plus à faire. « C'est l'éditeur le plus étonnant que nous ayons en Allemagne », juge Elmar Krekeler, rédacteur en chef du supplément littéraire de *Die Welt*. L'éditeur berlinois, qui publie une cinquantaine de titres par an, est en effet l'une des rares créations réussies depuis la fin de la guerre, et sa fulgurante ascension lui a permis de rivaliser en quelques années avec les plus grands noms de l'édition allemande.

La présentation du premier catalogue, en 1995, avait déclenché une grande curiosité dans le monde de l'édition. Le projet n'émanait pas de Bertelsmann ou de Holtzbrinck, les deux géants allemands. Il était né d'un divorce : celui d'Arnulf Conradi avec le Fischer Verlag, la maison francfortoise où il dirigeait le comité de lecture.

En désaccord sur le design des couvertures, Conradi décide en 1994 de prendre le large pour rejoindre Berlin-Est, ses arrières-cour branchées et son style de vie bohème. Un vent nouveau souffle sur les bords de la Spree. Les jeunes écrivains affluent. Le nouveau Berlin inspire. Bien sûr, Conradi n'est pas un inconnu. Ses collabo-

La maison berlinoise, créée en 1994 et rachetée par Bertelsmann en 1998, est l'une des rares créations réussies depuis la fin de la guerre

rateurs de Francfort le rejoignent vite à Berlin. Il reçoit le soutien financier du patron de Suhrkamp, la plus prestigieuse des maisons allemandes, et récupère quelques auteurs à succès de Fischer comme la Sud-Africaine Nadine Gordimer ou la Canadienne Margaret Atwood.

Le Berlin Verlag a sans aucun doute une prédilection pour les auteurs américains. Grâce à Ingo Schultze, Arnulf Conradi réussit néanmoins à apporter de la fraîcheur à une littérature allemande en déconfiture depuis plus de vingt ans. Et la découverte du jeune talent (*Histoires sans gravité, trente-trois moments de bonheur*) lui permet de balayer la critique, qui lui reprochait de bâtir son succès sur des locomotives anglo-saxonnes.

Elu éditeur de l'année 1997 par les libraires, Arnulf Conradi, aujourd'hui âgé de cinquante-six ans, ne se satisfait alors pas entièrement de son succès. « Mon objectif est de faire du Berlin Verlag une grande maison d'édition. Or, il ne me reste pas beaucoup de temps, explique-t-il. Il me fallait un parte-

naire puissant. » En 1998, lorsque Bertelsmann s'empare du petit éditeur berlinois, la nouvelle fait scandale dans les rédactions littéraires. Le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* condamne sévèrement ce choix : « Le Berlin Verlag jette l'éponge », titre le journal. « J'étais en colère en lisant cela, se souvient Conradi. Bertelsmann m'a fait une offre que je ne pouvais pas refuser. Si j'avais eu vingt ans de moins, j'aurais continué tout seul. »

En rejoignant le premier éditeur mondial, Arnulf Conradi assure la pérennité de son entreprise. Il obtient aussi les moyens de monter sa propre collection de poche (90 titres par an sont prévus). Bertelsmann lui confie par ailleurs la direction de Siedler, un éditeur berlinois spécialisé dans les biographies politiques.

Près de trois ans après ce rachat, les craintes se sont dissipées. Pas un homme de Bertelsmann ne s'est installé dans les bureaux du Berlin Verlag. « Nous publions actuellement deux recueils de poésie. Si Bertelsmann était obnubilé par la rentabilité, il me serait impossible de faire cela. Nous autres, petits éditeurs, avons finalement le choix de nous soumettre soit aux grands groupes, soit aux banques. Les banques sont les plus cruelles. »

Avec le Berlin Verlag, le géant de Gütersloh voulait s'offrir la perle qui manquait à sa longue liste d'éditeurs. Il sait que la maison ne constituera jamais une grande source de revenus. « Il est très difficile de gagner de l'argent avec de la littérature, confie Conradi. Tous les éditeurs vous le diront. C'est pourquoi nous luttons tous pour décrocher un best-seller. Pour réussir, il en faut toujours un. »

Christophe Bourdoiseau



Portrait d'adolescente dans le quartier de Marzahn

UN DIMANCHE A BERLIN



● SCHROTT Raoul
Le désert de Lop Nor

Ni son éditeur, ni sa traductrice ne savent jamais vraiment où est Raoul Schrott. Ce jeune écrivain autrichien peut se trouver sur un bateau, dérivant d'un continent à un autre, arpétant des plaines, gravissant des montagnes ou s'être posé quelque part pour un temps. Grand voyageur, grand lecteur aussi, passionné de toutes choses, érudit, polyglotte, curieux, il écrit romans et poèmes qui emportent le lecteur à travers le temps et l'espace.

Ici, tout se mêle, la poésie et le récit d'un narrateur anonyme, un témoin dont les talents de conteur ont quelque chose d'oriental, au long de cent et un chapitres – et à peine plus de pages. On pense aussi aux villes de Calvino ou au sable de Borges.

Raoul Louper est un homme à mi-chemin de quelque chose, il s'est installé sans doute provisoirement au deuxième étage d'une maison, près du Caire. Il a quarante-trois ans. Il est juif. Il a aimé trois femmes. De l'une, il garde une pomme de pin, de l'autre un gri-gri et de la troisième une pierre.

Et depuis longtemps, il poursuit du sable emporté par le vent, allant d'une région de dunes à une autre, les regardant, les écoutant chanter, accumulant le savoir, les légendes et les références, jusqu'à ce que le désert de Lop Nor – celui qui sert depuis bientôt quarante ans aux essais nucléaires chinois – livre ses secrets, dignes de Babel (traduit par Nicole Casanova, *Actes Sud*, 124p., 99F [15,09€]).

M. Si.



● SCHMIDT Kathrin
L'Expédition Gunnar Lennefsen

Née à Gotha en 1958, Kathrin Schmidt a grandi en RDA et a fait des études de psychologie à Iéna. Elle s'est fait connaître au début des années 1990 par des recueils de poèmes ; *L'Expédition Gunnar Lennefsen* est son premier roman. Nous sommes en RDA, dans une petite ville de Thuringe ; il reste encore treize ans avant la chute du Mur. La jeune ouvrière Josepha Schlupfburg vit dans un appartement exigu avec son arrière-grand-mère Thérèse, qui l'a élevée en l'absence de ses parents. Lorsque Josepha tombe enceinte, elles décident ensemble de préparer l'expédition Gunnar Lennefsen. Ce nom aux sonorités nordiques désigne en fait une équipée « destinée à forger une histoire au bébé » ; elle va conduire les deux femmes jusqu'au « Grand Nord de leurs mémoires féminines, là où la glace est la plus épaisse ».

L'expédition est divisée en onze étapes où se déploient sur un « écran imaginaire » des scènes familiaires, inconnues, cocasses, tragiques. Préférant l'évocation à la description, Kathrin Schmidt parseme son récit de mots clés qui agissent comme des aimants. Le ton jubilatoire rappelle *Le Tambour* de Günter Grass, dans une saga centrée non plus sur Dantzig mais sur Königsberg.

Malaxant les images et les mythes, le récit fait jaillir des fontaines de lait et de sperme, fouaille les entrailles des fantasmes avec une truculence dont la densité égare parfois le lecteur dans des éruptions de chairs, de désirs et de refluxements (traduit par Claire de Oliveira, *Gallimard*, 424 p., 160 F [24,39 €]).

P. Des.



● TAWADA Yoko
Narrateurs sans âmes

Comme son nom ne l'indique pas, elle écrit en allemand mais aussi en japonais. Née en 1960, installée à Hambourg depuis 1982, elle poursuit parallèlement deux œuvres, celle qu'elle écrit en japonais lui a valu le prix Akutagawa

en 1993, celle qu'elle publie en allemand n'est pas la simple traduction de l'autre mais une œuvre originale où la question des langues joue un rôle fondamental. « J'étais souvent dégoûtée par les gens qui parlaient couramment leur langue maternelle. Ils donnaient l'impression de ne pouvoir penser et éprouver ce que leur langue mettait tant de promptitude et de complaisance à leur offrir. » La confrontation au mystère des langues incite à déchiffrer tous les signes qui se présentent, aussi bien un visage, une enseigne, une cabine téléphonique qu'une page imprimée. Une simple description se transforme alors en méditation ontologique. Les textes ici rassemblés vont de la théorie littéraire au récit, de la poésie à la réflexion philosophique et donnent envie d'en savoir davantage sur la quinzaine de livres que Yoko Tawada a publiés en allemand. Dans *Quelque chose d'étranger sorti de la boîte*, elle raconte qu'ayant acheté en supermarché une boîte sur laquelle était dessinée une Japonaise, elle fut surprise de n'y trouver que du thon comme si une étrange métamorphose s'était produite au cours de la longue traversée. Nul doute que le lecteur doit s'attendre à des surprises aussi radicales lorsque seront traduits les livres de cet auteur qui déchiffre si bien l'Europe avec ses « lunettes japonaises » (traduit par Bernard Banoun, *Verdier*, 96 p., 75 F [11,43 €]).

G. Me.

Attentes et préjugés

Qu'ils soient éditeurs ou traducteurs, ils sont presque tous d'accord pour dire que faire passer la littérature, et au sens plus large la culture allemande, n'est pas chose facile. Jacqueline Chambon, par exemple, qui est à la fois traductrice et éditrice (d'abord pour Actes Sud et à présent pour la maison qui porte son nom), considère qu'il faut toujours une « locomotive ». Il y a une vingtaine d'années, c'était la grande vogue du cinéma allemand qui amenait des lecteurs ; un peu plus tard, les succès de l'écrivain autrichien Thomas Bernhard ont entraîné une mode, puis ce fut au tour de la « littérature souvenir », qui ressortissait plus au registre des émotions que de la qualité littéraire. « Les jeunes auteurs d'aujourd'hui, comme ceux qui seront au Salon, sont très différents. Ils en ont fini avec la culpabilité, ils n'ont même pas de rapports avec leur propre culture – ce roman allemand philosophique, romantique, sombre, lyrique, proche de la nature –, ils ont des relations avec la BD, avec le cinéma. Nombre d'entre eux viennent de familles qui ont vécu à côté des Américains, et ils écrivent comme de jeunes Américains. Sur les difficultés du temps, la jungle des villes, le sexe, dans une langue très crue, très moderne, et d'ailleurs très difficile à traduire. » Pour Jacqueline Chambon, ces jeunes écrivains sont assez semblables aux écrivains anglo-saxons ou catalans qu'elle publie par ailleurs. « On leur reproche parfois d'être glauques, mais ils ne sont pas pires qu'ailleurs. Certains aussi sont en dehors de tout courant, ont leur monde à eux, comme Felicitas Hoppe. C'est une occasion de les découvrir. » (1)

Éditeurs et traducteurs tentent de transmettre leurs passions et leurs découvertes... La présence, au Salon, de la jeune génération berlinoise n'est pas forcément l'unique réponse aux préjugés des lecteurs français

Jacqueline Chambon apprécie la sélection des auteurs invités au Salon. François Mathieu, traducteur, a commencé, lui, par la trouver « étrange », mais il est revenu sur sa position en voyant ce qui avait été traduit : « Je restais accroché à certains noms, si bien que je n'avais pas vu arriver les nouveaux. Je suis plus heureux qu'ébroulé ! Cela dit, il reste d'énormes préjugés. » Ces préjugés, nombreux sont ceux à s'en plaindre : Martina Wachendorff, qui dirige depuis 1988 les « Lettres allemandes » d'Actes Sud, assure que « ce n'est pas forcément le nazisme qui est en cause, il n'y a qu'à voir le succès du Liseur de Bernhard Schlink. Mais le marché a évolué et un marché de masse renforce les préjugés même s'ils sont sans fondement ». Pour Nicole Casanova, traductrice d'une soixantaine d'ouvrages, « la littérature classique se lit bien. Mais c'est devenu plus difficile depuis la

guerre : les Allemands ont perdu la cote d'amour, on ne les trouve pas très charmants, pas drôles ; eux-mêmes avaient leur langue à reconquérir ; il fallait qu'ils se refassent un langage détaché du nazisme (comme le montrait, dès 1947, Victor Klemperer dans LTI, la langue du III^e Reich) ; tout cela les avait rendus un peu "bruts". Jusqu'à Günter Grass et tout son foisonnement. Pendant longtemps, les écrivains sont revenus sur leurs problèmes, le nazisme, la division de l'Allemagne, mais nous, cela ne nous attendrissait pas outre mesure de les savoir coupés en deux ! Avec le mouvement étudiant des années 1970 qui débouchait sur un certain individualisme, il y a eu toute une série d'auteurs berlinois, comme Peter Schneider. Une littérature très humaine, pas hermétique, qui montrait des gens dans une situation de détresse. Aujourd'hui, on découvre des écrivains comme Raoul Schrott, comme John von Duffel, qui sont très différents et on devrait s'intéresser à ce qu'ils ont à dire ».

Pour Bernard Lortholary, traducteur mais aussi directeur éditorial de littérature allemande chez Gallimard, « c'est un métier parfois un peu désespérant, il est exact que la littérature allemande n'est pas très marrante, mais ces nouveaux écrivains, nés après la guerre, ont même quand ils en parlent une liberté de ton, une distance... de là à dire que la réunification est une date littéraire, j'ai bien peur que ce ne soit exagéré ». Olivier Bétourné, vice-président de Fayard, avoue une passion pour la littérature allemande : « C'est une littérature habitée par l'histoire, la philosophie n'en est jamais loin, donc s'il y a un préjugé, il ne peut être que favorable ! C'est vrai qu'il y a un gros travail de



Berliner Weiss, bière et jus de framboise

découverte à faire. Mais que ce soit pour Christa Wolf dont nous avons acheté le fonds ou pour des écrivains récents comme Ingo Schulze, les résultats sont très prometteurs... » Chez Stock, pas vraiment de politique allemande, mais un beau succès avec Birgit Vanderbeke, et la reprise des ouvrages de Christa Wolf en poche dans la « Petite bibliothèque cosmopolite ». Au

Seuil, Anne Freyer travaille sur la littérature allemande depuis près de trente ans, de Günter Grass et Heinrich Böll en passant par Robert Musil, Joseph Roth ou Ingeborg Bachmann, jusqu'à Michael Krüger ou Helmut Krausser, mais elle reconnaît s'être un peu « abstenue » avec les très jeunes, « dire que la littérature est née après la chute du mur... ». Chez Denoël, pas

de politique délibérée non plus mais, en deux ans, quatre nouveaux auteurs dont le sulfureux Maxim Biller. Christian Bourgois, « éditeur cosmopolite de langue française », a publié Ernst Jünger pendant trente ans, mais aussi Peter Handke « avant qu'il ne soit rejeté par l'intelligentsia allemande » ainsi qu'Arno Schmidt, Peter Sloterdijk, Martin Suter ou Peter Stamm.

Olivier Mannoni, qui a traduit en vingt-cinq ans de carrière quelque 65 à 70 livres, pense, lui, que la littérature allemande « passe » de mieux en mieux, peut-être parce qu'elle est devenue moins expérimentale : parmi les ouvrages traduits en français récemment, certains auraient pu avoir été écrits en français, il y a un rapprochement des mentalités, des préoccupations et des thèmes communs mais il est absurde de parler de rapprochement franco-allemand : « Quand on parle d'amitié, c'est qu'en fait il n'y a pas grand-chose. Il faut arrêter avec ce ronronnement, l'Allemagne a énormément de choses à nous apporter... au cours de discussions franches et cordiales. » Ce que confirme Philippe-Henri Ledru, traducteur spécialisé dans le théâtre, responsable du dossier « Salon du livre » de la revue *Allemagne Aujourd'hui* (2) : « L'idée qui a longtemps prédominé, du style "on est tous pareils", est une erreur fondamentale, les différences sont énormes. Au théâtre, on voit tout de suite qu'il y a des choses qui ne passent pas en français. » Comme l'a souvent dit Georges-Arthur Goldschmidt : « Toute langue est traduisible, mais il y a toujours quelque chose qui ne l'est pas. L'allemand est une langue qui décrit le chemin qu'elle parcourt, la langue française saute les étapes. »

Martine Silber

(1) Dont Jacqueline Chambon publie *Pigafetta* (162 p., 110 F [16,76 €]).
(2) 8, rue Faraday, 75017 Paris.

Volk & Welt, ou la fin d'une époque

Des cartons, des bureaux vides : une atmosphère de fin de règne flotte sur le siège de Verlag Volk & Welt, dans Oranienstrasse, non loin du quartier turc de Berlin. La neige grise et sale ajoutée à la tristesse du lieu. Dans quelques jours, le 31 mars, l'une des plus prestigieuses maisons d'édition de l'ex-Allemagne de l'Est mettra virtuellement la clé sous la porte. Bien sûr, chez Volk & Welt, on sauve les apparences. Officiellement, il ne s'agit que d'une énième restructuration. Mais en douze ans, depuis la chute du Mur, les effectifs sont graduellement passés de 150 à... 3 personnes. Berlin, le siège historique de la maison – dont les dernières forces vives démenagent prochainement à Munich –, ne sera bientôt plus qu'une coquille vide. Et Volk & Welt un symbole culturel d'un autre temps.

Un temps d'interdits, de propagande, de censure, certes. Mais aussi, paradoxalement, une époque où, sans subvention d'Etat, la maison était « rentable », « florissante » même. « Volk und Welt représentait la plus belle enseigne de littérature étrangère en RDA, se souvient un éditeur occidental. « Le ministère de la culture est-allemand avait planifié le champ éditorial. En littérature, Aufbau s'occupait du XIX^e siècle et des classiques, tandis que Volk & Welt était prévu pour la litté-

rature du XX^e ». Créée en 1947, la maison couvrait cinq « départements de lecture » correspondant à autant de régions du monde : pays latins, anglophones, Union soviétique, satellites de l'URSS et Allemagne. Installée alors sur la Glinkastrasse, au cœur de Mitte, à l'époque en zone soviétique, elle publiait quelque 150 titres par an.

Tout cela bascule en 1989. En tant que « propriété du peuple », Volk & Welt est alors confiée à la « Treuhand », un organisme dont la tâche est d'estimer la situation des entreprises est-allemandes en vue de les vendre ou de les liquider. Des intellectuels, dont l'écrivain Günter Grass ou le politicien Günter Gaus, montent un comité de soutien pour sauver la maison. Après de nombreuses péripéties, celle-ci est finalement vendue à un avocat munichois, Dietrich von Boetticher, déjà propriétaire des éditions Luchterhand.

Commence la longue spirale du déclin. Modifier le profil de l'activité pour l'adapter au marché libre s'avère insurmontable. Et, comme la plupart des anciennes maisons est-allemandes, Volk & Welt se vide doucement de sa substance. « Après 1989, de 70 % à 80 % de la production littéraire n'étaient plus vendables, explique l'éditrice Christina Links, rescapée du naufrage. Nous ne possédions pas les droits des auteurs renommés, lesquels avaient

La plus belle enseigne de la littérature étrangère en RDA ferme ses portes à Berlin. En douze ans les effectifs sont passés de 150 à 3 personnes. Histoire d'un déclin

déjà leurs éditeurs à l'Ouest. Nous, nous n'étions que des preneurs de licences pour une RDA qui n'existait plus. Découvrir de jeunes écrivains, anglais ou américains, s'avérait impossible. Nous n'avions ni les relations ni l'argent. Alors, nous avons tenté de nous replier sur la littérature européenne et la jeune littérature allemande, avec les berlinois Thomas Brussig, Stephan Krawczyk, Ulrike Draesner ou le Viennois Thomas Glavinic. » Mais, sur ce marché étroit, l'emprise de Volk & Welt diminue comme peau de chagrin. De 150 titres, on n'est plus qu'à douze en 2000, dix en 2001.

« C'est dur, commente sobrement Christina Links. Dur de constater à quel point, en dix ans, Volk & Welt a pu perdre son pouvoir d'attraction. Dur de voir que, de ces grandes maisons est-allemandes, il ne reste aujourd'hui presque rien. »

Arrivée en 1981, l'éditrice a connu les deux régimes. Pas question pour elle de « repeindre le passé en rose ». Ni d'oublier quoi que ce soit des contraintes innombrables qui pesaient alors. « Il y avait toujours des incidents, des choses qu'on ne pouvait pas faire. Je ne parle pas, bien sûr, de Soljenitsyne. Dès qu'on s'approchait du politique, rien n'était plus possible. Mais, en littérature, les choses n'allaient pas de soi non plus. La consigne pour les œuvres russes, par exemple, était qu'on ne pouvait les éditer que si elles l'avaient déjà été en URSS. C'est ainsi que l'on s'est vu refuser, encore en 1987, un titre de Boulgakov, dans cette maison qui avait pourtant été la première à le publier en Allemagne. Dans ces cas-là, il fallait chercher des subterfuges, exhumer de vieilles éditions russes des années 20. C'est un exemple, mais il y en a bien d'autres. »

Pourtant, lorsqu'elle compare son métier d'éditeur « avant » et « après », Christina Links ne peut dissimuler une certaine nostalgie. La censure ? « La contournement était devenu un sport, dit-elle en riant. C'était excitant d'avoir un adversaire ! Les auteurs savaient que chacune de leur parole, retournée dans tous les sens, susciterait des discussions éternelles. Mais les éditeurs aussi se sentaient importants. Comme les autorisations de tirage n'étaient jamais suffisantes, les ouvrages

étaient rares. Ceux de Volk & Welt en particulier. Il fallait bien connaître la vendeuse de sa librairie pour s'en procurer. Nos livres étaient appréciés et convoités. Et surtout, du point de vue du lectorat, nous menions un travail en profondeur, incomparablement plus en profondeur. Pour le seul domaine russe, où l'on publiait vingt titres par an, il y avait quinze personnes, dont six éditeurs. Imaginez comme chaque livre était discuté, disputé parfois. Et la façon dont, avec ces moyens, nous pouvions couvrir chaque zone linguistique. »

Qu'en sera-t-il maintenant ? « Moi je vais rester ici et essayer de suivre les derniers auteurs, lâche Christina Links. Mais je ne serai plus permanente, je vais devoir chercher du travail dans d'autres maisons, sinon je ne pourrai pas vivre. » Emue, la jeune femme insiste encore pour que l'on ne se méprenne pas. Elle n'est évidemment pas triste d'avoir participé au mouvement de l'histoire. Elle regrette simplement la banalisation insidieuse de ses fonctions. « Ce qui était possible et qui n'existe plus. » Le temps, les moyens humains, et surtout cette faim de livres – faute d'autres loisirs peut-être ? – mais qui faisait la valeur symbolique de son métier, son poids de responsabilité et son prix.

FL. N.

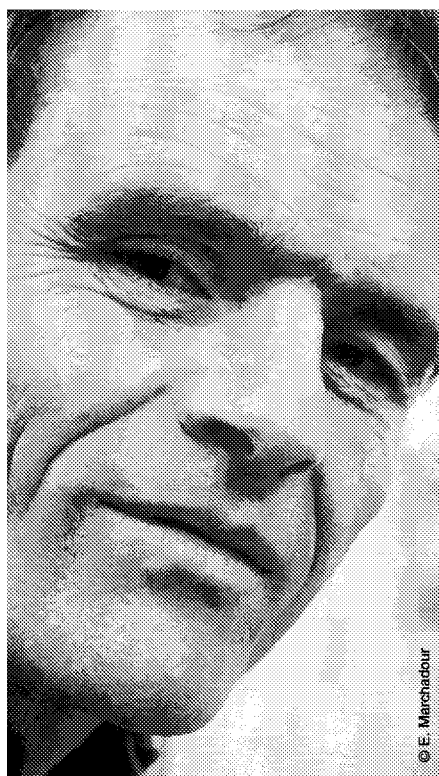
● **BILLER Maxim**
24 heures dans la vie de Mordechai Wind

Un premier roman implacable, à la fois fou et maîtrisé, construit et déconstruit, obscène et d'une tristesse infinie. Mordechai Wind, dit Motti, est un vétéran israélien de la guerre du Liban qui a cherché le refuge et la paix auprès d'une maîtresse femme allemande, blonde et blanche, dont il divorcera après avoir eu une fille, Nurit. Sans nouvelles de l'enfant depuis une dizaine d'années, il croit la reconnaître sur une vidéo porno. A partir de là, souvenirs et cauchemars s'entremêlent en mettant aussi en évidence la complexité des rapports entre Allemands, Israéliens et Juifs-allemands (traduit de l'allemand par Philippe Giraudon, Denoël, 414 p., 145 F [22,11 €]). M. Si.



● **SCHLINK Bernhard**
Amours en fuite

On se souvient du *Liseur*. Ce livre formidable a renouvelé sur le mode romanesque la réflexion sur le passé allemand en renonçant au confort d'une attitude moralisatrice pour aborder directement, et non plus par les marges, le rapport entre mémoire collective et mémoire individuelle : confrontation douloureuse entre la barbarie et l'amour, l'intimité et la Loi. Le livre n'apporte ni solution ni condamnation, ce qui en fait la beauté, ce qui fait qu'il a été aussi brutalement refusé par certains. Voici que paraît, en traduction, le nouvel ouvrage de Schlink : il était attendu, il ne déçoit pas, même s'il n'a pas la force du précédent. Cet ensemble de sept nouvelles tourne autour de l'amour et de ses enjeux, de ses trahisons vraies ou supposées. L'art de la nuance est l'une des grandes qualités de Schlink, allié à un style précis. Une femme découvre que son mari est un ancien agent de la Stasi – mais il l'a été par amour pour elle. Un homme reçoit une lettre qui lui fait découvrir que son épouse qui vient de mourir entretenait une relation secrète avec un inconnu. On croit se connaître parce qu'on s'aime ; on croit s'aimer parce qu'on serait différent, voire unique ; on croit être transparent alors que le cœur est opaque. Il n'y a ni vainqueur ni vaincu, chacun trébuche à sa façon non plus sur le passé, mais sur son passé et un manque de générosité qu'il voudrait faire passer pour de l'intégrité (traduit par Bernard Lortholary et Robert Simon, Gallimard, 316 p., 110 F [16,76 €]). P. Des.



Bertrand Visage

UN VIEUX CŒUR

Un road movie baroque et coloré. La chevauchée à travers la France de deux êtres très spéciaux, écorchés et en mal d'amour.

Seuil
www.seuil.com

DE L'ESSENCE DE LA VÉRITÉ
Approche de l'« allégorie
de la caverne »
et du *Théétète* de Platon
de Martin Heidegger.
Texte établi
par Hermann Mörchen,
traduit de l'allemand
par Alain Boutot,
Gallimard, « Bibliothèque
de philosophie », 382 p.,
250 F (38,11€).

Pourquoi Heidegger eut-il tant d'influence ? Les raisons multiples de la fascination qu'il sut exercer sur des esprits très divers sont loin d'être toutes connues et comprises. L'une des plus importantes causes de ce pouvoir attractif est toutefois évidente dès qu'on le lit : il affirmait rejouer l'histoire de la pensée. Il n'abordait donc pas la philosophie comme un ensemble de textes clos, appartenant au passé, mais les réactivait d'une manière quasiment dramatique. Sans doute ce trait appartient-il, en un sens, à tous les philosophes. Ce qui distinguait spécifiquement Heidegger, et qui a pu donner le sentiment que son œuvre instaure une rupture majeure, c'est qu'il prétendait remonter jusqu'au cœur des plus anciens dispositifs de la pensée occidentale pour en restituer le sens originaire, en décrire l'effacement ou l'oubli postérieurs, en souligner la puissance en réserve jusque dans notre présent. Il élaborait donc une sorte d'histoire fondamentale, souterraine, à très long terme et à grand enjeu, où se décidait en sous-main le destin du reste. Le volume qui vient d'être traduit donne clairement à voir la mise en place de plusieurs thèmes essentiels de cette pensée.

C'est durant le semestre d'hiver, exactement du 27 octobre 1931 au 26 février 1932, que Heidegger prononça ce cours, à raison de deux heures par semaine. Ce n'était pas la première fois qu'il interrogeait des textes de Platon. En 1924-1925, il avait commenté *Le Sophiste*, et, en 1926, avait consacré son cours aux « concepts fondamentaux de la philosophie antique ». Toutefois, dans ce cours sur l'essence de la vérité, comme le souligne Alain Boutot dans son introduction, « la tonalité est tout autre ». En 1926, Heidegger avait encore de la philosophie grecque une vue « ascendante » : la pensée de l'être se déployait de manière progressive depuis les présocratiques jusqu'à Aristote, et Platon, notamment avec l'idée du Bien dans *La République*, représentaient un moment de radicalisation essentiel de ce qui était en marche depuis les commencements. En 1931-1932, le paysage est fort différent. On voit se mettre en place un schéma qui aura une longue postérité : chez Platon, selon Heidegger, une conception logicienne et démonstrative de la vérité commence à se substituer à celle, originaire et matinale, qui prévalait antérieurement. La pensée grecque, avec Platon, abandonnerait donc déjà son entente origininaire avec l'être pour entrer dans le domaine de la métaphysique, marqué par l'« oubli de l'être ».

En s'appuyant sur une lecture suivie de l'allégorie de la caverne (*La République*, livre VII) et de certains passages du *Théétète*, le cours s'emploie à montrer de quelle manière commence à se mettre en place chez Platon cette conception de la

Dans le cours professé par Heidegger en 1931-1932 à Fribourg sur l'« essence de la vérité » se mettent en place des thèmes qui auront une large influence sur la pensée du XX^e siècle, en Allemagne comme dans le monde entier. Ces thèmes reposent sur une vision étrangement romantique de la philosophie et de son histoire

vérité comme « adéquate de la chose et de l'esprit » qui triomphera plus tard, à la suite d'Aristote et de ses commentateurs, dans toute la métaphysique et donc, selon Heidegger, dans toute la science et la technique occidentales qui participent du même mouvement. Ce que commence à mettre à l'écart cette conception de la vérité, c'est ce que dit « originairement » la langue grecque, selon Heidegger, quand elle parle d'*alètheia*. La particularité du terme grec est en effet d'être construit de manière privative : ce que nous traduisons par « vérité » se dit à peu près « sans cachette ». Pour rendre le grec *alètheia*, Heidegger utilise en allemand le terme *unverborgenheit*, ce que l'on a traduit, en français notamment, par « dévoilement », « décelement », « non-occultation ». Alain Boutot traduit ici « ouvert sans retrait », suivant une suggestion de Jean Beaufret. Il ne saurait être question

La métaphysique dans le tramway



Un dimanche...au zoo de Berlin

UN DIMANCHE A BERLIN

d'entrer ici dans le détail des analyses heideggeriennes.

On se contentera de souligner combien leur mouvement d'ensemble paraît tributaire du mythe des origines hérité du romantisme allemand. S'il est nécessaire de tenter de remonter aux significations originaires, aux yeux de Heidegger, c'est parce qu'elles sont détentrices d'un sens

perdu qui demeure seul capable de nous faire échapper peut-être au monde égaré où nous sommes. « Dans ce qui est essentiel, dit-il, après avoir précisé que la philosophie en fait partie, le commencement est l'inaccessible, le plus grand, et c'est parce que nous n'en comprenons plus rien que, chez nous, tout est si entièrement dégradé, ridicule, si déréglé et plein

d'ignorance. » Retrouver ce cœur premier, ce n'est donc pas fuir le présent pour se réfugier dans l'étude stérile d'un passé à jamais révolu. Ce serait au contraire trouver le moyen de surmonter les impasses de notre présent. Or le romantisme allemand, Friedrich Schlegel en particulier, ne disait pas autre chose : en remontant à la grandeur parfaite de la première

aube, nous allions pouvoir échapper à cette modernité, dégradée et dégradante, où nous errons.

On retrouve chez Heidegger, dans un contexte historique et un vocabulaire différents, de nombreux traits de ce mythe romantique. La surestimation de l'origine, et singulièrement des significations originaires de la langue, s'accompagne d'une surestimation du rôle historique de la philosophie et de la poésie : « L'essentiel de la découverte de l'effectif n'a pas eu lieu et n'a pas lieu dans les sciences, mais dans la philosophie originaire, dans la grande poésie et ses projets (Homère, Virgile, Dante, Shakespeare, Goethe). » Les connaissances scientifiques sont explicitement dévalorisées : « Les sciences ne reçoivent leur fondement, leur dignité et leur droit que de la philosophie. » L'histoire est tout entière conçue comme un déclin, une déchéance, une lente dégradation de la perfection origininaire : « Ce qui est déjà en marche chez Platon, l'exténuation de l'expérience fondamentale (...) et la perte de puissance du mot *alètheia* en sa signification fondamentale n'est que le commencement de cette histoire au cours de laquelle l'homme occidental, en tant qu'existant, a perdu son sol pour finir par être aujourd'hui privé de sol. »

On retiendra pour finir un étonnant exemple. Heidegger en effet n'hésite pas à dire : « Que nous puissions voyager en tramway ne signifie rien de moins que ceci : le commencement de la philosophie occidentale est immédiatement puissant, même si c'est de façon non repérable et tout à fait dérobée, quand bien même nous n'y pensons pas, empêtrés que nous sommes dans notre complète absence de pensée. » Sans doute est-ce cela qui attirera bon nombre d'esprits vers ces affirmations fantastiques : le lien direct entre les commencements trahis et la modernité technique. Et le rêve à peine secret d'en modifier le cours en faisant retour à l'entente origininaire de l'homme et de l'être. Ainsi se répétait la vieille illusion de la toute-puissance chez des philosophes de plus en plus coupés de leur temps. Imperturbables, les tramways passent.

Shoah : la tardive entrée en scène des historiens

La question du passé, et principalement du passé nazi de l'Allemagne, se trouve, depuis les années 1980 – et plus encore depuis la chute du mur de Berlin – au centre des débats publics dans un pays où l'identité nationale a été vécue comme problématique après 1945. Véritable sismographe de l'engagement démocratique de l'Allemagne nouvelle, la mémoire de la période hitlérienne constitue un phénomène historique à part entière aussi bien qu'un champ d'études doté de ses spécialistes. Dans la période récente, une école française d'experts des controverses allemandes a même vu le jour, illustrée par les travaux de jeunes chercheurs comme Corinne Defrance, qui a étudié la dénazification à l'université entre 1945 et 1949, Dominique Trimbur, qui travaille sur les relations entre la RFA et le nouvel Etat d'Israël dans les années 1950 (leurs ouvrages sont publiés par CNRS Editions), Jean Solchany, auteur de

Comprendre le nazisme dans l'Allemagne des années zéro (1945-1949), ou Edouard Husson, qui étudie l'histoire de la confrontation des historiens allemands avec le génocide de 1949 à nos jours dans un récent *Comprendre Hitler et la Shoah* (les deux ouvrages aux PUF).

Relativement vivace dans l'immédiat après-guerre, cette confrontation n'a pas été d'abord le fait des historiens. On sait mieux aujourd'hui que certains des formateurs des premières générations de spécialistes, comme Martin Broszat (1926-1989) dont le nom reste attaché au célèbre Institut d'histoire contemporaine (*Institut für Zeitgeschichte* créé à Munich en 1950), avaient gravement compromis la discipline. Deux des promoteurs de l'histoire sociale avaient un passé de nazis engagés : Theodor Schieder et Werner Conze. Sur fond d'occupation alliée et de dénazification plus ou moins escamotée, les intellectuels parmi les mieux disposés peinaient généralement, dans l'im-

Le problème crucial de l'implication de la société dans le nazisme a été tardivement abordé par les historiens allemands. Après guerre, le philosophe Karl Jaspers avait pourtant soulevé la question

médiat après-guerre, à prendre en compte la dimension la plus criminelle du nazisme, notamment l'extermination des juifs.

Les conférences prononcées au cours de l'hiver 1945-1946, à l'université de Heidelberg par le philosophe Karl Jaspers, publiées dans *Die Schuldfrage* en 1946 (*La Culpabilité allemande*, en français, aux Editions de Minuit), font toutefois exception. Karl Jaspers, qui cher-

chait à éviter les dérivées disculpatoires de nombre de ses compatriotes, y entrevoyait précocement le problème crucial de l'implication de la société allemande dans les crimes nazis.

La guerre froide concourt aussi au retardement de la *Vergangenheitsbewältigung* (« gestion » ou maîtrise du passé) dans les années 1950. Un pas décisif sera franchi cependant lorsqu'un historien, Fritz Fischer, au début des années 1960, mettra en cause les responsabilités allemandes dans la radicalisation de la première guerre mondiale, relativisant ainsi l'injustice du traité de Versailles. Les procès du début des années 1960 à Jérusalem comme à Francfort feront le reste. Au cours de la décennie 1970 et surtout dans les années 1980, l'évocation des crimes du III^e Reich devient l'occasion de polémiques récurrentes. Depuis le déclenchement de la « querelle des historiens » par le philosophe Ernst Nolte, en 1986, jusqu'à la suspension de l'exposition sur les crimes de la Wehrmacht organisée par l'Institut de recherches sociales de

Hambourg, en octobre 1999, la question de la comparaison entre crimes du nazisme et du communisme est souvent au centre des controverses.

Aujourd'hui, de nombreuses études, comme celle de l'historien de Bochum, Norbert Frei, auteur de *L'Etat hitlérien et la société allemande* (Seuil, 1995), témoignent de ce que la question de la société est enfin posée. L'ouverture des archives de l'ex-bloc soviétique a joué son rôle dans le renouveau de cette historiographie comme le montrent les ouvrages de Götz Aly, qui voit dans la « solution finale » le produit du travail de réorganisation raciale et démographique de l'Europe par les experts nazis. En somme, malgré le souci manifesté par Martin Broszat dans les années 1980 d'un strict découplage entre histoire et mémoire, la vivacité des controverses que cette période alimente et son lien avec l'identité civile de l'Allemagne, devenue « nation mémorielle » par excellence, ne laissent guère présager d'une prochaine « normalisation ».

Nicolas Weill

Dans le cadre du 21^e Salon du livre le Prix Le Monde de la recherche universitaire - IV^e édition

sera décerné le vendredi 16 mars, à 16 h 30
au Forum des auteurs - hall 1 - stand L140,
Porte de Versailles à Paris

Jean-Marie Colombani et Edgar Morin, en présence du ministre de l'éducation nationale, Jack Lang, dévoileront les noms des lauréats de la quatrième édition du Prix Le Monde de la recherche universitaire.

A cette occasion Mireille Delmas-Marty, Françoise Héritier, Jean-Pierre Changeux, Yves Coppens, Alain Renaut et Pierre Rosenberg témoigneront de leur parcours de chercheur : leurs enthousiasmes, leurs doutes, les affres d'un premier livre...



● SEBALD W.G.
Vertiges

Il y a indéniablement un phénomène Sebald. Pratiquement inconnu il y a encore cinq ans, autant en France qu'en Allemagne qu'il a quitté voil提高 de vingt ans pour aller s'établir en Angleterre, cet auteur né en 1944 a mainte-

nant acquis une audience considérable. Même s'il reconnaît sa dette envers Thomas Bernhard, Sebald ne s'inscrit dans aucun courant littéraire. Il est résolument à part, et c'est sans doute la raison de son succès ; cette façon d'emprunter des chemins de traverse laisse pressentir une écriture intègre. Sebald inspire la confiance, ne triche pas avec son sujet, cherche sans a priori et c'est le détour de cette recherche qui est fascinant. Après *Les Emigrants* (Babel, n°459) et *Les Anneaux de Saturne*, paraît un livre publié antérieurement, *Vertiges* (1990). Des photos en noir et blanc ponctuent le texte entre fiction et reportage, mélancolie et jubilation. Compagnon du hasard, Sebald le voyageur part sur les traces de Stendhal, Kafka, Casanova, ressuscitant une réalité enfouie pour nous montrer, dans l'hallucination des coïncidences entre passé et présent, tout ce qu'il peut y avoir de simulation dans les gestes et les actes apparemment les plus authentiques, comme l'amour – comme l'écriture. C'est la conscience de cet exil perpétuel, cette façon d'être jeté hors de soi, qui engendre le vertige où l'angoisse d'une claustration labyrinthique se double du sentiment d'être happé par la course infinie des astres broyant les individus (traduit par Patrick Charbonneau, Actes Sud, 240 p., 129 F [19,66 €]).

P. Des.

● PETERS Christoph
Hanna endormie

Né en 1966, résident à Berlin, Christoph Peters préviend son lecteur, en avant-propos humoristique, que ce premier roman doit beaucoup à ses recherches historiques et peu à ses propres exploits. Ces ironiques précautions donnent le ton de ce récit, très prisé en Allemagne, où un humour teinté discrètement une poésie qui dérape parfois vers le fantastique. Un spécialiste de l'iconographie du XIV^e siècle, plutôt bon vivant, y brosse les tableaux de sa passion pour une dentiste atteinte d'un cancer. Une déclaration d'amour qui masque un profond désespoir derrière des variations jubilatoires (traduit par Jean-Paul Barbe, éd. Métailié, 214 p., 115 F [17,53 €]).

J.-L. D.

Biologistes et philosophes, un débat tendu

La biotechnologie, la génétique et les sciences de la vie en général ont envahi la pensée allemande. Pas un jour sans que les enjeux de la bioéthique figurent à la « une » du Feuilleton de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Le supplément culturel du quotidien de Francfort, qui sert de vitrine à la vie de l'esprit dans le pays, a même fait sensation en publiant sur plusieurs pages, fin juin 2000, la cartographie du génome humain au moment où elle était rendue publique par les spécialistes internationaux du séquençage.

Comment l'individu peut-il trouver sa place, sauvegarder son identité face aux nouvelles techniques d'intervention sur le vivant ? Cette question est aujourd'hui dominante, assez rapidement suivie par les débats sur la mondialisation économique et les nouvelles technologies de l'information. Les

Les avancées de la biotechnologie réveillent un spectre de sinistre mémoire : « l'homme nouveau ».
Les arguments le disputent à la passion

paru dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en septembre 2000 et signé James Watson (le découvreur américain de l'ADN, Prix Nobel de médecine en 1962). Même le président de la République, Johannes Rau, a réagi à ce texte pour le condamner. A l'Université, les sciences humaines sont sur la défensive et constatent une progressive désaffection des

« Je vois un développement qui nous mène vers un homme artificiel, privé de son destin et de son individualité. Nous sommes en train de faire un homoncule », disait-il dans l'hebdomadaire *Welt am Sonntag*.

Il est vrai que le contexte intellectuel allemand est durablement marqué par l'« affaire Sloterdijk ». Lorsque le philosophe Peter Sloterdijk a présenté, en juillet 1999, ses « Règles pour le parc humain » au château d'Elmau, en Bavière, la communauté intellectuelle allemande a eu le sentiment d'un tournant. Renouant avec Nietzsche (dont on célébrait le centième anniversaire de la mort en l'an 2000), un penseur allemand osait s'interroger publiquement, pour la première fois depuis 1945 sur des notions aussi sulfureuses que l'élitisme, la sélection entre les

(Sloterdijk), voire la mélancolie ou le *Kulturpessimismus*, comme le faisaient jadis les conservateurs de la République de Weimar. Un grand nombre d'intellectuels prennent la plume dans la presse pour dénoncer les méfaits d'une certaine modernité, la montée en puissance du biopouvoir (le poète Dürs Grünbein), voire l'« horreur technico-économique » et son corollaire, l'« éloignement de Dieu » (le dramaturge et romancier Botho Strauss). Intellectuels,

Lucas Delattre

philosophes et théologiens se rejoignent pour déplorer la perte des repères et des identités culturelles dans le contexte de la mondialisation.

Assez souvent le débat est aussi stérile que passionné, tant il est vrai que peu d'intellectuels généralistes possèdent le niveau scientifique et les compétences requises pour comprendre en profondeur les évolutions en cours. A propos du débat sur la génétique, certains parlent d'un « *Hysterikerstreit* », un « *débat hystérique* », par allusion au « *débat des historiens* » qui avait dominé les années 1980 (« *Historikerstreit* »).

Pour le philosophe Manfred Frank, l'époque est marquée par un double mouvement : la fin de toute critique anticapitaliste, d'une part, et, d'autre part une haine toute « post-moderne » de la raison : « *On ne se pose plus la question suivante : "Cela est-il vrai ou non ?"* ». Or la pensée allemande était dominée depuis des décennies par le pragmatisme et une éthique de l'action (Jürgen Habermas, Karl-Otto Apel), qui servait de caution intellectuelle au consensus libéral/social-démocrate dominant dans le pays et se prolongeait, dans le domaine politique, par l'appui donné à la construction européenne, la défense de la cohésion sociale, la promotion universelle des droits de l'homme...

Désormais le paysage est plus complexe. L'irruption des sciences de la vie dans le débat philosophique remet en cause le point de vue classique qui « *considère l'homme comme un être doué de raison et de capacité de juger et pas seulement en tant qu'élément organique de la nature* », comme le dit le philosophe Lutz Wingert. Les constructions rationnelles de l'après-1945, l'apologie de l'éthique, du sens commun et de la communication (Habermas), font place à un discours moins normatif, plus individualiste, ou encore cynique – au sens antique du terme – (Sloterdijk).

Bien entendu, à l'écart des grands débats politiques comme ceux qui sont liés à la bioéthique, la pensée allemande suit son chemin éloignée des médias et de l'attention du grand public. C'est le cas en particulier d'une œuvre importante comme celle de Niklas Luhmann, qui se situe à la frontière de la philosophie et de la sociologie. Dans une dizaine de livres dont très peu sont traduits en français, Niklas Luhmann (mort en 1998) a construit une théorie des systèmes politiques, sociaux, économiques ou religieux qui constituent l'armature des sociétés modernes.



UN DIMANCHE A BERLIN

Quartier de Marzahn

grands débats sur le passé, Auschwitz et le III^e Reich existent encore, certes, mais ils sont désormais importés des Etats-Unis et non plus suscités en Allemagne même (par exemple avec le récent livre de Norman Finkelstein, *L'Industrie de l'Holocauste*, ou encore, en 1996, l'essai de Daniel Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler*).

Du coup la réflexion générale est aujourd'hui dominée outre-Rhin par les biologistes, les neurologues (comme Ernst Pöppel et Wolf Singer, très souvent sollicités), mais aussi les économistes, qui semblent avoir remplacé les sociologues, les philosophes et les historiens dans l'espace public de la réflexion. Au cours des six derniers mois, peu de textes ont eu autant de retentissement national qu'un article favorable à certaines formes de sélection prénatale,

étudiants qui se détournent d'elles au profit des « *sciences dures* » ou de l'économie.

Les nouvelles possibilités de sélection de l'espèce, qui évoquent immédiatement les fantômes de l'eugénisme nazi et la figure de l'« *homme nouveau* », occupent donc aujourd'hui le cœur du débat philosophique et politique outre-Rhin. L'importance de la question bioéthique est proportionnelle à la force des tabous qui entourent, en Allemagne, toute discussion sur les manipulations du vivant. Lorsqu'en juillet 2000 le philosophe Hans-Georg Gadamer (avec Habermas, le philosophe allemand le plus lu à l'étranger) a accepté de s'exprimer dans la presse, ce fut pour alerter ses concitoyens sur les conséquences imprévisibles du clonage et des manipulations génétiques et réclamer des « *frontières éthiques* » :

hommes, les limites de l'humanisme...

« *Aucun doute : la génétique, assistée par l'ordinateur, est la nouvelle discipline-clé, dont doit se saisir toute approche critique du temps. Il y a trente ou quarante ans c'était encore la sociologie ou la philosophie sociale. Mais l'implosion du communisme, le déclin progressif des idéaux d'émancipation, l'effacement des couches et des classes sociales traditionnelles (...), tous ces phénomènes ont rendu muette la critique sociale de l'ancienne école* », écrivent Reinhard Mohr et Mathias Schreiber dans le *Spiegel*.

La vie intellectuelle allemande est de plus en plus coupée en deux entre, d'un côté, les scientifiques et les économistes, la plupart du temps avocats de la science triomphante et du progrès, et de l'autre une classe intellectuelle qui se réfugie dans la provocation



● VANDERBEKE Birgit
Devine ce que je vois

Mais où sont les neiges d'antan ? Birgit Vanderbeke est entrée en littérature avec un petit bijou, *Le Dîner de moules*, chronique grinçante sur la vie de famille. Les quatre autres ouvrages qu'elle a ensuite publiés furent décevants. Ce qui avait fait la grâce du premier roman, cette alliance idéale entre le ton et le sujet, laissait place à un procédé narratif sur le mode pseudo-naïf. Hélas !, le dernier livre est tout aussi décevant.

René étant parti à New York, l'héroïne décide de quitter aussi l'Allemagne. La France est un bon point de chute puisque l'auteur elle-même l'a choisie et semble s'y trouver bien ; elle avait déjà plusieurs fois évoqué ce pays, mais ici il occupe la place centrale. C'est flatteur pour la France, qui, en dépit de quelques inondations, apparaît comme la terre où il fait bon vivre, la patrie de la liberté individuelle, où les maîtresses d'école sont décontractées malgré tous leurs enfants et où l'heure de l'apéritif est une institution. Un pays qui a des peintres sachant rendre la lumière et la couleur. Ce n'est pas déplaisant à lire, mais ça rappelle ces reportages que l'on peut lire dans certains magazines, et l'on se demande où est la singularité littéraire. On ne voit pas bien ce que Birgit Vanderbeke voit mieux que les autres (en référence au titre original) ; on voit surtout qu'elle devient à chaque livre plus prisonnière d'un ton qui l'oblige à rester à la surface des choses. Dommage (traduit par Anne Weber, *Stock*, 112p., 89 F [13,56€]).

P. Des.

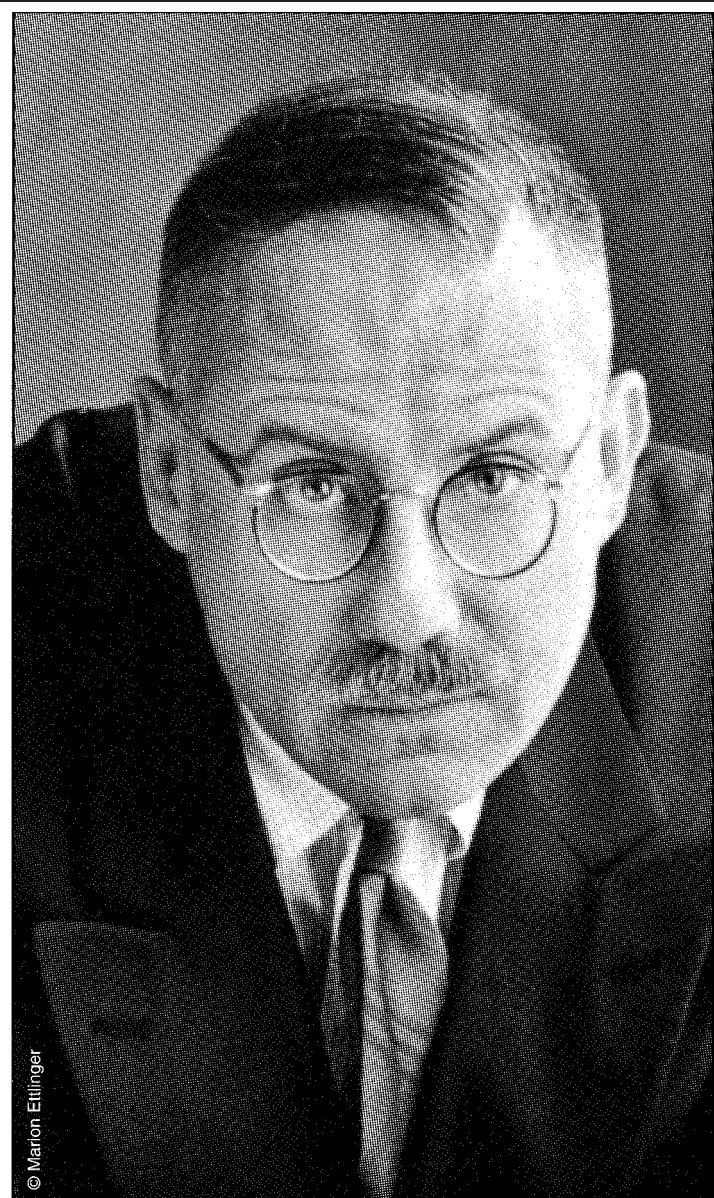


● MONILOUDIS Perikles
Glace

Né en Suisse en 1966 de parents grecs, Perikles Monioudis est l'un des auteurs prometteurs de la scène littéraire berlinoise. Inspirée au départ de la prose labyrinthique de Thomas Bernhard, son écriture est devenue plus minimaliste au fur et à mesure que se peaufinaient la psychologie de ses personnages.

Le héros de ce roman, qui lie l'étude sociologique et le journal intime à l'évolution des techniques industrielles, est un jeune homme à peine sorti de l'internat. Fils d'un magnat de la glace, il éprouve le besoin de s'astreindre à un « *dur labeur physique* » et, tout en étudiant secrètement les secrets des appareils réfrigérateurs qui sonneront le glas de la fortune de son père, il se mêle au monde ouvrier, observe l'inhumanité d'un travail exercé dans le gel, l'ammoniaque et le vacarme : « *De temps en temps, ils se laissent prendre une oreille ou un sourcil dans la glace. Adossés aux blocs, ils appliquent leur mouchoir contre la plaie. Le sang gèle instantanément.* »

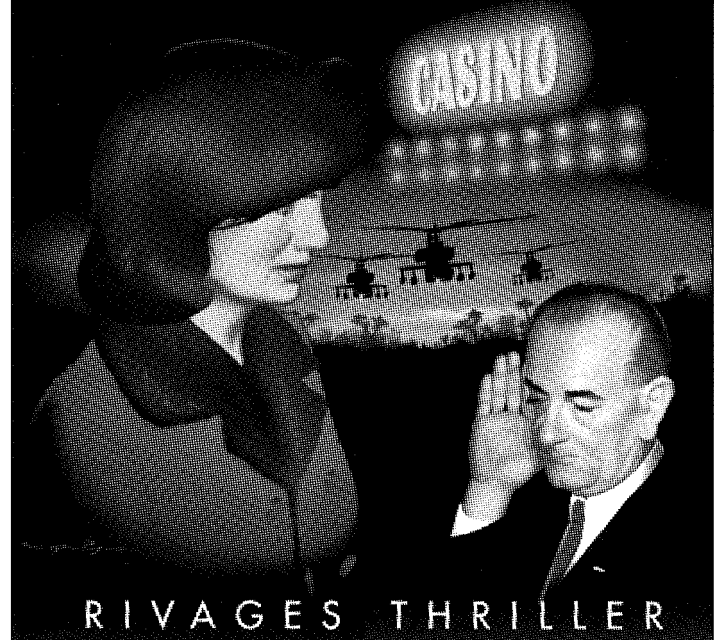
Apprentissages sociaux d'un narrateur assailli par des rêves terrifiants, confronté au mystère des particules élémentaires, et que le devoir de « *scier la glace* » renvoie à la frigidité de ses rapports avec son père, symbolique castrateur. En fin d'épreuve initiatique, un soleil salvateur fait fondre l'abcès qui lui rongeaient le bras (traduit par Céline Bocquillon, *Le Serpent à plumes*, 144 p., 95 F [14,48€]). J.-L. D.



JAMES ELLROY

après
Le Dahlia noir
et
American Tabloid

JAMES ELLROY AMERICAN DEATH TRIP



RIVAGES THRILLER

Éditions Rivages

La vérité de l'art, selon Gadamer

Né le 11 février 1900, Hans-Georg Gadamer fut l'élève de Heidegger à Fribourg et succéda à Jaspers à Heidelberg en 1949. D'une étendue considérable, son œuvre s'est principalement développée après 1960. A côté du modèle fourni par le savoir scientifique, il a insisté sur la vérité de l'art, et sur l'idée que le langage est la condition de notre expérience du monde et de l'histoire.

– *Le terme d'herméneutique, qui désigne l'art de l'interprétation philosophique, était peu répandu autrefois. Cette notion essentielle dans votre œuvre est maintenant connue dans le monde entier. Comment expliquez-vous ce succès ?*

– Ceci n'a commencé qu'avec la publication de *Vérité et Méthode*, l'année de mes soixante ans. Le succès de cet ouvrage plutôt provocateur a tenu à ce qu'il n'était pas le fruit d'un exercice d'écriture solitaire, mais celui d'un enseignement poursuivi durant plus de trente ans, où j'ai été amené à discuter avec des étudiants débutants qui raisonnaient de façon toute spontanée. C'est ainsi que j'ai évité tout langage trop spécialisé et transformé mon enseignement en échange verbal constant avec l'auditoire.

» Par ailleurs, la philosophie de Heidegger, bien connue en Allemagne, était déjà présente partout. Aussi ai-je dû mobiliser toutes mes forces d'enseignant pour soutenir le rythme que m'imposait l'énergie déployée par Heidegger pour ouvrir de nouveaux horizons. Alors que la recherche de Dieu, bien qu'inexprimée, conférait toujours à Heidegger une présence d'orateur quasi auratique, je restais, quant à moi, fidèle au langage vivant jusque dans l'évolution de ma pensée. Le langage vivant, c'est celui du dialogue, d'un dialogue où c'est avant tout l'autre qui me parle.

» Ce faisant, je conservais mes centres d'intérêt personnels, qui m'avaient porté très tôt vers la littérature. C'est ainsi que j'ai lu Thomas Mann, puis Stefan George et Rilke, et que je me suis familiarisé également avec Paul Celan dont j'ai commenté « les Cristaux de souffre » dans *Qui suis-je et qui es-tu ?* (traduit chez Actes, 1987), qui expose ma propre « critique de la faculté de juger ».

– *A vos yeux, la pensée allemande a-t-elle accompagné, au cours du XX^e siècle, le développement européen de l'Allemagne ?*

– La République de Weimar a tenté d'éveiller le plus possible l'esprit démocratique dans toutes les couches de la population, en les amenant à une conscience aussi aiguë que celle des Suisses et des Néerlandais, habitués à parler deux ou trois langues en plus de leur langue maternelle. Mais c'était trop demander aux Allemands et les contraintes du traité de Versailles ont freiné toute évolution en ce sens. Dans ce contexte, la philosophie a fait ce qu'elle pouvait.

Aujourd'hui âgé de cent un ans, Hans-Georg Gadamer est l'un des philosophes allemands les plus importants du XX^e siècle. Il a bien voulu, pour « Le Monde », répondre aux questions d'Elfie et Jacques Poulain

Même des personnalités aussi marquantes qu'Adorno, Gehlen et Heidegger n'ont pas réussi à renforcer véritablement la démocratie étant donné les conditions asphyxiantes du traité de Versailles. Leur pessimisme et leur désignation devant le destin viennent de là. C'est seulement dans la seconde moitié du siècle, à un moment où l'Europe était encore à vrai dire épuisée et exsangue, que s'est levé un nouvel espoir pour l'humanité, un espoir nourri malgré tout par les forces de production étonnantes de l'Allemagne déchirée.

– *Comment votre œuvre s'insère-t-elle dans cette histoire culturelle et philosophique ? Comment a-t-elle pu faire reconnaître en l'être humain un être de dialogue et de communication ?*

– Je ne parle pas volontiers de communication, car ce terme suggère à mes yeux non seulement une dépendance à l'égard de la bureaucratie, mais surtout une soumission aux règles ainsi qu'aux progrès scientifiques. Aussi n'aide-t-il pas à développer le sens de la démocratie. On a ici beaucoup à apprendre de l'échange culturel qui accompagne l'expansion mondiale de l'économie, pour pouvoir reconnaître les limites de l'humanité. On peut peut-être appeler optimisme l'attente patiente et persévérante qui anime l'espoir d'un nouvel avenir, mais ne serait-il pas raisonnable de penser qu'on puisse apprendre quelque chose de sa propre histoire ?

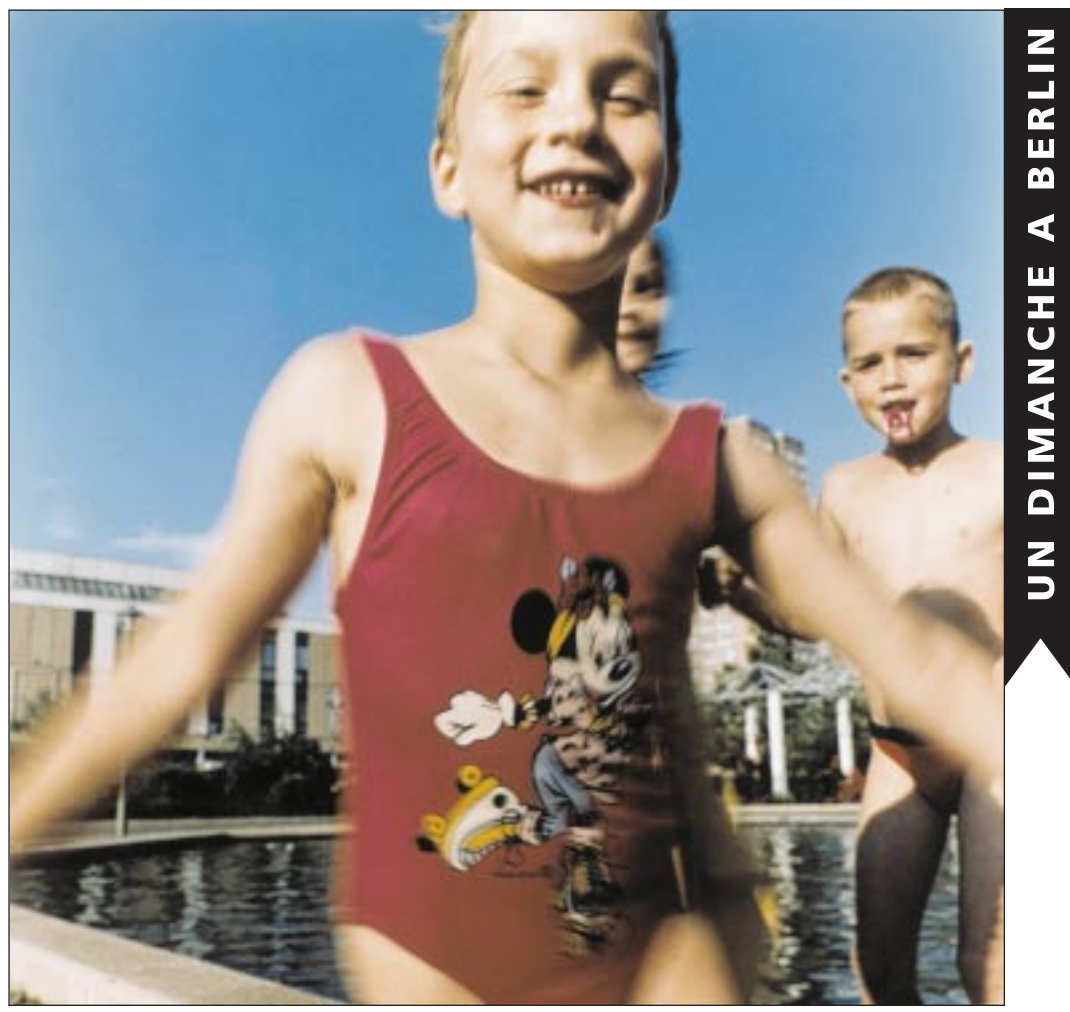
» Mettons-nous donc à l'épreuve de notre propre histoire. Le XIX^e siècle avait inspiré une nouvelle perception de l'Etat, puis un développement florissant des sciences naturelles, qu'ont cherché à imiter les sciences humaines. La philosophie en porte aujourd'hui encore les traces. La première moitié de ce siècle était encore sous l'influence de Hegel et du romantisme allemand. Mais la seconde moitié a connu un progrès de la science et de la technique tout à fait inattendu. Aussi la philosophie dominante a-t-elle été marquée par un retour à Kant, sous la puissante influence d'Hermann Cohen. Mais était-elle à même de remplir les tâches auxquelles l'appelaient le développement des Etats ?

» On s'approche ici des attentes suscitées par la convergence de la culture classique avec l'industrie contemporaine, qu'illustre assez bien le développement de l'école philosophique de Marbourg. Après le départ de Cohen, l'héritage du romantisme allemand a fini par réapparaître chez Paul Natorp, sous la forme de la tripartition systématique de la philosophie en *theoria, praxis et poiesis*. L'art y a refait son entrée en scène à côté de la science. On a eu l'impression que le néokantisme réunirait le concept éthique de valeur au concept de vérité pour fonder la philosophie. Mais on ne pouvait être aveugle au fait que la présence dont jouit l'art s'impose de façon beaucoup plus forte que le concept de valeur, toujours menacé d'un renversement tandis que l'œuvre d'art perdure à travers tous les tours et détours des valeurs et des goûts. Mais de quelle sorte de vérité l'art est-il dépositaire ? C'est la question qu'a posée Heidegger en revenant à Aristote pour faire de la question de l'Être la question même de la philosophie.

– *En novembre 1993, vos dialogues avec les philosophes français ont pu étonner. Tout se passait comme si, pour vous, seule l'expérience artistique pouvait servir de forme de vie pour l'être humain. La forte présence de l'œuvre d'art serait-elle le modèle de ce que sera dans l'avenir la présence à l'autre ? Comment affronter les questions que suscite la forte présence de l'œuvre d'art et ce, jusque dans la mondialisation de la culture ?*

« *Heinz Wismann, vous êtes philosophe et enseignez à la fois en France et à Heidelberg, où vous présidez le Centre protestant de recherches interdisciplinaires. Comment caractériseriez-vous les principaux clivages qui dominent la scène philosophique allemande ?*

– Rappelons d'abord que, dans l'immédiat après-guerre, les écoles de pensée se réclamant de la filiation heideggerienne occupaient largement le terrain, en fournissant à la génération traumatisée par la catastrophe un schéma d'absolution individuelle. Celui-ci reprenait, au niveau d'une méditation exigeante sur l'histoire de l'être et le destin de la modernité, le diagnostic proposé en 1918 par Oswald Spengler dans son best-seller, *Le Déclin de l'Occident*. Avec le retour des émigrés, notamment d'Ernst Bloch et des chefs de file de l'école de Francfort, Horkheimer et Adorno, la problématique de l'émancipation remplace progressivement l'espèce de délectation morose induite par le complexe de culpabilité, et libère l'imagination révoltée, plus ou moins brouillonne, de la nouvelle



UN DIMANCHE A BERLIN

– Il est osé de dire, bien que ce soit incontournable, que le besoin religieux de l'humanité trouvera toujours des défenseurs. Mais qui peut s'arroger le droit de juger le devenir de l'esprit du monde ? Il nous faut retourner ici à l'école des Grecs. Le mythe de Prométhée nous donne déjà une réponse. Il ne s'agit pas du Prométhée enchaîné à son rocher après sa révolte contre Zeus, mais de celui qui se targuait d'avoir offert aux hommes le don le plus précieux. En leur ôtant le savoir du jour de leur mort, il les avait réveillés et incités à transformer la nature en les animant d'une

liberté inédite. Nous devrions savoir, depuis lors, que nous ne connaissons pas l'avenir. Nous ne pouvons donc prendre au sérieux une philosophie qui n'arrive pas à s'accommoder de cette incertitude. L'humanité vit aujourd'hui dans diverses cultures qui ont toutes leur langue, leurs mœurs et leur religion. Nous devons apprendre à vivre les uns avec les autres. Cette nouvelle façon de vivre les uns avec les autres, c'est ce qu'on appelle le plus précieux. En leur ôtant le savoir du jour de leur mort, il les avait réveillés et incités à transformer la nature en les animant d'une

liberté inédite. Nous devrions savoir, depuis lors, que nous ne connaissons pas l'avenir. Nous ne pouvons donc prendre au sérieux une philosophie qui n'arrive pas à s'accommoder de cette incertitude. L'humanité vit aujourd'hui dans diverses cultures qui ont toutes leur langue, leurs mœurs et leur religion. Nous devons apprendre à vivre les uns avec les autres. Cette nouvelle façon de vivre les uns avec les autres, c'est ce qu'on appelle le plus précieux. En leur ôtant le savoir du jour de leur mort, il les avait réveillés et incités à transformer la nature en les animant d'une

Propos recueillis et traduits par Elfie Poulain, traductrice du philosophe et par Jacques Poulain, professeur à Paris-VIII

Le regard critique de Heinz Wismann

L'imagination révoltée et plus ou moins brouillonne de la nouvelle génération a succédé au sentiment de culpabilité des aînés

génération. Après les désillusions provoquées par 68, les options tendent à s'équilibrer entre ces deux pôles qu'on pourrait qualifier, pour faire bref, de pessimiste et d'optimiste. Leur légitimité reformulée se cristallise aujourd'hui autour des noms de Hans-Georg Gadamer et Niklas Luhmann d'un côté, et Karl-Otto Apel et Jürgen Habermas de l'autre.

– *La mouvance habermassienne reste-t-elle dominante ? Et comment expliquer l'écho rencontré par les propos d'un Peter Sloterdijk ou d'un Ernst Nolte ?*

– Bien que les deux auteurs – dont le second est intervenu

avant la réunification en lançant ce qu'il est convenu d'appeler la « querelle » des historiens », tandis que le premier s'est fait entendre après cet événement pour revendiquer le droit de ranimer le débat sur l'eugénisme à la lumière des progrès accomplis par la recherche génétique — n'appartiennent pas à la même génération et ne poursuivent pas les mêmes buts, leurs propos ont ceci de commun qu'ils constituent une provocation soigneusement ciblée, morale et politique, mais aussi philosophique au sens strict. L'orchestration médiatique, qui accentue les aspects de surcompensation malsaine, ne doit pas masquer le fait qu'il s'agit, dans l'un et l'autre cas, d'une opération de guérilla théorique. En contestant au moyen du comparatisme historique le bien-fondé de la culpabilité allemande, Nolte invite en réalité la nation à se retrouver soudée, par-delà le bien et le mal, dans l'immanence de son destin, quitte à en réinventer le sens à chaque tournant de son histoire. Quant au bricolage conceptuel de Sloterdijk, qui associe, dans une

sorte de délire métaphorique, Platon avec Nietzsche et Heidegger, il sert purement et simplement à renvoyer l'humanité à sa substance biologique, afin de lui imposer la sélection des spécimens les plus aptes à survivre. La réplique de Habermas coule, pour ainsi dire, de source, puisqu'elle rappelle, à la suite de Kant, que la liberté humaine, aussi bien individuelle que collective, consiste à pouvoir s'arracher aux déterminismes à l'aide de la réflexion imaginative. Il reste que la tentation d'un retour volontaire à l'être brut est une constante de la conscience émancipée. Elle n'est en tout cas pas spécialement allemande. »

Propos recueillis par Alexandra Laignel-Lavastine

★ Heinz Wismann dirige par ailleurs la collection « Passages » aux Editions du Cerf. Son catalogue, qui comprend déjà plus de cent titres parus, constitue un outil unique permettant au lecteur francophone d'accéder à une part importante de la production philosophique allemande contemporaine.

**PAUL CELAN
ET LA LUTTE
POUR LE
SENS**

par
Jean BOLLACK
(« Poésie contre poésie. Celan et la littérature »-éd. PUF)

et
Denis THOUARD

Mardi 20 mars
à 18H
à

LA LIBRAIRIE DES
puf

**PAUL CELAN
DANS LE
SIECLE**

avec V. LISKA,
M. PAJEVIC,
F. CAMBON
et J.B. PARA
autour de la revue
EUROPE
consacrée à
Paul CELAN

Mercredi 21
mars à 18H

49, Bld St Michel
PARIS-5^e
tel : 01 44 41 81 20

**PAUL CELAN
et
GISELE
CELAN-
LESTRANGE**

Correspondance
(éd. du Seuil)

avec Bertrand
BADIOU et
Maurice
OLENDER
Vendredi 23
mars à 18H

LA LIBRAIRIE DES
puf



● WEBER Anne
Première Personne

Anne Weber est allemande. Arrivée en France il y a dix-sept ans, parlant à peine le français, elle est maintenant une écrivain de langue française. « *Le grand avantage d'écrire dans une autre langue que sa langue maternelle, c'est la distance qui s'instaure ; les mots sont plus légers. Je me sens d'une certaine façon plus libre.* » Dans son nouveau livre, *Première personne*, elle met à profit cette liberté pour se lancer dans une exploration de la conscience : tentative pour retrouver par l'écriture la « clairvoyance d'antan, d'avant les raidissements successifs de l'enfance, les pétrifications de l'adolescence, les glaciations de l'âge adulte ».

L'inventaire de l'intime n'est pas dans l'anecdotique mais dans la recherche de l'originel : s'approcher au plus près de soi-même pour tenter de cerner ce qui scelle la condition humaine – par-delà les langues, à rebours des langues. Car Anne Weber ne fait pas qu'écrire en français : elle traduit en français des auteurs allemands et se traduit elle-même en allemand. « *Ne suis-je pas la mieux placée pour savoir ce que j'ai voulu dire ?* » Avec un sourire, elle se défend d'être une mère abusive incapable de lâcher sa création. « *On apprend aussi beaucoup par la traduction, elle met en évidence les moindres faiblesses de l'écriture.* » Cet exercice, qui l'amène parfois à se corriger, révèle toute l'ambiguïté de la prétendue fidélité à un texte qui, somme toute, n'est rien que l'idée qu'on s'en fait et doit pourtant aller au-delà (Seuil, 120p., 79 F [12,04€]).

P. Des.

RÓBERT HÁSZ

**LE JARDIN
DE DIOGÈNE**

« Un premier roman plein d'imagination et savamment maîtrisé – à découvrir sans tarder. »

MARIE LEROY,
Page des libraires

EDITIONS
Viviane Hamy

L'Allemagne, entre exception et normalité

DER LANGE WEG NACH WESTEN Deutsche Geschichte

(Le Long Chemin vers l'Occident. Une histoire allemande)
de Heinrich August Winkler.
Ed. C.H. Beck, Munich
Vol. I : **Vom Ende des Alten Reiches bis zum Untergang der Weimarer Republik** (De la fin du vieux empire à la chute de la République de Weimar), 652 p., 78 DM.
Vol. II : **Vom Dritten Reich bis zur Wiedervereinigung** (Du III^e Reich à la réunification), 742 p., 78 DM.

Un homme, un écrivain, l'un des plus importants écrivains allemands du XX^e siècle, incarne la tragique quête de la modernité démocratique qui a déchiré les intellectuels, les dirigeants politiques et finalement toute la société jusqu'au paroxysme des crimes du national-socialisme. Thomas Mann, en trois déclarations, pose les jalons de ce « long chemin vers l'Occident » auquel l'historien Heinrich August Winkler a consacré deux passion-

nants volumes. La première est extraite des *Considérations d'un apolitique*, parues fin 1917. Thomas Mann est encore le défenseur des « idées de 1914 » contre les « idées de 1789 » ; aux valeurs occidentales de démocratie et des droits de l'homme, il oppose les valeurs allemandes – le devoir, l'ordre, l'équité – qui devraient être garanties par un Etat fort. Il se réjouit que la paix de Brest-Litovsk dispense les Allemands de se battre contre la patrie de Dostoïevski pour se consacrer à la lutte « contre l'Occident seulement, contre les "trois pays libres" [en français dans le texte], contre la civilisation, la littérature, la politique, le bourgeois épris de rhétorique », toutes choses auxquelles il préfère la musique, la poésie, la philosophie...

En octobre 1922, le même Thomas Mann est rallié à la République mais il se méfie encore du parlementarisme. Il faut attendre 1930 pour que, face à un parterre d'étudiants hostiles, il prononce une profession de foi en faveur des valeurs occidentales qui passe, comme l'avait voulu aussi Gustav Stresemann, par une coopération avec la France : « Seule une politique étrangère fondée sur l'entente franco-allemande correspond à l'intérieur à une atmosphère où peuvent se développer les espoirs des citoyens,

tels que la liberté, la créativité et la culture. Tout autre politique porterait en elle une crispation nationale qui signifierait un conflit terrible entre la patrie et la culture et par là notre malheur à tous. » Et enfin, troisième étape, au lendemain de l'effondrement du Reich, devant des étudiants de Hambourg, cette fois-ci conquis, Thomas Mann lance une phrase qui fera florès : « Nous voulons une Allemagne européenne et non une Europe allemande. »

Ce cheminement est à la fois rupture avec la formation tardive de l'Etat-nation allemand sous sa forme autoritaire, et appropriation d'une histoire marquée par des révolutions, mais des révolutions manquées ou inachevées. Heinrich August Winkler met cette histoire en perspective. Il ne se veut ni exhaustif ni objectif. Il cherche au contraire les « lignes de fuite » : 1848, 1919, 1933, 1945 et enfin 1990 avec la réunification. Il ne cache pas la position d'où il parle : une social-démocratie « raisonnable » qui mise sur une alliance entre les forces modérées de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, seule base viable pour une démocratie parlementaire et libérale. L'expérience montre que les tentatives démocratiques ont toujours échoué en Allemagne quand cette alliance était impossible ou refusée. La bourgeoisie libérale s'était ralliée à l'Etat bismarckien de 1871 parce qu'elle n'avait pas réussi sa révolution de 1848. Mais cet empire était incomplet puisqu'il y manquait l'Autriche. Les

Selon l'historien Heinrich August Winkler, un long chemin a été nécessaire pour rompre avec le mythe du Reich et créer un Etat-nation démocratique

sociaux-démocrates, au contraire, en vrais héritiers de la révolution de 1848, étaient dans les années 20-30 les partisans les plus convaincus de l'Etat national panallemand (*grossdeutsch*). Aussi le mythe du Reich n'était-il ni l'apanage de la droite ni une redécouverte de Hitler. Ce mythe a été utilisé par le national-socialisme et fondamentalement détruit par lui. « C'est en cela que réside l'effet libérateur de sa chute », écrit Heinrich August Winkler. Dans la mesure où [les Allemands] apprennent à voir dans l'effondrement une libération, ils étaient en mesure de reconnaître que l'Allemagne elle-même portait la responsabilité de son destin », autrement dit que ses malheurs n'étaient ni la faute des autres ni la conséquence du « coup de poignard dans le dos » que les ennemis de la monarchie, les partis qui

allaient plus tard soutenir la République de Weimar, auraient asséné de des généraux victorieux de 1918.

Après 1945, les Allemands de l'Ouest ont développé une démocratie parlementaire à bien des égards exemplaire, mais dans un Etat encore une fois incomplet puisqu'une partie du pays subissait une autre dictature, à la fois importée d'URSS et plongeant ses racines dans le radicalisme révolutionnaire de 1917-1919. A l'Ouest, la démocratie était autant due à la volonté des Alliés occidentaux qu'aux germes semés contre Hitler au cours de la décennie précédente, par la social-démocratie comme par les conjurés du 20 juillet 1944. Ces aristocrates n'étaient ni des démocrates ni des libéraux ; pourtant pour la première fois, une élite allemande n'obéissait pas à un ordre de l'autorité supérieure mais à sa propre conscience. Aussi, bien que patronnée par les vainqueurs, la Loi fondamentale de la République fédérale était, écrit Heinrich August Winkler, « une Constitution occidentale, mais pas n'importe laquelle ; elle était un texte dans lequel se reflétaient les expériences de l'histoire allemande, de la République de Weimar comme du national-socialisme ; dans ce texte l'histoire constitutionnelle allemande était "dépassée", au sens hégélien du terme : à la fois conservée et supprimée ». En ce sens, le « patriotisme de la Constitution » (*Verfassungspatriotismus*) n'était pas, à l'origine, a-historique, comme il a pu le paraître parfois chez Jürgen Habermas,

qui se réfère moins à la Loi fondamentale de la RFA qu'aux « principes constitutionnels universels » de l'Occident en général, et nourrit donc l'idée d'une Allemagne postnationale plantée au milieu d'Etats-nations, autrement dit d'une nouvelle « exception allemande ».

Heinrich August Winkler, qui fut un des principaux contradicteurs d'Ernst Nolte lors de la querelle des historiens des années 80, ne refuse pas a priori de comparer le nazisme et le communisme ; il rejette l'assimilation des deux totalitarismes. Et en tout cas, il s'insurge contre l'idée selon laquelle les Allemands seraient possédés par la culpabilité (*Schuldbesessenheit*) : « Non, affirme-t-il, car une adhésion aux principes universels n'a malheureusement pu se former dans le plus profond de la nation allemande qu'après – et par – Auschwitz. » C'est la Shoah et la défaite libératrice du nazisme qui a mis fin au *Sonderweg* (la voie particulière) du Reich allemand. Un demi-siècle plus tard, « en 1990 se sont terminés le *Sonderweg* postnational de la République fédérale et le *Sonderweg* internationaliste de la RDA. L'Allemagne réunifiée n'est pas une "démocratie postnationale au milieu des Etats-nations" ; elle est un Etat-nation démocratique et postclassique parmi d'autres ». En ce sens on peut parler enfin d'une « normalité » allemande qui rompt avec les mythes germaniques tout en assumant les particularités de son histoire.

Daniel Vernet

L'Européen de raison

L'EUROPE S'AFFIRME Perspectives pour le XXI^e siècle (*Selbstbehauptung Europas*) de Helmut Schmidt. Traduit de l'allemand par Dominique Tassel, Préface de Valéry Giscard d'Estaing, éd. De Fallois, 270 p., 120 F (18,29 €).

Quand il est arrivé à la chancellerie fédérale allemande en 1974, Helmut Schmidt ne passait pas pour un enthousiaste de l'intégration européenne. Originaire de Hambourg, il avait comme tous les habitants de la Hanse un faible pour le monde anglo-saxon. Dans le livre qu'il consacre à l'avenir de l'Europe et auquel son ami Valéry Giscard d'Estaing a donné une préface chaleureuse, il reconnaît avoir toujours été un « Européen de raison plus que de cœur ». Et c'est justement la raison qui l'a convaincu que l'Union européenne est la condition de survie des Européens eux-mêmes et, encore au-delà, de l'Occident tout entier. Face aux périls qui menacent –, et Helmut Schmidt en analyse quelques-uns sans catastrophisme mais sans complaisance – les Européens risquent de devenir des acteurs secondaires sur la scène politique mondiale, à moins qu'ils ne parviennent à faire de l'Union européenne « une entité dotée du pouvoir d'agir ». La formule peut paraître vague mais elle traduit la pensée exacte de l'ancien chancelier qui ne veut ni d'un Etat européen, ni d'une Fédération d'Etats ; une « Union » lui convient parfaitement. Et à condition, ajoute-t-il, « que l'Allemagne et la France soient durablement intégrées » dans cette Union européenne.

Ce parfait anglophone a découvert la France en même temps qu'il rencontrait Valéry Giscard d'Estaing

avec qui il travailla étroitement d'abord en tant que ministre des finances, ensuite quand ils gagnèrent, à quelques semaines d'intervalle, la chancellerie, qui la présidence de la République. Dans l'hebdomadaire *Die Zeit*, dont il est un des directeurs, Helmut Schmidt a, ces dernières années, tiré à plusieurs reprises la sonnette d'alarme à propos du « refroidissement » des relations franco-allemandes. Dans son livre, il lance à nouveau un double appel : « La France doit décider d'utiliser sa position internationale soit pour jouer un rôle particulier et autonome [auquel il ne croit d'ailleurs pas], soit pour prendre l'initiative en Europe. Il lui faut trancher entre ces deux possibilités. » D'autre part, « la France doit savoir que nous, Allemands, sommes disposés à renforcer encore nos liens réciproques avec nos voisins français, en allant même plus loin que ce qui est prévu par le traité sur l'Union européenne ». Cette intégration, dit-il, « est dans l'intérêt stratégique » des Allemands.

Toujours pragmatique, Helmut Schmidt ne se contente pas de ces généralités qui sont autant d'admonestations aux dirigeants d'aujourd'hui, des deux côtés du Rhin. Il avance des idées concrètes. Il plaide pour des réformes structurelles de l'Union avant la réalisation de l'élargissement, sous peine de rendre l'Europe ingouvernable et inefficace. Il exhorte les responsables politiques à avoir le courage de dire que ni la Russie ni la Turquie n'ont vocation à faire partie de l'UE même si elles peuvent y être étroitement associées. Enfin, il se prononce pour la constitution d'un « noyau interne de l'Union », seul moyen d'avoir une politique extérieure commune. C'est moins l'originalité du propos que la clarté de l'exposé qui emporte la conviction et transforme le volontarisme politique en évidence.

D. V.



4 COLLECTIONS DE POCHE 65 TITRES 31 AUTEURS

DÈS 9 ANS

JAMAIS DEUX SANS TROIS

12 TITRES PARUS

LA RANÇON DU RENARD

«Un nouveau volume des aventures de Jenny, Peter et Miranda, souvent palpitantes et toujours drôles.»

Le Monde des livres

DÈS 10 ANS

LES PETITS POLARS

18 TITRES PARUS

LE SAUT DE LA MOUNINE

«Dans les Causses, Thomas et Emma remarquent de drôles de choses. Un hangar en feu, une petite fille brutalisée, des cris dans la nuit... Un chouette petit polar.»

Lire

DÈS 11 ANS

RAISONS D'ENFANCE

18 TITRES PARUS

CAMILLE CLARISSE

«Pareille délicatesse est rare de la part d'une plume adulte. Robert Bigot, avec respect et sans mièvrerie, nous fait plonger dans l'univers vivant et douloureux d'une jeune provinciale.»

La Vie

DÈS 12 ANS

LES COULEURS DE L'HISTOIRE

9 TITRES PARUS

LA VAGUE NOIRE

«Tout le quotidien tragique de Juifs pourchassés, humiliés et déportés à travers un bouleversant témoignage, partagé entre l'espoir et le désespoir.»

Magazine littéraire



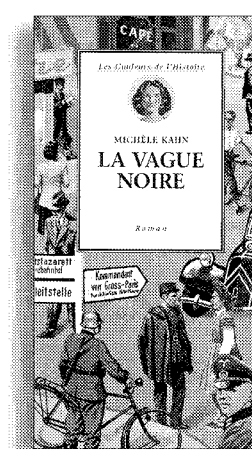
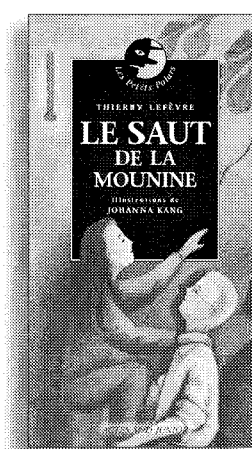
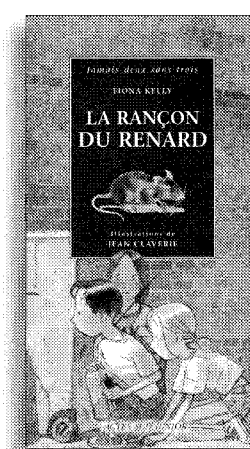
WALSER Martin Une source vive

Dans les années 1930, sur les bords du lac de Constance, le petit Johann grandit dans l'auberge que tiennent ses parents, sa mère plutôt, car le père est un doux rêveur qui s'occupe plus volontiers de musique ou de théosophie. Le monde est en train de changer. De riches bourgeois de la ville viennent amarrer leur bateau sur les rives du lac mais les affaires n'en marchent pas mieux pour autant. L'auberge est menacée de liquidation judiciaire jusqu'à ce que la mère, toujours pragmatique, décide d'adhérer au parti nazi.

Né en 1924 à Wasserburg, la bourgade qui sert de cadre à son roman, Martin Walser ne s'était jamais autant approché de la veine autobiographique. Car ces années maudites de l'histoire allemande furent pour lui, qu'on le veuille ou non, celles de la découverte émerveillée du monde, des premiers émois amoureux. Martin Walser réussit parfaitement à évoquer cette « source vive » du passé sans occulter l'implication de sa propre histoire dans celle de l'Allemagne, déployant cette épique du quotidien avec le mélange de tendresse et d'ironie qui le caractérise.

Le roman qui a suscité une énorme polémique lors de sa parution en 1998 a obtenu le fameux Prix de la Paix décerné à Francfort par les libraires allemands (traduit par Evelyne Brandts, Robert Laffont, « Pavillons », 450 p., 149 F [22,71€]).

G. Me.



ACTES SUD JUNIOR

Parade à une mythologie brouillée

HISTOIRE DES CHEVALIERS TEUTONIQUES

de Kristjan Toomaspoeg. Avec la collaboration de Annieste Nef, Flammarion, 208 p., 109 F (16,61 €).

LA MYTHOLOGIE ALLEMANDE (Deutsche Mythologie)

de Paul Hermann. Traduit de l'allemand et annoté par Michel-François Demet, Perrin, « Pour l'Histoire », 312 p., 145 F (22,11 €).

Fritz Lang ou Eisenstein, bien des poncifs sur l'imaginaire mythologique allemand sont d'abord des références cinématographiques. Soutenus par l'énergie d'un Prokofiev ou l'écho des fureurs wagnériennes, la glace se rompt sous le poids de l'armée teutonique face à Alexandre Nevski ou les assauts légendaires des Nibelungen ont davantage marqué les esprits que la lecture des textes, seuls aptes à restaurer une dimension moins fantaisiste et moins traumatisante de la vision farouche léguée par l'imagerie nazie.

Lorsque les nazis reprennent la part à leurs yeux la plus récupérable idéologiquement de l'historiographie nationaliste du XIX^e siècle, ils adoptent une vision simpliste et erronée de l'ordre teutonique, que les Soviétiques confortent en retour. Immortalisée par la géniale image d'un Eisenstein patriote, la bataille du lac Peïpous, le 5 avril 1242, s'est certes soldée par une victoire du prince de Novgorod, mais le faible enjeu de l'affrontement, la modestie des troupes en présence, la discrétion des sources sur cette fameuse « bataille de la glace » interpellent plus l'amateur de légende que l'historien, qui retient moins l'événement que la décisive confrontation entre Teutoniques

Des Nibelungen aux chevaliers teutoniques, l'imagerie nazie conditionne encore le regard contemporain. Deux essais, à cent ans d'intervalle, corrigent le lieu commun

d'une part, Polonais et Lituanais d'autre part, où s'abîme la puissance de l'ordre deux siècles plus tard. Grunwald, Tannenberg ou Zalgiris selon la nation qui l'évoque, ce combat de 1410 dit l'ambiguïté de l'histoire d'un ordre de chevalerie confusément tiraillée entre la légende noire des Templiers et celle, plus abjecte, du totalitarisme moderne.

Pour restaurer une vision moins fantasmagorique, Kristjan Toomaspoeg, dont la thèse, *Les Possessions de l'ordre Teutonique en Sicile 1197-1492*, est sous presse aux éditions de l'Ecole française de Rome, propose un essai didactique, sobre et précis, sur ces « soldats du Christ », « frères cadets » des grands aînés, templiers et hospitaliers, qui voient avec suspicion naître d'un hôpital des Allemands fondé à Acre (1197) un ordre nouveau, conjointement parrainé par le pape et l'empereur. Ses privilèges capitaux, dus à la protection des Hohenstaufen, comme sa hiérarchie spécifique l'aident à résister à la faillite des Etats latins d'Orient (1291). Transférée à Marienburg, après une étape éphémère à Venise, révérence à une origine méditerranéenne jamais réellement oubliée, la résidence symbolique des grands maîtres atteste un changement décisif. Relais des croisades orientales, la guerre menée contre les païens des terres baltes

prolonge l'une des missions originelles. Alors seulement, au cœur du XIV^e siècle, l'ordre devient « allemand », avec la promotion d'une noblesse clairement liée aux principautés territoriales en cours de constitution – d'où la Prusse sera la lointaine héritière. Revenant sur la cruelle mise au pas de la Livonie, Toomaspoeg disculpe partiellement les Teutoniques du « génocide balte ». On peut avoir moins d'indulgence envers de telles exactions et leur lourd soldé démographique. Au moins cette brève synthèse devrait-elle exorciser quelques démons tenaces, réactivés au XX^e siècle.

Exhumer, même partiellement tronquée, *La Mythologie allemande* de Paul Hermann ne présente pas le même caractère de salubrité. Toutefois, on saluera le courage de l'éditeur qui n'hésite pas, dans une collection vouée aux textes rares ou oubliés, à proposer cette anthropologie, certes « datée » – elle parut en 1898, fut rééditée en 1906 puis 1996 seulement –, mais toujours inédite en français. Sans craindre de réveiller les querelles qui firent longtemps obstacle à la traduction des maîtres-livres de Kantorowicz, elle offre une clé toujours utile à une part de l'imaginaire allemand qui croise la source germanique et un fond nordique, plus mince mais d'une imagerie plus poétique. De Tacite (*De Germania*) au *Nibelungenlied* composé onze siècles plus tard, Hermann, qui fonda à Strasbourg, au temps où le II^e Reich cherchait ses fondements dans l'Histoire autant que dans la tradition, un centre universitaire d'études mythologiques germaniques et celtiques, sert de guide. Rencontre avec Tius, maître universel renversé par Wodan, qui lui prit aussi son épouse la déesse Frjia, les Walkyries et les plus paisibles filles au cygne (l'ardeur présente face à la science de l'avenir), et l'impensable cortège de kobolds, elfes et nixes, nains, géants et autres démons. S'en dégage un pessimisme



Hippodrome de Hötpegarten

UN DIMANCHE A BERLIN

fondamental, logique dès lors que pour accéder au Walhalla, repos ultime du guerrier tombé au combat, l'homme doit aussi admettre que ses dieux sont mortels. Absents à l'origine du monde, ils n'apparaissent qu'au début de l'Histoire. Périssables donc ; pis – d'un trépas annoncé.

Si, après Hermann, on y lit un sentiment intrinsèque de culpabilité, voire un besoin d'expiation, on comprend pourquoi ce classique de l'historiographie européenne n'a guère retenu les nazis.

Ph.-J. C.

Des symboles en débat

Dans un article paru en juin 1993 dans la revue *Actes* (n° 98, p. 45-58), « La nouvelle Allemagne : quels symboles ? », Joseph Jurt, professeur à l'université de Freiburg, interrogeait l'impensable consensus autour des emblèmes nationaux dans l'Allemagne réunifiée. Huit ans plus tard, la parution d'une mouture germanique des « lieux de mémoire » relance le débat.

« Convaincu de l'impossibilité de transposer en Allemagne le concept inventé par Pierre Nora, mon ami Gerd Krumeich décida de consacrer il y a trois ans son séminaire à Freiburg à cette notion hâtivement reprise. » S'il ignore ce que le chancier produisit, Joseph Jurt comprend la réticence de son collègue historien. « Le concept radical inventé par Nora est en rupture avec l'histoire linéaire, de mise ici. Sortir de cette option traditionnelle peut être interprété comme une volonté de se dérober à une responsabilité historique majeure. J'entends bien sûr par là le moment national-socialiste. Est-ce un fruit de l'histoire allemande ou une césure douloureuse dans une vision du temps long où se dessine le projet national ? Impossible de faire l'économie de cet obsédant débat ! »

Le cas français semble tout différent : héritier d'une histoire finalement consensuelle, d'une mythologie politique admise et d'un arsenal emblématique fluctuant mais reconnu, le dépositaire de la tradition des *Annales* peut, sans crainte, emboîter le pas à Braudel, qui impose la « longue durée » en réponse au défi lancé par le structuralisme et Lévi-Strauss, mettant en question la temporalité de l'Histoire. « Ce débat est fondamentalement extérieur à l'historiographie allemande – qui y lit une

fuite, une démission face à l'enjeu historique. La question du sujet est en effet capitale en Allemagne, où le paradigme dominant reste l'herméneutique. Abandonner le concept de sujet y est tenu pour un choix « antihumaniste ». »

Reprenant la logique de son questionnement au lendemain de la réunification sur les symboles impossibles à force d'ambiguïté, du drapeau à l'hymne, du monument (mur abattu, porte de Brandebourg) au choix de la capitale ou de la fête nationale, Jurt souligne le manque de recul nécessaire pour dégager la force emblématique d'un signe d'histoire. La décantation reste à faire. « S'il a fallu près d'un siècle pour conférer à la prise de la Bastille sa valeur de symbole national, comment trancher déjà au vu de l'extrême discontinuité de l'histoire allemande depuis 1870, qui fit obstacle à la constitution d'une identité nationale stable ? » Evoquant la chute du Mur, Jurt lit là comme un possible « lieu de mémoire », mais pour les Européens. « Nombre d'intellectuels se vivent dans une ère post-nationale. Il n'en est rien. Et l'Etat-nation dont on parle est ici vécu à contrecoeur. La solution de rechange au sortir de la guerre, ce fut l'Europe – et l'économie, grâce à son miraculeux développement, la vraie sphère de puissance. Aussi la disparition annoncée du DM, « valeur refuge » de l'expression nationale, est-elle mal perçue, ruinant le seul emblème réellement admis. »

A voir la commémoration suppléer la mémoire et le rituel la conscience historique, on peut de fait s'interroger sur la pertinence du transfert d'un concept très singulier.

Propos recueillis par Philippe-Jean Catinchi

Des « Lieux de mémoire » à l'allemande

Pour ses maîtres d'œuvre, les historiens Etienne François et Hagen Schulze – l'un français, l'autre allemand –, la sortie de ce premier volume des *Lieux de mémoire allemands* – les tomes 2 et 3 sont attendus à l'automne –, constitue l'aboutissement d'une longue aventure. Tumulueuse aussi, car se lancer dans un tel inventaire critique des lieux, matériels et immatériels, où s'est ancrée la mémoire collective allemande – une première outre-Rhin – n'avait rien d'évident.

Etait-il d'abord concevable d'étendre à l'Allemagne la notion de « lieux de mémoire » justement élaborée par Pierre Nora dans les années 1980 pour rendre compte de la singularité des relations que les Français entretiennent avec leur passé ? La conviction que « oui », Etienne François et Hagen Schulze ne l'ont acquise qu'en 1994. Il s'agit bien, en cela, d'un projet « post-réunification ». Plusieurs données majeures avaient changé, souligne le premier, qui vit à Berlin depuis 1991 où il enseigne à la Technische Universität. L'une tient à ce que « si les questions de mémoire restent en Allemagne lancinantes, il n'était plus possible, après 1989-1990, d'en évacuer la dimension sinon nationale, du moins allemande ». Intervint

ensuite la confrontation, nouvelle, aux deux passés, nazi et communiste. Entre la France et l'Allemagne, on observait enfin plusieurs convergences d'attitudes, de l'engouement pour les commémorations ou les expositions à la multiplication des musées d'histoire. En somme, les conditions n'avaient peut-être jamais été aussi favorables à l'écriture d'une histoire allemande « au second degré ».

Pour autant, importer tel quel le modèle original, fondé sur l'articulation entre la République, la nation et les France, n'aurait eu aucun sens. « Il fallait impérativement s'en émanciper », poursuit Etienne François. Un point de vue que Pierre Nora fut le premier à encourager. C'est donc là qu'allèrent commencer les difficultés, mais aussi tout l'intérêt d'une entreprise qui, de tâtonnements en ébauches de plan sans cesse remises en chantier, va s'élaborer pour l'essentiel au fil du séminaire que les deux historiens animent à l'université libre de Berlin – c'est là qu'enseigne Hagen Schulze – avec la participation d'un groupe d'étudiants « fidèles et passionnés ».

Assez vite, une nécessité s'impose : adopter un principe d'organisation, non pas rigide mais ouvert, respec-

tueux des ruptures comme du caractère éclaté et conflictuel des mémoires allemandes, et qui fasse place aux recompositions en cours. Ce « profil modeste » débouchera sur un plan inédit, en forme de kaléidoscope, inspiré des jeux de miroirs. Dix-huit notions centrales, pour la plupart intraduisibles – Volk, Bildung, Heimat, etc. – sont ainsi sélectionnées. Autour de chacune d'elles gravitent des sortes de « grappes », entre cinq et huit entrées chaque fois, 120 au total, opérant comme le fait la mémoire, en multipliant les renvois, les associations. Autour de Reich, on trouvera par exemple un article sur Canossa, un autre consacré à Nürenberg, un autre au Reichstag. L'idée étant de stimuler l'imagination et d'offrir au lecteur comme autant de pièces lui permettant de reconstituer le « puzzle allemand ». Le produit final ne sera pas sans surprises. « Nous nous attendions à ce que le nazisme soit très présent, relève Etienne François. Mais nous avons été frappés, à la lecture, de constater à quel point les nazis ont su reprendre à leur compte et pervertir toutes les constructions mémorielles. Pas un article où Hitler ne soit mentionné. »

Comparé au modèle français, on observe encore deux innovations

majeures, à commencer par l'insistance sur la part étrangère des mémoires allemandes, due notamment aux fluctuations de frontières et aux imbrications avec d'autres histoires européennes. D'où le choix de lieux mixtes ou partagés, germano-français, germano-polonais ou encore judéo-allemands. Cette dimension européenne, explicitement revendiquée, explique enfin que les architectes aient fait appel à de nombreux chercheurs non allemands, un sur cinq, parmi lesquels des Américains et des Israéliens.

Qu'en pense Pierre Nora qui a accepté d'en écrire la postface ? Si le sérieux de l'entreprise tranche, à ses yeux, avec la pâle imitation publiée il y a quelques années en Italie, il avoue ne pas s'y reconnaître tout à fait. J'éprouve, dit-il, « un mélange de plaisir et d'étonnement : plaisir de voir que la notion de "lieux de mémoire" s'avère utile à d'autres ; étonnement devant sa carrière internationale, alors même que dans sa rigueur et sa logique, je persiste à croire qu'elle n'est vraiment applicable qu'à la France ». Encore que tout dépende du traitement. En un mot, « les lieux de mémoire sont comme la guerre », poursuit-il, « ils sont tout d'exécution ».

A. L.-L.



● SCHULZE Ingo
33 moments de bonheur

Né à Dresde en 1962, un an après la construction du mur de Berlin, Ingo Schulze a vécu dix mois à Saint-Petersbourg pour participer à la fondation d'un journal. C'est ce séjour qui lui inspira ce texte, sous-titré « Extraordinaires aventures des Allemands à Piter », chronique kaléidoscopique de la vie quotidienne après le délitement du régime soviétique. Comme il le fera quatre ans plus tard dans *Histoires sans gravité*, peinture d'une province est-allemande après la réunification, Ingo Schulze procède par petites narrations évoquant une galerie de personnages, à la manière des *Shorts cuts* de Raymond Carver.

D'un flash à l'autre, il change de ton, sautant du tableau intimiste au conte fantastique ou à la scène policière, parodie Hoffmann, Khlebnikov ou Tchekhov. La ville s'enfonce dans un marécage social. Dans ce monde privé de repères, où rôde la milice, où menacent les pannes de courant, où les citoyens, en proie à la misère morale, se raccrochent à leur patrimoine culturel, une séductrice de salon d'hôtel cite Pouchkine, une doctresse tente de sauver un agonisant en lui offrant un somptueux strip-tease. Entre une queue pour un morceau de beurre et un festin cannibale avec ballets roses dans un établissement de bains, un défilé d'artistes désabusés, veuves affamées, dévôts, trafiquants d'armes et nostalgiques de l'ancien régime (traduit par Alain Lance et Renate Lance-Otterbein, Fayard, 314 p., 125 F [19,05 €]). J.-L.D.



● STRAUSS Botho
Les Erreurs du copiste

A lire les derniers essais de Botho Strauss en forme de pamphlets, on avait l'impression que cet auteur ancré à gauche était soudain devenu violemment réactionnaire tant ses invectives contre la modernité avaient quelque chose de moins d'outrancier que d'ambigu. Cette rage est canalisée dans *Les Erreurs du copiste* qui date de 1997, et elle devient juste. L'éloignement de la ville, une maison sur une colline de l'Uckermark sont les éléments décisifs qui contribuent à cet apaisement. Il y a du Montaigne dans cette écriture, mélange d'intime et d'universel, au milieu de la nature, entouré par des ombres, « où l'esprit n'est plus obligé de se mettre en frais ou de faire de la propagande, et où le sentiment d'être inclus est le bonheur même ».

Mais ce bonheur est menacé et apporte la tension nécessaire à l'écriture. Menace de la perte en la personne de l'enfant qui parcourt encore le monde avec insouciance, mais sera bientôt pris à son tour, inévitablement, dans les rets de l'affadissement et des séductions artificielles. « En présence de l'enfant, toute société est effrayante. » La confrontation entre celui qui a vécu et celui qui va vivre, entre celui qui sait et celui qui ne sait pas, a quelque chose d'héroïquement désespéré. « Je transmets ce qui me fut autrefois transmissibles. C'est la seule forme de prévoyance. » Les grands moments de la littérature sont ceux où l'intelligence et la sensibilité font alliance, portées par un style singulier. C'est le cas avec ce livre. (traduit par Colette Kowalski, Gallimard, « Du monde entier » 208 p., 120 F [18,29 €]). P. Des.



● KRAUSSER Helmut
Mélodies

Avis aux amateurs de musique : ce livre va changer votre vie. Helmut Krausser (né en 1964) fait partie de cette jeune génération d'écrivains allemands qui, même s'ils ont commencé à écrire bien avant 1990, ont dû attendre la chute du mur pour se faire connaître. Après son bac, sa vie est faite de tribulations où il côtoie les milieux punks et toxics. Pendant six mois, il vit comme un SDF, expérience qui ressort dans plusieurs de ses livres. Krausser n'en est pas, en effet, à ses débuts : outre une pièce de théâtre et de nombreux poèmes, il a déjà écrit six romans, dont *Mélodies*, un ouvrage de huit cents pages qui brasse différents mythes, dont celui d'Orphée.

Le livre se présente comme un roman historique, un roman policier, un roman d'aventure et une parodie de ces genres. L'action est double, située dans le passé et le présent. Le personnage principal de l'action contemporaine est un jeune photographe, Alban Täubner, qui, comme Orphée, a perdu sa compagne et devient malgré lui le médium des découvertes fabuleuses d'un certain Castiglio, magicien du XVI^e siècle qui aurait trouvé des mesures musicales ayant la force de philtres magiques : comment susciter l'amour, comment soutirer de l'argent à un pingre ?, etc. Ce n'est pas sans rappeler *Le Nom de la rose*, d'Eco, ou *Le Parfum*, de Süskind. Le personnage de Täubner est parfois un peu pâle par rapport aux figures énigmatiques du passé, mais il y a assurément de la magie dans ce thriller musical (traduit par François Mathieu, Seuil, 846 p., 147 F [22,41 €]). P. Des.

Un théâtre de répertoire

Vue de l'extérieur, et notamment de la France, la richesse du théâtre allemand est largement surévaluée. Ce sont en effet moins les nouveaux auteurs que les nouveaux metteurs en scène qui tiennent le haut du pavé. En principe, le répertoire des théâtres en Allemagne laisse percevoir une volonté de se confronter à la société et à ses problèmes. Il suffit de penser aux textes de Peter Handke et de Botho Strauss. Par son théâtre, le premier a non seulement fait preuve d'intérêt mais aussi de parti pris à propos du conflit en Bosnie ; le second joue depuis des années les cassandres dénonçant un processus de « dé-démocratisation » qui menacerait la société. Strauss adopte donc – et en cela il est très proche du Handke des années 1980 et du début des années 1990 – une position résolument élitiste. Beaucoup de ses détracteurs se sont mépris sur cette attitude qu'ils

tre. Après Brecht ensuite : dans les années 1960 à 1980, la critique de certaines évolutions et conditions politiques est le dénominateur commun au théâtre documentaire de Rolf Hochhuth et Peter Weiss (*L'Instruction*), mais aussi aux pièces politiques d'actualité de Thomas Bernhard qui règle ses comptes avec les nationaux-socialistes d'hier et d'aujourd'hui et les populistes de droite, que ce soit en Allemagne (*Avant la retraite*) ou en Autriche (*Place des héros*).

Quand on regarde le répertoire des théâtres allemands, même ceux qui sont dirigés par de jeunes directeurs comme Thomas Ostermeier (Schaubühne de Berlin) ou Matthias Hartmann (Bochum), on se rend compte à quel point cette institution se considère comme une instance morale et éducative. Quand les nouveaux auteurs talentueux de langue allemande viennent à manquer – comme c'est le cas en ce début de XXI^e siècle –, on porte ses regards au-delà des frontières. Dans cette recherche, la France est

Riche d'œuvres engagées dans le débat politique et social, la scène dramatique est un perpétuel lieu de prises de position

che des théâtres allemands : ni Py, ni Cadiot, ni Vinaver, Minyana, Deutsch ou Bouchard.

Les metteurs en scène allemands trouvent plus fréquemment ce qu'ils recherchent dans l'espace anglo-saxon, leur préférence allant à Ravenhill. Mais ils ne peuvent pas recourir exclusivement aux pièces nouvelles de l'espace linguistique anglo-saxon. Les théâtres se trouvent en fait dans une impasse. Ils se sont distancés du bric-à-brac de Heiner Müller ou du radicalisme des textes de Werner Schwab. Et ce n'est pas avec les (quelques) œuvres des jeunes et des moins jeunes – Rainald Goetz, Werner Fritsch, Roland Schimmelpfennig, Albert Ostermaier, Marius von Mayenburg – ou des moins jeunes encore tels Elfriede Jelinek, Tankred Dorst, George Tabori, Botho Strauss et Peter Handke – que l'on peut remplir les salles, encore moins les caisses.

Que faire ? Au cours des dernières années, les metteurs en scène travaillent donc de plus en plus à des adaptations. Certains ont osé s'attaquer au *Faust* de Goethe ; les plus excentriques ont inventé, au prix de quelques remaniements, un environnement faustien d'une indéniable actualité ; la version de *Faust* de Heinar Schlee à Francfort et *Wurzel aus Faust 1 und 2 (Racine de Faust I et II)* de Christoph Marthaler au Deutsches Schauspielhaus de Hambourg

ressortissent à ce genre ; ces deux créations ont fait l'objet mérité d'une publication. Mais s'il est possible de trafiquer Goethe, il n'en va pas de même avec Schiller – du moins, personne ne s'y est hasardé sérieusement. Quant à Lessing, seul Frank Castorf s'y est risqué.

Non, celui qui remporte tous les suffrages, le grand favori des metteurs en scène, c'est Shakespeare : auteur, metteur en scène, acteur et exploiteur, adaptateur d'autres auteurs. Ce que Shakespeare a fait, on peut aussi le faire, se disent ces metteurs en scène, très jeunes pour la plupart – et de se ruer sur Shakespeare. Les variations les plus rocambolesques abondent sur *Hamlet*, *Othello* ou sur *Comme il vous plaira*. Cette façon de procéder est devenue familière aux amateurs de théâtre, au moins depuis les mises en scène de Peter Zadek et de Hans Neuenfels, à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Tout d'abord étonnés, la plupart des spectateurs et des critiques ont reconnu, non sans plaisir, que ce travail théâtral pouvait très bien fournir des lectures absolument nouvelles, des interprétations en phase avec l'actualité, des textes finalement neufs qui pensent, reflètent, déforment, réfléchissent ce qui se passe – ou ne se passe pas – dans la société. Ainsi, même si l'on peut actuellement déplorer l'absence de nouvelles pièces d'importance en langue allemande, on peut quand même voir de nouvelles productions faites à partir de textes anciens, propres à engager le débat avec notre pays et notre temps. Ces spectacles ne demeurent pas sans écho ; ils donnent lieu à des débats. Il existe donc bel et bien un discours esthétique-politique sur le théâtre. Il vit les yeux grands ouverts, tandis que nos auteurs somnolent, les paupières lourdes.

★ Traduit de l'allemand par Philippe Henri Ledru et Pierre Deshusses

C. Bernd Sucher

ont jugée réactionnaire. De son côté, Elfriede Jelinek n'a pas eu peur de critiquer haut et fort (notamment avec *Sportstück* et *Wolken. Heim*) l'évolution politique en Autriche, les dérives droitières, la xénophobie et le racisme qu'elle croit percevoir dans son pays.

Ces auteurs modernes s'inscrivent dans une tradition issue du siècle des Lumières. Qu'on pense à *Nathan le Sage* de Lessing, une pièce dont la structure n'a rien de véritablement génial mais qui prend nettement position en faveur de la tolérance et de la liberté de culte. Un chef-d'œuvre des Lumières. Il en est de même des *Brigands* de Schiller ou de *La Bataille d'Arminius* de Kleist, drame nourri de ressentiment antifrançais. Autant de prises de positions, d'immixtions. Parfois même de propagande politique en costume de théâ-

mal positionnée et souffre d'un handicap. Depuis Lessing, qui a couvert de sarcasmes diffamatoires la tragédie française, vouant injustement aux gémonies Racine et Corneille, les créateurs dramatiques allemands sont en effet hermétiques aux plus beaux textes français. Ils désavouent, la plupart du temps par ignorance et/ou par méconnaissance, les pièces de Nathalie Sarraute ou de Marguerite Duras, les œuvres de Pinget, Ponge ou Novarina – pour ne citer que quelques exemples. On trouve tout au plus quelques responsables de programmation et autres directeurs de salles – ils sont rares et c'est tant mieux – pour se jeter sur les piécettes conventionnelles et esthétiquement réactionnaires de Yasmina Reza ou chercher le politiquement correct d'un Grumberg. Aucun auteur d'avant-garde à l'affi-

France-Allemagne : des relations négligées ?

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, on n'est pas parvenu à fixer l'image que la France et l'Allemagne se font l'une de l'autre. Les hommes politiques ont réussi la performance de sceller la réconciliation, alors que les milieux intellectuels n'ont cessé de s'éloigner. En Allemagne, la dernière grande vague d'intérêt pour la France remonte aux années 1960/1970, lorsque l'existentialisme a non seulement influencé la littérature mais est devenu un véritable phénomène culturel et social. En revanche, le structuralisme et ses divers rejets, le nouveau roman, les oulipiens, tout cela est resté plus ou moins confiné dans les milieux universitaires. Mais surtout cette vague est demeurée à sens unique. La France était vue comme le pays d'une nouvelle littérature, d'un nouveau cinéma, d'une nouvelle culture et d'un nouvel art de vivre ; mais à la fascination exercée par cette France n'a répondu aucun véritable intérêt pour l'Allemagne.

La vieille méfiance traditionnelle de la France pour son voisin est demeurée intacte, engendrant

paradoxalement une sorte de transfiguration carrément comique de la RDA considérée comme « la meilleure part de l'Allemagne », celle qui « avait tiré les leçons de l'histoire », ce qui a conduit à une surestimation, toujours vivace chez certains, d'auteurs idéologiquement corrects. Ces incohérences ont encore augmenté après 1989, lorsqu'ont resurgi les mises en garde contre les possi-

Wolfgang Matz

bles vellétés de grande puissance d'une nouvelle Allemagne et l'avènement d'un « quatrième Reich ». Agrippée à de vieux mythes racornis, la France ne s'est toujours pas rendu compte qu'il existe en Allemagne une littérature bien moderne et bien vivante. On ne cesse de jouer les épilogues germaniques de Heiner Müller, on lit Thomas Bernhard comme si c'était la littérature réaliste de l'Autriche d'aujourd'hui, on s'insurge quand il est question de « censure politique » infligée à Günter Grass ou à Christa Wolf. On a certes entendu un peu parler de Durs Grünbein ou Marcel Beyer, mais le livre de

Norbert Niemann *Wie man es nimmt*, la plus intéressante entreprise littéraire visant à l'élaboration d'un nouveau roman social, n'est toujours pas traduit. On pourrait poser la question de façon provocante : vu l'ampleur de la méconnaissance de la réalité culturelle allemande, d'où pourraient bien venir les critères permettant d'appréhender ce qu'il y a de nouveau en Allemagne ?

Les grandes manifestations publiques centrées sur le livre peuvent avoir ici un impact, mais il faut qu'elles soient suivies d'un renouveau du travail de médiation. Il y a certes des tentatives louables faites en ce sens : en Allemagne, la découverte de Claude Simon, une grande édition consacrée à Proust et à Gide ; en France, la première traduction depuis un siècle et demi du *Nachsommer* de Stifter (Gallimard), l'intégrale des œuvres de Hanns Heny Jahn (José Corti) ou un choix important de celles de Walter Benjamin (Folio-Essais, Gallimard). L'opposition entre traditionalisme et modernité est en effet entachée d'irréalisme. Sans référence à l'histoire littéraire, on arrivera

tout au plus à découvrir un ou deux livres intéressants. Or on ne connaît une littérature que si l'on connaît Houellebecq et Flaubert, François Bon et Zola, Durs Grünbein et Hofmannsthal, Brussig et Karl Philipp Moritz, Claude Simon et Reinhard Jirgl. Les jugements littéraires viendront ensuite, aussi divers que les critiques qui les porteront.

Il n'y a pas de culture ni de littérature sans tradition et sans mémoire ; quand elles font défaut, on traduit un livre par-ci par-là, on encense le dernier roman à la mode ou le dernier succès à scandale ; mais on en reste aux contradictions d'une culture superficielle toujours plus indifférente à la source et à l'histoire, au contenu et à la forme.

★ Traduit par Pierre Deshusses

★ Traducteur de Julien Green, de Julien Gracq et de Philippe Jaccottet, Wolfgang Matz a publié Julien Green. *Le siècle et son ombre* (Gallimard, 1998) et dirige actuellement la collection de littérature allemande contemporaine chez Hanser. Il est chroniqueur littéraire à la *Neue Rundschau*.

● LENZ Siegfried
Le Dernier Bateau

Avec Heinrich Böll et Günter Grass, Siegfried Lenz, né en Poméranie en 1926, a été dans les années 1970 et 1980 l'écrivain le plus célèbre et le plus lu... dans son pays. Car, contrairement aux deux autres dont il partage les interrogations historiques et politiques, Lenz n'a jamais vraiment « percé » en France. Dommage. Mais on peut toujours le découvrir sur le tard avec ce *Dernier Bateau*, qui n'est pas un roman aussi important que *La Leçon d'allemand* ou *Le Bateau-Phare*, mais une belle variation intimiste sur un des thèmes chers à Lenz, l'exclusion. Et puis il y a Hambourg, son port, ses ambiances brumeuses, magnifiquement décrites (traduit par Odile Demange, Robert Laffont, 172 p., 119 F [18,14€]). F. Da.



● KRÜGER Michael
Histoires de famille

Poète et romancier, Prix Médicis étranger en 1996 (pour *Himmelfarb*), directeur de la revue littéraire *Akzente* et de la maison d'édition Carl Hanser Verlag (où il a publié Emmanuel Levinas, Henri Michaux, Botho Strauss), Michael Krüger signe ici un recueil de nouvelles corrosives sur le métier d'écrivain et le monde littéraire allemand.

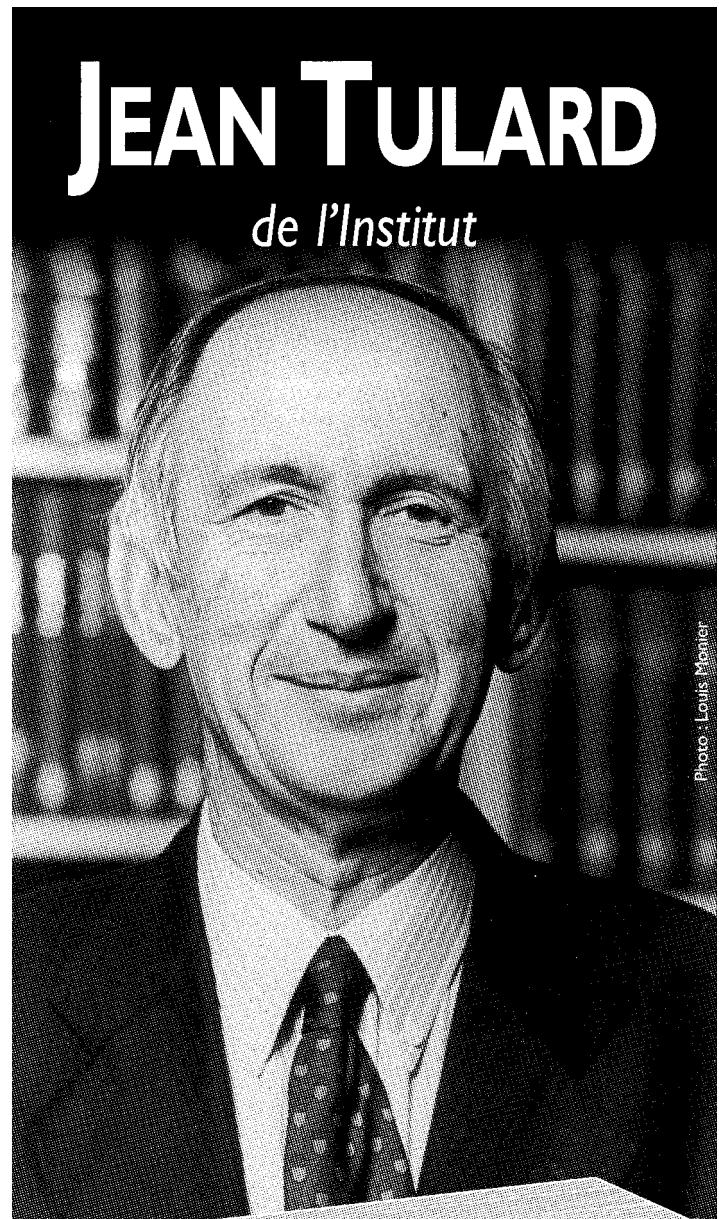
Outre une description au vitriol de la Foire de Francfort, orgie de cocktails indécents arrosés de « pluie spermatique », cet inventaire de farces ravageuses fustige (avec un sens du vertige borgésien, et aussi un piment d'amertume), l'absurdité du milieu éditorial, la télévision (« toute tête qui s'y montre peut publier avec un grand succès »), le cynisme des proches de l'écrivain crispés sur la gestion des retombées financières.

En résistance acerbe contre le culte de la rentabilité et de la médiocrité, Krüger règle ses comptes avec des proches familiaux aussi ignares que voraces, les marchands qui ont abjuré leur foi dans l'écrit pour adopter la religion de l'image, les poètes primés et médiatisés avant d'avoir écrit quoi que ce soit. Ceux qui croient pouvoir revendiquer la paternité d'une œuvre dont ils corrigent la ponctuation.

Ou ceux qui, abusés par le génie des consommateurs d'alcool et des écrivains *post coitum*, confondent « l'ivresse de la lecture et l'extase de l'étourdissement » (traduit par Claude Porcell, Seuil, 206 p., 125 F [19,06€]). J.-L. D.

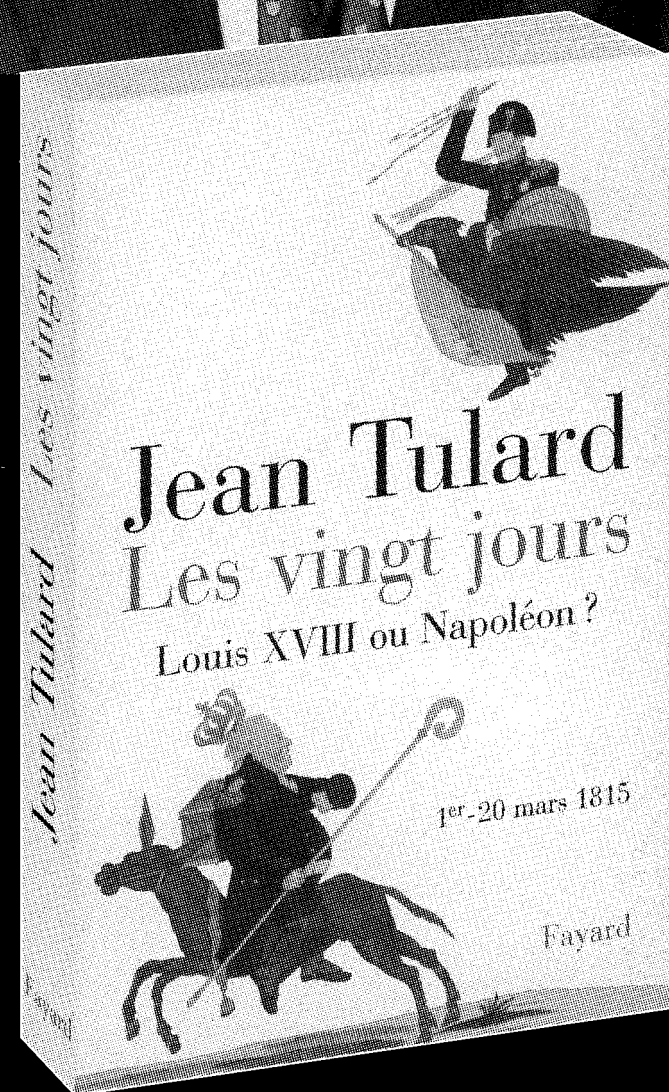
● ÉCRIVAINS, IDENTITÉ, MÉMOIRE
de Brigitte Krulic

« J'ai survécu au camp, mais le camp n'est pas mort. » Ce témoin, convoqué dans *L'Instruction* de Peter Weiss, qui ouvre aux côtés de Paul Celan et d'Uwe Johnson ce volume sous-titré « Miroirs d'Allemagne 1945-2000 », dit l'effroyable difficulté qu'eurent les écrivains allemands à recomposer une identité compromise par le crime nazi. C'est sans doute Böll qui l'a le mieux exprimé (« *Etre écrivain, c'est être inconsolable* »). Tout au long de ce fort dossier, des analyses sur les recompositions, les interprétations et les liquidations proposées comme improbable issue. Et trois entretiens inédits de Gila Lustiger, Günter Grass et Barbara Honigmann (Autrement, « Mémoires », 224 p., 130 F [19,82€]). Ph.-J. C.



JEAN TULARD

de l'Institut



Napoléon revient de l'île d'Elbe. Louis XVIII est aux Tuileries.

Vous êtes préfet, maire ou général.

Qui servir ? Qui trahir ? Tout s'est joué en vingt jours.

FAYARD
www.editions-fayard.fr

Süddeutsche Zeitung

NEUESTE NACHRICHTEN AUS POLITIK, KULTUR, WIRTSCHAFT UND SPORT

Starker Gegenraum

Der Detektivroman als literarische Ehre

Es klingt nach simplem Krimplot: ein Mann erhält von seinem ominösen Chef den Auftrag, einen verschwundenen Geldtransporter wiederzufinden. Ort der Handlung: Berlin; Zeitraum: ein Wochenende. John le Carré oder Raymond Chandler könnten aus solch einem Auftrag eine ihrer *hardboiled novels* stricken und einen Agenten mit Zigarette im Mundwinkel und Flachmann im Trenchcoat in die Straßenschluchten der Hauptstadt und durch einen schnell konsumierbaren Textschicken, an dessen Ende die Gelder gefunden und alle Rätsel gelöst sind. Mühler, der Detektiv aus Georg Kleins neuem Roman *Barbar Rosa* raucht nicht. Er trinkt auch nicht. Es sei denn stark gesüßten Kräutertee. Er leidet an einer neurodermitischen Krankheit, die sein Arzt als «*okkulte Allergie*» bezeichnet, und frönt einer geheimnisvollen sexuellen Perversion, die keine Erfüllung findet. Und das Berlin, durch das er rastlos eilt, ist mehr urbane Leerstelle und Traumlandschaft als der von den deutschen Medien fortwährend beschworene Ort des Aufbruchs in die dynamisch Neue Mitte. Die merkwürdigen Personen und Orte, die Mühler aufsucht, legen die Vermutung nahe, dass unter dieser fremdartigen Stadt kommunizierende Röhren liegen, die tief in die Texte Kafkas hinein reichen: die unzertrennlichen Gebrüder Ilbich etwa, die in einem baufälligen Parkhaus einen «*Gebrauchstextfundus*» betreiben, könnten die gealterten Gehilfen aus dem *Prozeß* sein. Die rätselhaften Orte, die verstörend skurrilen Personen: Kleins Roman unterscheidet von der gewöhnlichen Detektivgeschichte, dass hier nicht kriminalistische Rät-

sel gelöst werden, sondern vielmehr aus dem Fortgang der Geschichte immer neue Geheimnisse erwachsen. Als Klein für ein Kapitel aus *Barbar Rosa* den Ingeborg-Bachmann-Preis erhielt, lobte die Jury seinen Text denn auch als «*in sich vibrierendes Rätsel*» und «*romantisches Schauermärchen*». Deutschland tut sich schwer mit dem Leichten: Der Krimi gilt hierzulande noch immer als minderwertige Kunstform. Der 47-jährige Georg Klein macht sich mit seinen Detektivromanen einen Spaß daraus, alle Unterscheidungen zwischen E und U, zwischen hoher Kunst und Unterhaltung zu durchkreuzen und die vermeintlich gegenläufigen Elemente des *suspense* und der literarisch durchgearbeiteten Sprache zusammenzubringen. Seinen Lesern bereitet er damit genussliche Qualen: *Barbar Rosa* und Kleins erster Roman *Libidissi*, der vor drei Jahren erschien, sind so spannend und von solch beklemmender Atmosphäre, dass man sie in einer Nacht durchlesen möchte. Gleichzeitig aber erzählt Klein in solch kunstvollen Perioden, dass man immer wieder bei einzelnen Sätzen verweilen will, so schön ist der federnde Rhythmus, so genau sind die Formulierungen, so fein läßt Klein die Namen seiner Figuren und all seine Neologismen semantisch auf. In einem Text über Thomas Pynchon schrieb Georg Klein einmal: «*Wie ein ahistorisches Lasso wirft uns Pynchon unsere ach so bedeutsame Zeitgeschichte um die Ohren. Er wirft uns 'Gravity's Rainbow' hin, als wollte er sagen: 'So träumen wir, Europa! Träumt stärker, wenn Ihr könnt!'*» Kleins Detektivromane kann man als Antwort auf Pynchons Herausforderung lesen.

Alex Rühle



Japanische Familie auf der Pfaueninsel

EIN SONNTAG IN BERLIN

En version originale

A l'occasion du Salon du livre de Paris qui accueille cette année l'Allemagne comme invitée d'honneur, *Le Monde* s'est associé à la *Süddeutsche Zeitung* pour proposer à ses lecteurs une page rédigée en allemand. Celle-ci reprend la présentation de la «*une*» du cahier «*Feuilleton*», c'est-à-dire du supplément culturel, publié chaque jour par notre confrère de Munich.

Sous le titre «*Rapide et éphémère*», Willi Winkler, responsable de la littérature dans le «*Feuilleton*» de la *Süddeutsche*, dresse un panorama de la jeune littérature allemande qui connaît un grand succès, y compris à l'étranger. Elle ne se soucie ni des traditions ni des conventions. «*Le jeune écrivain allemand écrit comme s'il n'avait jamais rien lu des géants de la littérature*», affirme Willi Winkler. Les vieux peuvent bien la considérer comme une «*génération perdue*», c'est justement de cette absence de toute ambition que la jeune littérature tire son inspiration. «*Les accessoires sont tout*», ce qui ne veut pas dire que les jeunes auteurs ne savent pas écrire. Au contraire.

Willi Winkler craint cependant que peu d'œuvres ne restent. «*C'est de la littérature d'usage, écrit-il, destinée à une consommation rapide.*» Faut-il le regretter? Il n'est peut-être pas mauvais qu'une jeunesse «*irresponsable*» trouve à nouveau «*sexy*» l'écriture et la lecture. Après tout, «*quand le soleil de la culture se couche, les nains ont aussi de longues ombres*», a dit un jour le pamphlétaire autrichien Karl Kraus.

Alex Rühle prend l'exemple de Georg Klein, un auteur de romans policiers qui élève ce genre à «*la distinction littéraire*». Dans *Barbar Rosa*, (Alexander Fest, Berlin) son détective est le contraire des héros traditionnels; il ne fume pas, ne boit pas sauf de la tisane sucrée et il est affublé d'une perversion sexuelle secrète à tout jamais insatisfait. Il cherche la solution des énigmes dans le repaire des frères Ilbich, un «*fonds de textes d'occasion*», d'où ils sortent précautionneusement des magazines pornographiques. Mais le roman ne résout pas, comme d'habitude, des énigmes policières; l'histoire qui coule soulève toujours de nouveaux secrets. Le lecteur, pris par le suspense, aura le choix entre dévorer le roman d'une traite et savourer chaque phrase, son rythme et ses néologismes.

Le portrait des frères Ilbich, proposé en encadré, illustre le style et l'humour de Georg Klein. Le héros de *Barbar Rosa* ne distingue les deux frères, qui ne sont pourtant pas des jumeaux, qu'à «*la forme de leur cavité*».

D. V.

«*UN DIMANCHE À BERLIN*» Les photographies qui illustrent ce numéro sont d'Annette Haushild. Dans ce travail, cette photographie de l'agence allemande Ostkreutz a saisi les moments paisibles des Berlinoises devenus touristes dans leur propre cité.

Willi Winkler

Schnell und vergänglich

Die junge deutsche Literatur ist endlich auf der Höhe der Zeit

Wenn man jung ist und verantwortungslos, George Bush fils hat dieses Lied wiederholt gesungen, dann ist man jung und verantwortungslos. Vor lauter Leben bleibt einfach keine Zeit für auch nur einen ernsthaften Gedanken. Sollen sich damit ruhig die Älteren abgeben, die können sonst nichts mehr, aber den Ernst des Lebens, den beherrschen sie. Zum Beispiel wissen sie, was Literatur ist, gute Literatur, und sie halten mit ihren präzeptoralen Ansichten nicht hinterm Berg. Und plötzlich gibt es dieses Kunstdiät nicht mehr. Der junge deutsche Autor schreibt, als hätte er nie etwas gelesen von den Großen der deutschen Literatur. Schamlos verstößt er gegen alle poetologischen Vorschriften, kann damit aber auch sämtliche Kontrollen unterlaufen. Soviel Frechheit siegt und zahlt sich auch noch aus. Benjamin Lebert, damals 17, erzählt in *Crazy* die ewig junge Internatgeschichte, Unordnung und frühes Leid. Das Buch ist inzwischen in mehrere Sprachen übersetzt und erfolgreich verfilmt worden und hat den Verfasser berühmt gemacht.

Die Jugend war längst abgeschrieben von den Alten, verloren ans Fernsehen, an Musik, Mode, Drogen. Wo Goethes armer Poet Torquato Tasso noch allerhöchster Weisung bedurfte, wächst dem neuen deutschen Schriftsteller sehr irdische Hilfe zu. Mitten aus dem vergnügungssüchtigen

Leben werden wieder richtige Bücher geschrieben und zwar von genau dieser an die literaturferne Zerstreung verlorenen Generation. Die meisten sind von entschlossener Anspruchslosigkeit, aber dafür besessen von Drogen, Mode, Musik und vom Fernsehen. Accessoires sind alles. Was einer anhat, isst, trinkt, welche Musik er hört, wohin er zum Tanzen geht und wen er dort trifft: Ohne diese Signale an die gleichaltrigen Leser ist alles nichts. Benjamin von Stuckrad-Barre ist der Star dieser Szene. Seine Bücher sind konzipiert wie CDs von Oasis oder den Pet Shop Boys, überdies sieht der Autor gut aus und ist als lämmelhafter Talkshow-Gast wie als Model für H&M-Herbstmoden gleichermaßen begabt. Schreiben kann er übrigens auch noch. Was er schreibt, ist nebensächlich, Hauptsache, es kommen die richtigen Namen vor. Diesem Muster eifern die anderen nach. Junge Frauen erzählen, wie schwer es heute ist, jung und Frau zu sein, und weil es gleich mehrere auf einmal waren, die diese traurige Weise anstimmten, wurde gleich ein neues «*Fräuleinwunder*» ausgerufen.

Das Wenigste davon wird sich halten, es ist Gebrauchsliteratur, für den schnellen Verzehr bestimmt. Natürlich gibt es Ausnahmen: Arnold Stadler, der mit der Wortgewalt Martin Walsers aus dem Heideggerschen Meßkirch in die deutsche Literatur hereingebrochen ist; Rainald Goetz, der sich seit seinem allseits bewun-

derten Debut *Irre* (1983) selber mit jeder Mode einläßt und dabei mit Luhmannscher Ausdauer Jahr für Jahr um ein noch gewaltigeres Thema ringt; schließlich Michael Kumpfmüller, dem das Kunststück gelungen ist, mit der Sprache von Uwe Johnson und Hermann Lenz einen eleganten Roman zu schreiben, der auch noch erfolgreich ist. *Hampels Fluchten* erzählt die Geschichte eines fallierten Bettenverkäufers, der 1962, ein halbes Jahr nach dem Bau der Mauer, von West- nach Ostdeutschland wechselt und drüben mit ähnlicher Konsequenz scheitert wie zuvor im Westen. Heinrich Hempel trinkt zuviel, steigt zuvielen Frauen nach und läßt sich auch noch mit der Stasi ein. Dieser kleine Schlawiner taugt einfach nicht zum Helden für deutsche Geschichte, dafür ist er zu unscheinbar, zu eigensüchtig, zu wenig politisch, und wahrscheinlich ist *Hampels Fluchten* deshalb das beste Buch seit langem. Die anderen Bücher schreiben und -lesen wieder sexy. Und wenn die Sonne der Kultur untergeht, hat Karl Kraus einmal gesagt, werfen auch Zwerge große Schatten.

Willi Winkler

Die Brüder Ilbich aus «Barbar Rosa»

«*Als ich die schwere Feuerschutztür aufdrückte, fand ich «*Ilbichs Gebrauchstextfundus*» gut besucht. Der Laden der Brüder, die von sich sagen, das Leben habe ihnen das Schlafen abgewöhnt, ist rund um die Uhr geöffnet, und gerade der Abend scheint für viele ihrer Kunden eine gute Stöberzeit zu sein. Ich sah die beiden munteren Greise an ihrem Kassentisch, in die Durchsicht neuen Materials vertieft. Freund Kurti und ich sind einer Meinung darin, dass man die zwei, obwohl sie keine Zwillingenbrüder sind, kaum auseinanderhalten kann. Erst als ich es geschafft hatte, die Formen ihrer Glatzen an ihre Vornamen zu koppeln, war mir aus der Verlegenheit geholfen. Der Haarkranz Lionel Ilbichs spriesst noch so breit, dass seine Ohren auch oben grau umrandet sind, während Arnold nur einen knapp drei Finger schmalen Streifen Haar im Nacken seines Schädels stehen hat. Ob Arnold oder Lionel der Ältere ist, habe ich nie zu fragen gewagt, weil ich befürchte, den Jüngeren damit zu kränken. Beide schauen mit wässrigen Augen in ihr gemeinsames Geschäft, auf Material und Kunden. Die schweren Lider zeigen ein Netzwerk roter und blauer Äderchen. Ihre Münder sind ungewöhnlich gross, mit dicken, aber blutarm grauen Lippen. Die Brüder sprechen ein überklares, fehlerfreies Deutsch, allein gewisse Altertümlichkeiten seiner Syntax und das Knallen einiger Konsonanten verraten, dass es in der Fremde, gut tausend Kilometer östlich unserer Stadt, erworben worden ist. Nicht selten habe ich sie nach ausgefallenen Wörtern innehalten und seltsam versonnen lächeln sehen, habe sie dann das Wort, das sie verstummen liess, leise wiederholen und schließlich, als wäre nichts geschehen, in normalem Tonfall von den Geschäften weitersprechen hören.*» (Georg Klein, *Barbar Rosa*, Seiten 34-36)

PRESSES DE SCIENCES PO



Sophie Body-Gendrot

LES VILLES LA FIN DE LA VIOLENCE ?



152 p. 75 F, 11,43 €

PRESSES DE SCIENCES PO



Benjamin Stora

LA GUERRE INVISIBLE, Algérie, années 90



128 p. 75 F, 11,43 €

Les PRESSES DE SCIENCES PO

(stand C 89) et FAYARD (stand H 75)

vous invitent à une rencontre-débat au Salon du livre, Porte de Versailles

le mardi 20 mars de 19h30 à 21 h Salle Heinrich Heine.

«*Faut-il avoir peur de la mondialisation ?*»

avec Jacques Capdevielle, auteur de *Modernité du corporatisme* (Presses de Sciences Po, 2001), Elie Cohen, économiste, Viviane Forester, écrivain, Patrick Messerlin, directeur du GEM, commanditaire du livre *Politique agricole. Un modèle européen* (Presses de Sciences Po, 2001) Philippe Moreau Defarges, auteur de *Un monde d'ingérences* (Presses de Sciences Po, 2000) René Passet, auteur de *L'illusion néo-libérale* (Fayard)

PRESSES DE SCIENCES PO

L'EXPÉRIENCE POLITIQUE DES JEUNES

Anne Muxel

192 p. 118 F, 17,98 €

PRESSES DE SCIENCES PO



Bruno Rémond

DE LA DÉMOCRATIE LOCALE EN EUROPE



160 p. 75 F, 11,43 €

PRESSES DE SCIENCES PO



Roland Cayrol

SONDAGES MODE D'EMPLOI



136 p. 75 F, 11,43 €